

CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

pour le territoire Côte Ouest Centre Manche

ENTRE

La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche

Représentée par son Président, Henri LEMOIGNE, autorisé à l'effet des présentes suivant la délibération en date du 28 octobre 2021

Ci-après désigné par « la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche »

D'une part,

ET

L'État,

Représenté par Frédéric PERISSAT, Préfet de la Manche

Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

EN PRESENCE :

Du Représentant du Conseil Départemental de la Manche

Des maires du territoire Côte Ouest Centre Manche

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-Région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Article 1 - Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire Côte Ouest Centre Manche autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ce contrat mobilisera l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations du territoire engagé. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

Présentation du territoire signataire et de ses dispositifs en cours

Le territoire Côte Ouest Centre Manche et ses partenaires ont souhaité s'engager dans cette démarche de contractualisation.

Présentation du territoire

La communauté de communes Côte Ouest Centre Manche (COCM) est située au nord du Pays de Coutances et aux portes du Cotentin. Elle est issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 de la fusion des anciennes Communautés de Communes du Canton de Lessay, de La Haye du Puits, et de Sèves-Taute.

Elle compte 30 communes membres et 21 968 habitants au 1er janvier 2020.

Le territoire se structure autour des 3 pôles de centralité que sont La Haye (4.124 habitants), Périers (2.289 habitants) et Lessay (2.284 habitants) qui irriguent un territoire multipolaire constitué de communes littorales touristiques et de petites communes rurales. Cette notion de maillage autour de petites et moyennes unités urbaines est un élément identitaire fort du territoire.

Le territoire communautaire présente une mosaïque de paysages remarquables entre dunes, plages, havres, landes, bocage et marais qui constituent des réservoirs de biodiversité d'une grande richesse.

La collectivité exerce une grande vigilance à la préservation de cette biodiversité et à la protection de ses milieux naturels à travers l'exercice de la compétence GEMAPI.

Anticiper les aléas liés au changement climatique et s'adapter aux vulnérabilités : tel est l'objectif stratégique que la collectivité a clairement affiché dans son CRTE et son projet de territoire.

La population communautaire est relativement âgée. La tranche d'âge des 60-74 ans représente 20,1 % de la population totale contre 17,9 % pour le département. Le nombre de plus de 75 ans représente quant à lui 14 % de la population, contre 12 % au niveau départemental.

Les projections démographiques à l'horizon 2030 laissent envisager un taux d'évolution annuelle de la population projetée entre 2013 et 2050 faiblement positif (0,02%). Cependant, cette projection démographique peut évoluer favorablement sous l'effet des politiques d'attractivité menées au niveau régional et départemental, et, surtout, sous l'effet d'une politique territoriale concertée et volontariste menée par la communauté de communes dans une logique d'attractivité mais aussi par les communes pôles de centralité dans une logique de revitalisation des centres-bourgs.

Le dispositif « Petites Villes de Demain » dans lequel la COCM et les communes de La Haye, Périers et Lessay se sont engagées devrait ainsi y contribuer.

Les indicateurs de précarité, qui reposent sur les revenus constatés, le taux de chômage, le niveau de qualification et le taux de familles monoparentales démontrent une poche de forte précarité sur le territoire de la Communauté de Communes. Le taux de pauvreté constaté sur le territoire est de 15,7% contre 12,8 % à l'échelle départementale. De plus, les agriculteurs, artisans et ouvriers sont plus nombreux que la moyenne départementale tandis que les professions à plus hauts revenus (cadres, professions intermédiaires) sont sous-représentées.

Cette structuration de la population fait émerger des enjeux spécifiques, tels que l'adaptation de l'habitat à la perte d'autonomie ou l'accompagnement des personnes âgées et des personnes vulnérables.

Concernant le volet économique, le territoire communautaire se caractérise par son économie présentielle avec un maillage dense d'entreprises artisanales dans le domaine du bâtiment et la présence de plusieurs entreprises d'envergure régionale, voire nationale (transformation de produits agricoles, conditionnement, imprimerie, transport). La main d'œuvre est globalement peu diplômée. Les entreprises sont régulièrement confrontées à des difficultés de recrutement. De plus, l'économie est sensible à la saisonnalité avec ses contraintes en termes de recrutement et d'hébergement.

Cette économie trouve son ancrage historique dans la ruralité : l'agriculture et la pêche représentent 709 exploitations agricoles et 18 % des emplois sur la communauté de communes.

L'activité commerciale est encore bien présente dans les centres-bourgs avec une bonne représentation des métiers de bouche. Cependant la dynamique commerciale est fragile. Le déploiement d'une Opération de Revitalisation Rurale (ORT) devrait ainsi contribuer à la redynamisation des centres-bourgs.

L'appartenance de la communauté de communes au Parc Naturel Régional des Marais du Bessin et du Cotentin est un gage de qualité et un atout valorisé dans l'offre touristique.

Bien que ne disposant pas de site touristique majeur, l'attractivité du territoire s'appuie sur les espaces naturels qui maillent son territoire (Mont Doville, Mont Castre, lac des Bruyères, étang des Sarcelles, havres de Surville, de Saint Germain sur Ay et de Geffosses, marais de la Sangsurière et de l'Adriennerie, tourbière de Mathon...) mais également sur des sites patrimoniaux de grande valeur (abbaye de Lessay, château fort de Pirou), un réseau dense de circuits de randonnée pédestres et vélo.

Le tourisme vert est aujourd'hui une valeur sûre sur laquelle s'appuie la collectivité pour promouvoir son territoire.

Au 1^{er} janvier 2021, la communauté de communes disposait de 24 910 lits touristiques, dont 19 593 lits en résidences secondaires et 5 317 lits touristiques marchands.

Bien que possédant un potentiel de développement important, le territoire est en prise à un certain nombre de difficultés propres aux territoires ruraux, notamment en matière de maintien des services publics.

Ainsi la communauté de communes a déployé une politique volontariste afin de maintenir et de faciliter l'accès aux services et aux équipements de base (commerces de proximité, établissements scolaires, transports, santé, équipements culturels, sportifs, de loisirs), condition du bien-être des habitants et de leur attachement au territoire.

Elle a ainsi déployé plusieurs dispositifs pour accompagner les administrés dans leurs démarches et faciliter leur quotidien : Espaces France Services et Espaces Public Numériques (accompagnement individualisé aux démarches administratives et numériques), Plateforme Habitat (conseil et accompagnement aux travaux d'amélioration énergétique des logements), Plateforme Mobilité (conseils et solutions individualisées pour se déplacer).

Le maintien et la facilitation de l'accès aux services et aux équipements de base est une priorité.

On dénombre sur la communauté de communes de nombreux services à destination des familles, sous gestion publique, associative ou privée : relais assistantes maternelles, maisons d'assistantes maternelles, crèches, centres de loisirs, espaces jeunes.

La communauté de communes a mené en 2019-2020 une démarche exemplaire aux côtés de la MSA pour recenser les besoins des familles en matière d'offre de services. Un plan d'actions, co-construit avec un panel représentatif d'habitants, a ainsi été adopté afin de réduire les inégalités territoriales et renforcer le lien social.

En matière d'équipements sportifs, on dénombre sur la communauté de communes plusieurs gymnases et salles sportives dont la gestion est communautaire. Pour certains d'entre eux, ces équipements sont cependant vieillissants. C'est pourquoi la collectivité a engagé un vaste programme de réhabilitation qui se poursuivra sur la durée du mandat en cours.

La communauté de communes dispose par ailleurs d'une base de char à voile sur la commune de Bretteville sur Ay et d'un golf 9 trous sur la commune de Saint Martin d'Aubigny. Il s'agit d'atouts indéniables qui contribuent à l'attractivité du territoire.

La communauté de communes a par ailleurs en projet la construction d'un équipement aquatique structurant avec bassin de nage, bassin ludique et espace de remise en forme. Cette piscine doit répondre à une forte demande de la population et notamment aux besoins des scolaires pour lesquels il est de plus en plus difficile de trouver des créneaux disponibles dans les piscines aux alentours.

Cet investissement de grande envergure ne verra pas le jour au cours du mandat actuel mais les études préalables devront être menées à leur terme avant 2026.

Concernant les équipements culturels, ceux-ci sont de compétence communale. Hormis la salle pluriculturelle de Lessay, il n'y a pas d'équipements culturels structurants, mais des projets sont à l'étude sur les communes de La Haye et Périers. On recense plusieurs médiathèques et bibliothèques sous gestion communale ou associative. La communauté de communes assure la mise en réseau de ces bibliothèques en organisant des manifestations, expositions, spectacles sur des thématiques communes.

La communauté de communes organise également, en partenariat avec le Conseil Départemental, l'accueil de spectacles dans le cadre du réseau Villes en Scène. Elle gère également la ludothèque intercommunale située dans les locaux du pôle de proximité de Périers.

On recense sur le territoire une offre associative culturelle diversifiée : école de musique, cours de théâtre, atelier peinture, chorale... Toutefois, ces pratiques culturelles restent fragiles car elles ne captent qu'une partie des habitants. Toute une partie de la population souffre en effet d'un déficit culturel. Aussi, les structures éducatives (écoles, collèges, centres de loisirs...) mettent en œuvre de nombreuses actions auprès de la jeunesse et des familles pour les faire participer à des activités culturelles.

La question du numérique est également un enjeu majeur. En effet, outre la finalisation de la couverture de l'ensemble du territoire communautaire en fibre optique (FTTH), l'accès au numérique est un levier essentiel pour la cohésion, l'attractivité et le développement du territoire. Dans ce cadre, l'accès au numérique pour tous doit permettre de combattre le sentiment d'isolement de nombreux habitants et permettre à tous un meilleur accès aux services. Les 3 espaces publics numériques, qui assurent une mission d'accompagnement à l'apprentissage des outils numériques, ont ici tout leur rôle à jouer.

Enfin, un centre intercommunal d'action sociale est rattaché à la communauté de communes. Celui-ci gère deux EHPAD (Créances-Lessay, La Haye-Montsenelle) et une résidence autonomie à La Haye.

Un vaste programme de réhabilitation est en cours d'étude sur l'EHPAD de Montsenelle. Une extension sera également réalisée pour accueillir une unité Alzheimer et répondre à un besoin non satisfait à ce jour sur le territoire.

La politique en faveur des seniors est d'ailleurs une des orientations prioritaires de la communauté de communes. Maintenir les seniors au domicile en offrant les conditions du bien vivre chez soi est une priorité qu'elle s'est fixée. Le déploiement d'un Plan Local Autonomie, le recrutement d'une référente prévention senior et d'une animatrice de la vie sociale des seniors démontre son implication et sa volonté en la matière.

Une présentation très détaillée du territoire figure dans le diagnostic.

Présentation des dispositifs en cours

Pour élaborer son CRTE, la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche s'est appuyée sur différentes démarches en cours. Il était en effet essentiel de prendre en compte les orientations stratégiques adoptées ultérieurement au CRTE et les programmes d'actions en vigueur car ils auront nécessairement un impact sur le contenu du CRTE.

Peuvent ainsi être recensés les programmes et dispositifs suivants :

- Le programme Territoire durable 2030 signé avec la Région
- Le Plan Climat Air Energie Territorial
- La démarche interne de développement durable
- Le contrat de territoire signé avec la Région et le Département
- Les contrats de pôles de services (CPS) signés par les communes de La Haye, Lessay, Périers et Créances avec le Département
- La convention relative au déploiement du SARE signée avec la Région
- La convention signée avec l'ANAH relative à la mise en place d'une OPAH-RU sur le secteur de Périers,
- La convention FIT signée avec la DIRECTE ainsi que la convention France Mobilités relative à la plateforme de mobilité,
- Le Plan Local Autonomie signé avec le Département
- La charte avec les familles signée avec la MSA,
- Les conventions signées avec la MSA concernant la politique tarifaire des accueils collectifs de mineurs
- Les différentes conventions d'objectifs et de financement conclues avec la CAF relatives aux Contrats Enfance Jeunesse, aux ACM/NAP, aux rythmes éducatifs, aux RAM, au CLAS et aux actions parentalité,
- Les conventions Plan Mercredi signées avec la Préfecture, la CAF et la MSA,
- La convention PEDT signée avec l'Education Nationale, la Préfecture, la CAF et la MSA,
- Le programme Petites Villes de Demain engagé sur les communes de La Haye, Lessay et Périers pour une durée de 6 ans,
- Les conventions de financement des postes de techniciens rivières signées avec l'AESN,
- Les conventions de financement des programmes de restauration des bassins versants signées avec l'AESN,
- Les différentes conventions NATURA 2000 signées avec les services de l'Etat,
- Les conventions signées avec CITEO pour la mise en place anticipée de l'extension des consignes de tri des emballages en plastique sur le territoire communautaire,
- La mise en œuvre d'un programme d'actions dans le cadre de la stratégie en faveur de l'économie circulaire,
- La poursuite de l'étude de pré-faisabilité urbaine, technique et économique sur le site de l'ancienne Tannerie située à Saint Martin d'Aubigny par l'intermédiaire de l'EPFN permettant aux élus de définir un projet de reconversion du site,
- Les études en cours concernant la réalisation de l'étude de définition du système d'endiguement et de l'étude de dangers associée avec une perspective de faisabilité d'une renaturation du havre de Saint-Germain-sur-Ay, poldérisé, et ses conséquences sur la gestion du trait de côte ainsi que sur les aménagements du territoire face aux risques littoraux et au changement climatique - relocalisations et adaptations - en partenariat avec le CEREMA dans le cadre du dispositif « Gestion intégrée du littoral et de la mer ».

La communauté de communes a également intégré dans les orientations de son CRTE des politiques sectorielles qu'elle sera amenée à déployer pendant la durée du mandat :

- un Réseau Territorial de Promotion de la Santé (RTPS), en partenariat avec la communauté de communes Baie du Cotentin, l'Agence Régionale de Santé et la Région
- un Projet Educatif Social Local (PESL)
- une OPAH-RU qui sera mise en oeuvre à l'échelle communautaire.

Sur la base du projet de territoire, le CRTE décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le CRTE traduit également la manière dont le volet territorial du CPER se décline concrètement dans le territoire.

Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est un contrat évolutif et pluriannuel d'une durée de 6 ans. Il fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Article 2 – Ambition du territoire Côte Ouest Centre Manche

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- *D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;*
- *De les décliner en orientations stratégiques et en plans d'actions.*

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

- **Résumé du projet de territoire (rédaction en 1 page maximum) collaboratif et partagé :**

Projet de territoire et CRTE ont été élaborés de façon concomitante, en s'appuyant sur l'ensemble des diagnostics partagés, des orientations stratégiques et plans d'actions mis en œuvre par la communauté de communes depuis 2017. Ce projet de territoire est le reflet de l'ambition politique et stratégique que la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche se donne pour son avenir à court, moyen et long terme.

Offrir aux habitants les conditions du bien vivre dans un territoire durable, accueillant, résilient et attractif, telle est la volonté des élus qui s'exprime dans ce projet de territoire à travers ses aspects de transition écologique, démographique, sociale et territoriale.

Les orientations adoptées par le conseil communautaire ont été partagées avec la Conférence des Maires et avec les membres du Conseil de Développement Durable.

Pour l'accompagner dans sa réflexion et dans l'élaboration de son projet de territoire et de son CRTE, la communauté de communes a bénéficié d'un accompagnement de deux bureaux d'étude missionnés par l'Agence Nationale de la

Cohésion des Territoires : Rouge Vif Territoires sur le projet de territoire et l'écriture des fiches-action du CRTE, et Missions Publiques sur le volet participation.

La Communauté de communes Côte Ouest Centre Manche est une intercommunalité récente qui a vu le jour en 2017. Si elle ne s'est pas dotée jusqu'à présent d'un projet de territoire « formalisé », elle a cependant élaboré différentes stratégies s'appuyant sur les valeurs du développement durable.

En à peine 5 ans, elle a en effet adopté plusieurs documents stratégiques :

- stratégie de développement économique et touristique,
- feuille de route sur l'économie circulaire,
- Plan Climat Air Energie Territorial,
- stratégie locale de gestion de la bande côtière pour faire face au changement climatique,
- charte avec les familles,
- plan local autonomie...

Elle a également mis en place des services de conseil et d'accompagnement de proximité aux démarches des usagers :

- espaces France Service et espaces publics numériques,
- plateforme Habitat,
- plateforme mobilité,

En intégrant les enjeux économiques, environnementaux et sociétaux de la transition écologique inscrits dans les différentes stratégies territoriales portées par l'intercommunalité, et notamment le PCAET, le projet de territoire constitue le socle du CRTE.

Il se décline autour de 4 axes qui répondent aux enjeux du territoire, ces enjeux ayant été déclinés en 23 orientations stratégiques répondant aux objectifs que la communauté de communes s'est donnée pour devenir un territoire résilient au service de la population et répondant aux besoins des citoyens :

- axe 1 : pour une économie attractive et durable
- axe 2 : pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
- axe 3 : pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
- axe 4 : pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire

Les projets d'investissement portés par l'intercommunalité et les communes qui lui sont rattachées s'inscrivant dans les thématiques du CRTE (transition écologique, démographique, économique et numérique, attractivité territoriale) et dans le calendrier du Plan de Relance de l'Etat ont été inscrits pour une première phase de mise en œuvre du contrat.

Article 3 – Les axes stratégiques

Le présent contrat fixe les axes stratégiques en s'appuyant sur le projet de territoire de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche approuvé en date du 25 novembre 2021.

- **axe 1** : pour une économie attractive et durable
- **axe 2** : pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
- **axe 3** : pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
- **axe 4** : pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire

Les axes stratégiques font l'objet de fiches descriptives intégrées dans le document annexé au présent contrat et intitulé « Tome 2 : stratégie ». Ces fiches comprennent des objectifs - chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs - qui peuvent être selon le cas des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats. Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

Article 4 – Le Plan d'action

Le plan d'action est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat

Après la définition du périmètre, dès la phase d'engagement de l'élaboration du contrat, le recensement des contractualisations existantes relève du diagnostic du territoire. Il s'agit d'identifier :

- *Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville (Grande équipe de la réussite républicaine, Education et petite enfance...), du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, territoires d'industrie, Petites villes de demain, Agenda rural...);*
- *Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Education nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;*
- *L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.*

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE. Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

Des modalités d'articulation avec d'autres dispositifs non intégrés dans le contrat (contrats de l'Etat, moyens des opérateurs, contrats des collectivités...) peuvent être précisées.

Sont intégrés au CRTE signé par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche les contrats qui ont été conclus précédemment avec l'Etat :

- programme Petites Villes de Demain signé le 28 mai 2021 avec l'Etat et les communes de La Haye, Périers et Lessay
- convention Plan Mercredi signé avec l'Etat, la CAF et la MSA
- convention PEDT signée avec l'Etat, l'Education Nationale, la CAF et la MSA
- conventions de financement des postes de techniciens rivières signées avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- conventions de financement des programmes de restauration des bassins intégrés signées avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- conventions NATURA 2000 signées avec les services de l'Etat

4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites dans des fiches actions et des fiches projets dans le document annexé au présent contrat et intitulé « Tome 2 : stratégie » (annexes 4 et 5). Ont également été ajoutées des fiches de stratégie (annexe 6) qui présentent les politiques stratégiques adoptées par la communauté de communes dont la mise en œuvre opérationnelle permettra d'atteindre les objectifs de transition écologique, démographique, économique et numérique affichés dans le CRTE.

Les opérations envisagées sont d'abord l'objet de « fiches-projets » qui deviennent des « fiches-actions » lorsque leur nature et leur plan de financement sont établis et qu'elles sont suffisamment mûres pour démarrer à court terme dans un délai raisonnable.

Les projets accompagnés devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux des naturels, afin de s'inscrire dans les engagements nationaux (stratégies bas-carbone et biodiversité). Ils peuvent être de grande

envergure, structurants pour le territoire, ou à plus petite échelle, mais toujours porteurs d'une plus-value sociale, économique, culturelle et environnementale forte, pour les habitants, les acteurs socio-économiques et les associations. Les projets peuvent également poursuivre des objectifs de coopérations entre territoires : des actions peuvent être communes à deux CRTE avec deux participations financières.

Les engagements peuvent être de différentes natures, ils précisent :

- La maîtrise d'ouvrage du contrat et la désignation du pilote pour son élaboration, son suivi, sa mise en œuvre, la description des actions et des projets, les objectifs poursuivis et l'évaluation et les résultats spécifiques attendus au terme du contrat ;
- L'animation des acteurs du territoire, en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics...) pour initier et catalyser la dynamique du territoire ;
- Les acteurs mobilisés et leur rôle qu'il s'agisse d'appui financier, administratif, technique ou en moyens humains ;
- Les crédits budgétaires, les financements déjà mobilisés notamment lorsqu'ils proviennent de financements de droit public ;
- La mise à disposition de moyens (humains, matériels, immobilier) ;
- L'ingénierie (conseils juridiques et technique) ;
- Les indicateurs de suivi et de résultats, les évaluations ;
- L'échéancier (planning d'action, calendrier prévisionnel de réalisation) ;
- Les courriers de confirmation des acteurs pour leur implication (notamment financière) ;
- Les autorisations nécessaires aux actions et aux projets pour éviter celles et ceux qui auraient un impact négatif sur l'environnement ou pour les populations en conformité avec la réglementation en vigueur. Les actions accompagnées au titre du présent CRTE restent soumises aux procédures administratives, et en particulier des autorisations nécessaires au projet

Les enveloppes financières indiquées sont prévisionnelles et maximales. Elles s'inscrivent dans les règles d'utilisation en vigueur et dans la limite des montants annuels disponibles.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées et évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les actions prêtes sont inscrites chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires (modèle annexé)

4.3. Projets et actions en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8. En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

4.4. Les actions de coopération interterritoriale

Chaque territoire se construit par ses dynamiques internes et par ses interactions avec d'autres échelles et dynamiques territoriales qui participent également du projet de territoire. Ces relations peuvent se traduire par des projets communs, des partages d'expériences qui impactent positivement les territoires de X et de Y.

Les actions de coopération entre territoires permettent plus particulièrement de :

- *Favoriser les synergies et complémentarité entre les territoires en assurant une cohérence des interventions (ex éviter le financement de projets similaires sur des territoires voisins qui pourraient se concurrencer) ;*
- *Encourager les solidarités entre les territoires les plus dynamiques et ceux en difficulté ;*
- *Renforcer les fonctions de centralité de certains territoires ;*
- *Répondre aux enjeux posés par les grands territoires communs (bassins d'emploi liés par des flux domicile-travail et des enjeux de logement ou de mobilité, espaces naturels et touristiques, écosystèmes d'acteurs de grands bassins industriels, qualité de l'air, changement climatique, etc.) ;*
- *Construire des filières pour rapprocher offre et demande (énergie, alimentation, etc.) ;*
- *Mutualiser des moyens (achats groupés, ingénierie, etc.).*

Les mesures sont à définir localement. Différents types d'action sont envisageables : études, expérimentations, projets communs, mutualisation de ressources, actions d'information et d'animation sur certaines thématiques, concertation pour l'implantation de projets à fort rayonnement ou avec des impacts importants, participation réciproque à la gouvernance des contrats...

Ce volet dédié aux actions de coopération entre les territoires, dont le contenu est à définir localement, est à réfléchir dès la phase du projet de territoire puis tout au long de l'élaboration du contrat.

Les projets ou actions réfléchis à une échelle supra-communautaire sont les suivants :

- la stratégie autour de l'économie circulaire qui a été réfléchi à l'échelle de la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche et de la communauté de communes Coutances Mer et Bocage avec l'appui en ingénierie d'une chargée de mission mutualisée
- une Opération Collective de Modernisation (OCM), en faveur des entreprises artisanales, commerciales et de services, co-portée par la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche et la communauté de communes Coutances Mer et Bocage
- le futur Réseau Territorial de Promotion de la Santé (RTPS) qui sera mis en œuvre sur le territoire de la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche et de la communauté de communes Baie du Cotentin. Une chargée de mission cofinancée par l'ARS, la Région et les deux intercommunalités a été recrutée à cet effet en septembre 2021
- le Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) signé avec la communauté de communes Coutances Mer et Bocage
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Douve-Taute
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Siennes, Souilles, Côtiers Ouest Cotentin

Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie (les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...), la Banque des territoires...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme...) pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoires, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il

conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectuera selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire Côte Ouest Centre Manche assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation.

Il-elle pourra être assisté-e d'animateur. trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

La Communauté de Communes a missionné le Directeur Général des Services pour assurer l'élaboration du CRTE, sa mise en œuvre, son pilotage et son évaluation.

Le DGS pourra s'appuyer sur ses directeurs adjoints et sur les services communautaires plus particulièrement concernés par la transition écologique (chargée de mission développement durable, cheffe de projet habitat, chargé de mission mobilité...).

Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un co-financement du poste de chef-fe de projet pourra être assuré par l'Etat.

Si le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné. **Les modalités de fonctionnement entre les deux EPCI sont précisées dans la convention de partenariat en annexe 1.**

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations

et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.
- L'Agence de l'Eau
- Le Conservatoire des Espaces Naturels

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), l'Agence de l'Eau, le Conservatoire du littoral et des espaces naturels.

6.4. Engagements du Département

Le Département, chef de file en matière d'action et de développement social, de contribution à la résorption de la précarité énergétique, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires, mais également de par son rôle sur les politiques de mobilité, en faveur des espaces naturels sensibles et sur le sujet du développement numérique, apportera globalement son concours aux actions visées par le CRTE.

Le Département pourra désigner au sein de son assemblée, une ou un élu référent pour participer à la gouvernance du CRTE ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets. Les membres des services pourront également être mobilisés en cas de besoin pour accompagner cet élu et participer aux instances de pilotage.

Le Département pourra soutenir financièrement selon les modalités de sa politique territoriale, les actions et projets du CRTE qui sont compatibles avec ses dispositifs (contrat de territoire, contrat de pôle de services et fonds d'investissement rural). Ces opérations pourront faire l'objet d'une sollicitation officielle de subvention, avec un dépôt de dossier de la part du maître d'ouvrage. L'éligibilité sera instruite et étudiée au regard des dispositifs sollicités en vigueur et des disponibilités financières. La décision fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente du Département.

Enfin, le Département pourra, en fonction des thématiques et des besoins des porteurs de projets, mobiliser le réseau d'ingénierie départementale « IDM » constitué de 13 partenaires, afin d'apporter aux collectivités qui le souhaitent un accompagnement dit de premier niveau en amont de la réalisation des projets.

6.6. Engagements des opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engagent à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du CRTE ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engagent à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du CRTE, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

Le Conseil de Développement Durable a été saisi à deux reprises dans le cadre de la définition de la stratégie du CRTE, le 17 juin et le 7 octobre 2021.

Par ailleurs, les acteurs, partenaires et habitants du territoire ont également été impliqués plus ponctuellement, afin de recueillir leurs avis et attentes, dans l'élaboration de stratégies spécifiques telles que : la stratégie économique et touristique, le PCAET, la Charte Familles, la feuille de route sur l'économie circulaire, le Plan Local Autonomie, etc.

Il est fait référence à ces temps de concertation dans le diagnostic annexé au présent contrat.

6.8. Maquette financière

La maquette financière récapitule les engagements prévisionnels des signataires du contrat sur la période contractuelle, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance ;
- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du CRTE ;
- L'engagement d'un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

La maquette financière peut être saisie dans la plateforme informatique dédiée.

Cette maquette financière est intégrée en annexe du document intitulé STRATEGIE. Elle recense les projets communaux et communautaires inscrits au titre de la Relance (2021/2022).

Le taux de participation de l'Etat pour le financement des projets recensés est indiqué sous réserve de l'instruction des demandes par les services de l'Etat et des règles spécifiques d'éligibilité en fonction des projets.

Une liste indicative de projets qui devraient voir le jour d'ici la fin du mandat en cours a également été établie.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques

communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département, ou son représentant, et par le Président du territoire ou son représentant.

Il est composé de représentants de l'exécutif, des services de l'Etat (dont la DDTM), de l'ADEME, de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, de l'Agence de l'Eau.

Il siégera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du territoire Côte Ouest Centre Manche. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Sa composition est la suivante :

- le Représentant de l'Etat
- le Représentant de la Région Normandie
- le Représentant du Conseil Départemental de la Manche
- le Président de la Communauté de Communes
- le 1^{er} Vice-Président, en charge des finances, des marchés publics, de l'administration générale et des ressources humaines
- le 2^{ème} Vice-Président, en charge du développement durable et de la mobilité
- le 3^{ème} Vice-Président, en charge de l'aménagement du territoire, de l'habitat et de l'environnement
- le Directeur Général des Services
- le Directeur des politiques publiques et le Directeur des services techniques et de l'environnement, en fonction des sujets qui seront traités
- les partenaires mentionnés à l'article 7 du protocole d'engagement du CRTE : représentants du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin, du Conseil de Développement Durable, du CPIE de la Manche, des chambres consulaires, du CEREMA, de l'EPFN, des acteurs économiques et associatifs

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 - Suivi et évaluation du CRTE

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'État, membres du comité technique. Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

A terme, la plateforme CRTE pourrait être l'outil de renseignement de ces tableaux de bord en vue de leur mise à disposition selon une régularité à définir localement, auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

Article 9 - Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les indicateurs de suivi sont détaillés dans le document annexé au présent contrat et intitulé « Tome 2 : stratégie »

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée.

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Sommaire des annexes

Annexe 1 – diagnostic de territoire

Annexe 2 – stratégie

Annexe 1 – calendrier d'élaboration du CRTE

Annexe 2 – déclinaison stratégique du CRTE

Annexe 3 – actions et projets par axes stratégiques

Annexe 4 – fiches actions 2021/2022 (Plan de Relance)

Annexe 5 – fiches projets 2022/2026

Annexe 6 – fiches de stratégie

Annexe 7 – indicateurs de suivi

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou du nombre d'actions.

Article 12 - Résiliation du CRTE

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Caen.

Signé à La Haye le en 2 exemplaires *le 31/01/2022*

Le Préfet de la Manche,



Frédéric PERISSAT

Le Président de la Communauté de
Communes Côte Ouest Centre Manche,



Henri LEMOIGNE



Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE)

Communauté de Communes
Côte Ouest Centre Manche

DIAGNOSTIC DE TERRITOIRE

Préambule

Il convient tout d'abord de préciser que le présent diagnostic réalisé dans le cadre du Contrat de Relance de Transition Ecologique (CRTE) de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche est une compilation des diagnostics partagés (réalisés dans le cadre d'autres études stratégiques), à savoir :

- Le diagnostic économique, réalisé en avril 2019 par la Chambre de Commerce et d'Industrie Ouest Normandie et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Manche ;
- L'état des lieux « Economie Sociale et Solidaire » réalisé en 2019 par la Chambre Régionale de L'économie Sociale et Solidaire (CRESS) de Normandie ;
- Le diagnostic tourisme réalisé en avril 2019 par l'Offices de Tourisme & Territoires de Normandie ;
- L'état Initial de l'Environnement réalisé en 2019 par le bureau d'études EVEN CONSEIL dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial
- Le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial réalisé en 2019 par le bureau d'études CARBONE CONSULTING ;
- Le diagnostic économie circulaire réalisé en 2019 par une stagiaire ingénieure de 5^{ème} année.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE LA COMMUNES COTE OUEST CENTRE MANCHE.....	5
1. LA DEMOGRAPHIE	7
2. L'HABITAT.....	13
3. LE TISSU ECONOMIQUE.....	16
4. LE TOURISME.....	21
5. LA MOBILITE.....	24
1. <i>La prise de compétence mobilité par l'EPCI.....</i>	<i>24</i>
2. <i>La mobilité, un enjeu majeur pour la nouvelle intercommunalité.....</i>	<i>25</i>
3. <i>Le vélo, un levier stratégique pour le territoire COCM</i>	<i>28</i>
6. L'ACCES AUX SERVICES	30
7. SYNTHESE DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE.....	37
PAYSAGE ET CADRE DE VIE	39
1. LE PAYSAGE.....	39
2. LE PATRIMOINE.....	45
4. <i>Les sites inscrits et classés</i>	<i>47</i>
5. <i>Les monuments historiques.....</i>	<i>47</i>
6. <i>Architecture et bâti</i>	<i>49</i>
3. SYNTHESE DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE.....	53
MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE.....	55
1. LES MILIEUX INVENTORIES.....	55
2. LES MILIEUX PROTEGES.....	64
1. <i>Les zones Natura 2000</i>	<i>64</i>
2. <i>Zone humide Ramsar.....</i>	<i>69</i>
3. <i>Les Arrêtés de Protection de Biotope</i>	<i>69</i>
4. <i>Les Espaces Naturels Sensibles.....</i>	<i>69</i>
5. <i>Les sites du Conservatoire du Littoral.....</i>	<i>70</i>
6. <i>Le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin</i>	<i>71</i>
3. LES MILIEUX DE NATURE ORDINAIRE.....	72
1. <i>Le réseau de haies bocagères.....</i>	<i>72</i>
2. <i>Les espaces boisés</i>	<i>73</i>
3. <i>Les zones humides.....</i>	<i>73</i>
4. <i>Les littoraux.....</i>	<i>76</i>
4. LA TRAME VERTE ET BLEUE.....	77
1. <i>Le SRCE Basse-Normandie.....</i>	<i>77</i>
2. <i>La Charte du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin 2010-2022</i>	<i>80</i>
5. SYNTHESE	83
LES RESSOURCES LOCALES	84
1. LA GESTION DE L'EAU	84
1. <i>L'eau potable.....</i>	<i>85</i>
2. <i>L'état des masses d'eau</i>	<i>91</i>
3. <i>Les eaux usées.....</i>	<i>97</i>
4. <i>Synthèse des enjeux liés à l'eau / à la gestion de l'eau</i>	<i>99</i>
2. L'ENERGIE.....	100
1. <i>La consommation énergétique.....</i>	<i>100</i>
2. <i>Les émissions de gaz à effet de serre</i>	<i>103</i>

3. Les énergies renouvelables.....	104
4. La mobilité durable.....	108
3. ZOOM SUR LES ZONES HUMIDES	110
4. ZOOM SUR LA FORET, LE BOIS ET LE MAILLAGE BOCAGER	111
5. ZOOM SUR L'AGRICULTURE	116
6. LA GESTION DES DECHETS	122
7. ZOOM SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE.....	124
8. SYNTHESE	127
VULNERABILITE DU TERRITOIRE	130
1. LA VULNERABILITE CLIMATIQUE	130
1. Le risque lié à la présence d'eau.....	130
2. L'érosion du trait de côte.....	134
3. Le risque de mouvement de terrain.....	137
4. Des risques naturels accentués par le dérèglement climatique	139
2. LES AUTRES RISQUES NATURELS	142
1. Le risque chutes de blocs.....	142
2. Le risque radon.....	142
3. Le risque sismique	142
3. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	142
4. SYNTHESE	144
POLITIQUES CONTRACTUELLES, DISPOSITIFS ET ACTIONS EXISTANT(E)S	145
1. LES DEMARCHES DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE TRANSITION ENERGETIQUE DES ANCIENS EPCI	145
2. TERRITOIRE DURABLE 2030.....	147
1. La transition énergétique	147
2. La démarche interne de développement durable.....	149
3. La stratégie économique et touristique.....	152
4. La feuille de route sur l'économie circulaire	152
5. Biodiversité : Elaboration d'une stratégie TVB.....	155
6. Le littoral : NLDP et gestion intégrée du littoral avec le CEREMA	156
7. La mobilité : expérimentation d'une Plateforme de mobilité.....	157
3. LE CONTRAT DE RURALITE 2017-2020.....	159
4. LE CONTRAT DE TERRITOIRE 2018-2021	161
5. PETITES VILLES DE DEMAIN	165
6. UN PLAN LOCAL AUTONOMIE (PLA) POUR FAVORISER LE BIEN VIEILLIR	167
7. LA CHARTE AVEC LES FAMILLES	171
8. LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	173
LES INSTANCES DE CONCERTATION	174
1. LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DURABLE (C2D).....	174
2. LES INSTANCES INTERNES	175
3. L'ASSEMBLEE DU BIEN VIEILLIR.....	175
4. LE GROUPE D'INTERET ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL (GIEE).....	176
ANNEXES.....	177
ANNEXE 1 : PRESENTATION DES RESULTATS DU PROGRAMME QUALIT'AY.....	177
ANNEXE 2 : LES GROUPES DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES	184
ANNEXE 3 : LES PISTES D'ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE PCAET.....	188
ANNEXE 4 : LA FEUILLE DE ROUTE SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE	191

LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE LA COMMUNES COTE OUEST CENTRE MANCHE

Côte Ouest Centre Manche est un territoire rural attractif au centre ouest du Département de la Manche. Situé au nord du Pays de Coutances et aux portes du Cotentin, le territoire dispose d'une cohérence spatiale, géographique, sociologique et économique.

Sa géographie se découpe entre bande littorale, bocages, monts, marais, landes et offre une diversité de paysages tout à fait exceptionnelle.

Ce territoire rural, d'une superficie de 487 km² est caractérisé par un équilibre entre la bande littorale (25 kilomètres de côtes) et un arrière-pays bocager. Il est presque intégralement inclus dans Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et Bessin, à l'exception de 4 communes (Bretteville sur Ay, Glatigny, Surville et Geffosses)





Source : COCM

La communauté de communes Côte Ouest Centre Manche (COCM) est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) issu de la fusion au 1^{er} janvier 2017, des Communautés de Communes du Canton de Lessay, de La Haye du Puits, et de Sèves-Taute.

Au 1^{er} janvier 2020, la COCM compte 30 communes membres comprenant les trois communes nouvelles de La Haye, Montsenelle et Lessay créées au 1^{er} janvier 2016 (soit 43 communes historiques). La COCM rassemble 22 375 habitants selon les dernières données de l'INSEE (population totale 2018) avec une densité du territoire très disparate : 46 habitants/km². Cette densité est inférieure à la moyenne départementale de 84 habitants/km² mais est relativement proche de celle du Parc des Marais du Cotentin et du Bessin qui s'est établi à 47,1 habitants au km².

Trois pôles de centralité équivalents : La Haye, Lessay et Périers irriguent un territoire multipolaire constitué de communes littorales touristiques, notamment Pirou et Saint-Germain-sur-Ay, et de petites communes rurales. La notion de maillage du territoire constitué de moyennes et de petites unités est une image forte du territoire qui caractérise son identité et sa solidité.

Le territoire est irrigué par un réseau de routes départementales relativement bien maillé :

- RD 971 : Coutances-Carentan via Périers
- RD 903 : Carentan-Barneville-Carteret via La Haye
- RD 900 : Saint-Lô - Lessay via Périers et Lessay –Valognes
- RD 650 : route littoral (touristique)
- RD 24 : Périers-Valognes

Les gares SNCF les plus proches sont celles de Carentan et de Coutances

Pour conserver de la proximité avec les habitants et faciliter l'accueil du public sur ce nouveau territoire, trois pôles de proximité ont été maintenus dans ces centres-bourgs. Ces pôles communautaires sont situés dans les locaux des anciennes Communautés de Communes et ont chacun une spécificité respectivement pôle administratif (siège social de la COCM), pôle des politiques publiques et pôle des services à la population.

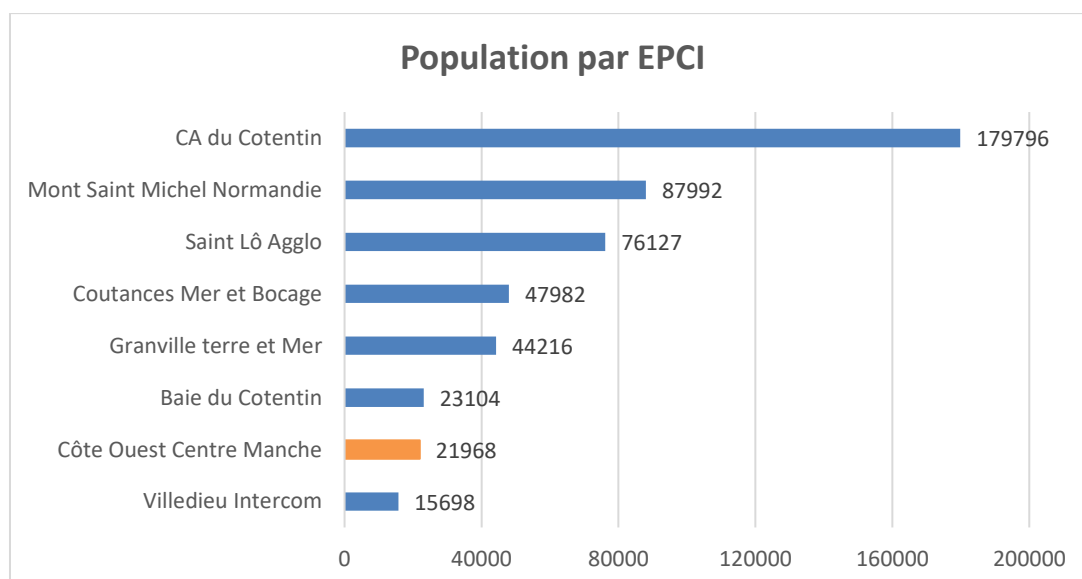
L'objectif des élus communautaires est de développer ce territoire de manière équilibrée, durable et solidaire. L'EPCI, au travers notamment de la définition de ses compétences, a souhaité conforter le maillage existant en favorisant une dynamique collective sur l'ensemble du territoire communautaire.

1. LA DEMOGRAPHIE

Avec 21 968 habitants selon le recensement de population 2017 de l'INSEE, le territoire de la COCM représente 4,4% des habitants du département.

	COCM	Manche	Normandie
Population 2017	21 968	496 883	3 342 467

Sources : Insee



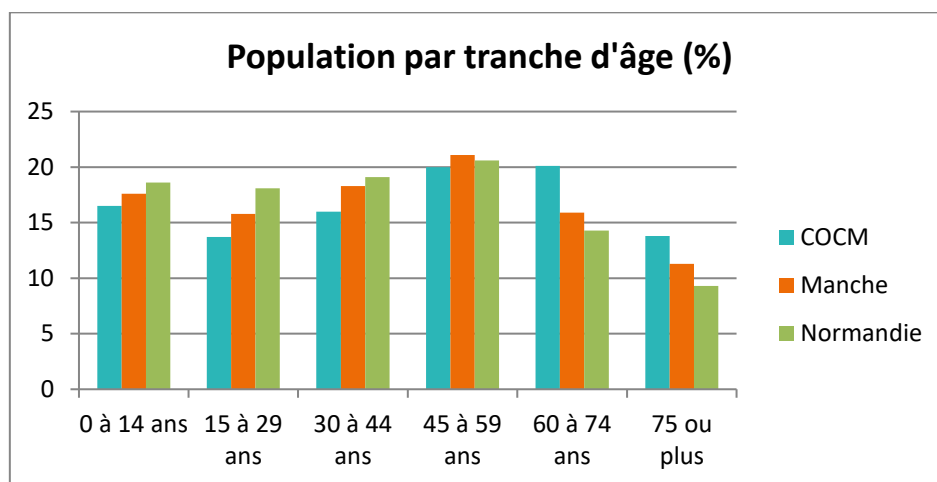
Le territoire se structure autour d'un réseau de 4 « petits bourgs » que sont Périers, Lessay, Créances et La Haye, faisant le lien avec la campagne et la frange littorale. Près d'un habitant sur deux réside dans l'une des 4 principales communes :

- La Haye : 4 107 habitants,
- Périers : 2 294 habitants,
- Lessay : 2 286 habitants,
- Créances : 2 134 habitants.

La population du territoire est plutôt âgée : d'après l'INSEE, en 2016, la tranche d'âge des 60-74 ans représente 20,1% de la population totale sur COCM contre 15,9 pour le département et 14,3 pour la Normandie. A l'inverse, les tranches d'âge les plus jeunes sous-représentées par rapport au département et de la Région.

Population par tranche d'âge (%) - en 2016	COCM	Manche	Normandie
0 à 14 ans	16,5	17,6	18,6
15 à 29 ans	13,7	15,8	18,1
30 à 44 ans	16	18,3	19,1
45 à 59 ans	20	21,1	20,6
60 à 74 ans	20,1	15,9	14,3
75 ou plus	13,8	11,3	9,3

Sources : Insee, RP 2015 exploitations principale - État civil



Sources : Insee, RP 2015 exploitations principale - État civil

L'indice de vieillissement (rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans) est de plus de 120. Cet indicateur élevé, supérieur à 100, démontre la part importante des plus de 65 ans sur le territoire communautaire.

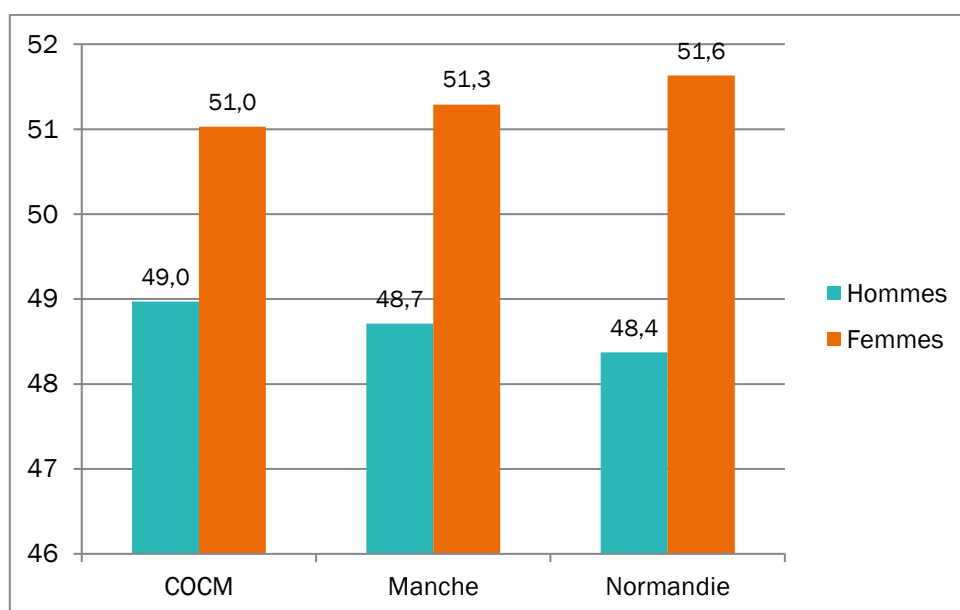
Dans l'hypothèse où les tendances démographiques constatées ces 10 dernières années devaient se poursuivre, le nombre de plus de 75 ans passerait de 2 990 à 3 251 d'ici 2026.

La part des 75 ans et plus vivant dans un établissement pour personnes âgées représente 9,6% (contre 9,4% en France).

Le territoire communautaire dispose de 392 places en structures d'hébergement pour personnes âgées dont 322 en établissements pour personnes dépendantes et atteintes de la maladie d'Alzheimer et 70 en établissements pour personnes autonomes (*source : Finess – 2019*).

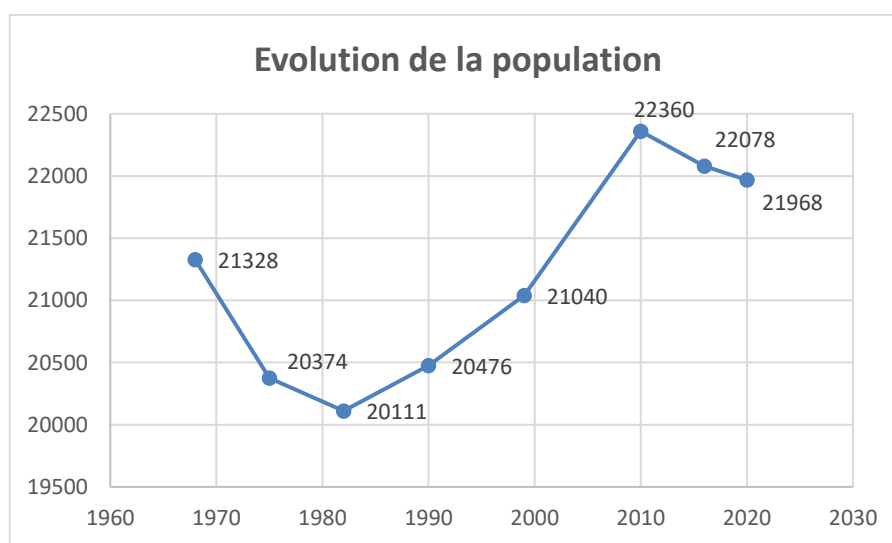
Population par sexe part en %	COCM	Manche	Normandie
Hommes	48,97	48,71	48,37
Femmes	51,03	51,29	51,63

Sources : Insee, RP 2015 exploitations principale - Etat civil



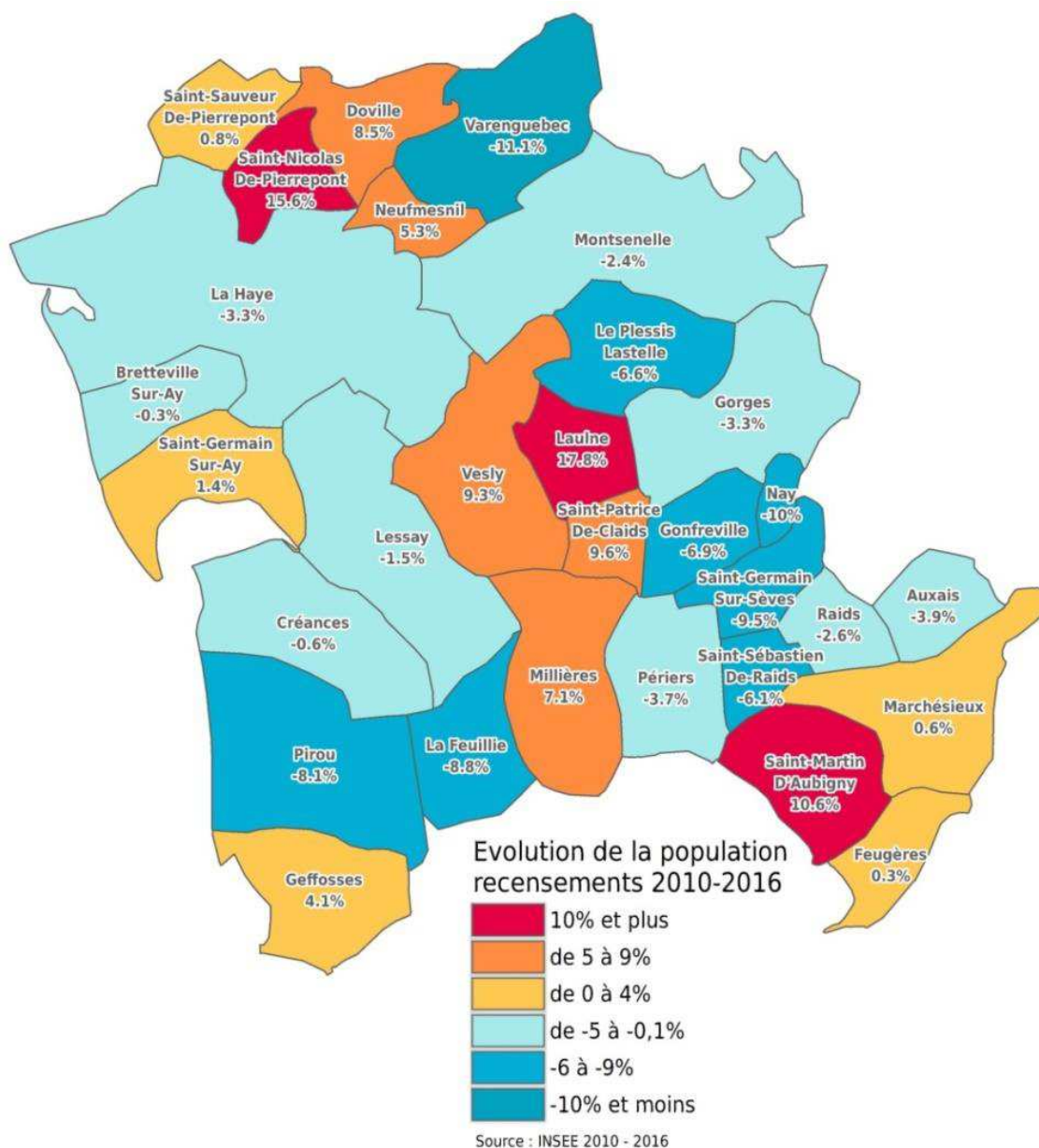
EVOLUTION DE LA POPULATION

Après une hausse constante depuis le recensement de l'INSEE de 1982, le territoire de la COCM enregistre une légère baisse du nombre d'habitants entre 2010 et 2017 : -1.8% soit une perte de 392 habitants en raison d'un solde migratoire qui est passé de +0,7% /an à +0,1% et d'un solde naturel négatif qui tend à s'accroître.



Source : Insee

La baisse globale de la population est principalement liée à l'âge de la population (part importante des plus de 60 ans). Le solde naturel qui correspond à la différence entre les naissances et les décès est négatif. Entre 2011 et 2016, il est de -0,3 pour le territoire de COCM alors qu'il est -0,1 pour le département et qu'il demeure positif à l'échelle régionale +0,2.



Les projections démographiques à l'horizon 2020 (source : CGET 2018-IGN GéoFla) laissent envisager un taux d'évolution annuelle de la population projetée entre 2013 et 2050 faiblement positif (0,02%). Cependant, cette projection démographique peut évoluer favorablement sous l'effet des politiques d'attractivité menées au niveau régional et départemental par l'intermédiaire des agences d'attractivité, et, surtout, sous l'effet d'une politique territoriale concertée et volontariste menée par la communauté de communes dans une logique d'attractivité et les communes pôles de centralité dans une logique de revitalisation.

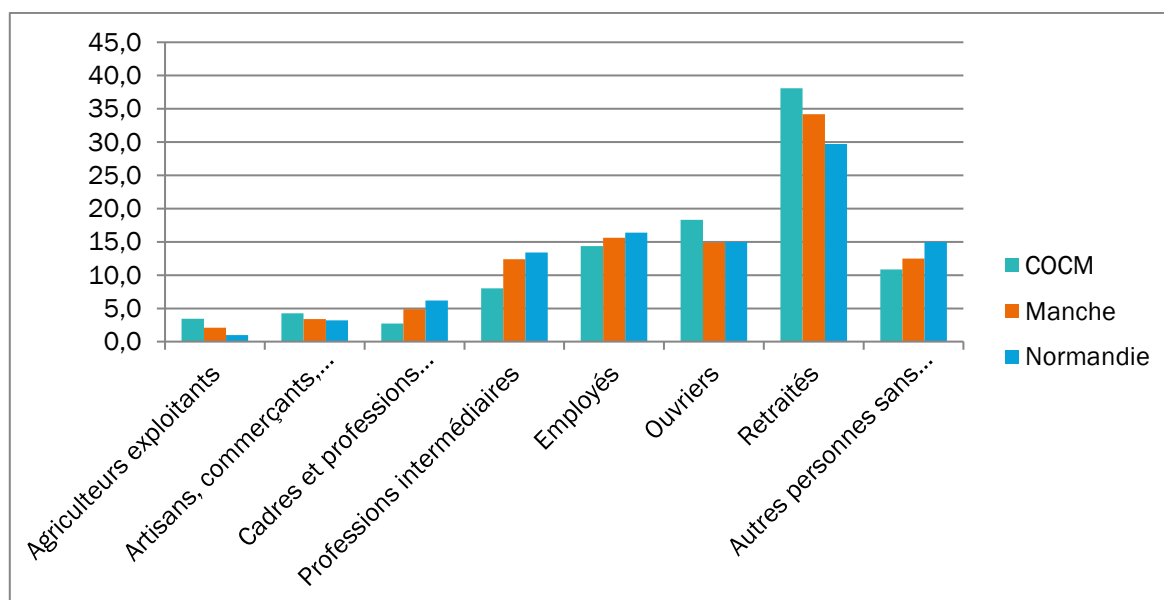
STRUCTURATION DE LA POPULATION

Les indicateurs de précarité créés sur la base des revenus constatés, du taux de chômage, du niveau de qualification et du taux de famille monoparentale, démontrent une poche de forte précarité sur le territoire de la Communauté de Communes. Concernant le revenu des ménages, le taux de pauvreté constaté sur le territoire est de 15,7 % contre 12,8% sur le département (source INSEE 2015 -Fichier localisé social et fiscal).

De plus, les agriculteurs, artisans et ouvriers sont plus nombreux que la moyenne départementale tandis que les professions à plus hauts revenus (cadres, professions intermédiaires) sont sous-représentées.

Population de 15 ans et plus par catégorie socio-professionnelle	Nombre COCM	% COCM	% Manche	% Normandie
Agriculteurs exploitants	629	3,4	2,1	1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	785	4,3	3,4	3,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	495	2,7	4,9	6,2
Professions intermédiaires	1 470	8,0	12,4	13,4
Employés	2 641	14,4	15,6	16,4
Ouvriers	3 365	18,3	14,9	15
Retraités	7 008	38,1	34,2	29,7
Autres personnes sans activité professionnelle	1 998	10,9	12,5	15
Ensemble	18 391	100	100	100

Sources : Insee, RP 2015 exploitations principale - Etat civil



La part des retraités est particulièrement importante sur le territoire de COCM. Ils représentent 38,1 % de la population de plus de 15 ans contre 34,2% pour le département et 29,7% pour la Normandie. Les ouvriers sont également plus présents sur COCM, ils représentent 18,3 % contre 14,9 pour le département et 15 pour la région.

La population qui ne possède aucun diplôme ou ayant au plus un CAP BEP est supérieur aux moyennes départementales et régionales.

Taux de scolarisation (diplôme le plus élevé)	COCM %	Manche %	Normandie %
Aucun diplôme ou au plus BEPC, brevet des collèges ou DNB	41,6	35,3	34
CAP ou BEP	31,8	29,5	28,2
Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	13,7	15,7	15,8
Diplôme de l'enseignement supérieur	13	19,5	22

Source : Insee

Ainsi, cette structuration de la population fait émerger des enjeux spécifiques, tels que l'adaptation de l'habitat pour le maintien à domicile ou l'accompagnement des personnes âgées et des personnes vulnérables, etc.

Il est précisé que les communes membres de la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche sont classées en zone de revitalisation rurale (ZRR). Ce classement qui vise à aider le développement des entreprises sur les territoires ruraux à travers des mesures fiscales et sociales démontrent la reconnaissance par les services de l'Etat du caractère fragile du territoire sur le plan socio-économique.

Par ailleurs, il est précisé que le Collège de Périers est classé en Réseau d'Education Prioritaire (REP) depuis 2015 ainsi que les écoles maternelles et élémentaires du secteur de Périers. Cette politique d'éducation prioritaire a pour objectif de corriger l'impact des inégalités sociales et économiques constatées sur la réussite scolaire par un renforcement de l'action pédagogique et éducative dans les établissements scolaires. Cette classification démontre là aussi les grandes difficultés sociales rencontrées par les habitants du territoire.

Il est à noter que la commune de La Haye a récemment délibéré pour obtenir la reconnaissance de son territoire en REP afin de pouvoir répondre aux difficultés rencontrées dans la maîtrise des fondamentaux en matière d'éducation.

2. L'HABITAT

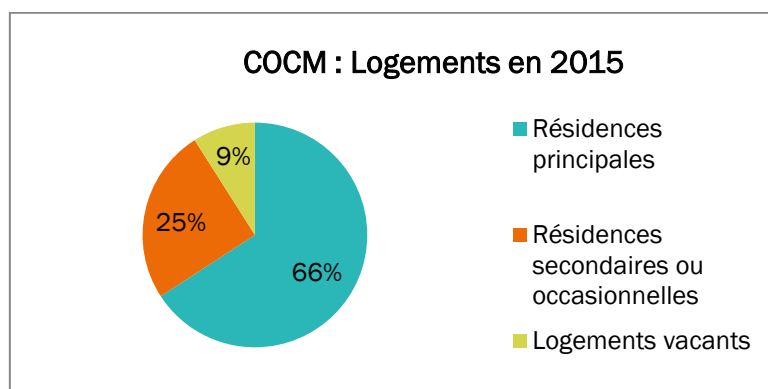
Concernant le nombre de logements, il est constaté une augmentation du nombre de ménages entre 1968 et 2015 de +53%, passant de 6 523 à 10 005. Parallèlement, le nombre de logements est passé de 8 351 à 15 201, soit une augmentation de 82%. Ainsi, sur une période de 47 ans, 6 850 logements dont 3 488 logements en résidences principales ont été construits pour accueillir uniquement 841 habitants supplémentaires, ce qui représenté 146 logements par an (dont 74 résidences principales) pour 18 habitants supplémentaires.

Une absence d'une politique de l'habitat partagée et cohérente avec les volontés de développement n'a pas permis jusqu'ici d'influer positivement sur cet enjeu.

C'est pourquoi, lors de l'adoption de la stratégie de développement économique et touristique, valant politique d'attractivité, au mois de février 2020, le conseil communautaire a validé la fiche action relative à l'élaboration d'un Plan Local de l'Habitat intercommunal (PLH). Cette action vise à agir et ne plus subir afin d'inverser la tendance démographique constatée. Il s'agit de développer l'offre de logements de manière cohérente et efficace à l'échelle intercommunale et ainsi répondre aux besoins du territoire.

Logements par catégorie et type en 2015

	COCM
Résidences principales	10 006
Résidences secondaires ou occasionnelles	3 827
Logements vacants	1 369
TOTAL	15 202



Le taux de logement vacant enregistré pour la communauté de communes en 2017 est de 9%, représentant 1 422 logements inoccupés, contre 807 en 2007. Cette augmentation du taux de vacance démontre l'enjeu lié à la rénovation du parc de logements, peu adapté à la structure de la population.

Dans les bourgs de Périers et de La Haye, de nombreux logements situés au-dessus des commerces sont vides. Les commerçants possèdent pour la plupart des maisons individuelles en dehors du bourg, voire dans les communes rurales voisines. L'accès à ces logements est très souvent difficile (accès par le commerce). Ces logements, souvent vétustes, sont inadaptés et ne répondent pas à la demande.

Cette inadéquation entre l'offre et la demande amène certaines communes à réfléchir à l'acquisition de certains bâtiments situés au cœur du bourg afin de pouvoir les rénover et disposer d'une offre de logements adaptée.

Le logement est une thématique centrale pour la communauté de communes. Elle fait écho à différents enjeux :

- adaptation de l'offre à l'évolution de la population dans un contexte d'accentuation des phénomènes de décohabitation : divorces, familles monoparentales, mutations professionnelles... A titre d'exemple, on comptabilise sur le territoire communautaire 3 497 personnes vivant seules (dont 1 940 femmes) dans l'ensemble des ménages ;
- maintien à domicile des seniors le plus longtemps possible ;
- lutte contre la vétusté et l'habitat indigne ;
- restauration et valorisation des caractéristiques patrimoniales du bâti ;
- adaptation aux changements climatiques ;
- préservation de l'environnement et limitation de l'artificialisation des sols.

La vétusté des logements est une caractéristique importante du territoire. Cette problématique fait écho à l'enjeu lié à la transition énergétique.

Par ailleurs, les bourgs du territoire sont caractérisés par un patrimoine bâti public et privé composé très majoritairement de bâti de la reconstruction (ex : 70% pour la commune de Périers), suite aux lourds dégâts des opérations de bombardement durant la seconde guerre mondiale. Cette

caractéristique est un élément important de l'identité du territoire. Toutefois, ce patrimoine a été délaissé au fil des années et se retrouve aujourd'hui en mauvais état. De plus, cette reconstruction de l'après-guerre apparaît aux yeux des habitants comme très minérale et dénuée de lieux de rencontre et de sociabilité.

En outre, de par son caractère littoral, le territoire communautaire, à l'instar du territoire français, concentre une part importante de résidences secondaires : près de 26% du parc de logements contre 14,6 pour le département et 9,8 pour la région.

Part par catégorie et type en 2015

	COCM %	Manche %	Normandie %
Résidences principales	65,3	77	82,3
Résidences secondaires ou occasionnelles	25,8	14,6	9,8
Logements vacants	8,9	8,4	7,9

Maisons	91,1	79,5	66,6
Appartements	5	18,6	33,3

Source : Insee

Cette présence très marquée des résidences secondaires en lien avec le caractère littoral du territoire participe cependant au vieillissement de la population. Selon un sondage de la FNAIM de 2017, les propriétaires de résidences secondaires en France sont âgés de 65 ans et plus (35%), ils sont donc logiquement nombreux à être retraités (42% contre 16% de cadres en activité).

Selon l'INSEE, le territoire compte 30 communes classées selon 5 catégories :

- Périers : une ville relais, commune bénéficiant d'équipements intermédiaires et de logements collectifs, relais des territoires et des grandes agglomérations.
- La Haye, Lessay, Créances : des bourgs de proximité, bénéficiant d'équipements de proximité et de logements collectifs, pôles d'appui des territoires ruraux ou des cœurs urbains.
- Millières : commune péri-urbaine en essor, de secondes couronnes de fort développement récent porté par les familles avec enfants
- Pirou, Bretteville-sur-Ay et Saint-Germain-sur-Ay : communes de villégiatures, à caractère rural au parc de logements fortement composé de résidences secondaires, présentant des atouts touristiques notamment sur le littoral.
- Les 22 autres communes sont classées comme ayant un caractère rural préservé ou à tendance péri-urbaine ayant une population plus âgée ou à revenu plus faible.

3. LE TISSU ECONOMIQUE

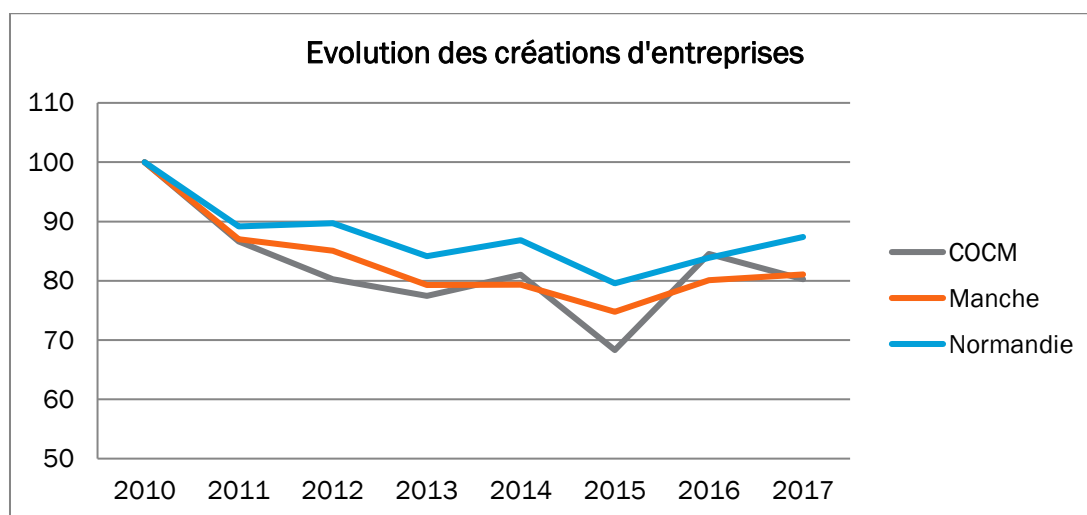
L'INSEE recense 2 170 établissements actifs (possédant un N° Siret) en 2017, tous secteurs confondus (privé, public, libéral, associatif, agricole). Le nombre d'établissements a progressé de 6,3% entre 2010 et 2017 sur le territoire de la COCM. Cette variation globale positive recouvre des disparités selon les secteurs d'activité.

Etablissements COCM	Sirene	Nombre d'établissements 2010	Nombre d'établissements 2017	Evolution %
Agriculture / pêche		831	802	-3,5%
Industrie		107	120	12,1%
Construction		213	203	-4,7%
Commerce		306	315	2,9%
Hébergement / restauration		86	105	22,1%
Transport entreposage		30	23	-23,3%
Services		469	602	28,4%
TOTAL		2 042	2 170	6,3%

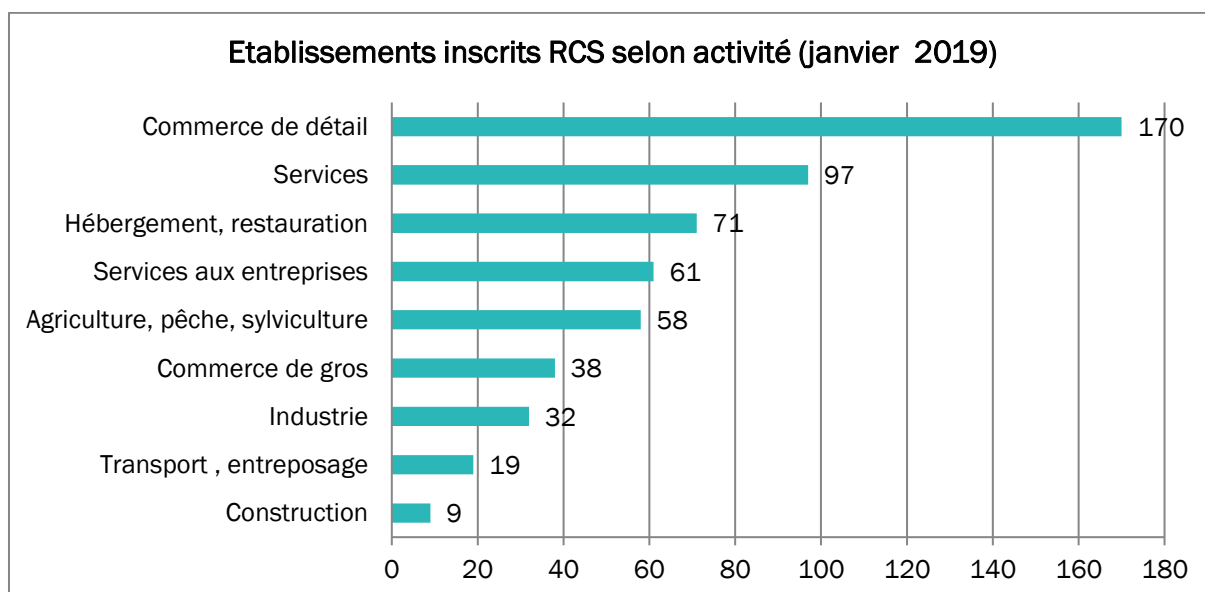
source : INSEE

Dynamique de création d'entreprises

Le nombre de créations d'entreprises enregistre un léger ralentissement en 2017 sur le territoire communautaire alors qu'il continue sa progression sur l'ensemble du département et de la Région. Ce ralentissement de la création s'observe principalement pour les secteurs du commerce et du transport. Alors que les secteurs de l'hébergement, de la construction, de l'industrie enregistrent un taux de création supérieur aux taux du département et de la Région.



Le territoire de COCM compte 555 établissements inscrits au RCS (janvier 2019). Les trois principaux secteurs en nombre d'établissements sont ceux du commerce (30,6%), des services aux particuliers (17,5%) et l'hébergement-restauration (12,8%).



Il est à noter que les activités non-sédentaires sont particulièrement représentées sur le territoire, elles représentent 8,14% des établissements contre 4,35% sur le département. Pour les activités commerciales la part des non-sédentaires atteint 16,3% des établissements en 2019.

Le territoire possède une culture riche et ancienne des foires et marchés :

- La Ste Croix (3^{ème} jeudi septembre) – Lessay
- La St Thomas (1^{er} dimanche mai) – Lessay
- La Foire aux bulots (dernier week-end avril) – Pirou

Un tissu économique réparti sur 5 Communes :

Avec 112 d'établissements inscrits au RCS, La Haye est le 1^{er} pôle économique, suivi de peu par Périers qui compte 103 établissements. A elles deux, ces communes concentrent 38,7% du nombre total d'établissements inscrits RCS du territoire.

En ajoutant les communes de Lessay (77 établissements), Pirou (51) et Créances (49), 70% des établissements inscrits au RCS sont concentrés sur ces 5 communes.

Une majorité de Très Petites Entreprises

Le tissu économique privé de la COCM est composé à 75% d'établissements ayant moins de 5 salariés dont 60,7% n'ayant aucun salarié (65% au niveau national). Le territoire compte cependant 9 établissements de plus de 50 salariés et 24 établissements de plus de 20 salariés.

Etablissements inscrits au Registre du commerce et des sociétés

Inscrits RCS selon taille (janvier 2019)	Nombre	Part en %
0 salariés	337	60,7%
de 1 à 4	134	24,1%
de 5 à 9	41	7,4%
de 10 à 19	19	3,4%
de 20 à 49	15	2,7%
de 50 à 99	5	0,9%
100 et plus	4	0,7%
TOTAL	555	100,0%

Source RCS 2019

Le nombre d'établissements inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) a progressé de 31,5% entre 2010 et 2019 passant ainsi de 422 à 555. Une très bonne dynamique économique est observée sur les communes de Créances, Périers, Lessay, Saint-Germain-sur-Ay. Le pôle économique de La Haye, le premier en nombre d'établissements (112) connaît quant à lui une stabilité de son tissu économique.

Selon l'INSEE, les activités présentiels sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les services aux particuliers, le commerce, l'hébergement ont enregistré des hausses importantes du nombre d'établissements inscrits au RCS entre 2010 et 2019.

Cependant, il est à noter que la sphère « productive » à savoir l'industrie enregistre elle aussi une très bonne progression (+52,4%) sur la période 2010-2019. Selon l'INSEE, les activités productives sont des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Parmi les principaux employeurs privés du territoire on compte l'industrie dont l'agro-alimentaire, la grande distribution, le BTP, les services.

Les principaux employeurs sont situés sur les pôles de Lessay, La Haye, Périers.

Territoire rural tourné vers l'agriculture et l'agro-alimentaire

Avec un territoire où l'agriculture reste très présente, l'industrie agro-alimentaire est une filière de poids dans l'économie avec des activités liées à la transformation, au conditionnement et au transport des productions locales (légumes, produits laitiers).

En effet, les terres agricoles représentent 54% du territoire communautaire. Le territoire compte 709 exploitations agricoles en 2010 (-31% en 10 ans). La taille moyenne des exploitations est de 77 hectares (71 ha pour le Département).

Le territoire de la COCM est caractérisé principalement par des activités d'élevage (74% sur les parties centrales et Est) et par des activités de maraîchage (10 % des exploitations sur la partie littorale). Les productions maraîchères sont présentes sur les terres sableuses où sont cultivés principalement : carottes, poireaux, choux, navets.

Le poids du secteur agricole est encore très présent malgré une baisse du nombre d'exploitations : 18 % des emplois contre 6,9% pour le Département. Le nombre d'actifs agricoles était de 1 144 en 2010, soit une baisse de 15% par rapport à 2010. La COCM représente 6 % des éleveurs du département.

Le territoire compte 47 établissements industriels agro-alimentaires soit 42% des établissements industriels du territoire de COCM.

6 AOP (Appellation d'Origine Protégée) existent sur le territoire (Prés-salés du Mont-Saint-Michel, Pont-l'Evêque, Pommeau de Normandie, Camembert de Normandie, Calvados et beurre et crème d'Isigny) et 3 IGP (Indication Géographique Protégée) sont également présents sur le territoire (volaille de Normandie, porc de Normandie et le cidre de Normandie).

Façade littorale et activité marines

Par ailleurs, le territoire communautaire possède 40 km de façade littorale et fait partie de l'une des 7 régions de production conchylicole françaises, la Région Normandie - Mer du Nord. Cette frange littorale s'étend pour la Normandie sur la côte Ouest du Cotentin et de Saint-Vaast la Hougue à Isigny-sur-Mer. Les activités maritimes sont principalement axées sur la conchyliculture, l'élevage de

coquillages : les moules (la mytiliculture) et les huîtres (l'ostréiculture), et la pêche en mer (casiers) pour les bulots, les seiches et les araignées.

Le territoire communautaire ne possède pas de véritable port de pêche mais se structure autour des cales d'accès à la mer et d'un point de débarque à Pirou. Pirou est le lieu emblématique de la pêche aux bulots.

Les pêcheurs sont de plus en plus nombreux à fréquenter le point de débarque. En effet, ce site, réaménagé en 2013 puis 2020, permet de répondre aux normes de traçabilité exigées par la réglementation européenne grâce à ses différents équipements : frigo, borne de pesée et contrôle d'accès 24/24.

En 2005, la Communauté de Communes a procédé aux travaux d'extension de la zone conchylicole à Pirou, au niveau de la Bergerie. Ce projet avait pour objectif l'amélioration des conditions de fonctionnement des sept installations existantes ainsi que l'établissement de nouvelles exploitations liées aux produits de la mer. A cette fin, 17 parcelles ont été aménagées en continuité de la zone existante dont six avec un accès au réseau eau de mer. Actuellement, il n'y a plus de disponibilité sur la zone.

Un tissu commercial aux dynamiques contrastées

En matière commerciale, le territoire recense 258 établissements, représentant 568 emplois salariés :

COCM	Nombre d'établissements	Nombre d'emplois salariés
Nb. d'établissements alimentaires	78	322
Nb. d'établissements non alimentaires	180	246
Total établissements	258	568

Sources : Champ Observatoire Régional du Commerce, Insee - REE Sirène (2017)

Le potentiel est de 120 M€ de dépenses commercialisables avec un rapport équilibré entre l'alimentaire et le non alimentaire. Toutes activités confondues, 61% des dépenses sont effectuées au sein de la communauté de communes.

L'activité commerciale est principalement concentrée sur les 4 bourgs de La Haye, Lessay, Créances et Périers. Cependant, l'offre non alimentaire reste faible, générant ainsi une forte évasion commerciale (60 % des dépenses). Globalement, le territoire est caractérisé par une évasion importante de 42 M€ représentant 35 % du potentiel.

Il est à noter que les communes de la Haye et de Périers présentent un niveau de commerces tout à fait exceptionnel, qui forme une véritable richesse nécessitant un accompagnement particulier pour éviter tout phénomène de déprise.

Selon le relevé de la vacance commerciale réalisée par la CCI Normandie en 2019, « Le centre bourg de Périers est le plus touché par la vacance commerciale. On relève 21 cellules vacantes, le taux de la vacance est de 25%. Les locaux vacants sont principalement concentrés autour de la place du Général de Gaulle et la rue de Saint-Lô. On note également deux cellules importantes en entrée de ville : l'ancien Carrefour et le centre auto face à l'actuel Carrefour mais également la présence de locaux très vétustes. C'est le centre bourg le plus touché par la vacance commerciale ».

« La vacance commerciale sur le centre bourg de la Haye se concentre principalement sur l'axe rue du Calvaire-Place Général de Gaulle. Ce tronçon commercial comporte 5 locaux vacants. S'ajoute à ces locaux vacants ceux présents sur la rue du docteur Callegari, ils sont au nombre de 3. »

A contrario, la commune de Lessay peine à développer une activité commerciale au niveau du bourg en raison notamment d'un manque de visibilité de la place centrale structurant ce dernier. Selon le relevé de la CCI, « on note sur Lessay 5 cellules commerciales vacantes moins concentrées que sur Périers, cependant le centre bourg est plus restreint, les cellules commerciales vacantes sont réparties autour de la Place Saint Cloud pour deux cellules et rue du Hamet ainsi que sur la rue de Sainte Croix. Néanmoins une importante cellule commerciale vacante (l'ancien Brico+) est présente en entrée de bourg. »

Ainsi, le taux de vacance des commerces est significatif, ce qui porte un préjudice important à l'attractivité des bourgs. Cette problématique est essentiellement liée à trois facteurs : la petitesse des locaux, la vétusté des bâtiments et la cohabitation magasins/logements.

En effet, cette problématique est à mettre en parallèle avec le bâti. Bien souvent, les locaux vacants ne peuvent être repris pour des questions de vétusté de l'outil commercial qui ne peut être mis aux normes, s'ajoute le logement attenant qui ne correspond plus aux demandes actuelles et qui pour certains secteurs peut être vétuste et nécessite des opérations d'amélioration de l'habitat.

Enfin, il est également nécessaire de souligner un autre facteur mettant en lumière la fragilité du commerce et des actions à renforcer sur le territoire, à savoir l'âge des dirigeants. A titre d'exemple, sur Périers, selon les données de la CCI, 54% des dirigeants d'entreprises dans le domaine du commerce alimentaire ont plus de 55 ans et 41% sur Lessay.

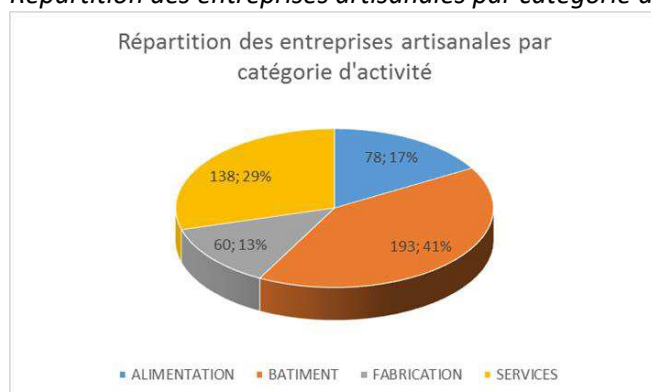
Un secteur artisanal dominé par le bâtiment

La COCM compte 476 entreprises artisanales sur son territoire (5,38 % de l'artisanat du département).

	COCM	Manche	Normandie
Entreprises artisanales 31/12/2018	476	8 814	61 118

La répartition des entreprises artisanales sur le territoire se concentre sur 3 pôles qui correspondent aux anciens chefs-lieux de canton (en regroupant CREANCES-LESSAY). La commune nouvelle de LA HAYE représente 23.45 % des établissements. La répartition des entreprises artisanales par activité montre un secteur du bâtiment dominant (41%), suivi des entreprises des services (29 %). Les artisans relevant de l'alimentaire et de la fabrication représentent de façon cumulée 30% des artisans, avec 17% des entreprises artisanales pour l'alimentaire et 13 % pour la fabrication.

Répartition des entreprises artisanales par catégorie d'activité – COCM



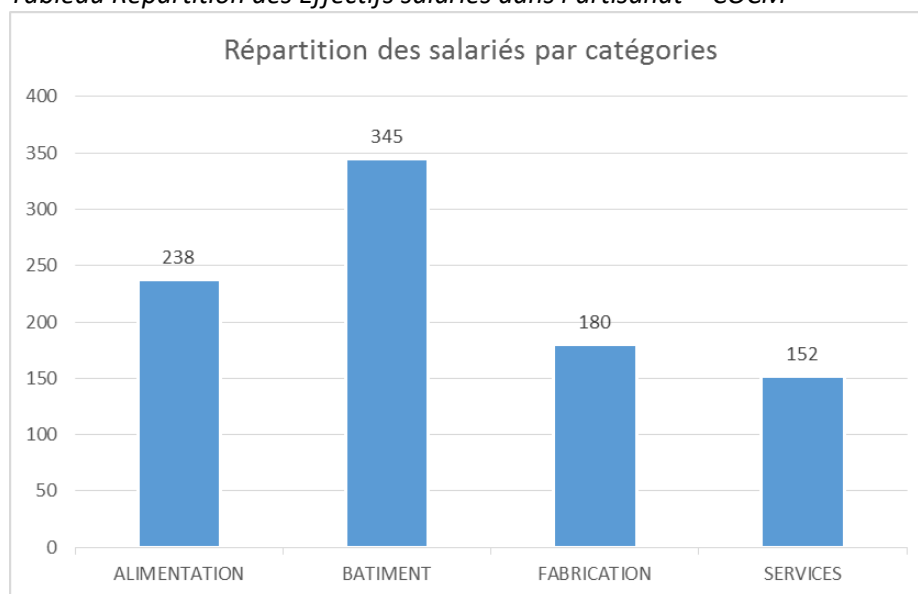
Le secteur du bâtiment représente sur le territoire 41 % des entreprises pour une moyenne à 37 % pour le département et 40 % à la région Normande. Il est donc un peu plus présent sur le territoire, ce qui s'explique pour partie par un ancrage rural et l'absence d'un grand pôle urbain.

Le secteur des services représente 29 % sur la COCM (Manche 36 % - Normandie 34 %). Pour les raisons inverses de celle du bâtiment, le secteur des services est en effet plus représenté dans les pôles urbains (coiffure, esthétique, ...).

Le secteur de l'alimentation représente 17 % des entreprises (Manche 15 % - Normandie 13 %) – C'est donc un secteur globalement encore bien représenté, mais la tendance sur ces dernières années est cependant à la fermeture des petits commerces alimentaires en milieu rural. Il est à craindre que ce secteur souffre dans les années à venir.

Le secteur artisanal occupe plus de 1 500 actifs sur le territoire de la COCM dont plus de 900 salariés.

Tableau Répartition des Effectifs salariés dans l'artisanat – COCM



Foires et activités non-sédentaires

Il est à noter que les activités non-sédentaires sont particulièrement représentées sur le territoire, elles représentent 8,14% des établissements contre 4,35% sur le département. Pour les activités commerciales la part des non-sédentaires atteint 16,3% des établissements en 2019.

Le territoire possède une culture riche et ancienne des foires et marchés :

- La Ste Croix (3^{ème} jeudi septembre) – Lessay
- La St Thomas (1^{er} dimanche mai) – Lessay
- La Foire aux bulots (dernier week-end avril) – Pirou

4. LE TOURISME

Une grande majorité du territoire de la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche fait partie du Parc Naturel Régional des Marais du Bessin et du Cotentin. Cette appartenance traduit la richesse de ses paysages et de ses ressources naturelles.

Le territoire se caractérise également par sa frange littorale qui allie petites stations balnéaires et les sites naturels préservés (havres et massifs dunaires).

Bien que ne disposant pas de site majeur, l'attractivité du territoire s'appuie sur :

- des espaces naturels avec le Mont Doville, le Mont Castre à Lithaire, le lac des Bruyères à Millières et l'étang des Sarcelles à Saint Martin d'Aubigny, les havres de Surville, de Saint Germain sur Ay et de Geffosses et les marais de la Sangsurière et de l'Adriennerie ou encore la tourbière de Mathon ;
- des sites remarquables relevant du patrimoine bâti : l'abbaye de Lessay, le château fort de Pirou...

- des produits du terroir bénéficiant d'indications géographiques : camembert, cidre, bulots, carottes...
- des événements aux rayonnements départemental, voire régional ou encore national : foires de Lessay, fête de la carotte, foire aux bulots...

De plus, il existe sur le territoire un maillage de circuits de randonnées pédestres et vélo important avec un maillage de circuits de randonnée et de boucles vélos et d'itinéraires cyclables. Le territoire est également traversé par de grands itinéraires tels que le GR 223 et le sentier littoral pour la randonnée pédestre, les voies vertes et la véloroute maritime pour le cyclotourisme.

- Les aménagements cyclables :
 - 44 km de voies vertes
 - 8,4 km d'itinéraires cyclables créés à titre expérimental par la Communauté de Communes
 - 21 km de routes partagées jalonnées
 - Les boucles vélos réalisées par le Comité Départemental du Tourisme en collaboration avec le Comité Départemental de Cyclotourisme ainsi que les Offices de Tourisme.
 - Les circuits vélos mis en place par l'ADAME des Marais
 - Les circuits VTT dans le cadre de La Manche à VTT
- Les randonnées pédestres :

De nombreux chemins pédestres maillent le territoire, les principaux sont répertoriés ci-dessous :

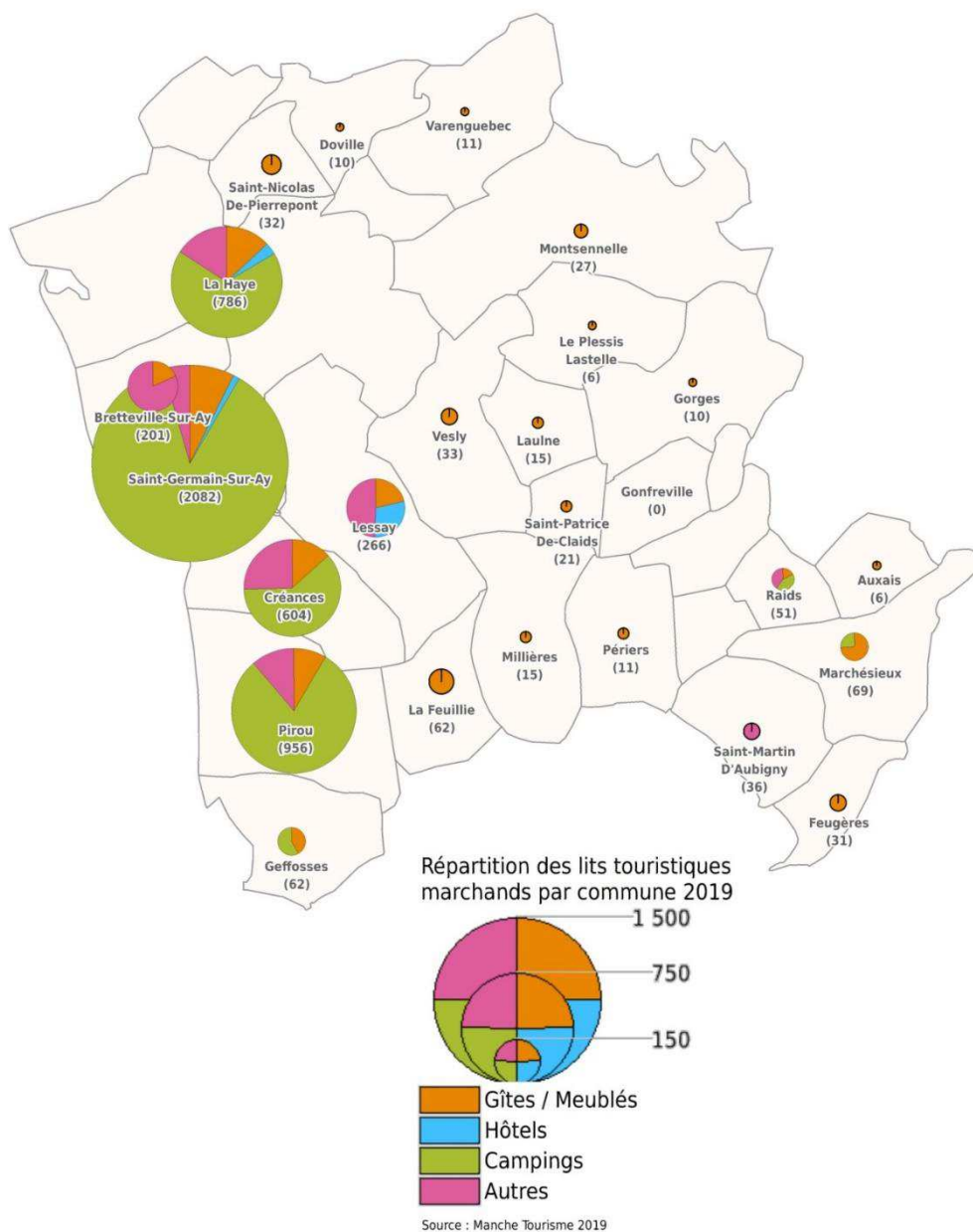
- Les Chemins de Saint Michel de Barfleur-Périers-Coutances : 20 km
- Les Chemins de Saint Michel-chemins de Cherbourg-Denneville-Lessay : 22 km
- Les Chemins de Saint Michel-chemins de Cherbourg-Lessay-Ancteville : 29 km
- De l'abbaye de Lessay vers les Landes : 9km
- Promenades et randonnées le Mont de Dовille : 11 km
- Promenades et randonnées la Tourbière de Gorges : 8 km
- A la découverte du marais blanc : 8 km
- Vieilles pierres du Mont Caste : 16 km
- GR 223 Saint Germain sur Ay plage-Pirou-Pont : 26 km
- GR 223 Pirou Pont-Coutainville - Plage : 20 km
- GR 223 Portbail – Saint Germain sur Ay : 17 km

En termes d'hébergements en janvier 2021, la communauté de communes dispose de 24 910 lits, dont 19 593 lits en résidences secondaires et 5 317 lits touristiques marchands répartis comme suit (source : Manche tourisme) :

Hébergements touristiques (lits)	Chambres d'hôtes	Meublés, locations, gîtes	Hôtel, Hôtel-restaurant	Camping, hôtellerie plein-air	Autre	Total
COCM	115	908	130	3612	552	5 317

Les lits touristiques sont principalement situés sur la frange littorale du territoire.

Le territoire profite d'un tourisme de proximité, garanti par un nombre important de résidences secondaires. Les bassins d'origines des touristes sont le Royaume-Uni (en forte baisse depuis 2019), l'Allemagne, les Pays Bas et la Belgique pour les visiteurs étrangers ; la Normandie, l'Île de France et les Hauts-de-France pour les visiteurs français. Les visiteurs en provenance des régions sud du pays, à la recherche d'un climat plus supportable, sont en augmentation.



5. LA MOBILITE

Depuis sa création en janvier 2017, la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche s'interroge sur les enjeux territoriaux liés à la mobilité et sur les manières de répondre à ces problématiques. Cette réflexion a conduit la collectivité à mettre en place différentes actions dans ce domaine.

1. LA PRISE DE COMPETENCE MOBILITE PAR L'EPCI

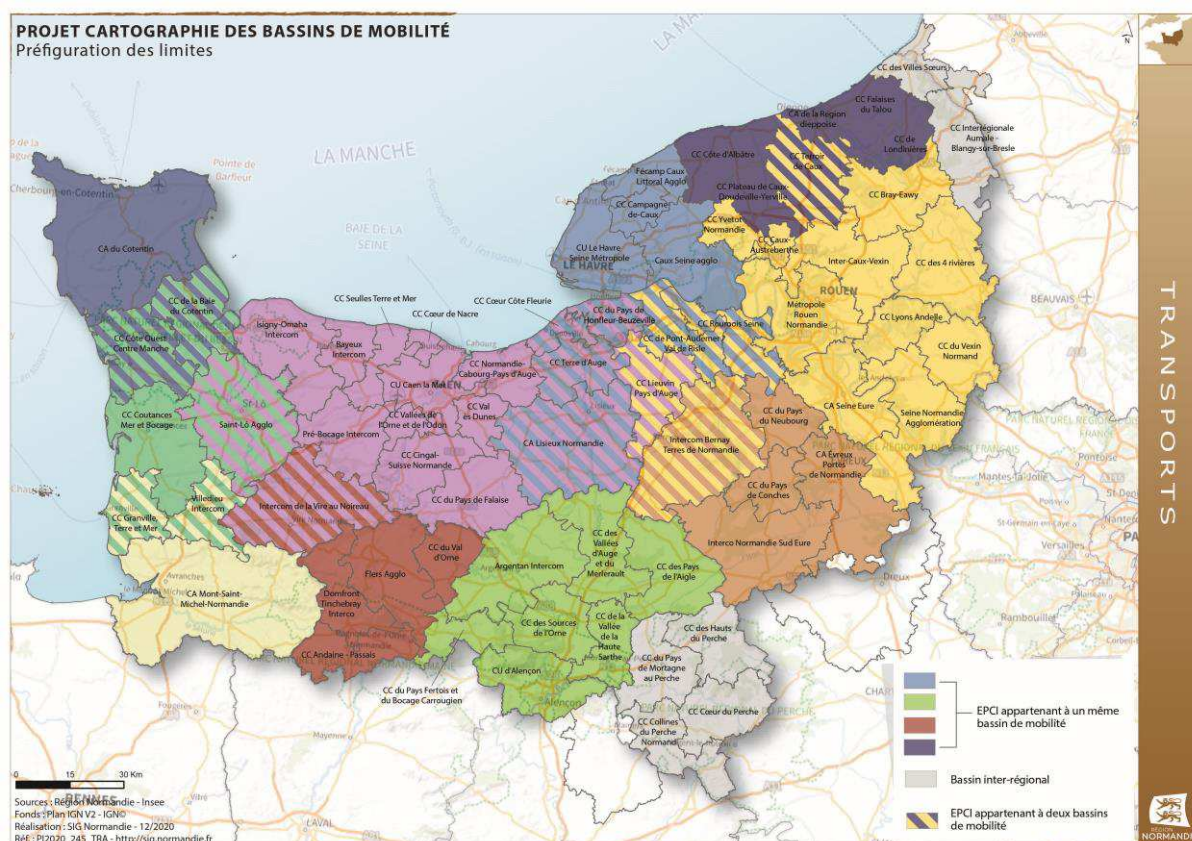
La communauté de communes COCM s'est positionnée en faveur de la prise de compétence mobilité dans une délibération du 4 mars 2021 sans demander, dans un premier temps, la reprise des offres de transport organisés par la Région Normandie. Aussi, l'intercommunalité va privilégier des actions portant sur les mobilités actives, les mobilités partagées et les mobilités solidaires.

A ce jour, 29 communes sur 30 ont pris une délibération en faveur du transfert de la compétence mobilité à la Communauté de Communes.

Elle entend néanmoins travailler sur les questions de transport à la demande et de transport régulier, en lien avec la Région Normandie et avec les collectivités voisines. La COCM a validé le fait d'être membre de 2 bassins de mobilité :

- celui du « Nord » avec la CA du Cotentin et la CC Baie du Cotentin ;
- et celui du « Centre » avec la CC Baie du Cotentin, CC Coutances Mer et Bocage, CC Villedieu Intercom, CC Granville Terre et Mer et Saint-Lô Agglo.

La carte régionale ci-dessous présente les bassins de mobilité à l'échelle de la Région Normandie :



2. LA MOBILITE, UN ENJEU MAJEUR POUR LA NOUVELLE INTERCOMMUNALITE

Éloigné de la RN13, de l'A84 ou encore de la RN174, le territoire est desservi par un réseau routier dense. Les 3 pôles de proximité sont positionnés sur des axes routiers structurants et faciles d'accès. De ce fait, la voiture est indéniablement le moyen de transport le plus utilisé. Par ailleurs, les déplacements doux sont encore essentiellement saisonniers, et ce, malgré de nombreuses liaisons cyclables. Par ailleurs, le réseau de transport en commun propose quelques alternatives, mais il reste perfectible.

La voiture est de loin le mode de déplacement le plus utilisé sur le territoire COCM et reste prépondérant en raison des caractéristiques du territoire (réseau dense de routes, nombreuses places de stationnement, habitat diffus), de freins psycho-sociaux à la mobilité, et du manque de transports collectifs et des insuffisances du transport à la demande. Ainsi, 62,1% des déplacements des habitants du territoire sont réalisés en tant que conducteur d'une voiture. Les autres modes de déplacements sont moins représentés.

Ces problématiques de mobilité se déclinent selon deux axes principaux. Le premier consiste en des freins psychosociaux et culturels à la mobilité, tandis que le second correspond à certaines insuffisances dans l'offre de transports disponible sur le territoire.

Or, les difficultés rencontrées par les habitants dans leurs déplacements ont des effets négatifs sur l'insertion professionnelle et sociale. Les freins à la mobilité expliquent également une omniprésence de la voiture individuelle¹, qui génère des impacts environnementaux (hausse des émissions de gaz à effet de serre, de la consommation d'énergies fossiles, etc.). Cette omniprésence crée aussi des difficultés financières en matière de mobilité, car l'achat et l'entretien d'un véhicule motorisé est coûteux.

▪ Des freins psychosociaux et culturels à la mobilité

Les freins psychosociaux et culturels à la mobilité sont multiples.

D'abord, certains habitants n'envisagent pas la possibilité de sortir du territoire pour aller se loger, travailler, pour accéder aux loisirs ou aux services du quotidien. Des travailleurs sociaux intervenant sur le périmètre de la Communauté de Communes COCM mettent en évidence une « culture du repli sur soi » : certaines personnes n'osent pas se rendre sur des territoires autres que ceux qu'ils connaissent déjà.

Ensuite, la voiture individuelle constitue une habitude de déplacements récurrente pour les habitants, qui ont alors parfois du mal à envisager des moyens de transport alternatifs. Un manque d'éducation et de sensibilisation aux transports en commun et aux modes de transport doux est constaté.

Une partie des habitants exprime aussi un sentiment d'insécurité à l'idée d'utiliser certains modes de déplacement (covoiturage, vélo notamment) ou ont des appréhensions pour utiliser de manière autonome des transports en commun. Les compétences des personnes, tant techniques (utiliser les outils numériques pour se renseigner sur la mobilité, passer le code de la route et le permis, etc.) que personnelles (gérer son stress dans les transports par exemple), agissent également sur leur capacité à se déplacer sur le territoire.

¹ 62,1% des déplacements réalisés par la population sur le territoire se font en tant que conducteur d'une voiture particulière d'après l'enquête Déplacements de Caen Normandie Métropole Pôle Métropolitain (Caen Normandie Métropole, *Enquête Déplacements Manche et Orne*, 2017)

▪ **Une offre de solutions de mobilité multiple mais encore limitée**

Sur le territoire de la Communauté de communes Côte Ouest Centre Manche, certaines solutions de mobilité sont déjà proposées. Elles sont majoritairement portées par des associations locales, par la Région Normandie, par le département de la Manche et par l'intercommunalité, tel que l'indique le tableau récapitulatif suivant :

Solutions de mobilité disponibles sur le territoire de l'EPCI COCM

Besoin	Type de solution de mobilité	Solutions sur le territoire COCM	Type de porteur
Se déplacer sur le territoire	Transport en commun	Ligne 9 MANEO Navettes en correspondance vers la ligne régulière 9	Région
	Transport à la demande	MANEO Proximité « En voiture Simone » Bus social Solidarité transport	Région/CdC COCM, Accueil Emploi Familles rurales, Maison du Pays, MSA
	Covoiturage	2 aires de covoiturage départementales	Département
	Vélo	Itinéraires cyclables	Communauté de communes COCM
	Location de véhicules	Location de véhicules à 2 et 4 roues, mais nécessité d'aller les chercher à Coutances ou Cherbourg	Associations
Etre accompagné dans ses déplacements	Pour les personnes âgées	Service Sortir + (+80 ans)	CNAV et MSA
		Covoiturage pour aller au cinéma	SAG
		Equipe Mobile d'Accompagnement	EHPAD Périers
	Pour tous	Transport personnalisé et accompagné Solidarité Transport Bus social et navettes marées, projet de minibus pour l'emploi	Indépendant en chèque emploi services, voisinage et famille, association locale et MSA, association Accueil Emploi
Aides financières à la mobilité	Réductions sociales pour transports en commun	Transports en commun NOMAD (ex-MANEO), TER Région Normandie	Région
	Aides à la conduite	Permis à 1€	Banques, Mission Locale, Mobyliis
		Micro-crédit	ADIE, Mission Locale, UDAF (partenariat à venir)
	Financer son projet personnel de mobilité	Fond d'aide aux jeunes pour les 18-25 ans	Mission Locale

Réparer, entretenir son véhicule...	... à moindre coût	Garage solidaire à Agneaux	Propulsion
Accompagnement à l'apprentissage à la mobilité	Apprentissage au permis de conduire	Places disponibles à l'auto-école sociale de Mobylys à Coutances pour des bénéficiaires du RSA	Association
	Apprentissage vélo	Vélo-école, y compris pour des personnes en situation de handicap	Association
	Apprentissage sécurité routière	Education à la sécurité routière, avec ateliers sur piste	Association

Source : services de la Communauté de communes COCM d'après les ateliers du groupe-projet dans le cadre de l'étude de faisabilité

Cependant, certaines limites à cette offre de mobilité ont été constatées :

D'abord, l'offre de transports alternatifs à la voiture individuelle ne répond pas à l'ensemble des besoins des habitants. Les horaires et les points de desserte des transports en commun sont parfois inadaptés par rapport aux rythmes de vie des usagers et à leurs besoins. Certains modes de déplacement restent encore peu développés sur le territoire (covoiturage, auto-partage, vélo, marche à pied...). Les lignes de transport en commun et de transport à la demande ne permettent pas de relier l'ensemble des pôles de services et d'emploi. A titre d'exemple, aucun circuit ne permet actuellement d'atteindre Saint-Lô ou Carentan qui représentent respectivement le pôle administratif du département de la Manche et un pôle ferroviaire important. Mais surtout, les dispositifs dédiés à l'apprentissage et à l'accompagnement vers la mobilité autonome sont très peu nombreux et sous-utilisés sur le territoire. Certains dispositifs de transport se limitent également à certains publics (en termes d'âge et de revenus notamment). Or, ces faiblesses dans l'offre de transport créent une dépendance à la voiture individuelle qui génère des difficultés voire des impossibilités de se déplacer pour des personnes qui n'ont pas les moyens financiers de payer leur permis de conduire ou un véhicule personnel, ou de le faire réparer.

Ensuite, l'offre manque d'homogénéité en termes de communes couvertes par des solutions de transport : elles ne sont pas couvertes de la même manière, ce qui s'explique en partie par la création récente de la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche. Certains services de mobilité ne sont alors pas proposés sur chacune des anciennes communautés de communes. De plus, si les pôles principaux de La Haye, Lessay et Périers sont desservis par les circuits d'autocars de la Région, il est souvent peu aisé pour les habitants des communes environnantes et moins denses d'accéder aux services de mobilité.

Les solutions de mobilité restent ensuite peu connues des habitants. Les conditions d'accès aux dispositifs de mobilité étant différentes d'un service à l'autre, l'offre locale en matière de mobilité semble par conséquent peu lisible et peu compréhensible pour les habitants. L'enjeu de la plateforme est donc aussi d'apporter de la lisibilité en matière de mobilité.

▪ **La plateforme de mobilité rurale COCM'obilité pour améliorer les mobilités**

La communauté de communes expérimente pendant 3 ans une plateforme de mobilité rurale, pour tous et évolutive sur le territoire communautaire. L'ouverture de la plateforme de mobilité au 1^{er} janvier 2020 a permis de travailler à l'élaboration de projets afin de renforcer l'offre de mobilité existante, en concertation et en co-construction avec les acteurs locaux. Actuellement, la plateforme de mobilité propose 3 services de mobilité aux habitants : un point d'information unique, un service de conseil en mobilité avec l'association Mobylys et un service de locations solidaire.

3. LE VELO, UN LEVIER STRATEGIQUE POUR LE TERRITOIRE COCM

La plateforme de mobilité, qui est le cœur de la politique publique de mobilité durable de la communauté de communes, a rapidement identifié le vélo comme l'une des priorités à traiter afin d'améliorer les mobilités sur le territoire et de proposer des alternatives à la voiture individuelle.

- **Un moyen de transport durable et pour tous**

Dans un territoire où le transport est le 2^e secteur le plus émetteur de gaz à effets de serre (après l'agriculture) selon le diagnostic du PCAET, la politique vélo présente un enjeu de préservation de l'environnement en favorisant le développement des moyens de transport non polluants.

- **Un potentiel de développement du vélo sur le territoire COCM**

Le vélo est alors un levier pour développer les déplacements autres qu'en voiture individuelle, car le territoire COCM dispose de nombreux atouts qui révèlent un potentiel de développement du vélo. La part modale du vélo sur le territoire COCM est de 1,9% contre 1,2% dans la Manche et l'Orne (source EMD). Celle de la marche à pieds est de 13,7%.

Le territoire COCM est propice à la pratique du vélo. Contrairement à d'autres parties du département de la Manche, COCM est un territoire plat, avec une forte image « nature-découverte » et une diversité paysagère, rendant agréable la pratique du vélo. Il dispose aussi d'un réseau dense de routes secondaires peu fréquentées qui sont un atout pour développer des itinéraires cyclables sécurisés. Le schéma vélo a donc pour but de quantifier le potentiel de développement du vélo sur le territoire en fixant un objectif chiffré de part modale du vélo.

Ainsi, le territoire dispose déjà d'aménagements cyclables. Une voie verte, véritable « autoroute du vélo » maille le territoire et relie les 3 pôles de proximité, La Haye, Lessay et Périers. La voie verte permet aussi de connecter la COCM à des réseaux cyclables départementaux, nationaux voire internationaux (Vélomaritime). La communauté de communes a également créée 7 itinéraires cyclables et 5 boucles vélo locales entre 2017 et 2019, avec une carte vélo et des fiches itinéraires pour se repérer sur les itinéraires. Des stationnements vélo ont aussi été installés dans les communes. En dehors du vélo, le GR334 longe tout le littoral. La carte vélo ci-dessous indique le maillage vélo existant sur le territoire :

Carte vélo COCM, 2019.



- **Des acteurs locaux fortement impliqués et motivés sur la thématique vélo**

De nombreux acteurs vélo travaillent déjà sur les questions du vélo, autour de différentes pratiques et publics : pratique du quotidien, VTT, BMX, apprentissage du vélo pour les jeunes, randonnées vélo/vélo-découverte, vélo et handicap... Ces acteurs, qui se situent surtout sur l'ex-communauté de communes Sèves-Taute et dans une moindre mesure sur l'ex-communauté de communes de La Haye-du-Puits, peuvent donc représenter de véritables ambassadeurs pour la pratique du vélo ainsi que des moteurs pour l'élaboration du schéma directeur vélo.

Des manques et faiblesses constatés pour la pratique du vélo :

Malgré les atouts et le potentiel de développement du vélo sur le territoire, la pratique du vélo est encore faible et a même diminué chez certains publics. 3 causes principales ont été identifiées pour expliquer ce constat :

▪ Un manque d'apprentissage du vélo

Les formations au vélo, qu'elles soient dédiées aux usagers ou bien aux encadrants de sorties vélo, manquent sur le territoire. Dans le cas de l'opération « Coup de pouce vélo – Remise en selle » de l'année 2020, la structure la plus proche pour proposer un atelier de formation au vélo se situait au sud de Saint-Lô (Moyon Villages), et il s'agissait de la seule structure référencée de la Manche. Aucune structure sur le territoire ne permet d'apprendre à réparer son vélo.

On note également un manque de connaissance des actions qui sont menées pour développer l'apprentissage du vélo, notamment auprès des publics jeunes.

Les acteurs locaux font ressortir des comportements dangereux aussi bien de la part des cyclistes que de celle des autres usagers de la route. Un véritable (ré)apprentissage des règles de sécurité routière et du partage de la route semble nécessaire.

▪ Un manque d'itinéraires et d'aménagements cyclables

Le manque constaté est d'abord de nature quantitative. Les itinéraires locaux ne semblent pas suffisants d'après les acteurs locaux. Ils pointent notamment un manque de boucles locales (sur le littoral en particulier) et d'itinéraires reliant le littoral à l'intérieur des terres.

Les faiblesses soulignées concernent ensuite les aménagements cyclables existants : manque de sites propres, de sécurité et d'éclairage, de signalétique.

Il faut noter que les acteurs locaux, et en particulier les élus, ne disposent pas d'une vision commune de ce qu'il est nécessaire de faire pour améliorer les aménagements existants. Si tous sont d'accord sur le constat d'une nécessité de développer le vélo sur le territoire, les avis divergent en matière d'aménagements cyclables. Le schéma directeur vélo a aussi pour objectif de fédérer les acteurs autour d'une vision commune et d'un projet.

▪ Un difficile accès au vélo pour tous

Les acteurs locaux pointent enfin un manque de services autour du vélo, permettant l'accès de tout à un vélo en bon état et adapté à la pratique de chacun. Le coût financier du vélo est assez important et ne permet pas à tous les publics d'avoir accès à un vélo de qualité. Les services enfance-jeunesse et sport notent une hausse ces dernières années de vélo en mauvais état lors des sorties vélo avec les enfants. Il en va de même pour les équipements de sécurité du vélo (casque, gilet fluo...).

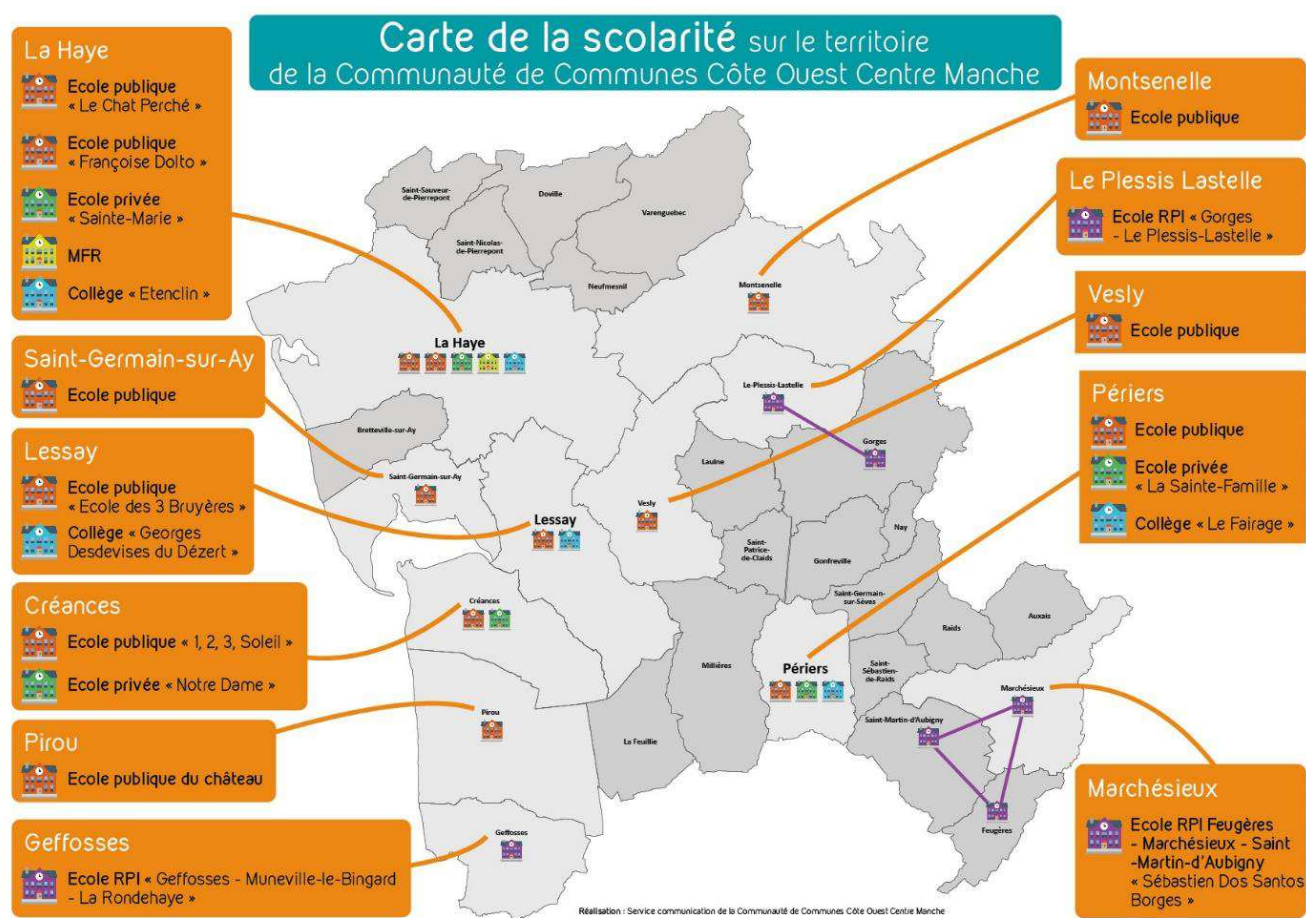
6. L'ACCES AUX SERVICES

Bien que possédant un potentiel de développement important, le territoire est en prise à un certain nombre de difficultés propres aux territoires ruraux. Il s'agit de maintenir et de faciliter l'accès aux services et aux équipements de base (commerces de proximité, établissements scolaires, transports, santé, structures culturelles, de loisirs ou sportives), condition du bien-être des habitants et de leur attachement au territoire.

Les pôles de proximité du territoire accueillent les bâtiments clés abritant les services publics : Mairies, 3 Pôles de proximité communautaires, 3 Espaces France Services, 3 espaces publics numériques, des bureaux d'information touristique, 4 bureaux de poste, 2 pôles de santé et 1 maison médicale, *Toutefois, leur répartition au sein de chaque bourg peut apparaître aléatoire avec un éparpillement des*

établissements structurants et nécessite une mise en cohérence de ce maillage au sein de chaque unité. Il en va de même concernant les structures sportives, culturelles et de loisirs. Bien que bien dotés de tels équipements (bibliothèques-médiathèques, salles de convivialité, équipements sportifs variés couverts et de plein-air), ces derniers sont très souvent répartis sur la commune de manière très espacée. Cette caractéristique est très marquée sur la commune de Lessay.

Dans ce cadre, il est à noter que plusieurs investissements importants ont été réalisés par les collectivités ces dernières années, tels que la réhabilitation des trois collèges par le conseil départemental de la Manche (ex : Collège de Périers ouvert en 2009), des groupes scolaires (ex : Périers, Lessay), des accueils de loisirs (ex : Périers – projet sur la commune de Lessay – réflexion sur la commune de La Haye), des salles sportives à Lessay, Créances, La Haye et prochainement Périers ainsi que la construction de salles à vocation culturelle (ex : Périers en phase travaux, La Haye en phase de maîtrise d'œuvre).



Par ailleurs, certaines catégories de population ont des besoins d'accompagnement spécifiques, notamment les jeunes et les seniors. Le territoire doit renforcer ses actions en matière d'éducation, d'accueil et d'offres à destination notamment des enfants et des adolescents. Il est également nécessaire de faire face au vieillissement d'une partie de la population, qui présente des revenus modestes et des besoins grandissants en termes d'habitat, de déplacements, de soins, de loisirs. Le maintien et la facilitation de l'accès aux services et aux équipements de base reste une priorité.

Dans ce cadre, la question du numérique est également un enjeu majeur. En effet, outre la finalisation de la couverture de l'ensemble du territoire communautaire en fibre optique (FTTH), l'accès au numérique est un levier essentiel pour la cohésion, l'attractivité et le développement du territoire.

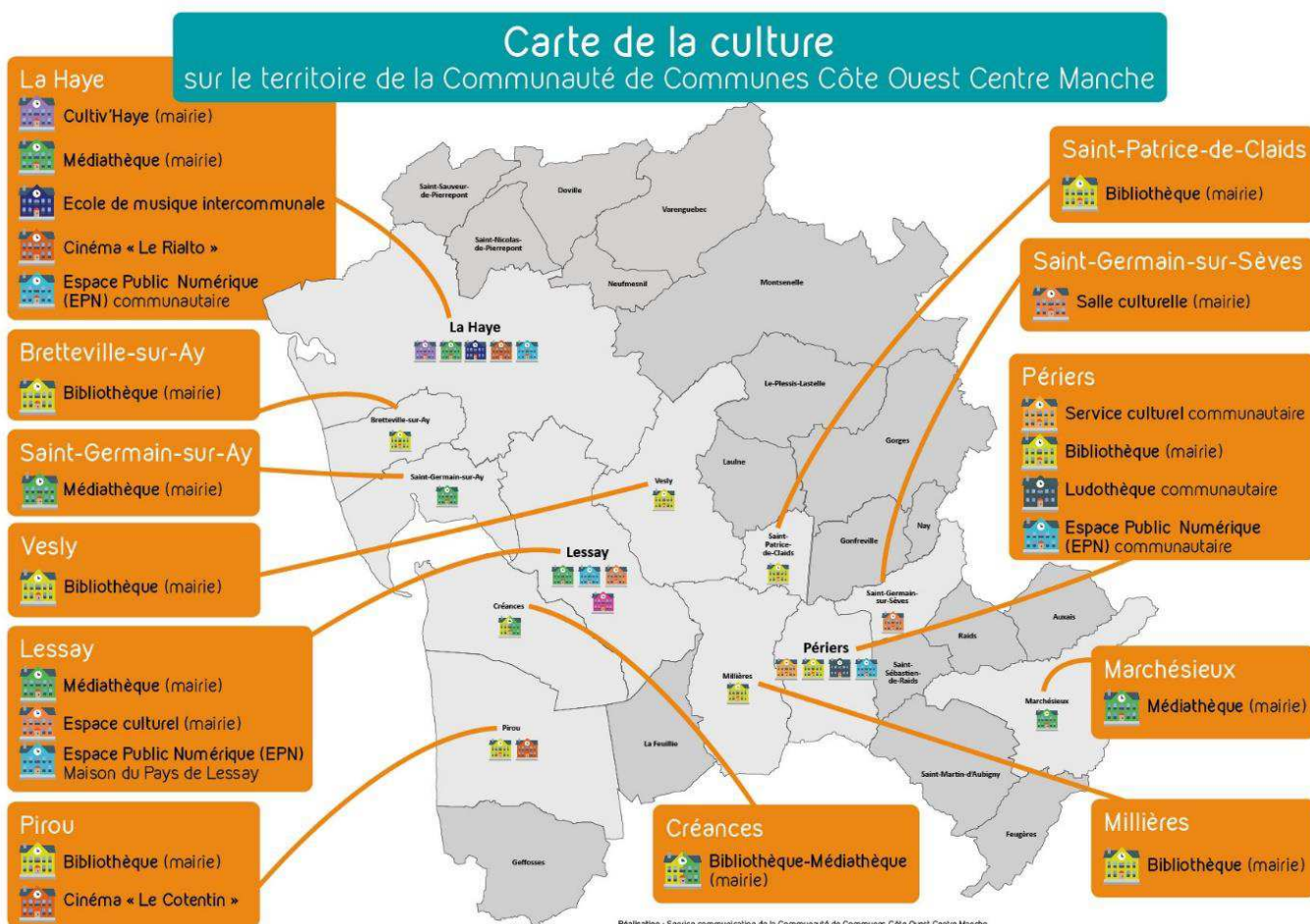
Dans ce cadre, l'accès au numérique pour tous doit permettre de combattre le sentiment d'isolement de nombreux habitants et permettre à tous un meilleur accès aux services.

Conscients de cette nécessité d'accompagnement social et numérique des usagers dans l'accès aux services publics, la Communauté de communes a travaillé sur un déploiement d'Espaces France Services (EFS) sur l'ensemble de son territoire dans une logique de proximité avec un EFS labélisé mis en place au sein du centre social situé à Lessay (Maison du Pays de Lessay) ainsi que deux antennes sur le pôle communautaire de La Haye et de Périers labélisées au 1^{er} janvier 2021.

Par ailleurs, il est également constaté un déficit d'image du territoire vis-à-vis des populations les plus jeunes, notamment des jeunes ménages, qui ne souhaitent pas s'y installer faute de services suffisants. Ce phénomène contribue activement à la perte d'attractivité du territoire face à une demande de services des populations de plus en plus croissante.

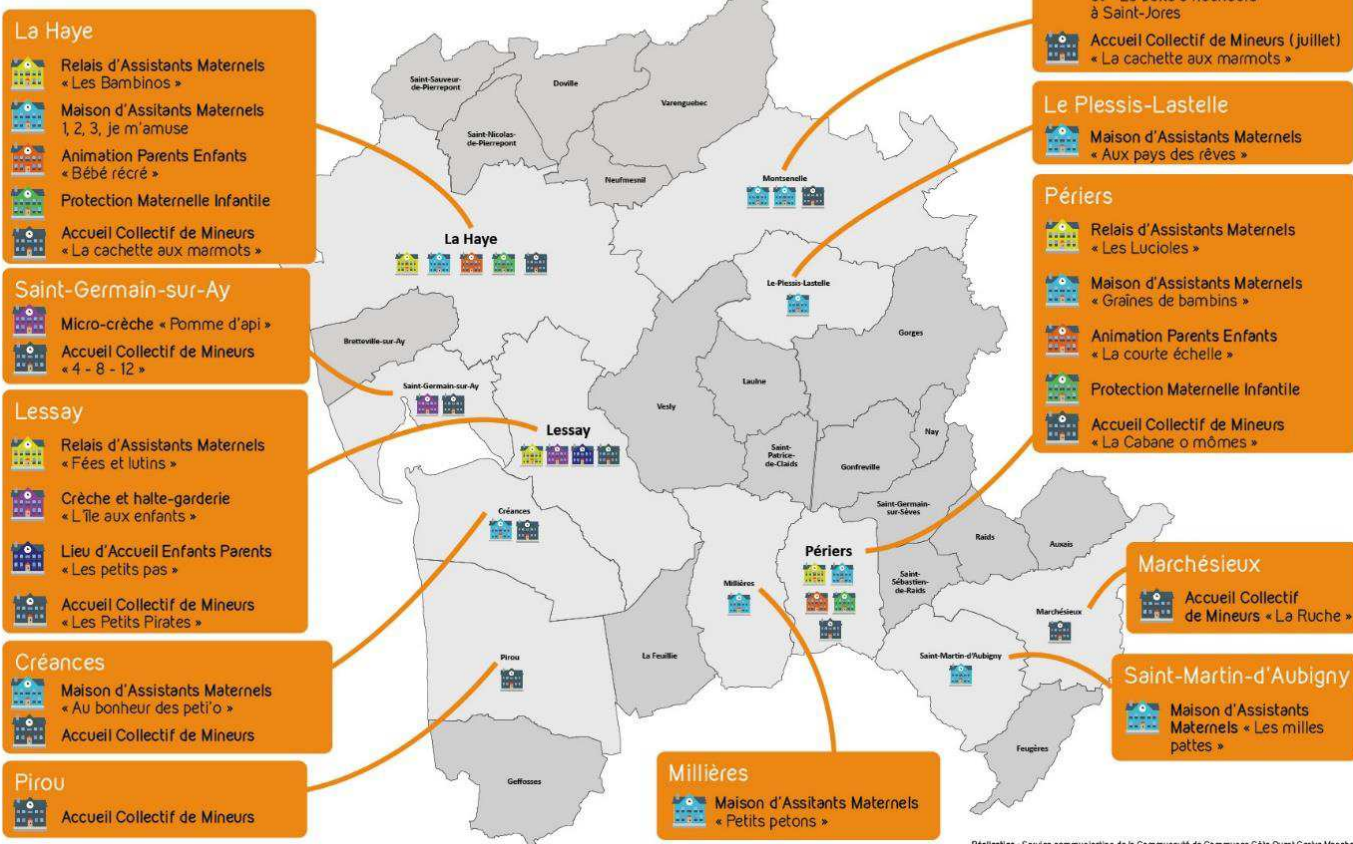
Dans le domaine culturel, il est constaté un accès aux équipements plutôt limité. Certes onze bibliothèques – médiathèques sont réparties sur le territoire, mais les services proposés, et le nombre d'heures d'ouverture divergent de manière importante d'une structure à l'autre, limitant ainsi l'accès à ces espaces pour une partie des habitants. Au-delà de ces bibliothèques-médiathèques, seuls quatre autres équipements sont recensés, à savoir deux cinémas, un à La Haye et un à Pirou, un espace culturel à Lessay, et une ludothèque communautaire à Périers. Quelques salles communales légèrement équipées pour la mise en place de spectacles, viennent renforcer ces équipements mais leurs capacités d'accueil sont limitées. La construction en cours ou à venir de nouvelles salles à vocation culturelle sur la commune de Périers et de La Haye ainsi que l'aménagement d'une place à vocation culturelle à La Haye viendront compléter l'offre d'équipements.

Par ailleurs, le territoire dispose d'un tissu associatif culturel diversifié : école de musique, cours de théâtre, atelier peinture, chorale... Toutefois, ces pratiques culturelles restent fragiles car elles ne captent qu'une partie des habitants. De fait, une partie de la population locale, dite précaire du fait notamment des revenus constatés et du faible niveau de qualification, semble être peu présente au sein de ces activités créant ainsi un déficit culturel pour cette partie de la population. Partenaire du dispositif départemental Villes en scène, le constat est le même sur les spectacles proposés par la COCM malgré la diversité des esthétiques et les tarifs attractifs pratiqués. Toutefois, conscientes d'un déficit culturel souvent constaté, les structures éducatives : écoles, collèges, centres de loisirs..., mettent en œuvre de nombreuses actions auprès de la jeunesse pour tenter de palier à ce déficit.

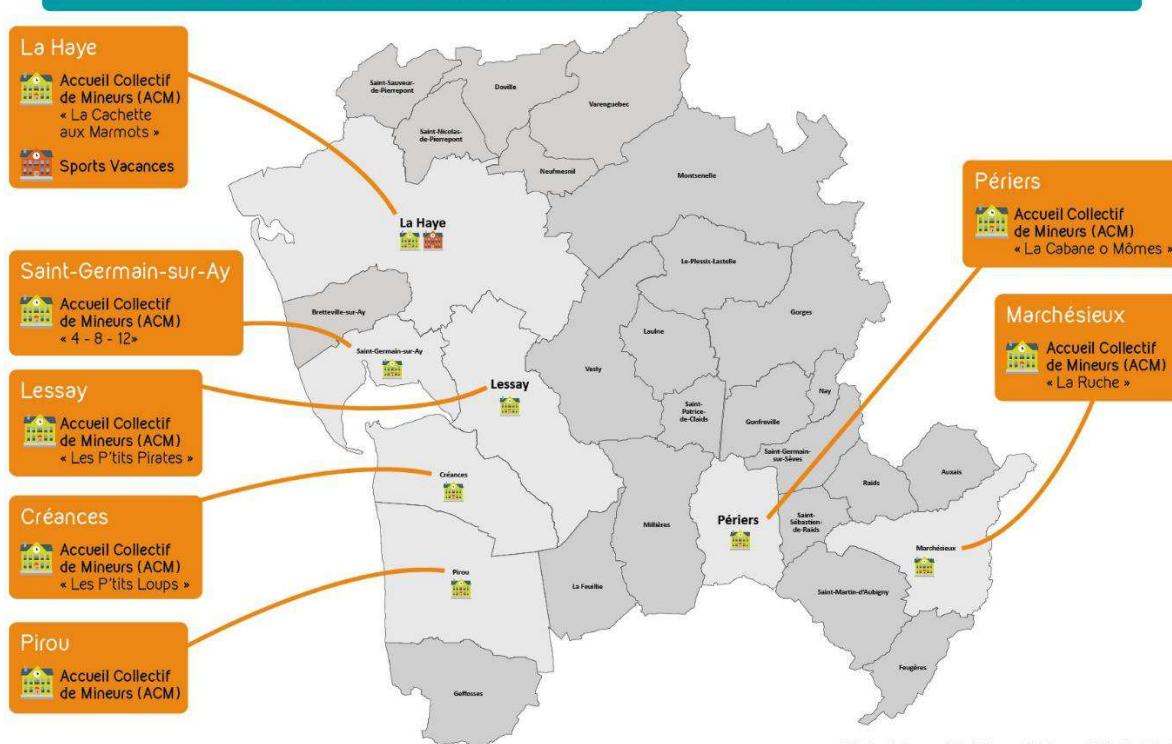


Face à ce déficit, les communes de La Haye, Lessay et Périers ont décidé de s'associer pour la réalisation d'un diagnostic culturel et la définition d'une politique culturelle commune. Un cabinet d'étude a été missionné pour réaliser ce travail. **A ce jour, tout est remis en question car la commune de Lessay vient de se retirer du dispositif.**

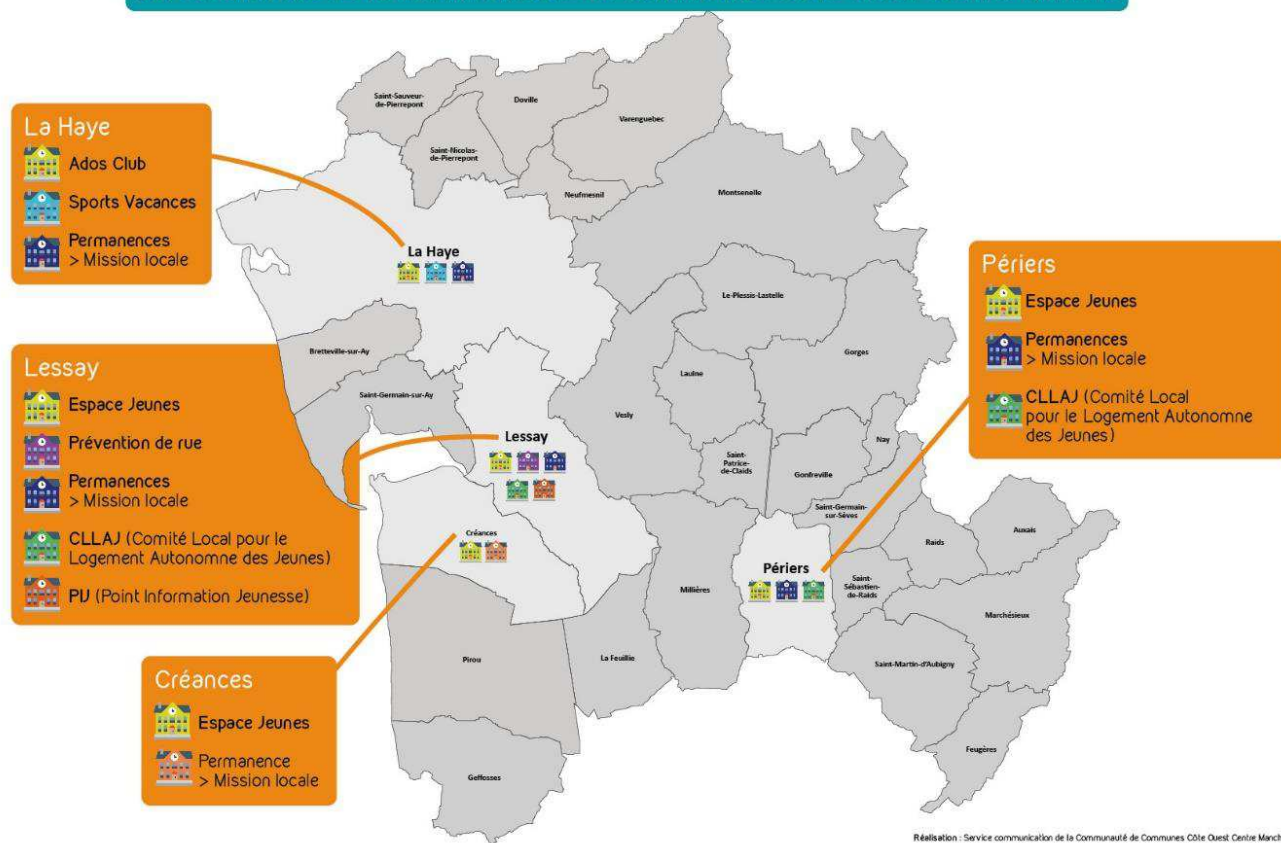
Carte de l'accueil / l'animation « Petite Enfance » sur le territoire de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche



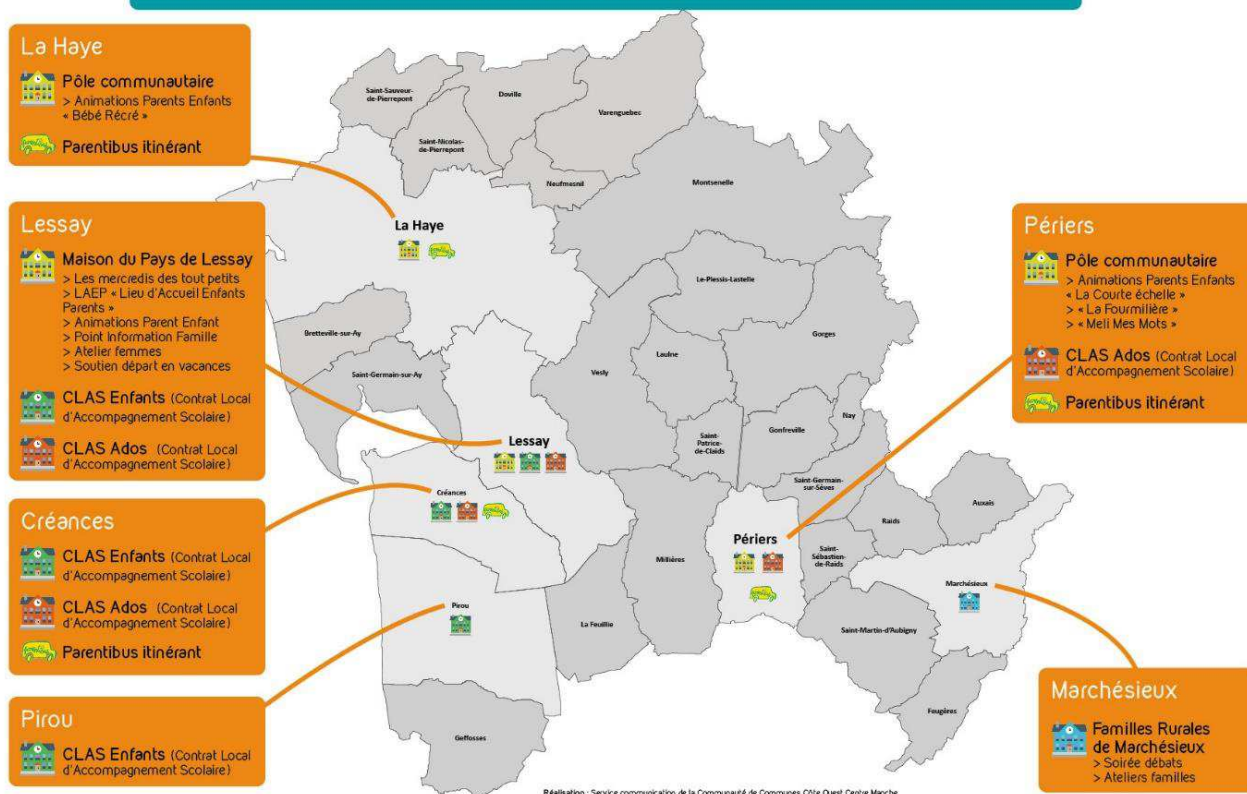
Carte de l'accueil / l'animation « Enfance » sur le territoire de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche



Carte de l'accueil / l'animation « Jeunesse » sur le territoire de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche



Carte du soutien à la Parentalité sur le territoire de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche



Dans le cadre de la démarche de la charte familles, un questionnaire a été distribué en 2019 aux familles du territoire afin d'identifier leurs besoins. Ainsi, 539 familles ont répondu au questionnaire, soit 14,5%.

A la question « Que manque-t-il pour les enfants, les jeunes et en tant que parents pour bien vivre en famille sur le territoire ? », les réponses sont les suivantes :

- Loisirs et activité :
 - Activités sportives diversifiées
 - Activités à prix attractif
 - Lieux pour les adolescents
 - Diversité de l'offre culturelle
- Equipements :
 - Piscine
 - Jeux de plein air
- Besoins liés aux moyens de garde :
 - Crèche
- Mobilité :
 - Moyens de transport
 - Développement des lignes de bus
 - Accompagnant d'enfants ou transport permettant l'autonomie
- Relations humaines :
 - Groupe de parole, café parents, rencontre avec des professionnels
 - Lien social, entraide, respect, solidarité

7. SYNTHÈSE DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE

ATOUTS/OPPORTUNITÉS	FAIBLESSES/MENACES	CHIFFRES-CLES
<ul style="list-style-type: none"> • Une démographie sur 40 ans qui résiste voire progresse légèrement • Une façade littorale attractive • La définition d'une stratégie de développement économique et touristique par l'EPCI • Secteurs primaires et secondaires importants • Plancher commercial diversifié et non sédentaire • Une dynamique de création d'activités • Territoire artisanal dense • Développement de l'économie circulaire sur le territoire par une réflexion collective • Un marché touristique en croissance • Un axe fort sur l'itinérance et le littoral/balnéaire • Des équipements et des sites à potentiel • Des réflexions et actions sur la mobilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Une démographie qui décline depuis 2010 • Des évolutions démographiques subies et hétérogènes • Un vieillissement de la population • Un déclin des bourgs centres, pertes de centralité • Absence de politique de l'habitat partagée et cohérente • Des vulnérabilités sociétales (niveau de vie, qualification) • Diminution du nombre d'exploitations agricoles • Taux de vacance dans le commerce – forte évasion du non alimentaire • Main d'oeuvre peu qualifiée – difficulté de recrutement • Peu de relations élus/entreprises • Des attentes qualitatives fortes et diversifiées des touristes • Une offre de solutions de mobilité limitée et expérimentale • Des concurrences de plus en plus fortes entre territoires • Risques environnementaux sur le territoire naturel 	<p>46 hbt/km²</p> <p>4 pôles de centralité</p> <p>Indice de vieillissement = 120</p> <p>Taux de pauvreté = 15,7%</p> <p>Taux de logement vacant = 9%</p> <p>2 170 établissements actifs</p> <p>709 exploitations agricoles</p> <p>40 Km de littoral</p> <p>900 salariés dans l'artisanat</p>
ENJEUX		
<ul style="list-style-type: none"> • Une démographie maîtrisée et dans une approche durable • Adaptation de l'offre de logements et de l'habitat à la demande • Adaptation de l'offre de services aux évolutions sociétales • Maintien et développement d'une chaîne de services de qualité aux habitants • Renforcement de l'accompagnement et montée en compétence des entreprises ainsi que les interactions et mutualisations entre entreprises, notamment via l'économie circulaire 		<p>5 403 lits touristiques</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Le devenir d'un territoire exemplaire sur la qualité, la proximité et l'économie circulaire • Attractivité du territoire pour les salariés quel que soit leur niveau de qualification • Adapation de l'OT répondant aux attentes des touristes et des professionnels • La mobilité pour tous : enjeu territorial et de cohésion social • Qualification et développement de l'offre touristique, y compris pour le tourisme local et de proximité • Une stratégie touristique durable et numérique 	
--	--

PAYSAGE ET CADRE DE VIE

FACTEUR D'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE, LE CADRE DE VIE, AU SENS ENVIRONNEMENTAL DU TERME, PARTICIPE AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL EN RENFORÇANT SON DYNAMISME RESIDENTIEL ET TOURISTIQUE ET EN INDUISANT L'AMENAGEMENT D'ENTREPRISES QUI SUIVENT LA VOLONTE DES SALARIES DE DISPOSER D'UNE QUALITE DE VIE AGREABLE.

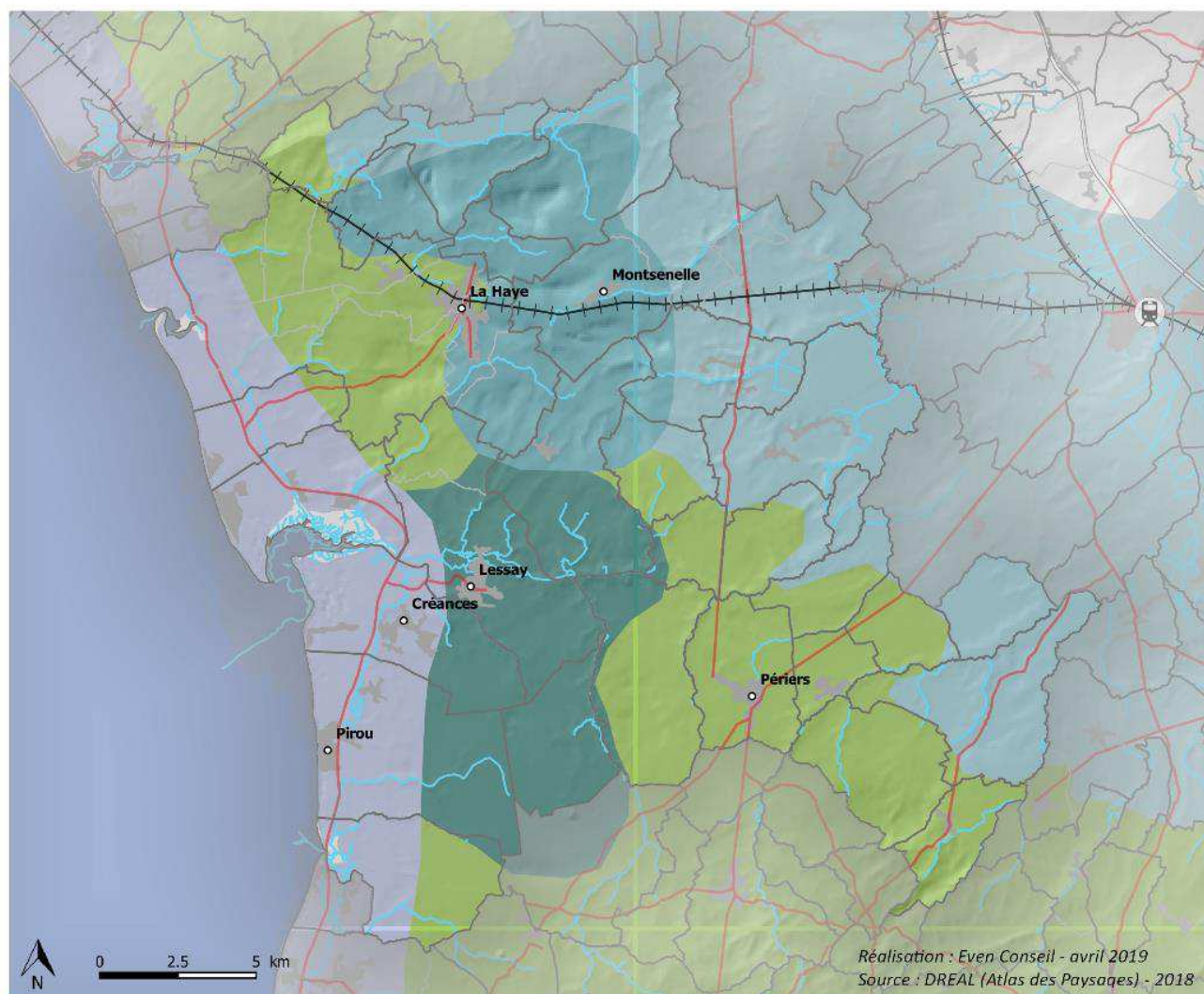
1. LE PAYSAGE

Le paysage du territoire de Côte Ouest Centre Manche est caractérisé par 6 unités paysagères:

- La Manche Centrale
- Le Cotentin secret au vert bocage
- Les anciennes « Landes » de Lessay
- Les 5 montagnes du Cotentin
- Les marais du Cotentin et du Bessin
- Longues plages et havres

Le cadre paysager

Côte Ouest Centre Manche






- La Manche centrale
- Le Cotentin secret au vert bocage
- Les anciennes "Landes" de Lessay
- Les 5 montagnes du Cotentin
- Les marais du Cotentin et du Bessin
- Longues plages et havres



- Tissu urbain
- Limites administratives
- Limites des communes déléguées
- Cours d'eau
- Liaison régionale
- Type autoroutier
- Lignes ferroviaires
- Gares


Relief

even
CONSEIL

Réalisation : Even Conseil - avril 2019
Source : DREAL (Atlas des Paysages) - 2018

FAMILLE DE PAYSAGES	UNITES PAYSAGERES	LOCALISATION	CARACTERISTIQUES
Les paysages bocagers	La Manche Centrale (4.2.1)		<p>Les bas plateaux schisteux de la Manche Centrale ne sont ondulés que de vallonements très doux aux faibles dénivellations. Les bocages apparaissent comme le poste « avancé », vers l'ouest, des structures bocagères bas-normandes. Pays de faible relief, ils sont perçus comme des espaces fermés où la vue porte peu, car elle se heurte à de fortes haies sur talus, rendues opaques par une basse strate bien conservée et un bel étage arboré.</p> <p>La diversité du sous-sol induit une certaine diversité dans l'architecture qui montre des textures variées (schiste brun roux et vert sombre, ardoises, gré blanchâtre, poudingues violacés), alors qu'une structure commune d'habitat dispersé est caractéristique des pays bocagers. Les couleurs les plus vives sont celles des maçonneries jaune ocre en « mâsse », fréquentes dans les bâtiments agricoles où la partie haute des murs, et les toiles rouillées qui ont remplacé le chaume pendant l'entre-deux guerres.</p> <p>⇒ EVOLUTION : L'intensification par le maïs depuis 30 ans, la réduction du nombre des exploitations et celle de la population agricole ont entraîné la présence temporaire de la terre labourée et des chaumes en hiver, l'abandon des pratiques d'entretien de la basse strate des haies, la raréfaction des arbres, l'agrandissement des parcelles. Les habitations récentes introduisent des enduits clairs qu'on applique parfois sur les maisons anciennes.</p>
	Le Cotentin secret au vert bocage (4.3.1)		<p>Situé à l'extrême Nord-Ouest de la communauté de communes, paysage marqué par une succession de croupes et de vallons, la partie occidentale de l'arrière-pays du Cotentin peut être qualifiée de « bocage collinaire ». Les haies y sont denses et complètes. La vigueur relative du relief crée des paysages en tableau, malgré une fermeture de la vue sur les limites d'enclos. Une impression de « touffeur » vert s'en dégage.</p> <p>Le bocage est touffu, de parcelles souvent petites, encloses de haies à basse strate dense et arbres de haut jet nombreux, ferme ce paysage dans lequel les clos de pommiers sont fréquents.</p> <p>⇒ EVOLUTION : Les transformations du bocage sont restées très modérées, en dehors de rares exemples de remembrements aux abords de la RN 13 (hors territoire) et d'abattage systématique des arbres des haies. Seule la zone proche du littoral occidental a perdu ses ormes. On peut craindre, néanmoins une raréfaction des arbres faute de renouvellement de la haute strate des haies qui ajouterait ses effets au désastre du verger de pommiers lors de la tempête de 1987. Les modifications de l'habitat, par la construction de pavillons à crépis clairs, sont déjà manifestes et s'étendent loin des centres d'activité. Elles peuvent être plus criantes si réalisées sans insertion paysagère.</p>
Les paysages au bois	Les anciennes « landes » de Lessay (6.2.3)		<p>Véritables îlots déserts compris entre le bocage et l'openfield arrière littoral qui jouxte la Côte des Havres, les anciennes landes de Lessay, si elles ont perdu leur physionomie originelle demeurent un pays peu habité. Les bois de pins ont souvent remplacé la lande qui n'existe plus que de façon résiduelle.</p> <p>L'homogénéité végétale et paysagère de la lande a ainsi été supprimée. La lisibilité de ses limites avec le bocage des régions encadrantes a été effacée. Elle n'est plus que juxtaposition de quelques espaces de landes, de bois et vastes parcelles agricoles dont le dessin, souligné par des haies ou des fossés, est très différent du petit bocage aux nombreux hameaux des alentours. Le paysage ainsi transformé a enrichi sa palette colorée. Dans les espaces toujours en landes, la molinie compose des tapis verts tandre au printemps puis grèges à l'automne, tandis que les ajoncs les ponctuent d'éclairs dorés. Les pinèdes dressent leur</p>

			<p>feuillage vert gris transparent et les rayures de leurs troncs rougeâtres. Sur les clairières, le vert tendre des hauts maïs succède aux sols blancs ou noirs que révèlent les labours.</p> <p>⇒ EVOLUTION : La tendance actuelle est à l'élimination de l'ancien paysage et accentue celui de clairières au milieu des pinèdes ou du bocage périphérique. Le drainage supprime les prairies hydrophiles mais l'activité agricole reste instable. Les carrières cherchent à s'étendre. Les communes sont tentées d'aliéner leurs propriétés, sans intérêt économique, pour des zones industrielles, des centres d'équitation, des circuits automobiles... La célèbre foire de la Sainte Croix n'occupe plus qu'un petit espace, au sud de Lessay.</p>
Les paysages mixtes	Les « cinq montagnes du Cotentin » (5.3.3)		<p>A l'ouest de l'isthme du Cotentin, cinq « îles » de grès durs se dressent au-dessus des grands marais. Couvertes de bois et de landes pour l'une d'entre elles, elles se distinguent nettement du paysage bocager qui les environne.</p> <p>La plateforme d'abrasion marine pliocène, qui s'étend à l'altitude d'environ trente mètres, conserva un groupe d'îles constituées de grès durs ordoviciens ou dévonien. Les buttes du Mont Castre (130 mètres), de Duvivier (112 mètres), du Bois de la Poterie (101 mètres) et de Sainte-Catherine (92 mètres) s'élèvent, brutalement, avec des dénivellations de 60 à 90 mètres au-dessus de cette plaine. Au-dessous et autour d'elles, un bocage encore bien arboré et aux petites mailles dissimule un habitat dispersé de hameaux et de fermes aux bâtiments de schistes, de grès et d'ardoises, sauf quand les pentes des buttes les découvrent au regard. Le paysage est ainsi marqué par l'étendue des marais, aux vents frais en été et à la blancheur miroitante en hiver, et le vert sombre des masses boisées des collines, éclairé par le blanc des troncs de bouleaux qui se détache sur le ciel. Les prés jettent leurs teintes de vert frais, sur les rebords des buttes, auxquelles ils offrent un écrin bocager plus clair.</p> <p>⇒ EVOLUTION : Si les oppositions de masse des reliefs demeurent, les contrastes d'aspect peuvent être altérés par certaines évolutions en cours : extension des carrières de grès, notamment sur la butte de Duvivier, éclaircissement du bocage sur les pentes des buttes alors que, par ailleurs, les « fossés » et les haies les protègent de l'érosion, reboisement spontané des marais de la Sangsurière faute d'utilisation pastorale suffisante. Le contraste entre la lande de la butte de Duvivier et les sommets boisés des autres monts est un caractère original de ce paysage.</p>
Les paysages de marais	Les marais du Cotentin et du Bessin (2.0.3)		<p>Blanchis par la montée hivernale des eaux, les marais sont un monde à part à la charnière du Cotentin et du Bessin. Rivières et fleuves côtiers y serpentent paresseusement, mêlant leurs sédiments à ceux qu'apporte le flot de la Manche. Nouris d'alluvions, sans cesse renouvelés, ils composent un milieu fort riche que les hommes disputent aux éléments.</p> <p>En dépit des contraintes naturelles, les marais ne sont pas un espace sauvage car les habitants y ont toujours puisé des ressources et les ont plus ou moins aménagés. L'exploitation estivale de l'herbe par la fauche et le pâturage en a éliminé les arbres qui avaient d'ailleurs de grandes difficultés à s'y développer. Le marais ne se voit que dans l'écrin bocager qui l'enserme, et qui met en valeur le contraste de ces horizons plans et profonds, de l'alternance de ses scènes vertes piquetées d'animaux ou « blanchies » par les eaux, avec les silhouettes des haies et les visions courtes.</p> <p>⇒ EVOLUTION : L'évolution actuelle est en grande partie sous l'influence du Parc Naturel Régional qui tend à redonner aux marais une variété d'utilisation en combinant agriculture, protection des zones humides, tourisme, chasse, pêche, entretien des aspects paysagers traditionnels. Ces objectifs, qui associent besoin des habitants, désirs des horasins et conventions internationales, sont parfois difficiles à concilier.</p>

<p>Les paysages d'entre terre et mer</p>	<p>Longues plages et havres (1.3.1)</p>		<p>De Barneville-Carteret à Granville (hors territoire) se déploie un littoral sablonneux, modelé par une succession de havres délimités par des cordons littoraux qui composent un paysage très original. Les plages et la facilité d'accès à la côte sont à l'origine d'un important développement balnéaire sur cette façade maritime bien exposée au couchant. La route côtière, légèrement en retrait à l'arrière d'un massif dunaire, alterne les passages en bord de mer et à l'intérieur des terres. L'accès aux plages est le plus souvent lié à des chemins de traverse qui offrent du paysage maritime des vues en « fenêtre ».</p> <p><u>Les havres</u> : Le cordon dunaire dresse un obstacle aux eaux des ruisseaux du couloir littoral et des rivières plus importantes qui s'écoulent vers la mer. Elles doivent le longer avant de le percer, en se recourbant vers le sud-ouest, entre les points en crochets mobiles qui s'avancent l'une vers l'autre. Ainsi, s'ouvrent de vastes et profonds estuaires : les havres, où s'accumulent, au contact des eaux douces et salées, les vases et les sables qui les colmatent peu à peu. Le havre de l'Ay (Saint-Germain-sur-Ay et Créances) est grand et profond.</p> <p><u>Les dunes végétalisées</u> : Le cordon dunaire présente une forme simple, légèrement dissymétrique avec une pente plus forte vers la mer, quand il ne dépasse pas quelques centaines de mètres de large, mais il prend l'allure d'un massif complexe quand il se développe sur plus d'un kilomètre, comme à Créances.</p> <p><u>L'openfield littoral</u> : Les paysages de la côte sont dus à un aménagement rural original. Grâce aux ressources marines qui offraient les poissons et les coquillages pour la pêche, le vaech comme engrais, la tangue pour l'amendement calcaire des terres et un climat clément, un peuplement dense en petits villages s'y est installé sous forme de nombreux petits hameaux entourés de qualités de champs ouverts assez courts.</p> <p>Il s'étend en arrière d'un paysage littoral qui comprend successivement : une plage sableuse amplement découverte à marée basse, un cordon de dunes parfois élargi, des prairies humides ou marécageuses et une falaise morte : le tout interrompu de place en place par des havres, estuaires recourbés par lesquels la mer pénètre dans la dépression et y dépose la tangue, ce précieux amendement calcaire.</p> <p>⇒ EVOLUTION : Si l'activité touristique n'a pas encore « bétonnée » les paysages de cette côte, elle en occupe cependant une part notable avec des lotissements aux rues en damier plus ou moins développées, des bâtiments de style divers, souvent modestes et rarement des ensembles de type urbains. Cependant, par des terrains de camping ou de caravanes et des bâtiments individuels, la pression s'exerce sans cesse.</p>
--	---	---	---



Un des rares témoins de la lande à la Feuillie (unité 6.2.3)



La culture légumière dans les dunes de Créances (unité 1.3.1)



Apparition du maïs (teinte violacée) au milieu de l'herbage dominant, dispersion de l'habitat et routes modernes dans le parcellaire ancien (unité 4.2.1)



L'exploitation en damier d'anciens marais communaux (unité 2.0.3)



Le mont de Doville : une lande pour les sorcières hier, pour les carrières aujourd'hui (unité 5.3.3)



La butte de Doville et son entourage de bocage et de marais qui résument la richesse de la palette de couleurs des « cinq montagnes » (unité 5.3.3)

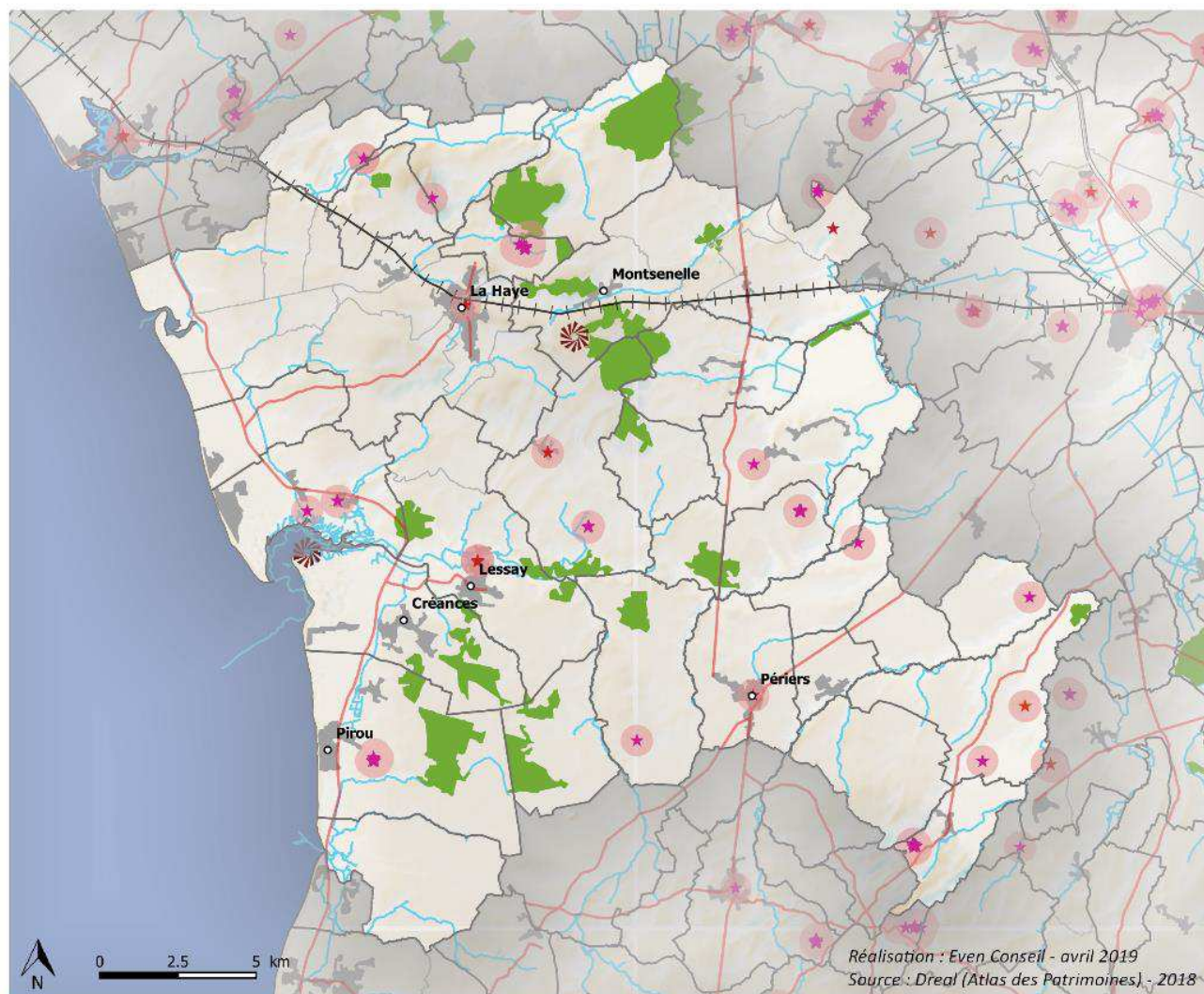
(Source : Atlas des Paysages de Basse-Normandie)

2. LE PATRIMOINE

Le territoire de Côte Ouest Centre Manche présente un patrimoine remarquable varié et riche :

Le tissu patrimonial

Côte Ouest Centre Manche



- Sites Patrimoniaux Remarquables
- Site Classé
- Site Inscrit
- Monuments Historiques
 - ★ Classé
 - ★ Inscrit
 - ★ Partiellement Classé ou Inscrit
- Périmètre de protection des Monuments Historiques

- Tissu urbain
- Limites administratives
- Limites des communes déléguées
- Cours d'eau
- Espaces forestiers
- Liaison régionale
- Type autoroutier
- Lignes ferroviaires
- Gares

Réalisation : Even Conseil - avril 2019
Source : Dreal (Atlas des Patrimoines) - 2018

even
CONSEIL

4. LES SITES INSCRITS ET CLASSES

La prise de conscience de la valeur patrimoniale de certains paysages exceptionnels est apparue au milieu du XIX^{ème} siècle, presque à la même époque que l'attention portée aux monuments historiques au sortir de la période de la révolution française.

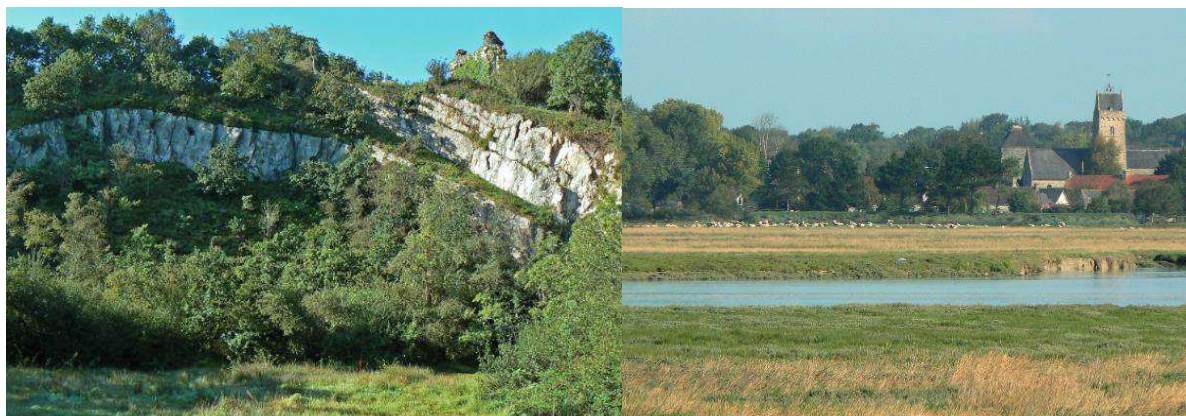
Un **site classé** est un lieu dont le caractère exceptionnel a justifié une mesure de protection au niveau national, dans l'objectif de conserver les caractéristiques du site et de le préserver de toute atteinte grave. Le classement est une protection forte destinée à conserver les sites d'une valeur exceptionnelle. C'est pourquoi les sites classés doivent être préservés de toute atteinte.

Un **site inscrit** est la reconnaissance de l'intérêt d'un lieu dont l'évolution demande une vigilance toute particulière. Le site inscrit est classiquement mis en œuvre aujourd'hui en complément à un site classé afin de favoriser une évolution harmonieuse des abords de ce dernier ou certaines de ses enclaves. L'inscription est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement.

Ainsi, un site classé ou inscrit constitue la reconnaissance de la qualité paysagère d'un lieu. Il offre les moyens les plus efficaces d'assurer la préservation de ses qualités exceptionnelles. Ils constituent des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol opposables au tiers.

Le territoire de Côte Ouest Centre Manche compte 2 sites classés.

	NOM	COMMUNE	TYPLOGIE	DATE
Site Classé	Havre de Lessay et DPM	Saint-Germain-sur-Ay	Paysage et terroir	17/01/1990
	Rochers du sommet de la butte du Vieux Chateau	Lithaire	Site pittoresque	15/04/1964



Le Mont Castre et le vieux château / Les herbues de l'église de Saint-Germain-sur-Ay (source : DREAL Basse-Normandie)

5. LES MONUMENTS HISTORIQUES

Un **monument historique** est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.

La législation distingue deux types de protection : les classés et les inscrits.

Sont **classés** parmi les monuments historiques, « les immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ». C'est le plus haut niveau de protection.

Sont **inscrits** parmi les monuments historiques, « les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

La protection peut être totale ou partielle, ne concernant que certaines parties d'un immeuble.

La loi du 25 février 1943 instaure l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur toute demande d'autorisation de travaux à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques, qu'ils soient classés ou inscrits.

Le territoire compte 28 monuments historiques.

LEGENDE	TYPE	APPELLATION	DATE	COMMUNE
Classé	Immeuble	Château (ruines de l'ancien)	12/12/1996	Haye
	Immeuble	Eglise Saint-Pierre	31/12/1840	Vesly
	Immeuble	Eglise	31/12/1840	Périers
	Partie d'immeuble	Abbaye (ancienne) Eglise	31/12/1862	Lessay
Inscrit	Partie d'immeuble	Château Abords du château	04/07/1968	Pirou
	Immeuble	Eglise et cimetière qui l'entoure	27/11/2000	Saint-Germain-sur-Ay
	Partie d'immeuble	Manoir du Bois Réseau hydraulique	31/03/1992	Feugères
	Immeuble	Corps de garde (ancien)	27/11/2000	Doville
	Partie d'immeuble	Abbaye de Blanchelande (ancienne) Porterie Saint-Nicolas	04/07/1968	Neufmesnil
	Immeuble	Ferme (ancienne)	08/04/2011	Marchésieux
	Immeuble	Château (restes)	13/12/1950	Saint-Germain-sur-Sèves
	Immeuble	Eglise et cimetière qui l'entoure	12/08/1946	Saint-Germain-sur-Ay
	Partie d'immeuble	Château Façades et toitures	23/04/1992	Pirou
	Immeuble	Corps de garde (ancien), dit Chapelle du Corps de Garde	11/07/1973	Saint-Germain-sur-Ay
	Immeuble	Eglise (ancienne)	02/02/2012	Auxais
	Partie d'immeuble	Abbaye de Blanchelande (ancienne) Enclos abbatial	12/08/1946	Neufmesnil
	Immeuble	Château (vieux)	30/03/1978	Montsenelle

Partiellement classé	Partie d'immeuble	Abbaye (ancienne) Bâtiments conventuels	19/10/1946	Lessay
Partiellement classé-inscrit	Immeuble	Eglise	15/09/1953 14/10/1946	Marchésieux
Partiellement inscrit	Immeuble	Manoir dit La Cour	16/07/1968	Gonfreville
	Immeuble	Manoir de la Champagne	11/09/2009	Millières
	Immeuble	Manoir du Bois	05/03/2001	Feugères
	Immeuble	Manoir de Camprond	27/11/2000	Gorges
	Partie d'immeuble	Abbaye de Blanchelande (ancienne) Dépendances agricoles	14/11/1977	Neufmesnil
	Immeuble	Eglise	19/04/1946	Saint-Sauveur-de-Pierrepont
	Immeuble	Manoir de Bricqueboscq	06/02/1995	Vesly
	Immeuble	Château de Franquetot	02/02/2012	Montsenelle
	Partie d'immeuble	Eglise Mur extérieur	07/10/1935	Saint-Sauveur-de-Pierrepont

6. ARCHITECTURE ET BATI

Structure et architecture

Trois formes d'organisation du bâti se côtoient : le bourg, le hameau et les fermes isolées. Suivant la géographie des sites occupés et l'histoire de leur formation, plusieurs déclinaisons sont observées.

Les bourgs, très nombreux sont généralement implantés à des carrefours de routes et, dans les secteurs de marais, en bordure des zones inondables. Pour la plupart des communes rurales, ces bourgs se résument jusqu'au 19^{ème} siècle à l'existence de l'église, d'une ou deux fermes importantes et du presbytère. Quelques bourgs plus importants se sont constitués autour de la motte castrale ou de château comme la Haye-du-Puits. Le mode d'implantation le plus courant reste alors le hameau comprenant quelques petites fermes regroupées autour d'un axe de communication et à proximité de plus grosses exploitations isolées au milieu de leurs terres.

Les églises constituent des points d'appels structurants dans le paysage. Les formes des clochers sont relativement variées, des églises anciennes dont certaines ont beaucoup souffert pendant la guerre aux églises récentes en passant par les églises de la reconstruction.

Au cours du 19^{ème} siècle, la poussée démographique et le développement des réseaux de communication et des activités industrielles contribuent au fort développement des bourgs centraux. Certains hameaux se développent fortement, de manière concentrique ou longitudinale selon un principe de village rue.

L'architecture de la reconstruction

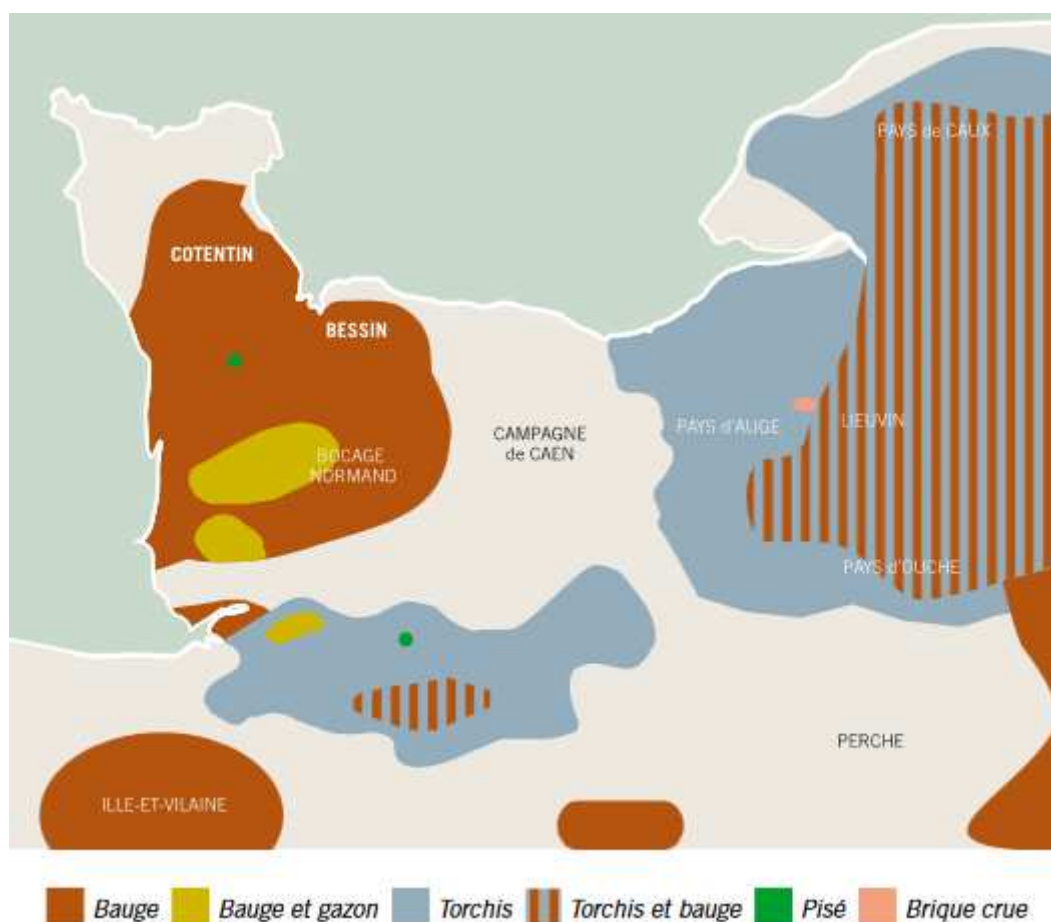
Les communes du territoire et celui du Parc Naturel Régional furent fortement impactées par les événements militaires en 1944.

Les reconstructions d'après-guerre modifient ensuite considérablement la physionomie des bourgs concernés. La Reconstruction fut l'occasion de développer des volumes architecturaux basés sur l'adoption de nouvelles techniques de construction mettant systématiquement en œuvre des matériaux alors peu utilisés localement : ciment, béton aggloméré, béton, mais aussi des pierres de carrières situées à proximité. La rapidité offerte par la mise en œuvre de ces matériaux modifiera durablement les habitudes constructives et la perception du patrimoine bâti.

Les matériaux du bâti ancien

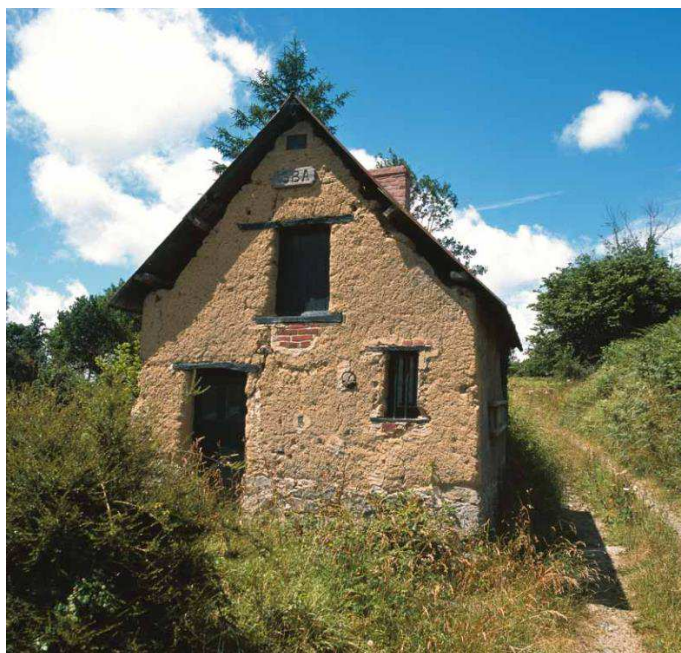
Deux principaux matériaux de construction ont été employés pour monter les murs : la pierre et la terre. La pierre représente la plus grande part des constructions. Toutefois, dans les marais, la proportion des bâtiments en terre, par son importance, constitue une des principales caractéristiques du territoire.

L'architecture en bauge est caractéristique du territoire du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin : c'est la technique de terre crue la plus couramment utilisée dans les marais. Localement, elle est appelée de plusieurs manières : mur de terre, masse, torchis ou mur d'argile. La terre crue a permis de développer une pratique constructive originale mettant à profit la technique de la bauge : mélange de terre, d'eau et de fibres, elle permet le montage, sans qu'il ait besoin de coffrage, de murs massifs porteurs.



Le travail de la terre crue en Normandie (source : CAUE Manche)

Les constructions en bauge apparaissent comme un patrimoine identitaire du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin. C'est l'une des plus fortes concentrations de ce type d'architecture en France.



Maison de journalier, Feugères (source : CAUE Manche)



Maison des marais, Marchésieux (source : CAUE Manche)

L'architecture balnéaire

Les centres balnéaires de la Manche les plus importants sont apparus au cours de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Tout a concouru à cette époque à la mise en place de styles hétéroclites et imaginatifs, en particulier l'accession à la propriété, la naissance du pavillon d'habitation, la large diffusion des images d'architecture d'ici ou d'ailleurs et l'industrialisation des techniques de production du bâti. Cette tendance éloigne le modèle balnéaire de l'architecture en pierre ou en terre typique du patrimoine traditionnel du bocage normand : jonc ou tuiles en toiture, ossatures de bois, éléments de ciment armé, tous les matériaux sont utilisés. C'est la logique du futile et du plaisir qui dicte l'architecture balnéaire.

Après 1945, cette architecture des loisirs et des vacances connaît un tournant avec la généralisation de nouvelles formes inspirées du mouvement moderne, de la standardisation et de l'extrême préfabrication qui trouve son paroxysme dans l'apparition du mobile-home, avec une demande

croissante de terrains pour les abriter. Cet habitat, proche du rivage, pose la question de l'intégration dans les paysages littoraux.

En effet, l'attractivité du littoral engendre plusieurs contraintes paysagères liées à :

- L'urbanisation accélérée dans les communes balnéaires, parfois sans réflexion sur l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments,
- Le problème du camping caravanning sauvage, sur les terres agricoles acquises mais non constructibles, qui touche la Côte des Havres,
- L'artificialisation des sols du fait des extensions urbaines.

3. SYNTHÈSE DES FORCES ET FAIBLESSES DU TERRITOIRE

ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES	CHIFFRES-CLES
<ul style="list-style-type: none">• Un climat doux avec peu de gel : atouts résidentiel, touristique et agricole• Relief marqué par les cinq montagnes du Cotentin (îlots de grès durs) entouré d'un bocage encore bien arboré• Un réseau hydrographique très présent qui maille le territoire• Des paysages très diversifiés• Une occupation majoritairement agricole• Une agriculture maraîchère de renommée permise par la spécificité et qualité agronomique des sols du littoral• Un territoire qui reste faiblement urbanisé et rural• Une richesse patrimoniale et culturelle avec de nombreux monuments historiques répartis sur l'ensemble du territoire• Une architecture traditionnelle qui demeure avec le bâti en terre (bauge)• Des marais préservés et exploités dans un écrin bocager	<ul style="list-style-type: none">• Une urbanisation qui s'intensifie, notamment sur le littoral et à proximité des havres• Une diminution de l'activité pastorale et un agrandissement des parcelles induisant une diminution du bocage au sud-est et nord-ouest du territoire (unité paysagère de la Manche Centrale)• Une disparition des paysages de landes dans le secteur de Lessay et une fermeture des milieux par un enrésinement (pins)• Développement d'espaces de caravanning et de campings sur le littoral	<div>6 unités paysagères</div> <div>3,4% d'espaces artificialisés</div> <div>84,2% d'espaces agricoles</div> <div>2 sites classés</div> <div>28 monuments historiques</div>
RISQUES		
<ul style="list-style-type: none">• Un littoral de plus en plus artificialisé et un mitage qui s'intensifie• Une augmentation de la consommation d'espace avec une perte de terres agricoles au profit de l'urbanisation, notamment à côté des havres• Disparition du bocage• Des marais présentant une variété d'utilisation entraînant des conflits d'usage (agriculture, protection des zones humides, tourisme, chasse...)• Disparition complète des landes par le drainage des prairies et le développement des carrières• Poursuite du développement d'une architecture balnéaire et d'espaces de campings		
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX		
<ul style="list-style-type: none">• Limitation de l'étalement urbain le long de la bande côtière		

<ul style="list-style-type: none"> • Préservation des éléments naturels caractéristiques de la mosaïque du territoire : landes, bocage, cours d'eau, zones humides, marais, boisements, espaces agricoles • Prise en compte des spécificités de chaque unité paysagère • Préservation des havres soumis à la pression urbaine et à un envasement • Préservation de l'identité bocagère et arborée du territoire • Renforcement des landes, paysage unique, en cours de résinement avancé • Valorisation de l'agriculture locale de qualité et de ses spécificités (maraîchage et ovins de prés salés des herbus) • Protection du patrimoine par l'inscription ou le classement aux Monuments Historiques • Préservation du bâti ancien et intégration aux nouveaux projets d'aménagement ou constructions nouvelles 	
---	--

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

LES ENSEMBLES VIVANTS DU TERRITOIRE, LA BIODIVERSITE ET LES MILIEUX NATURELS DOIVENT POUVOIR SE MAINTENIR VOIRE SE RENFORCER AU SEIN D'UN ENSEMBLE TERRITORIAL DANS LEQUEL DES FACTEURS INTERNES ET EXTERNES INFLUENT SUR LA QUALITE DES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES. L'HOMME CONSTITUE A LA FOIS LE GESTIONNAIRE DE CES MILIEUX MAIS EGALEMENT UNE SOURCE DE DEGRADATION.

1. LES MILIEUX INVENTORIES

L'inventaire des ZNIEFF a été officiellement lancé en 1982 par le Ministère de l'environnement. Il est confirmé par la loi « démocratie de proximité », modifiant l'article L411-5 du code de l'environnement, et constitue le point fort de l'inventaire du patrimoine naturel. Une modernisation nationale (mise à jour et harmonisation de la méthode de réalisation de cet inventaire) a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état des connaissances, d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF et de faciliter la diffusion de leur contenu.

Dans sa conception, l'inventaire ZNIEFF est donc un outil de connaissance et non une procédure de protection des espaces naturels. Il n'a pas de portée normative, même si ces données doivent être prises en compte notamment dans les documents d'urbanisme ainsi que dans les études d'impact.

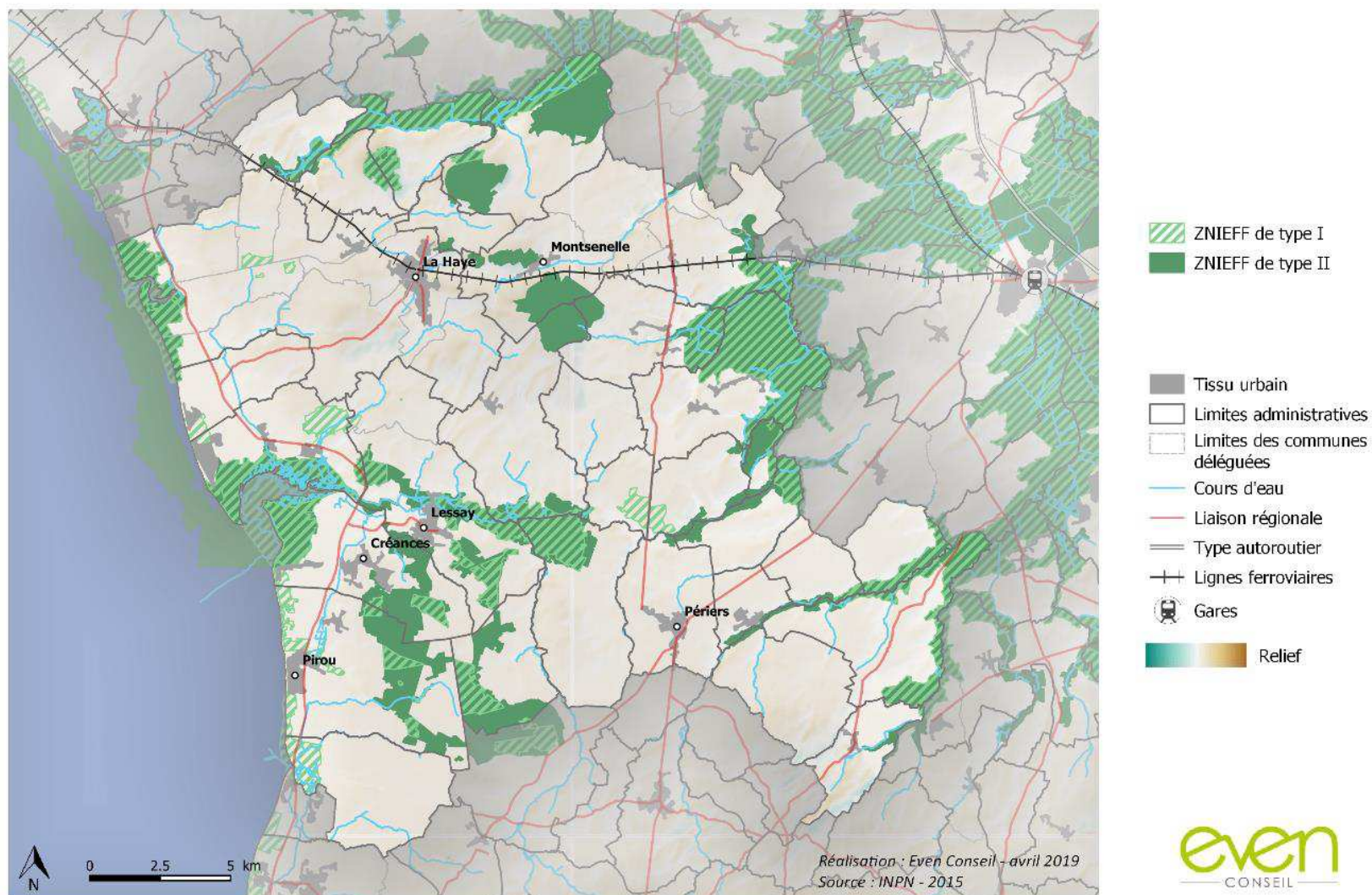
On distingue deux types de ZNIEFF :

- *Les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique, de superficie généralement limitée et qui abritent au moins une espèce ou un milieu naturel remarquable ou rare (ex : loutre, tourbière...).*
- *Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes –pouvant faire l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux, ils incluent parfois des ZNIEFF 1, plus sensibles.*

Le territoire de Côte Ouest Centre Manche présente 33 ZNIEFF de type I et 6 ZNIEFF de type II :

Les milieux inventoriés

Côte Ouest Centre Manche



ZNIEFF DE TYPE I				
IDENTIFIANT	NOM	SURFACE	DESCRIPTION	COMMUNE(S) CONCERNEE(S)
250008427	BOIS ET LANDES D'ETENCLIN	35,66	Recouvrant le Mont d'Etenclyn, cette zone est principalement constituée d'un bois bordé au nord par une ancienne lande tourbeuse de pente.	Doville Varenguebec
250030005	COMBLES DE L'EGLISE D'ANGOVILLE-SUR-AY	0,26	Les combles de cette église abritent une colonie reproductrice de Grand Murin, d'importance locale. Le milieu boisé aux alentours favorise le bon maintien de cette espèce.	Angoville-sur-Ay
250008433	DUNES DE BRETTEVILLE- SUR-AY ET SAINT- GERMAIN-SUR-AY	71,09	Massif dunaire qui abrite de nombreux habitats d'intérêt communautaire, prairies arrière-dunaire et fourrés globalement en bon état de conservation. Il s'agit d'une entité cohérente relativement vaste et fonctionnelle située entre deux zones urbanisées renfermant des espèces animales et remarquables.	Saint-Germain- sur-Ay Bretteville-sur-Ay
250013030	DUNES DE CREANCES	263,84	Ce vaste massif dunaire constitue l'un des plus beaux modèles hydrosédimentaires de la côte ouest de la Manche. Les espèces rares présentes sur le site lui confèrent un intérêt écologique majeur.	Créances
250030115	DUNES DE PIROU	101,79	Centaines d'hectares de milieu dunaire tendant à se couvrir de troènes et d'ajoncs. Périphérie constituée de cultures maraîchères, d'une petite zone résidentielle et d'installations individuelles de vacances bordées de conifères.	Pirou Créances
250008430	DUNES DE SAINT-REMY- DES-LANDES	181,05	Ensemble parsemé de miettes renferme de nombreuses espèces végétales et animales remarquables.	Saint-Rémy-des- Landes
250008432	DUNES DE SURVILLE ET GLATIGNY		Massif dunaire offrant l'ensemble de communautés végétales caractéristiques de ce type de milieu.	Saint-Rémy-des- Landes Bretteville-sur-Ay Surville Glatigny
250013029	ESTUAIRE DE L'AY	718,61	Largement ouvert sur la mer au sud, ce havre est protégé par la flèche dunaire nord. Il constitue l'un des plus beaux modèles hydrosédimentaires de la côte ouest du Cotentin.	Saint-Germain- sur-Ay

				Créances Lessay
250020025	FORET DE CREANCES	70,63	<p>Zone constituée d'une lande humide plantée de grands pins, dans laquelle se maintiennent des bosquets de feuillus, et qui est parsemée de trous d'eau.</p> <p>Le sous-bois reste la majorité de la surface très fortement apparenté aux formations de lande.</p> <p>Les fortes potentialités biologiques de cette zone s'expriment particulièrement dans les zones clairiérées et les secteurs humides où l'on relève la présence de nombreuses espaces végétales et animles d'intérêt patrimonial.</p>	Créances
250020023	FORET DE PIROU	56,3	La forêt de Pirou masque sous l'apparente homogénéité d'un peuplement de pins maritimes la diversité habituelles des milieux de lande. La pinède, par endroits assez dense, alterne avec des zones clairiées.	Pirou
250020024	FORET DU HAUT-MESNIL	33,63	<p>Cet ensemble forestier se présente dans sa partie sud un peu plus boisée qu'au nord. Le relief est ici peu marqué.</p> <p>L'homogénéité du milieu n'est démentie que très localement : des zones de dépression humide voire des drains ou mares toujours en eau, bosquets de feuillus d'origine hydromorphique ou haies de bordure et enclaves de lande ouverte.</p>	Pirou Créances
250008435	HAVRE DE GEFFOSSES	271,49	Le havre de Geffosses s'insère au centre de la succession des huit estuaires caractéristiques de la côte ouest du Cotentin. Il réunit les eaux de cinq petites rivières du bocage coutançais et s'ouvre vers la mer entre deux longues flèches sableuses que réunit, depuis 1973, un pont-digue supportant la voie de liaison ouest. Le havre n'est donc en communication avec la mer que par un système de portes à flot perturbant la circulation naturelle des marées.	Pirou Geffosses
250008431	HAVRE DE SURVILLE	137,3	Ce petit havre, presque totalement fermé par une flèche dunaire s'avancant vers le nord, présent différents micro-milieux estuariens, riches en espèces animales et végétales.	Saint-Rémy-des-Landes Survillé (communes déléguées de la Haye)
250008444	LANDE BOISEE DE SAINT-PATRICE-DE-CLAIDS	144,51	Ensemble de landes typiques du Cotentin, dans le prolongement des Landes de Lessay. On remarque ici une belle variété de types de landes.	Périers Gonfreville

250013137	LANDE BOISEE DE FIERVILLE	95,24	Lande essentiellement constituée d'une pinède relativement dense, laissant toutefois apparaître par endroits un boisement clairié à la flore arbustive et herbacée s'exprime plus librement.	Saint-Germain-sur-Ay Lessay
250013027	LANDE DE SURVILLE	14,26	Landes qui présentent des espèces à valeur patrimoniale se situant dans des zones indemnes de fermeture.	Surville
250015912	LANDE HUMIDE DE LA TOURNERIE	22,58	Secteur de lande humide tourbeuse à éricacées, traversé par un ruisseau non permanent dans sa partie nord.	Pirou
250020016	LANDES BOISEES DE LA FEUILLIE	160,85	Lande boisée de pins maritimes quadrillée de coupe-feux ponctuellement bordés par des petites zones de tourbière.	La Feuillie
250020017	LANDES DE MUNEVILLE-LE-BINGARD	138,27	Formations végétales remarquables, de haute valeur patrimoniale : petites tourbières acides, landes hygrophiles à tourbeuses...	La Feuillie
250008503	LANDES ET TOURBIERES DU SUD DE L'AERODROME	152	Landes sèches à tourbeuses qui présentent une valeur biologique exceptionnnelle, de niveau européen.	La Feuillie Lessay
250020043	MARAIS DE LA MOYENNE-VALLEE DE LA DOUVE	1342,53		Varenguebec
250006490	MARAIS DE LA SEVES	2329,52	Marais au sein duquel se trouve la plus importante et la plus riche des tourbières de toute la Normandie qui conserve un intérêt écologique majeur malgré l'exploitation industrielle de la tourbe qui porte atteinte au milieu.	Gorges Nay Saint-Germain-sur-Sèves Saint-Jores
250006489	MARAIS DE LA TAUTE ET DU LOZON	4448,8	Complexe de marais offrant toutes les combinaisons possibles entre les substrats variés, les conditions hydrologiques et les activités agricoles traditionnelles. Le paysage, ouvert et parfaitement plat dans le fond des vallées, est par contre cloisonné sur les rebords où apparaît le bocage.	Marchésieux Auxais Raids

250006493	MARAIS DE LA VALLEE DU GORGET	1080,43	La vallée du Gorget forme une dépression de faible altitude au sein d'un paysage bocager traditionnel et constitue la digitation la plus occidentale de l'ensemble de ramifications de vallées formant les marais du Cotentin et du Bessin.	Doville Saint-Sauveur-de-Pierrepont Saint-Nicolas-de-Pierrepont Varenguebec
250031116	MARAIS DE PIROU	47,45	Zone humide qui comprend une vaste roselière, 5 bassins de décantation et d'anciennes parcelles maraîchères, inondées une partie de l'année.	Pirou
250030096	MARAIS ET BOCAGE DE LA BROSE	157,88	Vallée dont la Brosse constitue le cours d'eau principal : ensemble de biotopes variés.	Lessay Saint-Germain-sur-Ay
250015911	MARE DE SURSAT	1,79	Grande mare ainsi que sa périphérie immédiate située au cœur d'une grande tourbière, au sein de la forêt communale de Pirou.	Pirou
250008425	MONT DE DOVILLE	132,66	Butte de grès silurien surplombant les marais de la Sangsurière. Présence de diverses formations végétales typiquement armoricaines, landes à bruyère et ajoncs, prairies et cultures bordées de chemins creux ou de bocage.	Doville Saint-Nicolas-de-Pierrepont
250013028	POINTE DE SAINT-GERMAIN-SUR-AY	173,32	Flèche dunaire bordant au nord le havre de Saint-Germain-sur-Ay/Lessay, constitué de nombreux habitats. Un des plus beaux modèles hydrosédimentaires de la côte ouest de la Manche.	Saint-Germain-sur-Ay
250020120	PRAIRIE HUMIDES DE LA FRIGOTTERIE	36,59	Divers habitats de landes, de prairies humides, certaines tourbeuses, bois humides...	Baudreville
250008502	TOURBIERE DE MATHON	16,26	Tourbière de Mathon qui repose dans une cuvette insérée dans un ensemble de landes à bruyères et de bocage.	Lessay
250014535	TOURBIERE DU RUISSEAU DE LA REINE	6,92	Le long du ruisseau de la Raine, on rencontre plusieurs milieux diversifiés : tourbière acide, roselière, un bois tourbeux, un étang, une lande tourbeuse...	Pirou

250008501	VALLEE DE L'AY ET LANDE DE MILLIERES	591,46	Vaste lande partiellement boisée et parcourue par l'Ay et son affluent la rivière de Claid. S'intègre dans l'ensemble plus vaste et très morcelé des landes de Lessay. Richesse biologique exceptionnelle.	Millières Vesly Saint-Patrice-de-Claid Lessay
-----------	--------------------------------------	--------	---	--

ZNIEFF DE TYPE II				
IDENTIFIANT	NOM	SURFACE	DESCRIPTION	COMMUNE(S) CONCERNEE(S)
250008148	MARAIS DU COTENTIN ET DU BESSIN	31430,61	Les marais du Cotentin et du Bessin occupent une immense dépression située à la charnière du Cotentin armoricain et de la limite occidentale du Bassin parisien : vaste éco-complexe à hautes valeurs paysagères et culturelles dont les différentes unités écologiques complémentaires fonctionnent en étroite relation.	Feugères Doville Raids Montsenelle Gorges Saint-Germain-sur-Sèves Auxais Le Plessis-Lastelle Gonfreville Nay Périers Saint-Sébastien-de-Raids Marchésieux

				Varenguebeux Saint-Sauveur-de-Pierrepont Saint-Nicolas-de-Pierrepont
250008434	HAVRE DE SAINT-GERMAIN-SUR-AY/LESSAY	1550,79	Un des plus grands havres de la côte ouest du Cotentin : très grande richesse écologique.	Saint-Germain-sur-Ay Créances Lessay
250006484	LANDES DE LESSAY ET VALLEE DE L'AY	3222,77	Les landes de Lessay constituent un ensemble écologique remarquable, à la fois par la biodiversité exceptionnelle, par les étendues en présence, et par le type de paysage offert, caractéristique du domaine atlantique et résultat d'une longue histoire où interviennent conjointement les conditions géologiques, le climat et les hommes.	Saint-Germain-sur-Ay Pirou Millières Créances Vesly Saint-Patrice-de-Claids Geffosses Feuillie Lessay
250008429	HAVRE ET DUNES DE SURVILLE	586,22	Alliance d'havre et d'étendues dunaires : entité écologique et paysagère cohérente, d'une grande valeur écologique. Havre probablement le moins anthropisé des 5 havres de la côte ouest du Cotentin.	Surville Denneville Saint-Rémy-des-Landes Bretteville-sur-Ay Glatigny

250008424	SOMMETS GRESEUX DU COTENTIN	1062,45	Six monts gréseux répartis sur une dizaine de kilomètres et majoritairement occupés par des bois et divers types de landes.	Doville Vesly Saint-Nicolas-de-Pierrepont Varenguebec Plessis-Lastelle La Haye Nuefmesnil
250008423	BOIS DE LIMORS	437,5	Bois bordant les vastes étendues des marais de la Sangsurière. Bois enserré dans un maillage bocager. Intérêt biologique remarquable.	Varenguebec

2. LES MILIEUX PROTEGES

1. LES ZONES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000, constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. L'objectif de la démarche européenne, fondée sur les directives Oiseaux et Habitats faune flore, est double : la préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel et la prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales. La gestion quotidienne des sites repose sur des mesures concrètes appelées contrats Natura 2000, mises en œuvre sur la base de documents d'objectifs (DOCOB).

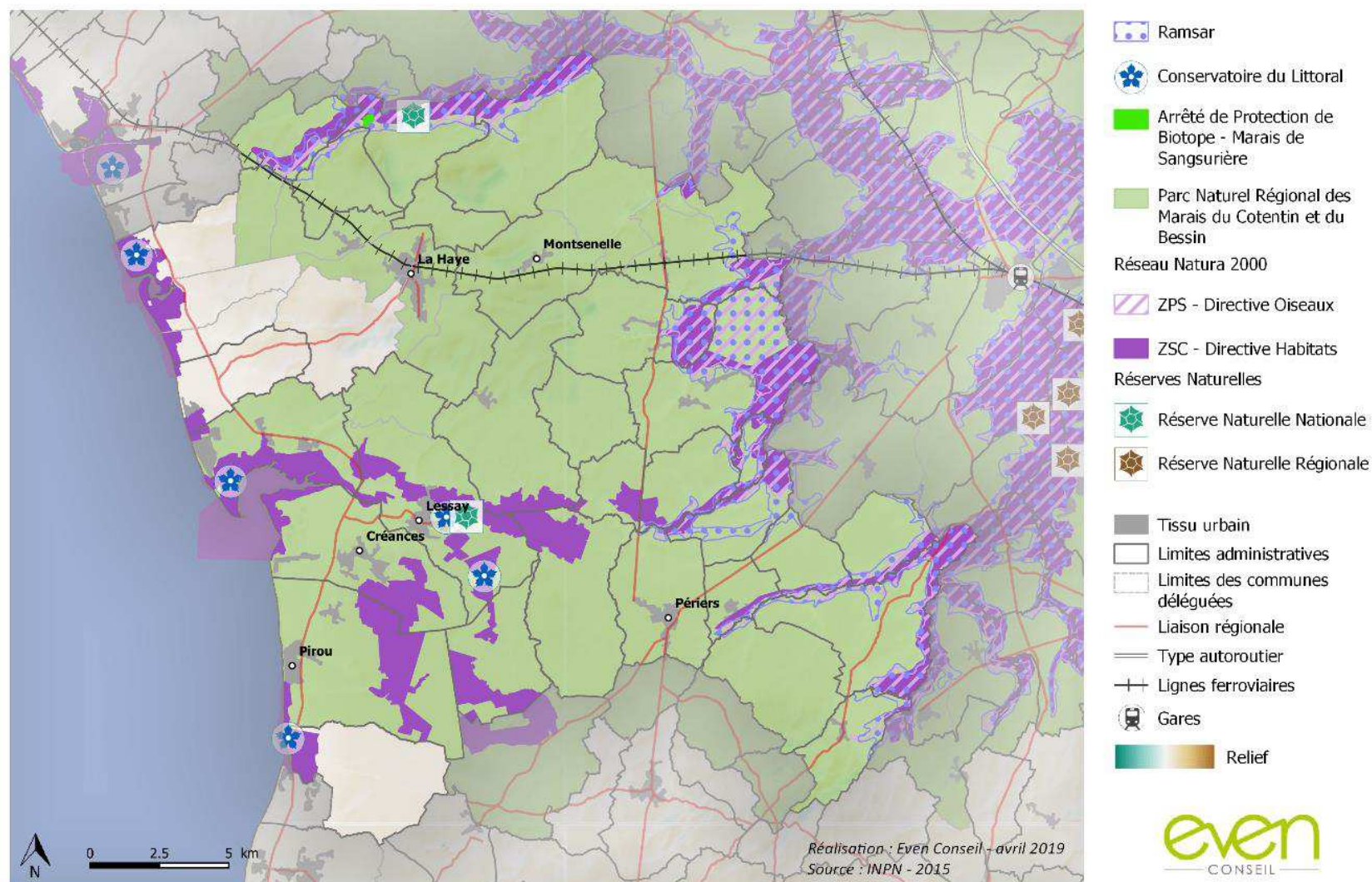
Ce réseau rassemble :

- *Les zones de protections spéciales (ZPS) visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages,*
- *Les zones spéciales de conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales.*

Le territoire compte 5 sites Natura 2000 (4 ZSC et 1 ZPS), situés sur le littoral et à l'ouest du territoire :

Les milieux protégés

Côte Ouest Centre Manche



IDENTIFIANT	NOM	DESCRIPTION	VULNERABILITE	COMMUNE(S) CONCERNEE(S)
FR2510046	Basses Vallées du Cotentin et Baie des Veys (ZPS)	Accueille, tant en période de nidification, d'hivernage et d'escale migratoire, un grand nombre d'espèces d'oiseaux, dont beaucoup appartiennent à l'annexe 1 de la directive.	Abandon des pratiques agricoles extensives qui conduit à un enrichissement des marais plus ou moins rapide selon les secteurs. Gestion des niveaux d'eaux est également un facteur déterminant pour l'attractivité des marais pour les oiseaux d'eau et pour la pérennité de la valeur biologique de ces espaces.	Feugères Doville Raids Montsenelle Gorges Saint-Germain-sur-Sèves Auxais Le Plessis-Lastelle Gonfreville Nay Périers Saint-Sébastien-de-Raids Marchésieux Varenguebeux Saint-Sauveur-de-Pierrepont Saint-Nicolas-de-Pierrepont
FR2500088	Marais du Cotentin et du Bessin - Baie des Veys (ZSC)	Vaste éco-complexe de haute valeur paysagère et culturelle : marais intérieurs et arrière-littoraux, dunes, grèves et vases salées.	Diversité écologique des zones humides tributaire du maintien du niveau des eaux et d'une agriculture extensive durable.	Auxais Doville Feugères Gonfreville Gorges Marchésieux Nay Plessis-Lastelle

				Raids Saint-Martin-d'Aubigny Saint-Nicolas-de-Pierrepont Varenguebec
FR2500080	Littoral Ouest du Cotentin de Bréhal à Pirou (ZSC)	Cinq entités naturelles remarquables s'inscrivant dans un contexte exceptionnel de côtes basses composées de dunes régulièrement échantonnées par les débouchés de petits fleuves côtiers.	Fréquentation touristique importante sur les espaces dunaires et les plages. Intérêt écologique du site tributaire du maintien du régime sédimentaire des havres et de la qualité des eaux littorales. Nécessité de maintenir le pâturage et de surveiller les aménagements qui en découlent sur les prés salés et les dunes limitrophes.	Geffosses Pirou
FR2500082	Littoral ouest du Cotentin de Saint-Germain-sur-Ay au Rozel (ZSC)	Quatre entités remarquables exclusivement littorales. Grande richesse biologique et haute qualité paysagère via la complémentarité des milieux naturels présents : massifs dunaires, havres et caps rocheux schisto-gréseux.	Fréquentation touristique importante de ces espaces littoraux sensibles. Erosion éolienne des cordons dunaires. Progression non maîtrisée des fourrés, notamment au niveau des pannes dunaires. Mise en culture ou maraîchage potentiels au niveau des dunes fixées. Extractions de matériaux marins, remblais ou décharges sauvages ponctuels sur l'ensemble des secteurs concernés. Intérêt écologique du site tributaire du maintien de la qualité des eaux littorales et des équilibres naturels de la sédimentation dont dépendent les caractéristiques des havres.	Breteville-sur-Ay La Haye Saint-Germain-sur-Ay
FR2500081	Havre de Saint-Germain-sur-Ay et Landes de Lessay (ZSC)	Bordé par un massif dunaire caractéristique des côtes basses du Cotentin, le havre de Saint-Germain-sur-Ay est l'un des plus importants de la côte ouest du département. Les paysages des Landes de Lessay,	Progression non maîtrisée des fourrés au niveau des dunes. Fréquentation importante au niveau des espaces littoraux sensibles contribuant notamment à la dégradation des cordons dunaires.	Créances La Feuillie Gonfreville Lessay

		<p>souvent dominés par les boisements de pins maritimes, contrastent avec ces milieux littoraux et le bocage environnant. L'acidité et la pauvreté très marquées des sols installés sur des grés et schistes primaires, sont à l'origine de la présence de formations végétales originales d'un intérêt patrimonial exceptionnel.</p>	<p>Mitage de l'espace landeux par destruction directe des milieux.</p> <p>Dynamique de fermeture des landes basses à bruyères et des tourbières par les ligneux.</p> <p>Intérêt écologique des milieux humides tributaire de la préservation du niveau et de la qualité des eaux.</p> <p>Dépôts et remblais ponctuels potentiels sur le site.</p>	<p>Millières</p> <p>Pirou</p> <p>Saint-Germain-sur-Ay</p> <p>Saint-Patrice-de-Claids</p> <p>Vesly</p>
--	--	---	---	---

2. ZONE HUMIDE RAMSAR

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire.

Le territoire compte 1 zone Humide Ramsar dans son périmètre :

FR7200001 : Marais du Cotentin et du Bessin, Baie des Veys : superficie de 32 500 ha et désigné comme Zone Humide Ramsar le 5 avril 1991.

Basses terres régulièrement inondées des vallées de la Taute, la Douve, l'Aure et la Vire, les marais du Cotentin et du Bessin se prolongent en aval vers la Baie des Veys. Plus vaste zone humide de Basse-Normandie, ces marais sont aussi caractérisés par une surface importante de prairies tourbeuses et de tourbières.

3. LES ARRETES DE PROTECTION DE BIOTOPE

Les arrêtés de protection de biotope sont des aires protégées à caractère réglementaire, qui ont pour objectif de prévenir, par des mesures réglementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition d'espèces protégées.

Le territoire compte 1 Arrêté de Protection de Biotope :

FR3800071 : Marais de Sangsurière ; seuil du fil du Gorget : arrêté datant du 13/01/1992, situé sur la commune de Dовille. Le maintien des caractéristiques du biotope spécifique aux espèces présentes est lié au niveau de la nappe phréatique dans le marais.

4. LES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Depuis 1979, le conseil départemental de la Manche mène une politique active de préservation et d'ouverture au public des « Espaces Naturels Sensibles ». 26 sites naturels sont ainsi protégés, répartis de façon homogène sur le département et représentant la diversité des milieux naturels et des paysages du département.

La Manche possède encore des landes rases qui ont pour la plupart disparu des façades maritimes d'Europe, et détient un quart des espèces d'amphibiens La Manche constitue un véritable réservoir de biodiversité.

Sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche, il y a 4 Espces Naturels Sensibles.

LES MARAIS	VALLEE DE L'AY	Ensemble de marais et de prairies humides situées en amont du bourg de Lessay. Grande diversité d'habitats sur substrat tourbeux, para-tourbeux et sableux.
	MARAI S D'AUXAIS	Marais majeur en termes de biodiversité. Zone inondable qui repose sur des alluvions modernes tourbeuses.
LES LANDES	LES LANDES DE BLANCUL	Butte dominant la vallée du ruisseau de Clai ds, composée de landes atlantiques à bruyères, à quatre angles et à ajoncs.
LES DUNES	LES DUNES DE PIROU	Espace dunaire qui s'étend en arrière du cordon littoral sur des parcelles enfrichées, cultivées ou aménagées pour l'habitat de loisirs.

5. LES SITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Consciente de la valeur écologique, sociale, économique et culturelle de son littoral, la France a fait le choix de préserver une part significative d'espaces naturels littoraux et de les rendre accessibles à tous.

L'Etat a ainsi décidé de créer en 1974, le Conservatoire du littoral, un établissement public sans équivalent en Europe dont la mission est d'acquérir des parcelles du littoral menacées par l'urbanisation ou dégradées pour en faire des sites restaurés, aménagés, accueillants dans le respect des équilibres naturels.

5 sont présents sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche :

IDENTIFIANT	NOM	SURFACE	DESCRIPTION	DATE D'ARRETE	COMMUNE(S) CONCERNEE(S)
FR1100484	HAVRE DE LESSAY	221,8	La flèche sableuse de la Pointe du Banc, qui constitue la dune, renferme le Havre et ses herbus dans un écrin de douceur et l'abrite des assauts marins de la Manche. Ces deux écosystèmes à part entière assurent une transition progressive et harmonieuse entre le milieu marin et continental. La laisse de mer, linéaire de jonction, en est la limite transitoire.	1992	Bretteville-sur-Ay Saint-Germain-sur-Ay
FR1100016	LANDES DE LESSAY	114,92	La lande du Camp présente un paysage ouvert avec une grande hétérogénéité de milieux suivant la topographie et le niveau d'humidité du sol.	1998	Lessay
FR1100576	TOURBIERE DE MATHON	16,1	La tourbière de Mathon est une petite dépression remplie de sables et de graviers. Installée dans un vallon creusé dans ces sables, la tourbière est isolée par une couche d'argile. Ces mêmes sables contiennent une importante nappe d'eau.	1996	Lessay
FR1100706	HAVRE DE GEFFOSSES	3,15	Le havre de Geffosses est un petit estuaire qui s'étend de la commune de Geffosses à celle d'Anneville-sur-Mer. L'importance de sa population d'oiseaux nidificateurs et migrateurs en ont fait une réserve de chasse maritime. Des aménagements y ont été conçus pour y accueillir dans les meilleures conditions oiseaux et visiteurs	2012	Geffosses
FR1100017	HAVRE DE SURVILLE	329,43	Plus petit estuaire de la côte ouest du département de la Manche. Partie sud fermée par une flèche sableuse.	1979	La Haye

6. LE PARC NATUREL REGIONAL DES MARAIS DU COTENTIN ET DU BESSIN

Toutes les communes du territoire communautaire sont situées dans le territoire du Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin sauf Bretteville-sur-Ay, Geffosses et quelques communes historiques de la Haye : Surville, Saint-Rémy-des-Landes, Glatigny et Montgardon.



Source : Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin

Le Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin a été créé en 1991 en raison de l'importance de sa zone humide que les crues hivernales recouvrent. Entre paysages de bocage, de landes, le littoral, le Parc Naturel Régional offre une formidable diversité de flore et de faune reconnue au niveau international.

Le territoire est rural et habité et a été reconnu au niveau national pour la forte valeur de son patrimoine naturel et culturel. Conciliant campagne vivante et protection, sa mission est aussi de valoriser ce patrimoine.

La Charte du Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin concilie la préservation des paysages et des richesses naturelles avec le développement des activités économiques. Elle formalise et exprime une stratégie de développement fondée sur la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et paysager de son territoire, dont l'équilibre est fragile.

Cinq grands enjeux ont été identifiés pour le territoire :

- Préserver et conforter la biodiversité ;
- Assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- Impulser un écodéveloppement ;
- Valoriser nos différents patrimoines comme facteur d'attractivité ;
- Cultiver la démocratie participative pour mieux mettre en œuvre le projet de territoire.

Le Parc Naturel Régional met en œuvre un certain nombre d'actions visant à la préservation et la gestion des paysages bâtis et naturels de son territoire. Ainsi, il œuvre en faveur de la gestion des niveaux d'eau dans les marais et joue le rôle de médiateur entre les différents utilisateurs de cette ressource, dans un objectif de conciliation.

3. LES MILIEUX DE NATURE ORDINAIRE

1. LE RESEAU DE HAIES BOCAGERES

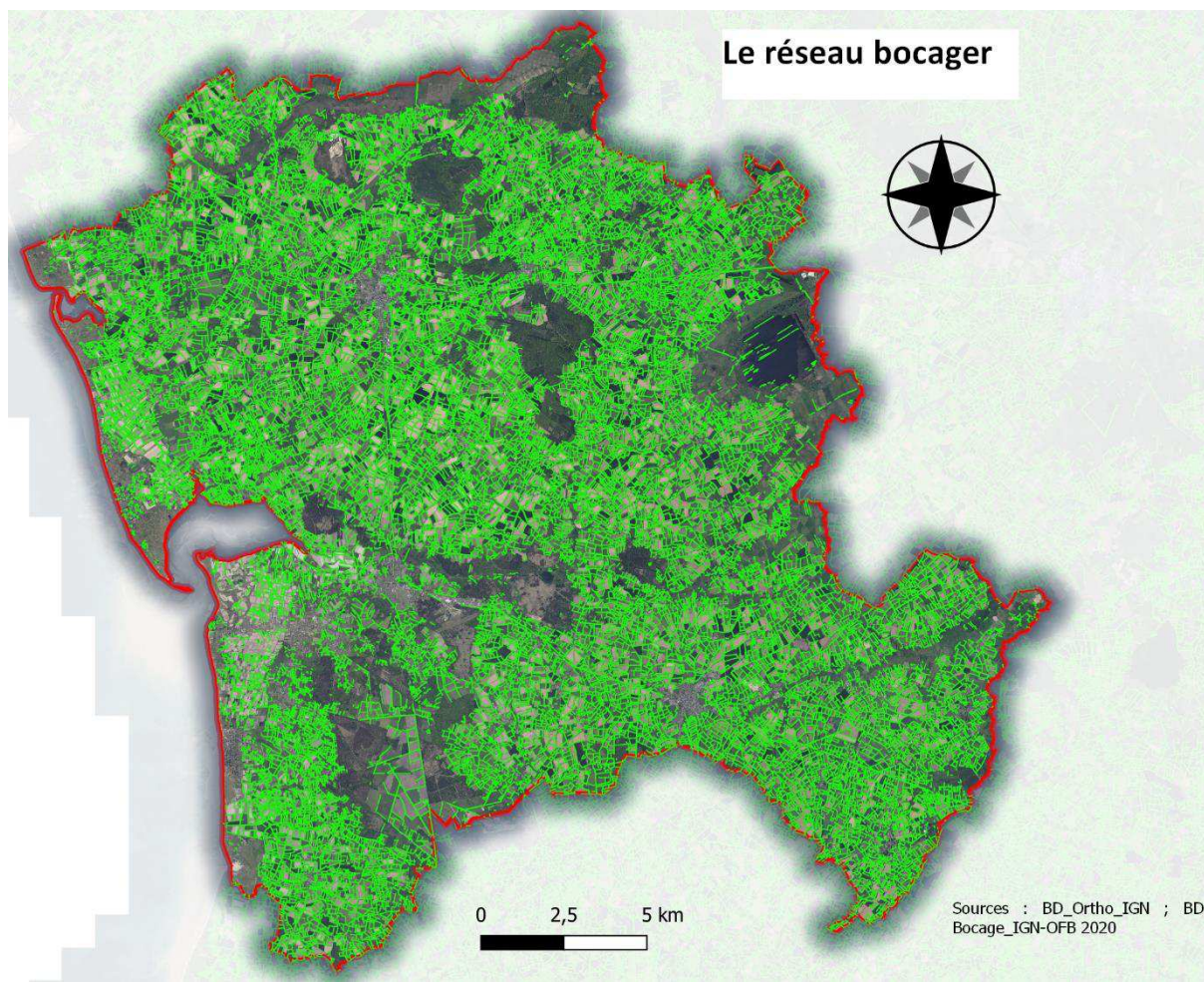
Une haie bocagère peut être définie comme étant un alignement d'arbres et/ou d'arbustes, le plus souvent entre deux parcelles, sur un ou deux rangs, aux pieds desquels on trouve une strate herbacée de plantes annuelles ou bisannuelles, appelée ourlet. Elle est dite « à plate », si elle est implantée directement au sol. Mais bien souvent, elle est implantée sur un talus.

Les rôles accomplis par les haies sont multiples. En effet, elles sont bénéfiques d'un point de vue agronomique car elles jouent un rôle bioclimatique et de brise-vent, sont des refuges pour les auxiliaires des cultures, et peuvent être une source de revenu économique. De plus, elles participent à la régulation du cycle de l'eau et permettent de lutter contre l'érosion des sols. Elles forment également des habitats favorables à la biodiversité. Enfin, elles améliorent le cadre de vie et renforcent le caractère paysager du territoire.

Au niveau de la bande partant du havre de Sant-Germain-sur-Ay vers l'Est du territoire, le bocage est nettement clairsemé. Les communes ont fait l'objet d'un remembrement ce qui a entraîné une hausse de la taille moyenne des parcelles. La bande littorale est également caractérisée par des pratiques agricoles plus intensives, les zones maraîchères sont des openfields littoraux.

L'intérieur du territoire présente un bocage plus élevé lié à une activité d'élevage dominante.

Le bocage, par son maillage, forme un réseau entre ces différents milieux naturels constituant ainsi un corridor écologique. La préservation de ces ensembles et continuités permet de maintenir une certaine biodiversité et d'éviter la création d'îlots isolés (habitats naturels sans relation directe entre eux) qui feraient perdre de leur attractivité pour les espèces et les populations les utilisant pour se développer.



2. LES ESPACES BOISES

La forêt dans la Manche représente environ 6% du territoire. La Manche est donc l'un des départements les moins boisés de France. Les bois et forêts dans la Manche sont morcelés et répartis inégalement.

Le territoire de la COCM est donc au-dessus de la moyenne départementale. On y retrouve :

- Les Landes de Lessay qui forment un ensemble de forêts communales composées très majoritairement de pins maritimes,
- La Forêt de Pirou au sud du territoire,
- Plus au nord, au niveau de la commune de Montsenelle, le Bois de Lessay et le Bois de la Poterie,
- Encore plus au Nord, au niveau de Derville, le bois d'Etenclin est dominé par des chênes.

3. LES ZONES HUMIDES

Les zones humides sont des espaces de transition entre milieux terrestres et milieux aquatiques marqués par un engorgement d'eau temporaire ou permanent.

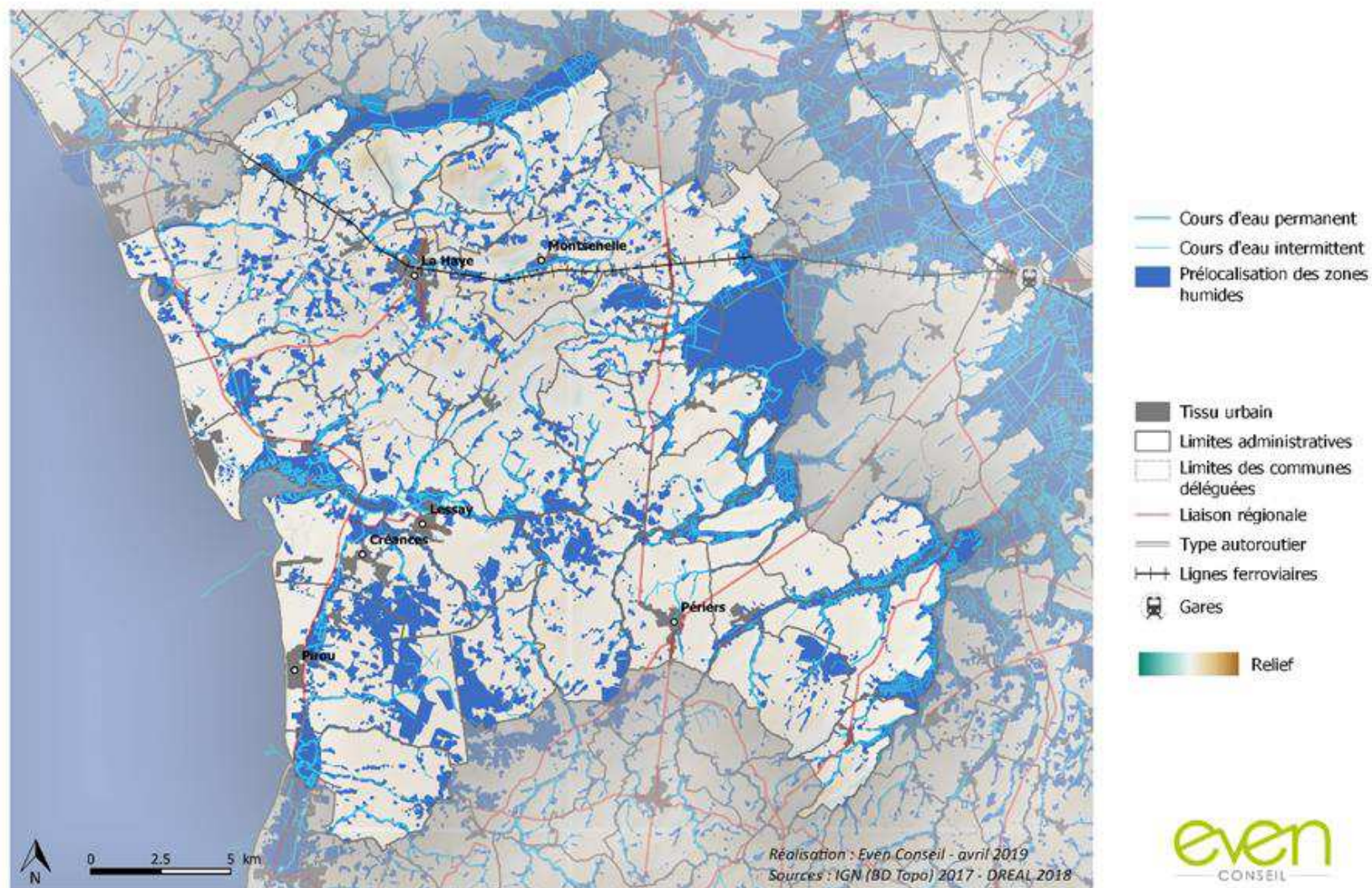
Le SDAGE Seine-Normandie ainsi que les SAGE du territoire demandent la réalisation d'inventaires des zones humides afin de recenser ces milieux et les protéger.

La prélocalisation des zones humides met en évidence un territoire humide en lien avec les différents cours d'eau, landes et marais.

- La Douve, fleuve côtier, s'écoule au Nord du territoire, au Nord des communes de Varenguebec, Derville, Saint-Sauveur-de-Pierrepont.
- La Taute, à l'Est du territoire génère de nombreuses zones humides notamment sur la commune de Marchésieux.
- L'Ay, qui se jette dans la Manche, est un fleuve côtier, génère une nappe d'eau superficielle qui joue un rôle déterminant dans l'alimentation des zones humides.

Les milieux aquatiques

Côte Ouest Centre Manche



La majorité des zones humides est située dans le Parc Naturel Régional du Cotentin et du Bessin et s'organise autour d'un vaste ensemble de marais. Il s'étend au cœur d'une dépression allant du havre de Lessay à la baie des Veys, cet ensemble forme l'isthme du Cotentin, susceptible en cas d'élévation du niveau marin, d'accroître le caractère insulaire de la presqu'île du Cotentin au nord.

Dans la perspective du changement climatique, la hausse du niveau marin pourrait se traduire par une maritimisation progressive de ces marais, susceptibles de modifier profondément les écosystèmes et les paysages ainsi que les activités humaines. De plus, cette maritimisation des marais pourrait entraîner le déplacement du biseau salé vers l'intérieur des terres, avec des conséquences importantes sur la disponibilité des ressources en eau. Les marais du Cotentin et du Bessin constituent une ressource importante pour l'alimentation en eau potable.



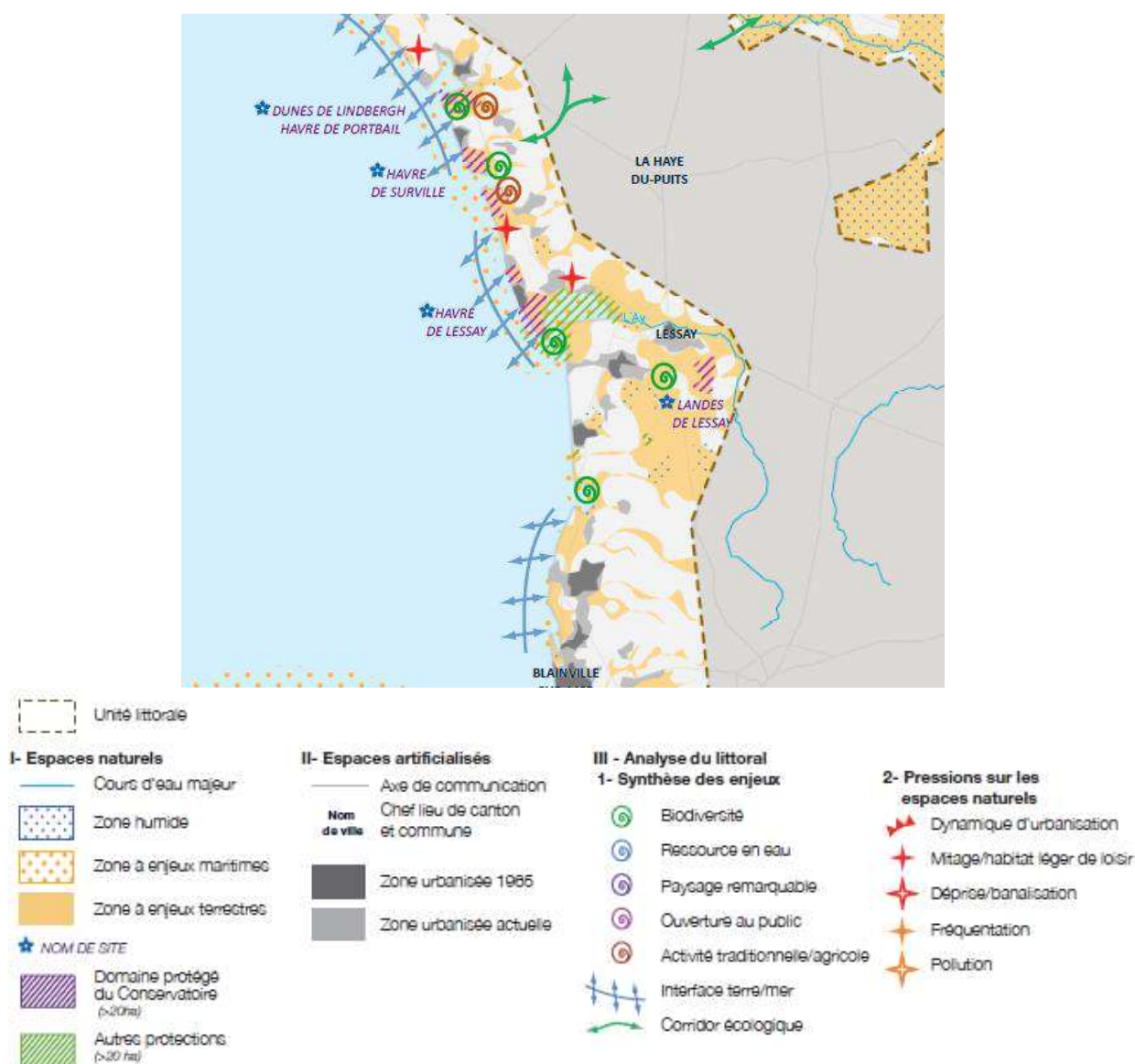
Le territoire du Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin (source : PNR Marais Cotentin et Bessin – atlas cartographique)

4. LES LITTORAUX

Toute la frange littorale du territoire de la COCM appartient à ce qui est couramment appelé la Côte des Havres. Elle concerne une bande d'une largeur moyenne de 5 km à l'intérieur des terres. Ces 40 km de rivages sont caractérisés par la succession de petites zones urbaines, de vastes massifs dunaires et d'estuaires abrités, appelés « havres » (notamment celui de Saint-Germain-sur-Ay/Lessay).

Ces espaces représentent de forts enjeux écologiques et paysagers car ils sont très souvent connectés entre eux et constituent un réseau d'espaces naturels cohérent et fonctionnel : les havres, les massifs dunaires et les zones humides arrière-littoral.

Le réseau des havres représente un intérêt majeur pour la conservation de l'avifaune. Ces milieux sont associés à des habitats marins fondamentaux. En amont de ces milieux marins et de l'estran, des dunes et zones humides se sont formées et participent ainsi à la complexité des ensembles écologiques.



Enjeux et pressions sur les espaces naturels de la Côte des Havres (source : Conservatoire du littoral)

4. LA TRAME VERTE ET BLEUE

1. LE SRCE BASSE-NORMANDIE

Le SCoT Centre Manche Ouest actuellement en vigueur et approuvé en décembre 2010 n'a pas réalisé de Trame Verte et Bleue. Les éléments de réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques du territoire sont donc issus du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Basse-Normandie.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Basse-Normandie a été adopté par arrêté préfectoral le 29 juillet 2014. Il présente les grandes orientations stratégiques du territoire régional en matière de continuités écologiques.

Les grands enjeux du SRCE de Basse-Normandie sont les suivants :

- Connaissance de la localisation des espaces naturels ;
- Prise en compte de la présence d'espèces et d'habitats naturels patrimoniaux par les projets d'aménagements ;

- Maintien de la fonctionnalité de la matrice verte, ainsi que de la restauration de la fonctionnalité de ces continuités écologiques ;
- Restauration de la fonctionnalité écologique des zones humides et des cours d'eau ;
- Et sensibilisation et mobilisation des acteurs du territoire.

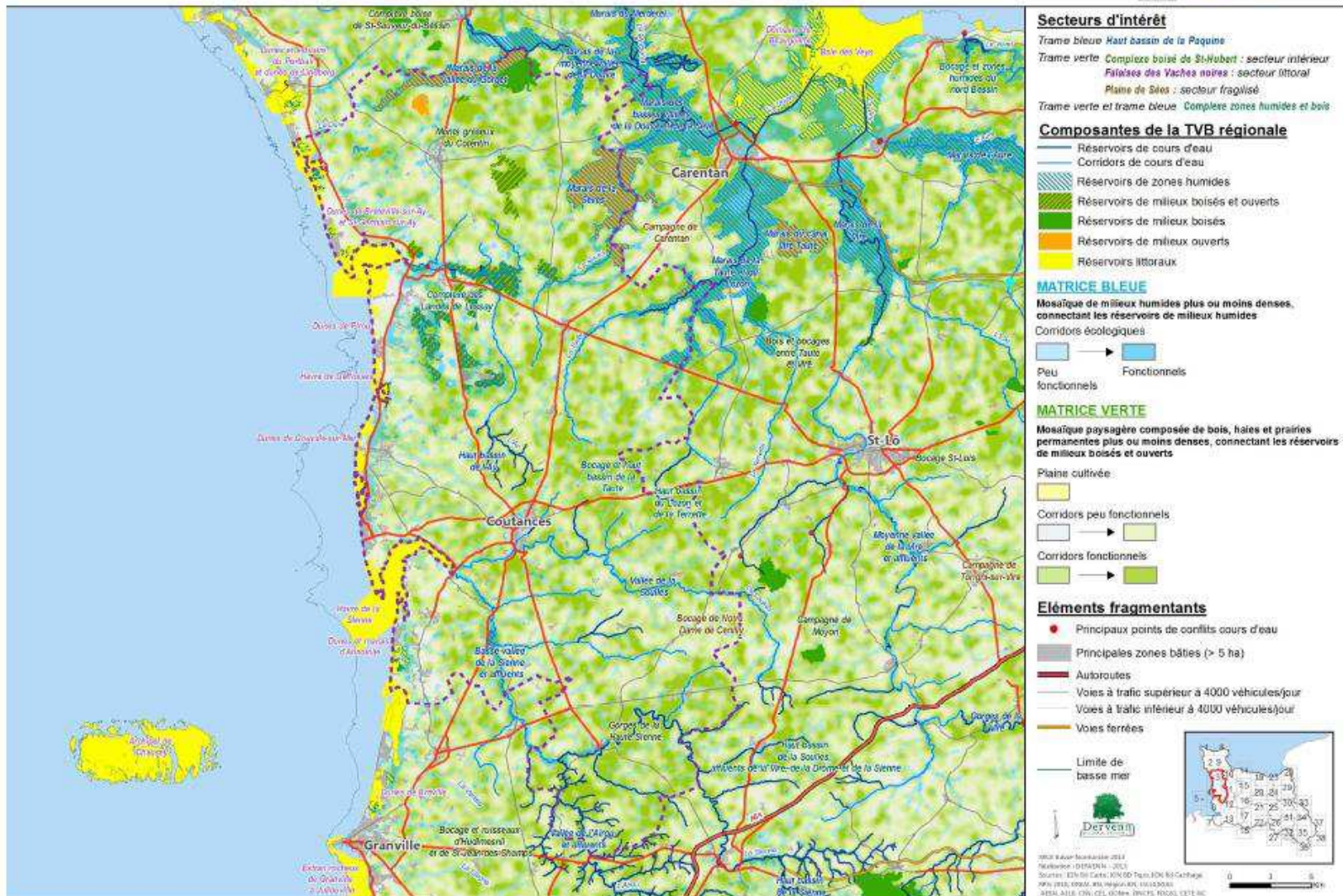
Le SRCE est un document de cadrage régional qui doit être complété et affiné par des études locales. Dans cette logique, la cartographie réalisée au 1/100 000ème devra donc être précisée au niveau local, tout comme la liste des enjeux régionaux.

Le territoire de la COCM s'insère dans la zone de continuité écologique du Pays de Coutances.

Plusieurs éléments de la Trame Verte et Bleue du SRCE y sont présents :

- Complexes des Landes de Lessay : vaste ensemble naturel qui abrite un nombre de réservoirs de biodiversité remarquable notamment les landes de Lessay, les landes et tourbières du sud de l'aérodrome, la Vallée de l'Ay et les landes de Millières, la lande de Blancul, la Tourbière de Mathon, et la tourbière de Vesly-Pissot.
- Dunes de Bretteville-sur-Ay et Saint-Germain-sur-Ay : entité vaste et fonctionnelle qui constitue un massif dunaire où sont présents de nombreux habitats communautaires.
- Havre de Geffosses : un des huit estuaires de l'ouest Cotentin qui fut fortement anthropisé, ce qui modifia les caractéristiques écologiques des milieux avec une continentalisation importante. Il en résulte une modification des cortèges biologiques bien qu'un certain nombre d'espèces patrimoniales subsistent.
- Estuaire de l'Ay, Pointe de Saint-Germain-sur-Ay : mosaïque d'habitats dunaires, en bon état de conservation qui recèle d'espèces inféodées à ces milieux.
- Havre de Surville, Dunes de Surville et Glatigny : ensemble dunaire composé d'une variété d'habitats naturels qui accueille plusieurs espèces rares.
- Marais de la vallée du Gorget : articulé le long du ruisseau du fil de Gorges, ils forment l'ensemble le plus occidental des marais du Cotentin et du Bessin. Formée par un marais tourbeux, cette vallée est très rarement inondée du fait de sa position amont.
- Marais de la Sèves : c'est au cœur de ce marais que se trouve la plus importante et la plus riche des tourbières régionales, la tourbière de Baupte. Il possède une grande diversité de milieux dont la Sève et son réseau de canaux et fossés abritent une flore extraordinairement variée.
- Monts gréseux du Cotentin : ensemble de six monts gréseux occupés par des bois et des landes qui abrite plusieurs espèces végétales liées aux zones humides et aux landes. Ils comptent le Mont de Doville ainsi que les bois et landes d'Etenclin.

Coutances



0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Les grandes continuités identifiées sur le territoire sont les suivantes :

Trame verte :

- Le complexe d'intérêt majeur des landes de Lessay, qui participe aux continuités de zones humides comme aux continuités de milieux ouverts ou boisés ;
- Les Monts gréseux du Cotentin au nord, qui tissent un lien vers les complexes boisés du Cotentin au nord et vers le sud et les landes de Lessay ;
- Les milieux strictement littoraux qui présentent une bonne continuité en pas japonais alternant entre havres et complexes dunaires. Cependant, le long d'une bande de 5-10 km de large le long de cette frange littorale, les continuités écologiques apparaissent fragilisées.

Trame bleue :

- Les landes de Lessay,
- Le marais de la vallée du Gorget,
- Le marais de la Sèves,
- Les zones humides liées aux cours d'eau (Ay, Sèves, Taute...) et au littoral,
- Tous les cours d'eau du territoire sont identifiés comme des corridors de cours d'eau.

Les enjeux de continuité écologique identifiés sur le territoire pointés par le SRCE sont divers :

- Enjeu littoral majeur : différents milieux remarquables sur la façade littorale qui contribuent à l'attractivité touristique du territoire sont menacés par l'urbanisation ainsi que des conflits d'usage des terres.
- Enjeu relatif aux zones humides : le territoire comprend une partie des marais du Cotentin et de nombreuses petites zones humides à proximité des cours d'eau qui présentent un intérêt écologique majeur.
- Enjeu de préservation des milieux ouverts de landes : milieux fragilisés par leur morcellement, enrésinement et par l'abandon des usages agricoles qui résultent en une fragmentation des habitats et une diminution des espèces.
- Enjeu bocager : malgré la diminution globale du linéaire de haies, le bocage contribue à l'attractivité du territoire. Certains secteurs ont une densité bocagère plus forte, notamment au niveau des monts gréseux du Cotentin et au sud des landes de Lessay.
- Enjeu fort d'artificialisation du territoire : le territoire devrait connaître une forte croissance de l'urbanisation sur le littoral mais aussi dans les secteurs rétro-littoraux. De plus, l'espace agricole est fortement sensible aux pressions de l'urbanisme diffus et au mitage. Le territoire pourrait être concerné par une aggravation de ce mitage et par un accroissement du grignotage progressif du bocage du fait du mode d'urbanisation très consommateur en espace.

2. LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES MARAIS DU COTENTIN ET DU BESSIN 2010-2022

Les marais du Cotentin et du Bessin, insérés dans un paysage bocager, représentent un capital de biodiversité extraordinaire. Avec 30 000 ha de zones humides et 3 000 ha de landes, ils sont composés d'une multitude de milieux, abritant une diversité d'espèces animales et végétales dont certaines sont

emblématiques à l'échelle nationale et internationale. Face au contexte actuel et futur, cinq grands enjeux sont identifiés pour le territoire à l'horizon 2021 :

- Préserver et conforter la biodiversité,
- Assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau,
- Impulser un éco-développement,
- Valoriser nos différents patrimoines comme facteur d'attractivité ,
- Cultiver la démocratie participative pour mieux mettre en œuvre le projet de territoire.

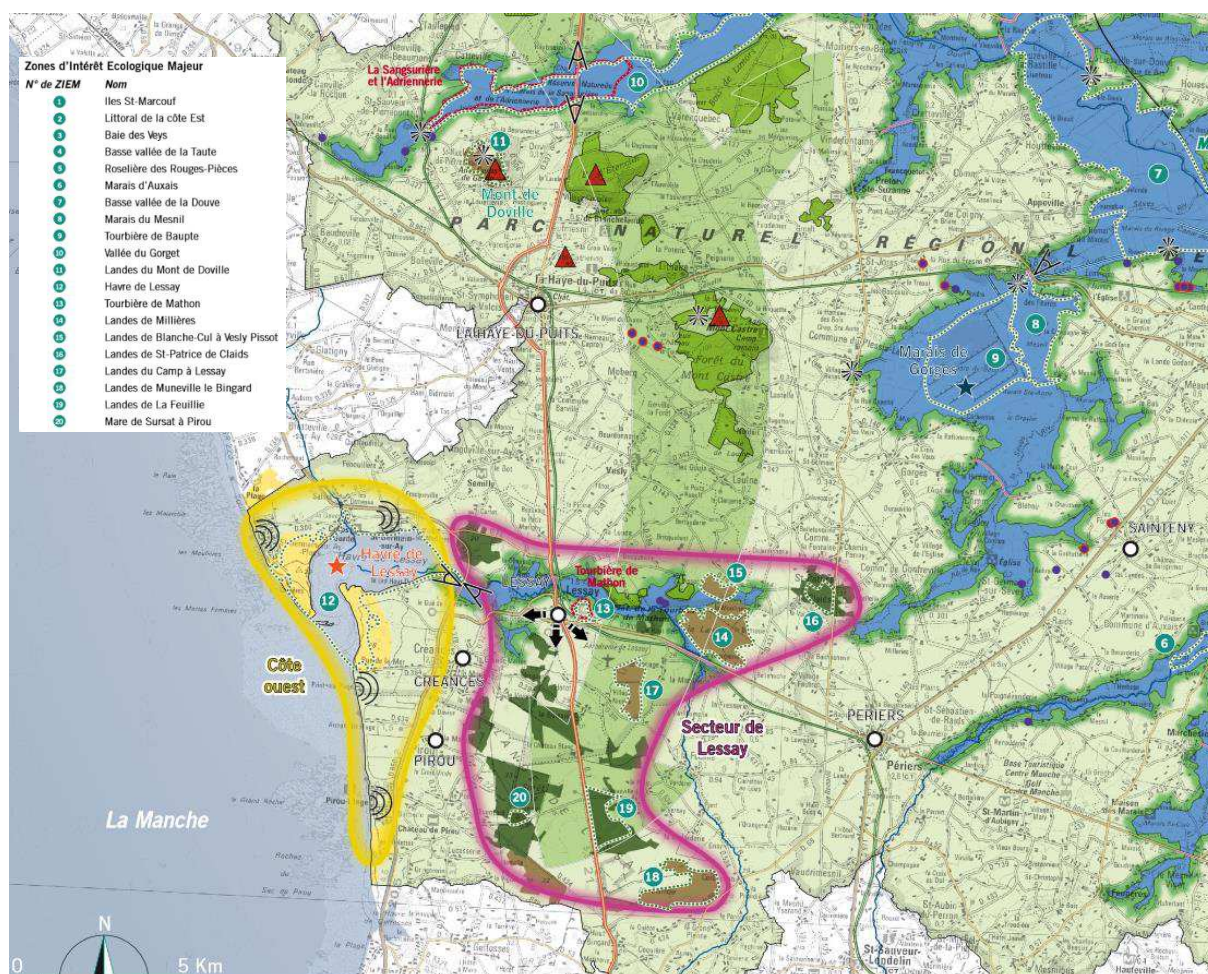
Pour répondre aux 5 enjeux énoncés dans la stratégie, le projet de territoire de la Charte s'articule autour de 4 grandes vocations :

- Vocation 1 : Gérer et préserver notre biodiversité et notre ressource en eau pour les générations futures ;
- Vocation 2 : Maintenir et améliorer l'attractivité de notre cadre de vie ;
- Vocation 3 : Utiliser l'environnement comme atout pour le développement économique ;
- Vocation 4 : Cultiver notre appartenance au territoire pour être acteurs de notre projet et s'ouvrir aux autres.

La préservation de la biodiversité s'inscrit pleinement dans le Charte du Parc 2010-2022 via une vocation principale scindée en deux orientations comprenant chacune plusieurs mesures.

GERER ET PRESERVER NOTRE BIODIVERSITE ET NOTRE RESSOURCE EN EAU POUR LES GENERATIONS FUTURES	
ORIENTATIONS	MESURES
Conforter la biodiversité en prenant en compte les différents usages	<p>Mettons en œuvre les directives oiseaux et habitats</p> <p>Assurons la pérennité des Zones d'intérêt Ecologique Majeur</p> <p>Pérennisons des pratiques agricoles et non agricoles pour maintenir ouverts les marais et les landes</p> <p>Gérons les marais communaux</p> <p>Préservons les espaces du littoral</p> <p>Sensibilisons aux pratiques sylvicoles durables</p> <p>Soutenons les espèces emblématiques</p> <p>Développons des actions en faveur de la nature ordinaire</p> <p>Préservons les continuités écologiques</p>
Assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau	<p>Assurons une gestion hydraulique favorable au maintien de la zone humide</p> <p>Favorisons une gestion territoriale de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>Préservons la ressource en eau potable</p> <p>Améliorons la qualité des eaux de surface pour préserver les activités économiques</p>

Les différents éléments de biodiversité à gérer et préserver sont représentés sur le Plan du Parc établis en lien avec la Charte :



Gérer et Préserver	
Espaces à forts intérêts écologiques et paysagers	
	ZIEM : Zone d'intérêt Ecologique Majeur <p>Pôles de biodiversité exceptionnels, cœurs de nature, au sein des zones classées (Natura 2000, Ramsar, ...).</p> <p>– Accompagner la mise en oeuvre de plans de gestion et/ou de mesures réglementaires de protection.</p>
	Marais <p>Zones humides présentant une biodiversité extrêmement riche et un paysage ouvert.</p> <p>– Maintenir et conforter les pratiques agricoles, concilier les différents usages et assurer une gestion optimale des niveaux d'eau, ...</p>
	Monts <p>Uniques points culminants, visibles de loin et offrant des vues sur le Parc.</p> <p>– Restaurer l'ouverture des monts non boisés et mettre en oeuvre des pratiques sylvicoles durables sur les monts boisés.</p>
	Landes ouvertes <p>Mosaïques de milieux ouverts et fermés, riches en biodiversité et aux ambiances particulières.</p>
	Landes boisées <p>– Maintenir des pratiques d'entretien dans les zones ouvertes, restaurer les secteurs enrichis et développer des pratiques sylvicoles durables pour les parties boisées.</p>
Espaces à intérêts écologiques et paysagers	
	Franges bocagères des marais <p>Transition entre deux milieux : les marais et le bocage, ces zones sont perceptibles et offrent des vues remarquables sur les marais.</p> <p>– Maîtriser le développement de l'urbanisation et des aménagements, favoriser le maintien des exploitations agricoles et de la trame bocagère.</p>
	Bocages <p>Zone présentant d'importants maillages de haies, constituant une forêt linéaire et des corridors écologiques.</p> <p>– Maintenir une trame bocagère, restaurer la qualité des haies et les valoriser dans une filière énergétique.</p>
Continuités écologiques	
	Ensemble de massifs boisés <p>Zones dans lesquelles les structures végétales continues (réseaux de fossés et de haies, ensembles de prairies et de boisements) permettent aux espèces d'évoluer.</p> <p>– Intégrer le maintien de ces éléments structurants dans les aménagements, dans les projets d'urbanisme et dans les pratiques d'entretien de l'espace.</p>
	Marais
Zones de prélèvement d'eau	
	Captages d'eau souterraine <p>Zones identifiées comme prioritaires pour l'alimentation en eau potable dans un territoire où la ressource en eau est reconnue d'intérêt majeur à l'échelle régionale.</p>
	BAC prioritaires <p>– Conduire des actions favorables au maintien de la ressource en eau et de sa qualité, prenant en compte les interactions entre la zone humide et les eaux souterraines.</p>

Plan de Parc – Charte 2010-2022 (source : Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin)

5. SYNTHÈSE

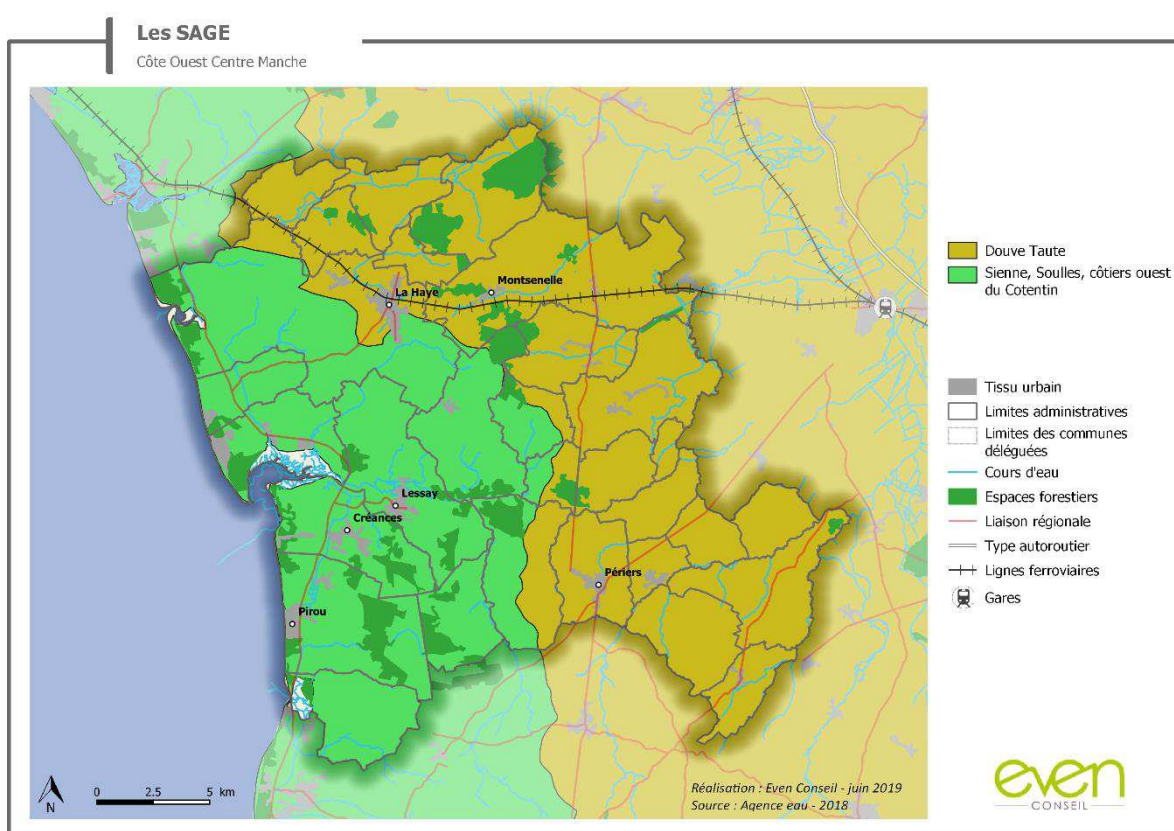
ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES	CHIFFRES-CLES
<ul style="list-style-type: none"> • Forte connaissance et protection des espaces remarquables du territoire pour un patrimoine naturel bien préservé • Une grande richesse écologique, grande diversité de milieux naturels • Des espaces boisés gérés par les communes ou l'Etat • De fortes continuités écologiques par les espaces bocagers 	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon des pratiques agricoles extensives qui conduit à un enrichissement des marais • Mise en culture des zones littorales qui menacent les dunes fixées • Côte classée en zone vulnérable nitrates • Disparition des landes • Ouverture du bocage 	<p>33 ZNIEFF de type I 6 ZNIEFF de type II 16% du territoire</p> <p>5 sites Natura 2000 21% du territoire</p> <p>1 Arrêté de Protection de Biotope</p> <p>5 sites Conservatoire du Littoral</p> <p>2 Réserves Naturelles Nationales</p> <p>1 Zone Humide Ramsar 10% du territoire</p> <p>4 Espaces Naturels Sensibles</p> <p>Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin</p>
RISQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Une pression urbaine et démographique qui s'intensifie sur le littoral ce qui fragilise les continuités écologiques • Une hausse de la fréquentation touristique dans les espaces littoraux protégés et sensibles • Dégradation de la qualité des eaux littorales qui impacte les activités conchylicoles et le tourisme • Evolution des écosystèmes marins et impact probable sur les activités de pêche • Fragilisation et fragmentation des milieux de landes par le morcellement, l'enrésinement et l'abandon des usages agricoles 		
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX		
<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la valorisation des espaces naturels • Préservation de l'intérêt écologique des marais • Maintien des niveaux d'eau et de la bonne qualité des eaux • Maintien de la qualité des eaux littorales et des équilibres naturels de sédimentation pour préserver la richesse écologique des havres • Maintien de l'intérêt piscicole des marais de la Sangsurière • Maintien des haies bocagères, à l'origine d'un réseau dense de continuités écologiques entre les différents réservoirs de biodiversité • Préservation des espaces littoraux de l'urbanisation, à l'origine de l'attractivité touristique du territoire • Renforcement des milieux ouverts de landes, habitats de nombreuses espèces 		

LES RESSOURCES LOCALES

L'EAU, LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, L'ENERGIE ET LES MATERIAUX SONT AUTANT DE RESSOURCES NECESSAIRES AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET AUX MODES DE VIE. CEPENDANT, DANS BEAUCOUP DE TERRITOIRES, LA RESSOURCE LOCALE DISPONIBLE PEUT ETRE EN INADEQUATION AVEC LES BESOINS NECESSITANT DE LES IMPORTER.

1. LA GESTION DE L'EAU

Deux SAGE couvrent le territoire :



- **Douve-Taute**

Le périmètre du SAGE Douve-Taute couvre les bassins versants des fleuves de la Douve et la Taute ainsi que les rivières de la Côte Est de la Manche. Le paysage est constitué d'eau et de bocage où cours d'eau, zones humides de marais se mêlent pour fournir une richesse remarquable de milieux et d'espèces aquatiques. Le territoire est majoritairement rural, tourné vers l'agriculture avec un élevage bovin prédominant.

Le SAGE a identifié 6 enjeux :

- Gouvernance et organisation de la maîtrise d'ouvrage ;
- Amélioration de la qualité physico-chimique et chimique des eaux en vue d'atteindre le bon état sur ses masses d'eau ;

- Amélioration de la qualité des eaux littorales et l'absence de risques sanitaires (activité conchylicole) ;
- Qualité des milieux aquatiques avec l'atteinte du bon état écologique pour ses masses d'eau ;
- Maintien du bon état quantitatif des eaux souterraines et de la qualité des milieux ;
- Définition d'une stratégie de gestion du littoral face au risque de submersion marine et la limitation des phénomènes d'inondation par débordement des cours d'eau et le ruissellement des eaux pluviales.

Ce SAGE est mis en œuvre et approuvé depuis 2016

- **Siennes, Soulles, côtiers ouest du Cotentin**

Localisé sur la côte ouest du Cotentin, le SAGE couvre une importante façade littorale d'environ 90 km de long. Il couvre la Côte des Havres avec une succession de 8 havres. Autour de Lessay, un vaste plateau s'étend, ponctué de landes où les pentes y sont très faibles.

Le territoire présente un réseau hydrographique très développé et est drainé par de nombreux fleuves côtiers. L'Ay fait partie des principaux cours d'eau du territoire.

Le SAGE a identifié 4 enjeux :

- Qualité des eaux avec une zone à enjeux forts qui est celle de la production conchylicole
- Gestion quantitative (besoins et ressources)
- Exposition aux risques naturels qui est une forte problématique sur le territoire (inondations, submersions marines, érosion du littoral)
- Qualité des milieux (hydromorphologie des cours d'eau et continuités écologiques, zones humides)

Ce SAGE est en cours d'élaboration. Son approbation est prévu pour 2022.

1. L'EAU POTABLE

Les structures productrices

La desserte en eau potable du département de la Manche est réalisée à partir de 280 points d'eau d'origine souterraine alimentant près de 60% de la population et les 20% des captages d'eau superficielle représentent un peu plus de 40% de la production globale.

La majorité des points d'eau se situe dans des terrains de socle ancien, notamment dans le Sud Manche et le Cotentin, où les débits sont plutôt limités.

Actuellement, il existe un Syndicat Départemental de l'eau de la Manche. Ses compétences s'inscrivent en complément des actions menées par les collectivités assurant la production et/ou la distribution d'eau potable. Chaque collectivité productrice ou distributrice peut bénéficier de son adhésion pour mener à bien ses projets, protéger sa ressource et sécuriser sa production d'eau potable.

Le Syndicat Départemental est responsable de l'établissement du schéma départemental d'alimentation en eau potable du département.

Le territoire compte trois principaux syndicats de production d'eau potable qui n'ont qu'une seule vocation, la production, et qui n'exploitent que les aquifères de l'Isthme et du Cotentin :

- Le Syndicat Mixte de Production d'Eau du Centre Manche (SYMPEC) : la ressource utilisée est d'origine souterraine, elle est abondante et de bonne qualité ; le bassin aquifère de Sainteny

Marchésieux. Il s'agit de la plus grande réserve en eau souterraine du département de la Manche. Elle est recouverte en grande partie du marais.

- Le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable de l'Isthme du Cotentin (SMPEP) exploite également la nappe de Sainteny.
- Le Syndicat Mixte de Production de la Côte des Isles (SMPCI) assure la production d'eau à partir du bassin de Saint-Sauveur-le-Vicomte.

Les structures distributrices

Le territoire compte 13 structures ayant pour compétence la distribution de l'eau potable produite. Celles-ci sont souvent productrices, ou parfois uniquement distributrices :

- La commune de Lessay
- La commune de la Haye-du-Puits
- La commune de Périers
- Le SIAEP de Sainteny
- Le SIAEP de Tribehou
- Le SIAEP de Saint-Sauveur-Lendelin
- Le SIAEP de la région de Saint-Martin d'Aubigny
- Le SIAEP de la région de Saint-Malo de la Lande
- La SIAEP de Créances-Pirou
- Le SIAEP de la région de Portbail
- Le SIAEP des Sources du Pierrepontais
- Le SIAEP du Baupiais

Les captages en eau potable du territoire

Le territoire possède 14 captages (tableau ci-dessous). 13 ont fait l'objet de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

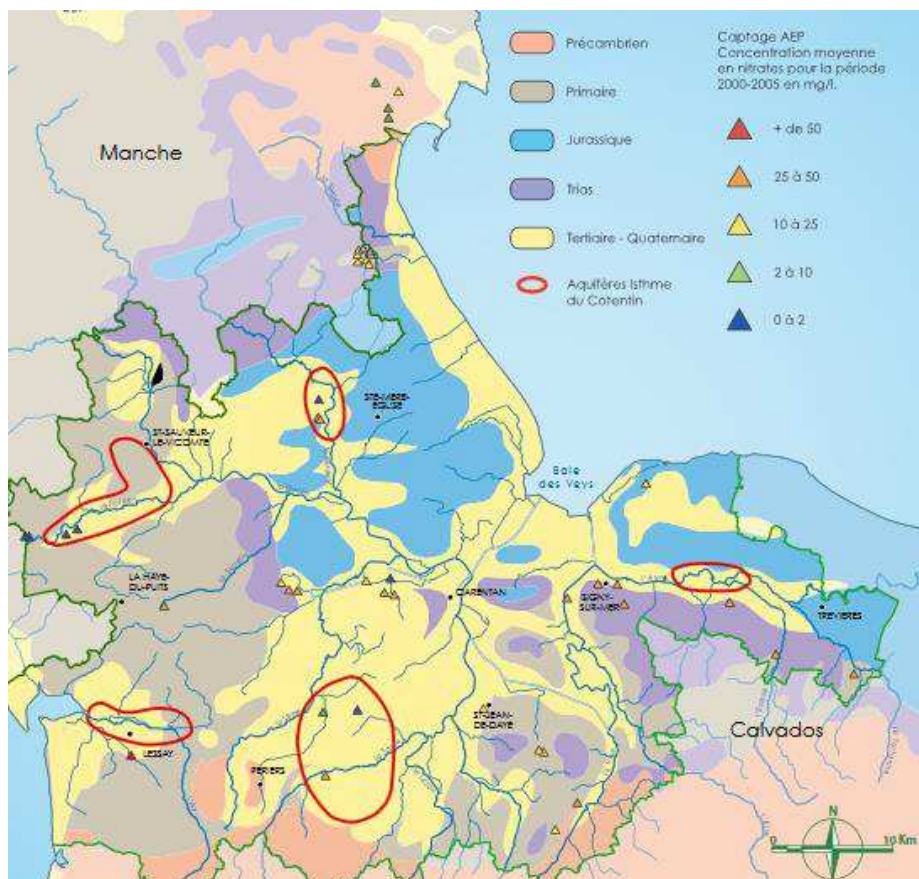
NOM	TYPE	DUP	COMMUNE	DEBIT (M ³ /J)	RESSOURCE
Fontenay zone haute C2	Champ captant	04/11/1998	MONTSENELLE	250	Socle du bassin versant de la Douve et de la Vire
Fontenay zone basse C1	Champ captant	04/11/1998	MONTSENELLE	500	Socle du bassin versant de la Douve et de la Vire
Hottot C1	Forage	19/12/2006	CREANCES	700	Isthme du Cotentin
La Pelerine F1	Forage	11/12/2000	SAINT SAUVEUR DE PIERREPONT	4000	Isthme du Cotentin
La Pelerine F3	Forage	21/12/2011	SAINT SAUVEUR DE PIERREPONT	4000	Isthme du Cotentin
La Chaussée F1	Forage	06/06/1997	SAINT NICOLAS DE PIERREPONT	1000	Isthme du Cotentin
La Cour F1	Forage	06/06/1997	SAINT NICOLAS DE PIERREPONT	2000	Isthme du Cotentin

Le Marais F4	Forage	19/05/2008	SAINT GERMAIN SUR SEVES	3600	Isthme du Cotentin
Le Marais F1	Forage	19/05/2008	SAINT GERMAIN SUR SEVES	3600	Isthme du Cotentin
Le Rond Clos F2	Forage	28/11/2012	VESLY	3000	Socle du Morvan
Le Rond Clos F1	Forage	28/11/2012	VESLY	3000	Isthme du Cotentin
Les Douceries P1	Puits		MARCHESIEUX	500	Isthme du Cotentin
Launay F1	Forage	14/09/2016	SAINT NICOLAS DE PIERREPONT	500	Isthme du Cotentin
Les Sablons P1	Puits	23/01/2013	MONTSENELLE	800	Trias du Cotentin est et Bessin

L'alimentation en eau potable sur le territoire se fait majoritairement à partir de l'aquifère de l'Isthme du Cotentin. Les sédiments récents du quaternaire qui ont comblé les bassins d'effondrement constituent les aquifères de l'Isthme du Cotentin : bassin de Sainteny-Marchésieux, bassin de Saint-Sauveur-le-Vicomte, bassin de Lessay, bassin du Merderet et bassin de l'Aure. Ces aquifères sont très productifs. Ils peuvent être d'excellente qualité lorsqu'ils sont captifs ou de mauvaise qualité sur Créances.

Les sédiments du secondaire (Trias) ont des faciès hétérogènes et sont donc de productivité variable.

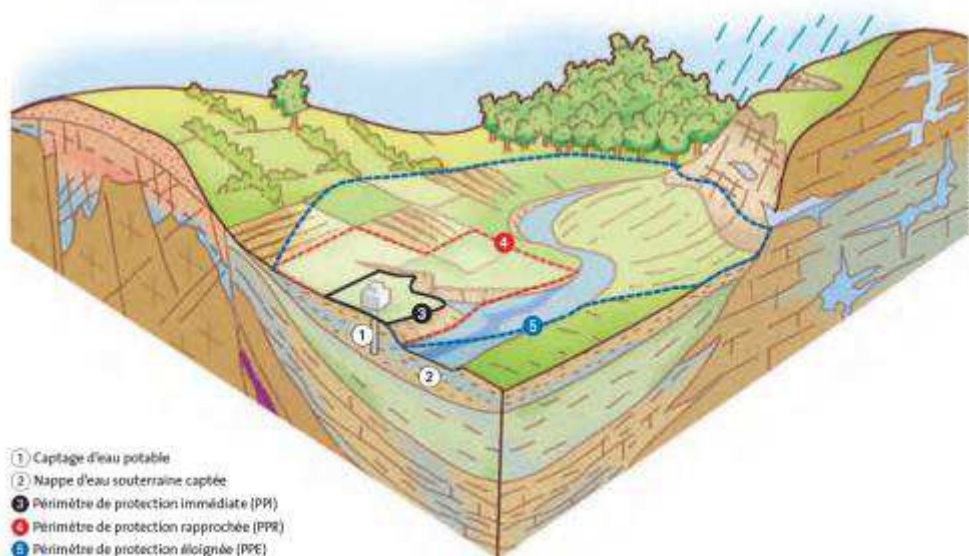
Et enfin, les aquifères de socle (schiste et grès), présents ponctuellement dans le secteur de Lithaire, sont très vulnérables aux pollutions de surface (nitrates, pesticides).



L'hydrogéologie et la ressource en eau potable (source : Atlas Cartographique du Parc Naturel Régional des marais du Cotentin et du Bessin)

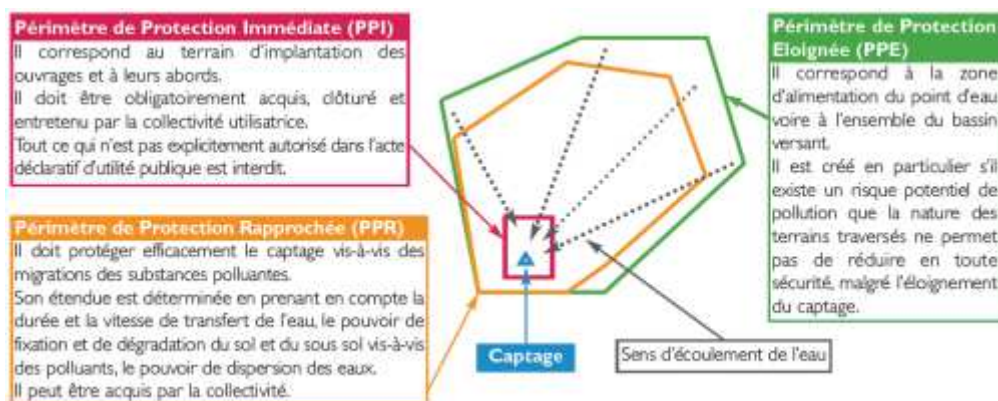
Les périmètres de protection

Un Périmètre de Protection des Captages (PPC) est un dispositif rendu obligatoire par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Il constitue la limite de l'espace réservé réglementairement autour d'un captage utilisé pour l'alimentation en eau potable. Ce périmètre vise à prévenir les risques de pollutions ponctuelles ou diffuses sur un point de prélèvement d'eau pour la consommation humaine. Ils sont rendus officiels par Déclaration d'Utilité Publique.



Bloc-diagramme présentant les différents périmètres de protection applicables autour d'un captage (source : SIGES Seine-Normandie)

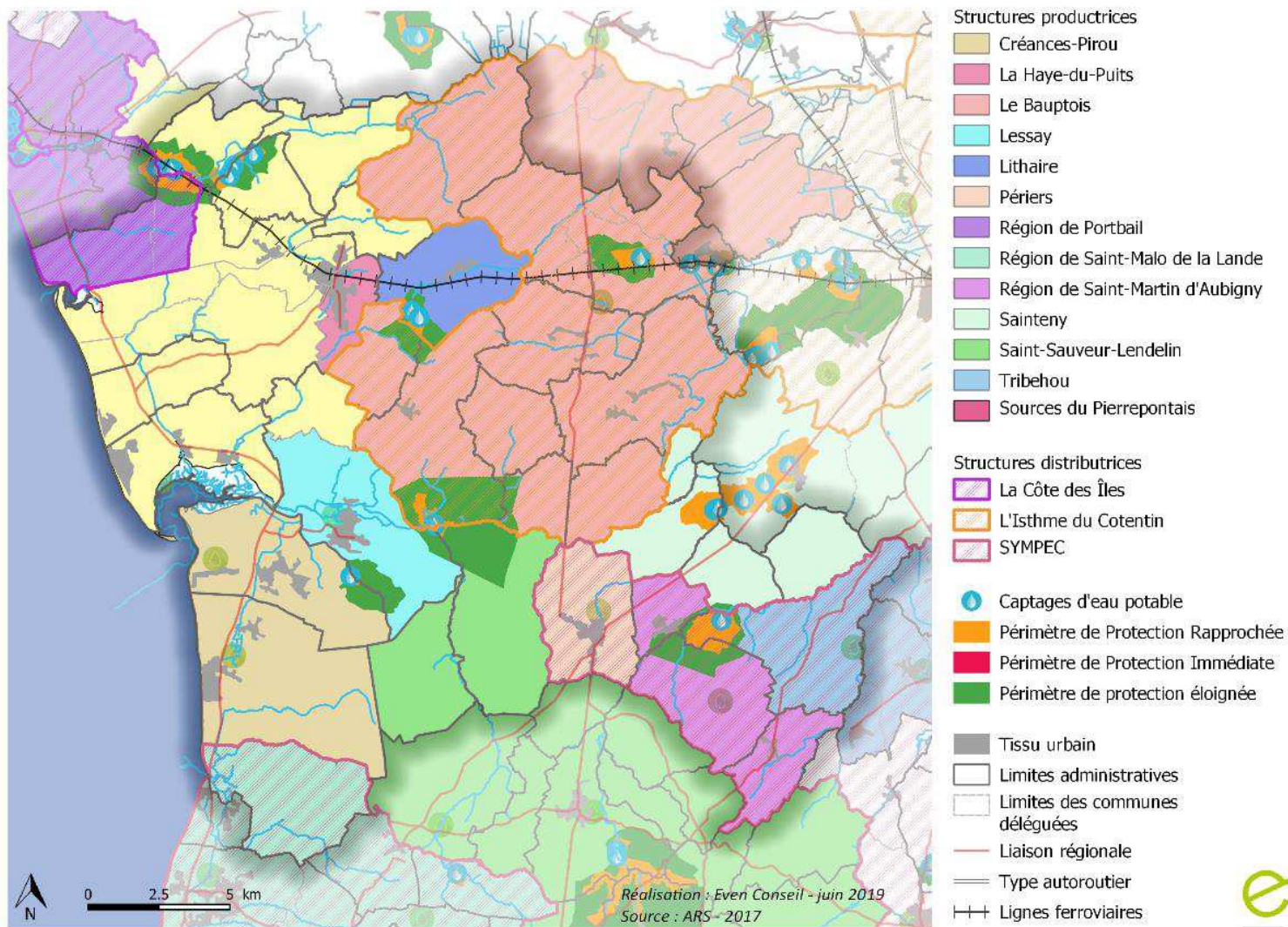
Pour protéger la ressource, la réglementation instaure des périmètres de protection : le périmètre de protection immédiate (PPI), le périmètre de protection rapprochée (PPR) et le périmètre de protection éloignée (PPE) (détaillés sur la figure ci-dessous).



Les différents périmètres de protection (PPI, PPR, PPS) (source : ARS Loire)

La gestion de l'eau

Côte Ouest Centre Manche



La qualité de l'eau potable

En 2017, dans la Manche, 99,5% des habitants ont été alimentés par une eau potable conforme aux limites de qualité pour l'ensemble des paramètres mesurés. Les 0,5% d'habitants concernés par une eau potable de moindre qualité sont dans le Sud Manche.

2. L'ETAT DES MASSES D'EAU

Les données datent de 2015 et sont issues de la base de données Cartograph pour les masses d'eau souterraines et datent de 2019 et issues de la base de données de l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN).

Les masses d'eau souterraine

Il y a 3 masses d'eau souterraine sur le territoire dont les états chimiques sont médiocres pour deux d'entre elles. La troisième, celle du socle du bassin versant de la Douve et de la Vire est en bon état chimique. Concernant l'état quantitatif, toutes les masses d'eau indiquent un bon état.

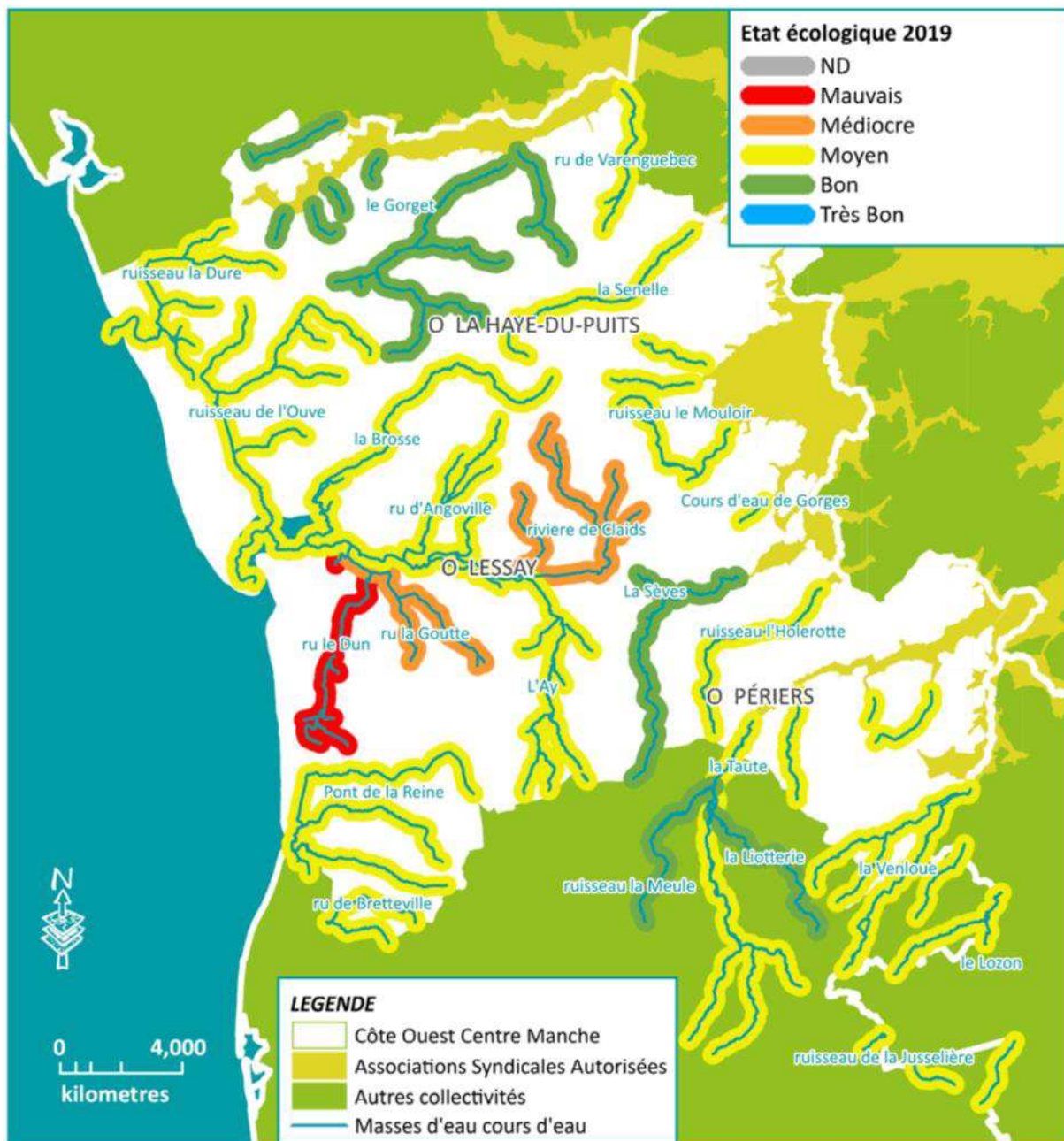
MASSE D'EAU SOUTERRAINE	ETAT CHIMIQUE	ETAT QUANTITATIF	OBJECTIF BON ETAT
Socle du bassin versant des cours d'eau côtiers	Médiocre	Bon	2027
Socle du bassin versant de la Douve et de la Vire	Bon	Bon	2015
Trias du Cotentin et du Bessin	Médiocre	Bon	2027

Les masses d'eau superficielle

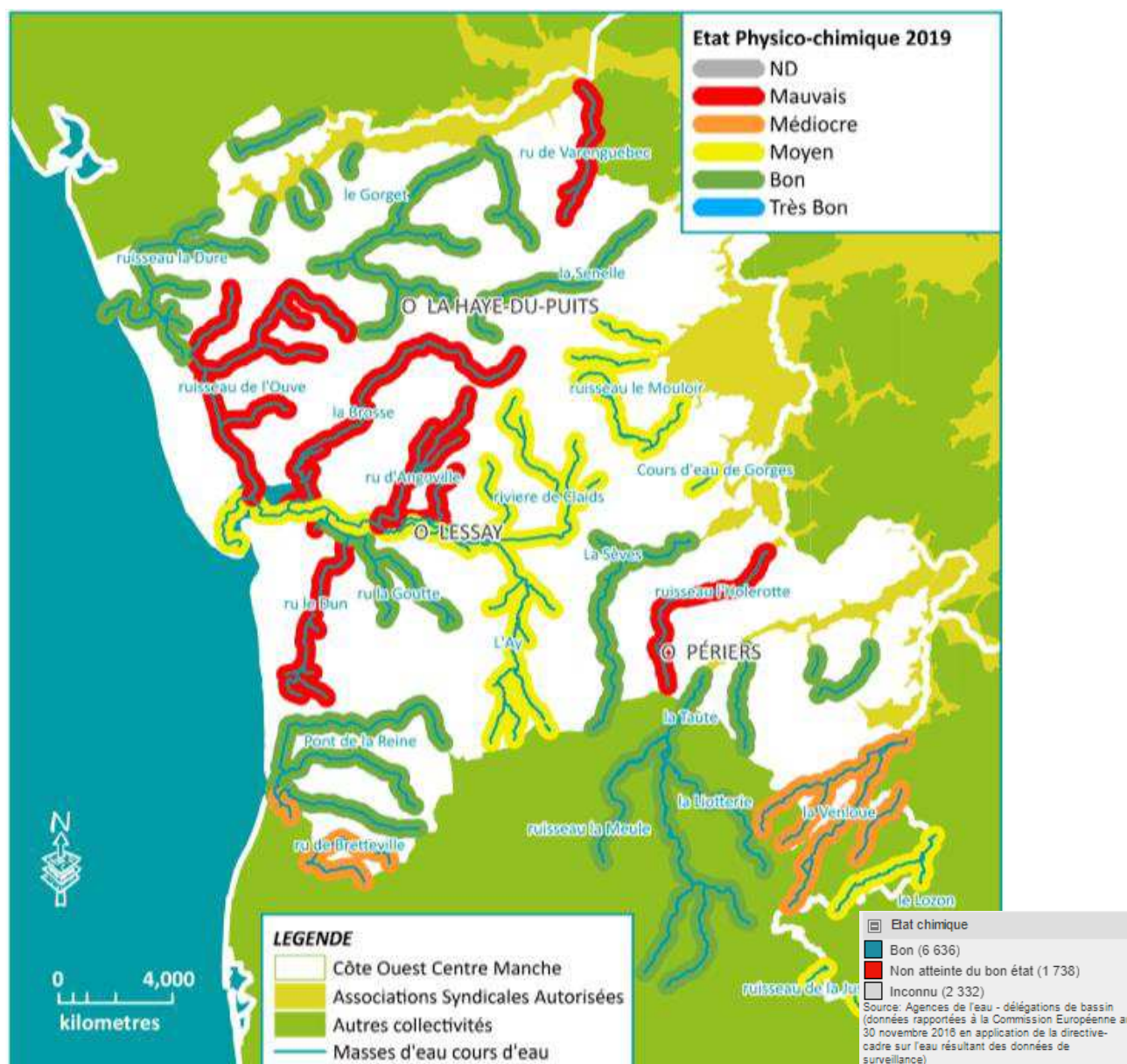
De nombreux cours d'eau côtiers mailent le territoire de la COCM. Le tableau ci-dessous reprend les états chimiques et écologiques de quelques cours d'eau. La liste n'est cependant pas exhaustive.

Les masses d'eau de surface sont des masses d'eau « de marais ». Ce sont des masses d'eau particulières fortement modifiées en raison de la forme modifiée des cours d'eau et de la présence d'ouvrages.

MASSE D'EAU SUPERFICIELLE	ETAT PHYSICO -CHIMIQUE	ETAT ECOLOGIQUE	OBJECTIF BON ETAT
L'Ay de sa source à la mer	Moyen	Moyen	2027
Rivière de Claiids	Moyen	Médiocre	2015
Ru d'Angoville	Mauvais	Moyen	2015
La Taute	Bon	Moyen	2021
La Sèves de la source au confluent de la Douve	Bon	Bon	Etat chimique : 2027 Etat écologique : 2021



Etat écologique des masses d'eau superficielles 2019 (source : AESN)



Etat chimique des masses d'eau superficielle 2019 (source : AESN)

Les masses d'eau côtière

Il existe une masse d'eau côtière.

MASSE D'EAU COTIERE	ETAT CHIMIQUE	ETAT ECOLOGIQUE	OBJECTIF BON ETAT ECOLOGIQUE
Ouest Cotentin	Bon	Moyen	2015 (non atteint)

La qualité microbiologique n'entre pas dans la caractérisation du bon état au sens de la Directive Cadre sur l'Eau mais elle a un impact direct sur la satisfaction des usages littoraux : conchyliculture, pêche à pied professionnelle et de loisirs, baignade et activités nautiques au sens large. La qualité microbiologique du havre de Lessay est dégradée.

De manière générale, les sources de pollution microbiologiques sont les suivantes : assainissement collectif et non collectif, rejet des eaux pluviales, activités agricoles...

Il existe un enjeu sur la qualité des eaux côtières.

Profils de vulnérabilité des eaux de baignade

8 plages font l'objet de mesures de la qualité des eaux afin de prévenir les risques pour la santé des baigneurs. Le suivi régulier de la qualité des eaux de baignade permet de connaître les impacts de divers rejets éventuels situés à l'amont du site et notamment d'apprécier les éventuels dysfonctionnements liés à l'assainissement des eaux usées, aux rejets d'eaux pluviales souillées, etc., qui influenceraient la qualité de l'eau du site de baignade. Les connaissances ainsi acquises peuvent fournir une aide à la décision aux collectivités locales afin d'améliorer la maîtrise des causes des pollutions notamment par une mauvaise gestion des eaux usées domestiques.

L'ensemble des eaux de baignade des différentes plages du territoire présente une qualité bonne (2) à excellente (6) en 2020.

Les eaux de baignade au niveau de la commune de Créances sont celles présentant une moindre qualité puisque de 2015 à 2017, la qualité était considérée comme suffisante seulement (d'après le bilan de la qualité des eaux de baignade de la saison 2017 réalisé par l'ARS). La plage Printania se situe à environ un kilomètre au sud de l'embouchure du havre de Lessay. Outre le lessivage important de son important bassin versant par temps de pluie, la qualité de cet écoulement peut être affectée lors des grandes marées par la submersion des herbiers pâturés par les moutons ainsi que la remise en suspension des sédiments accumulés dans les zones estuariennes. De plus, de nombreux cours d'eau côtiers du Cotentin viennent s'y jeter et présentent un état écologique moyen à médiocre. La qualité des eaux de baignade de Créances s'est cependant améliorée en 2018 pour devenir bonne, puis excellente en 2020.

La gestion des eaux usées sur le bassin versant des cours d'eau débouchant dans les différents havres est également un élément influençant fortement la qualité des eaux de baignade.

Tableau 1 : Qualité des eaux de baignades (Source : baignades.sante.gouv.fr)

NOM	COMMUNE	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pirou Plage	Pirou	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon
Armanville	Pirou	Bon	Bon	Bon	Bon	Excellent	Excellent
Printania	Créances	Suffisant	Suffisant	Suffisant	Bon	Bon	Excellent
Face au CD 306	Saint-Germain-sur-Ay	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
Face au CD 136	Bretteville-sur-Ay	Bon	Bon	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
Glatigny face à la RD 337	La Haye	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent
Survillé face à la RD 526	La Haye	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Bon
Saint-Rémy-des-Landes La Valette	La Haye	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent	Excellent

Programme Qualit'Ay

En réponse aux recommandations des profils de vulnérabilité, le Conseil départemental de la Manche a souhaité mettre en oeuvre, en partenariat avec la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche et le LABÉO Manche, des campagnes de mesure, par temps sec et temps de pluie, sur les bassins versants de l'Ay, de la Brosse, de l'Ouve et de la Goutte dont le havre de Saint-Germain-sur-Ay est l'exutoire (plus le bassin du Dy).

Ces campagnes de mesure ont pour objectif d'évaluer, dans différentes conditions climatiques, les niveaux de contamination microbiologique le long des cours d'eau (26 points répartis sur l'ensemble des bassins versants) et d'identifier les sous-bassins les plus contributeurs. En effet, sur la frange littorale, les enjeux liés à la qualité de l'eau sont importants au niveau économique (conchyliculture, pêche), touristique (eaux de baignade, pêche à pied) et évidemment écologique (conservation des habitats d'intérêt patrimonial).

La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche, bien consciente de ces enjeux sur son territoire, a donc accepté puis proposé au Conseil départemental d'étendre le projet au bassin versant du havre de Geffosses. Faute de budget, le Conseil départemental n'a pu accéder à la requête de la Communauté de Communes. C'est pourquoi cette dernière a choisi de prendre la maîtrise d'ouvrage pour élargir le projet au bassin du havre de Geffosses. Le projet global compte donc 35 points de prélèvements, dont 9 pour le bassin du havre de Geffosses, répartis selon la cartographie ci-après.



Les paramètres étudiés sont de trois ordres :

- Microbiologiques avec des mesures d'*E. coli* et d'entérocoques
- Physico-chimiques avec des mesures des MES (matières en suspension), de l'azote (NH₄⁺ et NO₃⁻), du phosphore total et des orthophosphates
- Physique avec l'estimation du débit sur 18 points

Les résultats par paramètre sont présentés en Annexe 1 du présent document.

Ces différents résultats permettent de définir des secteurs à agir en priorité. L'étape ensuite est de définir un plan d'actions pour identifier et réduire les sources de pollutions.



Synthèse : les secteurs où agir en priorité

Enjeu "Microbiologie"

Dun

Ay aval + affluents

Ruisseau d'Angovill⁹
La Chicane⁽¹⁰⁾
Rau Vallée de Pall⁽¹¹⁾
Moulin Pissot⁽¹³⁾
La Clai⁽¹⁴⁾

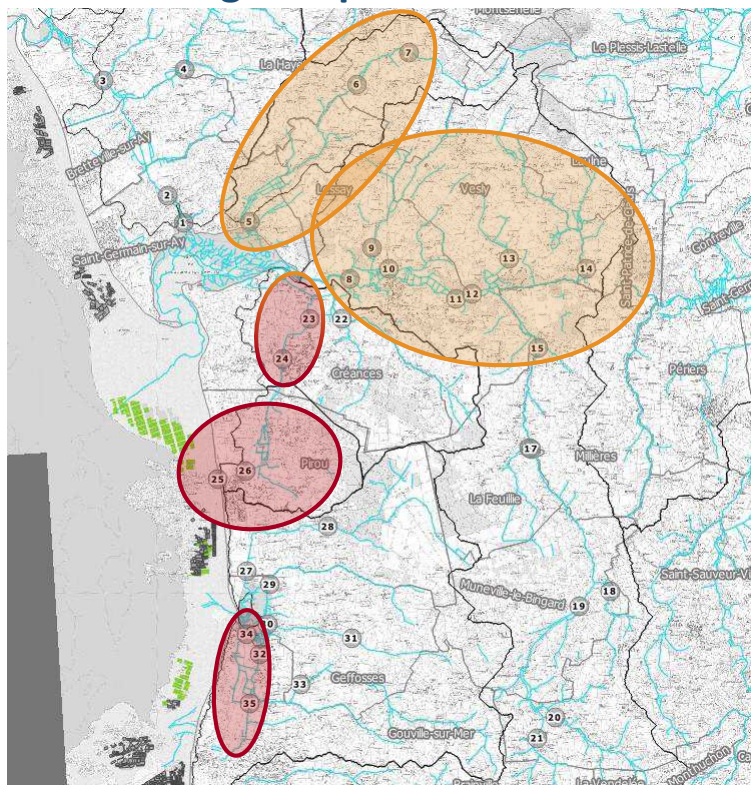
La Brosse

Enjeu "Phosphore"

Dun

Dy

Canal



Bilan Campagnes TS / TP- 6 février 2020

25

La protection de la ressource

Les communes du littoral sont situées en Zones Vulnérables Nitrates de même que certaines communes à l'est du territoire : Montsenelle, Nay, Saint-Germain-sur-Sèves, Saint-Sébastien-de-Raids, Raids, Auxais et Marchésieux.

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée.

3. LES EAUX USEES

L'assainissement collectif

Les données sont issues du portail de l'assainissement collectif et datent de l'année 2017.

14 stations d'épuration sont présentes sur tout le territoire.

La plus ancienne a été mise en place sur le territoire en 1991. Les stations d'épuration ont été mises en service en moyenne en 2006 donc le parc épuratoire est relativement jeune. Il a une capacité de 31 250 EH et possède actuellement une charge maximale en entrée de 18 142 EH.

La station d'épuration de Doville est en surcapacité et fonctionne à 113%. Toutes les stations du territoire sont conformes en équipement et en performance.

PERIODE DE CONSTRUCTION	NOMBRE DE STATIONS	STATION EN CAPACITE >80% ET <100%	STATION EN SURCAPACITE	CONFORMITE EQUIPEMENT	CONFORMITE PERFORMANCE
1990-2000	4	2	0	4	4
2000-2010	4	1	0	4	4
Après 2010	6	0	1	6	6

EXPLOITANT	COMMUNE	MISE EN SERVICE	CAPACITE NOMINALE (EH)	CHARGE MAX EN ENTREE (EH)	CONF. CAPACITE	DÉBIT DE RÉF (M3/j)	DEBIT ENTRANT MOYEN (M3/j)	CONF. DEBIT	TRAITEMENT FILIERE EAU	MILIEU RECEPTEUR	BOUES (TMS/AN)	CONF. EQUIP	CONF. PERF
SAUR	Doville	2013	150	170	113%	-	-	-	Filtres plantés	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Feugères	Feugères	2014	140	94	67%	21	-	-	Filtres plantés	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Syndicat d'assainissement les Roselières	Saint-Symphorien-le-Valois	2010	7200	3166	44%	2458	846	34%	Boue activée	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
SAUR	Lessay	1992	5000	2316	46%	750	275	37%	Boue activée	Seine-Normandie	18,5	Oui	Oui
Angoville-sur-Ay	Angoville-sur-Ay	2011	320	206	64%	48	-	-	Disques biologiques	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Marchésieux	Marchésieux	1999	260	230	88%	-	-	-	Lagunage naturel	Taute	-	Oui	Oui
Millières	Millières	2015	185	120	65%	23	-	-	Filtres plantés	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Syndicat d'assainissement les Roselières	Pretot-Sainte-Suzanne	2013	85	44	52%	13	-	-	Disques biologiques	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Syndicat d'assainissement les Roselières	Saint-Jores	1993	360	300	83%	-	-	-	Lagunage naturel	Douve	-	Oui	Oui
Véolia Eau	Périers	2006	3000	2772	92%	528	502	95%	Boue activée	Douve	16,4	Oui	Oui
SAUR	Pirou	2005	10 000	6204	62%	1500	524	35%	Boue activée	Littoral	44,6	Oui	Oui
SAUR	Saint-Germain-sur-Ay	2009	4000	2290	57%	600	211	35%	Filtres plantés	Seine-Normandie	-	Oui	Oui
Saint-Martin-d'Aubigny	Saint-Martin-d'Aubigny (Eglise)	1991	250	160	64%	-	-	-	Filtres plantés	Taute	-	Oui	Oui
Saint-Martin-d'Aubigny	Saint-Martin-d'Aubigny (les Bosqs)	2009	300	70	23%	-	-	-	Lagunage naturel	Taute	-	Oui	Oui

L'assainissement non collectif

La Communauté de Communes COCM possède son propre SPANC qui est chargé de :

- Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

Sur le territoire, le nombre d'installations autonomes s'élève à environ 6 350. En l'état actuel des choses, les données du service ne sont pas exploitables pour obtenir des données précises quant à la conformité de l'assainissement non collectif sur le territoire de la communauté de communes. Mais il est vraisemblable que la majorité du parc d'installations d'ANC soit non conforme.

4. SYNTHÈSE DES ENJEUX LIÉS À L'EAU / À LA GESTION DE L'EAU

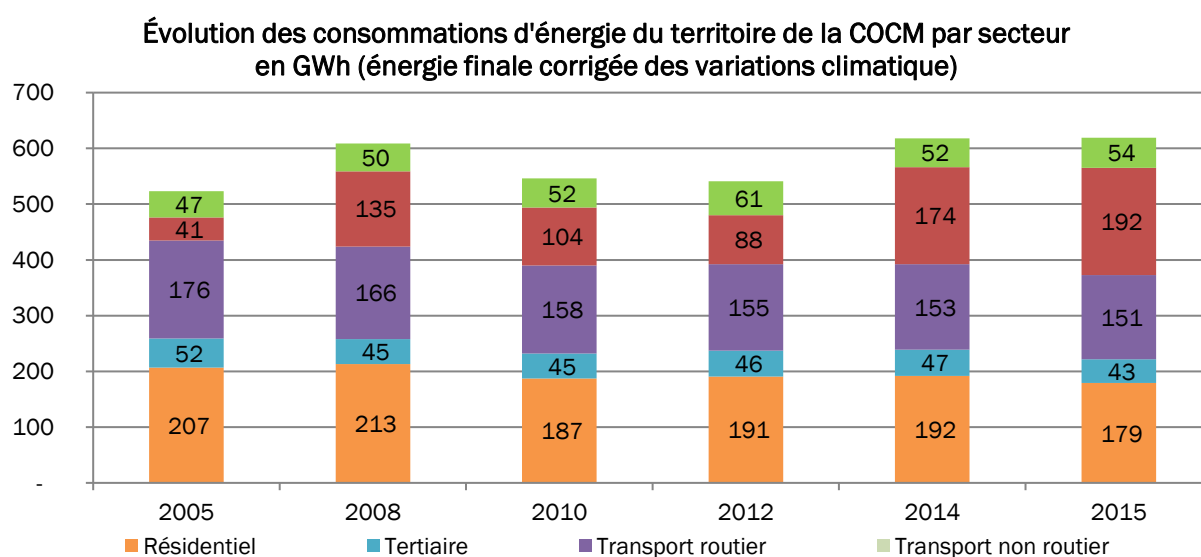
Atouts/opportunités	Faiblesses/menaces	Chiffres-clés
<ul style="list-style-type: none">• Des stations d'épuration conformes en équipement et en performance• Des captages d'eau potable protégés• Une bonne qualité des eaux de baignade	<ul style="list-style-type: none">• Des eaux littorales et des aquifères vulnérables aux pollutions agricoles et notamment aux nitrates et aux contaminations bactériologiques• Des masses d'eau souterraine en mauvais état chimique	14 captages d'eau potable 14 stations d'épuration 6 350 installations ANC
Risques		
<ul style="list-style-type: none">• Dégradation de la qualité des eaux superficielles littorales et souterraines• Augmentation des conflits d'usage de la ressource en eau dans un contexte où la ressource risque de se faire rare		
Enjeux environnementaux		
<ul style="list-style-type: none">- Préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine- Maintien d'une bonne gestion des eaux usées traitées par assainissement collectif- Réhabilitation des installations autonomes pour améliorer la qualité des masses d'eau		

2. L'ENERGIE

Les données, à l'échelle de la Communauté de Communes de Côte Ouest Centre Manche sont issues du diagnostic du Plan Climat, Air, Energie Territorial de Côte Ouest Centre Manche et datent de 2015.

1. LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

D'après le diagnostic du PCAET, la consommation d'énergie totale du territoire en 2015 s'élève à 619 GWh. Les principaux secteurs de consommation sont l'industrie (31% des consommations), le résidentiel (28,9%) et le transport routier (24,4%), comme en témoigne le graphique ci-dessous. Viennent ensuite l'agriculture (8,7% des consommations) et le tertiaire (6,9%). Ainsi, le secteur du bâtiment est le plus consommateur puisque le résidentiel et le tertiaire représentent 38,5% des consommations énergétiques.



Source : Diagnostic PCAET COCM

La forte proportion de consommations énergétiques en lien avec le bâtiment peut s'expliquer par la typologie du parc de logements. En effet, entre 2011 et 2016, le nombre de logements a augmenté de 4,1% (passant de 14 659 à 15 263) tandis que la population a diminué (passant de 22 318 à 22 078). De plus, les maisons restent le type de logement principal en 2016, à 91,1%, chiffre beaucoup plus élevé que pour le département de la Manche (79,6%). Enfin, d'après le diagnostic du PCAET, 52,5% du parc de logement de la COCM a été construit avant 1970.

RESIDENCES PRINCIPALES (2015) SELON LA PERIODE D'ACHEVEMENT	COCM	MANCHE
Avant 1919	26%	21,1%
De 1919 à 1945	8,4%	8%
De 1946 à 1970	19%	19,8%
De 1971 à 1990	22,5%	27,6%
De 1991 à 2005	14,7%	13,9%
De 2006 à 2012	9,4%	9,5%

Source : INSEE, 2015

Ainsi, l'ensemble de ces facteurs favorisent cette consommation énergétique élevée. Toutefois, il existe un fort potentiel d'action lié à la rénovation du parc de logements. Ainsi, la Communauté de Communes est engagée dans un programme d'amélioration de l'habitat concernant tous les logements situés sur son territoire. Elle a lancé COCM HABITAT qui était une plateforme de rénovation de l'habitat mise en place grâce à un partenariat financier avec l'ADEME. Au 1^{er} janvier 2021, COCM HABITAT a intégré le dispositif régional de Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) pour devenir un espace « FAIRE ».

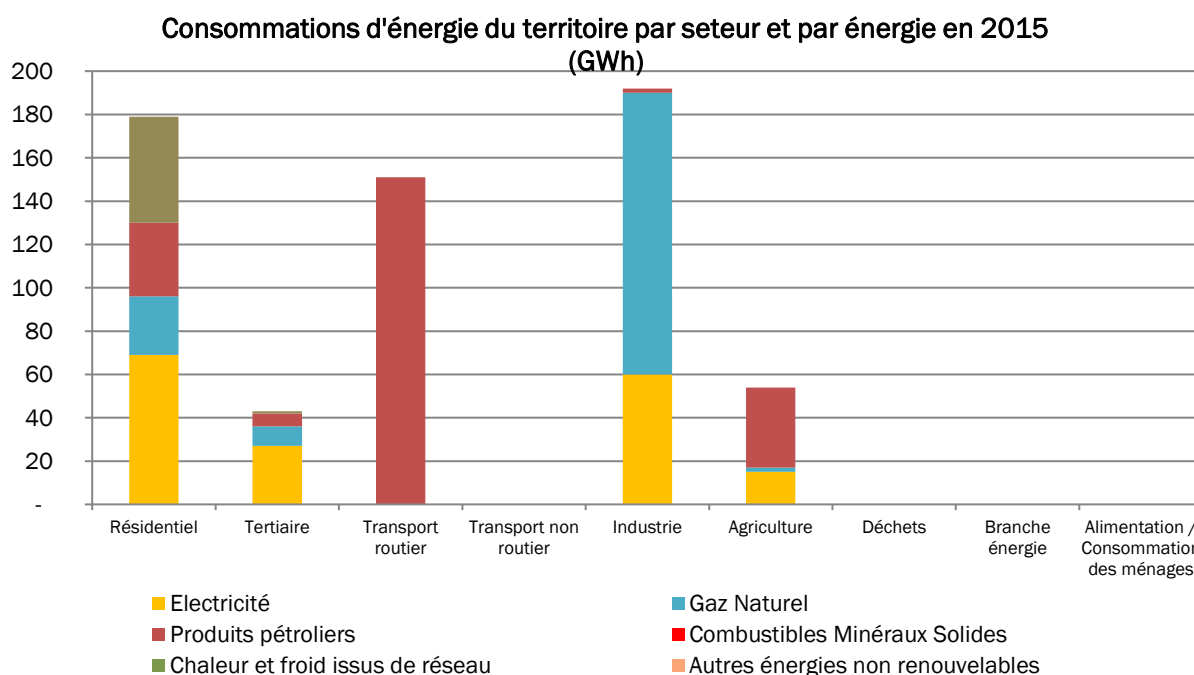
COCM HABITAT constitue un service public de la performance énergétique de l'habitat. Il assure l'accompagnement des particuliers qui souhaitent diminuer la consommation énergétique de leur logement. Ce service intègre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine (OPAH-RU) mise en place sur le secteur de l'ancienne communauté de communes Sèves-Taute depuis le mois d'octobre 2017 pour une durée de 6 ans.

Tous secteurs confondus, les consommations d'énergie ont augmenté de 18% entre 2005 et 2015 (passant de 523 GWh en 2005 à 619 GWh en 2015), notamment en lien avec les activités agricoles (+15%) et industrielles (+368%). Les autres secteurs ont vu leur consommations d'énergie diminuer.

Concernant le mix énergétique, 63,3% des consommations sont issues des produits pétroliers (36,6% de combustibles fossiles et 26,7% de gaz naturel). L'électricité importée représente 17,6% des consommations et les énergies renouvelables représentent 19% des consommations, avec 9,4% d'éolien et 8,8% de bois domestique.

Ce mix énergétique est proche de celui du département, avec 2 légères différences : une part plus importante de gaz naturel (27,1% contre 15,6%) et une part plus faible de produits pétroliers (37,2% contre 47,2%).

Le graphique suivant présente le mix énergétique par secteur. Ainsi, les produits pétroliers sont majoritairement employés dans le transport routier, mais aussi dans l'agriculture et le secteur résidentiel. Le gaz naturel est très fortement utilisé dans le secteur industriel. Enfin, la quasi-totalité de l'énergie provenant de biomasse est consommée dans le secteur résidentiel (bois de chauffage).



Source : Diagnostic PCAET COCM

Synthèse consommations d'énergie 2015

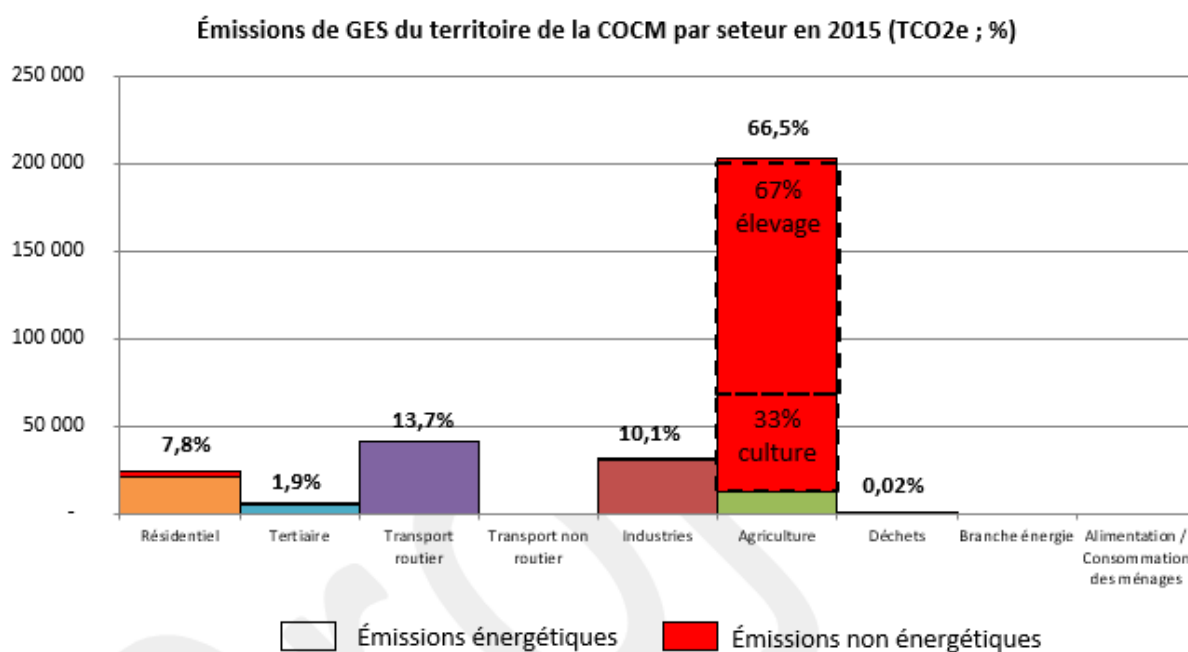
- Le secteur de l'industrie est le plus consommateur d'énergie (31% des consommations), suivi par celui du résidentiel (28,9%) et les transports (24,4%). A eux trois ces secteurs représentent plus de 84% des consommations du territoire.
- Les produits pétroliers couvrent 64,3% des consommations, et l'électricité 27,6%.
- 81% des ressources énergétiques proviennent de l'extérieur du territoire.
- Si on intègre à ces résultats l'estimation des consommations d'énergie liées à la fabrication des aliments, biens de consommation, et services « importés » consommés par les ménages du territoire, cela augmente les consommations d'énergie du territoire de 50%.
- On estime qu'en 2015, chaque ménage a dépensé en moyenne 1 700 € pour les consommations énergétiques de son logement.
- Une facture énergétique qui ne cesse d'augmenter.

Enjeux consommations d'énergie

- L'encouragement / accompagnement des habitants à réduire leurs consommations d'énergie (aide à la décision, du projet jusqu'à la mise en œuvre) ;
- La lutte contre la précarité énergétique des ménages ;
- L'innovation des entreprises, pour une diversification des débouchés économiques, y compris dans la production d'ENR ;
- Le changement de pratiques et l'innovation du secteur agricole, la diversification des débouchés économiques ;
- L'accompagnement des acteurs du territoire (habitants, entreprises, collectivités) au changement des pratiques de mobilité, afin de réduire le nombre de véhicules et de déplacements ;
- La valorisation des potentiels locaux (Solaire thermique, photovoltaïque, éolien, ...) via notamment de nouveaux modes de financement (public-privé, citoyen, ...) et l'accompagnement des habitants/acteurs ;
- La sensibilisation et le développement des connaissances / conseils de tous les publics sur toutes les thématiques du PCAET (citoyen, professionnels, collectivités, élus, ...) ;
- Une alimentation et une consommation plus sobres en énergie et émissions de GES ;
- La lutte contre le gaspillage alimentaire (auprès de l'ensemble des acteurs : habitants, collectivités, entreprises, ...).

2. LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

En 2015, en intégrant les émissions d'origine non énergétique, les émissions de gaz à effet de serre s'élèvent à 304 812 téqCO₂. Comme le présente le graphique ci-dessous, le principal poste d'émissions est l'agriculture (66,5% des émissions du territoire). Le transport routier est le second émetteur (13,7%), puis l'industrie (10,1%) et enfin le secteur résidentiel (7,8%).



Source : Diagnostic PCAET COCM

Concernant la distinction entre émissions énergétiques et non énergétiques, 64% des émissions de GES sont d'origine non énergétique. Ces émissions sont dues à 98% aux activités d'élevage et de culture.

D'après le PCAET, le stock de carbone sur le territoire de COCM est estimé à 10 742 217 téqCO₂ entre 1990 et 2006, et le flux annuel à 26 149 téqCO₂. Les espaces qui stockent le plus de carbone sur le territoire, en 2012, sont les prairies (35,5%), les cultures (32,7%), ainsi que les forêts (14,5%). Viennent ensuite les haies associées aux espaces agricoles (8,3%) et les zones humides (6,8%).

Synthèse et enjeux des émissions de GES du territoire

Synthèse

Hors estimation des émissions associées à la consommation des ménages :

- Les secteurs de l'agriculture (66,5%) et des transports (13,7%) sont les plus émetteurs de GES suivis par l'industrie (10,1%).
- 64% des émissions de GES relèvent d'émissions non énergétiques. L'agriculture représente 98% de ces dernières, du fait des pratiques d'élevage et culturales.

La prise en compte de l'estimation des émissions de GES liées à l'alimentation et la consommation des ménages augmente le bilan des émissions du territoire de 49%. Dans ce cas celles-ci représenteraient près de 33% des émissions.

Enjeux

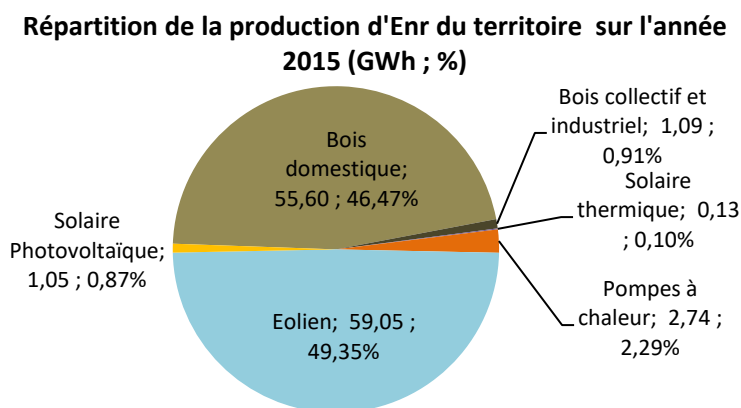
- Le changement de pratiques et l'innovation du secteur agricole, la diversification des débouchés économiques

- La promotion et le développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle, notamment pour les mobilités récurrentes et obligées (domicile-travail, domicile-étude)
- La réduction des consommations d'énergie du secteur industrie
- L'encouragement / accompagnement des habitants à réduire leurs consommations d'énergie et leurs émissions de GES (aide à la décision, du projet jusqu'à la mise en œuvre)
- L'incitation à l'utilisation de matériaux de qualité / bio-sourcés dans la construction ou la réhabilitation
- L'incitation des constructeurs aux économies d'énergie et à la limitation des GES (nouveaux programmes immobiliers)
- La lutte contre le gaspillage alimentaire (auprès de l'ensemble des acteurs : habitants, collectivités, entreprises, ...)
- Une alimentation et une consommation plus sobres en énergie et émissions de GES
- La prise en compte des impacts environnementaux des activités financières émanant du territoire (impact des placements, ...)

3. LES ENERGIES RENOUVELABLES

En 2015, la production d'énergies renouvelables représente 19,3% des consommations totales du territoire (soit 119,6 GWh). Cette part tend à augmenter depuis plusieurs années, et l'objectif à l'horizon 2020 est la couverture de 23% des consommations d'énergie par les énergies renouvelables, et 32% à l'horizon 2030.

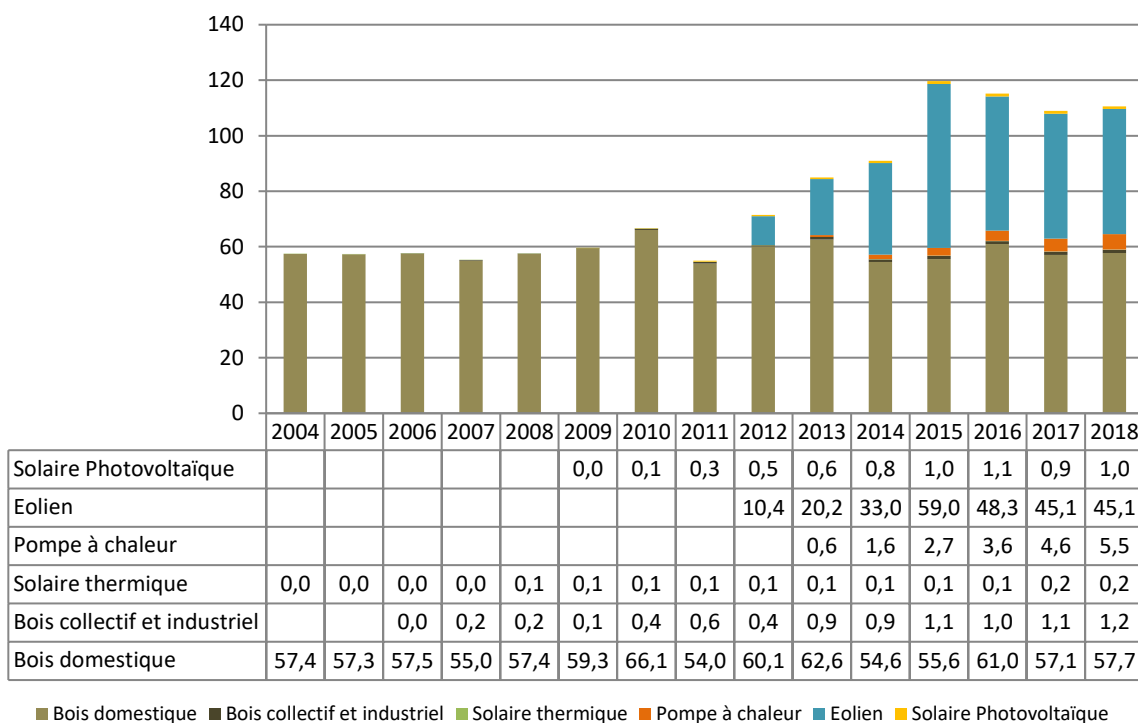
Sur cette production d'énergies renouvelables, 50% est issue de l'énergie éolienne et 46,5% de la filière bois-énergie, comme présenté dans le graphique ci-dessous.



Source : Diagnostic PCAET COCM

La production de bois énergie reste assez stable, mais la production éolienne a fortement augmenté depuis 2012 comme en témoigne le graphique suivant.

Évolution de la production d'énergie renouvelable sur le territoire de la COCM (GWH)



Source : Diagnostic PCAET COCM

L'éolien

Le territoire de COCM compte actuellement 2 parcs éoliens :

- La Haye (Baudreville) : 5 mâts ;
- Gorges – Gonfreville : 7 mâts.

La puissance totale installée est de 27,6 MW soit respectivement 13 % des mâts et 15 % de la puissance installée au niveau départemental.

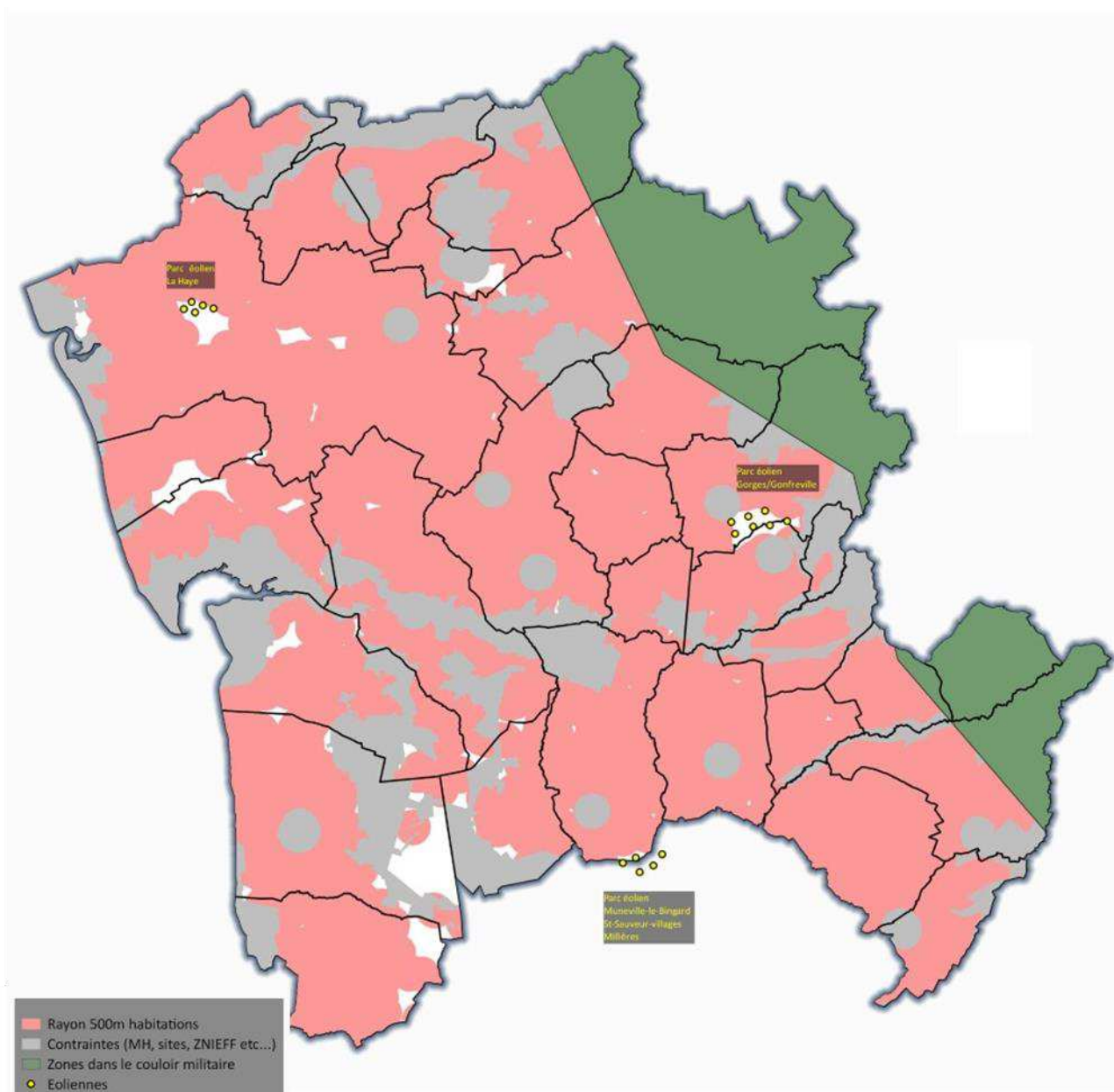
A noter qu'une éolienne est actuellement en cours de construction sur la commune de Millières.

La carte présentée ci-après, met en évidence les 6 zones potentielles de développement éolien sur le territoire et qui tiennent compte des contraintes :

- Militaires : secteur d'entraînement à très basse altitude (SETBA)
- Environnementales : zones humides, ZNEIFF, sites Natura 2000...
- D'habitat : rayon de 500 m autour des habitations.

Les zones de développement éolien, en blanc sur la carte, sont sur les communes suivantes :

- Haye (Baudreville) : extension du parc existant envisageable au Sud-Est ;
- Gorges – Gonfreville : extension avec 2 mâts supplémentaires envisageable ;
- Pirou : sur le même domaine que le projet de méthaniseur avec injection du biogaz.
- Geffosses ;
- Saint Germain sur Ay / Bretteville sur Ay ;
- Neufmesnil (à proximité de l'Abbaye de Blanchelande qui inscrite partiellement au titre des monuments historiques).



Source : IEL

Le bois-énergie

En Normandie, la filière bois-énergie est la principale source d'énergie renouvelable consommée (70%), soit 7 300 GWh en 2017. Cette énergie est utilisée pour le chauffage domestique (63,6%), pour les usages industriels (25,8%) et collectifs (9,6%), et pour les usages agricoles (1%). Sur le territoire de la COCM, la filière bois-énergie représente 46,5% de la production d'énergies renouvelables.

En 2015, sur le territoire, 2 146 installations individuelles de chauffage au bois ont été recensées. Ainsi, 14% du parc de logement est chauffé au bois. De plus, 4 installations collectives sont présentes en 2014 : 2 collèges (La Haye et Périers), le pôle santé de La Haye et la commune de Marchésieux.

Cette filière est encore amenée à se développer. Un projet de chaufferie bois est en cours de développement pour le collège de Lessay et une étude visant à créer une chaufferie bois et un réseau de chaleur desservant plusieurs équipements publics sur La Haye débute. De plus, le territoire est

concerné par le Plan Bois Energie Normand 2018-2020 qui soutient le développement de projets de chaufferies bois.

La méthanisation

Une partie des déchets de la COCM sont envoyés à l'unité de traitement des déchets du Point Fort Environnement, où 60 000 tonnes d'ordures ménagères et 12 000 tonnes de déchets verts étaient traités par méthanisation jusqu'à l'arrêt du méthaniseur en décembre 2019. Ainsi, la valorisation de biogaz permettait de produire de l'électricité et de la chaleur. 3 projets de méthanisation sont en cours de construction ou fonctionnent sur le territoire, sur les communes de Laulne, Pirou et Montsenelle.

D'après l'ADEME, en Normandie, les gisements mobilisables en 2030 pourraient produire entre 1,5 et 3 millions de MWh/an. En 2018, la région Normandie et l'Ademe ont lancé la réalisation d'un Plan de Développement de la Méthanisation en Normandie. Ce dernier permettra de mobiliser et d'accompagner les porteurs de projets sur la méthanisation.

Le solaire

En 2014, 26 installations solaires thermiques subventionnées par l'ADEME et la Région Basse-Normandie ont été recensées sur le territoire de la COCM, soit une surface d'environ 372 m².

En 2016, 154 installations de panneaux photovoltaïques, essentiellement sur des bâtiments tertiaires, ont été recensés sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche, soit une surface de 7 372 m². Ces panneaux ont engendré une production de 1,05 GWh en 2015.

Le solaire pourrait être largement développé sur le territoire du fait de la forte proportion de maisons individuelles et donc de toitures disponibles. C'est ainsi, dans le cadre de sa politique de transition énergétique, que la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche a réalisé un cadastre solaire. Il permet de faciliter et de soutenir le développement des énergies renouvelables sur le territoire. Cette étude a estimé une production potentielle maximale solaire à 314 GWh, soit 51% de la consommation énergétique du territoire en 2015. Toutefois, cette estimation ne prend pas en compte la faisabilité des projets (technique, juridique, économique ou sociale).

Il existe une plateforme interactive (en collaboration avec In Sun We Trust) qui cartographie le potentiel solaire du territoire. La simulation estime le potentiel de production d'énergie solaire d'un toit. Le rayonnement solaire est ensuite modélisé en fonction de l'exposition et de l'orientation des toitures tout en tenant compte des contraintes architecturales et paysagères.

Synthèse et enjeux des énergies renouvelables

Synthèse :

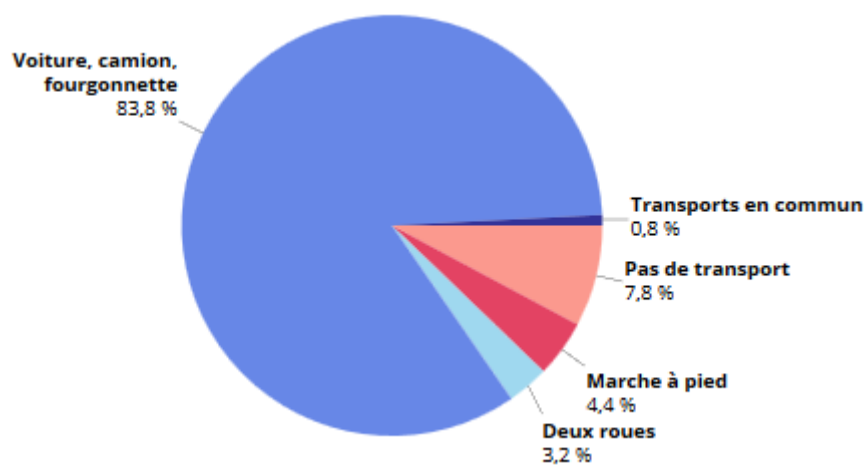
- Une part d'ENR relativement élevée par rapport à d'autre territoire (19% de la consommation)
- 3 parc éolien, totalisant 12 éoliennes sur le territoire
- 4 chaufferies bois sur le territoire
- 14% des logements chauffé au bois
- 429 pompes à chaleur recensées
- Le potentiel éolien théorique du territoire s'élève à environ 25 MW pour l'éolien moyen et de 10 à 40 MW pour le grand éolien.
- Le faible nombre d'installations photovoltaïques sur les toits laisse entrevoir un potentiel de développement de cette production, ou du solaire thermique.
- Géothermie, biomasse, méthanisation... il existe un potentiel de production, à estimer.

Enjeux :

- Les efforts sont à poursuivre pour atteindre l'objectif de 23% des consommations par des énergies renouvelables à horizon 2020 et 32% en 2030.
- La valorisation des potentiels locaux (Solaire thermique, photovoltaïque, éolien, ...) via notamment de nouveaux modes de financement (public-privé, citoyen, ...) et l'accompagnement des habitants/acteurs
- Le développement de la filière bois énergie et construction
- L'amélioration de la connaissance des ressources locales exploitables et de l'impact des EnR sur l'environnement
- La promotion et le développement des réseaux de chaleur renouvelables
- Les ENR comme levier de développement économique
- Allier le développement de la filière bois et le maintien/la restauration du maillage bocager et forestier (potentiel biomasse, gestion durable du bocage en lien avec les agriculteurs)
- La participation et le soutien aux initiatives citoyennes

4. LA MOBILITE DURABLE

En 2015, d'après le PCAET, les transports routiers représentent 24,4% des consommations énergétiques. La même année, 83,8% des déplacements domicile-travail se réalisent en voiture individuelle et 89,7% des ménages possèdent au moins une voiture.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2016 sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche (source : INSEE)

3. ZOOM SUR LES ZONES HUMIDES

Les zones humides représentent environ 10 750 ha (source inventaire zones humides DREAL Normandie) soit 22 % du territoire de la COCM.

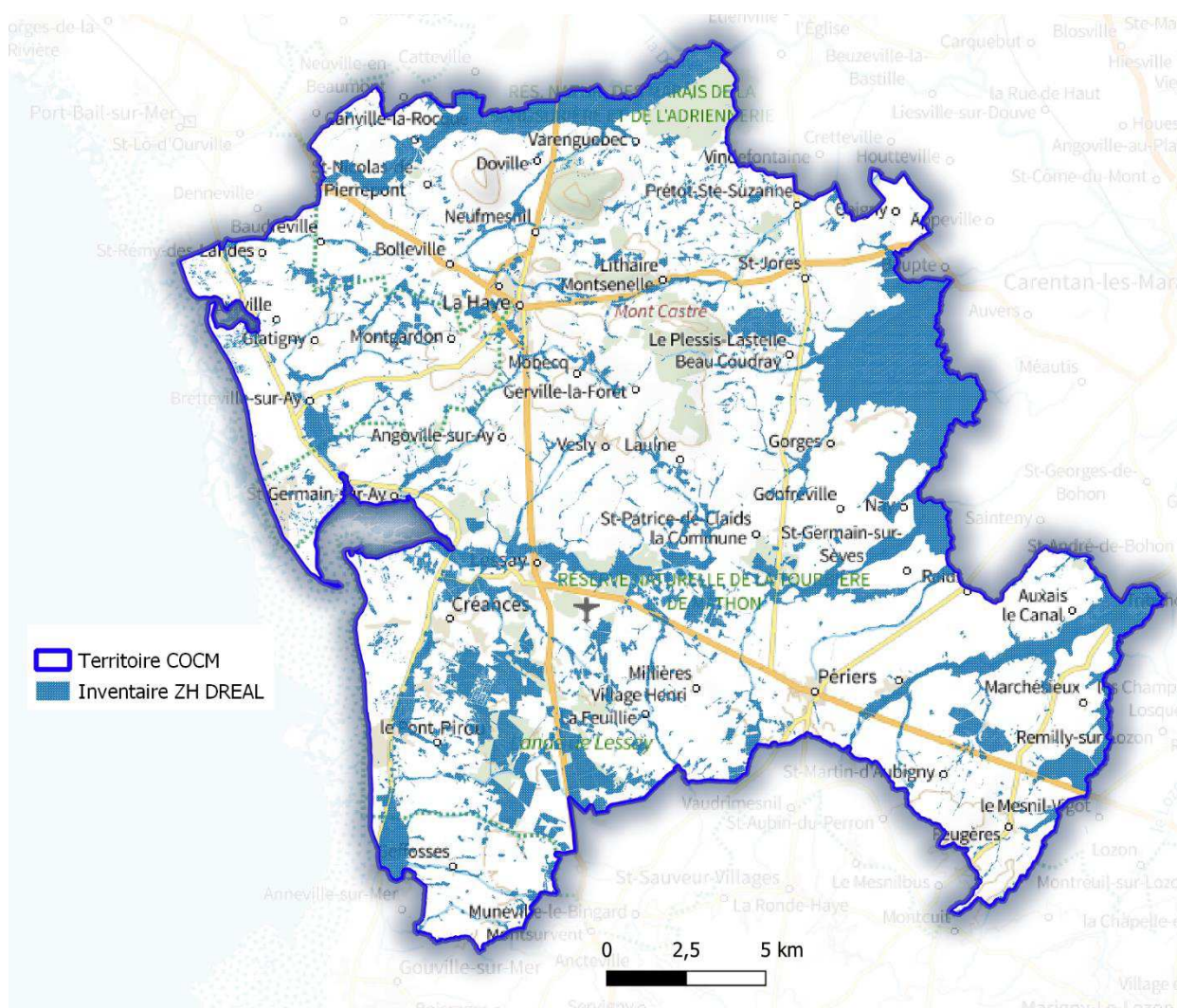


Figure 1 : Carte des zones humides issue de l'inventaire DREAL Normandie sur la COCM

Outre le fait qu'elles captent et émettent du CO₂ les zones humides exercent d'autres fonctions dont l'homme tire d'important bénéfices :

- La dénitrification, processus qui s'effectue naturellement dans ces espaces et qui contribue à l'atteinte du bon état chimique des eaux superficielles ;
- L'écrêtement des crues, par stockage d'eau dans les sols et dans les champs d'inondation des corridors humides ;
- La production hydrologique en période estivale qui permet le soutien d'étiage des cours d'eau ;
- La sauvegarde de la biodiversité liée à l'eau.

4. ZOOM SUR LA FORET, LE BOIS ET LE MAILLAGE BOCAGER

a) Bocage

L'analyse des données 2007 – 2015 de l'inventaire forestier national évalue le linéaire bocager normand à 137 700 km de haies arborées, haies arbustives et cordons boisés. Il est constitué à 43 % de haies cépées et 43% de hauts jets à une, deux ou trois strates (zone herbacée, arbustive ou arborée).

Ce linéaire est désormais mieux connu et semble se maintenir, même si les méthodes d'évaluation ont évolué dans le temps et sont difficiles à comparer. Les évolutions qualitatives du maillage bocager (connexions, densité, etc.) et des haies (perméabilité, continuité de l'effet brise-vent, etc.) restent plus délicates à préciser.

Le tableau ci-dessous, le linéaire bocager de la Manche est de 54 200 km pour une densité de 90 ml/ha :

Département	PHASE 2 Linéaire de haies arborées + haies arbustives + cordons boisés (km)	PHASE 2 Densité (mL/ha) recalculée après la phase 2
14	31 400	55,9
50	54 200	90,0
61	33 000	53,7
27	8 700	14,4
76	10 400	16,5
Région	137 700	45,7

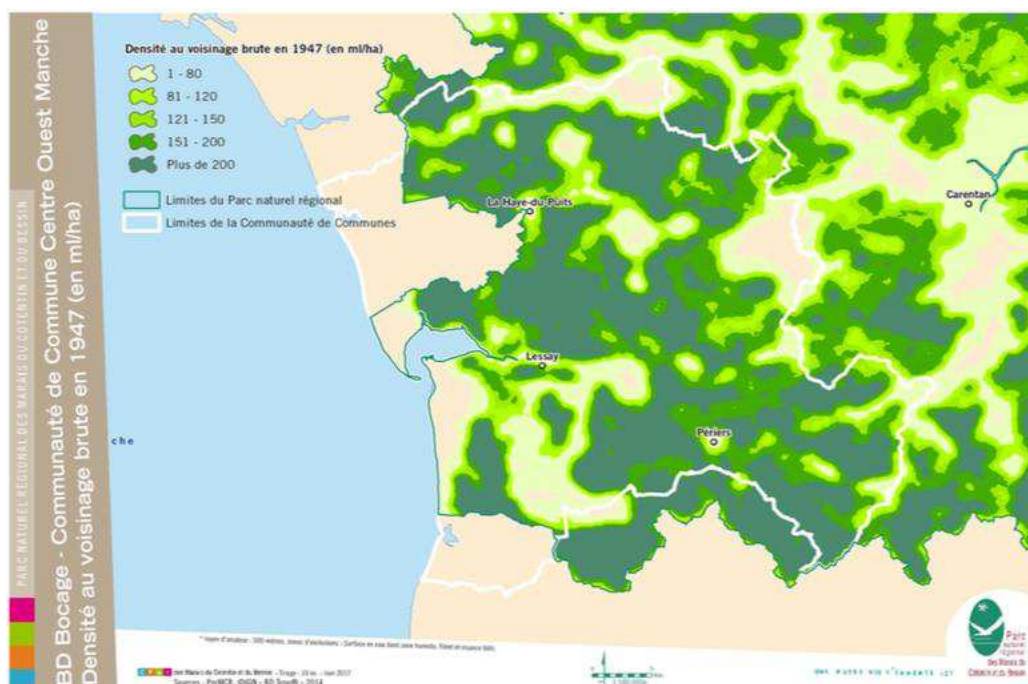
Source : IGN, Évaluation de la biomasse bocagère en Normandie – Janvier 2019 – Page 23

L'étude sur l'évolution du bocage réalisé en 2017 par le Parc Naturel des Marais du Cotentin et du Bessin sur l'évolution du bocage met en avant les chiffres suivant sur le territoire de la COCM :

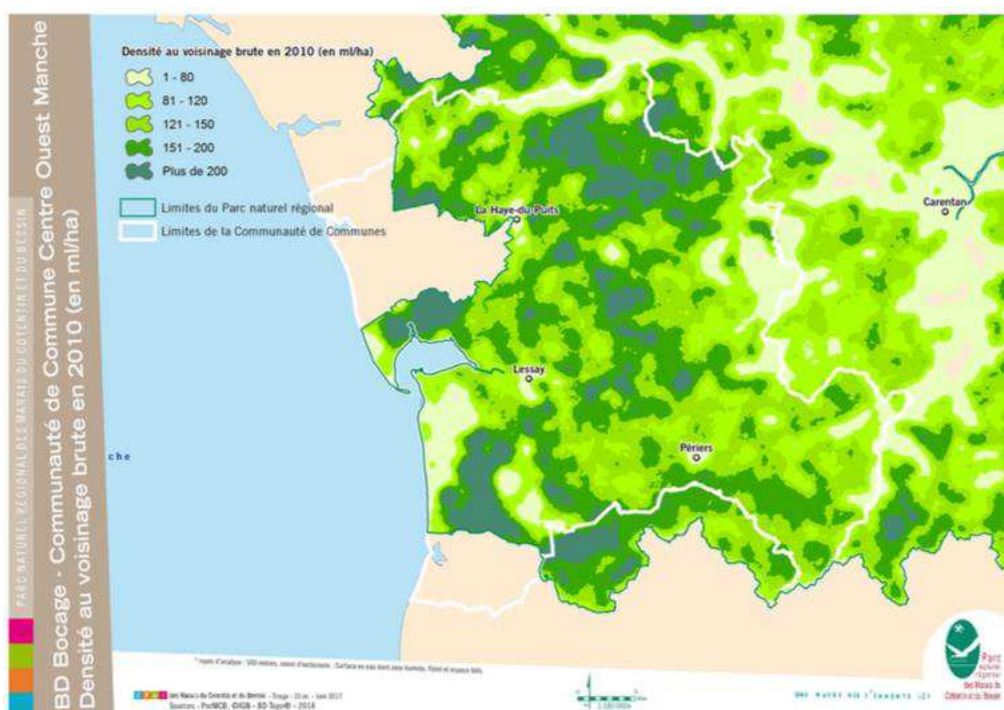
Année	Linéaire de haie sur la COCM en km	Densité en ml/ha
1947	8500	170
2000	6800	136
2010	6000	120
% évolution 1947-2010	-29%	

Source : « L'évolution du bocage entre 1947 et 2010 sur le territoire du Pnr MCB et de la COCM »

Les cartes ci-après présentent l'évolution de la densité de haies sur le territoire entre 1947 et 2010 :



Source : « L'évolution du bocage entre 1947 et 2010 sur le territoire du Pnr MCB et de la COCM »

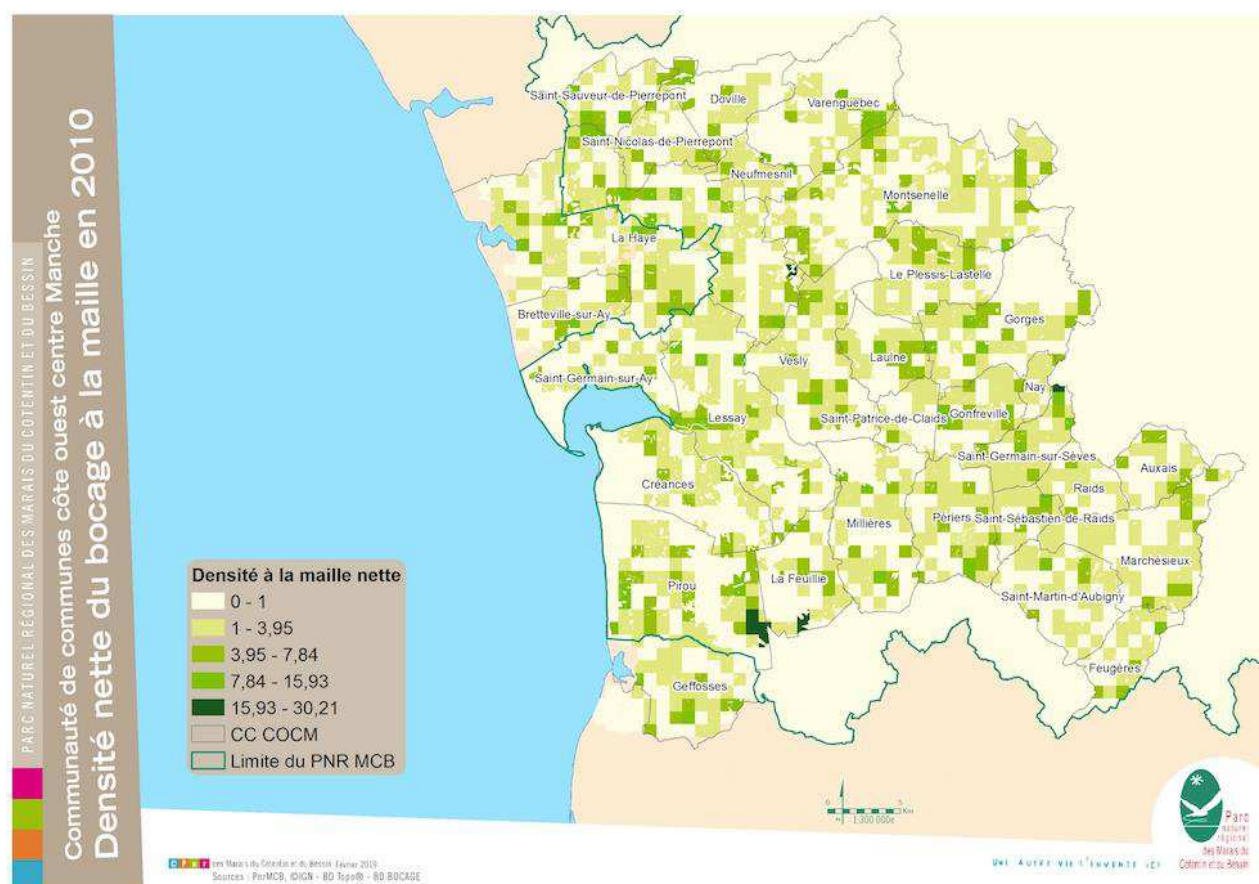


Source : « L'évolution du bocage entre 1947 et 2010 sur le territoire du Pnr MCB et de la COCM »

Répartition par type de haie en 2010 :

- Alignement 20 km
- Haie basse 400km
- Talus nu 500 km
- Haie vive 5 000 km

La carte ci-après présente la densité du maillage bocager sur le territoire de la COCM :



Source : « L'évolution du bocage entre 1947 et 2010 sur le territoire du Pnr MCB et de la COCM »

Le rôle du PNR des Marais du Cotentin et du Bessin dans le maintien du maillage bocager :

Fortement impliqué dans la réhabilitation du bocage depuis sa création en 1991, le Parc a recruté en septembre 2019 un technicien « Bocage » qui est partagé, pendant 3 ans, entre la COCM et la Communauté de Communes de la Baie du Cotentin (CCBDC).

La communauté de communes a missionné ce technicien bocage pour qu'il sauvegarde des haies bocagères. Pour ce faire, le technicien bocage :

- Sensibilise les agriculteurs, les élus et les habitants aux rôles hydrologique, écologique, paysagers et économiques des haies.
- Forme puis incite les agriculteurs à restaurer les haies anciennes dégradées ;
- Réalise, dans certaines exploitations agricoles, un diagnostic des haies puis mettre en place un Plan de Gestion du Bocage impliquant, sur 3 ans, la replantation de haies nouvelles ;
- Anime une commission « Bocage » à l'échelle de la COCM, dans l'objectif d'émettre notamment des propositions concernant la prise en compte des haies bocagères dans les documents d'urbanisme ;
- Participe à l'élaboration du volet « Bocage » de la stratégie Trame Verte et Bleue de la COCM ;
- Expérimente dans les plantations de nouvelles essences susceptibles de s'adapter au changement climatique et assurer le suivi d'un observatoire de cette expérimentation ;
- Mène des actions ponctuelles de plantation afin d'impliquer les écoles et collèges de la COCM ;
- Renseigne les bases de données proposées par le Parc.

Le Parc Naturel Régional du Cotentin et du Bessin a mis en place un Plan de Gestion du Bocage. C'est un outil simple et opérationnel qui permet d'évaluer le volume de bois (copeaux) disponible annuellement sur les haies de l'ensemble de chaque exploitation agricole. Il permet d'établir ensuite un programme de travaux en vue d'un entretien durable du bocage.

Marchésieux a entrepris cette démarche de récupération et de valorisation énergétique des bois issus de l'entretien des haies sur son territoire dès les années 80 et a mis en place une chaufferie collective bois.

D'autres projets de réseaux de chaleur bois-énergie sont en cours sur les communes de Saint-Germain-sur-Ay et de Lessay. Actuellement, les trois collèges du territoire de Côte Ouest Centre Manche et le Pôle Santé communautaire de La Haye sont également chauffés au bois déchiqueté local. Parallèlement, la filière bois-énergie est en cours de structuration avec la poursuite d'une réflexion visant à créer une SCIC autour d'acteurs privés de la filière et de collectivités.

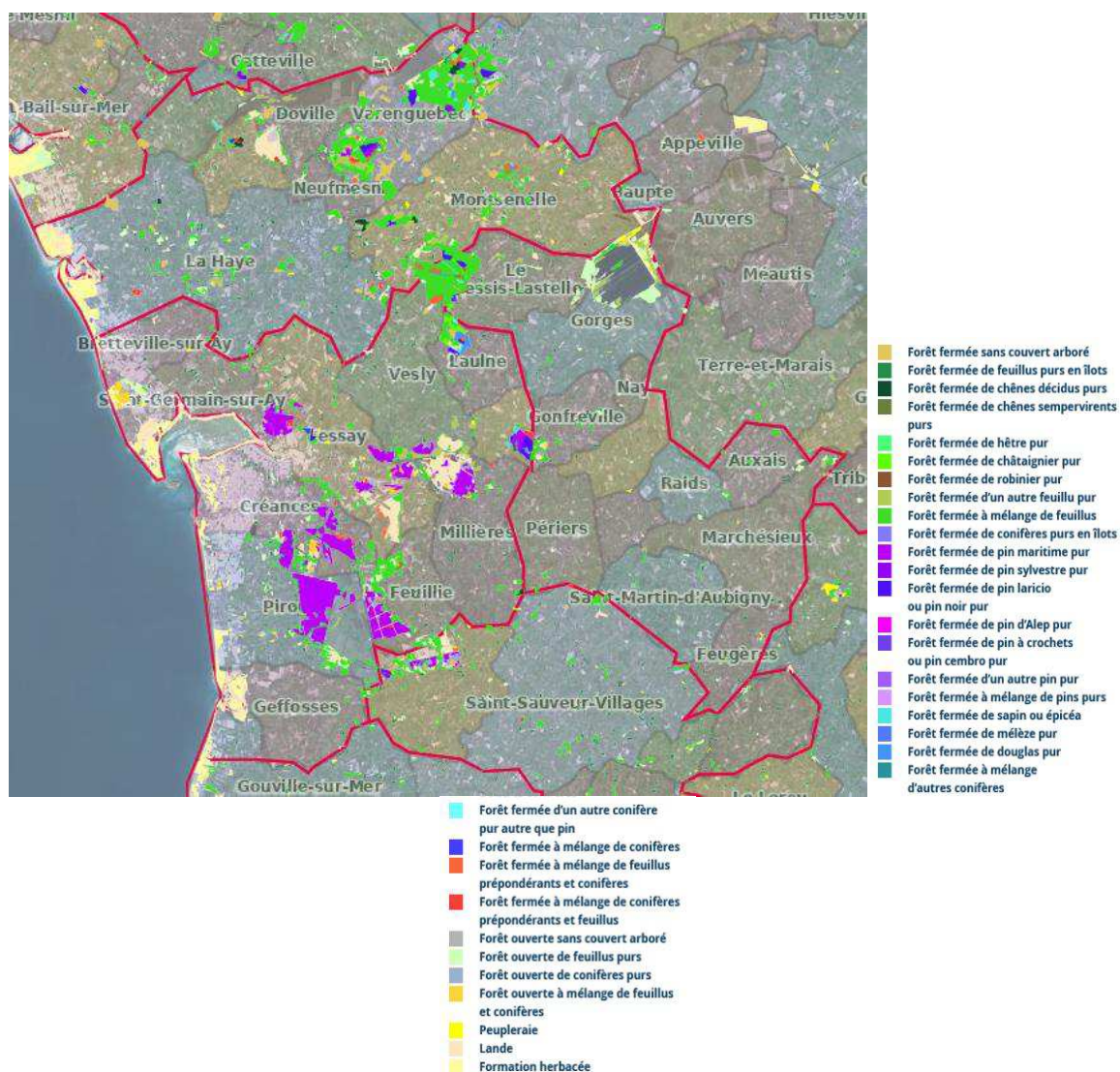
b) Forêt

Les forêts sur le territoire représenteraient environ 2 786 ha soit 0,6% de la superficie du territoire.

La surface totale d'espaces boisés au sens de la loi (forêts relevant du régime forestier) gérés par l'Office National des Forêts (ONF) est de 972 ha.

Les principales surfaces boisées du territoire se trouvent sur les communes de Pirou, Créances, Lessay, Vesly, et La Feuillie, ainsi que sur les communes de Varenguebec, Neufmesnil et Montsenelle et dans une moindre mesure Saint-Germain sur Ay et Saint-Patrice de Claiids.

4% sont des forêts domaniales. Le reste des surfaces boisées est constitué de petit bois de tailles relativement réduites.



Source : www.geoportail.gouv.fr – IGN BD Forêt® V2

La Basse-Normandie se caractérise par une faible surface forestière et un bocage encore bien présent. Ces deux formations arborées sont les principaux gisements de la filière forêt bois. La forêt en Basse-Normandie est essentiellement composée de feuillus avec une forte dominance de chênes. La Manche est le département le moins boisé de la Basse-Normandie (6%) mais où le bocage est le plus important (46% de la longueur de haies). La filière bois en Basse-Normandie est relativement bien développée au regard de l'importance de la forêt. Elle concentre 2,8% des emplois de la région. La filière est en mutation : la première transformation du bois et la fabrication de meubles reculent tandis que le bois construction et le bois énergie sont en plein développement.

Il est recensé plusieurs forêts publiques exploitées par l'ONF sur le territoire qui sont majoritairement communales.

- Forêt communale de Lessay,
- Forêt communale de Pirou,
- Forêt communale de Créances
- Forêt communale de Saint-Patrice-de-Claids
- Forêt communale de Millières

- Forêt communale de la Feuillie
- Forêt domaniale de Vesly-Pissot
- Forêt communale de Saint-Germain-sur-Ay
- Bois du captage de Hottot

Commune	Type Forêt	Surface (ha)
Créances	Communale	136
La Feuillie	Communale	161
Créances	Boisement de captage	6
Lessay	Communale	138
Millières	Communale	74
Pirou	Communale	315
St Germain sur ay	Communale	27
St Patrice de Clais	Communale	73
Vesly	Domaniale	42
Surface totale		972

Source : Office National des Forêts du département de la Manche

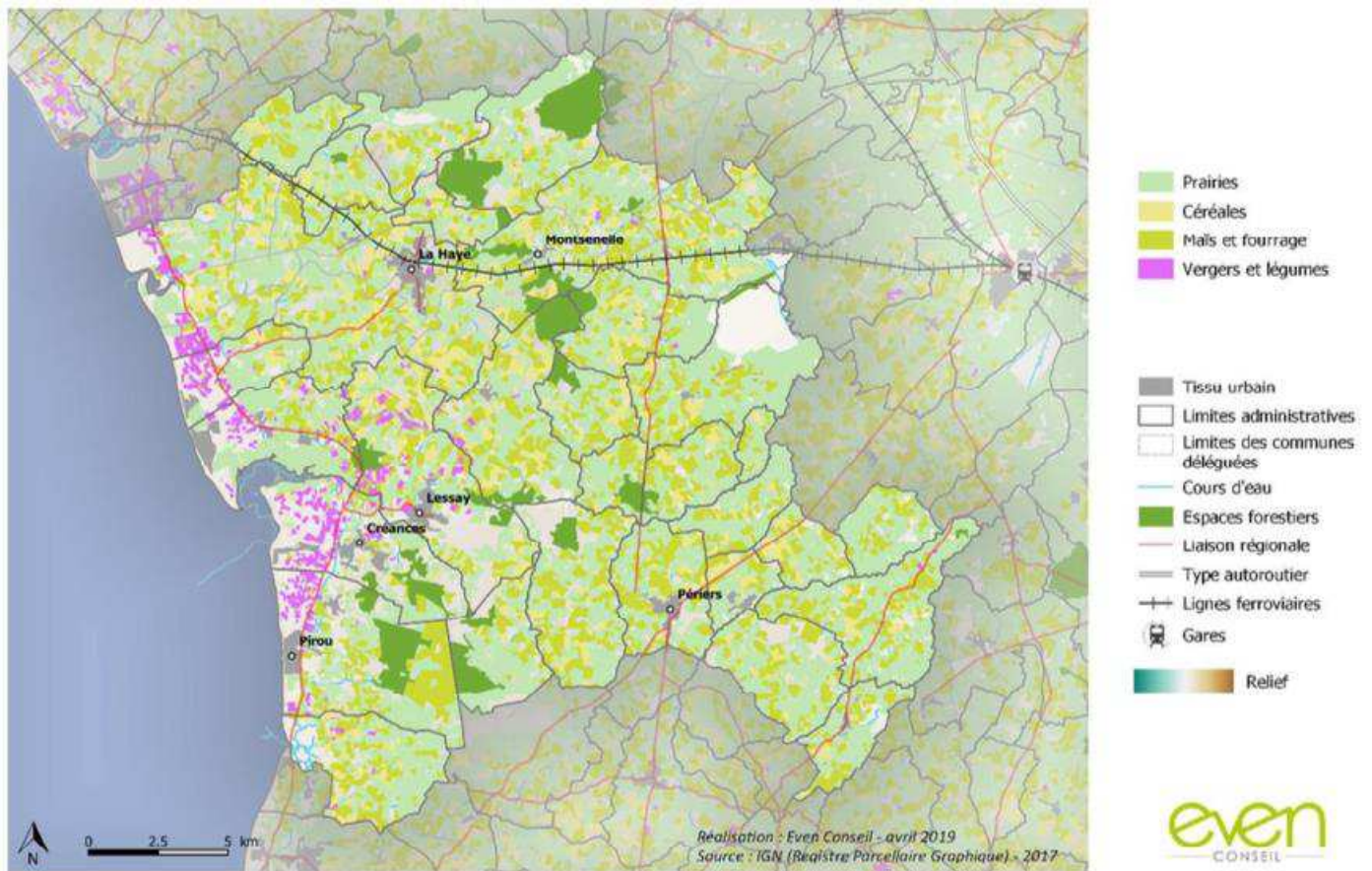
5. ZOOM SUR L'AGRICULTURE

D'après l'état des lieux (diagnostic simple) de l'économie sur le territoire de la COCM réalisé en avril 2019 par la CCI Ouest Normandie et la Chambre de Métiers et d'Artisanat de la Manche, les terres agricoles représentent 54% du territoire de COCM.

Le territoire compte 709 exploitations agricoles en 2010 (-31% en 10 ans). La taille moyenne des exploitations est de 77 hectares (71 ha pour le Département).

C'est donc un territoire majoritairement agricole caractérisé principalement par des activités d'élevage 74% sur les parties centrales et Est et par des activités de maraîchage 10 % des exploitations sur la partie littorale

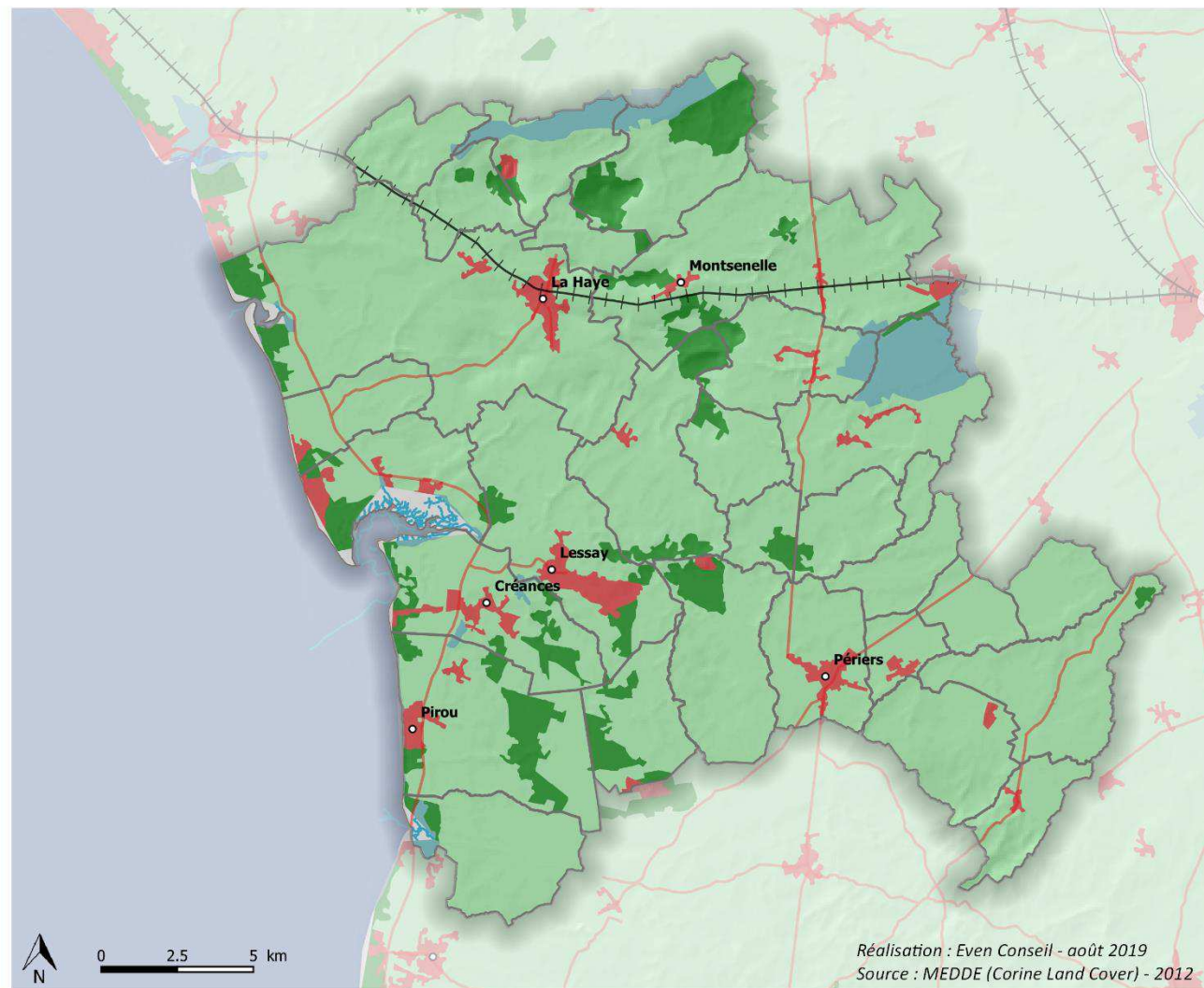
En 2012, les prairies représentent 30% du territoire environ. Les espaces cultivés en céréales sont également importants et représentent plus de 50% de la surface du territoire (cf. carte ci-après).



La base de données Corine Land Cover est un inventaire biophysique de l'occupation des terres (carte ci-dessous).

L'occupation des sols

Côte Ouest Centre Manche



- Espaces artificialisés
- Espaces agricoles
- Espaces boisés
- Espaces découverts
- Zones humides
- Surfaces en eau

- Limites administratives
- Cours d'eau
- Liaison régionale
- Type autoroutier
- Lignes ferroviaires
- Gares

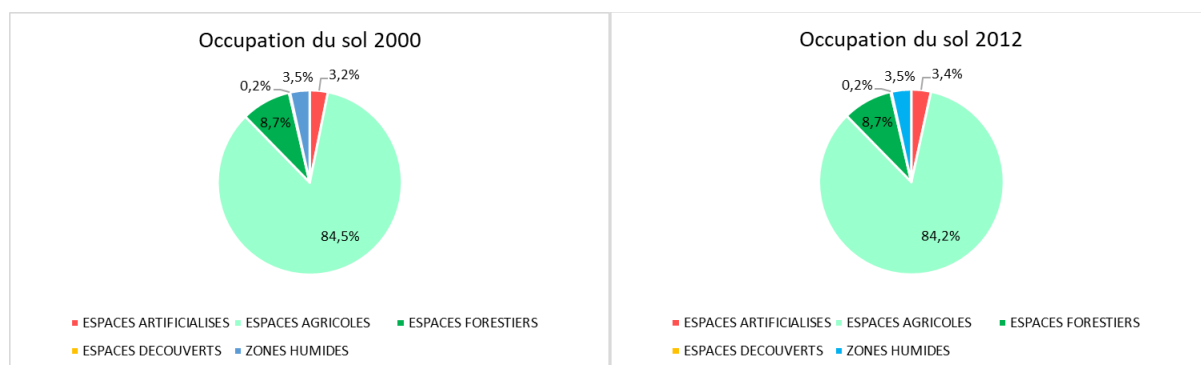
Relief

even
CONSEIL

Réalisation : Even Conseil - août 2019
Source : MEDDE (Corine Land Cover) - 2012

En 2012, le territoire est peu artificialisé, seulement 3,4% l'est. L'artificialisation a augmenté de 0,2% depuis les années 2000. Les espaces urbanisés sont les villes de Périers, la Haye, Lessay, Créances et Pirou.

Les espaces forestiers représentent 8,7% du territoire, valeur qui d'ailleurs n'a pas évolué depuis les années 2000. Au niveau département, la part des boisements est de 6%. De plus, le bocage peut donner une impression de boisement car il maille le territoire selon une trame relativement serrée.



Source : Corine Land Cover – EVEN Conseil

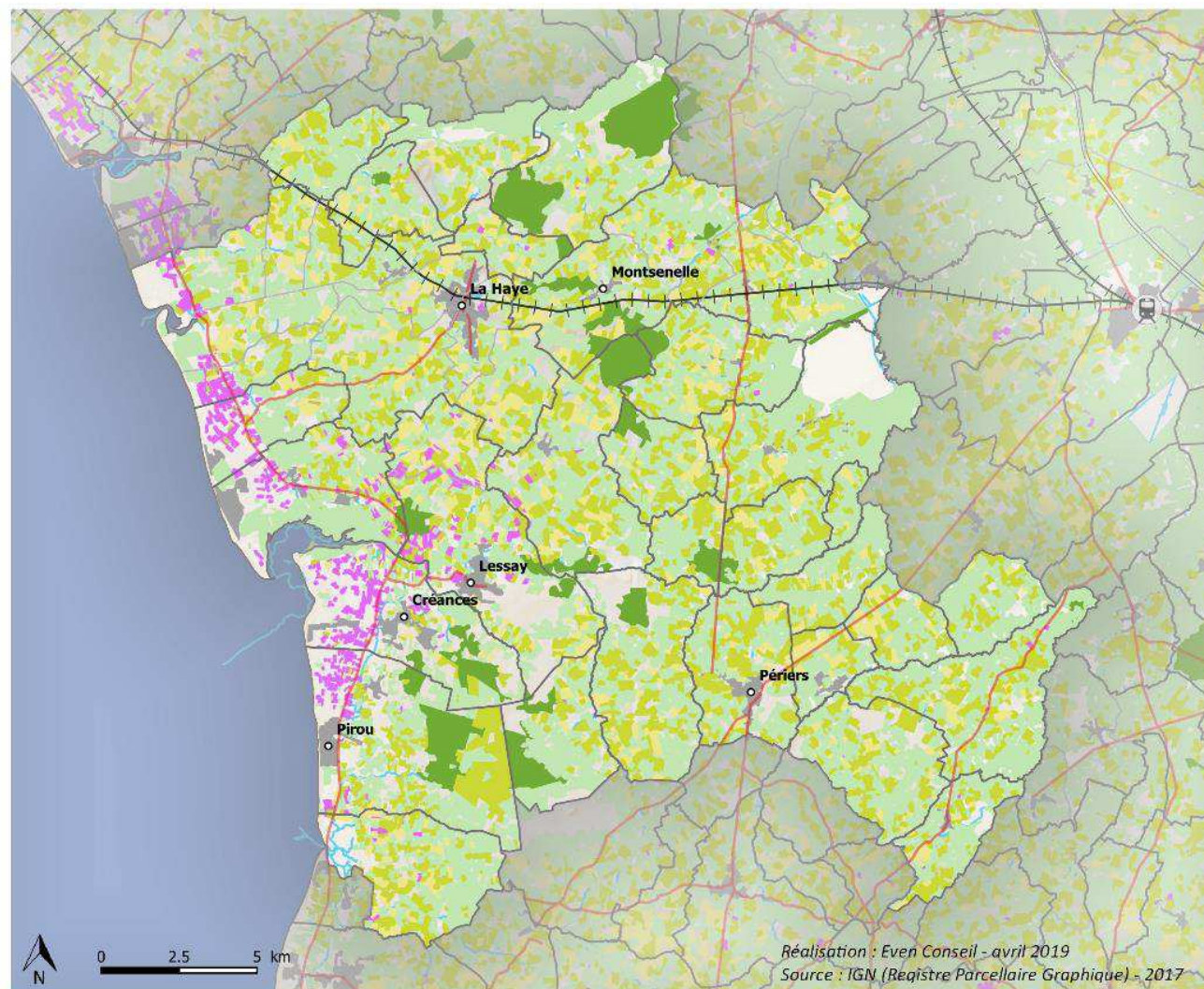
			2000	2012	Evolution 2000-2012
			ha	ha	%
11	Espaces artificialisés	Zones urbanisées	1100	1162	+5,6
12		Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication	136	185	+35,6
13		Mines, décharges et chantiers	72	81	+12,0
14		Espaces verts artificialisés, non agricoles	178	174	-2,2
21	Espaces agricoles	Terres arables	8764	8932	+1,9
22		Cultures permanentes	0	0	
23		Prairies	13681	13732	+0,4
24		Zones agricoles hétérogènes	17213	16879	-1,9
31	Espaces forestiers	Forêts	2775	2775	
32		Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	1311	1311	
33	Espaces découverts	Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	86	84	-2,5
41	Zones humides	Zones humides intérieures	1556	1556	
42		Zones humides côtières	64	66	+3,4
51	Surfaces en eau	Eaux continentales	0	0	
52		Eaux maritimes	0	0	

Occupation du sol (Source : Corine Land Cover – EVEN Conseil)

La répartition des espaces agricoles (carte ci-dessous) est homogène sur la grande partie du territoire dans les terres à l'est. Ils sont majoritairement constitués de prairies, maïs et céréales. Les espaces de maraichage et les vergers longent le cordon dunaire à l'ouest.

Les milieux agro-naturels

Côte Ouest Centre Manche



even
CONSEIL

La Manche est un département très agricole, il est le premier département français pour le cheptel de vaches laitières et le deuxième pour le nombre d'exploitations agricoles.

En 2012, les prairies représentent 30% du territoire environ. Les espaces cultivés en céréales sont également très importants et représentent plus de 50% de la surface du territoire (carte ci-dessous)

L'agriculture littorale de la Côte des Havres (qui s'étend du cap de Carteret au nord jusqu'au cap de Granville au sud) est principalement tournée vers le maraîchage et l'élevage. La Côte des Havres représente le deuxième secteur maraîcher manchois. La frange côtière des havres est un lieu d'installation ancien de cultures maraîchères, qui se sont développées au cours des siècles. La côte du territoire en fait partie.

Les cultures légumières de la Manche sont réputées : elle est le premier producteur français de poireaux, de navets et de choux (hors choux-fleurs). Les poireaux et carottes produits dans le bassin de Créances bénéficient de l'appellation Label Rouge.

Les espaces de maraîchage et de vergers sont situés tout le long de la frange littorale du territoire et concentrés au niveau de Créances, Pirou, Lessay, Saint-Germain-sur-Ay... en remontant jusqu'au Nord à La Haye. Cette activité génère parfois un recours aux produits chimiques ainsi qu'une forte consommation d'eau (dû à la porosité forte des sols sableux). C'est pourquoi l'ensemble du littoral de la Côte des Havres est classée en zone vulnérable nitrates et bénéficie d'une surveillance en matière de produits phytosanitaires.

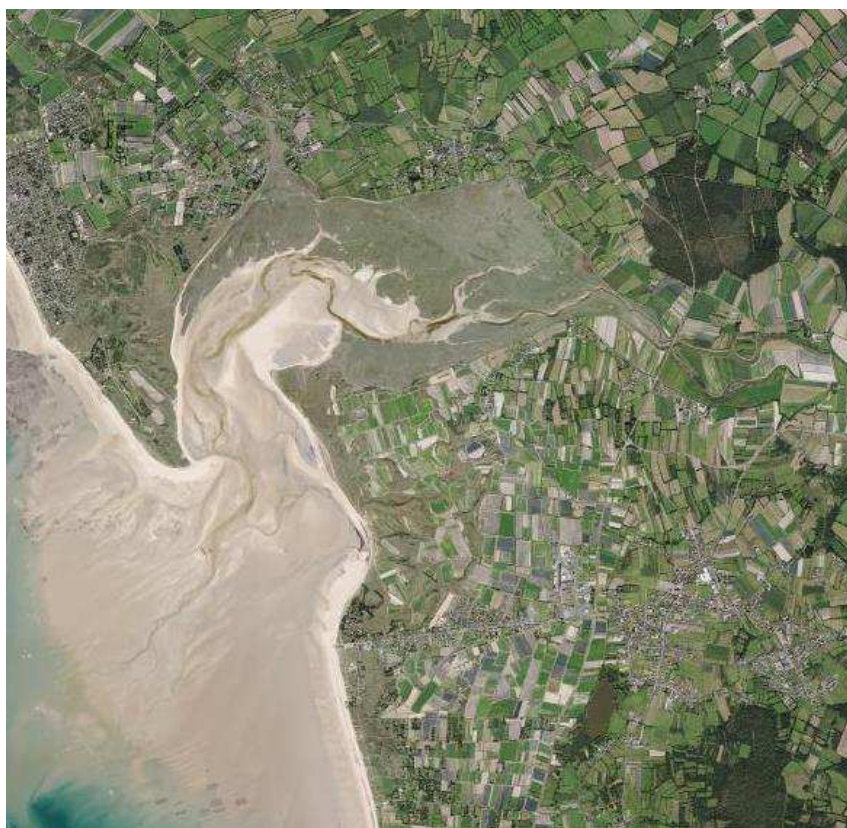


Photo aérienne de Créances et du havre avec une dominance de parcelles maraîchères visible (source : Géoportail)

Comme autour de la Baie du Mont-Saint-Michel, l'activité d'élevage ovins de prés-salés est traditionnelle et implantée sur le territoire depuis des décennies. Sur la Côte des Havres, la végétation particulière des marais salés ainsi que les grands espaces d'herbus parcourus par les ovins (plus restreints dans les havres du Cotentin) fait toute la particularité et le lien au terroir exceptionnel de ce type de produit.

Enjeux

- Le développement et la bonne gestion des forêts, boisements et linéaires bocagers
- La limitation de l'artificialisation des sols et la préservation des milieux naturels
- La valorisation des prairies permanentes et l'encouragement aux pratiques culturales permettant d'augmenter la séquestration
- Associer la protection et de développement des espaces naturels à un rôle complémentaire de séquestration carbone (zones humides, espaces forestiers et bocagers)
- La prise en compte des enjeux environnementaux dans l'aménagement (eau, biodiversité, ...) y compris dans les documents de planification urbaine
- La lutte contre l'étalement urbain (réduction de la consommation foncière) et le mitage
- Limiter les consommations d'espace : en lien avec préservation des terres à forte valeur agronomique, et des espaces naturels source de biodiversité
- Le changement de pratiques et l'innovation du secteur agricole
- L'incitation à l'utilisation de matériaux de qualité / bio-sourcés dans la construction ou la réhabilitation

6. LA GESTION DES DECHETS

La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche regroupe les trois anciens territoires des Communautés de Communes de La Haye du Puits, du canton de Lessay et Sèves-Taute, répartis de la manière suivante :

- Le territoire de la Haye qui est l'ancienne Communauté de Communes de La Haye du Puits ;
- Le territoire de Lessay qui est le territoire de l'ancienne Communauté de Communes du Canton de Lessay ;
- Le territoire de Périers qui est le territoire de l'ancienne Communauté de Communes Sèves-Taute

Cet historique engendre des modalités d'exercice des compétences liées aux déchets différentes. Ainsi, la Communauté de Communes exerce la compétence « collecte et traitement des déchets » sur les territoires de la Haye et de Lessay.

Les compétences « traitement des ordures ménagères, transport et traitement des déchets ménagers recyclables » et « transport et traitement des déchets collectés en déchetterie » de l'ancienne communauté de communes de Sèves-Taute ont été transférées en 2008 au Syndicat Mixte du Point Fort. La Communauté de Communes exerce uniquement la compétence « collecte et transport des ordures ménagères » sur le territoire de Périers.

Outre la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables, trois déchetteries sont présentes sur le territoire :

- Déchetterie de La Haye
- Déchetterie de Créances
- Déchetterie de Périers

Les déchetteries de la Haye et Créances sont gérés par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche tandis que celle de Périers est gérée par le Point Fort Environnement.

Une fois collectés, les déchets sont dirigés vers les filières de traitement appropriées : filières de valorisation matière ou énergétique, traitement spécifique des déchets dangereux, et pour les déchets ultimes, filières d'enfouissement après méthanisation le cas échéant.

La production de déchets sur le territoire communautaire se décline de la manière suivante :

	2017	2018	2019	2020	Evolution 2019-2020	Performance de collecte 2020
Ordures ménagères	5 186 T	5 243 T	5 300 T	3 650 T	-31%	166 kg/hab
Collecte sélective	1 061 T	1 112 T	1 108 T	1 412 T	27%	64 kg/hab
Verre	1 281 T	1 410 T	1 233 T	1 339 T	9%	61 kg/hab
Déchetterie	9 235 T	9 084 T	9 471 T	8 460 T	-11%	385 kg/hab
TOTAL	16 763 T	16 849 T	17 112 T	14 861 T	-13%	676 kg/hab

Le territoire de Périers :

Le Syndicat Mixte du Point Fort assure le traitement des déchets ménagers pour 6 communautés de communes du centre Manche, de manière complète ou partielle. Il a pour compétences :

- Le traitement, l'élimination et le transport des ordures ménagères et des déchets
- La gestion du réseau des déchèteries et des points d'apport volontaire
- La réalisation et la participation à toutes les études concernant déchets et ordures ménagères.

Le traitement des ordures ménagères est assuré, depuis 2010, via une unité de méthanisation, permettant de produire du compost, du méthane, valorisé en électricité, et de limiter d'environ 40 % le tonnage d'ordures ménagères enfouies dans le centre de stockage géré par le syndicat. Toutefois, depuis décembre 2019, le méthaniseur est hors d'usage, contraignant le Point Fort à enfouir l'ensemble des ordures ménagères produites.

Sur ce territoire, la collecte des déchets recyclables est réalisée en apport volontaire en bi-flux. Les papiers sont envoyés directement aux repreneurs pour valorisation tandis que les emballages sont triés au sein du centre de tri du syndicat.

Les territoires de La Haye et de Lessay :

Souhaitant aboutir à une harmonisation des modalités de collecte des déchets, la Communauté de Communes a modifié, en janvier 2020, l'organisation de la collecte en proposant un service adapté au plus près des habitations pour les ordures ménagères et les déchets recyclables. Ces derniers sont collectés en monoflux et en extension des consignes de tri des emballages en plastique afin de diminuer la production d'ordures ménagères et augmenter la valorisation des déchets.

Les ordures ménagères collectées sont traitées dans l'unité de méthanisation du Syndicat Mixte du Point Fort située à Cavigny. Depuis l'incendie du centre de tri de Donville les Bains de la SPHERE, les déchets recyclables sont triés au centre de tri de Kerval près de Saint-Brieuc avant d'être accueillis à compter du 1^{er} juin 2021 au sein du nouveau centre de tri de la SPHERE construit à Villedieu.

Compte tenu des enjeux économiques et environnementaux, différentes actions sont mises en place pour réduire la production de déchets notamment en informant plus et mieux la population. Dans ce cadre, une démarche d'économie circulaire a été lancée conjointement sur les territoires de Côte Ouest Centre Manche et Coutances Mer et Bocage afin de définir, avant la fin de l'année 2021 une stratégie ambitieuse et concrète en la matière.

7. ZOOM SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE

En mars 2019, la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche a initié une démarche en faveur de l'économie circulaire conjointement avec la communauté de communes Coutances Mer (CMB) et bocage. Pour ce faire une stagiaire a été recrutée pendant 5 mois et sa mission a d'abord consisté à réaliser un état des lieux sur les perspectives de l'économie circulaire en termes de gisements et d'acteurs.

Les résultats de cet état de lieux datent de fin 2019 et certaines données ont évolué depuis. Des informations supplémentaires sont apportées dans le paragraphe consacré à la feuille de route économie circulaire (p152).

Les schémas ci-dessous ont été réalisés en regroupant l'ensemble des flux routiers du département en prenant en compte les chargements et les déchargements à destination ou originaire des régions françaises mais aussi à l'international. Les éléments chiffrés peuvent être sous-estimés en raison de la non-prise en compte des flux issus des transports maritimes, aériens et ferroviaires.

Il est préférable de rappeler l'objectif de cette étude qui n'était pas de dresser une analyse exhaustive des flux à l'échelle de la COCM et CMB, mais plutôt d'avoir un aperçu général des flux de ressources, afin de déterminer les filières et enjeux prioritaires dans le cadre d'une politique en faveur de l'économie circulaire.

Initialement, le périmètre d'étude se restreignait au territoire regroupant les communautés de communes Côte Ouest Centre Manche et Coutances Mer et Bocage. Cependant, les données étant devenues confidentielles à l'échelle des intercommunalités depuis 2018, l'étude des flux a été réalisée à l'échelle départementale pour les données issues de la base SITRAM. Le choix méthodologique a été fait de rééquilibrer les flux départementaux au territoire d'étude par proportion entre la population départementale (498 362 habitants en 2016 selon INSEE) et la population de notre territoire (70 236 habitants en 2016 selon INSEE).

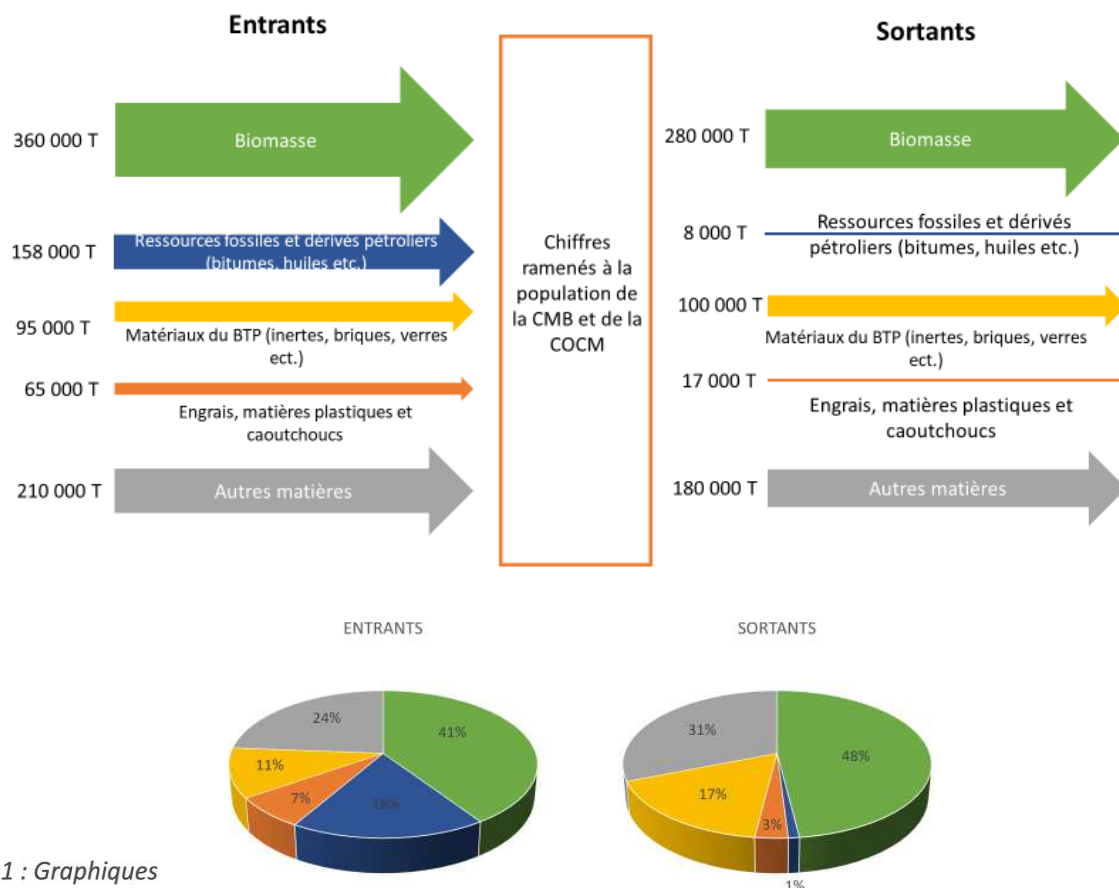


Figure 1 : Graphiques présentant les principaux flux entrants et sortants à l'échelle des deux territoires Côte Ouest Centre Manche et Coutances mer et bocage (Données SITRAM 2017)

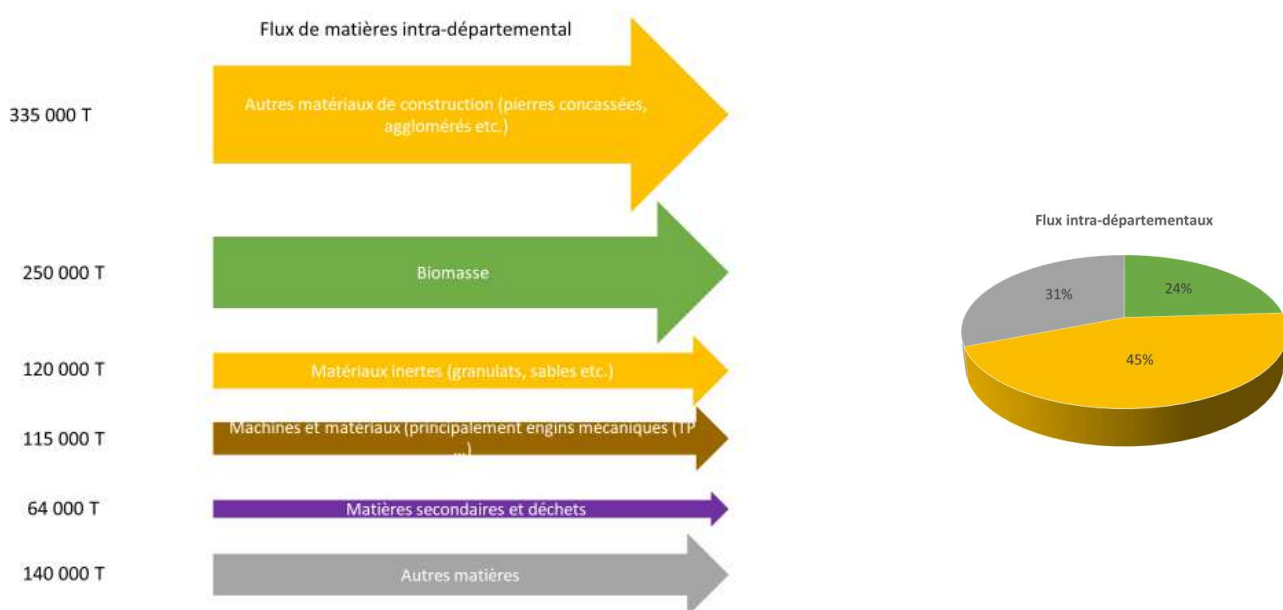


Figure 2 : Graphiques présentant les principaux intra-départementaux à l'échelle des deux territoires Côte Ouest Centre Manche et Coutances mer et bocage (Données SITRAM 2017)

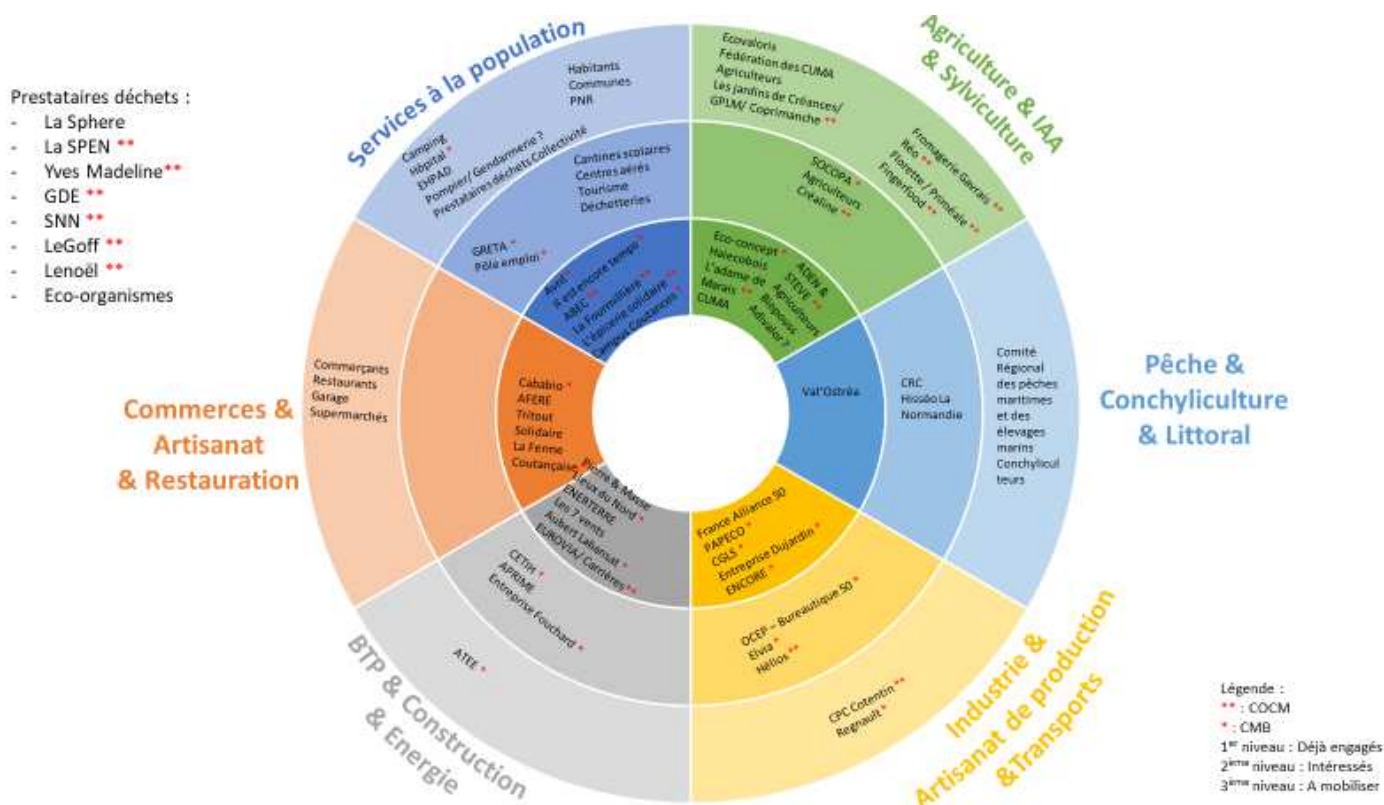


Figure 3 : Les acteurs présents sur le territoire selon leur engagement en faveur de l'économie circulaire et l'intérêt de leur mobilisation

Filières à enjeux identifiées :

Ces filières à enjeux ont été déterminées à partir de l'étude de flux de matières, l'étude économique, l'identité du territoire et la capacité de mobilisation de ces acteurs.

<u>Dans un premier temps :</u>	<u>Dans un second temps :</u>	<u>Ultérieurement :</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Industrie - Agro-alimentaire - Construction - Conchyliculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Artisanat - Commerce - Tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Population

La communauté de communes en tant que structure du territoire est également une cible importante pour cette démarche de par son fonctionnement mais aussi ses compétences ainsi que son rôle au sein du bloc communal.

Les besoins identifiés :

- A l'échelle du territoire : Formation, sensibilisation (public et professionnels), démystification des pratiques (plus de transparence), accompagnement, mise en réseau des acteurs du territoire (maillage sectoriel & inter-sectoriel & ESS)
- A l'échelle des services de la collectivité : transversalité, sensibilisation des agents et des élus, recensement et mise en valeur des bonnes pratiques, (embauche d'une chargée de mission « Economie circulaire / Ecologie Industrielle et Territorialisée », en septembre 2019)

Opportunités identifiées :

- Développement de la chaîne de valeur sur le territoire (relocalisation des activités et flux)
- Outils de changement de comportement et de pratiques (ménages et professionnels)
- Echange et interconnaissance entre acteurs (ancrage du tissu économique)
- Valorisation et préservation des ressources locales (réduction de la dépendance du territoire)
- Rayonnement du territoire et attractivité
- Développement du territoire
- Développement économique pour les entreprises

Positionnement possible de la collectivité :

Impulser, fédérer, animer, orienter, opérer et faciliter et financer. Elle a également un rôle à jouer au sein du bloc communal par l'impulsion et l'accompagnement des collectivités infra.

Sur la base de ces éléments et de leur contenu détaillé, il a été choisi par la communauté de communes de développer la démarche autour de l'économie circulaire en recrutant une chargée de mission mutualisée entre les deux collectivités (Côte Ouest Centre Manche et Coutances Mer et Bocage) dans le but de construire une stratégie économie circulaire d'ici fin 2021. En amont, les deux collectivités ont souhaité préparer cette construction par une feuille de route alliant diagnostic et mise en œuvre de premières actions concrètes. L'objectif était s'appuyer sur des preuves par l'exemple pour mobiliser davantage les acteurs sur la phase de stratégie. (Ce point est développé dans le paragraphe dédié à La feuille de route sur l'économie circulaire (p152).

8. SYNTHESE

ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES	CHIFFRES-CLES
<ul style="list-style-type: none">• Des stations d'épuration conformes en équipement et en performance• Fort potentiel d'action dans la réduction des consommations énergétiques du bâtiment par la rénovation énergétique• Des espaces diversifiés et nombreux en faveur du stockage carbone• Fort potentiel du territoire en énergies renouvelables : bois-énergie par le bocage, les éoliennes par le vent et la façade maritime du territoire et le solaire• Des captages d'eau potable protégés• Une bonne qualité des eaux de baignade• Nombreux espaces forestiers et bocagers exploités ou exploitables• Carrières exploitées sur le territoire : richesse en matériaux locaux• Diminution générale de la quantité de déchets ménagers et assimilés• Une ressource minérale importante	<ul style="list-style-type: none">• Secteurs du bâtiment et des transports routiers, forts consommateurs en énergie• Des eaux littoral et des aquifères vulnérables aux pollutions agricoles et notamment aux nitrates et aux contaminations bactériologiques• Des masses d'eau souterraine en mauvais état chimique• Diminution des surfaces de haies bocagères et prairies• Sols appauvris (due aux pratiques agricoles)• Dégradations environnementales (surtout liées aux ressources sols et eaux) pouvant porter atteinte à la pérennité de certaines activités <p>Faiblesses liées à l'économie circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Manque de connaissances approfondies des attentes et besoins des entreprises	<p>14 captages d'eau potable</p> <p>14 stations d'épuration</p> <p>4 carrières en activité</p> <p>Les ENR représentent 18% de la consommation finale d'énergie</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Des potentiels locaux de valorisation des déchets à développer • Enrichissement des sols grâce à la mise en place de filières de valorisation organique • Des alternatives à l'autosolisme existantes • Ressources primaires diversifiées et en grande quantité avec un potentiel de valeur ajoutée (ex: transformation) 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de connaissances fines du tissu économique (dont thématique Economie Circulaire) et de leurs gisements • Manque d'interconnaissances entre acteurs du territoire • Manque de sensibilisation et de connaissance sur l'EC • Manque visibilité de la collectivité et de relations avec les acteurs du territoire • Freins psychologiques : difficulté de passer d'un mode de concurrence à coopération, manque d'esprit de solidarité collective, freins au changement • Baisse du nombre des exploitations agricoles et d'hectares affectés au maraichage • Filière de la mer peu ou pas structurée avec un manque de labels sur les produits 	
RISQUES		
<ul style="list-style-type: none"> • Dégradation de la qualité des eaux superficielles littorales et souterraines • Augmentation des conflits d'usage de la ressource en eau dans un contexte où la ressource risque de se faire rare • Consommation d'espaces naturels par l'exploitation et l'agrandissement des carrières en activité (espaces forestiers et bocage à Denville) • Une augmentation de l'apport de déchets en déchetteries • Amélioration de la performance énergétique du parc de logements • Poursuite du développement des énergies renouvelables et hausse de leur proportion dans le mix énergétique <p><u>Risques liés à l'économie circulaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépendance vis-à-vis du prix fluctuant des déchets et engrais pour l'EPCI, les exploitants ou professionnels en lien avec ces ressources • Manque de moyens (RH et €) de la part des PME/ artisans/ commerçants pour la mise en place d'une démarche d'économie circulaire) • Pas suffisamment de grosses entités ou entreprises moteurs pour les projets/ ou de flux sur le territoire • Grosses entreprises faisant partie des grands groupes : difficilement mobilisables, (démarche intégrée dans les groupes, flexibilité limitée à l'échelle locale) • Perte d'adhésion, confiance, engagement des acteurs si non pérennisation de la démarche EC • Manque d'opérationnalité de la démarche EC • Enjeu de confidentialité et de concurrence 		

<ul style="list-style-type: none"> • Substitution potentielle de nouveaux emplois développés via l'économie circulaire avec les entreprises déjà demandeuses • Interdépendance des entreprises (problématique de pérennisation de l'activité si départ d'une d'entre elles) • Fuites des jeunes cerveaux et entrepreneurs 	
ENJEUX	
<ul style="list-style-type: none"> • Préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine • Maintien d'une bonne gestion des eaux usées traitées par assainissement collectif • Développer la réhabilitation des installations d'assainissement individuel • Limitation de la consommation globale d'énergie • Lutte contre la précarité énergétique en diminuant la dépendance aux énergies fossiles et notamment au nucléaire • Développement de la filière bois-énergie par la forte présence de haies sur le territoire • Gestion durable des carrières et prise en compte de la consommation d'espace • Réduction de la quantité de déchets et poursuite de la valorisation des déchets sur le territoire • Enrichissement des sols grâce à la mise en place de filières de valorisation organique • Optimisation de l'utilisation et de l'exploitation des ressources • Relocalisation des flux et filières sur le territoire (diminution des dépendances) ainsi que de la transformation des ressources primaires • Développement de la chaîne de valeur des ressources du territoire avec des entreprises répondant aux besoins locaux • S'appuyer sur les enjeux environnementaux et sociaux forts, pour développer des activités vertueuses répondant aux problématiques du territoire 	
<p><u>Enjeux liés à l'économie circulaire :</u></p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Ancrage renforcé des entreprises due à leur approvisionnement de ressources locales • Création de nouvelles filières, activités, marchés ou produits de circuits courts pour les entreprises et/ou de complémentarité des filières existantes • Plus grande compétitivité des entreprises sur leur marché (gains sociaux/économiques et de temps) • Au vu des groupements meilleure visibilité des entreprises (ex: besoins RH, Visibilité commercial etc.) • Création de valeurs ajoutées et développement économique pour le territoire (ex: création d'emplois, développement de nouveaux métiers etc...) • Création d'un facteur d'attractivité indirecte par la dynamisation (environnement économique plus vertueux) du tissu local pour les entreprises, associations, entrepreneurs etc. • Créer des synergies entre les entreprises en amont à la création des ZA et à la requalification des ZA 	

VULNERABILITE DU TERRITOIRE

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Manche, en date du 13/01/2014, présente les risques identifiés dans le département de la Manche, leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement. Pour se faire, le DDRM :

- Souligne l'importance des enjeux exposés, notamment dans les zones urbanisées.
- Mentionne les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.
- Décrit les modes de mitigation
- Mentionne l'historique des événements et accidents qui peuvent constituer une mémoire du risque

1. LA VULNERABILITE CLIMATIQUE

1. LE RISQUE LIE A LA PRESENCE D'EAU

Le risque par débordement de cours d'eau

Elaborés par les services de l'Etat au niveau de chaque bassin hydrographique, les atlas des zones inondables ont pour objet de rappeler l'existence et les conséquences des événements historiques et de montrer les caractéristiques des aléas pour la crue de référence choisie, qui est la plus forte crue connue, ou la crue centennale si celle-ci est supérieure. Il n'a pas de caractère réglementaire mais constitue un élément de référence en urbanisme.

Le territoire est concerné par un Atlas des Zones Inondables au niveau des principaux cours d'eau du territoire.

Le risque submersion marine

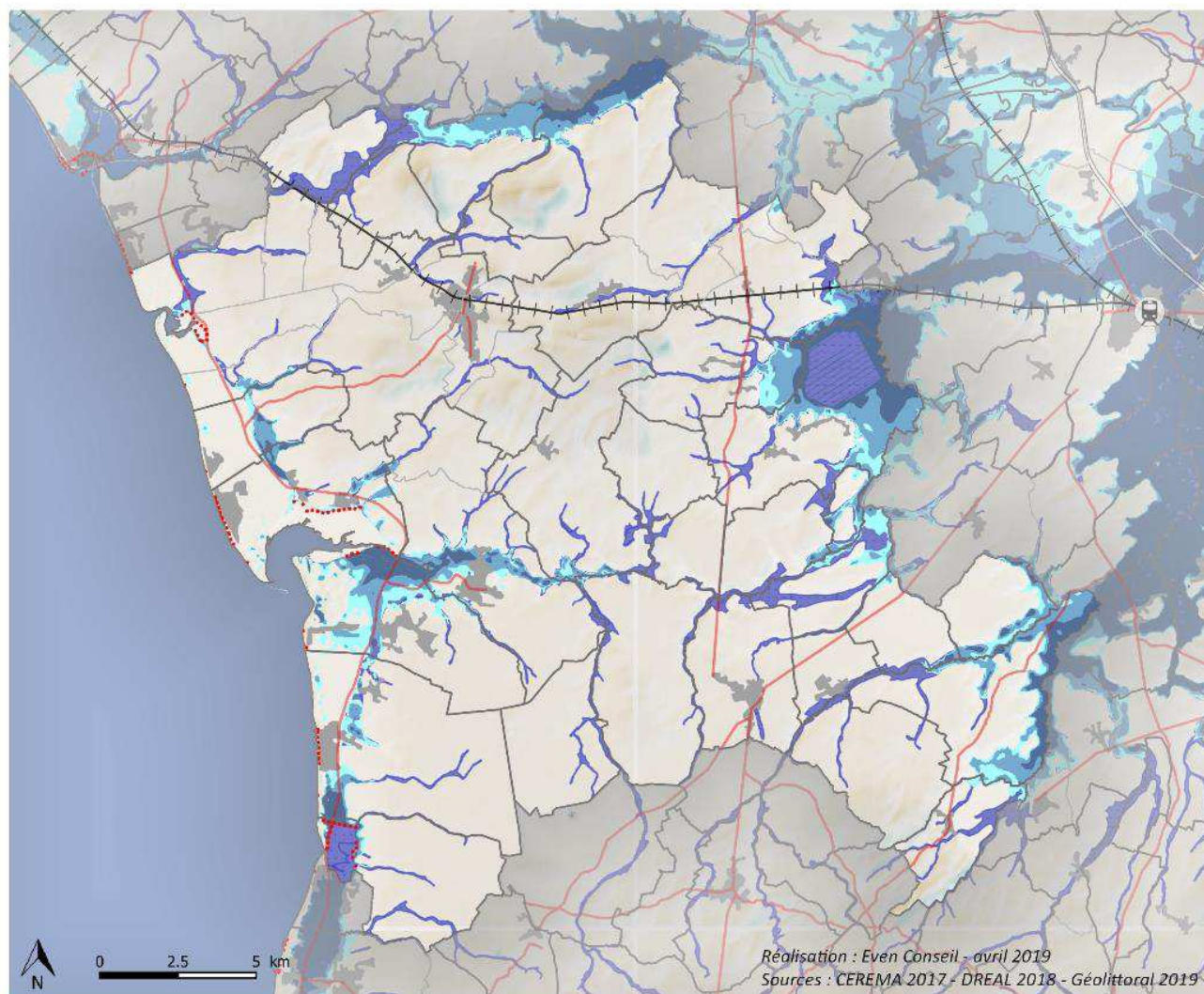
La submersion marine est une inondation temporaire de la zone littorale. Elle résulte de la conjonction de vents violents, d'une surcote liée à une tempête, d'une faible pression atmosphérique, associés à un fort coefficient de marée et à un phénomène de vagues. Les submersions marines peuvent être aggravées par :

- *la rupture de digues et d'ouvrages de protection ou bien leur franchissement exceptionnel par les eaux.*
- *La rupture ou la destruction de tout ou partie d'un cordon dunaire à la suite d'une érosion intensive.*

L'Ouest du territoire possède des zones submersibles à aléa fort, sur la commune de Lessay et Créances en lien avec le havre de Lessay. Toutes les zones sensibles à la submersion situées hors littoral sont liées à la submersion au niveau des havres et du marais du Cotentin et la baie de Veys via la côte de la façade est du Cotentin.

Le risque inondation

Côte Ouest Centre Manche



..... Ouvrages de protection

■ Zones inondables

Zones submersibles

■ Fort

■ Moyen

■ Faible

■ Tissu urbain

□ Limites administratives

□ Limites des communes déléguées

— Liaison régionale

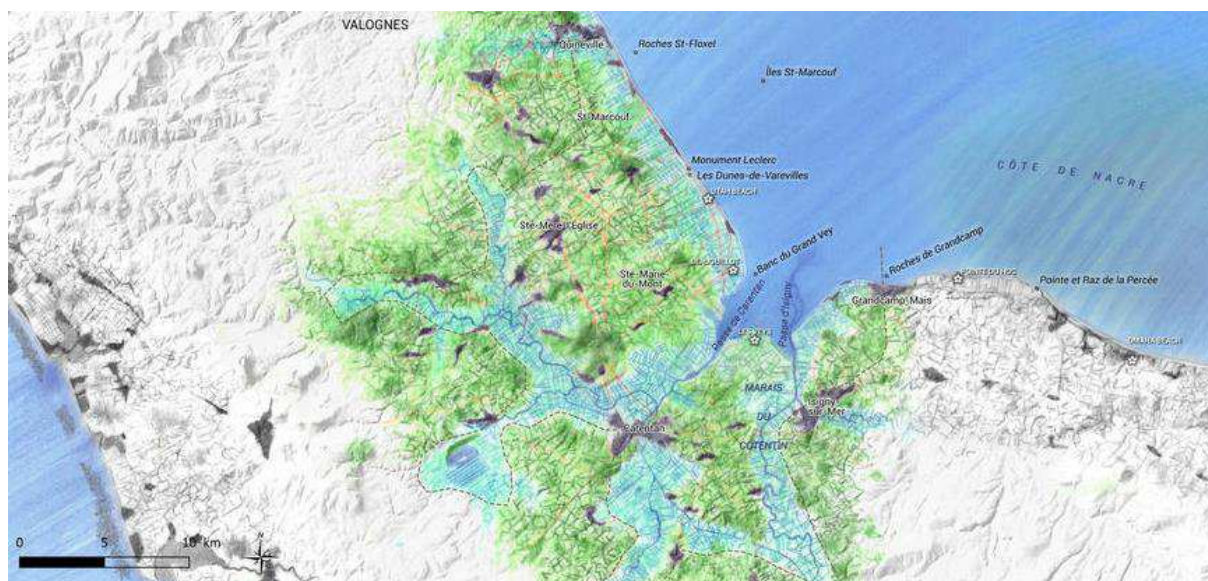
— Type autoroutier

++ Lignes ferroviaires

🚂 Gares

Relief

even
CONSEIL



Carte des paysages Baie des Veys et Marais de Carentan (source : Conservatoire du littoral)

Le risque lié aux remontées de nappes

Le phénomène de remontées des nappes, lié à une recharge exceptionnelle de ces nappes consécutives d'une très forte pluviométrie. Ce phénomène peut engendrer des dommages parfois importants, comme cela a été le cas au début de la décennie.

Dans la Manche, on distingue les terrains de socle ancien qui sont constitués de granite, schistes et grès où les aquifères sont de faible extension et assez peu productifs. Sont présents également les aquifères des cordons dunaires littoraux, toute la façade maritime ouest de la Manche qui est constituée de sables quaternaires récents. La dune constitue un milieu poreux marqué et les sables constituent le réservoir d'une petite nappe d'eau douce.

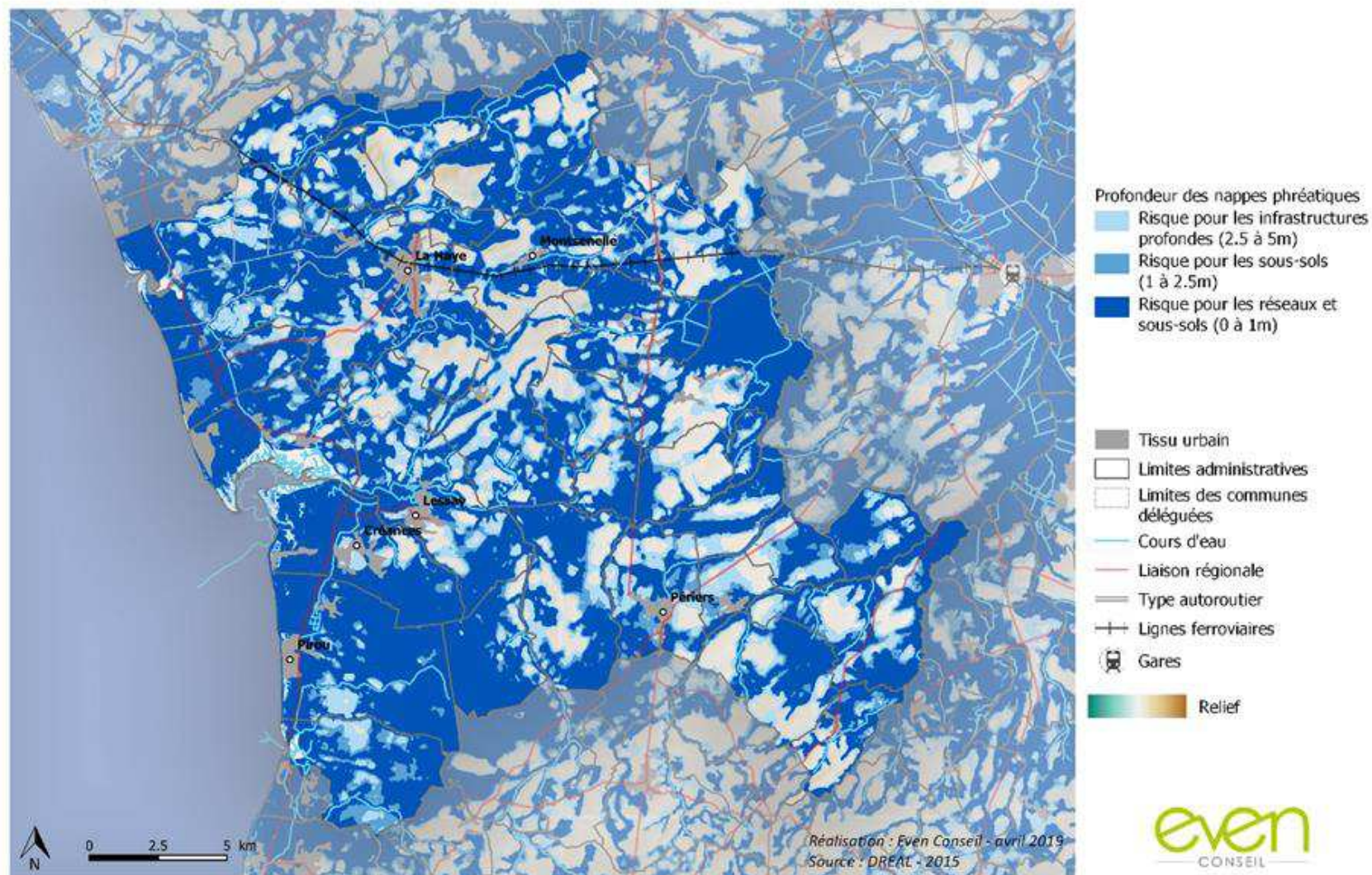
L'élévation du niveau de la mer peut entraîner des intrusions d'eaux salées et douces. Elles induisent des remontées de nappes qui peuvent avoir des impacts sur les infrastructures et les zones urbanisées sur tout le littoral. Une remontée de nappes peut entraîner une inondation des parcelles maraîchères et peut jouer sur le devenir de la conchyliculture très présente dans les havres, activité conditionnée par la qualité des eaux littorales ainsi que par la dynamique du havre pour l'apport de nutriments.

L'essentiel du territoire présente un risque pour les réseaux et sous-sols, de 0 à 1 mètre. Le risque est fortement lié au littoral et aux zones humides (marais du Cotentin et baie des Veys). Il existe un Plan de Prévention des risques littoraux (PPRL) sur le territoire des communes de Carentan et Saint-Hilaire-Petitville. Un PPRL est en cours de réalisation sur les communes de Bretteville-sur-Ay, Saint-Germain-sur-Ay, Lessay, Créances, Pirou, Geffosses, Anneville-sur-Mer, Gouville-sur-Mer, Blainville-sur-Mer et Agon-Coutainville.

La seule ressource souterraine notable du département de la Manche est l'aquifère des marais de Carentan, situé sur la côte Est de la Manche. Le bassin de Marchésieux représente la ressource en eau souterraine la plus importante du département, destinée à l'alimentation en eau potable. Le bassin est fortement concerné par le risque d'inondation par débordement de nappes et notamment pour les réseaux et sous-sols de 0 à 1 mètre.

Le risque inondation lié aux remontées des nappes phréatiques

Côte Ouest Centre Manche



2. L'ÉROSION DU TRAIT DE CÔTE

La Côte des Havres à l'ouest du Cotentin est soumise à un double phénomène : le comblement des fonds des havres et l'érosion sur la partie côtière. Les activités économiques (conchyliculture, agriculture, tourisme) présentes sur les havres sont dépendantes de l'évolution de la zone côtière et de l'élévation du niveau de la mer.

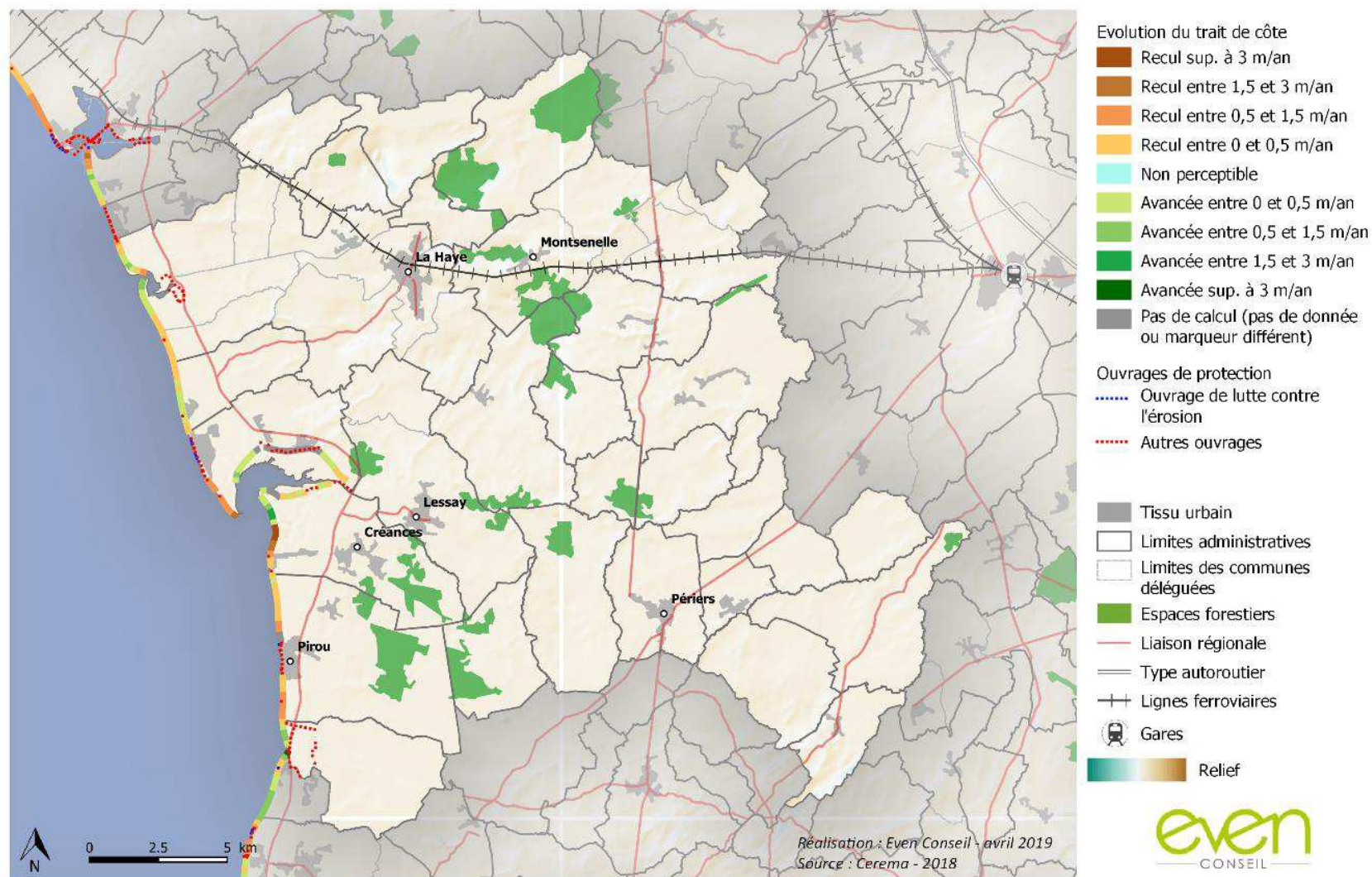
Le recul du trait de côte est le déplacement vers l'intérieur des terres de la limite entre le domaine marin et le domaine continental. C'est la conséquence d'une perte de matériaux sous l'effet de l'érosion marine, combinée parfois à des actions continentales. Le recul du trait de côte se traduit par une perte de terrains continentaux et des dommages aux biens (maisons, routes, champs cultivés). Il n'affecte qu'exceptionnellement les personnes.

Ainsi, sur le territoire Côte Ouest Centre Manche, les côtes présentent un recul du trait de côte entre 0,5 et 6 mètres par an (moyenne des relevés entre 1992 et 2020) au niveau de Pirou, de Créances et Saint Germain-sur-Ay sur leur façade littorale. Il existe notamment des ouvrages de lutte contre l'érosion au niveau de Saint-Germain-sur-Ay et de Pirou pour protéger la zone urbanisée située juste en aval.

A l'intérieur des havres de Lessay et de Surville, le trait de côte fluctue en fonction de la position des cours d'eau et de la direction des vagues pendant les phénomènes de tempête, notamment lors des grandes marées. Par exemple, les zones d'érosion et d'accrétion s'inversent régulièrement entre la pointe du Becquet à Créances et la pointe du Banc à Saint-Germain. Actuellement, le nord du havre de Surville est en érosion. Le GR223 a dû être déplacé plusieurs fois.

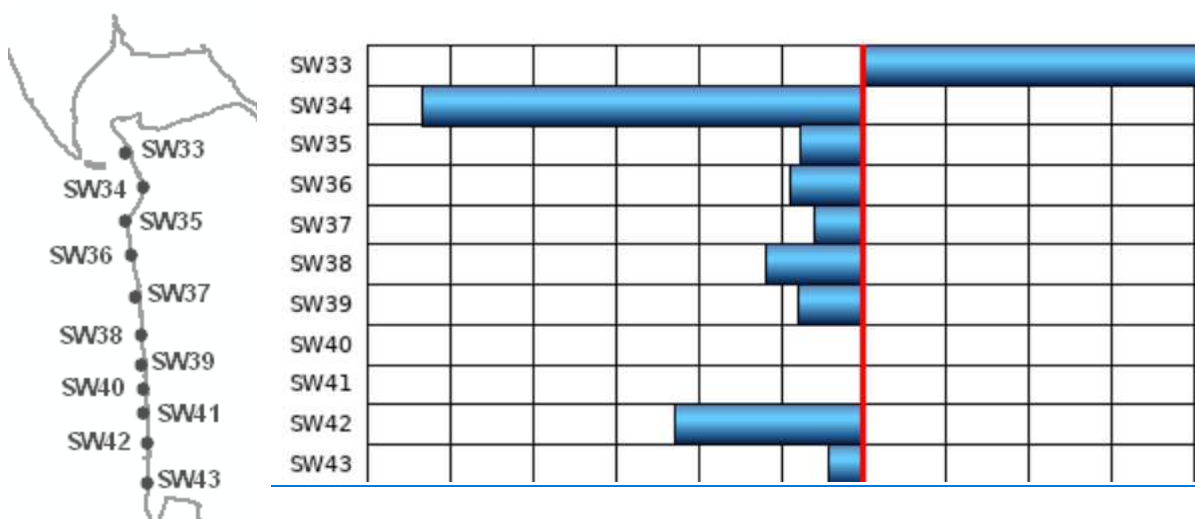
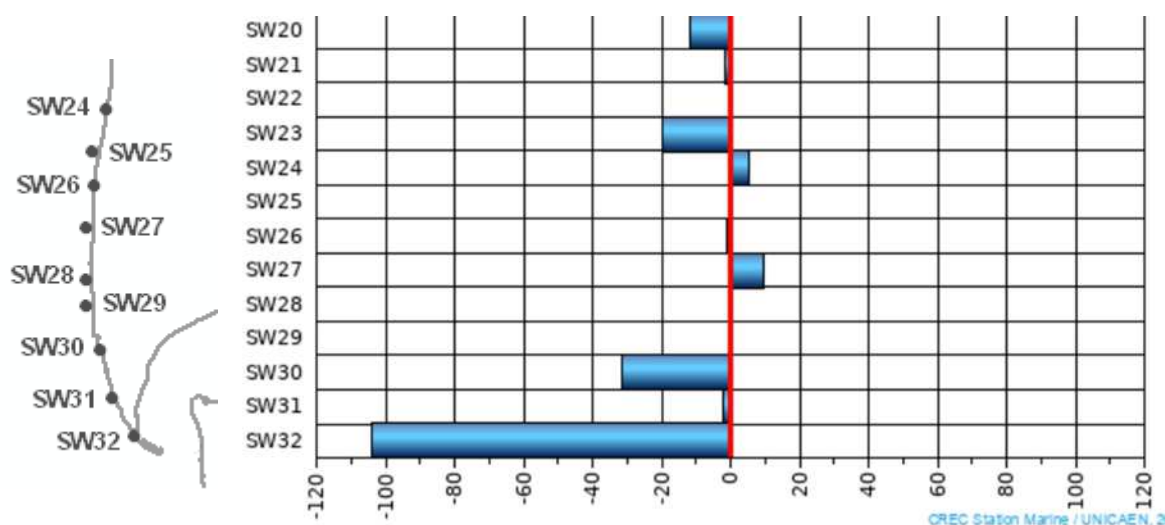
Le risque érosion du trait de côte

Côte Ouest Centre Manche



Le département de la Manche a mis en place un suivi de l'évolution des plages et du trait de côte. Il concerne l'ensemble des côtes de la baie de Veys à la baie du Mont-Saint-Michel. Ces suivis reposent sur un réseau de repères implantés sur les hauts estrans des plages du département. Ce réseau permet de mesurer l'évolution altimétrique des plages et l'évolution planimétrique du trait de côte. Le suivi de l'évolution des côtes du département permet :

- D'ajuster les hypothèses retenues en termes d'évolution prévisionnelle du trait de côte dans la phase économique de l'étude globale de défense contre la mer ;
- D'affiner l'évolution du stock sédimentaire côtier. Globalement, le stock sableux présent sur les plages diminue régulièrement, avec des pertes de matériaux vers l'intérieur des havres, au niveau des deltas de marée et des flèches sableuses.



Synthèse de l'évolution des plages et du trait de côte (1991 à 2020) (source : crec université de Caen, Conseil Départemental de la Manche)

La station SW20 la plus au nord du territoire se situe à Saint-Rémy-des-Landes (La Haye) et celle la plus au sud SW43 est à Pirou.

3. LE RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou humaine. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Ce risque peut se manifester par :

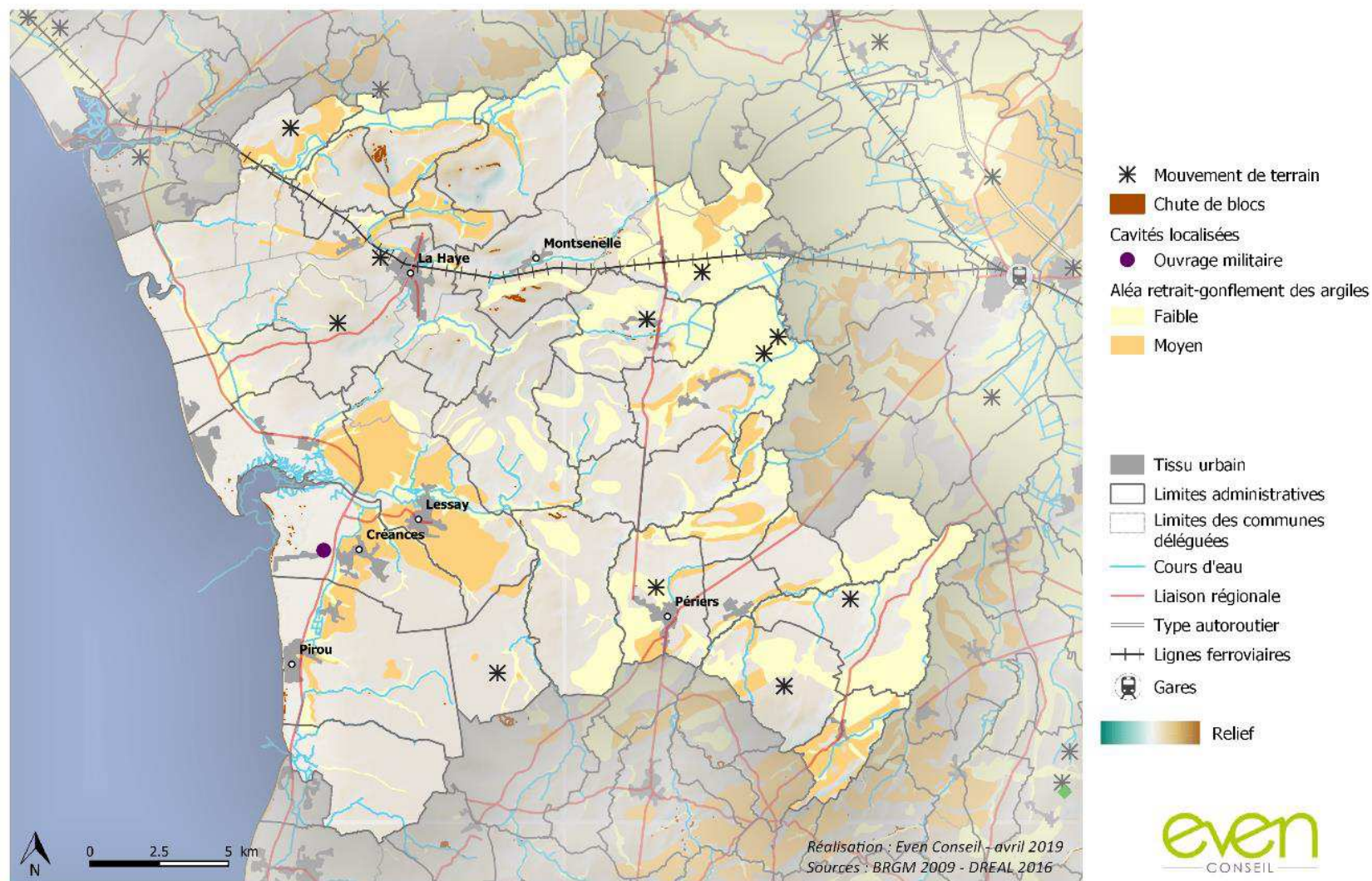
- *l'aléa retrait-gonflement des argiles ;*
- *les glissements de terrain ;*
- *les effondrements de cavités souterraines (en dehors des risques miniers) ;*
- *les éboulements et chutes de blocs ;*
- *les coulées de boues et torrentielles.*

En France, chaque année, l'ensemble des dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue...) ont des conséquences humaines et socio-économiques. Le BRGM a réalisé un travail de synthèse des phénomènes de mouvements de terrain suivant leur diversité, leur dispersion dans l'espace et dans le temps et les conditions de leur occurrence.

La carte ci-dessous synthétise les différents risques de mouvement de terrain présents sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche.

Le risque mouvements de terrain

Côte Ouest Centre Manche



Le territoire a connu quelques mouvements de terrain : ils sont situés sur la partie est du territoire et sont principalement des épisodes de glissements de terrain à Gorges, Saint-Martin-d'Aubigny, Marchésieux. Le Plessis-Lastelle a connu un effondrement.

Le risque lié à l'aléa retrait-gonflement des argiles

La cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles a pour objectif principal d'attirer l'attention des maîtres d'ouvrage et des professionnels de la construction sur la nécessité de prendre des précautions particulières lors de la construction dans un secteur susceptible de contenir des argiles sujets au retrait-gonflement.

Une grande partie du territoire n'est pas concernée par le risque retrait-gonflement des argiles. Au niveau du havre de l'Ay, l'aléa est considéré comme moyen, en lien avec des formations géologiques argileuses. Les communes de Lessay, Créances et Saint-Germain-sur-Ay sont comptées. Ce sont les zones les plus urbanisées du territoire donc il existe un risque pour les populations. En bordure de littoral, ce sont également des communes touristiques. Au vu du changement climatique et de la mise en culture de parcelles humides (un changement d'usage des sols incluant leur assèchement), le risque pourrait être augmenter.

A l'Est du territoire, l'aléa est faible, à nouveau sur un socle géologique argileux et en lien avec les différents marais et zones humides (dont l'existence est permise justement par ce socle argileux). Ainsi, un assèchement des zones humides (en lien avec le changement climatique) pourrait mettre à nu ces sols argileux et donc le risque de mouvement de terrain du au retrait/gonflement des argiles pourrait se voir augmenter. Cependant, c'est une zone qui présente peu de zones urbanisées, donc potentiellement un faible risque pour les populations locales. L'aléa est présent mais le risque ne l'est pas forcément.

4. DES RISQUES NATURELS ACCENTUES PAR LE DEREGLEMENT CLIMATIQUE

Un diagnostic de la vulnérabilité climatique du territoire a été réalisé dans le diagnostic du PCAET de Côte Ouest Centre Manche. Ce dernier a pris en compte l'évolution climatique future attendue afin d'identifier les secteurs de vulnérabilité du territoire.

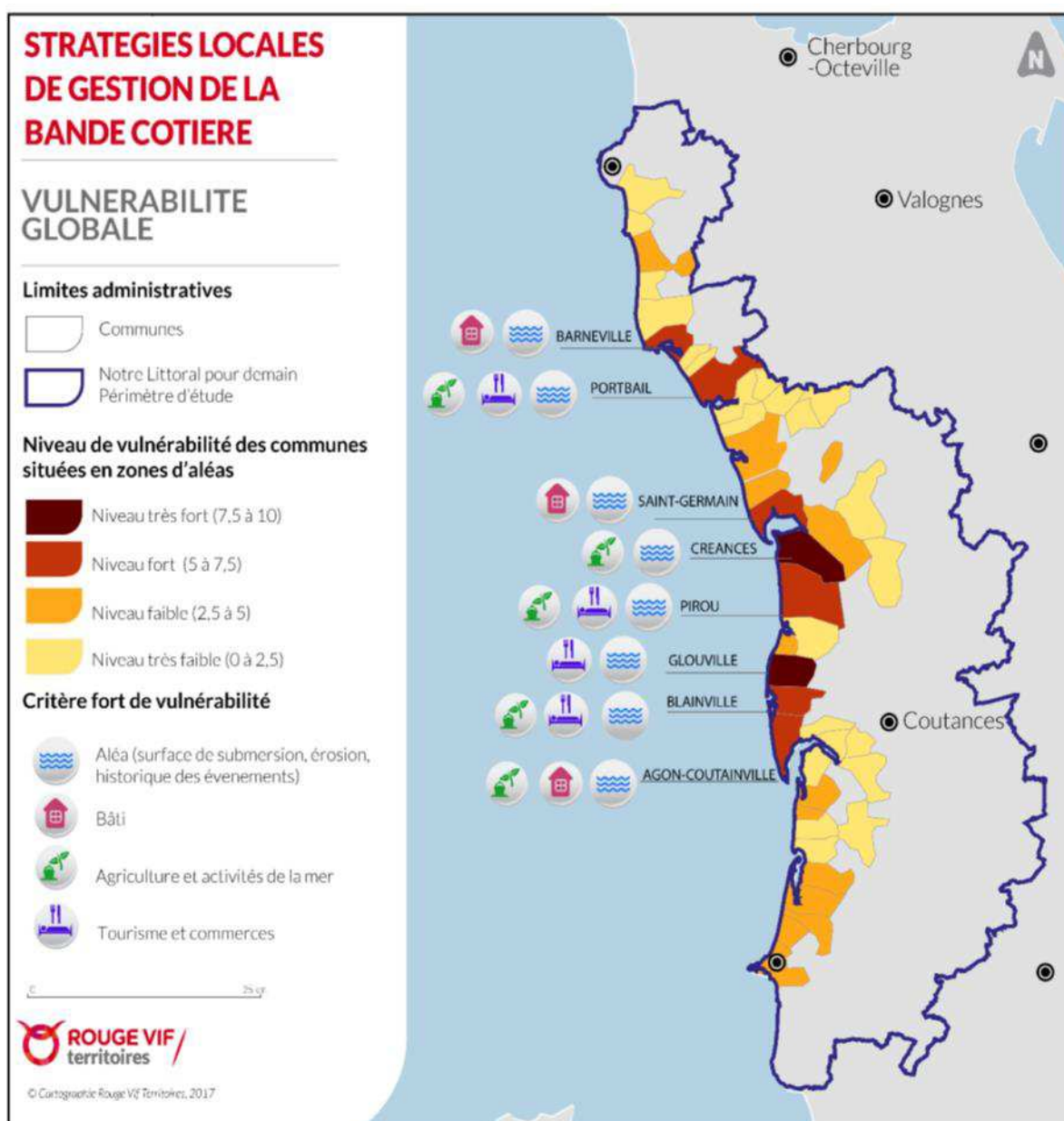
Ainsi, les effets de changement climatique attendus dès 2030 sur le secteur Nord-Ouest de la France sont : une baisse du nombre de jours de gel, une baisse de l'humidité des sols, une hausse du nombre de jours à des températures maximales anormalement élevées et une hausse du nombre de jours de vague de chaleur.

Les sensibilités majeures identifiées sur le territoire relèvent de 5 thématiques :

- Sensibilité forte : le littoral
- Sensibilité moyenne : l'organisation interne à la collectivité, la biodiversité, l'agriculture et l'assainissement

La vulnérabilité climatique principale du territoire est la vulnérabilité de la bande côtière. En juillet 2014, le Conseil Régional de Basse-Normandie a lancé l'appel à projets « Notre littoral pour demain » afin de développer des stratégies de gestion durable de la bande côtière, auquel le territoire de Côte Ouest Centre Manche a participé. Ce travail a débouché sur la caractérisation de la vulnérabilité des communes littorales face au changement climatique, de très forte à très faible. Le territoire de Côte Ouest Centre Manche fait partie des territoires les plus vulnérables, et notamment les communes de

Créances et de Saint-Germain-sur-Ay. Cette étude donne donc à voir les enjeux de coopération nécessaires pour travailler collectivement à une meilleure résilience du territoire face aux évolutions du trait de côte.



D'autres secteurs sont jugés moins prioritaires mais doivent tout de même être pris en compte dans les politiques locales : le tourisme, la santé, les cours d'eau et le ruissellement des eaux de pluies...

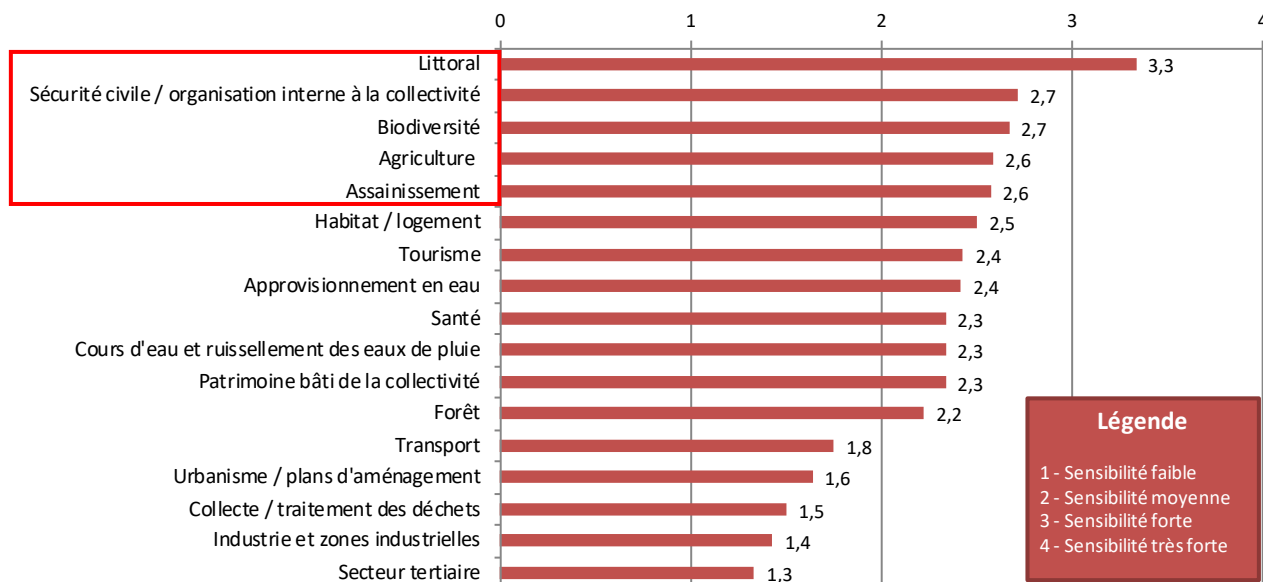
Par exemple, une stratégie d'adaptation à l'échelle du bassin Seine-Normandie a été établie face à la vulnérabilité de l'approvisionnement en eau. Elle est basée sur 5 objectifs qui visent à promouvoir un territoire plus résilient sur la thématique de la ressource en eau.

Analyse de la sensibilité du territoire

Une fois ces éléments appropriés, la dernière étape de ce pré-diagnostic de vulnérabilité consiste à évaluer par thématique (habitat, transport, ...) la sensibilité du territoire aux différents événements climatiques pouvant survenir.

Cette évaluation a été réalisée au regard de l'analyse des documents existants et de leur connaissance du territoire.

Le résultat de ce travail est présenté ci-après :



L'analyse de ces résultats vient renforcer l'intérêt d'impliquer l'ensemble des acteurs du territoire dans l'analyse et la compréhension des impacts du changement climatique. La protection du littoral, la préservation de la biodiversité, et l'urbanisme/aménagement sont les secteurs majeurs.

Le 1^{er} secteur concerné sur le territoire de la COCM est le littoral. En effet le territoire présente un long linéaire de côte et est donc vulnérable au retrait du trait de côte et au risque de submersion marine.

Les résultats explicités présentent également des conséquences directes sur l'agriculture (culture, élevage) et la biodiversité : nouvelles contraintes de productions (adaptation des cultures, période de semis et de récolte, quantité d'arrosage...), migration de peuplement d'arbres vers le nord de l'Europe, apparition de nouvelles espèces, progression des espèces exotiques envahissantes, etc.

2. LES AUTRES RISQUES NATURELS

1. LE RISQUE CHUTES DE BLOCS

Le risque chutes de blocs est peu présent sur le territoire. Il est localisé ponctuellement sur des petites zones des communes de Doville, Montsenelle ou Millières plus au sud.

2. LE RISQUE RADON

La nature du sous-sol du territoire de la communauté de communes est susceptible de favoriser l'émission de radon (gaz cancérigène). A l'air libre, il est dilué et sa concentration est donc faible ; par contre dans certaines conditions, il peut s'accumuler. Il est donc important de mettre en place et de maintenir une ventilation efficace dans tous les locaux d'habitation et assimilés et établissements recevant du public.

Le territoire Côte Ouest Centre Manche présente un potentiel radon de catégorie 1 au Nord, donc risque faible. Au Sud, les communes du territoire présentent un potentiel radon de catégorie 3 donc élevé.

3. LE RISQUE SISMIQUE

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long des failles de la croûte terrestre. Le séisme génère des vibrations importantes qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

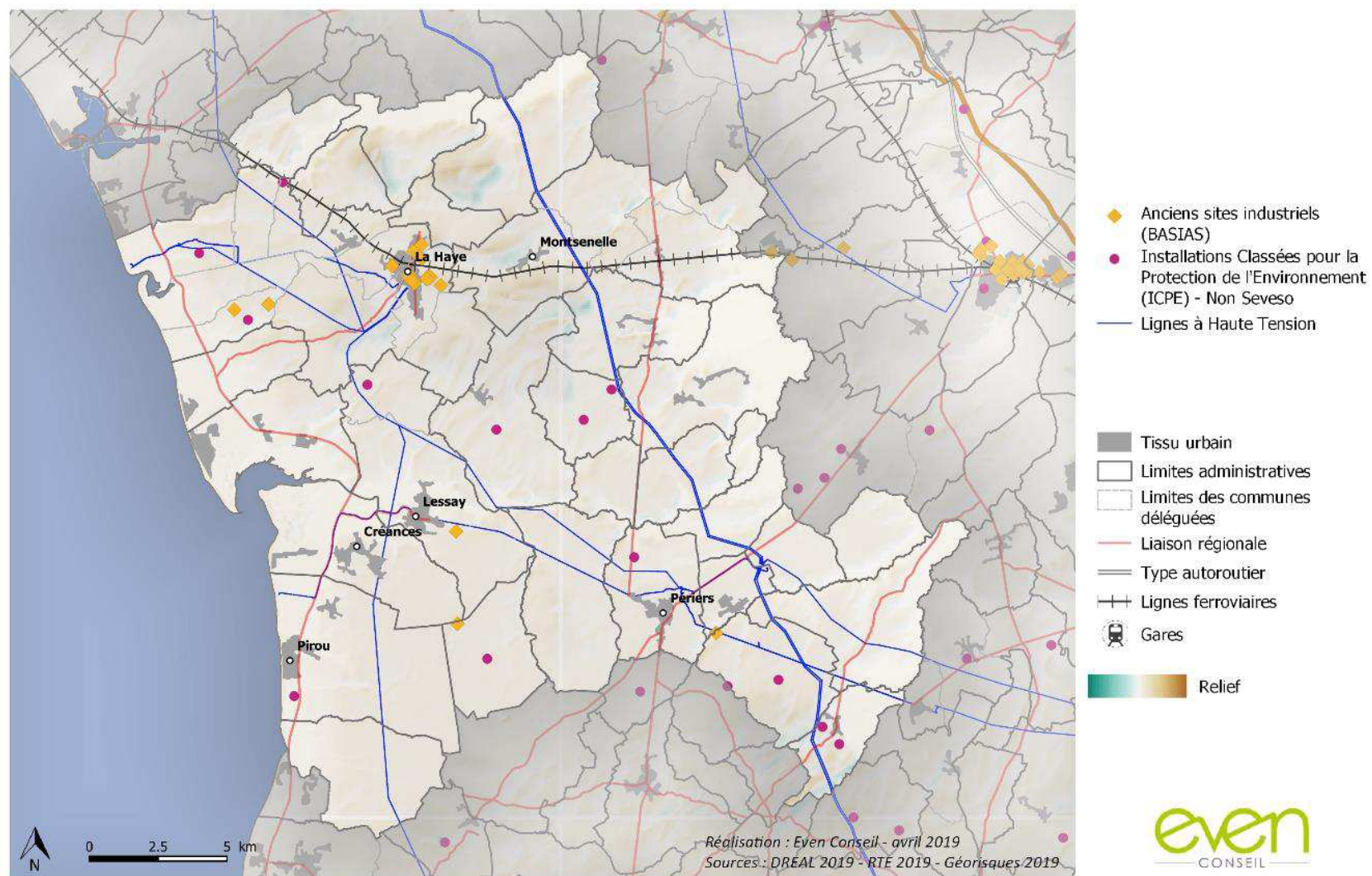
Le département de la Manche est intégralement situé dans une zone de sismicité faible.

3. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La carte ci-dessous synthétise les différents risques technologiques présents sur le territoire.

Les risques technologiques

Côte Ouest Centre Manche



4. SYNTHÈSE

ATOUTS/OPPORTUNITES	FAIBLESSES/MENACES	CHIFFRES-CLES
<ul style="list-style-type: none">• Un risque industriel majoritairement concentré à La Haye• Aucun site BASOL• Une qualité de l'air globalement bonne avec une diminution des émissions polluantes• Peu d'évènements de mouvements de terrain• Une vulnérabilité climatique forte sur les communes du littoral mais bien connue et étudiée (« Notre littoral pour demain »)	<ul style="list-style-type: none">• Un littoral qui s'érode• Nombreuses communes soumises au risque inondation par débordement de cours ou par submersion marine (notamment dans les zones de marais)• Nuisances sonores au niveau de la RD900• Risque retrait-gonflement des argiles moyen sur les communes du havre de Lessay• Nombreux accidents corporels sur les départementales du territoire• Un territoire amené à être modifié par le changement climatique (biodiversité, littoral, agriculture, conchyliculture...)	13 ICPE dont 1 en Autorisation 21 sites BASIAS
RISQUES		
<ul style="list-style-type: none">• Poursuite de l'érosion du littoral et poursuite de l'ensablement des havres, engendrant une diminution de la qualité des eaux et nuisant aux activités conchyliques et touristiques• Un aléa retrait-gonflement des argiles qui augmente dans un contexte de changement climatique : débit d'étiage des cours d'eau plus faible et augmentation de la variabilité du climat• Aggravation du risque de submersion marine qui sera plus ou moins forte en fonction des choix d'aménagement du littoral• Poursuite de l'urbanisation sur des secteurs à « risque », le littoral, les vallées de cours d'eau inondables ou humides• Poursuite de la diminution des émissions de polluants atmosphériques		
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX		
<ul style="list-style-type: none">• Prise en compte du risque inondation par débordement de cours d'eau• Prise en compte du risque inondation par submersion marine (notamment dans la dépression des marais du Cotentin et du Bessin)• Prise en compte du risque d'érosion du littoral et d'engraissement des havres• Prise en compte de l'aléa moyen de retrait gonflement des argiles au niveau communes entourant le havre de Lessay• Prise en compte de la qualité de l'air et de l'impact sur la santé publique dans les modes de production agricole et les modes de déplacements• Prise en compte des nuisances sonores des infrastructures routières dans les projets d'aménagements		

POLITIQUES CONTRACTUELLES, DISPOSITIFS ET ACTIONS EXISTANT(E)S

1. LES DEMARCHES DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE TRANSITION ENERGETIQUE DES ANCIENS EPCI

Les trois anciens EPCI s'étaient déjà engagés dans des démarches de développement durable mais avec des approches différentes.

Dès 2009, les Communautés de Communes historiques de Sèves-Taute et de La Haye du Puits s'étaient engagées dans la réalisation d'Agenda 21, labellisés en 2013 « Agenda 21 local » par le Ministère de l'environnement de l'époque. L'élaboration de Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) a ensuite été engagée grâce aux réflexions menées dans le cadre de ces Agenda 21. La communauté de communes du canton de Lessay avait quant à elle initié avec l'UNCPIE une DDémarche dont le programme d'actions n'avait pu être pleinement mis en œuvre pour diverses raisons (fusion des EPCI, temps, ...).

En 2012, les Communautés de Communes historiques de Sèves-Taute et de La Haye du Puits s'étaient également impliquées dans la démarche de PCET du Parc des Marais du Cotentin et du Bessin en s'engageant dans une convention climat avec le Parc.

En 2014, la ville de Périers et la Communauté de Communes historique de Sèves-Taute ont été nommés lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « revitalisation des centres-bourgs ». Ces collectivités se sont alors engagées dans un programme ambitieux et de nombreuses études ont été menées afin de répondre aux attentes formulées autour des 5 axes essentiels : la dynamisation commerciale et artisanale en cœur de bourg, la lutte contre la vacance de l'habitat en centre-ville, l'amélioration des déplacements et mobilité durable sur le territoire, la mise en œuvre d'un projet d'aménagement et de développement urbain et enfin la réalisation d'équipements programmés (salle de spectacle, maison des Solidarités, maison des associations etc...).

En 2015, les ex-Communautés de Communes de Sèves-Taute et de La Haye du Puits avaient également répondu à l'AMI « Territoires en Transition Énergétique en Basse-Normandie » proposé par le Conseil Régional et l'ADEME mais seule la communauté de communes Sèves-Taute avait mené à terme la démarche en élaborant un programme de transition énergétique avec l'accompagnement technique du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin.

En 2016, la Communauté de Communes de La Haye du Puits avait souhaité axer sa démarche sur la mobilité et s'était dotée d'une chargée de mission pour réaliser un diagnostic mobilité puis élaborer un plan de mobilité. La communauté de communes de Sèves-Taute avait quant à elle fait appel à un bureau d'études pour élaborer son Plan de déplacement Intercommunal.

Les ex-Communautés de Communes de Sèves-Taute et de La Haye du Puits ont également été lauréates de l'appel à projet ministériel « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » (TEPCV). La COCM bénéficie à ce titre, au travers de trois conventions signées avec le Ministère, de subventions à hauteur de 2 520 000 euros pour mettre en œuvre des projets issus principalement du programme de transition énergétique et des plans mobilités des ex EPCI.

Les subventions TEPCV octroyées ont notamment permis à la COCM :

- d'impliquer 11 agriculteurs dans sa démarche de transition énergétique au travers d'un projet d'amélioration des pratiques agricoles, élaboré en partenariat avec la Chambre d'agriculture de la Manche qui a permis de réaliser des diagnostics des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes de leurs exploitations agricoles (avec le logiciel DIA'TERRE). A l'issue de ces diagnostics, des actions collectives ont été expérimentées sur les économies d'énergie (formation à l'éco-conduite, échanges parcellaires...) et le développement des énergies renouvelables (petite méthanisation, bois-énergie, photovoltaïque...). Six agriculteurs se sont depuis portés volontaires pour constituer un Groupement d'Intérêt Économique et Environnement (GIEE) « Energie Positive » présenté dans les paragraphes précédents sur les instances de concertation. .
- d'impliquer le grand public dans sa démarche de développement durable en organisant chaque année, depuis 6 ans, le Festival « Bulles de campagne » dans le cadre de la semaine du développement durable. De nombreuses animations, spectacles et expositions gratuites et tous publics sont proposés sur des thématiques qui varient chaque année (l'eau, l'énergie, la mobilité, le bois et les arbres, les jardins et la biodiversité dans les jardins...).
- de soutenir le développement de la filière bois-énergie en incitant les communes à réaliser des études d'opportunité économiques et techniques pour mettre en place des chaufferies alimentées avec du bois déchiqueté local issu de l'entretien des haies. La COCM contribue également au financement de ces études.
- d'encourager l'utilisation du vélo pour se déplacer au quotidien avec la création d'un réseau d'itinéraires cyclables s'appuyant sur les voies vertes existantes. L'objectif est de permettre de relier à vélo les pôles d'attractivité du territoire à savoir les bourgs comprenant à minima un commerce, une école ou les principaux sites touristiques. Pour cela, les cheminements cyclables en route partagée seront matérialisés par des panneaux directionnels et un marquage au sol.
- de favoriser une mobilité pour tous en évaluant la faisabilité d'une « plateforme de mobilité ». Face aux fortes problématiques de mobilité mises en évidence sur le territoire, l'objectif de cette plateforme sera de faciliter la mobilité et les déplacements de tous les habitants de la COCM aussi bien des jeunes, des personnes en insertion professionnelle, des seniors... en proposant des solutions personnalisées et adaptées

De plus, des défis « Familles à énergies positives » avaient également été organisés sur les Communautés de Communes de la Haye du Puits et de Sèves-Taute, en partenariat avec le PNR des Marais du Cotentin et du Bessin et les 7 Vents afin d'inciter les habitants à mettre en place des éco-gestes au quotidien pour réduire leurs consommations d'énergie.

Enfin, les anciennes Communautés de Communes du Canton de Lessay et de La Haye du Puits s'étaient engagées dans le projet « Notre littoral pour demain », initié en 2014 par l'ex-région Basse-Normandie et dont l'objectif était de mettre en œuvre la Stratégie Nationale de gestion intégrée du trait de côte visant à impulser une gestion durable du littoral. Les élus de la Côte Ouest (Communautés de Communes de Granville Terre et Mer, Coutances Mer et Bocage, Côte Ouest Centre Manche ainsi que l'Agglomération du Cotentin) sur la portion de côte comprise entre le Cap de Flamanville et la Pointe du Roc (Granville) se sont regroupés pour mener à bien ce projet qui vise à « anticiper les conséquences du changement climatique sur le littoral Ouest Cotentin d'ici 20, 50 et 100 ans en s'interrogeant sur les risques, les choix de développement des territoires littoraux et rétro-littoraux, les attentes des populations, et en élaborant collectivement une stratégie de gestion durable de la bande côtière ».

2. TERRITOIRE DURABLE 2030

Profitant de l'obligation réglementaire de réaliser un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), la COCM a souhaité initier une nouvelle stratégie de Développement Durable, en s'engageant, pendant 4 ans, dans une démarche volontaire : « Territoire durable 2030 ».

En s'inscrivant dans cette démarche « Territoire durable 2030 », les objectifs de la Communauté de Communes étaient les suivants :

- poursuivre la dynamique engagée autour du développement durable et de la transition énergétique existante ;
- évaluer les différentes démarches de développement durable déjà mises en œuvre par les trois anciens EPCI et de s'interroger sur les actions à poursuivre, à élargir ou à conforter à l'échelle de la COCM ou au contraire sur celles qui seront plutôt à abandonner ;
- co-construire un nouveau projet de territoire, avec une vision et une ambition partagée par l'ensemble des acteurs de la COCM et qui réponde aux enjeux actuels et futurs du territoire.

Depuis juin 2018, la COCM est lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Territoire durable 2030 » de la région Normandie dont l'objectif est d'élaborer une stratégie de développement durable transversale et ambitieuse ainsi qu'un plan d'actions s'inscrivant dans l'agenda 2030 pour le développement durable.

A ce titre, la collectivité bénéficie d'un accompagnement technique et financier de la Région pour travailler sur différentes thématiques obligatoires : la transition énergétique, la biodiversité, l'économie circulaire et déchets et la démarche interne de développement durable mais également sur les thèmes optionnels suivants : Economie Sociale et Solidaire, le tourisme, la jeunesse et l'éducation, la mobilité et le littoral.

Dès lors, au travers de toutes ces démarches, la communauté de communes souhaite engager l'élaboration d'une stratégie de transition énergétique s'inscrivant dans un projet territorial global de développement durable « Territoire durable 2030 ».

1. LA TRANSITION ENERGETIQUE

Le volet « transition énergétique » de la démarche « Territoire durable 2030 » (TD2030) correspondant au Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la communauté de communes.

Articulation du PCAET avec la démarche TD2030 :

En s'engageant dans la démarche volontaire « Territoire durable 2030 » avec l'accompagnement technique et financier de la Région Normandie, la Communauté de Communes a souhaité construire un PCAET **plus ambitieux** (en termes de réduction des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables) mais aussi **plus transversal**.

Le PCAET est donc mené de manière itérative avec les autres projets et démarches de la Communauté de Communes, à savoir :

- La stratégie économique et touristique ;
- La feuille de route sur l'économie circulaire ;
- La stratégie Notre Littoral pour Demain ;
- Les éléments de synthèse des ateliers des territoires sur la biodiversité ;
- La plateforme de rénovation énergétique de l'habitat (désormais le SARE) ;
- La plateforme de Mobilité COCM'oblité ;
- Le PLUi de la Communauté de Communes de l'ancien canton de le Lessay ;
- La Démarche Interne de Développement Durable.

Ainsi, la Communauté de Communes souhaite, à travers la démarche « Territoire Durable 2030 », se fixer des **objectifs supplémentaires** qui devront être intégrés (dans la mesure du possible) au sein de chaque action du PCAET :

>> **Préservation de la biodiversité et des ressources naturelles**

>> **Préservation du cadre de vie et de la santé de ses habitants**

La concertation préalable

Pour s'assurer que son PCAET réponde réellement aux enjeux du territoire du Côte Ouest Centre Manche et dans l'optique de coconstruire un plan d'actions concret et partagé, **la Communauté de Communes a sollicité l'avis et les attentes des élus, des acteurs du territoire (agriculteurs, entreprises, associations...) et du grand public à travers une concertation préalable qui a été menée de décembre 2020 à avril 2021, avec l'accompagnement du Bureau d'Etudes Rouge Vif Territoires.**

Initialement programmés en présentiel, le contexte sanitaire lié au COVID-19 a contraint la collectivité à réaliser l'ensemble des temps de concertation suivants en visioconférence.

Les méthodes et les outils de concertation ont été adaptés en fonction des publics mobilisés afin de :

- les sensibiliser, mobiliser et fédérer autour des enjeux « Climat, Air Energie » ;
- favoriser l'expression de leurs différents points de vue ;
- leur donner envie de s'engager dans l'action.

L'image ci-après présente les dispositifs de concertation utilisés pour mobiliser les différentes catégories d'acteurs du territoire :



Les 28 actions priorisées issues des temps de concertation ont été classées suivant les 4 grands axes stratégiques de la feuille de route du PCAET qui avaient été validés en conseil communautaire le 20 février 2020, à savoir :

- Axe 1 : L'appropriation des enjeux « Climat Air Energie » par les acteurs du territoire pour impulser une dynamique de changements de comportements et de pratiques ;
- Axe 2 : La préservation des milieux et des ressources naturelles comme leviers de développement et d'adaptation ;
- Axe 3 : Des politiques publiques engagées en faveur de la transition énergétique ;
- Axe 4 : Vers un territoire autonome en énergie).

Les actions issues de la concertation préalable sont détaillées en ANNEXE 2 du présent diagnostic.

La concertation préalable avec l'ensemble des parties prenantes du territoire était donc une première étape dans l'élaboration du plan d'actions opérationnel qui sera finalisé pour le dernier trimestre 2021.

Les actions issues de la concertation doivent encore être validées en conseil communautaire avant que les fiches actions ne soient élaborées lors d'entretiens bilatéraux avec les acteurs du territoire (définitions, des objectifs chiffrés, des indicateurs de suivi des actions,...).

2. LA DEMARCHE INTERNE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la démarche volontaire « Territoire durable 2030 », la communauté de communes est tenue d'améliorer ses pratiques internes afin de devenir une collectivité exemplaire en matière de développement durable.

Le réseau d'éco-agents

Pour conduire cette démarche d'éco-responsabilité, la COCM a d'abord souhaité s'appuyer sur un réseau d'éco-agents volontaires chargé de la faire vivre. Ce groupe d'éco-agents, créé en janvier 2020, se compose de 7 éco-agents répartis de la manière qui suit :

- 1 binôme d'éco-agents pour chaque pôle communautaire (soit 6 éco-agents),
- 1 binôme pour les services techniques.

Ces éco-agents disposent de 8h par mois pour réaliser les missions qui lui ont été confiées. Ils devront d'abord réaliser un état des lieux des pratiques de la collectivité puis élaborons et mettrons en œuvre un plan d'actions.

Ils ont notamment pour objectifs de :

- Fédérer l'ensemble des agents de la collectivité autour de l'éco-responsabilité,

- Réaliser un état des lieux des pratiques et des actions déjà mises en place au sein de la communauté de communes en matière de développement durable (à partir des 17 Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU),
Un diagnostic plus approfondi des pratiques de la collectivité sera réalisé dans un second temps.
- Valoriser et améliorer les actions déjà mises en place,
- Proposer puis mettre en place des actions concrètes permettant de diffuser les écogestes et les bonnes pratiques au sein des services (en termes de déplacements, de déchets, de consommations énergétiques, d'eau...),
- Diffuser les résultats des actions mises en œuvre (exemples : réduction des consommations énergétiques et augmentation du covoiturage...).

Pour permettre leur permettre de mener à bien leurs missions, les éco-agents bénéficient de l'accompagnement technique (par exemple, pour l'animation d'actions de sensibilisation des agents, pour la réalisation du diagnostic des pratiques) et méthodologique (transmission de documents ressources) des associations : AVRIL et Les Hommes Fourmillent.

Ils peuvent également s'appuyer sur l'ingénierie interne de la Communauté de Communes et notamment sur la chargée de mission « économie circulaire » et l'ambassadrice « tri et prévention des déchets ». A noter que les missions d'éco-agent sont spécifiées dans les missions ponctuelles des fiches de poste des agents.

Le réseau d'éco-élus

Pour tenter de devenir exemplaire en matière de Développement Durable, la COCM a également souhaité s'appuyer sur un réseau d'éco-élus communautaires et communaux volontaires.

Le groupe d'éco-élus s'est officiellement constitué en avril 2021 et intègre un groupe de travail d'élus qui souhaitait plus spécifiquement travailler sur les achats durables et l'économie circulaire.

Les éco-élus ont d'ores et déjà formulé quelques attentes sur les objectifs de la démarche interne de développement durable :

- Renforcer la lisibilité et le porter à connaissance des actions menées par les éco-agents
- Intégrer les communes et les agents communaux dans une démarche de développement durable
- Recenser les bonnes pratiques en matière de développement durable mises en œuvre par les communes
- Valoriser, partager ces bonnes pratiques (s'appuyer sur)
- Bénéficier de « l'expertise » des éco-agents pour avoir des éléments pratiques

Présentation du calendrier de mise en œuvre de la démarche interne de Développement Durable :



3. LA STRATEGIE ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

En lien avec les volets « tourisme » et « Ecologie Industrielle et Territorialisée » de la démarche « Territoire Durable 2030 », deux études supplémentaires ont été menées à l'échelle du territoire COCM dans l'objectif d'élaborer d'une part une nouvelle stratégie de développement touristique et d'autre part une nouvelle stratégie de développement économique notamment en relation avec les zones d'activités du territoire.

L'économie locale est assise sur des activités liées à l'artisanat, à l'agriculture et à la mer avec des spécificités fortes : conchyliculture, maraîchage, élevage. Le territoire est maillé de zones d'activités importantes, accueillant des leaders de la filière alimentaire ou de l'industrie du luxe.

Ce travail a permis de formuler une stratégie d'attractivité déclinée en 4 axes :

- Agir sur les conditions préalables à une attractivité positive (PLUi, services clés mobilité, numérique, accès aux services et à l'information...) ;
- Agir sur l'image du territoire (s'inscrire dans les démarches de l'agence d'attractivité Latitude Manche, jouer la marque qualité / exemplarité du territoire, développer les outils de communication) ;
- Mobiliser la compétence développement économique (économie circulaire, soutien aux productions locales inscrites dans des démarches de qualité, soutien à l'offre commerciale, création d'un vrai pôle de développement économique travaillant sur l'immobilier d'entreprises et l'accompagnement au développement) ;
- Mener une stratégie touristique dynamique et innovante (inscription dans les marques Manche et Normandie, développer et qualifier une offre durable et de qualité, se positionner en « camp de base » du fait de la centralité, placer le client au cœur de l'offre, stratégie digitale).

L'élaboration du programme d'actions a été menée avec les acteurs du territoire. La stratégie économique et touristique de la COCM a été validée par délibération du conseil communautaire en février 2020.

En lien avec cette démarche « Territoire Durable 2030 », la collectivité a été retenue, en avril 2019, dans l'opération collective « Tremplin vers l'Ecologie Industrielle et Territoriale » qui lui permet de bénéficier d'un accompagnement supplémentaire de la région Normandie pour conduire les entreprises de la COCM dans la mise en œuvre de synergies.

4. LA FEUILLE DE ROUTE SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Dans le cadre de la démarche Territoire Durable 2030, la Communauté de Communes est tenue d'élaborer une stratégie « économie circulaire » d'ici fin 2021 avec pour objectifs de :

- Développer les relations et échanges entre acteurs du territoire (inter-filières et inter-organisations)
- Développer de nouvelles activités ou filières
- Diminuer de la dépendance du territoire
- Permettre des économies financières et un gain d'image pour le territoire et les entreprises
- Contribuer à améliorer l'impact environnemental des activités
- Connaître et valoriser les actions portées par les acteurs du territoire (dont les collectivités)

Sur la base des éléments de diagnostic présentés en amont, la mise en œuvre d'une démarche d'économie circulaire semble tout à fait pertinente sur le territoire au vu :

- Des filières prometteuses reposant sur des ressources locales (maraîchage, tourisme, bois-énergie, construction en terre etc.)
- De la volonté d'exemplarité des deux collectivités, traduite par diverses politiques en faveur de la transition écologique
- De la transversalité avec les enjeux et objectifs des différentes politiques menées par les collectivités (PCAET, PLUi, Stratégie économie et tourisme (COCM), démarche interne de développement durable etc.)

Pour élaborer sa stratégie « Economie Circulaire », la communauté de communes a d'abord souhaité définir une feuille de route alliant « diagnostic » et « mise en œuvre de premières actions concrètes ». L'idée était de s'appuyer sur « des preuves par l'exemple » pour ensuite mobiliser plus aisément les acteurs de territoire dans la construction de la stratégie.

Par ailleurs, l'objectif était aussi que les actions déjà initiées et mises en œuvre dans le cadre de la feuille de route soient valorisées et présentées aux nouveaux élus (du mandat 2020 -2026) afin de faciliter la (ré)appropriation des enjeux et objectifs de l'économie circulaire sur le territoire.

La feuille de route de la COCM a été construite fin 2019 en concertation avec les membres du bureau communautaire, du Conseil de Développement Durable, les agents de la Communauté de Communes et des entreprises du territoire.



La feuille de route est détaillée en Annexe 3 du présent document et, les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Identifier et valoriser les actions mise en pratiques au sein des services de la CMB et de la COCM
- Organiser au sein des services des moments de sensibilisation pour favoriser la prise de conscience et la mise en place de nouvelles pratiques
- Accompagner les services et les entreprises à l'intégration des principes de l'économie circulaire dans leur fonctionnement
- Rencontrer de nouveaux acteurs dans l'objectif d'identifier et de préciser les acteurs à enjeux pour cette démarche, dans un but prospectif

Cette feuille de route s'articule autour de deux volets principaux : la démarche à destination des acteurs économiques et la Démarche à destination des collectivités (EPCI majoritairement, aussi communes)

Zoom sur les temps forts de la démarche d'économie circulaire :

- 2019- 2020 : « Ma collectivité dans l'économie circulaire » / A destination des agents de la communauté de communes

Plusieurs séances de travail avec différents services (enfance-jeunesse, services techniques, déchetteries, communication etc.) pour mieux connaître et valoriser les bonnes pratiques de nos agents mais aussi travailler à la mise en place de nouvelles actions (incitation au réemploi, gestion différenciée des espaces verts ...)

- Février 2020 : « Les rendez-de l'économie circulaire »/ A destination des entreprises

15 entreprises se sont rencontrées lors de 3 ateliers sur des sujets variés (BTP, plastiques, cartons et palettes etc.) pour que les déchets des uns deviennent les matières premières des autres. Résultats plusieurs échanges sources d'économies et de réduction des déchets, c'est aussi moins de nouveaux matériaux consommés !

- Mars 2021 : « Ma commune dans l'économie circulaire » / A destination des élus communaux

Une rencontre en visio-conférence pour échanger entre communes sur quelques bonnes pratiques mise en place (réduction du gaspillage alimentaire, zéro-phytosanitaires etc.). Un retour d'expérience très apprécié pour mettre en place de nouvelles actions en s'appuyant sur le partage d'expérience.

Les premiers résultats de la mise en œuvre de la feuille de route sur l'économie circulaire sont présentés ci-après :

- Un travail initié avec les entreprises :

Les entreprises ayant participé aux différents moments d'échanges étaient favorables la démarche d'économie circulaire et ont été forces de propositions. Des possibilités de développement de ce type de démarche ont été identifiées (augmentation des fréquences d'atelier, développement d'outils ...). Une complémentarité sera à développer avec les démarches portées par le service développement économique et le service déchets concernant son étude sur les gros producteurs.

- Acculturation de certains services

Une diversité d'actions déjà existantes a été identifiée, celles-ci malgré leur grand pouvoir de diffusion ont pourtant rarement diffusées et valorisées. De nouvelles actions à développer ont également été identifiées dont certaines relevant de politique générale de la collectivité (achats ...).

- Travail à l'intégration de l'économie circulaire au sein des documents structurants de la communauté de communes

Ex : Stratégie de développement économique et touristique, PCAET, PLUi. La mise en place d'un PLPDMA à la l'échelle de l'EPCI pourrait être un levier supplémentaire pour agir sur l'économie circulaire.

- Rencontres de structures et d'acteurs du territoire (acteurs économiques, EHPAD, écoles, lycées, partenaires sociaux, commerces, acteurs touristiques etc.)

Une diversité d'actions déjà existantes a été identifiée. Celles-ci, malgré leur grand pouvoir de diffusion, sont pourtant rarement diffusées et valorisées. De nombreuses structures et en premier plan les communes seraient fortement intéressées pour développer l'interconnaissance et le partage d'expérience sur ce thème.

→ Acculturation du grand public vers un changement de comportement

De manière générale, ces pratiques semblent peu diffusées au sein de la population, un manque de connaissance de ces modes de vie et de consommation ainsi que la connaissance des acteurs du territoire s'y intégrant est visible. Un besoin de visibilité et de diffusion est clairement identifié. Sur ce thème une complémentarité est à développer avec le service de réduction des déchets et celui du PCAET.

Enfin une prise en compte des nouvelles réglementations et leur date de mise en application (loi Egalim, AGECE, Climat et résilience) au sein de la collectivité est également un enjeu fort aux vues des mesures que les collectivités du bloc communal doivent intégrer à leur fonctionnement (achats, travaux, déchets, cantines etc.)

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de cette feuille de route, la chargée de mission « Economie Circulaire » a, à ce jour, rencontré (à l'échelle de la COCM et de la CMB) :

- 15 associations
- 10 structures médicaux/sociales ou d'animation (EHPAD, FJT, Unelles etc.)
- 13 entreprises
- 10 structures consulaires ou locales (CCI, PNR, SMEL etc.)
- 3 structures touristiques
- 4 écoles et lycées

Perspectives pour 2021 :

Le travail en cours est la capitalisation des résultats et perspectives dégagés par les actions réalisées de la feuille de route. La communauté de communes étant engagée auprès de la région Normandie dans le cadre d'un accompagnement collectif sur la construction d'une stratégie économie circulaire via le référentiel Ademe national économie circulaire, elle devra formuler une stratégie au plus tard en octobre 2021. Elle s'appuiera sur les résultats de la feuille de route ainsi que de l'état des lieux et des politiques publiques régionales et locales et des nouvelles réglementations en vigueur.

5. BIODIVERSITE : ELABORATION D'UNE STRATEGIE TVB

Au titre du dispositif Territoire Durable 2030 et de la thématique Biodiversité, la Région Normandie accompagne la Communauté de Communes à l'élaboration d'une stratégie trame verte et bleue à l'échelle du territoire, en se basant sur les données des études déjà réalisées par les anciennes Communautés de communes et le Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin. Cette stratégie sera élaborée dans le respect de la trame régionale identifiée dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et désormais en conformité avec le SRADDET.

A cet effet, la Région Normandie subvention 50 % du poste de technicien bocage partagé entre les Communautés de Communes Côte Ouest Centre Manche et Baie du Cotentin.

Ce technicien bocage est recruté par le PNR des Marais du Cotentin et ses missions sont de :

- Sensibiliser agriculteurs, élus et habitants aux rôles hydrologique, écologique, paysagers et économiques des haies ;
- Réaliser, dans certaines exploitations, d'un diagnostic des haies puis mise en place un Plan de Gestion du Bocage impliquant, sur 3 ans, la replantation de haies nouvelles ;
- Animer la « commission Bocage » de la communauté de communes qui vise à former puis inciter des agriculteurs à restaurer les haies anciennes dégradées.

En parallèle, le technicien bocage travaille en collaboration avec les deux techniciens rivières de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche qui sont en charge de la restauration des cours d'eau.

Aussi, afin de construire la stratégie « TVB » attendue par le Région, la Communauté de Communes recrutera, pour une période 6 mois (à partir de mars 2022), un stagiaire en master 2, afin de :

- réaliser le diagnostic TVB en s'appuyant sur la base de données actualisée du PNR et en le complétant (pour les 4 communes situées hors périmètre du Parc et avec les autres données en possession de la COCM) ;
- définir une feuille route (sur 3 à 5 ans) : plan avec 5 actions que les élus s'engageront à la mettre en place ;
- Intégrer la biodiversité au sein d'autres stratégies TD2030 (transversalité).

6. LE LITTORAL : NLDP ET GESTION INTEGREE DU LITTORAL AVEC LE CEREMA

En 2014-2015, la Région a lancé un appel à projet « Notre littoral pour demain » pour définir une stratégie locale de gestion de la bande côtière pour répondre aux enjeux sur le littoral face au changement climatique. La Communauté de communes s'est associée aux collectivités voisines faisant partie de la même cellule hydro-sédimentaire afin de répondre à une échelle cohérente. Pendant cinq ans, la stratégie s'est construite avec l'ensemble des parties prenantes (collectivités, services de l'Etat, experts scientifiques, structures étatiques, acteurs socio-économiques et la société civile). Une fois les orientations stratégiques fixées, des actions transversales et localisées ont été définies. L'ensemble de cette stratégie a été validée par le conseil communautaire de la communauté de communes le 20 février 2020.

Afin de mettre en œuvre, en partie, les actions de cette stratégie, d'une façon intégratrice entre l'aménagement du territoire, la GEMAPI et la gestion des risques, la Communauté de communes a répondu à l'appel à partenaires du Cerema et de l'Anel « Gestion intégrée du littoral et de la mer ». Cet appel à projet est divisé en deux volets. Le premier consiste en une AMO pour définir le système d'endiguement et son étude de dangers dans une perspective de faisabilité d'une renaturation du havre de Saint-Germain. Le deuxième est une étude d'aménagement du territoire face aux risques littoraux avec l'intégration des zones à risques dans le PLUi du secteur de Lessay, en cours d'élaboration, la relocalisation des biens et l'adaptation du bâti. Cet appel à projet est prévu pour une durée de 3 ans et commencera au cours de l'année 2021.

Ce projet sera également une opportunité d'élaboration d'une feuille de route, partagée avec les acteurs du territoire, des possibilités d'adaptation et le cas échéant de relocalisation du bâti menacé par les risques littoraux.

7. LA MOBILITE : EXPERIMENTATION D'UNE PLATEFORME DE MOBILITE

Les forts enjeux de mobilité existants sur le territoire ont conduit les élus à expérimenter, pendant 3 ans, une plateforme de mobilité : COCM'obilité. Celle-ci a été co-construite avec des acteurs du territoire (de l'emploi et du social notamment), avec la volonté de :

- S'appuyer sur les dispositifs existants (un état des lieux de l'existant a été réalisé avec les partenaires afin d'identifier les freins de ces dispositifs puis de les améliorer, de les harmoniser, de mieux communiquer...) ;
- Répondre à l'ensemble des problématiques de mobilité rencontrées en milieu rural (TOUS PUBLICS et pas seulement inclusive) ;
- D'être évolutive : de s'adapter continuellement aux besoins des usagers ;
- D'être délocalisée sur les 3 pôles de proximité.

Pour mettre en œuvre cette plateforme de mobilité, la COCM a recruté en octobre 2019 une coordinatrice mobilité dont ses missions sont les suivantes :

- Gérer les entrées sur la plateforme mobilité ;
- Coordonner les partenaires ;
- Animer et gérer globalement le projet de plateforme mobilité ;
- Travailler sur la politique de mobilité durable de la communauté de communes (mobilités actives, transport à la demande, co-voiturage de proximité, intermodalités,)

Cette plateforme de mobilité pour tous est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2020 et propose 3 grands types de services :

- Un point d'information unique : renseigne et accompagne tous les publics (habitant, salarié, professionnel, élu...) sur les solutions de mobilité.
- Des conseils et formations à la mobilité : une conseillère en mobilité, salariée de l'association Mobyliis :
 - accompagne individuellement les habitants : diagnostic mobilité, soutien au permis, initiation au vélo à assistance électrique, recherche de financements, démarches administratives liées à la mobilité...
 - Anime des ateliers thématiques et collectifs sur la mobilité.
- Des locations solidaires de véhicules : locations à tarif social pour les habitants engagés dans une démarche d'insertion sociale ou professionnelle. Un salarié de l'association FIL ET TERRE assure :
 - Les rendez-vous de signature des contrats de location – départ de véhicules
 - Le suivi des locations, gestion des renouvellements et retours
 - La maintenance des véhicules

La plateforme de mobilité repose sur une gouvernance participative déclinée en 3 instances : Comité de Pilotage, Comité technique et des groupes de travail.

Le Comité de pilotage est lui-même scindé en 3 collèges :

- Un collège « COCM » décliné en 2 :

- « élus » composé des Vices-Président(e)s en charge de l'aménagement du territoire, de la cohésion sociale, du développement durable, de l'enfance-jeunesse et de la communication et des services à la population ;
- Un collège « Services » constitué : DGS, DGA Politiques publiques, DGA Pôle service à la population, Directeur services techniques, Chargée de mission Transition énergétique, Responsable service économie.
- Un collège « partenaires » :
 - Partenaires financiers : ADEME, Département, DIRECCTE, LEADER, Préfecture de la Manche et de la Normandie, Région, Conférence des financeurs
 - Partenaires institutionnels : Caisse des dépôts, CRESS, DDTM, PNR, Maison du Pays de Lessay
 - Acteurs du champ social et de l'emploi : Mission Locale et Pôle Emploi, MSA et coordinatrice Solidarité Transport Manche
- Un collège « Usagers » : Conseil de Développement durable, Coordinateurs locaux Solidarité transport, ADMR, Association Manche Promotion Piste, CDRP, Assemblée pour le bien vieillir, LIGUESEP, Parentibus.

La plateforme de mobilité est également un lieu de concertation et de co-construction pour faire évoluer le projet en continu et pour développer de nouvelles solutions de mobilité durable. Pour cela, des groupes de travail ont été mis en place :

- Au niveau de la plateforme de mobilité, pour faire évoluer le projet en lui-même :
 - Groupe de travail « mobilité et seniors » pour mettre en place un minibus social aménagé Personnes à Mobilité Réduite et pour développer des ateliers, des actions mobilité à destination du public senior. Sont présents le CLIC, les coordinatrice mobilité et PLA COCM, les SAG (Secteurs d'Action Gériatrique), la commission senior de la Maison du Pays, les CCAS ;
 - Groupe de travail « auto-école sociale », qui travaille sur l'élaboration d'action permettant l'accès aux moyens de transport motorisés au sens large (permis B et permis AM/BSR, reprise de confiance dans le véhicule...). Les partenaires suivants sont associés : Pôle Emploi, Mission Locale, centre social Maison du Pays de Lessay, Centres médico-sociaux du Département.
 - La plateforme est aussi partenaire du projet de la DDTM visant à expérimenter des solutions de mobilité domicile-travail à l'échelle d'une zone d'activités
 - Travail sur l'acquisition de voitures sans permis avec l'association Fil et Terre
- La plateforme de mobilité a aussi mis en place des groupes de travail au niveau des commissions. Un groupe de travail vélo a été réuni dès le mois de février 2021 et a dégagé 3 grandes thématiques de travail : savoir rouler à vélo, accessibilité vélo et itinéraires cyclables. D'autres groupes ont vocation à être constitués petit à petit : transport à la demande, mobilités partagées, éducation à la mobilité.

3. LE CONTRAT DE RURALITE 2017-2020

Afin de mettre en cohérence l'action des collectivités territoriales et des acteurs locaux avec celle de l'État, des contrats de ruralité ont été signés à travers l'ensemble du territoire national pour inscrire dans un document unique leurs interventions au bénéfice des territoires. Dans ce cadre, une volonté commune des élus locaux s'est manifestée dès la fin de l'année 2016, d'une candidature pour la conclusion d'un contrat de ruralité permettant le développement du territoire de la Communauté Côte Ouest Centre Manche.

Ainsi, le contrat de ruralité 2017-2020 de la COCM, signé le 17 juillet 2017, présente un ensemble d'actions développé en 6 axes à l'échelle de la Communauté de Communes, à savoir :

AXE 1 - Accès aux services à la population et aux soins

- Action 1.1 - Améliorer l'accès à tous les services des habitants de l'ensemble du territoire communautaire

Projet 1 : Transformation du Relais Service Public en Maison des Services Au Public comprenant des antennes implantées sur les pôles de proximité

Projet 2 : Renforcement et maillage du territoire en Espaces Publics Numériques

- Action 1.2 – Répondre aux perspectives de vieillissement démographique du territoire

Projet 3 : Ouvrir l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Créances-Lessay vers l'extérieur (jardins thérapeutiques - extension de la salle de repas site de Créances)

Projet 4 : Transformation de la Résidence pour Personnes Agées située à La Haye en résidence intergénérationnelle

Projet 5 : Mise en place d'un accueil de jour itinérant sur le territoire

AXE 2 - Revitalisation des bourgs-centre

- Action 2.1 – Aménager et réhabiliter l'urbanisme des centre-bourgs

Projet 6 : Animation de la démarche d'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de revitalisation urbaine (OPAH RU) sur le territoire de la commune de Périers et de 11 communes environnantes (AMI Centre-bourg Périers)

Projet 7 : Restructuration et réaménagement de la place de la Precouerie et du secteur Tollemer de la commune de Périers (AMI Centre-bourg Périers)

Projet 8 : Aménagement de la place du champ de foire de la commune de La Haye

AXE 3 - Attractivité du territoire

- Action 3.1 – Structurer la politique intercommunale de développement économique

Projet 9 : Réalisation d'une étude afin de structurer la politique intercommunale de développement économique et touristique du territoire - étude stratégique permettant la déclinaison d'un plan d'actions

Projet 10 : Création d'espace(s) de co-travail ou de bureaux partagés (tiers-lieux)

- Action 3.2 – Valoriser les atouts touristiques du territoire

Projet 11 : Implantation de l'Office de tourisme et aménagement de nouveaux locaux

AXE 4 - Mobilité et accessibilité du territoire

- Action 4.1 – Améliorer les conditions de déplacements de tous les habitants du territoire

Projet 12 : Création d'une plate-forme de mobilité rurale et multi-sites sur le territoire communautaire (TEPCV)

- Action 4.2 – Développer les déplacements doux sur le territoire

Projet 13 : Elaboration et mise en œuvre du schéma intercommunal des itinéraires cyclables (TEPCV)

Projet 14 : Réalisation d'un aménagement cyclable et sécurisation du boulevard du 8 juin de la commune de Périers (projet développé dans le cadre de l'AMI Revitalisation bourg de Périers)

Projet 15 : Elaboration de schémas directeurs cyclables dans les pôles du territoire

AXE 5 - Transition écologique et protection du littoral

- Action 5.1 – Protéger le littoral contre l'érosion du trait de côte

Projet 16 : Programme d'actions de protection du littoral

- Action 5.2 – Accompagner les collectivités dans la transition énergétique

Projet 17 : Rénovation thermique de la halle sportive communautaire Jacques LAIR sur la commune de La Haye

Projet 18 : Réhabilitation énergétique du groupe scolaire de la commune de Lessay

Projet 19 : Mise en œuvre d'une Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique de l'Habitat pour une durée de trois ans

AXE 6 - Cohésion sociale

- Action 6.1 – Mailler le territoire en équipements sportifs complémentaires

Projet 20 : Réhabilitation du gymnase communautaire situé sur la commune de Périers

Projet 21 : Construction d'une salle sportive intercommunale sur la commune de Créances

Sur les 21 projets inscrits, 1 projet a été réalisé en interne (élaboration de schémas directeurs cyclables) et 17 projets sont en cours de réalisation ou achevés.

- Pourcentage d'exécution du contrat : 85% des projets sont réalisés, représentant 98% du montant prévisionnel d'investissement.

- Montant des investissements en retirant les 3 projets non exécutés : 9 642 213 € HT.

- Rappel montant initial prévisionnel des investissements inscrit au contrat : 9 754 296 € HT, soit une diminution de 112 083 €.

- Montant des subventions de l'Etat mobilisées (DETR, DSIL, autres fonds) : 2 910 217 € soit environ 30%.

- Autofinancement des maîtres d'ouvrage : 4 359 793 €, représentant 45 % du montant HT des investissements.

Seuls 3 projets inscrits au contrat de ruralité n'ont pas été réalisés, à savoir 3 projets communautaires, en raison essentiellement des préconisations de l'Etat dans le cadre de la MEEF. Il s'agit notamment du projet de création d'espace(s) de co-travail ou de bureaux partagés (tiers-lieux) et du projet d'implantation de l'Office de tourisme et d'aménagement de nouveaux locaux.

4. LE CONTRAT DE TERRITOIRE 2018-2021

La réflexion menée dans le cadre de l'élaboration du Contrat de Territoire de la COCM s'appuie sur la stratégie locale de développement du territoire souhaitée par les élus locaux. Elle intègre également les objectifs poursuivis et partagés avec la Région Normandie et le Département de la Manche :

- garantir la présence d'équipements et de services au public,
- soutenir l'attractivité et la compétitivité des territoires par l'investissement public,
- valoriser le rôle de centralité assuré par les centre-bourgs du territoire,
- intégrer un rééquilibrage entre les territoires.

La réunion conclusive du 25 septembre 2018 en présence de Monsieur le Président de la Région Normandie et de Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Manche a permis d'acter la maquette financière du Contrat de territoire 2018-2021. La signature officielle du contrat a eu lieu quant à elle le 6 décembre 2018.

Ainsi, le contrat de territoire de la COCM présente un ensemble d'actions développé en 3 axes à l'échelle de la Communauté de Communes, à savoir :

Axe 1 : Renforcement de la cohésion sociale par un maillage du territoire en équipements sportifs complémentaires

Le sport est une composante essentielle de la politique de développement local et son impact est fort dans de très nombreux domaines. Les pratiques évoluent avec une diversification des pratiques sportives et l'apparition de nouvelles pratiques (encadrées ou non) ainsi que des nouvelles modalités de pratique d'anciens sports : féminisation, allongement de la vie sportive, pluriactivités... Face à ce contexte, la communauté de communes a défini une stratégie d'aménagement de son territoire en termes d'offre en équipements sportifs.

La communauté de communes dispose de trois équipements sportifs structurants maillant le territoire : le complexe sportif situé à La Haye, le gymnase situé à Périers et le gymnase de Lessay. Ces trois équipements permettent les pratiques sportives scolaires des 3 collèges et des établissements primaires du territoire ainsi que de certaines associations du territoire. Toutefois, les équipements structurants souffrent d'une certaine vétusté. Aussi, la COCM devait consolider l'offre d'équipements sportifs existante en rénovant les équipements vieillissants. La valorisation et la modernisation de ces équipements structurants sont indispensables afin de favoriser et développer les pratiques sportives.

Outre ces équipements, l'offre sportive couverte est majoritairement constituée de salles polyvalentes souvent inadaptées. Une carence en salle sportive multisports, non spécialisée, a été mise en exergue. Une étude a démontré la nécessaire complémentarité entre les gymnases, situés à proximité immédiate des collèges, et des salles sportives permettant de diversifier les pratiques sportives. De plus, l'offre sportive est qualifiée d'insuffisante à destination des jeunes du territoire. Or, le renforcement de la politique en faveur de la jeunesse, se décline, notamment, au travers une politique visant à améliorer et à diversifier l'offre sportive.

Objectifs :

- Corriger les inégalités d'offre d'équipements sportifs et d'accès à la pratique sportive,
- Développer la qualité de la pratique sportive, tant compétitive que de loisirs, qui joue un rôle essentiel dans les domaines de l'enseignement, de l'insertion, de la santé et de la prévention, du tourisme, de l'économie locale et plus généralement de la cohésion sociale.

Projets :

- 1.1 Réhabilitation du gymnase communautaire (Périers)
- 1.2 Construction d'une salle sportive intercommunale (Créances)
- 1.3 Aménagement sécuritaire de l'espace sports mécaniques du Karting (Lessay)
- 1.4 Actions en faveur de la cohésion sociale (exemples de projets : plateforme de mobilité rurale, animation de la vie sociale dans le cadre du plan Local Autonomie...)

Axe 2 : Favoriser le développement économique du territoire

Le territoire communautaire bénéficie d'un dynamisme économique relativement élevé mais sans réelle valorisation vers l'extérieur empêchant un développement plus ambitieux. Or, la présence de centre-bourgs dynamiques et animés dans les campagnes est un gage de qualité de vie, de cohésion sociale et de développement économique local pour les habitants des territoires concernés. Ce contexte de besoin d'attractivité pour les jeunes actifs doit être intégré dans plusieurs opérations de l'intercommunalité et de ses communes membres.

La communauté de communes a travaillé sur la définition d'une stratégie, d'une part, pour développer les filières et créer de l'emploi et, d'autre part, pour structurer l'activité touristique. La nécessité de définir une réelle stratégie est d'autant plus nécessaire suite à l'application de la loi NOTRe. L'intensification de la concurrence entre les territoires conduit la COCM à concentrer ses efforts afin de préserver et de développer son tissu économique.

Parallèlement, le foncier reste le principal levier actionné par le territoire pour faciliter son développement économique. Un territoire attractif se doit de disposer de terrains susceptibles d'accueillir diverses entreprises et industries. Cette politique doit être actionnée en anticipant les besoins et les demandes de demain afin de pouvoir répondre en temps et en heure aux projets d'implantation des entrepreneurs.

De plus, l'artisanat est un acteur important du dynamisme économique et de la qualité de vie sur le territoire. Le commerce de proximité, élément de cohésion et d'animation du territoire, présente lui aussi des fragilités, notamment dans les bourgs de l'arrière-pays. La modernisation des commerces participe largement à l'attractivité du territoire.

L'EPCI doit permettre aux entreprises locales de s'adapter aux mutations de leur environnement et d'assurer à plus long terme le maintien et le développement d'activités économiques ainsi que le maintien et le développement de l'emploi.

Objectifs :

- A partir de leurs potentiels, aider les entreprises locales à se développer au travers de dispositifs d'aides mais également au travers d'actions d'animation et de mise en réseau,
- Offrir des capacités d'accueil des entreprises sur le territoire et favoriser la mise en place d'une démarche collaborative,
- Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le tissu économique local.

Projets :

- 2.1 Aménagement de la zone d'activités de l'Etrier (La Haye)
- 2.2 Aménagement de la zone d'activités Ermissé (Saint-Germain-sur Ay)
- 2.3 Opération Collective de Modernisation (OCM) en partenariat avec la Communauté de communes Coutances Mer et Bocage
- 2.4 Aide à l'entreprise CREALINE (Lessay)
- 2.5 Ouverture d'un foyer logement pour jeunes travailleurs, saisonniers et apprentis (Créances)

Axe 3 : Accompagner le développement équilibré et durable du territoire

L'aménagement du territoire communautaire doit permettre le développement équilibré des pôles de centralité qui le constituent, à savoir : La Haye, Lessay/Créances et Périers. La présence de centres-bourgs dynamiques et animés sur le territoire communautaire est un gage de qualité de vie, de cohésion sociale et de développement économique local pour les habitants des territoires concernés. De plus, le contexte de besoin d'attractivité pour les jeunes actifs doit être intégré dans plusieurs opérations de l'intercommunalité et de ses communes membres.

L'accessibilité des services au public est l'un des principaux enjeux en matière d'égalité des territoires. Cette politique concerne toute la population mais également tous les territoires et notamment les territoires ruraux ainsi que l'ensemble des services considérés comme essentiels. Il s'agit également d'un enjeu de cohésion et d'attractivité du territoire.

Le vieillissement de la population constatée sur le territoire communautaire influe directement sur la politique d'amélioration d'accès aux services à mettre en œuvre. La situation sociale fragile constatée sur le territoire de Côte Ouest Centre Manche, combinée au vieillissement, sont des problématiques et des enjeux sociaux déterminants. Ils sont d'autant plus prégnants dans les secteurs les plus isolés du territoire impliquant un fort besoin de mobilité.

Par ailleurs, suite à la réflexion menée par les élus communautaires dans le cadre de la candidature à Territoire Durable 2030, la volonté de développer le territoire de manière équilibrée, durable et solidaire a été réaffirmée. La transition énergétique entre pleinement dans cette stratégie de territoire en cours d'élaboration avec, notamment la poursuite de la mise en œuvre des Conseils en Energie partagée sur le territoire afin notamment de diminuer les consommations d'énergie.

Toujours dans ce cadre, la Communauté de Communes, en partenariat étroit avec ses communes membres, encourage et favorise la mise en œuvre de programme de préservation des milieux afin notamment de préserver la qualité des eaux, enjeu majeur environnemental et économique du territoire.

Objectifs :

- Mettre en place un maillage du territoire communautaire favorisant l'égal accès des services.
- Proposer une offre de services diversifiée et mutualisée répondant aux besoins de proximité de la population et favorisant l'installation de nouveaux habitants.
- Améliorer l'efficacité énergétique du patrimoine des collectivités territoriales afin de réduire les coûts de consommation d'énergie des bâtiments publics et leurs émissions de CO2.
- Améliorer la qualité des eaux du territoire.

Projets :

- 3.1 Rénovation thermique de la maison intercommunale (La Haye)

- 3.2 Extension du PSLA (La Haye)
- 3.3 Animation OPAH 2018-2023
- 3.4 Création d'une esplanade festive, place de la Précurerie (Périers)
- 3.5 Réaménagement parc Tollemer et abords de la mairie (Périers)
- 3.6 Etude - Transformation de l'ancien cinéma en salle multiculturelle (Périers)
- 3.7 Aménagement de la place du Champ de Foire avec création d'une halle couverte (La Haye)
- 3.8 Création d'une salle pluriculturelle (La Haye)
- 3.9 Aménagement et valorisation du Parc en lien avec le château et le marais (Pirou)
- 3.10 Travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif (Bretteville sur Ay)
- 3.11 Travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif (Créances)
- 3.12 Travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif (Millières)

Au total, 21 projets sont inscrits au Contrat de territoire :

- 9 projets de compétence communautaire représentant 4,9 millions d'euros d'investissement ;
- 2 projets de la commune de Créances représentant 889 000 euros d'investissement ;
- 2 projets de la commune de La Haye représentant 3.6 millions d'euros d'investissement ;
- 2 projets de la commune de Périers représentant 820 655 euros d'investissement ;
- 1 projet de la commune de Lessay représentant 210 000 € d'investissement ;
- 1 projet de la commune de Pirou représentant 622 875 € d'investissement ;
- 1 projet de la commune de Bretteville sur Ay représentant 515 227 euros d'investissement ;
- 1 projet de la commune de Millières représentant 222 000 euros d'investissement ;
- 1 projet porté par l'EPF de Normandie, représentant 50 000 euros d'investissement ;
- 1 projet porté par la Société CREALINE, représentant 6.8 millions d'euros d'investissement.

Soit au total un programme d'investissement de 11 652 080 euros.

Au 1^{er} janvier 2021, seuls 3 projets n'ont pas encore reçu un début d'exécution (projets 3.1, 3.5 et 3.8). Toutefois, la prolongation de la durée du contrat de territoire d'un an, soit jusqu'au 6 décembre 2022, par le Conseil Régional permettra l'aboutissement de ces trois projets.

Il est précisé que le terme du contrat pour le Conseil départemental de la Manche est fixé au 6 décembre 2023 (durée du contrat de 5 ans).

5. PETITES VILLES DE DEMAIN

Le programme "Petites villes de demain", lancé par le Gouvernement, a pour objectif de conforter le rôle majeur des petites villes dans la transition écologique et l'équilibre territorial afin d'améliorer le cadre de vie en milieu rural. Il vise à renforcer l'attractivité des centres-bourgs en abordant tous les enjeux : amélioration de l'habitat et du cadre de vie, développement des services et des activités, valorisation du patrimoine bâti et paysager, accompagnement de l'activité commerciale...

Dans ce cadre, les communes de La Haye, de Lessay et de Périers, en association avec la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche, ont déposé une candidature groupée.

Face à des problématiques communes et à des enjeux partagés, les communes et l'intercommunalité ont souhaité mutualiser leurs efforts dans le but de :

- Dynamiser l'économie des centres-bourgs en s'appuyant sur les acteurs locaux et en valorisant les ressources locales,
- Renforcer l'attractivité des centres-bourgs en développant leur centralité par un projet d'aménagement innovant,
- S'engager dans les transitions écologique et énergétique,
- Développer les solidarités à l'échelle des bassins de vie,
- Créer une dynamique collective visant à mettre en réseau les initiatives publiques et privées.

Cette candidature groupée a été retenue et les communes de La Haye, de Lessay et de Périers sont ainsi lauréates du programme « Petites Villes de Demain en Normandie ».

Les collectivités peuvent ainsi bénéficier d'un appui global en ingénierie, notamment par le biais du financement à 75 % d'un chef de projet « Petites Villes de Demain » ainsi que d'outils d'expertise dans l'ensemble des champs nécessaires à la revitalisation des centralités, notamment l'habitat, le commerce, l'économie locale et l'emploi, les mobilités douces, la transition écologique, etc.

Afin de mener à bien ce projet de territoire dans une approche globale, la communauté de communes assure le portage du projet de revitalisation. A ce titre, elle tient un rôle de « chef de file » afin d'insuffler une forte dynamique de projet qui fédère l'ensemble des acteurs concernés. C'est pourquoi, elle assure le recrutement du chef de projet « Petites Villes de demain » avec un financement du poste par les trois communes lauréates. La procédure de recrutement a été engagée à la fin du mois de mars 2021.

Le cadre stratégique permettant de répondre aux enjeux identifiés des trois communes lauréates dans le cadre du programme « Petites villes de Demain » est le suivant :

- Dynamiser l'économie des centres-bourgs en s'appuyant sur les acteurs locaux et en valorisant les ressources locales

La dynamisation du tissu économique, au-delà de la seule économie résidentielle constitue un volet majeur et essentiel du présent projet équilibré de revitalisation des centres-bourgs et de ses bassins de vie (accès à l'emploi pour tous, limitation des déplacements, etc.). Il s'agit de mettre en place une politique de développement économique local permettant d'engager un processus positif d'attractivité durable. A ce titre, les structures de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ont un rôle

important à jouer et devront être pleinement intégrée à la stratégie du territoire. Les défis à relever sont de plusieurs ordres : valoriser les ressources et savoirs locaux en termes d'artisanat ou de production agricole, s'appuyer sur une économie touristique et accompagner l'accès à l'emploi pour tous.

Puisque le développement économique s'appuie avant tout sur l'initiative privée, un important travail d'animation est nécessaire afin de favoriser la coopération entre les différents acteurs (économiques, socio-professionnels, institutionnels, etc.). L'enjeu est de parvenir à structurer des réseaux économiques ancrés dans le territoire. L'appui à la création et au développement d'entreprises est évidemment un autre élément essentiel de la régénération d'un tissu d'activités.

- Renforcer l'attractivité des centres-bourgs en développant leur centralité par un projet d'aménagement innovant

Il s'agit de maintenir et développer une centralité. Cela passe par une action complète et combinée sur tous les leviers qui permettront d'améliorer la qualité de vie des habitants des centres-bourgs mais également du bassin de vie communautaire. L'objectif est de redonner l'envie de fréquenter les centres-bourgs et d'y vivre. Seule la définition d'un projet qui porte sur plusieurs échelles spatiales et temporelles permet de rendre pérenne leur attractivité.

A l'échelle des centres-bourgs, les actions portent sur l'habitat et notamment la requalification du bâti existant pour adapter l'offre à la demande et résorber la vacance et les situations d'insalubrité, sur la requalification des espaces publics, etc.

Pour y parvenir, il est nécessaire de mobiliser en préalable une ingénierie, notamment en termes d'action foncière et immobilière, et de conduire des réflexions en termes de formes urbaines, de qualités paysagères des entrées de bourgs ou d'équilibre entre la rénovation du tissu existant et les extensions urbaines mesurées.

Des expérimentations sont à conduire pour intégrer des préoccupations environnementales, comme la perméabilité des aménagements, la création de transitions végétales à la périphérie des bourgs... afin de conforter les trames vertes, bleues et noires.

Le caractère innovant de la démarche sera de concevoir les actions non indépendamment les unes des autres mais dans une vision d'ensemble sur le devenir des bourgs au sein du territoire communautaire.

- S'engager dans les transitions écologique et énergétique

Au travers des documents d'orientation et de programmation déjà réalisés par les collectivités tels que les Agenda 21, les démarches « Territoire en transition » et le PCAET, les collectivités du territoire ont affirmé depuis plusieurs années leur engagement en faveur de la transition énergétique. Cette dimension n'est pas nouvelle et ne découle pas d'une simple démarche opportuniste, comme en témoigne la reconnaissance « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » obtenue par la communauté de communes.

Les centres-bourgs du territoire, à proximité immédiate des zones agricoles, offrent une opportunité importante pour favoriser la mise en œuvre d'une politique de développement durable concertée et exemplaire, dans le prolongement des démarches initiées.

Ainsi, le projet de revitalisation des centres-bourgs du territoire pourra intégrer d'autant plus facilement et le plus en amont possible l'impératif de transition énergétique dans la phase de définition de la stratégie globale de revitalisation ainsi que dans sa mise en œuvre au travers du plan d'actions.

L'aménagement durable est un état d'esprit général qui imprègne depuis quelques années l'ensemble des actions menées sur le territoire.

- Développer les solidarités à l'échelle des bassins de vie

L'envie de fréquenter les centres-bourgs et d'y vivre passe également par le maintien des commerces et des services de proximité, sur l'offre d'équipements adaptée, sur l'offre culturelle et touristique à travers l'animation culturelle et sur l'accessibilité au centre-bourg.

Il s'agit également de structurer une écoute des publics en précarité pour construire des réponses à leurs besoins, en s'appuyant notamment sur le centre social situé à Lessay, l'épicerie solidaire située à La Haye ou encore sur la plateforme de mobilité.

- Créer une dynamique collective visant à mettre en réseau les initiatives publiques et privées

La réussite d'un programme de revitalisation passe également par un mode de faire « ensemble » qui traduit la richesse du lien social présent dans ce territoire rural.

Le projet de revitalisation se doit d'être partagé avec la population, valorisé comme un élément de la capacité du territoire à se montrer innovant, performant et efficace.

Le caractère innovant de la présente candidature porte sur une volonté exprimée des communes de travailler ensemble, en complémentarité, afin de répondre aux besoins exprimés par les habitants. Une synergie et une force d'action collective devront être recherchées dans le cadre notamment de l'accompagnement en termes d'ingénierie mais également dans la définition du plan d'actions.

La signature de la convention d'adhésion au dispositif « Petites Villes de demain » devrait intervenir courant avril-mai 2021.

6. UN PLAN LOCAL AUTONOMIE (PLA) POUR FAVORISER LE BIEN VIEILLIR

Contexte

Le Département de la Manche est confronté à un phénomène de vieillissement continu de la population. C'est la classe des 75 ans et plus qui augmente le plus au fil des ans.

En 2013, les plus de 60 ans représentaient 29 % de la population manchoise. A l'horizon 2030, ils représenteront 40 % de la population.

Ce phénomène impactera directement les dispositifs de prise en charge, notamment en établissement. Ces perspectives démographiques ont incité le Conseil Départemental à s'engager dans une démarche volontariste pour améliorer les conditions de vie des seniors et des futurs seniors, en les considérant non pas uniquement sous l'angle de la dépendance mais comme des acteurs économiques, solidaires et citoyens, et en agissant sur toutes les dimensions de la vie des personnes âgées (habitat, environnement, lien social, sport, culture...).

Cette orientation a été déclinée dans le 4^{ème} schéma gérontologique de la Manche 2014-2015 et dans ses fiches-actions, dont celle intitulée « Plan local autonomie », l'objectif étant de faire émerger au sein des communautés de communes de la Manche une politique locale de l'autonomie.

En 2015, le Département a souhaité expérimenter cette politique auprès de 3 communautés de communes ayant montré leur volonté de s'impliquer dans une démarche en faveur du mieux vieillir : les communes de communes Sèves-Taute, de La Haye du Puits et du Canton de Lessay, où la part des 65 ans et plus représente 25 % de la population.

Une démarche participative pour favoriser l'expression du « territoire vécu »

Pour mener à bien son projet, le Département a organisé en mars 2015 une série de **rencontres avec les responsables politiques** des 3 EPCI.

Ces échanges ont permis de sensibiliser les élus à la démarche et de recueillir leurs observations et suggestions. Des sujets sont revenus de façon récurrente au cours de ces rencontres :

- l'habitat : l'adaptation des logements est un des facteurs décisifs du bien vieillir
- la vie dans la cité : les retraités donnent de leur temps et mettent leurs compétences et leurs connaissances au service de la vie citoyenne ou de l'engagement associatif. Le PLA devra contribuer à encourager les initiatives citoyennes en la matière.
- le lien social et intergénérationnel : la transmission des savoirs, des savoir-faire, les échanges de services permettent aux seniors de garder une place active dans la société. Le PLA devra concourir à la cohésion sociale et au bien-vivre ensemble
- les parcours résidentiels : les initiatives en termes de mixité générationnelle doivent être favorisées
- l'articulation de l'offre culturelle et de loisirs : elle doit être un axe d'une politique locale du bien vieillir sur le territoire.

Afin **d'associer la population locale au projet** et ainsi construire un programme d'actions qui réponde au mieux aux attentes des habitants, 3 ateliers territoriaux ont été organisés en octobre et novembre 2015 sous forme de « **forum ouvert** ». Habitants, responsables associatifs, institutionnels se sont retrouvés à Périers, Lessay et La Haye du Puits pour échanger sur leur vision du bien vieillir et sur la place des seniors dans la vie locale.

Plus de 500 personnes ont participé à ces ateliers territoriaux et ont contribué à la définition des enjeux et de premières pistes d'action.

A la suite de ces ateliers territoriaux, un **programme d'actions** a été adopté.

Ce programme s'articule autour de 4 axes stratégiques et se décline en 25 actions :

- favoriser le maintien à domicile : développer de l'habitat groupé en cœur de bourg, équiper les domiciles d'outils domotiques, mettre en place un réseau de veilleurs dans chaque commune, favoriser le sport-santé...
- structurer l'offre médico-sociale et renforcer le lien entre sanitaire et social : créer un accueil de jour itinérant, améliorer la collaboration entre les services de soins infirmiers à domicile et les services d'aide à domicile, créer un répertoire des services, développer les usages numériques, mettre en place un relais d'assistants de vie...
- faire du PLA un outil de développement local : développer des réseaux d'artisans locaux habilités pour les travaux d'adaptation des logements, organiser du transport à la demande...
- renforcer le lien social, favoriser la vie sociale des personnes : créer un répertoire des compétences des seniors, créer une dynamique intergénérationnelle, mettre en place un conseil des seniors...

Formalisation de la démarche

La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche, issue de la fusion des communautés de communes Sèves-Taute, de La Haye du Puits et du canton de Lessay, a confirmé l'engagement des 3 anciens EPCI en prenant la compétence « définition et mise en œuvre d'une politique locale de l'autonomie en faveur des personnes âgées en partenariat avec le Département de la Manche, et soutien aux actions menées dans le cadre du « bien vieillir » sur le territoire ».

Une convention de partenariat sur 3 ans a été signée officiellement le 19 juin 2017 entre le Conseil Départemental de la Manche et la COCM, en présence d'une délégation danoise (le Danemark étant un pays précurseur en matière de maintien à domicile), cette convention visant à définir les engagements des partenaires dans le cadre de la mise en place du PLA de la communauté de communes.

La Communauté de Communes assure aujourd'hui le pilotage général du PLA (coordination administrative et opérationnelle). Les services du Département apportent quant à eux une assistance technique et une ingénierie de projet (mobilisation de la Direction des projets et des territoires de solidarités, de la Maison départementale de l'autonomie, de la Direction des établissements sociaux et médico-sociaux) ainsi qu'un soutien financier dans le cadre du contrat de territoire

Les moyens mobilisés pour la mise en œuvre du PLA

L'un des objectifs du PLA est de repérer les personnes âgées en situation d'isolement et de prévenir le plus en amont possible la perte d'autonomie.

Pour assurer cette mission de veille, la COCM a recruté une « **référente prévention senior** » qui a pour missions :

- d'effectuer un repérage des personnes âgées les plus vulnérables et les plus éloignées de l'accès à l'information, à la prévention et aux soins, afin de prévenir le plus en amont possible la perte d'autonomie. Il devra pour cela réactiver les solidarités de proximité, les relais locaux et les contacts préventifs
- d'apporter des réponses individualisées aux seniors en situation de fragilité qui auront été repérés par les relais locaux (veilleurs, visiteurs, élus référents seniors, aides à domicile, assistantes sociales, médecins...)
- d'apporter des solutions de répit aux aidants
- de déployer un réseau de veilleurs et de visiteurs sur le territoire communautaire afin de faciliter le repérage des situations difficiles
- de favoriser la mise en réseau des partenaires locaux (services d'aide à domicile, services sociaux / communaux / départementaux, caisses de retraites, Clic, SAG...)
- d'accompagner le senior dans ses démarches et ses besoins (habitat, déplacements, lien social, loisirs, sport, culture...)

Par ailleurs, une **coordinatrice du PLA et animatrice de la vie sociale des seniors** a été recruté en septembre 2019 pour assurer les missions suivantes :

Volet coordination :

- Accompagner les élus dans la définition et la mise en œuvre des orientations stratégiques d'une politique gérontologique locale concertée et transversale en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, en s'appuyant notamment sur les actions inscrites au PLA
- coordonner et évaluer la mise en œuvre des actions du PLA
- rechercher des financements pour la mise en œuvre des actions
- Mettre en place un observatoire local de l'autonomie pour mieux cerner les besoins du territoire
- Coordonner et animer le réseau des acteurs locaux intervenant dans le champ gérontologique
- Mettre en place une campagne de communication pour promouvoir les actions portées par la Communauté de Communes et par ses partenaires en faveur du bien vieillir
- Contribuer à alimenter la réflexion des élus et des services dans le cadre de démarches transversales (Charte avec les Familles, Réseau Territorial de Promotion de la Santé...)
- Animer l'Assemblée pour le bien vieillir, instance de réflexion participative et indépendante facilitant l'expression de la parole des usagers du PLA sur la politique publique inclusive menée par la COCM en faveur du « Bien vieillir ».

Volet animation de la vie sociale des seniors :

- favoriser la vie sociale des seniors en mettant en œuvre des actions contribuant à promouvoir la dynamique intergénérationnelle, encourager la participation citoyenne et les échanges de savoirs et de savoir-faire
- Favoriser l'émergence et l'accompagnement d'initiatives locales contribuant à préserver et renforcer les liens sociaux
- Identifier les besoins et les demandes des seniors, en s'appuyant sur le réseau des partenaires locaux

7. LA CHARTE AVEC LES FAMILLES

« *Agir ensemble pour le bien-être des familles* : c'est le principe de cette « Charte territoriale ».

Cette démarche innovante, proposée par la MSA Côtes Normandes vise à développer les solidarités et services aux familles. Elle repose avant tout sur une dynamique locale et partenariale, associant : acteurs locaux, professionnels, bénévoles, élus, partenaires institutionnels et bien évidemment les familles. La Communauté de communes Côte Ouest Centre Manche a souhaité s'engager pleinement dans cette démarche de développement social local partagée avec tous.

Une méthodologie collaborative originale, qui porte une attention particulière aux familles dans de nombreux domaines : petite enfance, enfance, jeunesse, relations parents/enfants, prévention santé, animation sociale.

La Charte repose sur deux grandes orientations :

- Réduire les inégalités et renforcer le maillage territorial en matière d'offre de services aux familles
- Favoriser l'inclusion sociale de toutes les familles avec une attention particulière aux facteurs de fragilité

Elle s'opère en quatre phases :

1) CADRAGE DE LA DEMARCHE (Mai 2018 à janvier 2019)

- Mobilisation des élus, des partenaires et des acteurs locaux pré-identifiés.
- Définition de la gouvernance du projet et consensus sur les principes de la démarche
- Signature de la convention MSA - COCM

2) DIAGNOSTIC PARTAGE (de mars 2019 à mars 2020)

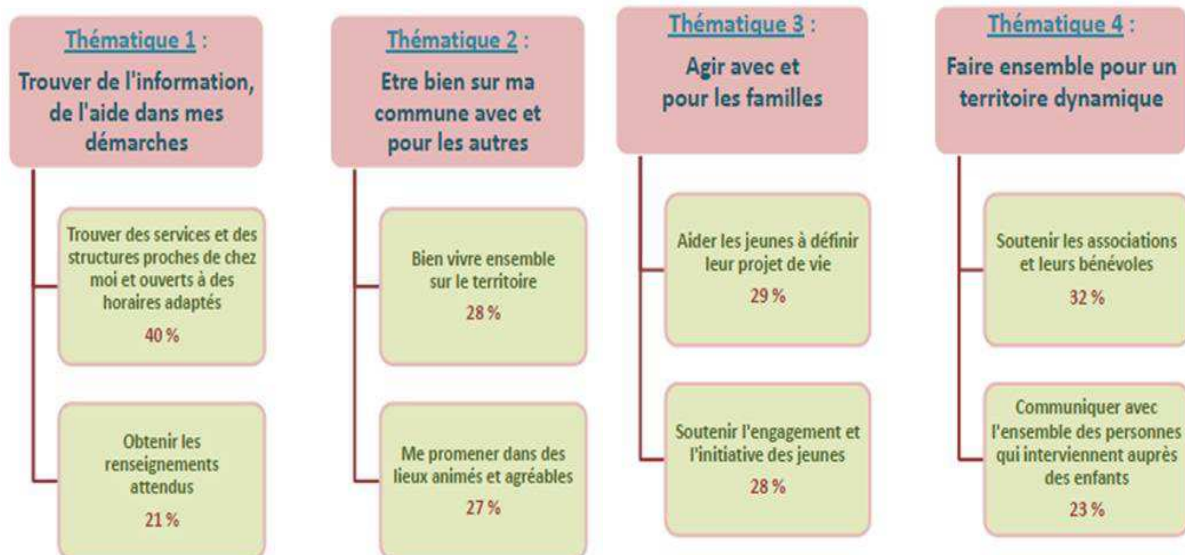
Réalisation d'un diagnostic partagé avec les familles du territoire, les élus, les partenaires et acteurs locaux :

- Un groupe diagnostic participatif pour l'élaboration de la démarche de diagnostic - riche et complémentaire de par la diversité de ses membres (bénévoles et professionnels associatifs, parents, professionnels de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse, professionnels du social, de l'insertion, agent EPN, agent d'accueil, élus, institutions CAF, MSA, ARS, DDCS, EN et les stagiaires de l'IRTS).
- 5 groupes de travail animés par les membres du groupe diagnostic : « professionnels et bénévoles du social » / « professionnels et bénévoles de l'éducation et de la médiation » / « Familles » / « Vie locale et socioculturelle » / « Elus ».
- Un questionnaire famille (en ligne, sur le marché, les lieux festifs, les supermarchés, les lieux d'accueil, sortie des écoles, ...) : 14,5% de participation des familles du territoire soit 539 familles
- « L'Arbre des possibles » : Afin de libérer la parole et faciliter l'expression des familles, Grâce à cet outil ludique, chaque personne a pu inscrire une envie sur un des thèmes proposés : école, éducation, travail, relations aux autres, familles, loisirs, solidarité, bien-être, internet...

3) RESTITUTION DU DIAGNOSTIC ET SELECTIONS DES ENJEUX PRIORITAIRES (de septembre 2020 à Mars 2021)

- Organisation d'un temps festif avec tous les publics (familles, élus, professionnels et bénévoles) en juin 2020, qui n'a pu se mettre en place avec la crise sanitaire.
Il a été remplacé par la création d'une vidéo « Je vote, j'agis » pour présenter le diagnostic et un sondage en ligne pour prioriser les enjeux avec une implication forte de tous les partenaires du territoire (531 votants).

Enjeux prioritaires retenus :



3) DEFINITION D'UN PLAN D' ACTIONS (d'Avril à juillet 2021)

Elaboration collective d'un programme d'actions et sa validation : 4 groupes de travail composés de représentants familles, élus, bénévoles et professionnels volontaires se sont mis en place en visio conférence en avril. Ils ont jusqu'en juin 2021 pour proposer un plan d'actions, qui sera validé en juillet 2021.

4) PHASE OPERATIONNELLE ET D'EVALUATION (de septembre 2021 à décembre 2022).

8. LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Centre Manche Ouest approuvé le 10 février 2010 définit les objectifs pour le développement du territoire des communautés de communes de Coutances mer et bocage et Côte Ouest Centre Manche à l'horizon de 10-15 ans. L'analyse des résultats de l'application du SCOT a été actée le 13 décembre 2016 ainsi que la révision du document

Le PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) de l'ancienne communauté de communes de la Haye du Puits a été approuvé par délibération le 11 octobre 2018. Par cette même délibération, il a été décidé de l'abrogation des cartes communales de Bolleville, Derville, Lithaire, Mobecq, Neufmesnil et Saint-Sauveur-de-Pierrepont. Le PLUI de l'ancienne communauté de communes de Sèves-Taute a quant à lui été approuvé par délibération le 26 septembre 2019 et a également entrainer l'abrogation des cartes communales. Le PLUi de l'ancienne CDC de La Haye du Puits a été modifié de manière simplifiée à deux reprises : les 26 septembre 2019 et 08 septembre 2020.

Le reste du territoire de la Communauté de commune Côte Ouest Centre Manche se répartit sur le plan urbanistique entre :

- 3 PLU : Lessay, Créances, Saint-Germain-sur-Ay
- 4 cartes communales : La Feuillie, Millières, Saint-Patrice-de-Clavds et Vesly
- 4 communes soumises Règlement National d'Urbanisme au (RNU) : Lulne, Bretteville-sur-Ay, Pirou et Geffosses. Les Plans d'Occupation des sols (POS) étant caducs pour ces 3 dernières.

Afin que la totalité du territoire Côte Ouest Centre Manche soit couvert avec des PLUi, la Communauté de communes a recruté le prestataire durant l'été 2020. Il réalise actuellement le diagnostic territorial préalable à la définition du projet politique, qui interviendra à partir de cet été.

Il est important de préciser que l'un des principaux objectifs qui anime l'élaboration du PLUi est la déclinaison locale et de manière pragmatique des orientations de « Notre Littoral pour Demain ». La volonté est d'anticiper l'évolution de cet espace littoral de manière pragmatique et prospective. Ainsi, le bureau d'études, après avoir étudié les capacités d'accueil, il effectuera une identification des secteurs potentiels de replis stratégiques, de relocalisation d'activités liés à la mer et à l'agriculture, des activités de loisirs et des secteurs d'habitat.

L'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 (d'application différée) a pour effet de renforcer le niveau d'opposabilité du PCAET sur les PLU(i) et les documents en tenant lieu. En simplifiant en grande partie les niveaux d'opposabilité applicables (comme demandé dans l'habilitation donnée par la loi ELAN), l'ordonnance du 17 juin 2020 prévoit, à terme, de faire passer **d'une obligation de prise en compte à une obligation de compatibilité** les liens avec le plan climat-air-énergie territoriale (PCAET).

LES INSTANCES DE CONCERTATION

1. LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DURABLE (C2D)

Au regard des besoins de mobilisation des acteurs du territoire demandés notamment par le Plan Climat Air Energie Territorial, la démarche Territoire Durable 2030 et l'élaboration d'une nouvelle stratégie économique et touristique, la Communauté de Communes a souhaité en 2019 se saisir de l'obligation réglementaire de constituer un conseil de développement pour en faire l'instance de référence en termes de consultation.

En effet, au regard des besoins de mobilisation des acteurs du territoire, il semblait opportun pour la communauté de communes de se saisir de l'obligation réglementaire de constituer un conseil de développement, afin d'en faire l'instance de référence en terme de concertation autour des projets de la COCM. Car au-delà de l'obligation réglementaire, le conseil de développement est vu comme un espace de dialogue représentatif des acteurs du territoire et de la société civile contribuant à l'enrichissement de la décision politique. De par la multitude des profils qui compose un conseil de développement, celui-ci permet de recueillir une pluralité de point de vue et une diversité d'expertises d'usages représentative des attentes de nos concitoyens.

De plus, afin de renforcer l'affichage de l'engagement du territoire en matière de développement durable, la COCM a validé la création d'un conseil de développement estampillé « conseil de développement durable » (C2D).

Modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 80, les conseils de développement sont désormais en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants mais la Communauté de Communes a souhaité conserver cette instance de démocratie participative.

Le C2D, créé par délibération en date du 11 avril 2019, apporte des avis et des propositions sur la vie et le développement du territoire et est ainsi consulté sur :

- L'élaboration du projet de territoire ;
- Les documents de perspectives et de planification résultant de ce projet ;
- La conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire communautaire.

Il peut donner son avis (autosaisie) ou être consulté sur toute autre question relative à ce territoire.

Ainsi, le conseil de développement de la communauté de communes est composé de 20 membres permanents, réunissant trois types d'acteurs, organisés en 3 collèges :

- 7 personnes dans le collège « Développement économique » : Entrepreneurs et personnes issues du monde économique, de l'économie sociale et solidaire, du monde agricole, de la conchyliculture, du tourisme...
- 8 personnes dans le collège « Sociétal » : Membres de la vie associative, culturelle, sportive, du monde éducatif, habitants, usagers ou citoyens
- 5 Personnes dans le collège « experts /Personnes qualifiées » habitants du territoire, issues des milieux scientifiques, du patrimoine, de l'environnement, les anciens élus ou anciens techniciens des collectivités territoriales ou des services de l'Etat...

Cette instance a été associée à l'élaboration de plusieurs documents stratégiques tels que le PCAET, la stratégie de développement économique et touristique du territoire communautaire, la feuille de route sur l'économie circulaire, le PLUi du secteur de Lessay, etc.

2. LES INSTANCES INTERNES

Dans le cadre de la création des commissions thématiques de la communauté de communes (DEL20200722-167), les membres du conseil communautaires ont décidé :

- d'autoriser la création au sein de chaque commission d'un ou plusieurs groupe(s) de travail en fonction des thématiques traitées, associant éventuellement des partenaires extérieurs,
- de prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres au sein de ces commissions, sachant que chaque commune membre aura la possibilité de désigner soit un conseiller communautaire, soit un conseiller municipal.

Les groupes de travail sont donc des instances de réflexions sur des enjeux concrets qui sont ensuite proposés aux membres de la commission, puis du bureau communautaire et, le cas échéant, du conseil communautaire. L'ANNEXE 2 du présent diagnostic recense l'ensemble des groupes de travail de la Communauté de Communes.

La composition de ces groupes de travail ou les groupes de travail en eux-même peuvent être amenés à évoluer (suppression de certains groupes et création de nouveaux groupes) pour permettre aux commissions de co-construire des projets qui répondent au mieux aux attentes et besoins des habitants du territoire.

Certains dispositifs tels que la plateforme de mobilité de la Communauté de Communes disposent de leur propre gouvernance participative. La gouvernance de la plateforme de mobilité se décline par exemple en 3 instances : Comité de Pilotage, Comité technique et des groupes de travail (la gouvernance est présentée au point 7 La mobilité : expérimentation d'une Plateforme de mobilité page 157).

Par ailleurs, lors du débat relatif à l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre la communauté de communes et les communes membres intervenu en conseil communautaire le 20 septembre 2020, les élus ont affirmé leur volonté d'associer impérativement la Conférence des Maires, composée de l'ensemble des Maires du territoire, sur l'ensemble des questions relatives à l'élaboration du projet de territoire ainsi que sur les questions relatives aux compétences de la communauté de communes.

3. L'ASSEMBLEE DU BIEN VIEILLIR

La communauté de communes Côte Ouest Centre Manche (COCM) s'est engagée depuis 2015 dans la mise en œuvre d'un Plan Local Autonomie (PLA) en partenariat avec le Conseil Départemental de la Manche. Ce PLA a pour finalité d'offrir aux seniors les conditions du bien vieillir sur le territoire et de favoriser le maintien à domicile.

C'est dans ce cadre que la communauté de communes Côte Ouest Centre Manche en partenariat avec le CLIC des Marais a créé l'Assemblée pour le Bien Vieillir.

Cette assemblée repose sur une charte constitutive adoptée en Conseil communautaire le 26 septembre 2019 par délibération (n°20190926-209 (8.2)). Autonome dans son fonctionnement et ses décisions, son rôle est consultatif et l'assemblée émet des avis.

Cette instance donne la parole aux personnes ayant recours aux services déployés dans le cadre du PLA ou impliquées dans la problématique de la perte d'autonomie. Elle permet ainsi de faire remonter les besoins ainsi que les attentes de la population en faveur du Bien Vieillir sur le territoire Côte Ouest Centre Manche, elle favorise l'évaluation de toutes les actions mises en œuvre par le Plan Local Autonomie, et propose des initiatives contribuant au mieux vivre ensemble.

Intronisée le 30 septembre 2020, elle comprend 20 membres, tous habitants du territoire communautaire et n'ayant pas de mandat municipal.

La mobilité et le numérique sont les deux thématiques qui seront abordées en 2021 par l'assemblée.

4. LE GROUPE D'INTERET ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL (GIEE)

Un Groupement d'Intérêt Économique et Environnementale (GIEE) « Energie positive » été créé en 2018 sur le territoire centre Manche à l'initiative d'un groupe d'agriculteurs qui avait travaillé sur l'amélioration des pratiques agricoles dans le cadre de la convention TEPCV de l'ancienne communauté de communes de Sèves-Tautes. Ce GIEE est désormais composé de 9 agriculteurs, dont 7 du territoire COCM.

Les réflexions des membres du GIEE portent sur :

- La diminution des consommations énergétiques et des émissions de Gaz à Effet de Serre (directes et indirectes) ;
- La production d'énergies renouvelables (photovoltaïque, méthanisation, bois plaquettes, hydrogène,...),
- Le stockage du carbone dans les haies et les sols

Plus concrètement, les membres de ce GIEE :

- Mènent des actions individuelles au sein de leur exploitations avec par exemple, la réalisation de diagnostics des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes de leurs exploitations agricoles (avec le logiciel DIA'TERRE)
- Participent à des formations : produire de l'électricité photovoltaïques, conduire un projet de méthanisation, valoriser le carbone de ses haies.
- Mènent des actions de communication

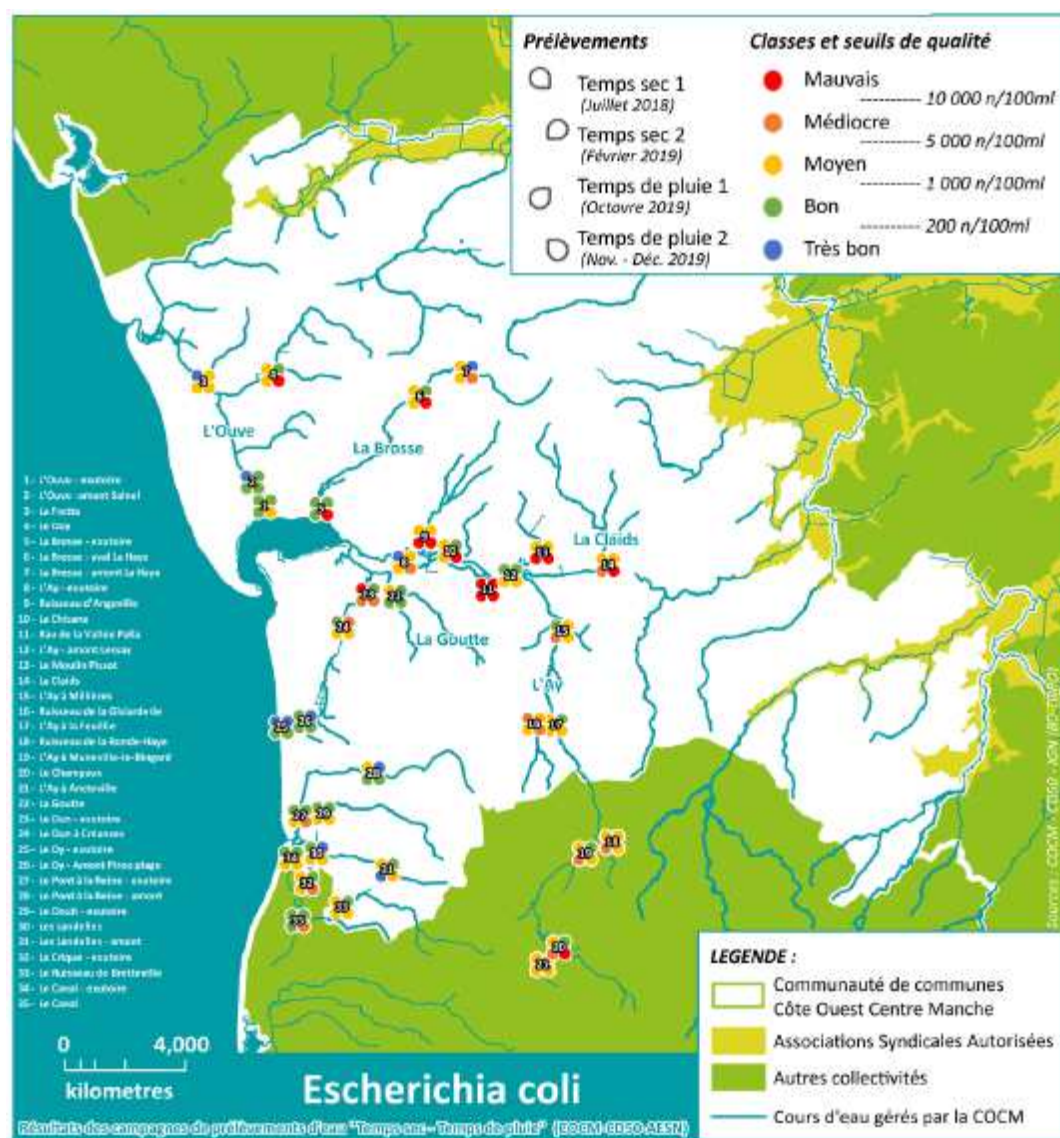
La COCM a donc souhaité associer les membres de ce GIEE à son PCAET et ce dès la phase de diagnostic puis pour l'élaboration de la stratégie.

La COCM envisage également de communiquer et partager davantage sur leurs retours d'expérience et les bonnes pratiques mises en œuvre par ce réseau d'agriculteurs auprès de l'ensemble des exploitants agricoles du territoire.

ANNEXES

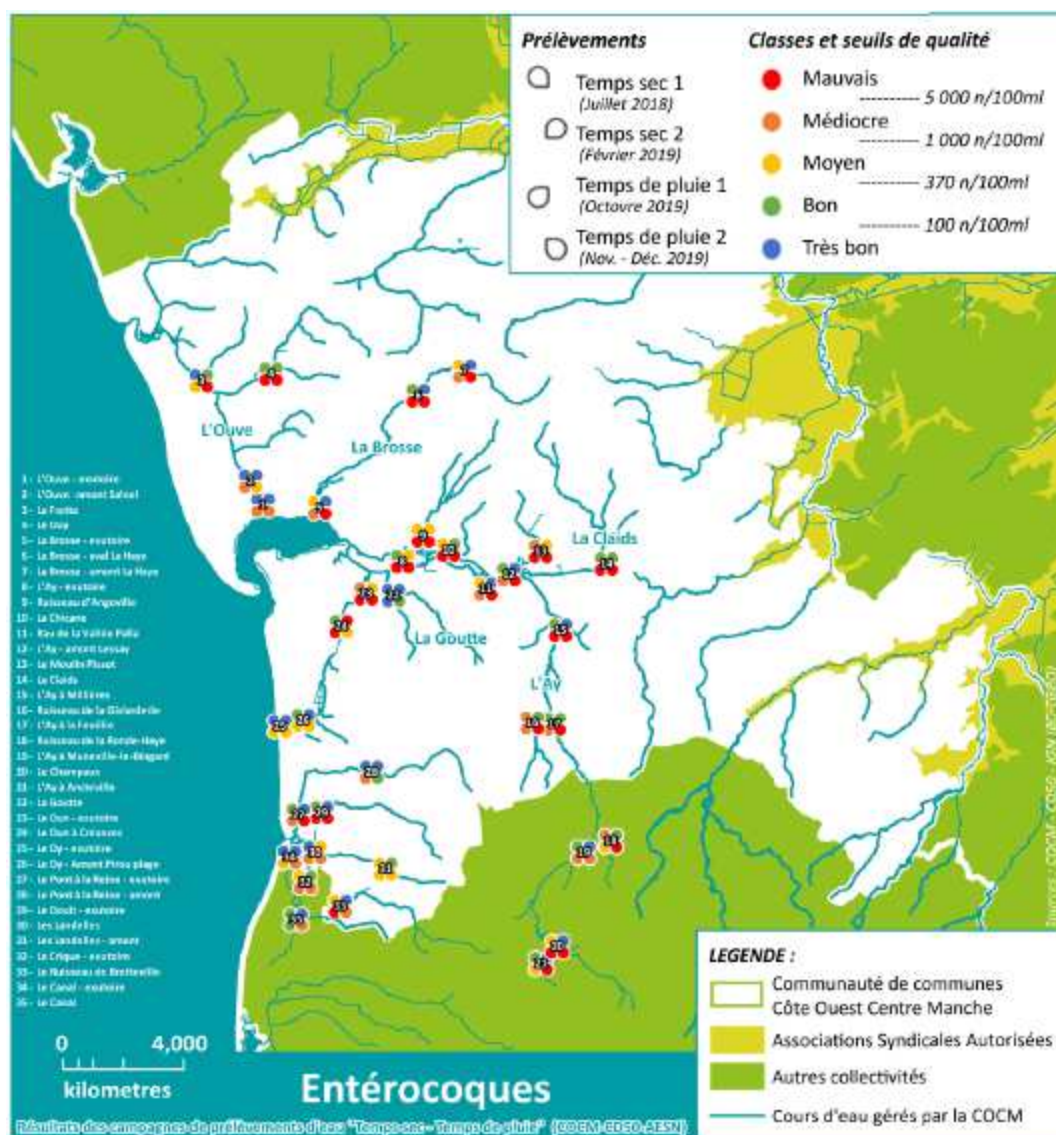
ANNEXE 1 : PRESENTATION DES RESULTATS DU PROGRAMME QUALIT'AY

E. Coli



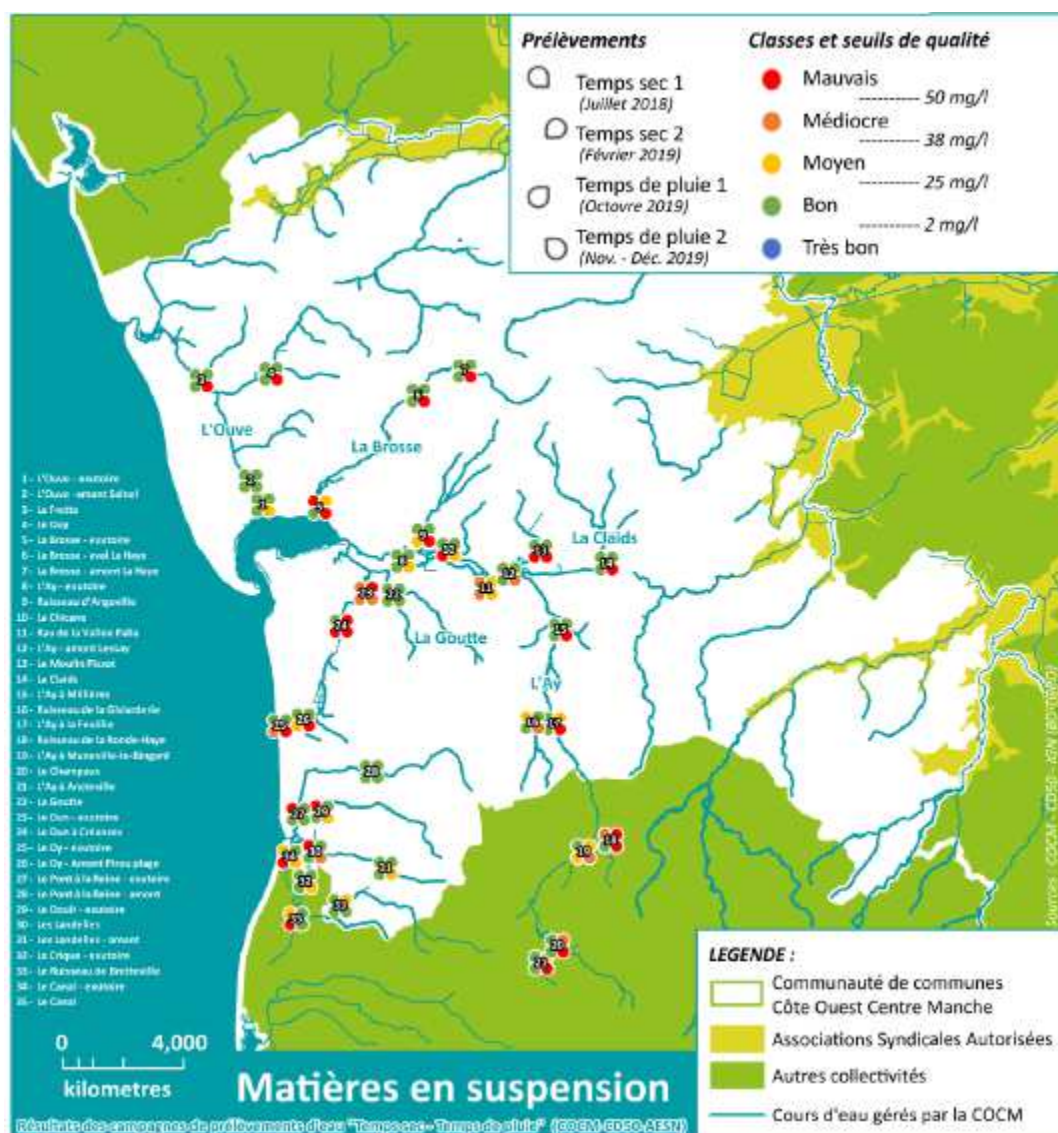
Pour le paramètre *Escherichia coli*, les affluents aval de l'Ay sont clairement identifiés comme les plus contaminés, notamment le Ruisseau de la Vallée Palla qui montre des taux élevés, même par temps sec. Le Dun, sur le bassin de la Goutte, montre lui aussi une dérive par temps sec.

Entérocoques



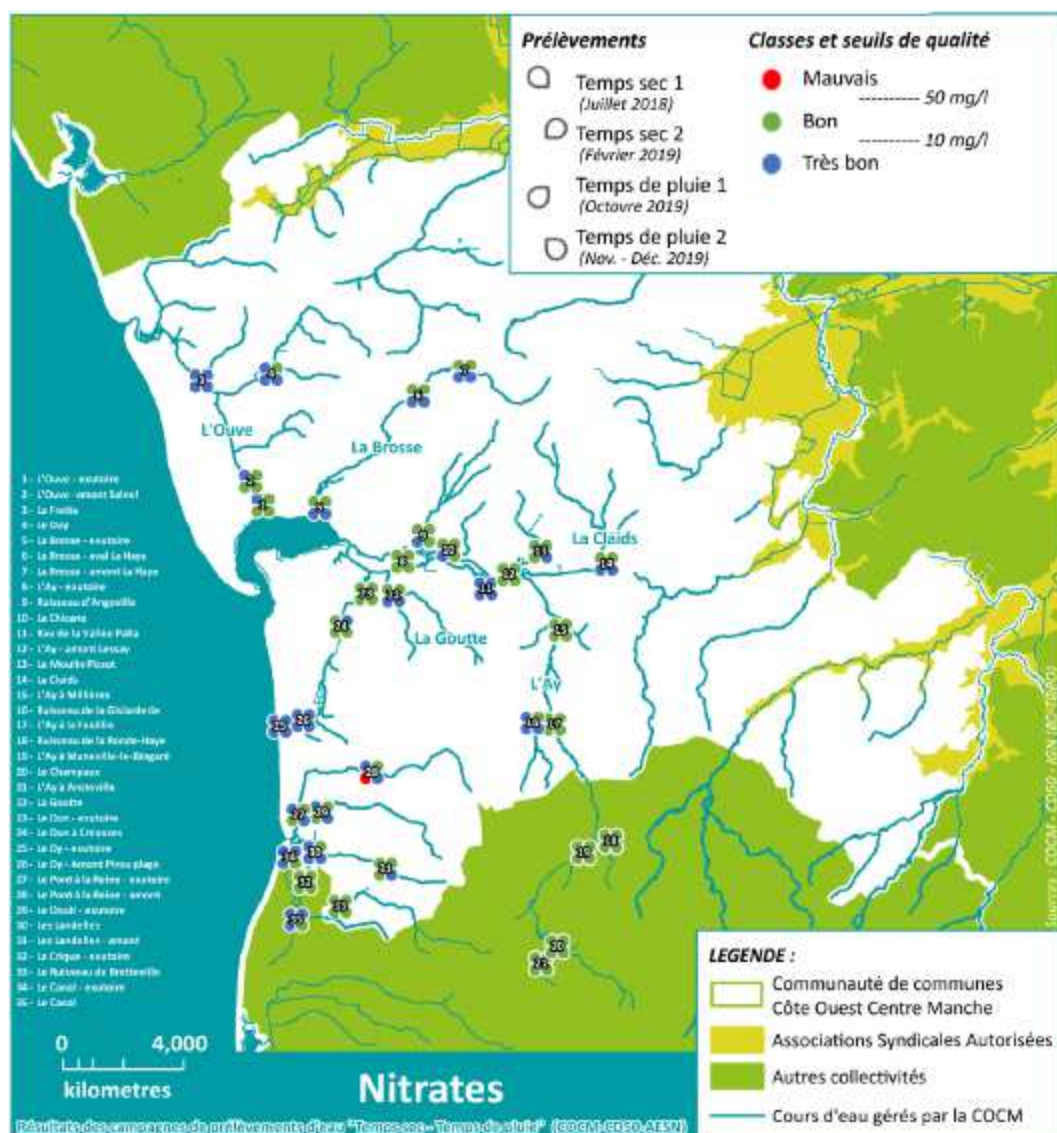
Pour le paramètre Entérocoques, le tableau montre une forte dérive par temps de pluie sur la plupart des cours d'eau suivi, avec de fortes concentrations sur les affluents aval de l'Ay. Tout comme pour *Escherichia coli*, le Dun présente une forte teneur en Entérocoques sur un temps sec.

Matières en suspension



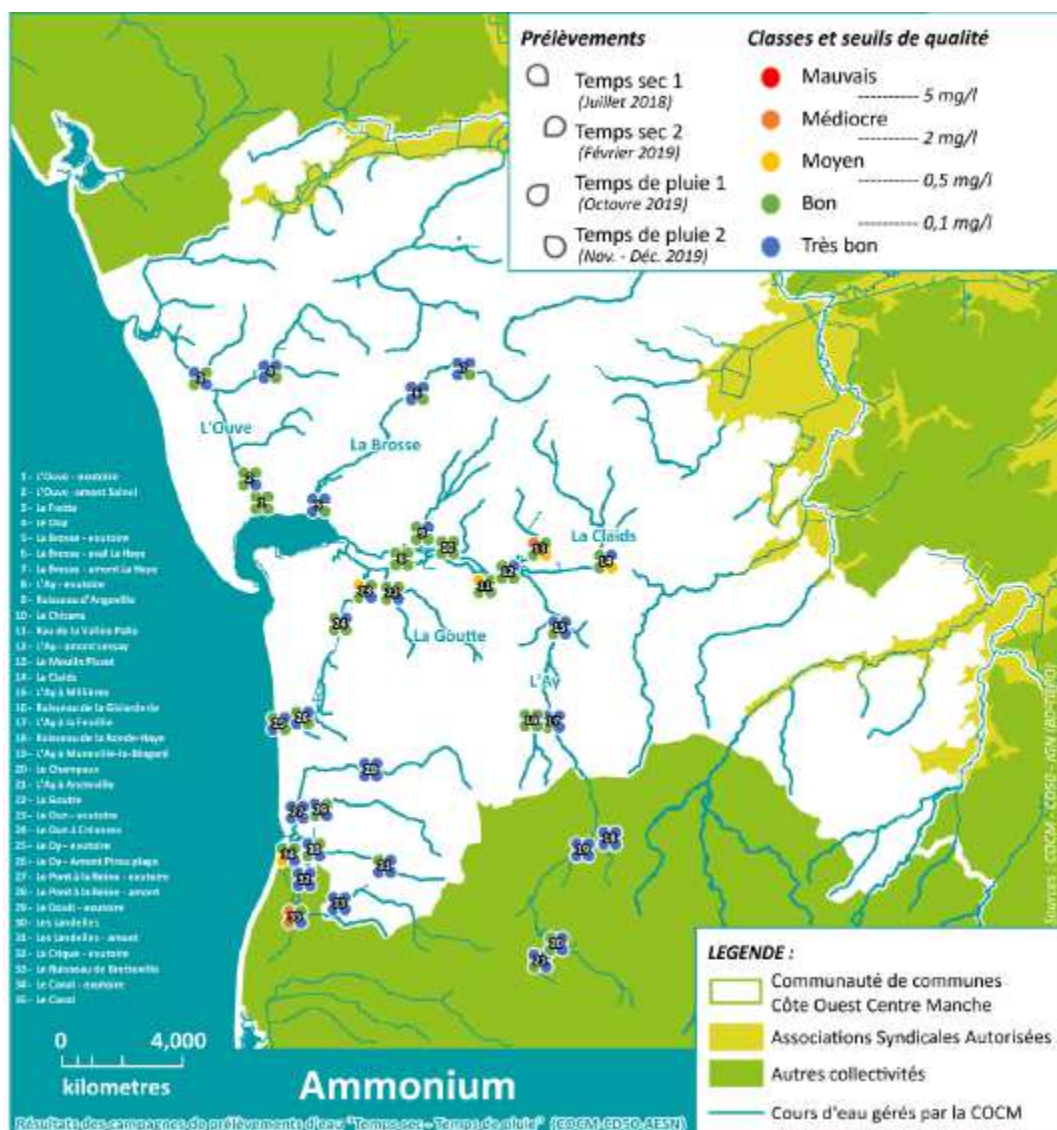
En ce qui concerne les matières en suspension, aucun bassin particulier ne ressort. Une large disparité apparaît entre ces cours d'eau. Néanmoins les résultats par temps de pluie, notamment la TP2, montrent l'effet des précipitations qui entraînent par lessivage des sols un ruissellement et de forts apports en MES et substance « adsorbées » (phosphore/ bactérie) vers les cours d'eau. La présence de ce phénomène implique la nécessité de travailler sur le maillage bocager (sur talus) et l'occupation des sols afin de limiter l'érosion du parcellaire.

Nitrates



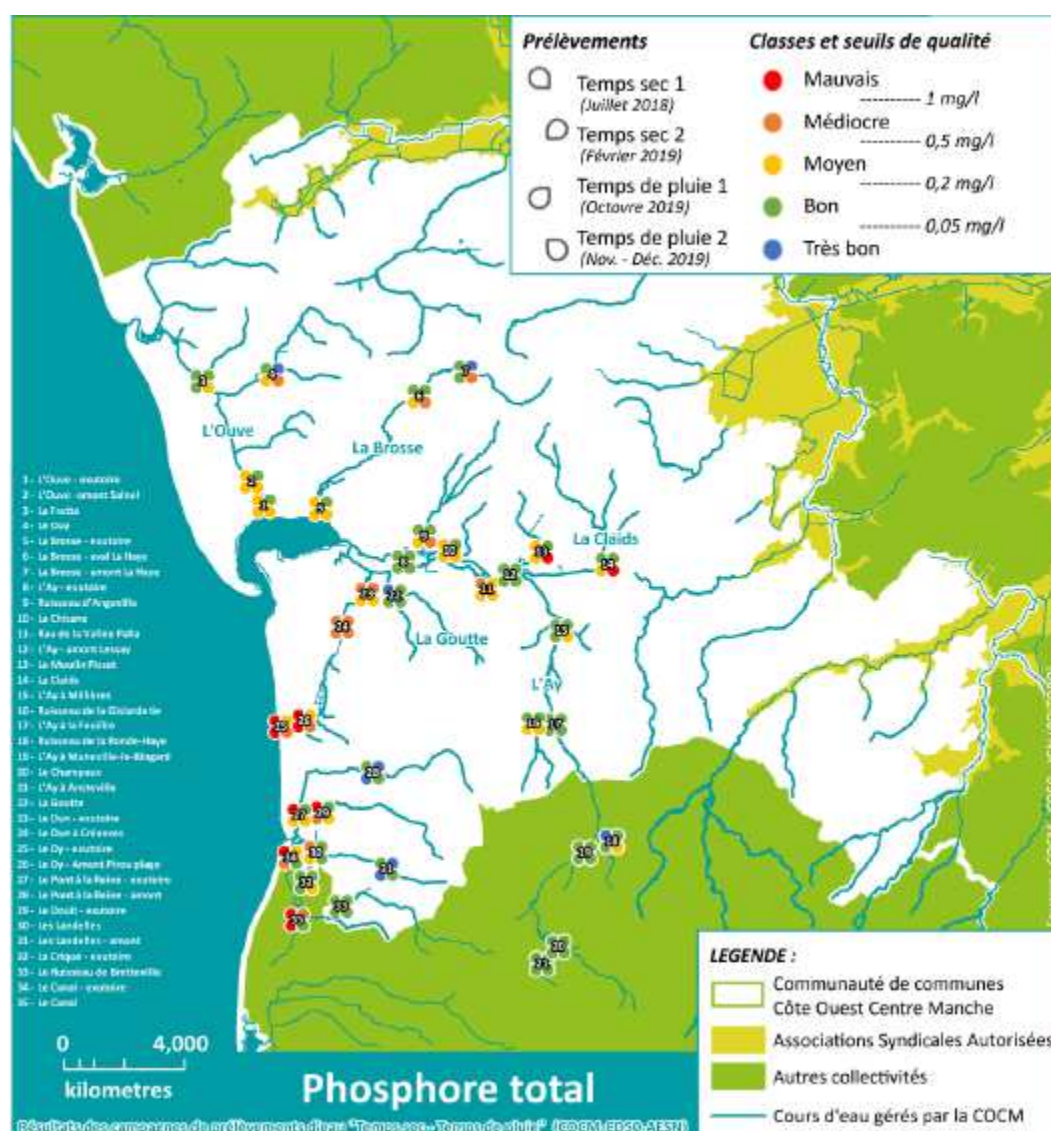
Tout comme pour les matières en suspension, aucun bassin semble ressortir pour le paramètre Nitrates. Par contre une très forte teneur a été relevé sur le point amont du Pont à la Reine, celle-ci nécessitera une investigation afin d'en déterminer l'origine.

Ammonium



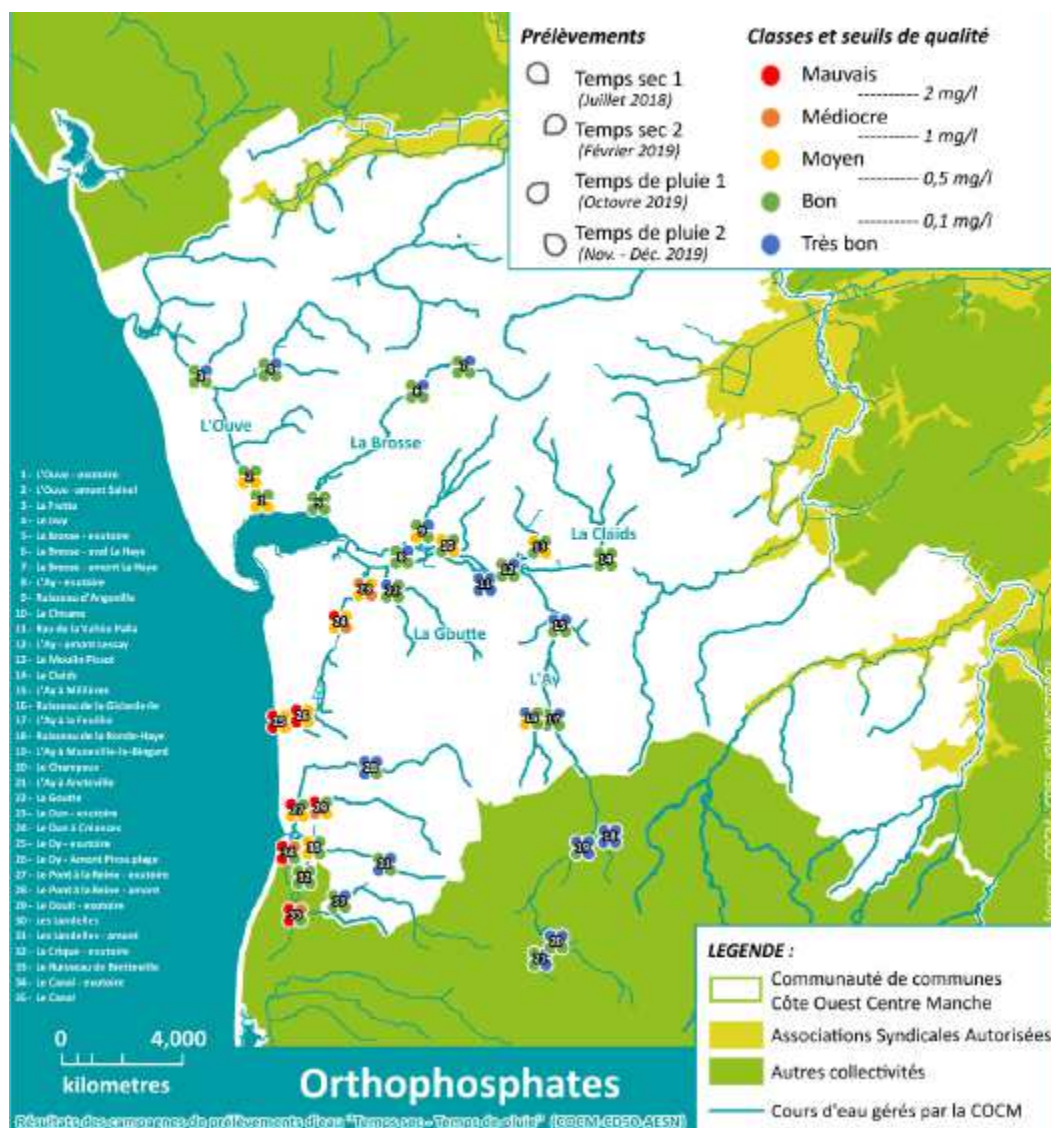
Pour le paramètre Ammonium, les cours d'eau qui présentent les taux les plus élevés sont le Canal et quelques affluents aval de l'Ay, notamment le Moulin Pissot. Les autres cours d'eau présentent des taux bons à très bons.

Phosphore total



En ce qui concerne le Phosphore total, de nombreux bassins apparaissent en médiocre et mauvais état : le bassin du havre de Geffosses aval, le Dy, le Dun et les affluents aval de l'Ay. Les secteurs les moins impactés, état moyen à bon, se trouvent être l'amont du bassin du havre de Geffosses ainsi que la tête de bassin de l'Ay.

Orthophosphates



Concernant les orthophosphates, l'état est bon à très bon pour l'ensemble des têtes de bassins, moyen pour l'aval de l'Ouve et les affluents aval de l'Ay, et médiocre à mauvais pour l'aval du havre de Geffosses, le Dy et le Dun.

ANNEXE 2 : LES GROUPES DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

GROUPES DE TRAVAIL RATTACHES AUX COMMISSIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CÔTE OUEST CENTRE MANCHE

COMMISSIONS	Groupes de travail rattachés aux commissions	Partenaires, habitants éventuels rattachés aux groupes de travail
Finances, marchés publics, administration générale et ressources humaines	FINANCES	
	RESSOURCES HUMAINES	
	ADMINISTRATION GENERALE	
	COMMANDE PUBLIQUE	
	Groupe de travail "Eco-élus" conjoint en partie avec la commission "Marchés Publics" sur le volet "Achats durables"	Groupe "éco-élus" élargis à des conseillers municipaux afin de renforcer le lien entre la Communauté de Communes et les Communes du territoire
Développement durable et mobilité	Groupe de travail "Bulles de campagne" (composition du groupe évolutive en fonction de la thématique abordée pour l'édition annuelle du festival)	Membres du Conseil de Développement Durable PNR des Marais du Cotentin et du Bessin Association ADAME des Marais Familles de la Fourmillière
	Groupe de travail "Vélo"	Conseil de Développement durable, PNRMCB, associations vélo, vendeurs/loueurs de vélo, collèges via notamment les Unions sportives UNSS (Lessay surtout), école de Périers, Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), Centre social maison du pays de Lessay, services de l'Etat en charge de l'éducation vélo/savoir rouler à vélo, services départementaux en charge du vélo/mobilité/tourisme vélo, Ligue française contre la sclérose en plaques, DDTM

	Groupe de travail Transport à la demande	A composer
	Groupe de travail mobilités partagées	A composer
	Groupe de travail "Education mobilité	A composer
Aménagement du territoire, habitat et environnement	Commission bocage	PNR des Marais du Cotentin et du Bessin et des membres des commissions "Développement Durable" et "Aménagement du territoire, Environnement et Habitat"
	Groupe de travail environnement	Partenaires mobilisables ponctuellement : CPIE, Conseil Départemental
	Groupe de travail "littoral"/CEREMA	Représentants élus des communes littorales, Président COCM, VP « Aménagement du Territoire, Environnement et Habitat », VP « Développement Économique », VP « Tourisme », un membre commission « Aménagement du Territoire, Environnement et Habitat », un membre commission « Développement Économique », un membre commission « Tourisme », un représentant du COPIL « PLUi », l'Établissement Public Foncier de Normandie (EPFN), la Société d'Investissement Légumière et maraîchère de Basse Normandie (SILEBAN), le Comité Régional de la Conchyliculture (CRC), l'association des Producteurs d'Agneaux de Pré Salé de la Baie du Mont Saint Michel et de l'Ouest Cotentin, la Direction Départementale du Territoire et de la Mer (DDTM) de la Manche, le Conservatoire du Littoral, le Syndicat Mixte Espaces Littoraux de la Manche (SYMEL), le Conseil Départemental de la Manche, la Région Normandie
Enfance, jeunesse et parentalité	Commission d'attribution MAM (gère les conventionnements avec les Maisons d'Assistants Maternels)	Centre social de la Maison du Pays de Lessay et le Département (PMI)

	Groupe de travail "La Culture s'anime"	Le centre social de la Maison du Pays de Lessay, l'association Familles Rurales de Marchésieux, les communes et des parents (à trouver)
	Groupe de travail "La semaine de la petite enfance"	Le centre social de la Maison du Pays de Lessay, les services culturels communaux, association locale (en fonction de la thématique) et des familles (prévu sur l'année prochaine)
	Groupe de travail parentalité (rentrée de septembre 2021)	Composition à définir avec les élus
	Groupe de travail inclusion (rentrée de septembre 2021)	Composiiton à définir avec les élus
Travaux, accessibilité, entretien des bâtiments et espaces verts	Groupe de travail "Accessibilité"	Constitue les membres élus de la commission intercommunale d'accessibilité
	Groupe de travail "Acquisition et renouvellement de matériels"	
	Groupe de travail "Grands projets"	
Développement économique et insertion professionnelle	Groupe de travail "économie circulaire"	Vice-présidents communautaires en lien avec la thématique, Entreprises du territoires, PNR, services communautaires, actions de l'économie circulaire
Attractivité touristique	Pas de groupe de travail - Des professionnels du tourisme sont parfois invités à la commission	
Sport, culture et sécurité	Commission Sport, Culture et sécurité	
	Groupe de travail Culture de la commission	
	Groupe de coopération des bibliothèques	Groupe composé d'agents municipaux (les bibliothécaires) et de bénévoles (bibliothécaires bénévoles)
Cohésion sociale et seniors	Comité technique "projet politique social" en projet	Représentant élus, agents et Maison du Pays
	Groupe de travail "Cohésion sociale"	Représentants élus COCM issus de la commission "cohésion sociale et seniors"
	Groupe de travail "Seniors"	Représentants élus COCM issus de la commission "cohésion sociale et seniors"

Services à la population, santé et communication	Groupe de travail Communication	Aucun partenaire / seulement les agents comme les directeurs (DGS, DGA et Directeur technique) peuvent être parfois associés au bulletin communautaire
	Groupe de travail Services à la population et Santé	
	comité de pilotage local France Services	Représentants des services de l'Etat, partenaires France Services (FS), élus COCM, conseillères FS, Maison du Pays, usagers
Déchets ménagers et SPANC	Groupe de travail SPANC	Membres de la commission
	Groupe de travail "Réflexion sur le pouvoir de police du maire en matière d'environnement" (non constitué actuellement, en lien avec le groupe de travail environnement)	OFB DDTM
	Groupe de travail "Collecte des déchets et financement du service déchets"	Membres de la commission
	Groupe de travail "Réduction et valorisation des déchets"	Membres de la commission
Commission intercommunale d'accessibilité		Groupe de travail "accessibilité" (cf. supra) avec 6 représentants de structures en lien avec le handicap (APF, SAG, MDP...)

ANNEXE 3 : LES PISTES D'ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE PCAET

Axe 1 : L'appropriation des enjeux « Climat Air Energie » par les acteurs du territoire pour impulser une dynamique de changements de comportements et de pratiques

Orientation 1 : Sensibiliser et éduquer les acteurs du territoire aux enjeux « Climat Air Energie » et à la préservation des ressources/Orientation 3 : Accompagner et inciter à l'adoption de comportements sobres et responsable



Encourager les pratiques de consommations sobres et responsables (favoriser la location, le partage, le prêt à la place de l'achat des biens, proposer de nouveaux espaces dans les déchèteries pour favoriser le dépôt et la reprise de biens, développer des ressourceries sur le territoire,...)



Sensibiliser à une **alimentation plus durable** (portes ouvertes dans les exploitations agricoles, sensibilisation en lien avec le monde agricole et les professionnels du monde la mer, intégration de produits bios dans les cantines...)



Coordonner et renforcer les **actions sensibilisation à destination des habitants sur les enjeux « Climat Air Energie » et la préservation des ressources** (relayer les actions et événements de sensibilisation menées par les acteurs du territoire, mener des animations de sensibilisation ludiques et pédagogiques,...)



Sensibiliser les collectivités à la consommation responsable, aux enjeux « Climat Air Energie » et à la préservation des ressources



Sensibiliser les entreprises du territoire aux pratiques plus sobres (améliorer la performance énergétique de leur patrimoine et process, éco-gestes,...)

Orientation 2 : L'exemplarité et l'expérimentation des collectivités pour impulser le changement et favoriser l'innovation



Accompagner les **communes dans leur transition énergétique et écologique** (formation des agents municipaux, apport d'un soutien technique et administratif de la COCM aux communes, éclairage public, économie circulaire, mobilités, etc.)



Communiquer sur les bonnes pratiques des communes et de la COCM pour favoriser la mise en réseau et le partage d'expérience (site internet, fiches de retours d'expériences, etc.)

Axe 2 : La préservation des milieux et des ressources naturelles comme leviers de développement et d'adaptation

Orientation 4 : Aménager le territoire en anticipant et en s'adaptant aux effets du changement climatique



Préserver la biodiversité locale (valoriser la trame verte et bleue, lutter contre la pollution lumineuse pour préserver la trame noire)



Renforcer l'exemplarité des projets d'aménagement (valorisation des friches, choix des matériaux, gestion des déchets, écoquartiers)



Promouvoir un urbanisme durable (densification, gestion durable du trait de côte, adaptation de l'habitat aux conséquences du changement climatique, qualité environnementale de l'habitat)

Orientation 7 : Accompagner et conforter la transition agricole et des métiers de la mer



Elaborer un Plan Alimentaire Territorial (développer les circuits courts et des filières alimentaires locales, augmenter la part des produits locaux dans les cantines,...)



Accompagner le développement d'activités locales de transformation (mise en place de conserverie, mise en réseau des acteurs, rapprochement des cultures marines et agricoles)



Accompagner les actions favorables au stockage du carbone et à la lutte contre l'érosion des sols

Orientation 8 : Inciter au développement d'activités économiques vertueuses



Développer l'économie circulaire en favorisant les synergies / échanges de flux entre entreprises (réutilisation, recyclage, plastique, coquilles d'huîtres, énergie,...)



Promouvoir les entreprises vertueuses (éco-conditionnalité des aides, charte de bonnes pratiques pour les zones d'activités,...)



Accompagner les micro-projets des acteurs locaux



Travailler avec les industries et les commerces à la réduction des emballages

Axe 3 : Des politiques publiques engagées en faveur de la transition

Orientation 9 : Massifier les réhabilitations et renforcer la performance énergétique et environnementale des bâtiments



Renforcer la visibilité de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat (communiquer pour faire connaître les dispositifs de soutien à la rénovation,...)



Accompagner les acteurs publics dans la rénovation des bâtiments publics (mutualisation des achats, ingénierie pour le montage des dossiers,...)



Valoriser les éco-matériaux locaux (terre, chanvre, paille...) pour la rénovation et la construction de nouveaux bâtiments (relayer les actions des acteurs du territoire,...)

Orientation 10 : Développer les mobilités pour tous et alternatives à la voiture individuelle



Développer les modes de déplacements actifs et alternatifs (pistes cyclables et routes partagées pour favoriser le vélo et la marche à pied, organiser un service de ramassage scolaire alternatif au bus,...)



Développer la plateforme de mobilité COCM'obilité (améliorer la visibilité de la plateforme, renforcer les services proposés, relayer les informations sur la mobilité, promouvoir les mobilités durables auprès des entreprises...)



Renforcer l'offre de transport en commun et de transport à la demande (renforcer l'intermodalité, augmenter l'offre de transport à la demande,...)

Axe 4 : Vers un territoire autonome en énergie

Orientation 11 : Déployer les énergies renouvelables locales et promouvoir leur autoconsommation / Orientation 12 : Soutenir et accompagner les projets d'énergies citoyennes et encourager les opérations d'autoconsommation collective



Mettre en place une **stratégie territoriale pour accompagner le développement des énergies locales** (schéma des énergies renouvelables par exemple)



Faire émerger et accompagner les **collectifs citoyens pour le développement d'énergies renouvelables et favoriser l'autoconsommation**



Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de **production de bois énergie locale et favoriser l'autoconsommation**



Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de **production d'ENR solaire et favoriser l'autoconsommation**



Mettre en place une démarche de **sensibilisation aux ENR locales**

ANNEXE 4 : LA FEUILLE DE ROUTE SUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE



Janvier 2020 -
Septembre 2020

PROJET : FEUILLE DE ROUTE ECONOMIE CIRCULAIRE

En réponse à la consommation toujours plus forte des matières premières et la production toujours plus importante de déchets, l'économie circulaire semble un modèle plus sobre en termes d'utilisation de matière, réduisant le gaspillage et préservant la valeur des matériaux en favorisant notamment le réemploi.

Encouragées par les appels à projets de l'ADEME et la Région Normandie : Territoire Durable 2050 et Tremplin vers l'écologie industrielle et territoriale, les communautés de communes Côte ouest Centre Manche et Coutances mer et bocage ont eu la volonté de mettre en œuvre une démarche en faveur de l'économie circulaire.

- Réalisation d'une cartographie des acteurs du territoire impliqués dans l'économie circulaire
- Répertoire et mesurer les actions liées à l'économie circulaire déjà menées par les services dans l'objectif de les valoriser, de les diffuser et/ou de les amplifier

Volet déchets

- Sensibiliser les agents communautaires des services déchets à l'intérêt de l'économie circulaire
- Initier une réflexion sur l'intégration de l'économie circulaire au sein des déchetteries

Volet services techniques

- Sensibiliser les agents communautaires des services techniques à l'intégration de l'économie circulaire
- Recenser les futurs projets ou chantiers du BTP de la communauté de communes pour travailler à l'intégration de l'économie circulaire dans certains de ces chantiers en fonction de son rôle (MOA, MOE, etc.)
- Travailler sur les possibilités d'actions de la communauté de communes à l'intégration de l'économie circulaire dans les chantiers de la communauté de communes

Volet communication

- Organiser une sensibilisation pour les élus et les agents communaux
- Recenser les événements organisés par la communauté de communes ou les collectivités locales afin d'envisager l'intégration de l'économie circulaire
- Communiquer sur l'économie circulaire pour sensibiliser le public
- Travailler à la transition des pratiques de l'événementiel au sein de notre communauté de communes afin de mettre en œuvre des démarches d'éco-événements au sein des événements existants (couverts réutilisables etc.) en intégrant les inaugurations et réceptions
- Travailler à la sobriété et la réutilisation des matériaux, supports liés à la communication et l'événementiel

Volet personnes âgées

- Sensibilisation dans les EHPAD volontaires à l'économie circulaire auprès des agents
- Rencontrer les EHPAD volontaires, afin d'identifier les enjeux liés à l'économie circulaire (tri, etc.)

Volet urbanisme

- Explorer les leviers mobilisables visant à l'intégration de l'économie circulaire, notamment dans le cadre de l'élaboration du PLUi en cours
- Faire un état des lieux des documents d'urbanisme en cours et à venir, pour envisager l'intégration de l'économie circulaire lors de leur révision ou renouvellement

Volet développement économique

- Rencontrer des commerçants et restaurateurs pour identifier les possibilités d'actions en faveur de l'économie circulaire et d'interactions dans le cadre de l'écologie industrielle et territoriale
- Rencontrer des associations pour identifier les possibilités d'actions en faveur de l'économie circulaire et d'interactions dans le cadre de l'écologie industrielle et territoriale
- Organiser un moment d'échange avec les associations afin de favoriser des pratiques en faveur de l'économie circulaire

Développement de dynamiques d'écologie industrielle et territoriale

- Mise en relation des entreprises avec différents acteurs afin de les inciter à mettre en place des démarches liées à l'économie circulaire
- Création d'un outil pour inventorier les déchets produits par les acteurs économiques volontaires et susciter des rencontres sur le sujet
- Animer des temps d'échanges auprès des entreprises volontaires sur les thématiques :
 - Valorisation des matières papiers et cartons
 - Valorisation et réemploi des déchets du BTP
 - Valorisation des matières bois
 - Transition de la filière plastique et valorisation

Volet informatique et numérique

- Travailler à l'intégration de pratiques en faveur de l'économie circulaire (réemploi, réparation, achats) des équipements numériques et informatiques

Volet tourisme

- Rencontrer des professionnels du tourisme (hébergeurs, campings etc.) pour identifier les possibilités d'actions en faveur de l'économie circulaire

Volet enfance jeunesse

- Sensibilisation/atelier à l'économie circulaire et le gaspillage auprès des agents
- Rencontrer des écoles, collèges, lycées, MFR et accueils de loisirs afin d'identifier les enjeux liés à l'économie circulaire (tri, bonnes pratiques, gaspillage alimentaire etc.)



CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CRTE)

STRATEGIE

INTRODUCTION

La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche (COCM) est une intercommunalité récente qui a vu le jour le 1er janvier 2017. Si elle ne s'est pas dotée dans les premières années du mandat d'un projet de territoire formalisé, elle a cependant élaboré différentes stratégies s'appuyant sur les valeurs du développement durable et répondant aux enjeux économiques, environnementaux et sociétaux de la transition écologique.

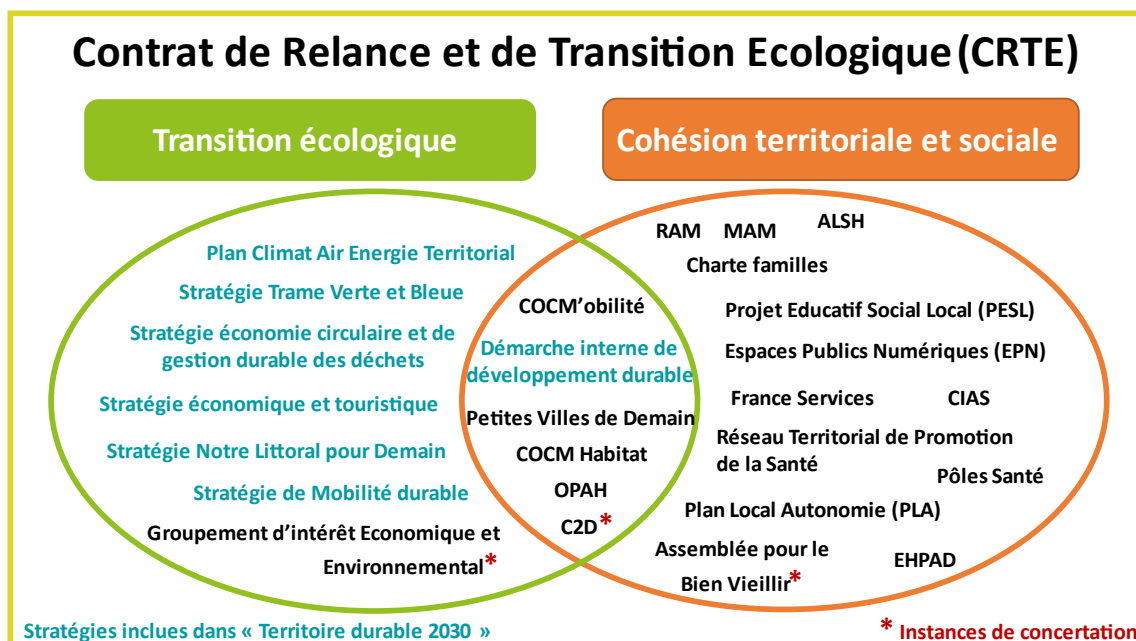
En à peine 5 ans, elle a ainsi adopté, ou est en cours d'adoption, de **plusieurs documents stratégiques** :

- Les stratégies « développement économique et touristique » et « Notre Littoral pour Demain » ont été validées en 2020 ;
- La stratégie de transition énergétique (qui correspond au Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est en cours d'élaboration ;
- La stratégie d'économie circulaire sera élaborée fin 2021 ;
- La stratégie Trame Verte et Bleue sera élaborée fin 2022.

En parallèle de cette démarche structurante en termes de transitions écologique et économique, la Communauté Communes porte également d'autres politiques avec des ambitions fortes tant auprès des enfants, des jeunes, des familles que des publics seniors (Charte avec les familles, Projet Educatif Social Local, Réseau Territorial de Promotion de la Santé, Plan Local Autonomie...)

La Communauté de Communes a également mis en place des services de conseil et d'accompagnement de proximité pour les démarches administratives et numériques des usagers : Espaces France, Plateforme habitat, plateforme de mobilité...

Le schéma ci-dessous illustre l'ensemble des démarches, projets, stratégies... portés par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche et classés en fonction de cette double approche de « transition écologique » et de « cohésion territoriale et sociale » du CRTE.



L'engagement de la communauté de communes dans une démarche CRTE a été **l'opportunité pour les élus de s'interroger sur l'avenir du territoire à court, moyen et long terme.**

Projet de territoire et stratégie pour le CRTE ont ainsi été élaborés de façon concomitante.

Le CRTE est intégrateur des différentes politiques publiques menées par la collectivité. Aussi, l'élaboration d'un CRTE constitue pour la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche une opportunité pour mettre en cohérence l'ensemble des politiques publiques qu'elle mène et pour répondre aux enjeux de cohésion territoriale et sociale de son futur projet de territoire.

Il est à noter que la COCM a bénéficié de juillet à novembre 2021 de **l'accompagnement de deux cabinets conseil missionnés par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires :**

- **Rouge Vif Territoires**, pour l'élaboration du projet de territoire et la formalisation du CRTE (écriture des fiches action, détermination des indicateurs d'évaluation et de suivi)
- **Missions Publiques**, pour la démarche participative citoyenne

METHOLOGIE ET GOUVERNANCE

Plusieurs instances ont été mobilisées pour élaborer la stratégie du CRTE.

1. LE GROUPE PROJET

Afin de travailler efficacement sur la définition des axes et orientations stratégiques du CRTE, un groupe projet a été constitué.

Il se composait du Président de la Communauté de Communes et des trois premiers Vice-Présidents dont les commissions sont en lien avec les ambitions/objectifs du CRTE, à savoir :

- Le 1^{er} Vice-président en charge des finances, des marchés publics, de l'administration générale et des ressources humaines ;
- La 2^{ème} Vice-Présidente en charge du Développement Durable et de la Mobilité ;
- Le 3^{ème} Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire, de l'habitat et de l'environnement.

La Directrice Générale des Services, la Directrice Générale Adjointe et le Directeur Technique de la Communauté de Communes faisaient également partie de ce groupe.

Le rôle de ce groupe projet a notamment été de réfléchir sur une première proposition d'axes stratégiques au regard des enjeux du territoire et ce, en lien avec les objectifs de transitions démographique, numérique, écologique et économique du CRTE.

2. LE COMITE TECHNIQUE (COTECH)

Un **comité technique (COTECH)**, composé des membres suivants, a également été constitué : la directrice Générale des Services, la Directrice Générale Adjointe, le Directeur Technique, la responsable Economie et Tourisme, la Responsable Environnement, la Responsable du service Enfance-Jeunesse, les chargé(e)s de mission : urbanisme, économie circulaire, mobilité et la Cheffe de projet Habitat.

Les membres du COTECH ont fortement été mobilisés pour :

- Coconstruire le diagnostic de territoire à partir des différents états des lieux et diagnostics existants ;
- Amender les axes et orientations stratégiques du CRTE proposés par le groupe projet afin que ceux-ci intègrent l'ensemble des politiques et autres stratégies de la COCM.
- Décliner la stratégie en un plan d'actions détaillé

3. LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Les membres du Bureau communautaire (composé du Président et des 11 vice-présidents) ont été amenés à réfléchir à la priorisation des enjeux du territoire afin de pouvoir décliner les orientations stratégiques sur lesquelles s'appuiera le futur projet de territoire.

4. LES ASSEMBLEES CONSULTATIVES

Consciente que la concertation est essentielle pour que les projets et actions qui sont mis en place sur le territoire répondent aux besoins des citoyens, la communauté de communes a pour habitude d'associer les différents acteurs de son territoire dans l'élaboration de ses stratégies et projets.

Comme indiqué dans le TOME 1 « Diagnostic » du CRTE, la Communauté de Communes s'appuie d'une part sur des instances de concertation internes et « permanentes » que sont les groupes de travail, le Conseil de Développement Durable ou encore le Groupe Intérêt Economique et Environnemental. D'autre part, les acteurs, partenaires et habitants du territoire (ne faisant pas partie des instances de concertation de la Communauté de Communes) sont également impliqués plus ponctuellement, afin de recueillir leurs avis et attentes, dans l'élaboration de stratégies spécifiques telles que : la stratégie économique et touristique, le PCAET, la Charte Familles, la feuille de route sur l'économie circulaire, le Plan Local Autonomie, etc.

Le délai imparti ainsi que le contexte sanitaire lié à la COVID-19 n'ont pas permis de réaliser une concertation aussi large que souhaitée.

Néanmoins, la Conférence des Maires et le Conseil de Développement Durable ont été associés à la réflexion et ont été amenés à se prononcer sur les axes et orientations stratégiques du CRTE.

Le calendrier d'élaboration de la démarche CRTE est joint en [ANNEXE 1](#)

FORMULATION DES AXES ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES DU CRTE

Pour définir les axes et orientations stratégiques de son CRTE, la Communauté de Communes s'est appuyée sur les différents tableaux de synthèse des enjeux issus du diagnostic territorial (TOME 1).

En s'engageant dans l'élaboration d'un CRTE la Communauté de Communes souhaite “ **faire de la Côte Ouest Centre Manche un territoire accueillant, résilient et attractif et ce en s'appuyant et en investissant dans les compétences des Hommes et le vivant**”.

Pour atteindre cet objectif, la Communauté de Communes a articulé sa stratégie autour de 4 axes répondant aux enjeux du territoire, ces enjeux ayant été déclinés en 23 orientations :

- Axe 1 : Pour une économie attractive et durable
- Axe 2 : Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
- Axe 3 : Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
- Axe 4 : Pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire

Cette stratégie qui intègre bien évidemment des enjeux de transition démographique, économique, écologique et numérique est détaillée dans les tableaux suivants. Elle est résumée dans le tableau en

ANNEXE 2

1. AXE 1 : POUR UNE ECONOMIE ATTRACTIVE ET DURABLE

Objectif 1 : Valoriser les ressources locales pour développer l'économie du territoire				
Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 1 : Renforcer l'ancrage territorial des productions primaires				
<p>✓ Promouvoir et accompagner la diffusion des produits locaux</p> <p>Le territoire de la COCM est marqué par une forte présence de l'activité agricole qui représente 18% des actifs. L'industrie agro-alimentaire est également une filière de poids dans l'économie locale. L'agriculture, la conchyliculture et la pêche marquent aussi fortement le territoire dans la mesure où elles forment ses paysages, son image et son identité. La présence d'un nombre important de labels et d'appellations géographiques témoignent également de l'importance de productions dans l'économie locale.</p> <p>En 2020, la Communauté de communes et le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin ont engagé le projet « bère et mougi » visant à faire la promotion des producteurs et produits locaux et à développer leur commercialisation, notamment dans les petits commerces locaux. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie économie et tourisme de la Communauté de communes dont une des ambitions est de valoriser les produits locaux dans une démarche de qualité et dans une logique d'attractivité et de développement économique.</p> <p>La démarche de concertation menée dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territoriale a fait apparaître une forte</p>	<p>Stratégie économie et tourisme</p> <p>Projet « Bère et mougi »</p> <p>PCAET</p>	<p>PNR</p> <p>Chambre d'agriculture</p> <p>Manche</p> <p>terroir</p> <p>Latitude</p> <p>Manche</p> <p>CRC</p>	<p>Développement économique durable</p>	<p>Fonds européens</p> <p>FEADER</p>

<p>demande des habitants et des acteurs économiques locaux en la matière</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répertorier les producteurs locaux commercialisant en circuits courts et les faire connaître auprès des habitants et des touristes - Développer des outils de communication et de promotion des producteurs et des produits locaux en mettant en lumière alimentaires, paysagés, économiques et environnementaux. - Mettre en relation les producteurs locaux avec les commerces et restaurants du territoire et rechercher des solutions aux problématiques rencontrées par chacun pour renforcer la place des produits locaux - Envisager la mise en place d'un Programme Alimentaire Local ou d'actions s'y rapportant - Identifier des leviers et contribuer à la mise en place d'actions facilitant le recrutement du personnel saisonnier nécessaire à certaines productions (conchyliculture, maraîchage...) - Accompagner les projets économiques contribuant à la transformation et au conditionnement des produits locaux destinés aux circuits courts pour apporter de la valeur. 				
<p>✓ Renforcer les liens avec le milieu agricole</p> <p>Bien que l'agriculture soit un secteur économique important du territoire, les actions de développement économique de la Communauté de communes ne sont pas orientées à destination du public agricole. Or ces activités sont essentielles et à la base d'une partie des dynamiques économiques locales. La stratégie économique et touristique et surtout la concertation du PCAET ont mis en évidence la nécessité de ne pas négliger le poids et l'impact des activités agricoles et</p>	Stratégie économique et touristique	Chambre d'agriculture CRC		

<p>conchylicoles dans le développement économique durable du territoire.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Envisager la création et l'adaptation de zones d'activités spécialisées (conchyliculture, maraîchage...) - Renforcer les liens et les relations de travail avec la chambre d'agriculture et les la chambre régionale de la conchyliculture pour identifier les leviers d'actions possibles pour la collectivité - Accompagner ou mettre en œuvre des projets de sensibilisation favorisant le développement des pratiques durable dans le secteur primaire 				
<p>Orientation 2 : Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises</p>				
<p>✓ <i>Planifier et mettre en œuvre une stratégie foncière et immobilière économique structurée, durable et connectée</i></p> <p>Le territoire est doté de 12 zones d'activités de tailles plus ou moins grandes, réparties sur l'ensemble du territoire et principalement sur les 3 Communes pôles.</p> <p>S'il reste des parcelles commercialisables sur certaines d'entre-elles, la demande en foncier économique et la volonté de maintenir une offre sur les 3 pôles conduisent à créer ou étendre des zones d'activités mais doit aussi envisager la densification et la requalification de certaines.</p> <p>La stratégie de développement économique prévoit par ailleurs de renforcer les outils immobiliers pour accompagner les plus petites entreprises et les entreprises innovantes dans leur développement.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer et aménager des zones d'activités économiques répondant aux besoins du tissu économique dans une logique de développement durable : 	Stratégie économique et touristique	CCI CMA EPFN		SCOT PLUi Schéma de développement des zones d'activités

<p>consommation foncière, préservation des ressources, intégration de l'économie circulaire, mobilité, éviter la concurrence avec les commerces et activités de centre bourg...</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler à la densification et à la requalification des zones d'activités et des friches industrielles - Développer une offre immobilière pour accompagner le parcours résidentiel des entreprises, pour faciliter leur développement et encourager les nouvelles formes de travail : offre immobilière accompagnée d'une offre d'accompagnement 				
<p>✓ Animer et promouvoir l'économie du territoire</p> <p>Les travaux menés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de développement économique et touristique que la Communauté de communes et l'impact de la pandémie de covid 19 ont mis en évidence la nécessité de renforcer les liens entre les collectivités et les entreprises. Ces dernières, accaparées par leur quotidien, disent souffrir d'isolement, y compris au sein des zones d'activités.</p> <p>Elus et entreprises expriment le besoin de mieux se connaître, de partager des informations, des problématiques et des projets. Il s'agit pour les élus et les collectivités d'être en veille et de repérer les signaux faibles pouvant indiquer des besoins ou des évolutions majeurs du tissu économique mais également de faire connaître les actions et les dispositifs existant à destination directe ou indirecte du monde économique.</p> <p>Pour les entreprises, il s'agit aussi de partager des problématiques dans l'objectif d'identifier des solutions collectives.</p> <p>Le secteur de l'économie sociale et solidaire est également concerné par ces enjeux et sera intégrer dans les démarches engagées.</p>	<p>Stratégie économique et touristique</p> <p>Petite Ville de demain</p>	<p>CCI</p> <p>CMA</p> <p>CRESS</p> <p>Latitude</p> <p>Manche</p> <p>Normandie</p> <p>attractivité</p>		

<p>Les entreprises font par ailleurs souvent face à des difficultés de recrutement. Renforcer l'attractivité du territoire et promouvoir les métiers qu'elles proposent apparaît nécessaire au sein même du territoire et vers l'extérieur (à l'image des actions menées par Latitude Manche)</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instituer des temps d'échanges avec et entre les entreprises (à l'image d'un club des entreprises) - Soutenir et accompagner les Unions de commerçants, acteurs de lien et de projets communs entre entreprises - Développer et mettre en place des outils de communication et de partage de l'information - Contribuer à la mise en place d'outils et d'actions de promotion économique afin de renforcer l'attractivité du territoire et de soutenir les entreprises dans leurs besoins de recrutement 				
<p>✓ <i>Développer l'économie circulaire en favorisant les synergies et les échanges de flux entre acteurs économiques</i></p> <p>Soutenue par la Région Normandie dans le cadre de territoire durable 2030, la Communauté de communes s'est engagée dans une démarche en faveur de l'économie circulaire. Initiée en 2019 cette démarche s'est articulée autour de trois axes /public : les entreprises dans le cadre de l'écologie industrielle et territoriale, les collectivités dans une recherche d'exemplarité (partage et transfert d'expériences) et le grand public (sensibilisation). Elle doit conduire à la définition d'une stratégie économie circulaire à l'automne 2021.</p> <p>En matière d'écologie Industrielle et territoriale, les entreprises sont fortement intéressées et plusieurs se sont déjà engagées dans des démarche bilatérales ou collectives</p>	<p>Territoire rurale 2030</p> <p>Stratégie économique et touristique</p> <p>Stratégie économie circulaire</p>	<p>Région Normandie</p> <p>ADEME</p>		<p>Accompagnement collectif Région/ ADEME Economie circulaire et écologie industrielle et territoriale</p> <p>Stratégie économie circulaire</p> <p>PLPDMA</p>

<p>d'échanges ou de mutualisation de ressources et de flux de matières.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et former les entreprises - Organiser et faciliter les échanges entre entreprises - Animer, voire accompagner les projets et démarche de mutualisation et de synergie entre acteurs économiques - Promouvoir les actions menées 				
<p>✓ Développer l'économie du territoire tout en préservant l'environnement pour en dégager une valeur</p> <p>Face à des problématiques de recrutement notamment lié à un déficit d'attractivité du territoire, les entreprises ont été invitées dans le cadre de la stratégie économie et tourisme à s'engager dans l'amélioration de l'image du territoire. Cette amélioration doit passer par une recherche globale de qualité, de durabilité et d'exemplarité.</p> <p>Par ailleurs, la concertation du PCAET montre que la place des acteurs économiques dans les enjeux de réduction de la consommation et de production d'énergie durable est fondamentale.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les projets économiques contribuant au développement durable du territoire : production d'énergie, activités à vocation sociale, relocation d'activités, activités valorisant les productions ou des matières locales, activités venant compléter des filières locales et apportant de la valeur. - Mettre en place des outils d'accompagnement qui engagent les acteurs économiques dans une démarche de qualité et d'exemplarité (ex : charte...) 	<p>Stratégie économie et tourisme</p> <p>PCAET</p>	<p>CCI CMA CA CRESS ADN</p>		

Orientation 3 : Favoriser la mise en place d'une politique locale du commerce

<p>✓ Agir sur l'attractivité commerciale des centres bourgs</p> <p>Les activités commerciales participent grandement à l'existence d'une chaîne de services sur le territoire. Elles rejoignent et complètent en cela l'offre de services publics. Le maintien de ces activités est lié à l'attractivité des centres bourgs où elles se situent. Cette attractivité relève du collectif et de la capacité à mener des actions collectives telles que peuvent le faire les associations et unions de commerçants. Ces derniers manquent cependant de moyens humains et parfois de compétences pour mener à bien des actions contribuant à l'attractivité des centres bourgs de façon pérenne, durable et cohérente à l'échelle de l'ensemble du territoire.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recourir à un manager de commerce - Soutenir les unions de commerçants et les actions collectives contribuant à l'attractivité commerciale des centres bourgs - Promouvoir les commerces locaux 	<p>Stratégie économique et touristique Petites Villes de Demain</p>	<p>Communes UCIA CCI CMA CRESS</p>		
<p>✓ Réduire la vacance commerciale</p> <p>Les communes du territoire ne font pas toutes face aux mêmes problématiques en matière de vacances commerciales. Cependant, quelques cellules commerciales fermées peuvent rapidement avoir un impact sur l'ensemble de l'activité commerciale d'un centre bourg.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avoir une connaissance fine des dynamiques en cours et à venir en ce qui concerne les activités et l'appareil commercial. 	<p>Stratégie économique et touristique Petites Villes de Demain</p>	<p>Communes Région Normandie CCI CMA CRESS EPFN</p>		<p>SEM / Foncière régionale</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Envisager une politique immobilière dans les centres bourg - Envisager la mise en place de boutique éphémères ou de boutiques relais 				
<p>✓ Moderniser l'offre commerciale</p> <p>Les modes de consommation évoluent fortement, notamment avec l'essor du commerce en ligne (qui a notamment beaucoup augmenté durant les périodes de confinement). Pour rester attractifs, s'adapter aux nouveaux modes de consommation tout en se différenciant les commerçants sont invités à faire évoluer leur offre et leur fonctionnement.</p> <p>En 2018-2021, la communauté de communes a mené une opération collective de modernisation qui a permis d'accompagner 47 entreprises dont 28 ayant une cellule commerciale.</p> <p>En 2020 ; la Communauté de communes a engagé avec la CCI, la CMA et le département de la Manche la mise en place d'un plan d'accompagnement des artisans commerçant à la transition numérique. Ce plan, qui s'étale sur 3 ans doit permettre d'identifier, de lever les freins et de développer les usages du numérique. Dans le cadre de ce plan, le Département de la Manche a signé un accord avec le groupe La Poste pour proposer aux artisans commerçants de son territoire de bénéficier d'un accès à coût réduit à la place de marché Ma Ville Mon Shopping.</p> <p>Toutefois, les premiers mois de ce plan numérique montrent que les commerçants se sont généralement peu appropriés les outils et usages numériques.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les unions de commerçants et les actions collectives contribuant à l'attractivité commerciale des centres bourgs 	<p>Stratégie économique et touristique</p> <p>Petites Villes de Demain</p> <p>Plan d'accompagnement des entreprises à la transition numérique</p> <p>Stratégie économie circulaire</p> <p>Projet « Bère et mougi »</p>	<p>UCIA</p> <p>CCI</p> <p>CMA</p> <p>Département</p> <p>Région</p> <p>PNR</p>		<p>Opération collective de modernisation</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la modernisation des commerces : vitrine, devanture, agencement, matériel professionnel... - Accompagner les commerçants vers une offre durable (produits locaux, gestion des déchets et des invendus dans le cadre de l'économie circulaire...) 				
Orientation 4 : Structurer l'offre touristique s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région.				
<p>✓ Développer et qualifier l'offre touristique et de loisirs L'offre touristique du territoire de la Communauté de communes est à ce jour peu développée et organisée. Ce territoire rural, caractérisée par la diversité de ses paysages et des patrimoines bâtis (abbaye, château, églises, lavoirs, calvaires, patrimoine reconstruction...) gastronomique et immatériel, se découvrent librement et en autonomie. Pourtant les visiteurs ont aussi besoin d'être guidés pour le découvrir. Développer et améliorer l'offre de découverte du territoire par la mise en place de « produits » touristiques est apparu comme une priorité de la stratégie économique et touristique</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer l'offre patrimoniale et culturelle en valorisant l'existant (interprétation, animations...) - Développer l'itinérance, qualifier l'offre de randonnée et de mobilité douce et d'activités de pleine nature - Promouvoir l'offre de produits locaux (cf. orientation 1) - Favoriser et accompagner les acteurs du tourisme dans l'intégration du développement durable dans leur offre - Favoriser la mise en réseau des acteurs touristiques : interconnaissance des offre proposées, formation 	Stratégie économique et touristique	Latitude Manche Acteurs locaux du tourisme Région Normandie Normandie attractivité		

/accompagnement dans les pratiques (numérique, biodiversité, connaissance du territoire, labellisation...)				
<p>✓ Accueillir les touristes et les habitants</p> <p>La clientèle touristique du territoire est largement constituée de résidents secondaires et d'une clientèle de proximité. La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de consolider cette clientèle qui rend le territoire plus résilient.</p> <p>Sur le territoire, l'offre dite touristique est également « consommable » par les habitants. Ceux-ci n'en ont cependant pas conscience et parfois même pas connaissance. Ils peuvent cependant, non seulement y trouver une offre de loisirs (telle qu'exprimer dans le cadre de la charte avec les familles) mais également devenir des ambassadeurs d'une offre qu'ils connaîtraient mieux.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir une nouvelle identité pour l'office de tourisme afin que les habitants s'approprient ce service - Développer une communication « loisirs » à destination des habitants et une offre de services « vie associative » - Adapter les outils d'accueil et d'information à destination des touristes et des habitants dans une logique de qualité et d'exemplarité : outils numériques et accueil physique. - Créer un lieu d'accueil des touristes et des habitants, point de convergence de l'information en matière de sport, culture, loisirs et lieu d'interprétation/ d'appropriation de l'offre du territoire. - Adopter un positionnement marketing alliant ces orientations et s'inscrivant dans les stratégies d'attractivité de la Région et du Département 	<p>Stratégie économique et touristique</p> <p>Charte avec les familles</p>	<p>Communes</p> <p>Associations du territoire</p>		

Objectif 2 : Contribuer à la transition énergétique (et au développement durable) du territoire

Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
<p>La transition énergétique, qu'elle soit liée à la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés, des éclairages publics ou au développement des énergies renouvelables est créatrice d'emplois locaux et non délocalisables. La transition énergétique est donc source de développement économique pour le territoire mais aussi d'attractivité pour les ménages. La communauté de Communes porte un point de vigilance sur le fait que la transition énergétique du territoire doit être réalisée tout en veillant à préserver la biodiversité et les milieux naturels</p> <p>L'objectif 2 du CRTE vise à contribuer à la transition énergétique du territoire. Il s'articule autour de 2 orientations : la rénovation énergétique (l'efficacité énergétique des bâtiments et des systèmes) et le développement des énergies renouvelables). Ces orientations étant génératrices d'emplois sur le territoire sont intégrées dans l'axe 1 du CRTE. La sobriété énergétique, autre pilier de la transition énergétique est quant à elle intégrée dans l'axe 4, objectif 7 du CRTE</p>				
Orientation 5 : La rénovation énergétique des bâtiments des parcs public et privé et de l'éclairage public comme levier de développement économique				
<p>La rénovation énergétique des parcs de bâtiments publics et privés du territoire COCM constitue l'un des principaux leviers de réduction des consommations énergétiques et des émissions de Gaz à Effet de Serre à l'échelle du territoire, identifiés dans le cadre du PCAET.</p> <p>La rénovation énergétique doit en priorité être axée sur l'amélioration de la performance thermique de l'enveloppe des bâtiments puis sur le remplacement des systèmes énergétiques (de chauffage notamment).</p> <p>La Communauté de Communes est dotée depuis 3 ans d'une plateforme de rénovation de l'Habitat devenu au 1^{er} janvier 2021, Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique (SARE).</p>	<p>PCAET Petites Villes Demain</p>	<p>Région Département SDEM50</p> <p>CMA CCI CA</p> <p>Bailleurs sociaux, CAPEB 7 Vents</p>	<p>Lutte contre le changement climatique en réduisant les consommations énergétiques et les émissions de GES</p> <p>Lutte contre la précarité énergétique, soutien au pouvoir</p>	<p>TD2030 COCM'Habitat OPAH</p>

<p>En lien avec ce dispositif SARE, la COCM a aussi un projet d'extension du périmètre de l'OPAH, à l'échelle du territoire communautaire.</p> <p>Le fonctionnement du SARE s'appuie notamment sur un réseau d'artisans et de professionnels du bâtiment qui permettent d'une part de faire connaître ce service (en lien avec l'axe 2 – Orientation 9) mais aussi de réaliser des rénovations exemplaires qui prennent en compte la préservation de l'environnement et du cadre de vie (en lien avec l'axe 3 – objectif 5).</p> <p>Déclinaisons envisageables de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Massifier les rénovations énergétiques des bâtiments publics et des acteurs privés (entreprises, industries, ...) - Poursuivre la formation des professionnels du bâtiments pour réaliser des rénovations exemplaires tant en termes de performance énergétique que d'impact environnemental ; - Encourager l'utilisation d'éco-matériaux et valoriser l'utilisation d'éco-matériaux locaux (terre, chanvre, paille..) - Encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique des process industriel - Encourager la rénovation des éclairages publics du territoire en veillant à limiter leur impact sur la biodiversité nocturne (Prise en compte de la trame noire (en lien avec l'Objectif 5 du CRTE) 		<p>ENERTERRE</p> <p>...</p>	<p>d'achat et améliorer la qualité de vie des habitants (source d'attractivité pour le territoire)</p> <p>Création d'emplois locaux et non délocalisables</p>	
--	--	-----------------------------	---	--

Orientation 6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire (entreprises, agriculteurs, acteurs touristiques...)

<p>En 2015, sur le territoire Côte Ouest Centre Manche, la production d'énergies renouvelables (EnR) couvrait 19 % de la consommation finale d'énergie. Cette production provenait pour moitié des 2 parcs éoliens et du bois utilisé par les ménages pour se chauffer pour l'autre part. Le territoire COCM est dépendant des énergies fossiles et fissiles et 81 % de la facture énergétique sort actuellement du territoire.</p> <p>Depuis 2015, plusieurs projets EnR se sont développés sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 réseaux de chaleur bois-énergie ; • 1 cadastre solaire à l'échelle du territoire ; • 1 micro-unité de méthanisation en cogénération ; • 2 unités de méthanisation avec injection de biogaz (dont une en construction). <p>Au vu de la production actuelle d'énergies renouvelables et de leurs potentiels de développement, la COCM semble pouvoir devenir un territoire autonome en énergie d'ici à 2050. Néanmoins, pour atteindre cet objectif ambitieux cela nécessiterait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réduction forte des consommations énergétiques (en lien avec l'orientation 5 du CRTE) ; • une confirmation par des études de gisement complémentaires pour certaines EnR (méthanisation notamment). <p>Pour que les bénéfices (économiques notamment) de la production d'énergie reviennent au territoire, il faut que cette production soit locale et qu'elle utilise au maximum des ressources humaines et matérielles du territoire.</p>	<p>PCAET</p>	<p>CA Région Département SDEM50Haie cobois PNR ADEN STEVE ...</p>	<p>En lien avec les ambitions de transitions écologiques et économiques du CRTE :</p> <p>Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre.</p> <p>Création d'emplois locaux et non délocalisables</p> <p>Les retombées économiques restent sur le territoire.</p> <p>Tendre vers l'autonomie énergétique du territoire et donc plus de résilience</p>	<p>Cadastre solaire</p>
---	--------------	---	--	-------------------------

<p>Ainsi, la communauté de Commune va devoir définir, en concertation avec les communes du territoire une politique locale de l'énergie afin d'identifier quel seront ses ambitions, son rôle et ses moyens en matière d'énergies renouvelables. Elle devra déterminer quelles filières EnR elle sera prête à soutenir sur son territoire et de quelle manière elle se positionnera, soit en tant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Producteur d'EnR/ auto consommateur au sein des bâtiments communautaires ? • Incitateur auprès des communes ET des acteurs du territoire (entreprises, agriculteurs, acteurs du tourisme) à devenir producteurs d'EnR ? • Consommateur d'EnR (par exemple, consommation du Gaz Naturel pour Véhicules (GNV), d'hydrogène produit localement pour sa flotte de véhicules) ? <p><u>Déclinaisons envisageables de l'orientation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une stratégie territoriale pour accompagner le développement des énergies locales (schéma des énergies renouvelables par exemple) - Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production de bois énergie locale et favoriser l'autoconsommation <i>(notamment auprès des exploitants agricoles du territoire car les plaquettes bocagères nécessitent des espaces de stockage importants qui ne permettent pas un usage domestique)</i> - Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de production d'ENR solaires et favoriser l'autoconsommation - Promouvoir et accompagner le développement de petites et moyennes unités de méthanisation et favoriser l'autoconsommation 				
--	--	--	--	--

<p><i>La production d'énergies renouvelables via des micro-unités de méthanisation, l'installation de panneaux photovoltaïques sur la stabulation peut constituer une source de revenu complémentaire pour les exploitants agricoles du territoire.</i></p>				
---	--	--	--	--

2. AXE 2 : POUR DES SERVICES A LA POPULATION DE QUALITE ET DE PROXIMITE

Objectif 3 : rendre la culture, les loisirs, le sport accessible à tous				
Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 7 : favoriser la pratique sportive par tous				
<p>✓ Conforter le partenariat avec les partenaires publics, privés et associatifs afin d'enrichir l'offre sportive</p> <p>La COCM gère plusieurs équipements sportifs d'intérêt communautaire. Elle s'appuie sur différents partenaires locaux pour favoriser la pratique sportive.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – soutenir les sections sportives des collèges afin de diversifier les itinéraires éducatifs des collégiens et conforter les effectifs des collèges La COCM finance l'intervention des éducateurs sportifs au sein des sections football du collège de Lessay et handball du collège de Lessay (10 000 euros maximum par section et par an) – poursuivre la politique de rénovation des complexes sportifs afin de répondre aux besoins et contraintes des utilisateurs (écoles, collèges, associations) – conforter le partenariat avec la société gestionnaire du Golf Centre Manche afin de développer une pratique « loisirs et détente » à destination des scolaires, des Accueils de loisirs, des associations, des groupes. – Promouvoir les équipements sportifs « porteurs » en développant une offre à destination des familles (base de char à voile, golf) 	Service des sports Service culturel	Collèges, associations Prestataires privés (EGS)	Plus-value sociale	Services techniques

<ul style="list-style-type: none"> – Promouvoir le réseau associatif : organisation de forums des associations, réflexion sur la réalisation d'un outil numérique de promotion du réseau associatif <p>✓ Permettre aux enfants d'accéder plus facilement aux activités sportives, culturelles et de loisirs :</p> <p>La COCM s'appuie sur 2 dispositifs :</p> <p><u>Dispositif Va Partout</u> : destiné aux enfants âgés de 3 à 11 ans habitants le territoire, il permet aux familles de bénéficier de réductions auprès d'une trentaine de partenaires.</p> <p><u>Politique tarifaire</u> : La Communauté de Communes propose aux familles du territoire de bénéficier de tarifs calculés en fonction du quotient familial pour accéder aux activités sportives proposées par le service des sports (Dispositif mis en place également pour les Accueils de loisirs).</p> <p><u>Déclinaison de l'orientation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Communiquer sur ces dispositifs pour permettre un accès au plus grand nombre : bulletin communautaire, écoles, partenaires, presse locale, site internet, mailings familles. <p>✓ Développer le programme d'animation sportive :</p> <p>La Communauté de Communes veut permettre aux enfants du territoire de découvrir un panel d'activités sportives le plus large possible. Toute l'année, sur la période scolaire, le Service des sports propose des ateliers « d'éveil sportif » pour les enfants âgés de 4 à 9 ans. A chaque période de vacances scolaires, le Service des sports propose les activités « sports vacances » aux enfants âgés de 8 à 16 ans. Ces ateliers et activités ont comme objectif de sensibiliser et de donner goût à la pratique sportive régulière.</p>				
---	--	--	--	--

<p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Harmoniser l'offre à l'échelle du territoire communautaire – Communiquer sur ces animations pour permettre un accès au plus grand nombre : réseau des écoles, presse locale, site internet – Renforcer l'offre à destination des familles 				
<p align="center">Orientation 8 : favoriser une action culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire</p>				
<p>La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche n'a pas de politique culturelle « globale ». Pour autant, consciente d'un réel déficit culturel mis en lumière dans de nombreux diagnostics, la culture est abordée dans le cadre de ses compétences.</p> <p>Le service culturel, en appui avec un réseau d'acteurs locaux (communes, associations) et départementaux, contribue activement au développement des actions culturelles sur l'ensemble du territoire.</p> <p>La COCM s'est fixé les objectifs suivants :</p> <p>Dynamiser la lecture publique : animations mensuelles autour du livre pour différents publics (des tous petits aux seniors), coordination d'un groupe de coopération de bibliothèques municipales et associatives et mise en place d'un projet annuel d'animations culturelles pluridisciplinaires.</p> <p>Apporter le spectacle vivant au plus proche des habitants : la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche est partenaire du dispositif départemental « La Manche met les villes en scène ». En permettant la diffusion de spectacles en milieu rural, elle permet au public d'accéder à une offre culturelle de qualité à des tarifs attractifs (de 4 à 9 euros).</p> <p>Soutenir les associations culturelles : la COCM soutient financièrement l'école de musique intercommunale qui a le statut d'établissement</p>		<p>Bibliothèques municipales et associatives CD50 Communes Associations culturelles locales Compagnies artistiques Etablissements scolaires ALF (Association des Ludothèques de France)</p>	<p>Cohésion sociale</p>	

<p>d'enseignement artistique. Elle met à sa disposition, à titre gratuit, des locaux communautaires au 2^{ème} étage du pôle de proximité de La Haye. La COCM attribue chaque année des subventions exceptionnelles à des associations culturelles présentant un événement culturel rayonnant à l'échelle du territoire communautaire.</p> <p>Permettre la découverte du théâtre dans le cadre scolaire : la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche conventionne avec une compagnie théâtrale dont l'objectif est de faire découvrir le théâtre dans sa globalité. Cette compagnie intervient à raison de 150 heures par an (sensibilisation des scolaires à la pratique théâtrale, spectacles) dans les établissements scolaires</p> <p>Renforcer le lien social à travers le jeu : la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche gère une ludothèque au sein du pôle de proximité de Périers. Jeu sur place et emprunts sont proposés aux usagers de tous âge</p> <p>développer l'éducation artistique et culturelle à destination des jeunes : il s'agit d'un véritable enjeu pour un territoire rural où la pratique culturelle est encore peu développée. C'est pourquoi la COCM mène différentes actions et projets afin de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge et sur différents temps (scolaire, périscolaire, extrascolaire), en groupe ou en famille.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Renforcer la communication autour des actions culturelles pour tenter de capter l'ensemble de la population locale – Accompagner le développement des animations en bibliothèque sur l'ensemble du territoire – Renforcer le soutien aux associations culturelles locales – Développer des partenariats pour étendre l'action de la ludothèque à l'échelle du territoire 				
--	--	--	--	--

<ul style="list-style-type: none"> – Créer une instance d'échanges entre les différents acteurs culturels locaux (associations, communes, COCM...) – Développer des projets culturels interservices s'adressant à un public varié (locaux, touristes, jeunes, familles...) 				
--	--	--	--	--

Objectif 4 : conforter une culture de l'accueil de proximité				
Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
<u>Orientation 9 : faciliter l'accès des usagers aux services publics</u>				
<p>✓ Accompagner les usagers dans leurs démarches - s'appuyer sur le dispositif France Services pour répondre au mieux aux besoins des usagers</p> <p>Dans un souci d'harmonisation de l'offre de services à l'échelle du territoire communautaire, la COCM s'est engagée dans le déploiement du dispositif France Services. Un espace France Services a ainsi été labellisé sur chacun des trois pôles de proximité. Les conseillères France Services, qui ont été formées par les opérateurs nationaux partenaires, reçoivent les usagers pour les accompagner dans leurs démarches administratives (de la simple compréhension d'un document administratif à la constitution d'un dossier complexe ou à l'accomplissement d'une démarche en ligne). Le dispositif répond à un véritable besoin et devrait monter très rapidement en puissance. Un comité de pilotage local sera mis en place. Il sera ouvert à des représentants des usagers afin d'appréhender plus facilement le niveau de satisfaction des usagers et définir les axes de progression possibles.</p>	France Services SDAASP	Etat, CGET et opérateurs nationaux partenaires CD50	Cohésion territoriale Plus-value sociale	Plateforme mobilité Plateforme Habitat

<p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – communiquer sur le dispositif pour permettre un accès au plus grand nombre : bulletins d'information, presse locale, site internet, primo-accueillants (secrétaires de mairie, travailleurs sociaux...) – envisager à moyen terme la mise en place d'un dispositif itinérant pour aller au plus près des habitants (permanences en mairie notamment) 				
<p>✓ Développer la culture numérique pour tous - s'appuyer sur les Espaces Publics Numériques (EPN) Dans une société hyper connectée, l'accès aux outils numériques est indispensable pour éviter l'exclusion sociale. Lever les freins psychologiques à l'utilisation des outils numériques est un objectif essentiel. La COCM dispose de 3 EPN adossés aux espaces France Services. Les médiateurs numériques sont à la disposition des usagers qui souhaitent s'initier (informatique, téléphone, messagerie...) ou se perfectionner (ateliers thématiques).</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – déployer le dispositif Pass Numérique pour permettre à des personnes éloignées du numérique, repérées par les prescripteurs sociaux, de bénéficier de cours gratuits d'initiation ou de perfectionnement – déployer l'itinérance des EPN pour aller au plus près des habitants (effectif pendant la période de déclaration de revenus, mais à réfléchir de façon plus générale) – réactiver le dispositif « Connected Seniors » mis en place dans le cadre du Plan Local Autonomie (tablettes paramétrées avec des 	<p>EPN SDUN</p>	<p>Région CD50 travailleurs sociaux Mairies</p>	<p>Cohésion territoriale Transition numérique Plus-value sociale</p>	<p>Plateforme mobilité Plan Local Autonomie</p>

<p>applications testées par des seniors et répondant aux attentes des personnes âgées)</p> <ul style="list-style-type: none"> – travailler l'articulation et la complémentarité entre les médiateurs numériques EPN et les conseillers numériques financés par l'Etat (dans le cadre du Plan de Relance) – contribuer au déploiement du réseau FFTH (fibre optique) 				
<p align="center">Orientation 10 : construire une offre de services répondant aux besoins des habitants</p>				
<p>✓ Répondre aux besoins des familles -s'appuyer sur la charte avec les familles La COCM s'est engagée aux cotés de la MSA dans la mise en place d'une Charte avec les familles. « Agir ensemble pour le bien-être des familles » : tel est le principe de cette démarche de développement social local qui repose sur une dynamique partenariale, associant acteurs locaux, professionnels, bénévoles, élus, partenaires institutionnels et familles. La Charte repose sur deux grandes orientations : -réduire les inégalités et renforcer le maillage territorial en matière d'offre de services aux familles (petite enfance, enfance, jeunesse, relations parents/enfants, prévention santé, animation sociale...) -favoriser l'inclusion sociale de toutes les familles avec une attention particulière aux facteurs de fragilité</p> <p>Déclinaison de l'orientation : Le diagnostic participatif a fait apparaître 8 enjeux prioritaires qu'il s'agira de traduire dans un plan d'actions : 1 : Trouver de l'information, de l'aide dans mes démarches : ⇒ Enjeu de mobilité et d'accessibilité ⇒ Enjeu d'information, de communication et de valorisation de l'existant 2 : Être bien sur ma commune avec et pour les autres</p>	<p>Charte avec les familles suivie d'une démarche PESL</p>	<p>MSA Côtes Normandes, CAF de la Manche, Le département de la Manche, Le préfecture de la Manche, L'Agence régionale de Santé Normandie, Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, Maison du pays de Lessay, Familles Rurales</p>	<p>Cohésion territoriale, Plus-value sociale</p>	<p>Plateforme mobilité</p> <p>Plateforme Habitat</p> <p>Commission économique et insertion professionnelle</p> <p>CTG</p>

<p>⇒ Enjeu de développer un climat de « bien vivre ensemble sur tout le territoire »</p> <p>⇒ Enjeu de développer le lien social dans des accueils de proximité</p> <p>⇒ Enjeu de développement de lieux publics</p> <p>3 : Agir avec et pour les familles</p> <p>⇒ Enjeu de l'insertion et l'orientation des jeunes</p> <p>⇒ Enjeu de l'éducation des jeunes à l'initiative et l'engagement</p> <p>4 : Faire ensemble pour un territoire dynamique</p> <p>⇒ Enjeu de la coéducation</p> <p>⇒ Enjeu du bénévolat et de l'engagement</p> <p>⇒ Enjeu du soutien à la vie associative</p>		Association Marchésieux		
<p>✓ Répondre aux besoins de la population âgée -s'appuyer sur le Plan Local Autonomie</p> <p>La COCM s'est engagée aux côtés du CD50 dans la mise en œuvre expérimentale d'un Plan Local Autonomie. Ce PLA vise à favoriser le bien vieillir sur le territoire communautaire.</p> <p>Les actions qu'il décline s'adressent aussi bien aux personnes âgées dépendantes, qu'elles vivent en structures d'accueil ou à domicile, qu'aux retraités actifs qui sont des acteurs à part entière de la vie sociale.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – traduire les enjeux du PLA dans une politique senior communautaire et la décliner dans les politiques sectorielles (mobilité, habitat, culture, loisirs, sport-santé, CIAS...) – poursuivre l'accompagnement individualisé des seniors et de leurs familles et soutenir les aidants familiaux – rompre l'isolement des seniors en favorisant leur implication dans la vie associative et en facilitant leurs déplacements – considérer les EHPAD comme des acteurs de la vie locale et s'appuyer sur les services qu'ils développent (EHPAD plateformes de services) 	PLA CIAS Assemblée pour le Bien vieillir	CD50 EHPAD et résidence autonomie ARS CLIC, SAG, MAIA associations	Cohésion territoriale Plus-value sociale	Plateforme mobilité Plateforme Habitat

<ul style="list-style-type: none"> – favoriser l'expression des habitants à travers l'Assemblée pour le bien vieillir sur toutes les questions concernant la place des seniors dans la vie locale 				
<p>✓ Porter et animer une politique sociale de proximité</p> <p>La COCM n'a pas de politique sociale communautaire « globale ». Elle aborde la question du social à travers différentes compétences, à différents âges de la vie : l'enfance et la jeunesse à travers la politique d'accueil en structure et la politique tarifaire (centres de loisirs, espaces ados, animations familles...), les seniors à travers le PLA et le CIAS. Certains dispositifs communautaires contribuent également à faciliter l'accès à des services ou activités en proposant des tarifs adaptés ou des financements exceptionnels : dispositif Va Partout pour faciliter l'accès des jeunes aux activités de loisirs, location solidaire de véhicules avec COCM'obilité, subventions exceptionnelles aux associations...</p> <p>L'action sociale de proximité sur la COCM est portée par le Centre social de Lessay dont le périmètre d'intervention est l'ancienne communauté de communes du canton de Lessay.</p> <p>L'action sociale doit être entendue ici comme une réponse apportée à des problématiques sociales propres au territoire</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – construire une politique sociale communautaire qui doit contribuer à offrir aux habitants les conditions du bien-vivre ensemble sur le territoire en garantissant une offre de services de proximité et de qualité pour tous les habitants – s'appuyer sur l'expérience et les compétences du centre social de Lessay pour définir le type de structure le plus adapté pour mettre en œuvre l'action sociale communautaire (centres sociaux sur chaque pôle de proximité ? Espaces de vie sociale?) 	PESL	Maison du Pays CAF	Cohésion territoriale Plus-value sociale	

Orientation 11 : faciliter l'accès aux soins, à la prévention et à la promotion de la santé

<p>✓ Garantir une offre médicale de proximité</p> <p>La permanence et la continuité de l'offre de soins est essentielle pour assurer le bien-être des habitants. C'est également une condition indispensable pour l'attractivité du territoire.</p> <p>La COCM s'est engagée dans une politique volontariste pour répondre à un enjeu de santé publique : aménagement (et agrandissement) des pôles de santé pour répondre aux besoins des professionnels de santé et favoriser l'accueil de nouveaux praticiens ; partenariat avec l'agence d'attractivité départementale pour promouvoir les structures médicales, faire connaître les praticiens qui exercent au sein des pôles de santé, et mettre en avant les atouts du Département pour susciter l'arrivée de nouveaux praticiens ; partenariat avec la Région pour alimenter le site Med'instal, plateforme d'information à destination des futurs médecins pour connaître les lieux d'accueil, les offres et les maîtres de stage, les aides à l'installation.</p> <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> – développer les relations partenariales entre les 3 pôles de santé afin de favoriser les complémentarités 	<p>Campagne de communication Latitude Manche</p>	<p>Latitude Manche Région professionnel s de santé</p>	<p>Cohésion territoriale plus-value sociale</p>	
<p>✓ Faciliter l'accès à la prévention et à l'éducation de la santé</p> <p>La COCM a été identifiée par la Région et l'ARS comme un territoire prioritaire au regard de certains indicateurs de santé (dont le taux de mortalité prématuré et l'indice de défavorisation sociale). La communauté de communes Baie du Cotentin affiche des indicateurs similaires.</p> <p>Aussi, la Région a incité les 2 EPCI à s'associer dans le cadre d'un Réseau Territorial de Promotion de la Santé (RTPS) dans le but de définir une politique locale de promotion de la santé sur la base d'un plan d'action pluriannuel.</p>	<p>RTPS</p>	<p>ARS Région CC Baie du Cotentin</p>	<p>Cohésion territoriale plus-value sociale</p>	

<p>Le RTPS vise 2 objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à améliorer le parcours de santé de la population - Faciliter l'accès à la prévention et à l'éducation pour la santé des populations les plus vulnérables <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - recrutement d'un coordonnateur santé qui sera chargé de réaliser un diagnostic partagé, d'élaborer une stratégie santé et de définir un programme d'actions pluriannuel. Ce coordonnateur sera recruté par la CC Baie du Cotentin et financé par la Région et l'ARS, avec une participation de la COCM - prendre la compétence RTPS - à terme, signer un Contrat Local de santé avec l'ARS, dans l'objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé et favoriser une offre de santé de proximité 				
---	--	--	--	--

3. AXE 3 : POUR UN CADRE DE VIE HARMONIEUX ET EQUILIBRE

Objectif 5 : Préserver le cadre de vie				
Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 12 : : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire				
<p>La Communauté de communes Côte Ouest Centre Manche sur un territoire de 486 km² contient six unités paysagères. C'est donc un patrimoine paysager varié sur un territoire conscrit qui compose le territoire. La trame bocagère, d'une richesse paysagère et écologique certaine, cache bien souvent des prairies, souvent humides, socle d'une agriculture d'élevage. L'omniprésence des paysages d'eau (rivières, marais) est un élément fort de l'identité du territoire. La preuve en est, quatre sites Natura 2000, désignés sur la fragilité d'habitats naturels aussi diverses que variés, allant des prés-salés aux landes sèches et humides, en passant par milieux dunaires, etc. sont présents sur le territoire.</p> <p>L'offre de mobilité douce (randonnée, vélo) permet de de visiter et de découvrir les paysages de bocage, de landes, de collines, de littoral. La construction d'un réseau plus visible et à étoffer reste à construire pour permettre également de découvrir les patrimoines bâtis et du terroir en lien avec les activités passées et contemporaines et le passé chargé d'histoire. Ces patrimoines, au préalable d'une quelconque valorisation, restent à préserver des aléas du temps et des évolutions matérielles et de pratiques.</p>	<p>11^{ème} programme AESN Contrat territoire eau et climat de l'AESN</p>	<p>PNR AESN DRAC Chambre agriculture</p>		

Orientation 13 : Planifier et accompagner un aménagement équilibré et respectueux de l'environnement				
<p>Les Communautés de Communes historiques et la nouvelle communauté de communes se sont engagées dans la mise en œuvre de Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux à l'échelle des anciens EPCI.</p> <p>Chacun de ces trois documents dont deux d'entre-deux ont été approuvés en 2018 et 2019 et dont le troisième est en cours de réalisation, vise à intégrer l'objectif de reconstruire la ville sur elle-même, en favorisant l'urbanisation des dents creuses et la réhabilitation des logements aujourd'hui vacants.</p> <p>La Communauté de Communes a également engagé la procédure d'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Cette démarche territoriale de développement durable à la fois stratégique et opérationnelle prend en compte l'ensemble de la problématique air-énergie-climat autour de plusieurs axes d'actions. Les phases de diagnostic et de définition de la stratégie territoriale étant réalisées, la phase de concertation auprès des élus, des acteurs et des habitants du territoire devrait débuter très prochainement.</p> <p>Aussi, les élus du territoire peuvent ainsi s'appuyer sur ces outils de planification afin d'assurer un développement vertueux, harmonieux et raisonné du territoire (reprise de la stratégie NLPD notamment).</p> <p>Déclinaison de l'objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - envisager des aménagements et des infrastructures afin de favoriser les mobilités actives (exemple : chemins piétons, circulation apaisée, mise en place de 	<p>PLUi « Petites Villes de Demain » AAP « CEREMA »</p>	<p>Etat CEREMA PPA</p>		<p>« Petites Villes de Demain »</p> <p>COCM'obilité</p>

<p>la réglementation sur le stationnement en amont des passages piétons...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'offre d'aménagements promouvant le lien social (mobilités, espaces de vie, etc.) - Réaliser un schéma directeur vélo visant à créer un réseau de pistes cyclables communautaires - Favoriser l'implantation de lieux de rencontre permettant le réinvestissement des cœurs de bourg - Envisager des aménagements renforçant l'intermodalité 				
Orientation 14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous				
<p>L'habitat est une thématique centrale pour la communauté de communes et ses bourgs-centres. C'est une donnée essentielle du bien-vivre et l'offre de logements doit être adaptée à l'évolution des modes de vie (décohabitation, maintien au domicile des personnes âgées, retour dans les centres-bourgs des personnes vieillissantes...).</p> <p>Le confort des logements, condition essentielle au bien-être des habitants, doit également être repensé (rénovation énergétique, accessibilité, amélioration de la qualité de l'air...).</p> <p>Les politiques publiques de l'habitat doivent également prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aspect architectural du bâti de la Reconstruction qui participe de l'identité du territoire, - Préservation de l'environnement - Limitation de l'artificialisation des sols <p>Déclinaison de l'orientation :</p>	<p>PCAET Petites Villes de demain PLH PLUi</p>			<p>COCM Habitat OPAH</p>

<ul style="list-style-type: none"> – mettre en œuvre une politique volontariste de l'habitat en s'appuyant sur les outils réglementaires (Plan Local de l'Habitat intercommunal, OPAH à l'échelle communautaire) et la plateforme COCM'Habitat afin de développer une offre de logements répondant aux besoins du territoire – renforcer l'attractivité des centres-bourgs en valorisant leurs caractéristiques patrimoniales et en aménageant des lieux de rencontre et de sociabilité 				
Orientation 15 : Poursuivre l'amélioration de la gestion des déchets sur le territoire				
<p>La Communauté de Communes assure, au titre de ses compétences obligatoires, la gestion des déchets sur son territoire à travers la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables, leur transport, leur traitement et l'exploitation de déchetteries.</p> <p>Une partie de ces compétences, exercées sur le secteur dit de Périers, a été transférée au Syndicat Mixte du Point Fort, regroupant tout ou partie de 5 établissements publics de coopération intercommunale du centre Manche.</p>		Région Normandie ADEME EPCI Eco-organismes Acteurs de l'ESS Entreprises du territoire		Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés
<p>Déclinaisons de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Harmonisation des modalités de gestion des déchets afin de proposer un service équivalent et adapté aux habitants (optimisation des fréquences, harmonisation des modalités de collecte...) - Augmentation de la valorisation des déchets produits sur le territoire en simplifiant et développant les consignes de tri des emballages, en développant et diversifiant les filières de valorisation dans les déchetteries (extension des consignes de tri des 	Appel à projets CITEO, démarche et labellisation « économie circulaire »			

emballages plastiques, tri des encombrants, valorisation matière des branchages...) - Réduction des quantités de déchets produits sur le territoire en développant le réemploi, le compostage individuel et en réduisant le gaspillage alimentaire				
Orientation 16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives)				
La Communauté de communes œuvre depuis plusieurs années à la préservation des milieux aquatiques à travers la mise en œuvre de programmes de restauration des cours d'eau sur ses bassins versants. Également, à travers son SPANC, elle accompagne les usagers dans la réhabilitation des installations ANC. Pour anticiper dès maintenant la diminution des ressources en eau liée aux effets du changement climatique, la COCM s'est intégrée au programme de recherche Rivages Normands 2100. Un réseau de piézomètres permettra de surveiller le risque d'intrusion d'eau salée dans les nappes phréatiques				
Déclinaisons de l'objectif : - Restauration des milieux aquatiques à travers les programmes de restauration des cours d'eau en cours et à venir	11 ^{ème} programme AESN Contrat territoire eau et climat de l'AESN	AESN CMB et Saint-Lô (programme mutualisé)		
- Amélioration de la qualité des eaux des cours d'eau et, par conséquence, de la mer <ul style="list-style-type: none"> ○ Améliorer la connaissance des sources de pollution à travers des campagnes de temps sec / temps de pluie ○ Animer le programme de réhabilitation des installations ANC 	11 ^{ème} programme AESN Contrat territoire eau et climat de l'AESN	AESN Les communes OFB DDTM		

○ Mettre en place une synergie entre les communes, les services de l'Etat et la Communauté de communes dans la police de l'eau et de l'environnement				
- Surveillance de la qualité de la ressource en eau sur les nappes d'eau du littoral dans le cadre du programme Rivages Normands 2100	11 ^{ème} programme AESN Contrat territoire eau et climat de l'AESN	AESN Université de Rennes DREAL Normandie		
- Nettoyage manuel des laisses de mer pour préserver les dunes embryonnaires et la nidification des limicoles (disposition 5.4.5 SDAGE)	11 ^{ème} programme AESN	AESN CPIE		

Objectif 6 : Anticiper et s'adapter aux vulnérabilités

Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 17 : Favoriser les éléments naturels comme levier de protection				
<p>Les solutions fondées sur la nature sont les actions qui s'appuient sur les écosystèmes afin de relever les défis globaux comme la lutte contre les changements climatiques, la gestion des risques naturels, la santé, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire... En effet, des écosystèmes sains, résilients, fonctionnels et diversifiés fournissent de nombreux services écosystémiques et permettent donc le développement de solutions au bénéfice de nos sociétés et de la biodiversité, dans le cadre des changements globaux.</p> <p>Les prairies humides permettent par exemple de limiter les impacts liés au risque inondation ; les massifs dunaires peuvent protéger les côtes des submersions marines et de l'érosion ; les haies bocagères et les</p>	<p>Contrat Natura 2000 11^{ème} programme AESN Subvention AFIFT</p>	<p>PNR Etat Communes CD50</p>		<p>Commission bocage</p>

<p>infrastructures vertes contribuent à limiter les ruissellements et les inondations, à réguler le climat local, etc.</p> <p>Dans le même temps, certains havres de la côte perdent de leur caractère naturel et donc leur rôle de tampon face à la montée du niveau marin : poldérisation, fermeture artificielle de l'estuaire. La renaturation et la recherche d'un fonctionnement naturel pourrait améliorer la résilience du territoire face à ce phénomène.</p> <p>La Communauté de communes a bien conscience de l'importance de la préservation des écosystèmes et de leur restauration pour limiter les risques sur les différents enjeux du territoire (personnes, bâtis, activités) puisqu'elle œuvre déjà dans ce sens depuis plusieurs années, notamment sur le littoral. Sur ce milieu, elle met en œuvre des techniques douces pour limiter l'érosion dans des points sensibles (fascines, fagots, ganivelles, rechargement en sable).</p> <p>Dernièrement, la Communauté de communes s'est engagée dans un programme bocage avec le PNR des Marais du Cotentin et du Bessin pour la plantation de haies sur son territoire.</p>				
<p>Déclinaison de l'objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animer un programme bocage 	<p>11^{ème} programme AESN PLUi Plan de gestion du bocage par exploitation</p>	<p>AESN PNR CD50</p>		
<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement d'un plan de gestion de la bande côtière 	<p>Contrat Natura 2000 Subvention AFIFT</p>	<p>Conservatoire du littoral SyMEL CPIE</p>		
<ul style="list-style-type: none"> - Etude de renaturation des havres 				
<p>Orientation 18 : Anticiper l'adaptation du territoire au dérèglement climatique et préparer la relocalisation de certains équipements, biens et activités</p>				
<p>Afin de répondre à la Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, la Communauté de communes s'est lancée avec les collectivités voisines sur l'établissement d'une stratégie à l'échelle locale, sur la cellule</p>	<p>APP CEREMA Subventions Région</p>	<p>Etat CEREMA PPA</p>		

<p>hydrosédimentaire correspondante. Avec l'aide de la Région, le projet Notre littoral pour demain a donc abouti en fin d'année 2019, pour être validée par la collectivité en février 2020. Différentes actions, transversales ou localisées, ont été identifiées pour répondre au changement climatique.</p> <p>La montée du niveau de la mer, combinée au risque d'intensification des phénomènes hydrométéorologiques, augmente les risques de submersion, d'inondation et d'érosion sur le littoral. Afin de limiter les effets des risques sur les biens, les personnes et les activités, de s'adapter et d'anticiper au mieux, la Communauté de communes a répondu à l'appel à partenaires du CEREMA et de l'Anel sur la gestion intégrée du littoral et de la mer. En lien avec la définition des systèmes d'endiguement et l'élaboration du PLUI du secteur de Lessay, cette étude, en concertation avec les acteurs du territoire, a pour but d'identifier les biens et activités à relocaliser ou à adapter et de définir leurs besoins en termes de relocalisation.</p> <p>En lien avec l'objectif 5 « Préserver le cadre de vie » et l'orientation 16 « Protéger les milieux aquatiques et la ressource en eau », le programme de recherche Rivages Normands 2100, avec son réseau de piézomètres, va donner de l'informations pour que les utilisateurs des nappes phréatiques et des terres potentiellement inondables par remontée de nappes, pouvant être saumâtres puissent anticiper les impacts sur leurs activités et les adapter en conséquence.</p>				
<p>Déclinaison de l'objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des actions de la stratégie Notre littoral pour demain 				
<ul style="list-style-type: none"> - Appel à partenaires CEREMA 				
<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance de la qualité de la ressource en eau sur les nappes d'eau du littoral dans le cadre du programme Rivages Normands 2100 	<p>11^{ème} programme AESN Contrat territoire eau et climat de l'AESN</p>	<p>AESN Université de Rennes DREAL Normandie</p>		

4. AXE 4 : POUR L'INNOVATION ET LA PARTICIPATION : CO-CONSTRUIRE LE PROJET DE TERRITOIRE

Objectif 7 : Renforcer les liens entre les acteurs du territoire pour impulser le changement et tendre vers l'exemplarité

Les 3 orientations de l'objectif 7 dépendent les unes des autres et reposent sur la fédération et la mobilisation de l'ensemble des communes et des acteurs du territoire dans la co-construction d'un projet de territoire. L'objectif est de créer une dynamique de coopération, de « faire système » entre les collectivités et les acteurs du territoire afin que le projet de territoire soit résilient et qu'il réponde aux spécificités et aux réalités de chacun.

Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 19 : Fédérer et mobiliser les communes dans la co-construction d'un projet de territoire				
<p>La Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche est issue de la fusion, au 1^{er} janvier 2017, de 3 anciens EPCI qui avaient des projets de territoire, des objectifs et des ambitions différentes.</p> <p>Depuis la fusion, l'un des principaux objectifs de la Communauté de Communes a été de coconstruire un nouveau projet de territoire notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'appropriant et en intégrant les enjeux et projets communautaires existants ; • S'engageant dans l'élaboration de nouvelles stratégies (économique, touristique, de développement durable avec la démarche « Territoire Durable 2030 ») et ce à l'échelle du territoire Côte Ouest Centre Manche. <p>La Communauté de Communes, en priorisant ses efforts (son action) sur l'élaboration de nouvelles stratégies et de projets structurants à l'échelle du nouveau territoire communautaire, ne s'est pas pleinement saisie, ces dernières années, son rôle d'animateur territorial auprès des communes.</p>	<p>PCAET</p> <p>Petites villes de Demain</p>	<p>CR CD50 C2D PNRMCB CPIE du Cotentin CEREMA EPFN</p> <p>Acteurs économiques et associatifs du territoire</p>	<p>Transition écologique</p> <p>Cohésion territoriale et sociale</p>	<p>Territoire Durable 2030 (ensemble des stratégies définies dans le cadre de cette démarche)</p>

<p>Pour ce nouveau mandat, elle souhaite davantage se recentrer sur ce rôle afin de renforcer le lien et de fédérer les communes du territoire dans la co-construction d'un nouveau projet de territoire.</p> <p>Pour cela, il sera essentiel qu'elle crée des conditions favorables au dialogue afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de comprendre le contexte et les enjeux de chaque territoire (Communes et Communauté de Communes) ; • d'articuler la finalité et les ambitions de leurs projets et actions respectives pour coconstruire un projet de territoire qui réponde aux réalités de chaque territoire ; • de bâtir des partenariats et des coopérations « inter-territoires » (entre la Communauté de Communes et les communes mais également entre les communes entre elles) qui s'inscrivent dans la durée. <p>La Communauté de Communes devra veiller à ce que le projet de territoire réponde aux problématiques de ses 30 communes qui des enjeux très différents, que ce soit entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les communes littorales et arrières-littorales ; • les pôles de proximité du territoire (La Haye, Lessay, Périers et Créances) et les plus petites communes du territoire. <p>Description de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avec l'accompagnement d'une ingénierie externe (sollicitée dans le cadre du CRTE) : mettre en place une concertation, basée sur des méthodes d'intelligence collective et de production collaborative avec les Maires afin de co-construire le projet de territoire. <p>Cette orientation est en lien avec l'O22 qui porte sur la mise en œuvre d'une gouvernance partagée/participative. L'élaboration collective d'une telle démarche constitue une des conditions de réussite du projet</p>				
--	--	--	--	--

car elle en facilite l'acceptabilité, l'adhésion et la construction d'une vision partagée du territoire.				
Orientation 20 : Favoriser le partage et les retours d'expérience au sein du bloc communal				
<p>En lien avec l'orientation précédente (O19), la Communauté de Communes souhaite également renforcer son rôle d'animateur territorial afin de créer une/ (de renforcer la) dynamique collective de partages (de savoirs, de moyens, de compétences, de bonnes pratiques...) au sein du bloc communal.</p> <p>L'objectif visé est une montée en compétence collective et une amélioration des pratiques des collectivités coordonnées, avec pour finalité leur exemplarité. Cette orientation est en lien avec l'O23 qui porte aussi sur l'amélioration continue et l'exemplarité des pratiques via le partage mais aussi à travers l'expérimentation et l'innovation.</p> <p>Déclinaison envisageable pour l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les communes dans leur transition énergétique et écologique (rénovation énergétique des bâtiments et éclairages publics entre autres) par exemple à travers : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La mutualisation de la formation des élus et des agents municipaux en matière de transition écologique (mobilité durable, économie circulaire, biodiversité...) ; ▪ La mutualisation des achats (commandes, marchés groupés...) ▪ L'ingénierie pour le montage des dossiers techniques et financement,...) <p><i>Dans le cadre des démarches interne de développement durable et d'économie circulaire, une démarche de mutualisation entre les communes du territoire a été amorcée.</i></p>	Petites villes de demain		<p>Cohésion territoriale et sociale</p> <p>En lien avec la transition numérique pour faciliter les échanges et le partages ?</p>	<p>Démarche Territoire Durable 2030 :</p> <p>En lien avec la démarche interne de développement Durable et la création d'un réseau d'éco-élus pour diffuser le développement durable dans toutes les communes du territoire.</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Communiquer sur les bonnes pratiques pour favoriser la mise en réseau et le partage d'expériences entre la Communauté de Communes et les Communes et entre les communes (fiches de retours d'expériences, visites sur le terrain, etc.) ; - Mettre en place des actions/instances de coopérations concrètes entre les élus mais aussi les agents communaux avec par exemple la création d'un réseau des secrétaires de mairies. 				
Orientation 21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités				
<p>En lien avec l'orientation précédente (O20) pour l'objectif est de s'appuyer sur l'exemplarité des collectivités pour sensibiliser et encourager l'adoption de comportement sobres sur le territoire</p> <p>L'objectif est donc également de renforcer la coopération et la mobilisation des acteurs du territoire puisque la participation effective de chacun permet à tous d'être informés et sensibilisés, mais aussi d'être garant des engagements pris et conditionne ainsi la réussite du projet.</p> <p>Description de l'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager les pratiques de consommations sobres et responsables (par exemple : favoriser la location, le partage, le prêt à la place de l'achat des biens, proposer de nouveaux espaces dans les déchèteries pour favoriser le dépôt et la reprise de biens, développer des ressourceries sur le territoire,...) - Coordonner et renforcer les actions sensibilisation à destination des habitants sur les enjeux de transition écologique et la préservation des ressources : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place une démarche de sensibilisation aux ENR locales 				

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser à une alimentation plus durable (portes ouvertes dans les exploitations agricoles, sensibilisation en lien avec le monde agricole et les professionnels du monde la mer, intégration de produits bios dans les cantines...) ▪ Encourager un vaste effort d'information et de sensibilisation aux risques et aux vulnérabilités liés notamment au changement climatique pour créer une dynamique d'acceptation du changement ; ▪ Relayer les actions et évènements de sensibilisation menées par les acteurs du territoire, mener des animations de sensibilisation ludiques et pédagogiques,...) ▪ ... 				
--	--	--	--	--

Objectif 8 : Innover, expérimenter et évaluer (pour évoluer)

L'objectif 7 du CRTE vise à élaborer un projet de territoire partagé avec les acteurs publics et privés du territoire pour la durée du mandat (2020-2026).

L'objectif 8 du CRTE a quant à lui vocation à assurer l'adaptabilité et la résilience du projet de territoire d'une part en mettant en place une gouvernance partagée et participative (orientation 22) et d'autre part en suscitant l'expérimentation et innovation (orientation 23).

Orientations	Leviers d'action (outils, dispositifs contractuels, programmes...)	Partenaires associés	Objectifs au regard du CRTE	Autres outils, dispositifs, programmes à mobiliser
Orientation 22 : Mettre en œuvre une gouvernance partagée pour assurer/renforcer l'adaptabilité du projet de territoire				
<p>La co-construction du projet de territoire de la Communauté de Communes repose ainsi sur la mise en œuvre d'une gouvernance partagée et participative.</p> <p>L'élaboration collective d'une telle démarche permettra de</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'acceptabilité et l'adhésion des habitants ; • Construire une vision partagée du territoire ; • Garantir la mise en œuvre des engagements pris dans le projet de territoire (co-responsabilité) ; <p>Déclinaison de l'orientation :</p> <p>La gouvernance du CRTE devra s'appuyer sur les instances de concertation existantes (C2D, Assemblée du bien vieillir, ...) mais aussi associer plus largement de partenaires et d'acteurs locaux afin d'avoir une approche transversale. La diversité des regards et des expériences apportera des réponses plus mieux adaptées aux réalités locales et sera source de richesse, de créativité, d'innovation dans les projets (en lien avec l'Orientation 23).</p> <p>La mise en place d'une gouvernance participative aura également pour but d'évaluer les actions/projets du CRTE pour les faire évoluer et les adapter en continu aux besoins et aux réalités du territoire.</p>		<p>Etat (Préfecture/ Sous- Préfecture / DDTM50, Région, Département</p> <p>PNRMCB CPIE du Cotentin Chambres consulaires CA CCI CMA</p>	<p>Cohésion sociale Transitions écologique, numériques et économique</p>	<p>Conseil de Développement Durable GIEE Assemblée du Bien Vieillir Groupes de travail</p>

La gouvernance devra permettre d'apporter de la résilience au projet du territoire.				
Orientation 23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l'innovation				
<p>La facilitation des échanges, le partage des retours d'expérience entre acteurs du territoire aura pour objectif de booster la créativité et l'innovation sur le territoire.</p> <p>De même, l'incitation à l'expérimentation et à l'innovation des collectivités et des acteurs du territoire aura vocation à renforcer la résilience du territoire qui est l'une des finalités fortes du CRTE pour le territoire.</p> <p><u>Exemples de déclinaison de l'orientation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'émergence de tiers lieux du territoire (en lien avec l'objectif 1 du CRTE) - Renforcer les temps de partage et d'échange pour valoriser les initiatives et les actions mises en place par le GIEE auprès des autres agriculteurs du territoire - Réaliser des benchmarks réguliers ; - Faire émerger et accompagner les collectifs citoyens pour le développement d'énergies renouvelables et favoriser l'autoconsommation 				GIEE sur « Autonomie Energétique » qui expérimente de nouvelles pratiques agricole

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DU CRTE

La construction du CRTE s'est faite en plusieurs étapes, selon le calendrier suivant :

- **8 février 2021** : Bureau communautaire
Réflexion et échanges sur le futur projet de territoire, à mettre en perspective avec la définition du CRTE.
Il avait été demandé à cette occasion à chaque membre du Bureau de formaliser 5 grands enjeux prioritaires pour le territoire COCM et de les prioriser
- **Mars / avril 2021** : recensement des projets communautaires et communaux répondant aux enjeux de la transition écologique
- **28 avril 2021** : réunion avec les services préfectoraux pour un premier examen des projets recensés
- **28 mai 2021** : signature protocolaire du protocole d'engagement
- **9 juin 2021** : Conférence des Maires
Rappel des finalités du CRTE, des étapes de formalisation du contrat, du calendrier, et échanges sur la stratégie
Lors de cette réunion, il a été demandé aux maires de prioriser les orientations qui leur semblaient essentielles pour un développement équilibré du territoire
Il est ressorti de ce temps d'échanges une forte préoccupation des élus autour des thématiques de l'habitat, de l'accès aux soins, de l'offre commerciale et, de façon générale, de l'accès aux services
La COCM devra donc intégrer ces éléments de réflexion dans la construction de son projet de territoire
- **17 juin 2021** : Conseil de Développement Durable
Présentation de la démarche CRTE et échanges sur les enjeux et les orientations
- **Septembre/octobre 2021** : finalisation des fiches-actions et des fiches-projets avec les communes
- **15 et 16 septembre 2021** : ateliers de travail avec les communes afin de compléter les fiches actions et les fiches projets
Ces temps de partage et de retour d'expérience sur les projets communaux ont été très appréciés. Ce format de réunion sera probablement reconduit lors des travaux préalables à la revoyure
- **29 septembre 2021** : séminaire des élus (conseillers communautaires et maires) animé par Rouge Vif Territoires et Missions Publiques

L'objectif de cette rencontre était de :

- Valider ensemble les grands axes et les orientations stratégiques qui vont guider l'action de la collectivité dans les prochaines années
- Travailler sur les actions en cours dans chaque commune qui répondent à ces axes
- Réfléchir aux chantiers à ouvrir, les sujets sur lesquels les élus souhaitent approfondir la réflexion, ensemble, et à l'échelle intercommunale
- Permettre à l'ensemble des élus de s'approprier le CRTE et de comprendre comment chaque projet communal peut contribuer à l'atteinte des objectifs de transition écologique et de cohésion sociale et territoriale

En début de réunion, chaque élu a été invité à répondre à la question suivante :

“quel est le défi majeur auquel le territoire devra répondre dans les 10 ans à venir ?”

5 défis ont ainsi été recensés :

- Transition écologique et énergétique : économie circulaire, agriculture, montée des eaux, autonomie énergétique, déchets, mener des actions communales communes
- Mobilité
- Communication
- Attractivité / proximité : population active, jeunes, valorisation de l'existant, attirer des entrepreneurs, développer l'attractivité
- Services (en lien de proximité) : seniors, offre destinée aux enfants

Puis, un travail en groupes a permis aux élus de préciser les axes et orientations stratégiques du CRTE. Une mise en perspective des actions en cours et des projets communautaires et communaux au regard des axes stratégiques du CRTE a ainsi permis de mettre en lumière les orientations qui nécessiteront d'être approfondies et pour lesquelles des actions opérationnelles devront être déclinées.

Enfin, ce séminaire s'est terminé par une réflexion sur **“les ambitions du territoire de demain”**. Quels sont les chantiers à ouvrir pour le futur ? Comment répondre ensemble, communauté de communes et communes, aux enjeux de demain ? Comment rendre lisible, auprès des habitants, le projet de territoire porté par les élus ?

5 chantiers ont été plébiscités par les élus :

- Mener une réflexion sur les éco matériaux et favoriser les circuits courts
- Accompagner le développement des réseaux d'énergie partagée
- Inclure davantage les habitants dans les projets d'aménagements
- Echanges et montée en compétences des élus sur ce qui est fait et ce qui pourrait être fait par la communauté de communes
- Améliorer l'accueil et l'accompagnement de toutes et tous dans les services publics (démarches administratives, famille, senior, dispositifs liés à la rénovation)

Quel que soit le chantier évoqué, la question de la **communication** est revenue de manière récurrente dans les conversations.

Si les élus s'accordent à dire que la COCM est particulièrement dynamique en termes de réalisations innovantes et de projets, force est de constater que les habitants ne sont pas suffisamment informés de ce que fait la collectivité au quotidien et de tous les services qu'elle propose.

La communication sera donc un vrai défi à relever pour demain.

- **7 octobre 2021** : Conseil de Développement Durable

Un retour du séminaire des élus a été fait aux membres du C2D. Les orientations et actions du CRTE ont été rebalayées, ce qui a permis de mettre l'accent sur certaines zones d'ombre et sur des actions qui nécessitent un approfondissement.

Les membres du C2D se sont également exprimés sur l'avenir du territoire COCM et sur les chantiers qu'ils considèrent comme essentiels pour les prochaines années du mandat.

- **13 octobre 2021** : Bureau communautaire
Validation du projet de contrat CRTE et des deux annexes financières : annexe financière recensant les actions inscrites au titre de la Relance et liste indicative des autres projets prévus sur la durée du mandat

- **28 octobre 2021** : conseil communautaire
Validation du contrat et des annexes financières

METHODE DE TRAVAIL POUR LA CONSTRUCTION DES FICHES ACTIONS ET DES FICHES PROJETS

Il convient de rappeler que **les communes ont été associées très en amont** à la réflexion sur le CRTE.

Un premier travail de recensement des projets communaux et communautaires susceptibles d'être inscrits au CRTE a été effectué dès le mois de mars 2021. Il avait été demandé à cette occasion, à chaque commune, de remplir des fiches-projets.

Suite à la désignation du bureau d'études Rouge Vif Territoire en juillet 2021, un travail d'approfondissement de ces fiches a été réalisé.

Deux temps de rencontre, animés par les consultants, ont été organisés les 15 et 16 septembre 2021 avec les communes pour procéder à la relecture, à la complétude des données et à une réflexion commune autour des indicateurs d'évaluation.

Ces différentes fiches ont ensuite été classées en 3 catégories :

- Les **fiches-actions** correspondant aux projets matures, pour lesquels les plans de financement sont arrêtés
- Les **fiches-projets** qui nécessitent un approfondissement en termes de financement, de calendrier, de modalités de mise en oeuvre
- Les **fiches de stratégie** qui correspondent aux plans d'actions à déployer pour atteindre les objectifs du CRTE

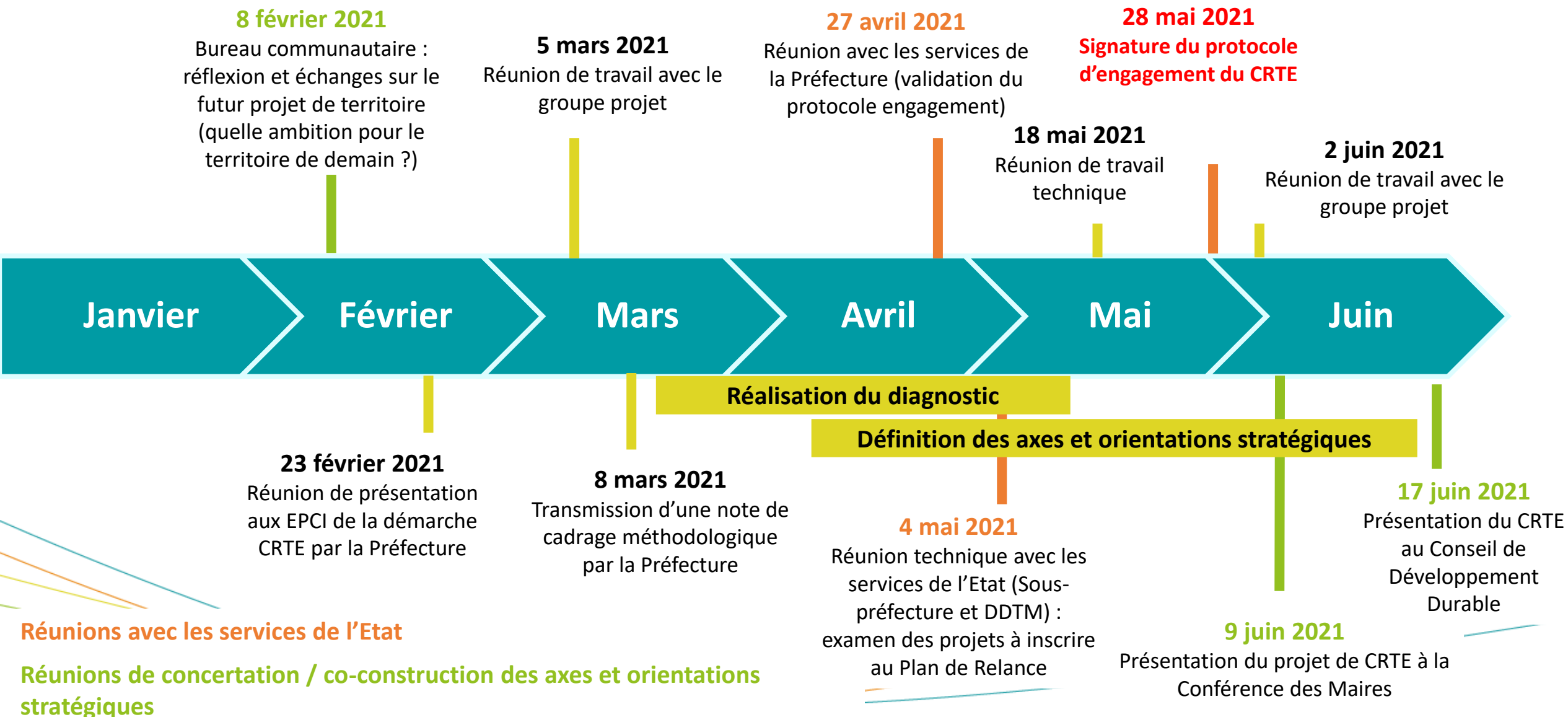
L'ensemble de ces actions et projets ont été "classifiés" en fonction des axes du CRTE auxquels ils répondent, certains répondant à plusieurs axes à la fois (cf. [**ANNEXE 3**](#)).

Les fiches-action, fiches-projets et fiches de stratégie sont compilées en [**ANNEXES 4, 5 et 6**](#).

Enfin, en dernier lieu, et pour clôturer la démarche de construction du CRTE, un travail sur les **indicateurs de suivi** a été réalisé avec l'accompagnement de Rouge Vif Territoires.

Des indicateurs ont été définis pour chacune des 23 orientations. Ils permettront de tenir à jour un **tableau de bord de réalisation**. Le comité technique pourra ainsi s'appuyer sur ce dispositif d'évaluation pour préparer ses décisions et envisager les possibles ajustements et/ou réorientations qu'il jugera nécessaire (cf. [**ANNEXE 7**](#))

Annexe 1 - calendrier d'élaboration du CRTE



Annexe 1 - calendrier d'élaboration du CRTE

1^{er} juillet 2021

Désignation de 2 bureaux d'étude pour accompagner la COCM dans l'élaboration du CRTE et du projet de territoire

8 juillet 2021

Réunion technique avec les bureaux d'étude

15, 16 et 17 septembre 2021

Ateliers de co-écriture des fiches projets avec les Communes et la COCM

7 octobre 2021

Présentation du CRTE au Conseil de Développement Durable

8 décembre 2021

Validation du projet de CRTE en bureau communautaire

Juillet

Août

Septembre

Octobre

Novembre

Décembre

BE : Analyse documentaire

BE : Consolidation du plan d'actions, définition d'indicateurs

2 juillet 2021

Réunion de cadrage avec les services de la COCM

15 septembre 2021

Réunion du bureau communautaire: préparation du séminaire des élus

15 octobre 2021

Réunion technique de validation des fiches actions

16 décembre 2021

Validation du projet de CRTE en conseil communautaire

29 septembre 2021

Séminaire des élus : échanges sur les orientations stratégiques du CRTE et réflexion sur les défis de demain

Temps de co-construction

Réunions de cadrage/ validation

Temps de travail et de concertation pilotés par :



ANNEXE 2 DECLINAISON STRATEGIQUE DU CRTE

Enjeux	Orientations	Objectifs	Axes
<ul style="list-style-type: none">• Valorisation de l’agriculture locale de qualité et de ses spécificités• Ancrage renforcé des entreprises dû à leur approvisionnement en ressources locales• Enrichissement des sols grâce à la mise en place de filières de valorisation organique• Relocalisation de la transformation des ressources primaires• Création de nouvelles filières, activités, marchés ou produits de circuits courts pour les entreprises et/ou de complémentarité des filières existantes• Changement de pratiques et innovation dans le secteur primaire face au changement climatique et pour limiter l’impact environnemental et sanitaire	O1 : Renforcer l’ancrage territorial des productions primaires (agriculture, pêche, conchyliculture)	Valoriser les ressources locales pour développer l’économie du territoire	Axe 1 Pour une économie attractive et durable
<ul style="list-style-type: none">• Relocalisation des flux et filières sur le territoire (diminution des dépendances)• Développement de la chaîne de valeur des ressources du territoire avec les entreprises répondant aux besoins locaux• Déploiement des dynamiques d’écologie industrielle et territoriale• Renforcement des interactions et de la mutualisation entre entreprises (notamment via l’économie circulaire)• Mise en oeuvre de critères d’incitation à la préservation des milieux et des ressources dans les aides accordées aux entreprises	O2 : Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises		
<ul style="list-style-type: none">• Conforter et pérenniser l’offre commerciale diversifiée tenant compte de l’évolution des modes de consommation (circuits courts, marchés ou commerces)	O3 : Favoriser la mise en place d’une politique locale du commerce		
<ul style="list-style-type: none">• Répondre aux attentes des touristes et des professionnels exerçant cette activité sur le territoire• Qualification et développement de l’offre touristique, y compris pour le tourisme local et de proximité• Attractivité du territoire pour les salariés• Préservation des espaces naturels à l’origine de l’attractivité touristique du territoire	O4 : Structurer l’offre touristique en s’appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s’inscrivant dans les démarches d’attractivité du Département et de la Région.		
<ul style="list-style-type: none">• La formation des professionnels du bâtiment en matière de rénovations exemplaires (en lien avec les enjeux de la transition écologique)• La réduction des consommations d’énergie dans tous les secteurs tout en développant l’activité économique et l’accueil de nouvelles populations• Développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle• Incitation au télétravail pour limiter les déplacements pendulaires	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique	Contribuer à la transition énergétique et au développement durable du territoire	
<ul style="list-style-type: none">• Augmentation de la part d’énergie renouvelable produite sur le territoire en exploitant tous les gisements	O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire		
<ul style="list-style-type: none">• Conforter le partenariat avec les partenaires sportifs publics, privés et associatifs• Permettre aux enfants d’accéder plus facilement aux activités sportives, culturelles et de loisirs• Développer un programme d’animations sportives pour un large public	O7 : Favoriser la pratique sportive par tous	Rendre culture, loisir et sport accessibles à tous	Axe 2 Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
<ul style="list-style-type: none">• Proposer une offre culturelle de proximité pour un large public• Développer l’éducation artistique et culturelle à destination des jeunes• Contribuer au développement d’une offre de services de qualité et de proximité	O8 : Favoriser une action culturelle diversifiée sur l’ensemble du territoire		
<ul style="list-style-type: none">• Faciliter l’accès à l’information et aux droits• Conforter le maillage territorial en matière d’offre de services aux familles• Répondre aux besoins de la population âgée, en s’appuyant sur les partenaires publics, privés, associatifs et médico-sociaux• Porter et animer une politique sociale communautaire	O9 : Faciliter l’accès des usagers aux services publics	Conforter une culture de l’accueil de proximité	
<ul style="list-style-type: none">• Garantir une offre médicale de proximité• Contribuer à améliorer le parcours de santé, de soins et de vie de la population	O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants		
<ul style="list-style-type: none">• Préservation et valorisation des espaces naturels caractéristiques• Préservation du bâti ancien et intégration aux nouveaux projets d’aménagement ou constructions nouvelles	O11 : Faciliter l’accès aux soins, à la prévention et la promotion de la santé		
<ul style="list-style-type: none">• Limitation des consommations d’espace en lien avec la préservation des terres à forte valeur agronomique, des espaces naturels source de biodiversité• Maintien et restauration d’un réseau de continuités écologiques entre les différents réservoirs de biodiversité et amélioration de leur gestion• Aménagement d’infrastructures pour les modes de déplacements alternatifs• Favoriser les plantations et les pratiques qui séquestrent du carbone• Prise en compte des enjeux d’adaptation au changement climatique dans l’aménagement du territoire• Renouvellement des zones d’activités économiques existantes et réhabilitation des friches	O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire	Préserver le cadre de vie	
<ul style="list-style-type: none">• Adaptation de l’offre de logements et de l’habitat à la demande• Lutte contre la précarité énergétique des ménages• Amélioration de l’adaptation des bâtiments au changement climatique• Développement de l’utilisation de matériaux de qualité/bio-sourcés pour la construction et la réhabilitation• Réduction de la consommation globale d’énergie• Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre• Mise en place d’une dynamique de rénovations énergétiques exemplaires	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l’environnement		
<ul style="list-style-type: none">• Réduction de la quantité de déchets et poursuite de la valorisation des déchets	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous		
<ul style="list-style-type: none">• Anticipation des problèmes d’approvisionnement en eau• Reconquête de la qualité des eaux	O15 : Poursuivre l’amélioration de la gestion des déchets sur le territoire		
<ul style="list-style-type: none">• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour tenir compte des évolutions climatiques• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour préserver la qualité de l’eau• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour préserver la biodiversité	O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives)		
<ul style="list-style-type: none">• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour tenir compte des évolutions climatiques• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour préserver la qualité de l’eau• Adaptation de la gestion des milieux naturels pour préserver la biodiversité	O17 : S’appuyer sur les éléments naturels comme leviers de protection et d’adaptation	Anticiper et s’adapter aux vulnérabilités	
<ul style="list-style-type: none">• Limitation des effets du changement climatique• Adaptation des activités économiques au changement climatique• Sensibilisation et implication de la population dans la gestion des épisodes de crise (notamment vers les populations fragiles)	O18 : Anticiper l’adaptation du territoire au dérèglement climatique et préparer la relocalisation de certains équipements, biens et activités		
L’axe 4 transversal doit, à travers la déclinaison des 5 orientations ci-contre, contribuer à répondre à l’ensemble des enjeux du territoire détaillés dans les 3 premiers axes du CRTE.	O19 : Fédérer et mobiliser les communes dans la co-construction d’un projet de territoire	Renforcer les liens entre les acteurs du territoire pour impulser le changement et tendre vers l’exemplarité	Axe 4 Pour l’innovation et la participation : Co-construire le projet de territoire
	O20 : Favoriser le partage et les retours d’expérience au sein du bloc communal		
	O21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l’adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités		
	O22 : Mettre en œuvre une gouvernance partagée pour assurer/renforcer l’adaptabilité du projet de territoire	Innover, expérimenter et évaluer pour évoluer	
	O23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l’innovation		



Annexe 3

Actions et projets par axes stratégiques



Présentation des orientations stratégiques et des actions

La COCM, un territoire qui investit dans les
compétences des Hommes et le vivant pour
être un territoire accueillant, résilient et
attractif

Axe 1 : Pour une économie attractive et durable

Porteur	Actions et <i>projets</i>
COCM	<ul style="list-style-type: none">- Action 1 - Aménagement de la zone d'activité de l'Etrier en veillant à son intégration dans l'environnement- Action 6 - OPAH à l'échelle communautaire- Action 7 - SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique)- Action 8 - Rénovation thermique du siège communautaire situé à La Haye- PCAET (Plan Climat Energie Territorial)- Stratégie d'Economie circulaire- Stratégie de développement économique et touristique de la Communauté de communes- <i>Projet 8 - Carte interactive du territoire</i>- <i>Projet 1 - Extension du parc d'activités de la Côte Ouest à Créances</i>- <i>Projet 6 - Rénovation du gymnase de La Haye et des vestiaires de football</i>- <i>Projet 16 - Remplacement de l'éclairage des terrains de football de la Haye et Périers</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la redevance

Axe 1 : Pour une économie attractive et durable

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Périers	<ul style="list-style-type: none">- Action 10 - Réhabilitation du système de chauffage de l'école maternelle- Action 11 - Rénovation énergétique niveau BBC de l'école maternelle- Action 12 - Remplacement de l'éclairage public par des Leds- Action 13 - Acquisition d'un triporteur électrique- <i>Action 19 – réhabilitation de logements vacants</i>
Saint-Germain-sur-Ay	<ul style="list-style-type: none">- Action 17 - Rénovation de l'éclairage de différents locaux communaux- Action 16 - Aménagement d'un réseau de chaleur
Neufmesnil	<ul style="list-style-type: none">- Action 15 - Rénovation énergétique d'un logement communal- <i>Projet 60 - Rénovation énergétique salle de réunion et mairie</i>- <i>Projet 59 - Rénovation énergétique de la salle communale et accès PMR</i>- <i>Projet 61 - rénovation énergétique de la maison du régisseur</i>
Marchésieux	<ul style="list-style-type: none">- <i>Projet 50 - Rénovation énergétique d'un logement communal vacant</i>- <i>Projet 54 - Réhabilitation d'un ensemble immobilier comprenant des logements et une friche commerciale</i>- <i>Projet 52 - Remplacement de la chaudière bois</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 1 : Pour une économie attractive et durable

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Bretteville-sur-Ay	<ul style="list-style-type: none"> - Action 24 - Rénovation de l'éclairage public - Action 5 – Construction d'une bibliothèque - <i>Projet 46 - rénovation d'un bâtiment communal comprenant 2 logements</i>
St Martin d'Aubigny	<ul style="list-style-type: none"> - Action 26 – Extension et rénovation énergétique d'un logement communal
La Feuillie	<ul style="list-style-type: none"> - Action 25 - Construction d'un bâtiment communal avec pose de panneaux photovoltaïques - <i>Projet 39 - Aménagement du bourg, extension et rénovation de l'éclairage public</i>
La Haye	<ul style="list-style-type: none"> - Action 28 - Rénovation de l'éclairage public - <i>Projet 21 - Réhabilitation énergétique de l'école publique</i> - <i>Projet 24 – réhabilitation de l'ancienne pharmacie et aménagement de logements locatifs</i> - <i>Projet 25 – réhabilitation d'un logement communal à Glatigny</i> - <i>Projet 26 – réhabilitation d'un logement communal à Saint Rémy des Landes</i> - <i>Projet 11 - Création d'un espace de coworking et d'une maison des jeunes</i>
Millières	<ul style="list-style-type: none"> - Action 31 - Rénovation de l'éclairage public - <i>Projet 62 - Rénovation énergétique d'un logement communal</i>
Créances	<ul style="list-style-type: none"> - Action 20 - Rénovation énergétique de la salle multiactivités - Action 21 - Rénovation de l'éclairage public - <i>Projet 48 – Aménagement écoresponsable des abords de la plage</i> - <i>Projet 49 – rénovation de 7 logements communaux</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 1 : Pour une économie attractive et durable

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Pirou	<ul style="list-style-type: none">- <i>Projet 35 - Rénovation de l'éclairage public</i>- <i>Projet 36 - Rénovation de la salle polyvalente</i>
Feugères	<ul style="list-style-type: none">- <i>Projet 42 - Rénovation de l'éclairage public</i>- <i>Projet 40 – Rénovation énergétique de la salle communale</i>
Gorges	<ul style="list-style-type: none">- Action 27 - Rénovation de l'éclairage public et de l'éclairage de l'église- <i>Projet 27 - Installation d'une chaudière collective bois déchiqueté</i>
Montsenelle	<ul style="list-style-type: none">- Action 29 - Installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Lithaire- Action 30 - Installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Saint-Jores
Lessay	<ul style="list-style-type: none">- Action 18 - Rénovation de l'éclairage public (traverse du bourg et ZA Finel)- <i>Projet 30 – Réfection de l'éclairage public</i>- <i>Projet 28 – Rénovation globale de la salle Saint-Cloud</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 2 : Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité

Porteur	Fiches actions et <i>fiches projet</i>
COCM	<ul style="list-style-type: none"> - Action 2 - Réhabilitation du gymnase de Périers - Action 3 - étude de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale pour la requalification de l'aire d'accueil des gens du voyage à Périers - Plan Local Autonomie - Charte avec les familles - Projet Educatif Social Local (PESL) - Plateforme mobilité - Schéma directeur cyclable - Politique sociale communautaire - Réseau Territorial de Promotion de la Santé (RTPS) - <i>Projet 3 - Itinérance des espaces France Services et des EPN</i> - <i>Projet 9 - Schéma Directeur Cyclable</i> - <i>Projet 7 - Construction d'une piscine</i> - <i>Projet 6 - Rénovation du gymnase de la Haye et des vestiaires de football</i> - <i>Projet 16 - Rénovation de l'éclairage des terrains de football de la Haye et Périers</i> - <i>Projet 4 - Construction d'un accueil de loisirs et d'un espace jeune à Lessay</i> - <i>Projet 5 Construction d'un pôle enfance jeunesse parentalité à La Haye</i>
St Patrice de Claiids	<ul style="list-style-type: none"> - Action 4 - Agrandissement de la bibliothèque municipale dans le respect des normes énergétiques

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 2 : Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité

Porteur	Actions et <i>projets</i>
La Haye	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 12 - Création d'une piste de BMX en lien avec une piste cyclable et un terrain d'initiation aux sports des engins à roulettes sur Créances</i> - <i>Projet 11 - Création d'un espace de coworking et d'une maison des jeunes</i> - <i>Projet 22 – Réhabilitation de la salle de convivialité de Baudreville</i>
Vesly	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 15 - Création d'une aire de jeux inclusive pour les jeunes enfants et d'un city-stade</i>
Périers	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 13 - Requalification de l'ancien cinéma en salle multiculturelle</i> - <i>Projet 14 - Réhabilitation de la place du Fairage et création d'un espace multimodal</i>
Bretteville/Ay	<ul style="list-style-type: none"> - Action 5 - Construction d'une bibliothèque - <i>Projet 47 - Aménagement d'une piste cyclable entre le bourg et la plage</i>
Pirou	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 2 - Aménagement d'une bibliothèque dans un bâtiment communal</i>
St Martin d'Aubigny	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 44 - Aménagement d'un village seniors</i>
Lessay	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 31 – Réhabilitation de la salle polyvalente dans le bourg d'Angoville sur Ay</i>
Feugères	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 41 – aménagement d'un espace intergénérationnel à vocation sportive et culturelle</i>
Montsenelle	<ul style="list-style-type: none"> - Action 29 - Installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Lithaire - Action 30 - Installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Saint-Jores - <i>Projet 57 – rénovation énergétique de la salle communale de Lithaire</i> - <i>Projet 58 – rénovation de la salle de convivialité de Saint Jores</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 3 : Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré

Porteur	Actions et <i>projets</i>
COCM	<ul style="list-style-type: none">- Action 6 -OPAH à l'échelle communautaire- Action 7 - SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique)- Action 1 - Aménagement de la zone d'activité de l'Etrier en veillant à son intégration dans l'environnement- Action 9 – construction d'un local technique à Périers- Action 3 - Etude de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale pour la requalification de l'aire d'accueil des gens du voyage à Périers- Plateforme de mobilité- PCAET- PLUi de l'ex Canton de Lessay- Définition d'une stratégie d'adaptation de la façade littorale de la COCM aux risques littoraux et au changement climatique- Stratégie économie circulaire- Stratégie de développement économique et touristique- Schéma directeur cyclable- Schéma d'aménagement et de gestion de l'Eau (SAGE) Côtiers Ouest Cotentin- <i>Projet 10 – Etude de réaménagement et de programmation des locaux du pôle communautaire de Lessay et du centre social</i>
SIATR	<ul style="list-style-type: none">- <i>Projet 20 - Aménagement d'un parc rural dédié aux loisirs, au sport, à la nature et à la santé</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 3 : Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Millières	- <i>Projet 62 - Rénovation énergétique d'un logement communal</i>
La Feuillie	- <i>Projet 37 - Construction de logements pour PMR</i> - <i>Projet 38 - Rénovation énergétique de 2 logements</i>
La Haye	- <i>Projet 11 - création d'un espace de coworking et d'une maison des jeunes</i> - <i>Projet 23 - Réhabilitation de la route de Barneville (piste cyclable, mise en accessibilité des trottoirs, voie douce)</i> - <i>Projet 24 – réhabilitation de l'ancienne pharmacie et aménagement de logements locatifs</i> - <i>Projet 25 – réhabilitation d'un logement communal à Glatigny</i> - <i>Projet 26 – réhabilitation d'un logement communal à Saint Rémy des Landes</i>
Lessay	- <i>Projet 19 - Mise en accessibilité des trottoirs rue du Hamet</i> - <i>Projet 29 - Réhabilitation du village de gîtes Les Pins en meublés pour jeunes travailleurs</i>
Bretteville-sur-Ay	- <i>Projet 45 - Création d'un réseau d'assainissement collectif sur le secteur de la plage</i> - <i>Projet 46 - rénovation d'un bâtiment communal comprenant 2 logements</i> - <i>Projet 47 - Aménagement d'une piste cyclable entre le bourg et la plage</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoiture

Axe 3 : Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Doville	- Action 23 - Rénovation énergétique de logements communaux
Marchésieux	- <i>Action 17 - Rénovation énergétique d'un logement communal</i> - <i>Projet 54 – Réhabilitation d'un ensemble immobilier comprenant des logements et une friche commerciale</i> - <i>Projet 53 - Extension de la station d'épuration</i> - <i>Projet 51 - Requalification de la maison des marais en espace dédié à l'éducation à l'environnement</i> - <i>Projet 50 - Réhabilitation d'un logement vacant</i>
Saint-Martin d'Aubigny	- <i>Projet 26 - Rénovation énergétique d'un logement communal</i> - <i>Projet 44 – Aménagement d'un village seniors</i>
Varenguebec	- <i>Projet 43 - Réhabilitation de logements communaux</i>
Pirou	- <i>Projet 33 – Création de cheminement piéton et vélo</i> - <i>Projet 34 - Aménagements urbains « petites centralités »</i>
Créances	- <i>Action 22 – Aménagement d'une piste cyclable – 2eme tranche</i> - <i>Projet 48 – Aménagement écoresponsable des abords de la plage</i> - <i>Projet 49 – rénovation de 7 logements communaux</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoyure

Axe 3 : Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré

Porteur	Actions et <i>projets</i>
Montsenelle	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 55 - Rénovation d'un logement communal à Saint-Jores</i> - <i>Projet 56 - remplacement d'un préfabriqué à l'école de Saint Jores</i> - <i>Projet 57 – rénovation énergétique de la salle communale de Lithaire</i> - <i>Projet 58 – rénovation de la salle de convivialité de Saint Jores</i>
Neufmesnil	<ul style="list-style-type: none"> - Action 15 - Rénovation énergétique d'un logement communal - <i>Projet 61 - rénovation énergétique de la maison du régisseur</i>
Périers	<ul style="list-style-type: none"> - Action 14 - Extension de la station d'épuration - Action 13 - Acquisition d'un triporteur électrique - <i>Projet 14- Réhabilitation de la place du Fairage et création d'un espace multimodal</i> - <i>Projet 19 - Réhabilitation de logements vacants</i> - <i>Projet 17 – Valorisation du parc Tollemer</i> - <i>Projet 18 – Requalification d'un îlot de la Reconstruction</i>
Auxais	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 32 – réhabilitation et accès PMR de la salle communale</i>
Syndicat d'assainissement les Roselières	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet 63 – réhabilitation d'une partie du réseau eaux usées sur les communes historiques de La Haye du Puits et Saint Symphorien le Valois</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Autres actions contribuant aux objectifs du CRTE

Projets inscrits au titre de la revoynure

Axe 4 : Pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire

Porteur	Actions et <i>projets</i>
COCM	<ul style="list-style-type: none">- Action 32 - Démarche interne de développement durable- Action 33 - Réseau des secrétaires de Mairies- <i>Action 64 – développement d'actions innovantes dans le domaine de la mobilité</i>

Légende

Actions inscrites au Plan de relance

Projets inscrits au titre de la revoyure



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche action « aménagement de la zone d'activités de l'Etrier »

AXE 1	Pour une économie attractive et durable
Orientation stratégique n°	O2 : Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	1
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Face au constat de la faible disponibilité foncière pour des activités économiques, le projet d'aménagement de la zone d'activités de l'Etrier a été initié en 2010 par l'ancienne Communauté de Communes de La Haye du Puits. L'objectif est d'accueillir de nouvelles entreprises artisanales et commerciales avec l'ambition de créer un pôle d'activités attractif. Une convention avait ainsi été signée avec l'Etablissement Foncier de Normandie afin que ce dernier assure le portage d'une étude de faisabilité, complétée d'un diagnostic environnemental et des réseaux puis de propositions d'aménagements et de programmation.</p> <p>Ces études préalables ont ainsi permis de définir ce projet d'aménagement intégrée au PLUi sous forme d'une Opération d'Aménagement Programmée.</p> <p>Compte tenu des différentes demandes d'entreprises souhaitant s'installer sur le secteur, ce projet a été relancé en fin d'année 2020.</p> <p>Il vient compléter un ensemble de trois commerces existants et deux projets en cours de développement en entrée de la future zone.</p> <p>L'opération porte sur une surface d'environ 4,5 Ha dont 2,70 seront commercialisables, suivant la demande des entreprises. Il est envisagé de diviser l'aménagement en 3 îlots pour 15 lots au maximum.</p> <p>Ce projet s'intégrera parfaitement dans son environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">- En minimisant son impact grâce notamment à la conservation des zones humides et des haies, à la limitation de l'emprise foncière, à une gestion adaptée des eaux pluviales en privilégiant l'infiltration, à une végétalisation adaptée qui contribuera au volet stockage de gaz à effet de serre.- En valorisant, à travers les aménagements, les modes de transports alternatifs (vélo, covoiturage, autopartage...). Des interconnexions avec les quartiers limitrophes et centre-ville de la Haye seront mis en œuvre <p>Les entreprises qui souhaitent s'installer sur la zone disposeront d'un conseil/accompagnement sur des modes de construction plus sobres et sur l'utilisation des énergies renouvelables.</p>

	<p>Un cahier des charges devrait être mis en place pour que les acquéreurs s'engagent à respecter les prescriptions qualitatives en matière d'aménagement avec des objectifs de performance environnementale des bâtiments et de production d'énergies renouvelables.</p>
Partenaires	<p>Ce projet se déroule en partenariat avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La commune de La Haye, en qualité de porteur de projets impactant la zone d'activités et de gestionnaire des voiries, - La Région Normandie et les services de l'Etat, en tant que partenaires financiers - Les concessionnaires de réseaux (collectivités ou délégataires). <p>Une collaboration a été initiée avec les services de la DDTM lors de la consultation de maîtrise d'œuvre afin d'intégrer au mieux les principes du développement durable dans ce projet.</p>
Coût prévisionnel	<p>Le montant prévisionnel des dépenses s'élève à 1 249 585.57 euros HT dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 21308.80 euros HT pour des frais d'études préalables ; - 200 898.22 euros HT de frais d'acquisitions foncières ; - 2 735,58 euros HT pour la voirie d'accès ; - 63 426.49 euros HT de frais d'études (maîtrise d'œuvre...) ; - 930 000 euros HT de travaux ; - 3 000 euros HT de frais divers ; - 2 952.06 euros HT d'accès voirie ; - 28 000 euros HT de frais de géomètre pour le découpage ultérieur des parcelles.
Plan de financement	<p>Le plan de financement prévisionnel est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Etat au titre de la DETR, à hauteur de 45 % des dépenses éligibles : 453.071€ (montant notifié après la commission DETR) - la Région à hauteur de 15 % des dépenses éligibles plafonnées <p>La commercialisation des parcelles générerait 539 400 euros de recettes. Les 5 % complémentaires correspondraient à de l'autofinancement par la Communauté de Communes.</p>
Calendrier	<p>L'avant-projet d'aménagement a été validé par délibération du conseil communautaire en date du 27 mai.</p> <p>Le dossier de permis d'aménager sera déposé au début du quatrième trimestre 2021.</p> <p>La consultation des entreprises interviendrait en décembre 2021 pour un lancement des travaux fin mars 2022.</p> <p>La réception de l'opération se déroulerait à l'été 2022.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de parcelles commercialisées</p> <p>Nombre d'entreprises accueillies</p> <p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Surface du foncier économique intercommunale</p>



Fiche action « Réhabilitation du gymnase de Périers »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	07 favoriser la pratique sportive par tous 010 construire une offre de services répondant aux besoins des habitants 013 planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement 014 promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	2
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>La ville de Périers a initié, au printemps 2016, un projet de restructuration partielle et d'extension de son gymnase. Il s'agit du seul gymnase de la commune et à ce titre il est utilisé à la fois par les associations sportives et les établissements scolaires (écoles élémentaires et collège). En période scolaire, cet équipement est donc très utilisé (journées, soirées et week-ends). Ce bâtiment d'une quarantaine d'années ne permet plus d'accueillir les usagers dans des conditions correctes.</p> <p>À la suite de la création de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche le 1^{er} janvier 2017, le complexe sportif, propriété de la commune de Périers, comprenant le gymnase, objet de l'opération, quatre terrains de football, un terrain de tennis couvert, deux terrains de tennis non couverts, un plateau sportif et un club-house, a été transféré à la Communauté de Communes à compter du 2 février 2017.</p> <p>Dans ce cadre, la Communauté de Communes a donc repris la maîtrise d'ouvrage de l'opération de rénovation du gymnase de Périers et le marché de maîtrise d'œuvre qui avait été signé avec Archiviolette et le bureau d'étude IGC. Aussi, pour donner suite à une visite sur site des membres du groupe de travail, constitué pour suivre ce projet, et à la présentation de l'APD tel qu'envisagé par la commune de Périers, le Bureau communautaire a souhaité réorienter le programme technique et fonctionnel et ce, dans le respect de l'enveloppe financière établie pour la réalisation des travaux à 1 050 900 euros HT.</p> <p>Le gymnase de Périers accueille de nombreux praticiens tout au long de l'année et se trouve très fréquemment saturé notamment en fin de journée ou le samedi, comme le diagnostic l'indiquait déjà en 2016. Ces informations n'ont que peu évolué. L'objectif de ce projet est donc bien de répondre aux problématiques rencontrées par les utilisateurs scolaires et associatifs des locaux.</p> <p>Par conséquent, il apparaît nécessaire de disposer de vestiaires adaptés au nombre de praticiens, au type de sport pratiqué et à tous les publics. De plus, lors des différents matchs et tournois, il n'y a pas de vestiaire pour accueillir les équipes adverses. Deux</p>

	<p>vestiaires supplémentaires permettraient donc de faciliter l'organisation des compétitions sportives.</p> <p>Parallèlement, les conditions d'accueil des arbitres ne sont pas satisfaisantes. Un vestiaire et des sanitaires adaptés sont donc à créer dans le respect des normes en vigueur et des règlements liés aux pratiques sportives.</p> <p>Outre l'accueil des sportifs, cette rénovation doit également permettre d'améliorer l'accueil du public. Ainsi, l'entrée du public ne devra plus se faire en passant par les vestiaires afin de faciliter la surveillance du public, préserver l'intimité des joueurs et réduire les risques de vol ou de dégradations. De plus, le public devra avoir accès à des sanitaires dédiés ou a minima sans lien direct avec les vestiaires et les douches et sans avoir à traverser des espaces de jeux.</p> <p>Un des éléments du programme fonctionnel porte sur une demande forte des clubs sportifs à savoir la création d'un club-house. En effet, les clubs de football et de handball disposent actuellement d'un local vétuste à proximité du gymnase. Ce petit bâtiment devra être déconstruit afin de permettre un aménagement plus cohérent des espaces extérieurs et du stationnement. Aussi, un nouveau local devra être aménagé pour accueillir les associations sportives lors de moments de convivialité et leur permettre, le cas échéant, de disposer d'espaces de rangement et d'un espace facilitant les échanges entre les clubs et leurs adhérents.</p> <p>Si chaque structure sportive souhaitait antérieurement disposer d'un club-house dédié, la Communauté de Communes projette finalement de mutualiser ces espaces afin de rationaliser les coûts d'investissement et de fonctionnement futurs.</p> <p>Le dojo, utilisé majoritairement par le club de judo de Périers-Agon, nécessite également des aménagements, pour l'accès des visiteurs à l'espace sportif, à l'instar de la situation rencontrée par le public de la grande salle, ainsi que pour les accompagnateurs des judokas qui ne peuvent pas attendre à l'intérieur aujourd'hui.</p> <p>Les vestiaires mis à disposition des joueurs de football demeurent fonctionnels mais nécessitent d'être rénovés pour offrir de meilleures conditions d'accueil des joueurs. Par ailleurs, les locaux dédiés aux arbitres et aux dirigeants du club ne sont plus adaptés et les toilettes publiques en accès libre depuis l'extérieur font l'objet de dégradations et d'incivilités récurrentes. Une réorganisation est à prévoir.</p> <p>Les besoins en rangement des différents utilisateurs et des services communautaires</p>
--	--

	<p>ne sont actuellement pas satisfaits. Le maître d'œuvre devra donc s'efforcer de répondre à cette attente que ce soit pour les matériels nécessaires aux activités scolaires ou aux associations sportives (judo, football et handball) ainsi que pour l'entretien des locaux.</p> <p>Suite à la reprise de la compétence par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche, il a été demandé au maître d'œuvre de faire évoluer le projet dans une logique de développement durable en mettant l'accent sur le volet rénovation énergétique du bâtiment mais aussi sur la mise aux normes du bâtiment (accessibilité et sécurité incendie).</p> <p>Ce projet est en cohérence avec la politique menée par la Communauté de Communes en matière de développement durable : Territoire durable 2030, Tremplin vers l'écologie industrielle et territoriale, élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) réglementaire.</p> <p>Dans ce cadre, la Communauté de Communes souhaite être exemplaire concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réduction des consommations énergétiques (efficacité et sobriété), - La réduction des émissions de gaz à effet de serre, - Le développement des énergies renouvelables, - L'amélioration de la qualité de l'air extérieur et intérieur, par la réduction des émissions de polluants atmosphériques, - L'adaptation au changement climatique. <p>Ces démarches visent également à favoriser le développement de l'économie circulaire sur le territoire communautaire que ce soit près des acteurs économiques et des collectivités, en anticipant par exemple certaines applications de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.</p> <p>Par conséquent, ce projet de rénovation devra répondre de la meilleure manière à ces objectifs à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une rénovation énergétique globale du bâtiment : <ul style="list-style-type: none"> ○ En isolant la toiture lors du remplacement de la couverture amiantée, les murs par l'extérieur compte-tenu des surfaces utiles à conserver et en remplaçant si nécessaire les menuiseries dont la qualité thermique ne serait pas satisfaisante, ○ En utilisant des luminaires à haut rendement ; - La production et l'utilisation d'énergies renouvelables, notamment en étudiant : <ul style="list-style-type: none"> ○ La possibilité de mettre en place des panneaux photovoltaïques en toiture pour répondre aux besoins du site et/ou produire de l'électricité « verte »,
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le raccordement du bâtiment à la chaufferie bois/gaz du collège située à proximité via le réseau existant et alimentant déjà le pôle communautaire voisin, avec la transformation de la chaudière actuelle en sous-station ; - Une gestion efficace et maîtrisée des fluides, notamment grâce à la mise en place de dispositifs de comptage des consommations et de gestion centrale adaptés et pédagogiques, à des matériels d'éclairage intelligents (zonage, détection, minuterie...), à des régulations de chauffage suivant les pièces et les occupations, à des systèmes de ventilation efficaces suivant les saisons, à une optimisation de l'utilisation de la lumière naturelle toute l'année, à des appareils sanitaires économes ; - La mise en œuvre de matériels durables dans le temps ou à défaut, évolutifs ou démontables, et générant des coûts d'entretien minimum, et ne nécessitant pas l'utilisation de produits non respectueux de l'environnement ; - La réutilisation des eaux de toiture pour des usages internes ou externes, en lien par exemple avec la pratique du football sur les terrains mitoyens ; - L'utilisation de matériaux provenant du réemploi ; - L'emploi de matériaux biosourcés et/ou recyclés et/ou produits « localement » ; - La récupération de matériaux issus du bâtiment existant pour répondre aux besoins propres de la Communauté de Communes, sur ce chantier ou sur d'autres, voire d'autres collectivités ou acteurs locaux ; - L'organisation d'un chantier exemplaire en matière de gestion des déchets, d'utilisation des ressources et de consommation d'eau et d'électricité. <p>La COCM vise l'atteinte du BBC Effinergie Rénovation.</p> <p><u>Les travaux envisagés sont les suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Procéder au désamiantage des ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Toiture en plaque fibrociment de l'ensemble du gymnase. ○ Bardage en plaque fibrociment de l'ensemble du gymnase. ○ Descente EP en fibrociment. ○ Habillage dessous toiture sur les 3 entrées ○ Colle carrelage des vestiaires réhabilités. - Modifier la charpente existante en procédant à la : <ul style="list-style-type: none"> ○ Dépose de la toiture en plaque fibrociment. ○ Réalisation d'un faitage vitré-ventilé. ○ Mise en place d'une couverture bac acier compris isolation. ○ Mise en place de panneaux photovoltaïques. - Créer un hall/espace de convivialité et des sanitaires au niveau de l'entrée des spectateurs - Créer un club house et un bureau partagé - Restructurer les vestiaires de la salle multisport - Restructurer les vestiaires football - Créer des vestiaires supplémentaires (joueurs et arbitres) à la place de la salle de danse - Créer des rangements supplémentaires
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Isoler le bâtiment par l'extérieur en bardage - Changer le système d'éclairage situé dans l'aire de jeux avec un éclairage de type LED - Remplacer le système de chauffage de l'aire de jeux - Mettre en place de panneaux photovoltaïque sur le toit du gymnase - Mettre en place un système permettant la réutilisation des eaux de toiture pour des usages internes ou externes, en lien par exemple avec la pratique du football sur les terrains mitoyens - Mettre en place d'un dispositif de contrôle d'accès au gymnase pour les utilisateurs, associé à une alarme dissuadant les intrusions en dehors des heures d'ouverture, - Démolir le club-house situé à proximité immédiate du gymnase. - Aménager les abords extérieurs du site et notamment en créant des espaces de stationnement à proximité. - Le raccordement sur la chaufferie bois du collège avec transformation de la chaufferie en sous-station. - La production d'eau chaude sanitaire à l'aide de panneaux solaires - La production d'eau chaude sanitaire à l'aide d'une pompe à chaleur au CO2 <p>Le projet intégrera également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le traitement de la charpente métallique afin de garantir sa conservation dans le temps, - L'adaptation (ou leur suppression le cas échéant) des dispositifs d'ouverture des menuiseries hautes de la grande salle de sport, - La mise en place d'un dispositif de contrôle d'accès au gymnase pour les utilisateurs, associé à une alarme dissuadant les intrusions en dehors des heures d'ouverture, - Le confort acoustique des usagers du site, - La sécurisation des pratiques sportives, à travers l'organisation des lieux, les techniques de construction employées et l'utilisation de matériaux et d'équipements minimisant les risques, - La fourniture et la pose des signalétiques intérieure et extérieure permettant une bonne orientation des utilisateurs et du public. <p>Par ailleurs, la Communauté de Communes a demandé à la Mairie de Périers de prendre en charge la démolition de l'ancien club house ainsi que l'aménagement des parkings et des espaces extérieurs.</p> <p>Enfin, la Communauté de Communes a décidé à travers ce projet de porter une attention particulière au volet insertion sociale en insérant cette clause dans les marchés de travaux.</p>
Partenaires	Etat (DSIL), Département et Région (contrat de territoire)
Coût prévisionnel	1 594 029 € HT

Plan de financement	Etat DSIL : 667 169 € Région : 108 000 € Département : 487 317 € Autofinancement : 331 543 €
Calendrier	Appel d'offres déclaré sans suite en septembre 2021, du fait d'un résultat supérieur de 400.000 € entre l'ouverture des offres et l'estimation du maître d'œuvre. Une nouvelle consultation sera lancée en janvier 2022 pour un démarrage des travaux en avril-mai 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - consommation énergétique - Production d'énergie renouvelable - Satisfaction des usagers



Fiche action « étude de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale pour la requalification de l'aire d'accueil des gens du voyage à Périers »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	010 construire une offre de services répondant aux besoins des habitants O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	3
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Etude – maîtrise d'œuvre urbaine sociale</p> <p>Requalification de l'aire d'accueil des gens du voyage de Périers</p> <p>La collectivité souhaite disposer d'une approche quantitative et qualitative des flux de population appartenant à la communauté des gens du voyage occupant annuellement le territoire de la communauté de communes.</p> <p>Pour étayer les choix d'aménagement, un état de la sédentarisation des familles sur le territoire de la commune de Périers devra être fourni par le prestataire.</p> <p>Un travail sera réalisé sur l'aire d'accueil de Périers.</p> <p>Enfin, le prestataire devra proposer une réponse opérationnelle à la question de l'usage de l'aire d'accueil de Périers ou de tout autre solution répondant aux attentes des gens du voyage</p>
Partenaires	Les services de l'Etat et du département – inscrit dans la cadre du schéma départemental des gens du voyage
Coût prévisionnel	40 000€ TTC
Plan de financement	Financement à 50% par l'Etat via la DDTM / MOUS Autofinancement par la COCM de 50%
Calendrier	<p>Phase 1 : Mise en contexte avec un comité de pilotage prévu en octobre 2021</p> <p>Phase 2 : Diagnostic social et environnemental de trois groupes familiaux présents régulièrement sur l'aire d'accueil avec un comité de pilotage prévu en février 2022</p> <p>Phase 3 : Etudes des différents scénarii avec un comité de pilotage prévu en juillet 2022</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>- Mobilisation des groupes familiaux : nombre de familles mobilisées</p> <p>- Existence d'un plan de réaménagement de l'aire d'accueil de Périers</p>



Fiche action « Agrandissement et réhabilitation de la bibliothèque municipale » - St-Patrice de Claix

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O8 : Favoriser une action culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	4
Maître d'ouvrage	Commune de Saint Patrice de Claix
Description de l'action	<p>Cette bibliothèque fonctionne très bien avec plus de mille livres prêtés et une fréquentation en hausse.</p> <p>L'action consiste en l'agrandissement de la bibliothèque, afin de répondre aux normes liées à la nouvelle convention avec la bibliothèque de la Manche qui a été adoptée par le conseil municipal en janvier 2021. Avec cet agrandissement nous pourrions faire des expositions dans une salle voisine. Le bâtiment a besoin de travaux importants, réfection de la toiture, changement de fenêtres, peinture extérieure et isolation d'un mur.</p> <p>Outre l'agrandissement, les ouvertures vont être amplifiées en mettant en place un créneau en semi nocturne.</p>
Partenaires	Le département va participer au financement, le taux sera entre 10 et 40 %
Coût prévisionnel	<p>Le coût des travaux est estimé à :</p> <p>Couverture : 21 000€</p> <p>Fenêtres : 4 600€</p> <p>Peinture intérieure : 4 500€</p> <p>Peinture extérieure : 18 000€</p> <p>Electricité : 900€</p> <p>Mobilier : 5 800€</p> <p>Livres : 1 200€</p> <p>Total : 56 000€ HT</p>
Plan de financement	<p>Le plan de financement :</p> <p>Département à 40 % : 18 280€</p> <p>Etat à 20 % : 9 380€</p> <p>Commune : 21 340 €</p>
Calendrier	Les travaux commenceront début novembre 2021 et une fin de travaux pour mars 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Fréquentation de la bibliothèque</p> <p>Nombre d'expositions organisées</p>

Fiche action « Construction d'une bibliothèque » - Bretteville-sur-Ay

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O8 : Favoriser une action culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	5
Maître d'ouvrage	Commune de Bretteville-sur-Ay
Description de l'action	<p>Construction d'une bibliothèque avec espace numérique proposant une aide administrative auprès des habitants. Cette bibliothèque, située juste derrière la mairie au cœur du bourg serait un lieu de culture et lecture.</p> <p>Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du schéma de lecture départemental est conçu suivant plusieurs principes pour permettre son intégration paysagère et la réduction de son empreinte écologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le choix des matériaux extérieurs pour rappeler le lien avec la mer • Une construction avec des performances énergétiques élevées (ossature en bois permettant une bonne isolation et une performance environnementale Bas carbone) • Un éclairage naturel : puits de lumières, grandes baies vitrées, patio, hublots pour limiter la consommation énergétique
Partenaires	Etat, Département, Région, COCM
Coût prévisionnel	350.000 €
Plan de financement	Etat (DETR 40 %) : 127.058 € - montant notifié après la commission DETR FIR : 79.200 € Commune : 143.742 €
Calendrier	Finalisation 1 ^{ER} semestre 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Fréquentation de la bibliothèque • Satisfaction des usagers • consommation énergétique



Fiche-action « OPAH communautaire et tout autre dispositif d'aide à l'habitat »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	6
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	Mise en place d'une OPAH à l'échelle communautaire afin d'encourager les ménages à réaliser des travaux de rénovation énergétique et d'adaptation de logement au vieillissement et au handicap. Les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs seront éligibles. Le projet vise aussi à mettre en valeur le patrimoine du territoire avec un bâti en terre, en pierre et de la reconstruction. Cette OPAH a aussi vocation à lutter contre la vacance et à offrir plus de logements aux habitants du territoire ainsi qu'à renforcer l'attractivité de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche. Dans un second temps, le service habitat travaillera avec le chef de projet Petites Villes de Demain afin de mettre en place une OPAH-RU à l'échelle des trois pôles communautaires (La Haye, Lessay et Périers) afin de compléter l'OPAH de droit commun.
Partenaires	Les services de l'Etat, la région Normandie, le conseil départemental de la Manche, le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin Les associations de rénovations et entreprises locales Les communes de la COCM
Coût prévisionnel	600.000 €
Plan de financement	35% de financement par l'Etat via le conseil départemental (ANAH) Financeurs à rechercher
Calendrier	Lancement de l'étude pré-opérationnelle en janvier 2022 pour un lancement de l'OPAH pour septembre 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	- nombre de logements rénovés - nombre de rénovations BBC - consommation énergétique des logements - montant des aides financières mobilisées

	<ul style="list-style-type: none"> - nombre d'habitants ayant bénéficié de ce dispositif - nombre de logements sortis de la vacance et baisse du taux de vacances sur le territoire
--	---



Fiche action « Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	7
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Le déploiement d'un Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique à l'échelle de la Communauté de communes s'inscrit dans une politique ambitieuse de rénovation des logements déjà engagée par la mise en place d'une plateforme Habitat.</p> <p>Ce nouveau dispositif doit permettre :</p> <ul style="list-style-type: none">• D'accompagner les ménages dans leurs projets de rénovations énergétiques.• De renforcer la sensibilisation à travers la mise en place de documents de communication (guides, flyers, articles de presse, animations en salon, ...) afin de rendre ce service visible aux habitants et aux professionnels en lien avec la rénovation énergétique (artisans, agents immobiliers, les notaires, les banquiers, ...).• De travailler en collaboration avec la région Normandie, l'espace conseil FAIRE régional (les 7 Vents) et avec les autres EPCI normands.• De proposer des rencontres, échanges et retours d'expériences à la fois aux élus communautaires, aux maires des communes, aux secrétaires de mairies ainsi qu'aux artisans afin de mobiliser et de sensibiliser à la rénovation énergétique, à la préservation du bâti ancien, à l'utilisation des matériaux biosourcés, à l'auto-rénovation accompagnée, ...
Partenaires	La région Normandie, l'ADEME, l'ANAH Les communes Les entreprises locales Les associations de rénovation
Coût prévisionnel	76.250€ pour un an
Plan de financement	50% par les CEE 25% par le FEDER 25% au minimum par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Calendrier	Mise en place depuis le 01 janvier 2021. Lancement d'un marché d'accompagnement avec les 7 Vents à partir du 01 juin

	<p>2021.</p> <p>Réunion avec les maires des communes le 13 septembre 2021 et avec les secrétaires de mairie le 27 septembre et le 04 octobre 2021.</p> <p>Distribution en novembre 2021 des guides à destination des habitants sur les aides financières mises en place sur le territoire.</p> <p>Organisation d'un temps d'échange sur la rénovation performante et la montée en compétences des artisans locaux en décembre 2021.</p> <p>Réflexion sur le renforcement des équipes du service habitat (actuellement une personne) courant 2022.</p> <p>Il s'agit d'inscrire la démarche dans la durée.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de ménages conseillés - nombre de logements rénovés, - gain énergétique obtenu, - nombre de rénovations BBC - nombre de rénovateurs BBC présents sur le territoire - nombre d'audits réalisés - nombre d'artisans présents aux réunions



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fiche action « Rénovation thermique du siège à La Haye »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	8
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>À la suite de sa création au 1^{er} janvier 2017, la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche s'est organisée principalement autour de ses trois pôles historiques de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le siège administratif situé à La Haye- Le pôle « politiques publiques » situé à Lessay- Le pôle « services à la population » situé à Périers. <p>Une structuration qui permet de maintenir une proximité avec la population tout en conservant le patrimoine bâti existant.</p> <p>Ainsi, le siège communautaire regroupe les services supports tels que la direction générale, la comptabilité, les finances, la communication, le secrétariat général, les ressources humaines et les marchés publics ainsi que le service des sports. De plus, il accueille un espace France Services, des permanences de différents organismes publics et un espace public numérique. Enfin, au dernier étage, se tiennent des locaux mis à disposition de l'école de musique communautaire.</p> <p>Parallèlement, la Communauté de Communes s'est engagée, notamment dans le cadre de la démarche régionale « Territoires durables 2030 », à élaborer une stratégie globale de développement durable axée sur la rénovation énergétique de son parc immobilier et la nécessaire exemplarité de ses actions afin d'inciter les habitants à être vertueux en réduisant leur impact sur l'environnement tout en anticipant les conséquences du changement climatique.</p> <p>La rénovation énergétique du siège administratif s'inscrit donc dans ce cadre. Elle fait suite à la réalisation d'une mission de conseil en énergie partagé (CEP) par le SDEM de la Manche, menée en 2016, mettant en évidence la nécessité de réduire les dépenses énergétiques liées aux bâtiments communautaires, premier poste de consommation.</p> <p>Le bâtiment, représentant environ 1 620 m² en R+2, est un ancien internat du collège voisin, réhabilité au début des années 2000 en bureaux et en salles de</p>

	<p>réunion. Si des travaux intérieurs ont permis depuis d'adapter les locaux aux usages et aux besoins de la collectivité, l'enveloppe du bâtiment n'a été que très peu modifiée.</p> <p>Suivant les conclusions du bilan du CEP, il serait nécessaire de procéder à l'isolation des murs et du sol. La régulation du chauffage et de la ventilation double flux serait également à revoir pour amplifier le gain énergétique. La mise en place de détecteurs de présence dans certains espaces collectifs permettrait aussi de réduire les consommations énergétiques.</p> <p>D'autres postes nécessitent également d'être étudiés plus finement en matière de gains énergétiques et de confort pour les usagers (menuiseries, isolation en toiture, éclairage).</p> <p>La réalisation de ces travaux permettra aussi d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux structures associatives, aux partenaires assurant des permanences à destination du public et des agents France Service.</p>
Partenaires	<p>Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche</p> <p>Conseil départemental de la Manche</p> <p>Services de l'Etat</p> <p>SDEM</p>
Coût prévisionnel	<p>Ce projet ne bénéficie pas d'une estimation financière complète et affinée. Les coûts prévisionnels indiqués reposent sur une estimation menée avant consultation de maîtrise d'œuvre. Ils ne comprennent pas les prestations non identifiées lors du CEP.</p> <p>Le montant des dépenses d'investissement serait donc à minima de 300 710 euros HT, incluant un coût d'études à hauteur de 34 600 euros HT et un montant de travaux correspondant à l'isolation par l'extérieur des murs, l'isolation du sol et la mise en place de détecteurs de présence correspondant à 266 110 euros HT.</p> <p>Suivant les conclusions de l'audit énergétique, des travaux complémentaires pourront être envisagés.</p>
Plan de financement	<p>Ce projet est intégré dans le contrat de territoire signé avec le Conseil départemental de la Manche. La subvention prévue, soit 65 442 euros, correspond à 35% du montant estimé dans le cadre du CEP.</p> <p>Une subvention au titre de la DETR sera sollicitée sur la base de 20 à 30 % des dépenses éligibles, au vu de la nature du bâtiment.</p> <p>Compte de la nature du projet, des certificats d'économie d'énergie pourraient être également mis en œuvre.</p>
Calendrier	<p>La réalisation de ces travaux nécessite des études préalables et notamment un diagnostic énergétique en complément du conseil en énergie partagé. Cette prestation serait incluse dans le marché de maîtrise d'œuvre.</p> <p>La consultation pour cette phase d'étude sera lancée en septembre 2021 pour une notification attendue en octobre 2021. Le diagnostic serait réalisé en novembre afin de permettre un positionnement de la Communauté de Communes sur la faisabilité du projet en décembre 2021. L'avant-projet serait</p>

	validé fin février 2022 pour permettre ensuite une consultation des entreprises en avril 2022. L'achèvement des travaux serait constaté au dernier trimestre 2022.
Indicateurs d'évaluation proposés	Consommation d'énergie Relevés de températures intérieures



Fiche action « Construction d'un bâtiment dédié aux services techniques et de collecte des déchets ménagers » - Périers

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants O15 : Poursuivre l'amélioration de la gestion des déchets sur le territoire
Action n°	9
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Ce projet de construction d'un local, d'environ 220 m² de surface de plancher, doit permettre d'offrir de meilleures conditions d'accueil au personnel communautaire et de répondre à l'évolution des besoins communautaires en matière de collecte des déchets, avec la mise en place de la collecte des déchets recyclables en porte à porte à compter du 1^{er} janvier 2022.</p> <p>Ce local offrira également une plus grande proximité des équipes techniques et donc une meilleure réactivité quant à leurs interventions sur le territoire communautaire ; plusieurs sites communautaires étant implantés sur la commune de Périers. Les déplacements seront donc réduits contribuant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à rationaliser des dépenses de fonctionnement de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche.</p> <p>Cet équipement s'adresse au personnel communautaire et plus particulièrement aux agents de collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables ainsi qu'aux services techniques en charge de l'entretien des locaux et des espaces verts, notamment sportifs très présents sur la commune de Périers. Environ 10 agents sont impactés par ce projet.</p> <p>Ce bâtiment, de construction simple, permettra de stocker 3 véhicules de collecte des déchets ménagers ainsi que du matériel d'entretien des espaces verts. Il sera équipé d'une aire de lavage, utilisant les eaux de pluie collectées.</p> <p>Cette construction, réalisée sur un surplus de terrain du centre de secours, mobilisera pour partie des matériaux de réemploi issus d'autres chantiers communautaires.</p>
Partenaires	Ce projet associe le SDIS de la Manche qui a rétrocédé un terrain d'environ 1500 m ² pour permettre cet aménagement.
Coût prévisionnel	Le montant prévisionnel du projet s'élève à 202 134,82 euros HT. Le coût des travaux est estimé à 177 800 euros HT. Les frais d'études et de maîtrise d'œuvre constituent l'essentiel du reste à charge soit 19 479,82 euros HT.
Plan de	Un financement au titre de la DETR est sollicité près de l'Etat, à hauteur de 20%

financement	des dépenses éligibles, représentant 40 425 euros.
Calendrier	Le permis de construire a été déposé le 1 ^{er} septembre 2021. La consultation des entreprises pour la réalisation des travaux sera lancée fin octobre 2021 avec un démarrage effectif attendu pour début janvier 2022. Le bâtiment devra être en fonctionnement pour le 1 ^{er} juin prochain.
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de déplacements Périers-Lessay (centre technique principal) évité.



Fiche action « réhabilitation du système de chauffage de l'école maternelle » - Périers

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	10
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>Depuis quelques années, le personnel de l'école primaire de Périers (uniquement du côté de l'école maternelle) se plaint d'une mauvaise régulation du chauffage, la température de confort étant difficilement atteinte l'hiver. Ce bâtiment, pourtant équipé d'une régulation du chauffage par automate a été achevé en 1999.</p> <p>La commune a fait réaliser un relevé de température par le SDEM, dans le cadre d'une étude incluse dans le CEP.</p> <p>Cette étude permis de confirmer le ressenti du personnel : les températures de confort n'étant atteintes qu'en fin de journée, quand les utilisateurs quittent le bâtiment.</p> <p>Un relevé de température a même été effectué à 14° en janvier 2021, dans une classe.</p> <p>La commune doit donc régulièrement pallier cet inconfort en ajoutant des radiateurs électriques dans le bâtiment.</p> <p>De manière provisoire, la solution retenue a été de supprimer la régulation du chauffage, ce qui augmente considérablement les charges de fonctionnement de ce bâtiment, car les chaudières tournent en permanence à plein régime.</p> <p>Une nouvelle étude a donc été commandée, auprès du BET Thermique Alain Lenesley, et donc les conclusions sont les suivantes :</p> <p>❖ Bâtiment Primaire.</p> <p>La chaufferie de l'école primaire est adaptée à l'alimentation en énergie des 2 bâtiments.</p> <p>Les radiateurs et robinets thermostatiques sont anciens et nécessiteront une rénovation à moyen terme.</p> <p>❖ Bâtiment Maternelle.</p> <p>Les équipements de chauffage du bâtiment sont vétustes.</p> <p>La chaufferie est ancienne, les chaudières sont abimées et les pompes pourraient être remplacées par des équipements basse consommation à variation de vitesse.</p> <p>Les radiateurs sont légèrement sous dimensionnés, un manque de puissance est</p>

	<p>observé dans la salle de jeu.</p> <p>Les radiateurs sont équipés d'ailettes en partie basse qui stockent les poussières. La puissance des radiateurs diminue au fur et à mesure que les ailettes s'obstruent.</p> <p>Les tubes à ailettes des radiateurs sont accessibles par la partie basse. La chaufferie délivre une température d'eau de chauffage de 85°C pour une température extérieure de -5°C.</p> <p>Les directives et évolution réglementaire du début des années 2000 imposent de limiter la température des organes de chauffage des écoles maternelles à 60°C.</p> <p>Pour se conformer à cette réglementation, l'ensemble des radiateurs du bâtiment doivent être remplacés car leur puissance pour un régime de température 60/40 (ΔT_{30}) sera très insuffisante pour assurer une température convenable dans les locaux.</p> <p>Les canalisations d'alimentation des radiateurs en tube PE encastré en dalle ne semblent pas présenter d'anomalies particulières. Le prestataire d'entretien ne fait pas état de fuite ou de remise en eau récurrente de l'installation. Cependant, suivant la qualité des tubes mis en œuvre lors de la construction, ce type d'équipement a une durée de vie de 30 à 50 ans maximum.</p> <p>La commune a donc engagé les travaux de chauffage préconisés par le bureau d'études, afin de supprimer les chaudières existantes et les raccorder à la chaufferie principale située dans l'école primaire. Le réseau sera entièrement repris et les radiateurs remplacés, augmentés en nombres et adaptés à la réglementation applicable en école maternelle.</p> <p>Le coût du projet est de 153 000 € HT augmenté du montant de maîtrise d'œuvre à 9928 € HT.</p>
Partenaires	<p>Le projet est en cours de réalisation, les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux sont notifiés. Une réalisation était impérative sur l'été 2021, s'agissant d'une école, afin de réaliser les travaux lors de l'absence des élèves. Reporter le projet d'un an n'était pas concevable pour le confort des élèves et des professionnels intervenant dans cette école, soit une centaine de personnes.</p> <p>La commune de Périers a donc engagé ces travaux, avec le soutien de l'état, au titre de la DETR, qui finance le projet à hauteur de 40%.</p>
Coût prévisionnel	<p>Pour ce projet, uniquement des dépenses d'investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 153 000 € HT de travaux - 9 928 € HT de maîtrise d'œuvre.
Plan de financement	<p>Dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 162 928 € HT <p>Recettes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DETR : 65 171 € HT - Autofinancement de la collectivité : 97 757 € HT

	<p>Afin de limiter les dépenses de location d'Algeco et de sanitaires, les sanitaires de l'école et une salle sera mise à disposition des entreprises pour la pause méridienne des employés.</p> <p>La TVA sera réglée par la collectivité qui sollicitera ensuite le FCTVA. L'autofinancement sera réglé par les fonds propres de la collectivité.</p>
Calendrier	Démarrage des travaux le 21/06/2021, pour 4 mois de chantier.
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution de la consommation énergétique / de la facture énergétique du bâtiment, mesurée par les factures de gaz et d'électricité (car ajout actuel de radiateurs électriques) du bâtiment. Comparer les consommations sur 2 périodes identiques.</p> <p>Ressenti des usagers (relevés de température)</p>



Fiche action « Rénovation énergétique niveau BBC de l'école maternelle » - Périers

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	11
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>L'école maternelle de Périers a été construite en 1999/2000. Malgré son allure récente et design, ce bâtiment est en souffrance, nous pouvons y constater de nombreuses infiltrations d'eau, des températures très basses l'hiver (autour de 14°) et une chaleur très importante aux beaux jours. Pourtant, son esthétisme et sa conception en font un bâtiment très agréable. Il nous apparaît donc nécessaire de réaliser d'importants investissements pour maintenir sa jeunesse, et nous avons également en tête l'obligation légale d'atteindre 40% d'économie d'énergie (base année 2010) en 2030.</p> <p>Aussi, nous avons contractualisé des travaux en urgence : réfection des toitures terrasses, du système de chauffage.</p> <p>Mais nous estimons maintenant qu'il faut aller plus loin et cesser les travaux par secteur, et envisager un travail global pour cette école.</p> <p>Nous avons pour cela fait appel à un bureau d'étude thermique, qui a fait une proposition de travaux pour la globalité du bâtiment, travaux estimés à 458 000 € HT, et permettant d'atteindre le niveau BBC rénovation. C'est donc l'objectif que nous poursuivons.</p> <p>Détail des investissements proposés :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Comble avec isolant de $R_{min}=6,25\text{m}^2\cdot^\circ\text{C}/\text{W}$; ▪ Estimation 70 000 € HT➤ Menuiseries ALU, $U_{wmaxi}=1,50\text{ W}/\text{m}^2\cdot^\circ\text{C}$, $Sw=52\%$ et $Tlw=64\%$; Menuiseries ALU grandes tailles, $U_{wmaxi}=1,80\text{ W}/\text{m}^2\cdot^\circ\text{C}$, $Sw=52\%$ et $Tlw=64\%$ ▪ Estimation 300 000 € HT➤ Mise en oeuvre d'équipements de ventilation sanitaire autoréglable avec caisson d'extraction très basse consommation fonctionnant uniquement en période d'occupation. ▪ Estimation 8 000 € HT➤ Mise en oeuvre d'équipement d'éclairage LED basse consommation piloté par interrupteur, détecteur de présence et gradateur en fonction de l'apport

	<p>de lumière naturelle</p> <p>▪ Estimation 80 000 € HT</p>
Partenaires	<p>Ce projet est actuellement non acquis, il est soumis à l'obtention de financements extérieurs, la commune ne pouvant autofinancer ce projet.</p> <p>La prochaine étape d'avance pour ce projet sera la réponse à l'AAP régional "RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS".</p> <p>Ce projet a également fait l'objet d'une demande de DSIL, qui n'a pour le moment pas obtenu de réponse.</p> <p>L'obtention, ou non, de ces financements sera capital pour l'avenir du projet.</p>
Coût prévisionnel	Ce projet est estimé à 514 334 € HT.
Plan de financement	<p>Dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux : 458 000 € - Maitrise d'œuvre : 33 434 € HT - Etudes diverses : 10 000 € HT - SPS, CT : 10 000 € HT - Aléas : 2 900 € HT <p>Recettes, non acquises mais sollicitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AAP Régional : 150 000 € HT - DSIL : 216 700 € HT <p>L'autofinancement de la commune fera probablement l'objet d'un emprunt.</p>
Calendrier	<p>De par son objet, ce chantier ne peut se réaliser que lors des congés estivaux, afin de ne pas perturber l'organisation scolaire.</p> <p>L'inscription des crédits devra se faire en AP/CP au mois de décembre 2021, pour un lancement de la consultation en janvier 2022.</p> <p>Une fois recrutées, les entreprises pourront intervenir à partir de juin 2022.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution de la consommation d'énergie</p> <p>Evolution de la facture énergétique</p> <p>Evolution du confort des utilisateurs.</p> <p>Atteinte des objectifs du décret tertiaire, avant l'échéance de 2030.</p>



Fiche action « Remplacement de l'éclairage public par des Leds »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	12
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>La commune de Périers souhaite être exemplaire du point de vue de l'éclairage public et remplacer l'intégralité de son patrimoine existant en sodium par de l'éclairage LED.</p> <p>Depuis 2011 de nombreux projets de remplacement de l'éclairage public ont été réalisés, plus de 300 lampes étant remplacées par du LED, pour beaucoup en LED blanc (sauf accord cadre à bons de commande passé en 2018 et remplaçant 119 lampes en LED ambré).</p> <p>Consciente depuis peu des effets néfastes de la lumière blanche sur la biodiversité nocturne, la Ville de Périers souhaite arriver au 100% LED en 2021. Pour cela il s'agit de remplacer les 202 lampes restantes en sodium uniquement par du LED à couleur ambrée (2750°K au maximum, en espérant descendre plutôt autour 2200°K).</p> <p>La commune de Périers participe au concours de l'ANPCEN « Villes et Villages étoilés » et détient actuellement 2 étoiles à ce concours.</p> <p>Afin d'aller plus loin dans la diffusion du message lié à ce concours, qui concerne la préservation des espèces nocturnes et qui prône l'extinction nocturne, la municipalité prévoit – dès que le contexte sanitaire le permettra – de faire une réunion publique avec les prisais. Afin de savoir dans quelle mesure nous pouvons améliorer la protection de ces espèces vivant la nuit tout en apportant le confort nécessaire aux habitants, aux heures où cela est nécessaire.</p> <p>Les abaissements de puissance sur le réseau restant éclairé toute la nuit seront proposés, et si les prisais y sont favorables, des expérimentations d'extinctions</p>

	<p>totales seront faites, pour des événements comme la nuit de la chouette ou lors des nuits de passage d'étoiles filantes l'été.</p> <p>Suivant l'engouement de ces expérimentations, des généralisations d'extinction pourront être réalisées.</p> <p>La commune va plus loin et incite ses voisins à se joindre à elle : Périers a proposé, dans le cadre d'une candidature commune Périers- La Haye – Lessay au dispositif « Petites Villes de demain » de faire des investissements sur l'éclairage public dans l'ensemble des villes-centre du territoire, pour éventuellement à terme faire une candidature commune au concours « Villes et Villages étoiles » qui serait un « Territoire Étoilé ».</p>
Partenaires	<p>La commune de Périers ayant délégué au SDEM50 sa compétence éclairage public, c'est le SDEM qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux, et en financera 30 % du montant.</p> <p>L'Etat soutien la commune en accordant une DETR de 30 %.</p> <p>Le département, au titre des amendes de police participe à hauteur de 13 800€.</p>
Coût prévisionnel	Budget prévisionnel de 151 500 € HT.
Plan de financement	<p>Dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 151 500 € HT <p>Recettes attribuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SDEM 20% : 30 300 € HT - DETR 30% : 45 450 € HT - Amendes de police : 13 800 € HT <p>Autofinancement communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 61 950 € HT
Calendrier	Le SDEM prenant la compétence éclairage public au 1 ^{er} juillet 2021, la signature des travaux se fera rapidement après, pour un démarrage effectif des travaux au second semestre 2021.
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la consommation électrique de la commune. - Inventaire de la biodiversité nocturne - Labellisation ANPCEN.



Fiche action « Acquisition d'un triporteur électrique » - Périers

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	13
Maître d'ouvrage	Commune de Périers Collectivité territoriale / Commune.
Description de l'action	<p>La commune de Périers a lancé en 2017 un marché public afin de recruter un prestataire qui réalise les repas pour les besoins de la cantine scolaire.</p> <p>Soucieux de l'écologie et de la santé des enfants de la commune, ce marché prévoyait de favoriser les prestataires incluant une large part d'alimentation biologique et locale dans leurs assiettes.</p> <p>La commune a donc signé avec la société API un marché sur 4 ans qui s'est terminé en juillet 2021.</p> <p>Ce service de restauration promettait 25% de produits bio et 20% de produits locaux dans l'assiette. Dans les faits, la commune s'est aperçu que les produits locaux sont des produits issus de grosses usines locales, n'étant pas un gage de qualité mais seulement de réduction de CO2 lié aux transports. Quant à l'alimentation biologique, elle concerne principalement les produits céréaliers, et les 25% sont des achats "en volumes". La part de produits biologiques est donc en deçà des taux annoncés.</p> <p>De plus, ce marché étant une liaison froide, tous les plats arrivaient dans des barquettes en plastiques, qui devaient être mises au four pour réchauffage. Il est arrivé que les barquettes fondent, ce qui a largement inquiété la Commune pour la santé des enfants. Les consignes de température de chauffe ont ensuite été abaissées, sans que cela rassure les responsables du service.</p> <p>Aussi, la commune a souhaité cesser ce partenariat avec des prestataires en liaison froide et envisagé une coopération avec le collège situé dans la commune. En effet, le Département, qui gère le collège, a proposé de confectionner les repas en liaison chaude. Ainsi les repas sont désormais dans des bacs gastro, en inox,</p>

	<p>lavables. Cela réduit grandement la quantité de déchets produits par la cantine scolaire en utilisant des contenants réutilisables.</p> <p>Les repas sont confectionnés par le chef travaillant pour la cuisine du collège. La philosophie d'achat rentre complètement dans la loi Egalim, en donnant une large part aux achats de produits locaux, frais, de saison et aux produits biologiques. Les gestionnaires se sont engagés à réduire au maximum l'achat de produits transformés, et ont rédigé une charte au niveau départemental à ce sujet. Le Département s'est doté également d'une plateforme de recensement de tous les producteurs locaux ainsi que des produits proposés, et leur prix. Ainsi, l'achat local est grandement facilité, et utilisé par les chefs cuisiniers des collèges.</p> <p>Ainsi du point de vue de la réduction des déchets, de l'augmentation de la part de produits biologiques et locaux, cette proposition est idéale.</p> <p>Le seul obstacle à ce partenariat résidait dans le fait que la commune était chargée d'aller récupérer elle-même les repas en liaison chaude. Il était donc nécessaire d'acquérir un véhicule spécialement dédié à cet effet. Ce qui a été fait. Ce véhicule a été inspecté par les services vétérinaires lors de l'agrément, et sert à charger les repas chauds préparés par le collège, doublement emballés dans des caisses permettant de garder la température. Les deux établissements étant séparés par 500 mètres, un véhicule spécialisé n'était pas nécessaire.</p> <p>Afin de rendre le projet d'autant plus vertueux sur le plan de l'environnement, le choix s'est en effet porté vers un vélo triporteur à assistance électrique, vu la faible distance séparant les deux établissements</p>
--	--

	
	<p>Le triporteur est aujourd'hui opérationnel depuis la rentrée scolaire 2021/2022. Ce projet a été soutenu par l'Etat au titre de la DETR, dans la catégorie des opérations pilotes, innovantes.</p>
Coût prévisionnel	Le coût de cet investissement est de 8214.60 € HT
Plan de financement	<p>Dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8214.60 € HT <p>Recettes attribuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DETR 40% : 3285.84 € HT <p>Autofinancement communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4928.76 € HT
Calendrier	Triporteur livré pour la rentrée scolaire 2021/2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du volume de déchets plastiques produits par la cantine de Périers - Nombre de repas transportés - Évaluation du bilan carbone des repas des écoliers

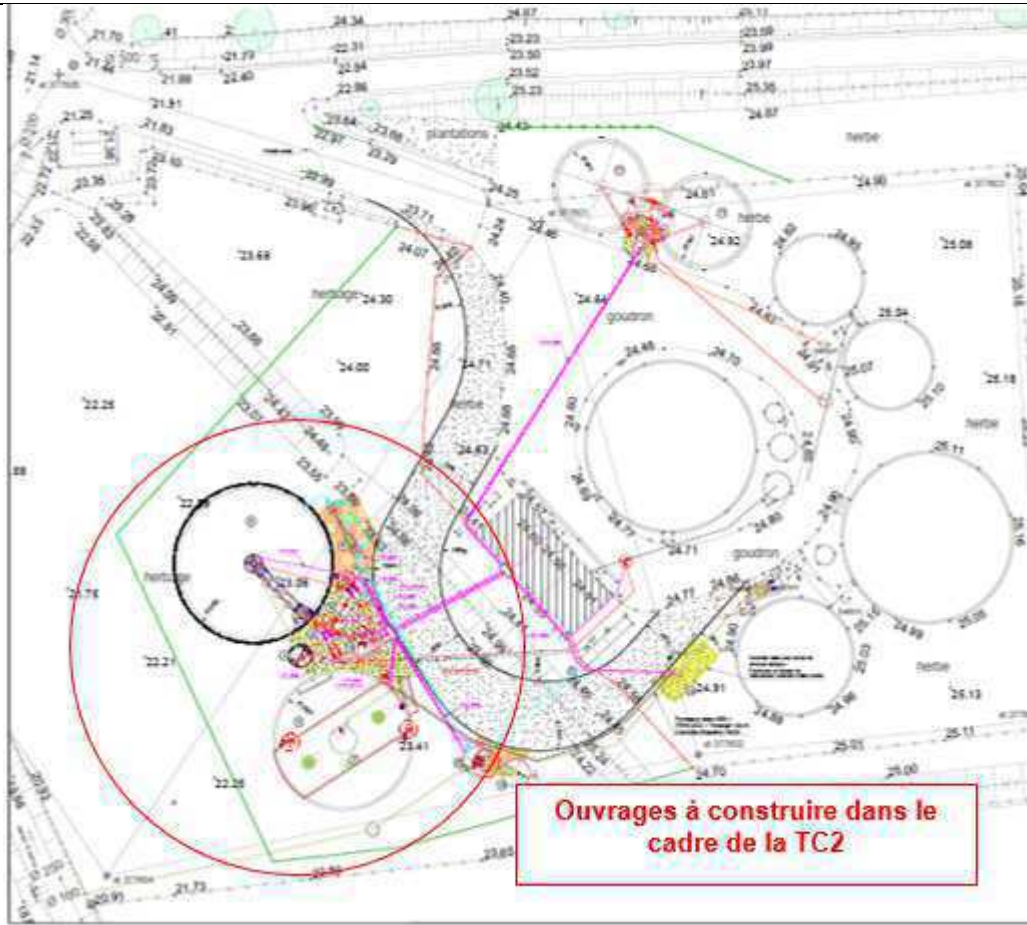


Fiche action « extension de la station d'épuration » - Périers

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives)
Action n°	14
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>L'opération, objet de la présente demande de subvention consiste en l'accroissement de la capacité de traitement de la station d'épuration de PERIERS qui sera portée de 3000 EH à 4500 EH.</p> <p>Ces travaux constituent l'aboutissement de la réforme du système d'assainissement de la commune de PERIERS. En effet, la saturation actuelle de la station viendra terme limiter les permis de construire sur la zone artisanale intercommunale. L'augmentation de la capacité de la station est donc nécessaire pour ces ZA, et pour toute autre construction sur le secteur communal.</p> <p>Les travaux à réaliser interviennent après une longue réflexion pour gérer conjointement les eaux usées de la commune et les eaux prétraitées de la nouvelle tannerie.</p> <p>Au terme d'une recherche approfondie menée avec la Communauté de communes SEVES TAUTE et la ville de PERIERS, les services de l'état (Conseil Départemental – ARS – DREAL – DDTM) et les financeurs (AESN), et compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité du milieu, les choix techniques suivants ont été arrêtés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les effluents prétraités de la tannerie devaient être recueillis au droit d'un poste de refoulement industriel de la ZA de la Mare aux Raines ;- Le dit poste de refoulement devait être modifié pour renvoyer directement les effluents collectés (Effluents de la ZA de la Mare aux Raines augmentés des effluents de la tannerie) vers la station de traitement de la commune de PERIERS ;- Les effluents traités au niveau de la station communale ne devaient plus

	<p>être restitués au niveau de l'Holerotte mais renvoyés vers la Taute via un poste de refoulement à créer au droit de la station ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La station devait, à terme, être portée à 4.500 EH pour tenir compte des développements à venir. <p>Fin 2016, et pour respecter des délais très courts, les travaux ont été lancés sous AMO du Département en Conception Réalisation et conformément au programme ci-dessous</p> <p><u>Tranche Ferme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Première phase :</u> <ul style="list-style-type: none"> o Aménagement du poste de relevage de la ZA de la Mare aux Raines ; o Mise en œuvre de la canalisation de liaison entre la station d'épuration et la Taute ; o Mise en œuvre de la canalisation de liaison entre la ZA de la Mare aux Raines et la Station d'épuration ; - <u>Deuxième phase :</u> <ul style="list-style-type: none"> o Création des ouvrages de rejet des eaux traitées à la Taute ; o Création du poste de relevage pour le rejet des eaux traitées à la station d'épuration vers la Taute ; - <u>Troisième phase :</u> <ul style="list-style-type: none"> o Création de l'ouvrage de mélange des eaux usées domestiques et des eaux industrielles de la ZA. <p><u>Tranche Conditionnelle 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de l'ouvrage nécessaire pour un stockage fractionné des boues, garantissant la traçabilité et le compartimentage d'un lot qui ne serait pas utilisable en épandage agricole (pollution des rejets de la tannerie) <p><u>Tranche Conditionnelle 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de l'ouvrage nécessaire à l'adaptation de la station d'épuration aux accroissements de charges hydrauliques et organiques. <p>La mise en service de la tannerie étant prévue pour le 1^{er} avril 2017, les aménagements de tranche ferme devaient donc être opérationnels avant cette date et les aménagements de tranche conditionnelle 1 pour la fin de l'année 2017.</p> <p>Après consultation, les travaux ont été confiés au groupement d'entreprise suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Canalisations et accessoires : <ul style="list-style-type: none"> o Entreprise SITPO – Mandataire, - Equipements de pompage et de traitement des Eaux :
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Entreprise JOUSSE SAS – Cotraitant - Génie civil : <ul style="list-style-type: none"> ○ Entreprise LEDAUPHIN Normandie – Cotraitant - Maîtrise d'œuvre : <ul style="list-style-type: none"> ○ Urbanisme : Cabinet d'Architecture DUPONT NICOLAY Architecte ○ Conception, suivi des travaux, OPC et études réglementaires : SOGETI Ingénierie Infra <p>Seules les tranches fermes et conditionnelles n°1 ont été réalisées en 2016/2017. Par manque de moyens financiers, le budget assainissement de la commune ne bénéficiant que de peu de souplesse, la tranche conditionnelle n°2 n'a pas été réalisée immédiatement.</p> <p>Dans le cadre de la Tranche Ferme et de la Tranche conditionnelle 1, la filière boue et les infrastructures de rejet vers la Taute ont été dimensionnées pour la capacité de traitement finale de 4.500 EH. La tranche conditionnelle 2 porte donc sur l'augmentation de 3.000 à 4.500 EH de la file eau de la station de traitement.</p> <p>Les nouveaux ouvrages à construire sont donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un bassin d'aération, -Les ouvrages pour la recirculation des boues, -Le dégazeur, -Un clarificateur. <p>Ils s'organisent comme suit sur le terrain appartenant à la commune :</p>
--	--

	
Partenaires	<p>L'Agence de l'eau est un partenaire incontournable de ce projet, sans qui il ne pourrait voir le jour.</p> <p>La DDTM est associée, et la consultation des services au titre du dossier de loi sur l'eau a été effectuée, les prescriptions sont prises en compte.</p>
Coût prévisionnel	Budget prévisionnel de 898 944.48 € HT.
Plan de financement	Dépenses :

	Désignation des prestations		Montant HT	TVA	Montant TTC
	AMO		Sans objet		
	Acquisitions foncières		Sans objet		
Etudes préalables	Topographie		Sans objet		
	Géotechnique		12 000,00 €	2 400,00 €	14 400,00 €
	Inspection télévisées		Sans objet		
	Etude de filière		Sans objet		
	DLE		2 732,50 €	546,50 €	3 279,00 €
	Permis de construire		2 732,50 €	546,50 €	3 279,00 €
	MOE Conception (AVP, PRO, ACT)		Sans objet		
	MOE Exécution (EXE, VISA, DET, AOR)		44 266,50 €	8 853,30 €	53 119,80 €
	Travaux		784 406,10 €	156 881,22 €	941 287,32 €
Coordination	SPS		2 500,00 €	500,00 €	3 000,00 €
	Contrôle technique		2 500,00 €	500,00 €	3 000,00 €
	Contrôles de réception		5 000,00 €	1 000,00 €	6 000,00 €
	MONTANT PARTIEL		856 137,60 €	171 227,52 €	1 027 365,12 €
	Imprévus et Divers 5%		42 806,88 €	8 561,38 €	51 368,26 €
	MONTANT TOTAL		898 944,48 €	179 788,90 €	1 078 733,38 €
	<p>Recettes sollicitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DSIL 20% : 159.612,12 € (notifié) - AESN 60 % : 513 682.56 € <p>Autofinancement communal : 225.649,80 €HT.</p> <p>L'autofinancement communal sera entièrement financé par un emprunt au budget assainissement.</p>				
Calendrier	<p>Dépôt du dossier de subvention en juin 2021, notification de la tranche conditionnelle n°2 dès réception de l'accord de la subvention.</p> <p>Dépôt du permis de construire et démarrage des travaux pour le second semestre 2021.</p>				
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre d'installation de traitement des eaux usées conformes aux normes européennes				



Fiche action « rénovation énergétique d'un logement communal à Neufmesnil »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	15
Maître d'ouvrage	Commune de Neufmesnil
Description de l'action	Rénovation, isolation énergétique du logement communal Le projet permettra une amélioration du confort des locataires et une diminution de la facture énergétique, contribuant ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique. Cette opération permettra par ailleurs d'améliorer le patrimoine communal et de renforcer l'attractivité de la commune en proposant une offre de logement de qualité.
Partenaires	Devis signés avec diverses entreprises Services de l'Etat et Département de la Manche
Coût prévisionnel	55 806€
Plan de financement	DETR : 14.072 € FIR : 22.000 € Emprunts : 19.734 €
Calendrier	Prévision début des travaux : juillet 2021 Fin des travaux prévus : 30 octobre 2021
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation énergétique Evaluation du confort des locataires (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche action « Aménagement d'un réseau de chaleur » - Saint-Germain-sur-Ay

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire
Action n°	16
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Germain-sur-Ay
Description de l'action	<p>Distribution d'un réseau de chaleur dans les bâtiments communaux du bourg à partir d'une nouvelle chaufferie bois.</p> <p>Bâtiments à aménager : Ecole, bibliothèque-médiathèque, 4 logements communaux, mairie et local halte-garderie et TAP</p> <p>Cette action permettra d'augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments concernés et de mobiliser une source de chaleur renouvelable afin de répondre aux enjeux de la transition écologique et énergétique.</p>
Partenaires	SDEM 50 (maîtrise d'ouvrage déléguée)
Coût prévisionnel	<p>Ecole : 43 402 €, médiathèque : 13 992 €, logements 16 000 €, mairie : 3 298 €, TAP : 8 977 €,</p> <p>Travaux préparatoires : 12 567 €</p> <p>Soit un total de 98 236 €</p>
Plan de financement	<p>DETR à hauteur de 35 890 €</p> <p>Commune de St Germain/Ay : 62 346 €</p>
Calendrier	Deuxième semestre 2021 à début 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution de la consommation d'énergie</p> <p>Nombre de bâtiments raccordés au réseau de chaleur</p>



Fiche action « Rénovation de l'éclairage de différents locaux communaux (école, salle polyvalente, poste SNSM) - Saint-Germain-sur-Ay

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	17
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Germain-sur-Ay
Description de l'action	Remplacement des néons de bâtiments communaux (mairie-école-salle polyvalente-Snsm) par des Led. Ce remplacement permettra de limiter la consommation d'énergie des bâtiments et ainsi de répondre aux enjeux de la transition écologique et énergétique à l'échelle de la commune.
Partenaires	Services de l'Etat
Coût prévisionnel	12.863 € HT
Plan de financement	DETR 50 % : 6.431 € HT Commune : 6.432 € HT
Calendrier	Fin novembre 2021 (début) – fin mars 2022 (fin)
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation d'énergie des bâtiments Evolution de la facture énergétique



Fiche action « Rénovation de l'éclairage public (traverse du Bourg et ZA Finel) » - Lessay

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	18
Maître d'ouvrage	COMMUNE DE LESSAY
Description de l'action	<p>Réfection de l'éclairage public de l'espace d'activités Fernand Finel et de la traverse du bourg (RD 900).</p> <p>Se traduisant par le remplacement :</p> <ul style="list-style-type: none">- des 56 mâts et lanternes qui datent de 1978 et 1990 dans l'espace d'activité Fernand Finel- des 65 lampes installées y il a 25 ans en bordure de la traverse du bourg <p>La réfection de l'éclairage public pourra permettre de réduire la consommation énergétique du territoire, contribuant à répondre aux défis de la transition énergétique et écologique et à lutter contre la pollution lumineuse.</p>
Partenaires	SDEM (via un CEP), services de l'Etat
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none">- Espace d'activité Fernand Finel 82 770.00 € HT- Traverse du bourg 62 190.00 € HT <p>TOTAL : 144 960.00 €</p>
Plan de financement	<p>DETR 30% : 43 488.00 €</p> <p>Autofinancement : 98 472.00 €</p>
Calendrier	<p>Appel d'offre en 2021</p> <p>Travaux : fin 2021 début 2022</p> <p>Paieement du solde 1^{er} trim 2022</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Consommation énergétique du territoire</p> <p>Facture énergétique de l'éclairage public</p> <p>Nombre de LED installées</p> <p>% de points lumineux remplacés</p>



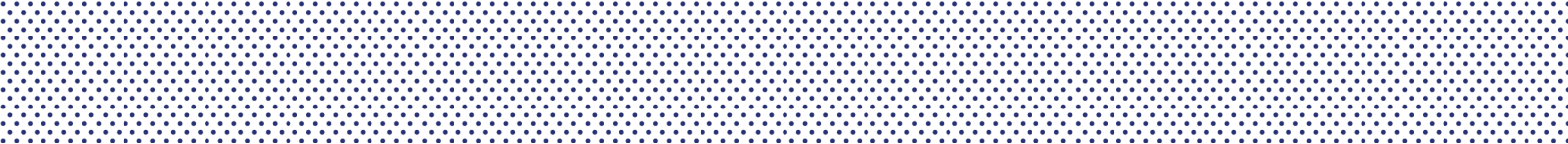
Fiche action « Mise en accessibilité des trottoirs rue du Hamet » - Lessay

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	19
Maître d'ouvrage	Commune de Lessay
Description de l'action	<p>Aménagement de la rue du Hamet avec mise aux normes PMR, trottoirs et stationnement pour établir la liaison du centre bourg avec la voie verte. Cette voie assure la jonction entre les voies cyclables du centre bourg et la voie verte (piste cyclable). Elle dessert 10 logements sociaux construits en 2019 /2020 et se poursuit par la rue du tramway jusqu'au groupe scolaire, sécurisant ainsi l'accès des enfants à l'école. Les parkings seront traités avec des matériaux filtrants.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage de ces travaux sera déléguée au Conseil Départemental de la Manche : la commune de Lessay remboursera au Conseil Départemental le montant des travaux majoré de 6 % correspondant aux honoraires de maîtrise d'œuvre.</p> <p>La réfection de la voirie incombe au Conseil Départemental alors que l'aménagement des abords concerne la Commune.</p>
Partenaires	Services de l'Etat, Conseil départemental
Coût prévisionnel	98.000 €
Plan de financement	DETR : 19.600 € (20 %) attribué
Calendrier	2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Linéaire de routes aménagées



Fiche action « Rénovation énergétique de la salle Multi activités » - Créances

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	20
Maître d'ouvrage	Commune de Créances
Description de l'action	<p>La commune de Créances possède une salle Multi activités destinée à recevoir du public lors de manifestations organisées par les associations et lors de réunions publiques.</p> <p>Ce bâtiment est devenu vétuste et énergivore.</p> <p>La Commune souhaite faire procéder à une rénovation énergétique complète de cette salle en remplaçant la toiture et son isolation, en changeant le système de chauffage, en modifiant l'éclairage intérieur pour passer en LED et en remplaçant la chaudière fioul par une chaudière à gaz à condensation.</p> <p>Investir dans la rénovation de cette salle multi activités permettrait à la fois de réduire la consommation d'énergie et de se positionner dans l'objectif de transition écologique fortement préconisé par l'État. Par ailleurs, le confort des usagers pourrait être renforcé.</p> <p>Considérant le coût important de l'opération, il semble nécessaire que l'Etat, au titre du CRTE, accompagne la collectivité dans la réalisation de l'investissement projeté.</p>
Partenaires	Services de l'Etat, Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin
Coût prévisionnel	Le coût de cette rénovation énergétique est estimé, par le maître d'œuvre retenu, à 390 755,77 € hors taxes.
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none">- L'État sera sollicité au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ou de la Dotation de Soutien d'Investissement Local (DSIL) sur l'exercice 2022. Le montant attendu est de 40 % du montant des travaux,- Le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin sera sollicité dans le cadre des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) sur l'exercice 2022.
Calendrier	<p>Une déclaration préalable sera déposée notamment pour la modification de toiture.</p> <p>Le marché de travaux sera passé sous forme d'un MAPA. Le début des travaux est prévu au cours du premier semestre de l'année 2022.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution de la consommation d'énergie du bâtiment.</p> <p>Evolution de la facture énergétique</p>





Fiche action « Travaux de rénovation énergétique du réseau d'éclairage public – 1^{ère} et 2^{ème} tranche » - Créances

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	21
Maître d'ouvrage	Commune de Créances
Description de l'action	<p>La commune de Créances dispose d'un réseau d'éclairage public ancien installé dans la partie agglomérée.</p> <p>A ce sujet, dans un objectif de réduction des consommations énergétiques et de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution lumineuse, il apparaît indispensable d'équiper en luminaires LED les candélabres.</p> <p>Considérant le coût élevé de cette opération, il a été décidé de réaliser les travaux en deux tranches représentant environ 547 points lumineux.</p> <p><u>La première tranche porte sur 254 points lumineux répartis sur les rues suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- rue des Écoles : 41 points lumineux,- rue de la Mer : 23 points lumineux,- rue du Haut Chemin : 7 points lumineux,- boulevard de la Mer : 50 points lumineux,- rue de l'Europe : 23 points lumineux,- rue de Normandie : 25 points lumineux,- rue des Ajoncs : 21 points lumineux,- rue du Vivier : 20 points lumineux,- rue de la République : 29 points lumineux,- rue des Oyats : 15 points lumineux, <p>pour une dépense HT estimée à 238 537 €.</p> <p><u>La deuxième tranche porte sur 293 points lumineux répartis sur les rues suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Place de la Liberté : 12 points lumineux,- Rue de Bourg : 23 points lumineux,- Chemin du Vindy : 11 points lumineux,- Rue du Bas du Bourg : 8 points lumineux,- Rue du Haut Chemin : 26 points lumineux,- Rue de la Grande Vallée : 16 points lumineux,- Rue du Hameau Fleuret : 19 points lumineux,- Rue du Chant des Oiseaux : 8 points lumineux,

	<ul style="list-style-type: none"> - Rue du Vivier : 14 points lumineux, - Rue des Bruyères : 39 points lumineux, - Rue du Hameau Fleuret : 18 points lumineux, - Rue des Marettes : 18 points lumineux, - Rue du Petit Buisson : 6 points lumineux, - Rue du Calvaire : 18 points lumineux, - Rue du Pont de Pierre : 4 points lumineux, - Rue du Gué de l'Orme : 5 points lumineux, - Rue des Nances : 5 points lumineux, - Rue du Haut Dy : 9 points lumineux, - Impasse du Haut Dy : 4 points lumineux, - Les Coignets : 12 points lumineux, - Village des Dunes : 12 points lumineux, - Rue des Ajoncs : 6 points lumineux, <p>pour une dépense HT estimée à 243 079 €.</p> <p>Il a été effectué une étude de rénovation du parc « Éclairage Public » par une entreprise spécialisée.</p> <p>Il ressort de cette étude qu'une économie de 6 411 € par an pourrait être constatée par la réalisation de la première tranche.</p> <p>Cette étude démontre que, pour la commune de Créances, investir dans la rénovation de son parc d'éclairage public permettrait à la fois de réduire sa consommation d'énergie et de se positionner dans l'objectif de transition écologique fortement préconisé par l'État.</p> <p>Le projet porte sur l'équipement des candélabres vétustes par des lanternes avec ampoules LED, notamment dans le bourg de la commune.</p> <p>Les travaux concernent la dépose des anciennes lanternes et la fourniture et pose de nouvelles lanternes LED.</p> <p>Considérant le coût important de l'opération, il semble nécessaire que l'État, au titre de la DETR/DSIL dans le cadre du CRTE, accompagne la collectivité dans la réalisation de l'investissement projeté portant sur les travaux de réduction de la consommation énergétique du réseau d'éclairage public.</p>
Partenaires	Services de l'Etat
Coût prévisionnel	<p>Le coût total est estimé à 481 616 € HT dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - première tranche : 238 537 € HT, - deuxième tranche : 243 079 € HT.
Plan de financement	<p><u>Première tranche</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DETR (notifiée) : 58 539 € (30%) - autofinancement : 136 591 € (70%) <p><u>Deuxième tranche</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DETR/DSIL (dossier non déposé) produit attendu : 72 923 € (30%) - autofinancement : 170 156 € (70%)
Calendrier	Le début des travaux de la 1 ^{ère} tranche est prévu en novembre 2021, la 2 ^{ème} tranche devant être réalisée au cours du 2 ^{ème} trimestre 2022.
Indicateurs	Evolution de la consommation d'énergie

d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique % de points lumineux remplacés
--------------------------	---



Fiche action « Aménagement 2e tranche piste cyclable » - Créances

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O7 : Favoriser la pratique sportive pour tous
Action n°	22
Maître d'ouvrage	Commune de Créances
Description de l'action	<p>La commune de Créances souhaite réaliser une piste cyclable sécurisée, de type « voie douce », reliant le bourg au secteur de la plage, ce qui permettrait de développer les mobilités actives sur le territoire et de mieux desservir ce secteur en proposant une alternative à la voiture individuelle</p> <p>Les aménagements de cette « voie douce » ont fait l'objet d'une approche et de conseils avisés émanant des services de la DDTM 50. Dès lors, la réalisation d'une première partie de la « voie douce », concernant le raccordement du bourg jusqu'à l'espace sportif, a été validée et a obtenu un financement au titre de la DETR.</p> <p>Désormais, il convient de relier l'espace sportif au secteur de la plage et aux parkings la desservant. La réalisation de cette seconde partie de la piste cyclable, objet d'une demande d'aide financière au titre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique est conçue en préservant le milieu naturel en épousant la configuration et la topographie des lieux.</p> <p>De plus la réalisation de cette piste cyclable fera appel à des matériaux adaptés au site.</p> <p>Par ailleurs, il est précisé que les aménagements envisagés par rapport aux rues adjacentes permettront de sécuriser les flux cyclables et piétons entre quartiers, puisque plusieurs jonctions sont prévues.</p> <p>Cet aspect sécuritaire des accès et des liaisons est privilégié, conformément aux recommandations des Services de l'État.</p> <p>Considérant le coût important de l'opération, l'Etat, au titre de la DSIL, a décidé d'accompagner la collectivité dans la réalisation de l'investissement projeté portant sur la réalisation d'une « voie douce » sécurisée empruntée par les cyclistes et les piétons, desservant différents pôles d'activités de la Commune ainsi que des commerces.</p> <p>Ces aménagements se feront en liaison avec le schéma structurant du Conseil Départemental et en cohérence avec le schéma cyclable de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche.</p>
Partenaires	Services de l'Etat, Département de la Manche, Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin

Coût prévisionnel	Le coût des travaux dévolus à l'entreprise retenue s'élève à 798 060 € hors taxes.
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none"> - État (DSIL) : 366 560 € - Conseil Départemental (CPS) : 232 747 € - Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin : 8 000 € - autofinancement : 190 753 € TOTAL : 798 060 €
Calendrier	Le marché de travaux, passé sous forme d'un MAPA, a été attribué. Le permis d'aménager est délivré étant précisé, par ailleurs, que l'avis rendu par la CDNPS, dans sa séance du 3 juin 2021, est favorable. Le début des travaux est envisagé en octobre 2021 avec une fin de réalisation au premier semestre 2022.
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de kilomètres de voie cyclable aménagés</p> <p>Fréquentation de la voie cyclable : indice de fréquentation (borne de comptage)</p>



Fiche action « Rénovation énergétique de logements communaux à Doville »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	23
Maître d'ouvrage	Commune de Doville
Description de l'action	<p>33,6% des résidences principales de Doville ont été construites entre 1946 et 1990 selon l'INSEE. Ainsi, l'action concerne la rénovation énergétique de 7 logements communaux, dont les bâtiments ont plus de 20 ans.</p> <p>Ces logements anciens sont énergivores et ne permettent pas un confort optimum des occupants ou le respect des impératifs liés au changement climatique</p> <p>Le projet consiste en la rénovation énergétique du bâtiment afin de diminuer la facture énergétique des locataires, mais aussi de réduire l'impact sur l'environnement (consommation énergétique, émissions de gaz à effet de serre) tout en anticipant les conséquences du changement climatique</p> <p>Les travaux porteront en priorité sur 5 logements dont 2 sont occupés par des familles avec enfants.</p> <p>Cette opération permettra par ailleurs d'améliorer le patrimoine communal et de renforcer l'attractivité de la commune en proposant une offre de logement de qualité.</p>
Partenaires	<p>Entreprises locales :</p> <p>Système 2D : Soufflerie laine de verre et isolation extérieure TABARIN : Radiateurs.</p> <p>Reste à valider les autres intervenants / exécutants des travaux.</p> <p>Services de l'Etat, Département de la Manche</p>
Coût prévisionnel	<p><u>Investissement</u> :</p> <p>Soufflerie laine de verre : 9.493,44 € Isolation extérieure des logements : 14 159.18 € Autres postes : 11 347,38</p>
Plan de financement	<p>DETR : 10.500 € FIR : 17.500 € Autofinancement : 7.000 €</p>
Calendrier	<p>Début des travaux : automne 2021.</p> <p>Achèvement : Printemps 2022</p>

Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation énergétique Evaluation du confort des locataires (ressenti, relevés de température avant/après) Evolution du nombre de « passoires thermiques » dans les logements privés communaux.
---	--



Fiche action « Rénovation de l'éclairage public » - Bretteville-sur-Ay

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	24
Maître d'ouvrage	Commune Bretteville-sur-Ay
Description de l'action	<p>Rénovation du réseau d'éclairage public :</p> <ul style="list-style-type: none">• 52 luminaires à équiper en LED• 6 mâts à remplacer (des mats qui ont plus de 20 ans et une hauteur inférieure à 4m)• 3 armoires à rénover (pour optimisation) <p>Localisations des rénovations : l'église, les Aubins, Pouillat, Traversière, la mer</p> <p>Cette action vise à répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réduire les consommations énergétiques, en réduisant la puissance par deux• Améliorer le confort visuel• Diminuer la pollution lumineuse
Partenaires	SDEM50, Services de l'Etat
Coût prévisionnel	28 280 euros
Plan de financement	DETR : 8 484€ (30%) Communes : 19 796 € (70%)
Calendrier	Finalisation 1 ^{ER} semestre 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none">• Evolution de la facture énergétique• Evolution de la consommation d'énergie• % de points lumineux remplacés



Fiche action « Construction d'un bâtiment communal avec pose de panneaux photovoltaïques » - La Feuillie

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire
Action n°	25
Maître d'ouvrage	Commune de La Feuillie
Description de l'action	<p>Motifs et objectifs :</p> <p>Ce projet est une nécessité pour les services techniques de la commune, car le bâtiment existant est particulièrement vétuste et beaucoup trop petit au vu des besoins actuels. La rénovation de celui-ci a été étudiée, mais il s'avère qu'elle était plus coûteuse qu'une nouvelle construction.</p> <p>De plus, le projet entre dans une démarche environnementale avec l'installation de 120 panneaux solaires, dont la production sera entièrement revendue à EDF (une estimation de 4 162 € la première année) et servira au remboursement partiel de l'emprunt nécessaire à ce projet.</p> <p>Descriptif de l'investissement :</p> <p>A ce jour, le bâtiment existant ne permet pas de stocker l'ensemble du matériel des services techniques et des associations, de plus les mauvaises conditions de stockage (humidité) font que le matériel se dégrade plus vite.</p> <p>En construisant, ce nouveau bâtiment de 200 m², nous souhaitons mettre à disposition de nos services techniques et des associations communales des locaux sains et adaptés. De plus, nous poursuivons notre engagement environnemental avec l'installation de panneaux solaires.</p> <p>Nombre approximatif de bénéficiaires : 10</p>
Partenaires	La commune assume seule l'ensemble de l'investissement. Les entreprises retenues pour ce projet, sont des entreprises exclusivement manchoises dont deux d'entre elles sont situées sur la commune de La Feuillie. De cette manière, la commune apporte son soutien à l'économie locale en cette période de crise sanitaire.
Coût prévisionnel	Dépenses prévisionnelles : 105 157 € réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none">- Bâtiment : 67 752€- Panneaux photovoltaïques : 37405€ d'investissement (voir plan de financement)

	<div>Recettes :</div> <div><div>- DETR : 21 031€</div><div>- REGION : 2664€</div><div>- Autofinancement emprunt : 81 462€</div></div>																																																																										
Plan de financement	<div>Recettes prévisionnelles</div> <table><thead><tr><th>Sources de financement</th><th>Montant En € H.T</th><th>Taux (en%)</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="3">Aides publiques</td></tr><tr><td>Union européenne</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>État - DETR</td><td>20 000,00 €</td><td>19,02 %</td></tr><tr><td>État - DSIL</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>État - FNADT</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>Conseil régional</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>Conseil départemental</td><td>2 664,00 €</td><td>2,53 %</td></tr><tr><td>Autres subventions : (à préciser)</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>Sous-total (1)*</td><td>22 664,00 €</td><td>21,55 %</td></tr></tbody></table> <div>Autofinancement</div> <table><tbody><tr><td>Fonds propres</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td>Emprunts</td><td>82 493,00 €</td><td>78,45 %</td></tr><tr><td>Autres : (à préciser)</td><td></td><td>0,00 %</td></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total (2)</td><td>82 493,00 €</td><td>78,45 %</td></tr></tbody></table> <div>TOTAL H.T</div> <table><tbody><tr><td>105 157,00 €</td><td>100,00 %</td></tr></tbody></table>	Sources de financement	Montant En € H.T	Taux (en%)	Aides publiques			Union européenne		0,00 %	État - DETR	20 000,00 €	19,02 %	État - DSIL		0,00 %	État - FNADT		0,00 %			0,00 %			0,00 %												0,00 %	Conseil régional		0,00 %	Conseil départemental	2 664,00 €	2,53 %	Autres subventions : (à préciser)		0,00 %			0,00 %			0,00 %			0,00 %	Sous-total (1)*	22 664,00 €	21,55 %	Fonds propres		0,00 %	Emprunts	82 493,00 €	78,45 %	Autres : (à préciser)		0,00 %				Sous-total (2)	82 493,00 €	78,45 %	105 157,00 €	100,00 %
Sources de financement	Montant En € H.T	Taux (en%)																																																																									
Aides publiques																																																																											
Union européenne		0,00 %																																																																									
État - DETR	20 000,00 €	19,02 %																																																																									
État - DSIL		0,00 %																																																																									
État - FNADT		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
Conseil régional		0,00 %																																																																									
Conseil départemental	2 664,00 €	2,53 %																																																																									
Autres subventions : (à préciser)		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
		0,00 %																																																																									
Sous-total (1)*	22 664,00 €	21,55 %																																																																									
Fonds propres		0,00 %																																																																									
Emprunts	82 493,00 €	78,45 %																																																																									
Autres : (à préciser)		0,00 %																																																																									
Sous-total (2)	82 493,00 €	78,45 %																																																																									
105 157,00 €	100,00 %																																																																										
Calendrier	<div>Devis demandés aux entreprises : Janvier 2021</div> <div>Premiers devis signés : Avril 2021</div> <div>Début prévisionnel des travaux : Novembre 2021</div> <div>Fin prévisionnelle des travaux : courant 2022</div>																																																																										
Indicateurs d'évaluation proposés	<div>- Production annuelle d'énergie renouvelable.</div> <div>- Evolution de la consommation énergétique</div> <div>- Evolution de la facture énergétique</div>																																																																										



Fiche action « Extension et rénovation énergétique d'un logement communal » - Saint-Martin d'Aubigny

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	26
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-d'Aubigny
Description de l'action	<p>En juillet 2016, la commune a acheté une ancienne ferme (partie terre et partie reconstruction) située dans le centre bourg. La commune a acquis cet ensemble immobilier (hors terrain) pour un montant de 64.810 € (plus les frais).</p> <p>Une partie ce bâtiment a déjà été rénové (2018) pour la création d'une MAM. Jouxant ce bâtiment, la commune est déjà propriétaire d'une petite maison d'habitation d'une surface au sol de 20m² (avec étage).</p> <p>Souhaitant améliorer la valeur locative de cette maison, la commune envisage un projet d'extension en y adjoignant une partie de l'ancienne ferme et ce à hauteur de 25 m² au sol (avec étage).</p> <p>L'ambition étant d'obtenir une maison d'habitation rénovée pouvant accueillir une famille avec enfant et de réduire la consommation énergétique de ce logement dans une logique d'inscription dans la lutte contre le réchauffement climatique.</p>
Partenaires	<p>Le projet a été validé en conseil municipal le 07/04/2021.</p> <p>La subvention FIR a été attribuée. La demande de subvention DSIL est en cours.</p> <p>La demande d'autorisation d'urbanisme et la consultation des entreprises vont être déposées.</p> <p>Le maître d'œuvre est Stéphane Watrin.</p>
Coût prévisionnel	<p>Acquisitions immobilières : 21 600,00 €</p> <p>Etudes et maîtrise d'œuvre : 14 744,00 € HT</p> <p>Maçonnerie – Carrelage – Faïences : 44 000,00 €</p>

	Couverture ardoises : 1 200,00 € Menuiserie extérieure : 5 800,00 € Menuiserie intérieure / distribution / isolation : 24 300,00 € Electricité – ventilation : 8 500,00 € Plomberie – sanitaires : 6 800,00 € Chauffage : 7 800,00 € Peinture – revêtement de sol : 7 900,00 € VRD – abords : 6 500,00 €
Plan de financement	DSIL : 60 695 € FIR : 61 200,00 € PNR : 4 000,00 € Autofinancement : 17 600,80 € Emprunts : 21 600,00 €
Calendrier	Lancement des appels d'offres : 3 ^{ème} trimestre 2021 Date prévisionnelle du début des travaux : 1 ^{er} octobre 2021 Date prévisionnelle de fin des travaux : 30 juin 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique



Fiche action « Rénovation de l'éclairage public et de l'éclairage de l'église » - Gorges

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	27
Maître d'ouvrage	Commune de Gorges
Description de l'action	L'action consiste en la rénovation de l'éclairage public et de l'éclairage de l'église à Gorges (passage aux ampoules LED et réglage de l'intensité). Ce projet permettra de répondre aux impératifs liés au défi de la transition écologique et énergétique et de réduire la consommation d'énergie. Par ailleurs, le projet permettra de réduire la pollution et ses impacts sur la biodiversité locale.
Partenaires	Services de l'Etat
Coût prévisionnel	Rénovation de l'éclairage public : 40 000 € HT Rénovation de l'éclairage extérieur de l'église : 10 000 € HT
Plan de financement	50 % DETR 50 % autofinancement
Calendrier	Signature des devis : décembre 2021 Fin des travaux : 1er ou 2eme trimestre 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation d'énergie Evolution de la facture énergétique % de points lumineux remplacés Inventaire de la biodiversité (animaux nocturnes) Evolution de la pollution lumineuse Obtention du label village étoilé



Fiche action « Rénovation de l'éclairage public » - La Haye

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	28
Maître d'ouvrage	Commune de La Haye
Description de l'action	Rénovation de l'éclairage public pour une optimisation de la pollution lumineuse la nuit et un gain important au niveau énergétique. Il s'agit de la deuxième tranche. Une première tranche a déjà été réalisée, il y a trois ans, dans le cas de l'opération TEPCV. Cette deuxième tranche consiste à remplacer 369 lanternes obsolètes pour la majeure partie par des lampes LEDS plus respectueuses de l'environnement et ainsi en adéquation avec le développement durable. Cette rénovation s'accompagne aussi du remplacement des 23 armoires de commande vétustes et qui ne répondent plus aux attentes de la collectivité.
Partenaires	Services de l'Etat, SDEM50
Coût prévisionnel	Rénovation de l'éclairage public avec le remplacement des lampes par des Leds avec de nouvelles armoires de commandes afin d'avoir un fonctionnement le plus efficient possible et le moins énergivore Armoires de commande à 38.150,00 euros H.T Remplacement des lampes par des LEDS à 174.500,00 H.T Soit un total H.T de travaux de 212.650,00 euros H.T
Plan de financement	Financement attendu DETR ou DSIL Recette espérée 50 % du montant H.T soit 106.325,00 euros H.T Le solde est autofinancé par la commune soit 106.325,00 euros H.T
Calendrier	Le marché de travaux passé sous forme d'un MAPA sera lancé en septembre 2021 pour un début de travaux en fin d'année 2021 avec une fin de réalisation au premier semestre 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique Nombre de points lumineux en LED installés % de points lumineux remplacés



Fiche action « installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Lithaire » - Montsenelle

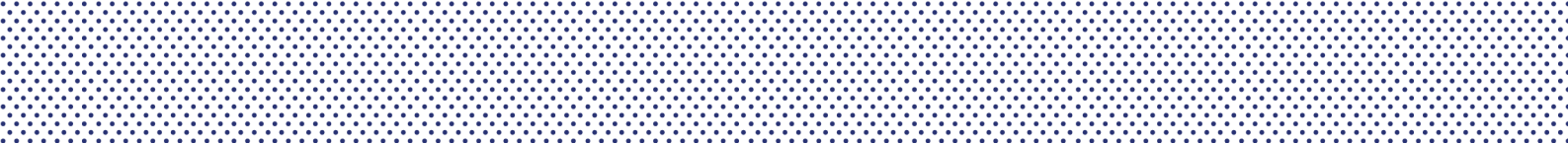
AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	29
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	<p>Changement de la chaudière au fuel de la Maison d'Assistantes Maternelles sise sur la commune déléguée de LITHAIRE, commune de MONTSENELLE par une pompe à chaleur.</p> <p>L'objectif est d'améliorer le confort des utilisateurs et surtout de réduire la consommation d'énergie de ce bâtiment actuellement très énergivore.</p> <p>Le dossier pour la réalisation des travaux est bien avancé et la mise en place pourra être réalisée avant la période de chauffe.</p> <p>L'économie induite par le changement du mode de chauffage permettrait une économie pour les dépenses de chauffage de 1000 € par an.</p> <p>Le classement du logement permettrait de passer du classement E (248.2 kWhEP / m².an) à D (189.8 kWhEP / m².an) en termes de consommations énergétiques.</p> <p>Pour les émissions de gaz à effet de serre, ceux-ci passeraient de l'étiquette F (61.6 kg équCO2/ m².an) à l'étiquette B (10.8 kg équCO2/ m².an).</p>
Partenaires	Services de l'Etat
Coût prévisionnel	L'investissement pour le matériel et l'installation d'une pompe à chaleur air / eau représente un coût de 13 972€
Plan de financement	Une demande de subvention Dotation de Soutien à l'Investissement Local a été déposée auprès de la Préfecture de la Manche. 40% DSIL : 5589 euros 60% Autofinancement : 8 383 €
Calendrier	Fin 2021
Indicateurs d'évaluation	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique

proposés	
----------	--



Fiche action « installation d'une pompe à chaleur dans les locaux de la MAM située à Saint-Jores » Montsenelle

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	30
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	<p>Changement de la chaudière électrique de la Maison d'Assistants Maternelles sise sur la commune déléguée de SAINT-JORES, commune de MONTSENELLE par une pompe à chaleur.</p> <p>L'objectif est d'améliorer le confort des utilisateurs et surtout de réduire la consommation d'énergie de ce bâtiment actuellement très énergivore.</p> <p>Le dossier pour la réalisation des travaux est bien avancé et la mise en place pourra être réalisée avant la période de chauffe.</p> <p>L'économie induite par le changement du mode de chauffage permettrait une économie pour les dépenses de chauffage de 2 857 € par an.</p> <p>Le classement du logement permettrait de passer du classement F (405.8 kWhEP / m².an) à C (120.1 kWhEP / m².an) en termes de consommations énergétiques.</p> <p>Pour les émissions de gaz à effet de serre, ceux-ci passeraient de l'étiquette D (26.2 kg équCO2/ m².an) à l'étiquette B (6.3 kg équCO2/ m².an).</p>
Partenaires	
Coût prévisionnel	L'investissement pour le matériel et l'installation d'une pompe à chaleur air / eau représente un coût de 15 696.05 € HT.
Plan de financement	Une demande de subvention Dotation de Soutien à l'Investissement Local a été déposé auprès de la Préfecture de la Manche. 40% DSIL : 6 278 € 60% Autofinancement : 9 418 €
Calendrier	Fin 2021
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique





Fiche action « Rénovation de l'éclairage public » - Millières

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	31
Maître d'ouvrage	Commune de Millières
Description de l'action	Réfection de l'éclairage public du bourg de la Commune de Millières. Se traduisant par : <ul style="list-style-type: none">- La rénovation de 51 luminaires et 9 crosses sur poteau béton
Partenaires	SDEM50, Services de l'Etat
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none">- Montant estimatif des travaux : 45 100,00 € HT- Financement SDEM – 40 % : 18 040,00 € Participation collectivité 60 % : 27 060,00 €
Plan de financement	DETR 30% : 8 118,00 € (dossier non déposé) Autre financeur : Autofinancement : 18 942,00 €
Calendrier	Appel d'offre en 2021 Travaux : 2022 Paielement du solde fin d'année 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Consommation énergétique du territoire Facture énergétique Nombre de points lumineux rénovés



Fiche action Démarche interne de développement durable (éco-agents et éco-élus)

Orientation stratégique n°	<p>O20 : Favoriser le partage et les retours d'expérience au sein du bloc communal</p> <p>O21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités</p> <p>O23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l'innovation</p>
Action n°	32
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Depuis juin 2018, La Communauté de Communes fait partie des territoires normands labellisés « Territoires Durables 2030 ».</p> <p>A ce titre, elle bénéficie jusqu'à fin décembre 2022 de l'accompagnement technique et financier de la Région Normandie pour élaborer une stratégie globale et transversale de développement Durable qui couvre plusieurs thématiques dont notamment : la transition énergétique, la biodiversité, l'économie circulaire et la démarche interne de développement durable.</p> <p>Pour améliorer ses pratiques et devenir une collectivité exemplaire en matière de Développement Durable, la Communauté de Communes s'appuie depuis janvier 2020 sur un réseau d'éco-agents volontaires qui anime la démarche de développement durable en interne auprès des services et de l'ensemble des agents.</p> <p>Les élus ont souhaité valoriser et formaliser le rôle des éco-agents à travers des lettres de missions qui précisent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les objectifs et les missions attribuées aux éco-agents• Les moyens techniques, financiers et humains dont ils disposent tout au long de leur mission. <p>Ainsi, en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par l'ONU, les éco-agents mènent notamment des actions de sensibilisation des agents sur plusieurs thématiques : la biodiversité, les consommations d'énergie, la mobilité, les déchets, les achats durables et la cohésion sociale.</p> <p>Par ailleurs, depuis avril 2021 la collectivité s'est également dotée d'un réseau d'éco-élus (communautaires et communaux) volontaires qui travaillent de concert/ en complémentarité avec le éco-agents. Les éco-élus souhaitent</p>

	<p>davantage diffuser le développement durable auprès des communes notamment en valorisant et en partageant les bonnes pratiques qu'elles mettent en place et leurs retours d'expérience. L'idée serait de réaliser un catalogue des bonnes pratiques et éventuellement de proposer des visites de terrain pour « montrer à voir ».</p> <p>Les réseaux Eco-agents et Eco-Elus permettent de répondre, en partie, à l'orientation 21 du CRTE qui vise à « Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités ».</p>
Partenaires	Deux associations AVRIL et Les Hommes Fourmillent apportent actuellement un appui méthodologique aux éco-agents pour mener leurs actions de sensibilisation au développement durable.
Coût prévisionnel	Chaque éco-agent dispose de 8h/mois pour mener bien ses missions. Mais, il s'agit une
Plan de financement	Action existante financée à 50 % par la Région dans le cadre de TD2030
Calendrier	
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de réunions du réseau des éco-agents</p> <p>Nombre de réunions du réseau des éco-élus</p>



Fiche action « Réseau des secrétaires de mairies »

AXE 4	Pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire
Orientation stratégique n°	<p>O20 : Favoriser le partage et les retours d'expérience au sein du bloc communal</p> <p>O21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités</p> <p>O23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l'innovation</p>
Action n°	33
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Depuis juin 2018, La Communauté de Communes fait partie des territoires normands labellisés « Territoires Durables 2030 ».</p> <p>A ce titre, elle bénéficie jusqu'à fin décembre 2022 de l'accompagnement technique et financier de la Région Normandie pour élaborer une stratégie globale et transversale de développement Durable qui couvre plusieurs thématiques dont notamment : la transition énergétique, la biodiversité, l'économie circulaire et la démarche interne de développement durable.</p> <p>Pour améliorer ses pratiques et devenir une collectivité exemplaire en matière de Développement Durable, la Communauté de Communes s'appuie depuis janvier 2020 sur un réseau d'éco-agents volontaires qui anime la démarche de développement durable en interne auprès des services et de l'ensemble des agents (voir la fiche action n°50 du CRTE).</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la démarche interne et en lien avec l'orientation n°20 du CRTE, les élus ont récemment validé la création d'un réseau des secrétaires de mairies à l'échelle du territoire Côte Ouest Centre Manche.</p> <p>Le principal objectif de ce réseau des secrétaires de mairies est de permettre aux secrétaires de :</p> <ul style="list-style-type: none">• Se partager des informations, des outils méthodologiques, des bonnes pratiques mais également d'échanger sur les problématiques qu'elles rencontrent ;• Bénéficier d'un accompagnement des informations diffusées en mairie par les services de la Communauté de Communes. <p>Pour ce premier point : les modalités de mise en œuvre de ce réseau des secrétaires de mairies restent encore à définir précisément mais l'idée est de s'appuyer sur des outils de discussion et de partage de documents en ligne, existants et gratuits.</p>

	<p>Sur ce second point, l'objectif est que les secrétaires de mairies approprient les différents dispositifs de la Communauté de Communes afin de les relayer ensuite plus facilement auprès des usagers</p> <p>Plus concrètement, des temps d'information seront organisés deux fois par an, en octobre et juin (périodes plus adéquates au vu des plans de charge respectifs des secrétaires). L'ordre du jour de ces temps d'information seront définis en croisant en amont les besoins de « communication » des services de la Communauté de Communes avec les besoins d'information/d'explication des secrétaires de mairies sur les dispositifs et projets communautaires.</p> <p>En résumé, la Communauté de Communes souhaite renforcer son rôle d'animateur territorial afin de créer/renforcer une dynamique collective de partages (de savoirs, de moyens, de compétences, d'outils, de bonnes pratiques...) au sein du bloc communal.</p> <p>A terme, cette démarche pourrait aboutir sur la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation pour les achats (commandes, marchés groupés...), l'ingénierie (pour le montage des dossiers techniques et financement,).</p> <p>Globalement, l'objectif visé est une montée en compétence collective et une amélioration des pratiques des collectivités coordonnées, avec pour finalité leur exemplarité. Cette orientation est également en lien avec l'Orientations 23 qui porte aussi sur l'amélioration continue et l'exemplarité des pratiques via le partage mais aussi à travers l'expérimentation et l'innovation.</p>
Partenaires	Les 30 communes du territoire.
Coût prévisionnel	<p>Pas défini à ce jour.</p> <p>Il s'agit uniquement de temps d'agents puisque les outils d'animation du réseau devront être gratuits.</p>
Plan de financement	Pas défini à ce jour
Calendrier	
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de réunions du réseau des secrétaires de mairie organisées</p> <p>Nombre de participants aux réunions du réseau</p> <p>Outils de partage d'information et de communication mis en place</p> <p>Existence d'un schéma de mutualisation intercommunale</p>



Fiche projet « aménagement et extension du parc d'activités de la Côte Ouest situé à Créances »

AXE 1	Pour une économie attractive et durable
Orientation stratégique n°	O2 : Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises
Action n°	1
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Face au constat de la faible disponibilité foncière au regard des nombreuses demandes d'implantation d'entreprises sur la commune de Créances, le projet d'extension du Parc d'Activités de la Côte Ouest (PACO) doit se concrétiser dans des délais courts pour ne pas pénaliser des activités économiques locales en développement.</p> <p>Cette extension doit également permettre de répondre à une spécificité locale liée à l'activité maraîchère. En effet, plusieurs agriculteurs souhaitent acquérir une parcelle au sein de cette extension afin de pérenniser leur activité en la modernisant voire en la développant.</p> <p>Ce projet d'aménagement, portant sur une zone d'environ 5 ha, est inscrit dans une Opération d'Aménagement Programmée au sein du PLU.</p> <p>Une assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée dans le développement durable sera sollicitée, ou a minima un groupement de maîtrise d'œuvre prenant en compte le développement durable.</p> <p>Un cahier des charges devrait être mis en place pour que les acquéreurs s'engagent à respecter les prescriptions qualitatives en matière d'aménagement avec des objectifs de performance environnementale des bâtiments et de production d'énergies renouvelables.</p>
Partenaires	<p>Ce projet se déroulera en partenariat avec la commune de Créances, gestionnaire de la voirie et des espaces fonciers à proximité, la Région Normandie, en tant que partenaire financier et les autres concessionnaires de réseaux (collectivités ou délégataires).</p> <p>Une collaboration sera initiée avec les services de l'Etat afin d'intégrer au mieux les principes du développement durable dans ce projet.</p> <p>Des contacts seront également établis avec des représentants de la filière maraîchère afin de bien connaître les problématiques liées à cette activité agricole.</p>

Coût prévisionnel	<p>Le foncier, actuellement propriété de la commune de Créances, est en cours d'acquisition par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche au prix fixé par France Domaine soit 3 euros par m².</p> <p>A ce stade, nous ne disposons pas d'autres informations quant au coût de ce projet.</p>
Plan de financement	<p>Le plan de financement prévisionnel théorique prévoit une subvention de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Etat, au titre de la DETR, à hauteur de 45 % des dépenses éligibles ; - la Région, à hauteur de 15 % des dépenses éligibles plafonnées (à inscrire dans le prochain contrat de territoire). <p>Pour compléter ce financement, la commercialisation des parcelles génèrera des recettes suivant le prix de vente à fixer et les surfaces commercialisables. Le reste à charge sera assumé par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche.</p>
Calendrier	<p>La consultation de maîtrise d'œuvre sera lancée début novembre 2021 afin de retenir une équipe opérationnelle pour début décembre 2021 au plus tard.</p> <p>L'avant-projet d'aménagement pourrait être validé fin février 2022. Le dossier de permis d'aménager serait alors déposé au début du deuxième trimestre 2022.</p> <p>La consultation des entreprises interviendrait en mai 2022 pour un lancement des travaux fin juin 2022.</p> <p>La réception de l'opération pourrait intervenir à l'automne 2022.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Le nombre de parcelles commercialisées.</p> <p>Le nombre d'emplois créés ou pérennisés.</p> <p>Le nombre d'entreprises accueillies.</p> <p>La surface du foncier économique intercommunale.</p>

Fiche projet « Aménagement d'une bibliothèque dans un bâtiment communal » Pirou

AXE 1	Pour une économie attractive et durable
Orientation stratégique	08 Favoriser une activité culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire 013 Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement 014 - Promouvoir un habitat durable et accessible à tous 09- Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	2
Maître d'ouvrage	Commune de Pirou
Description de l'action	-Créer une médiathèque dans un bâtiment de caractère sur l'îlot ancien du centre-bourg, tout en veillant à sécuriser le site par rapport aux voies qui entourent l'îlot. -Aménager une petite aire de parking et une placette reliant la médiathèque au linéaire de maisons du centre-bourg -Rendre la Culture accessible à tous dans le cadre de la convention avec la BDP (gratuité de l'accès à la lecture) -Conforter une culture de l'accueil de proximité, école, centre de loisirs, le Parc Naturel Touristique, Château afin d'apporter une dynamique autour d'une vraie vie de village. -Accessibilité à la lecture gratuite pour tous, en lien direct avec l'école. -Lieu de rencontre intergénérationnelle (animations pluriculturelles) -Valorisation du patrimoine - une occasion pour résorber la vacance -Création de projets multiculturels in situ
Partenaires	Ateliers de l'Ourcq- Département- Latitude Manche-P.F.N.- Commune (C.O.C.M)
Coût prévisionnel	Dépenses total HT : 451 088 € Recettes/Subventions/Contrat de territoire HD : 30% soit 135 326 € DETR/DSIL 40% soit 180 435 € max pré-bilan : - 135 326 €
Plan de financement	Contrat de territoire-FIR-DETR- DRAC- DSIL- Location logements
Calendrier	Première mise en forme du livrable par les ateliers de l'Ourcq, le Vendredi 17 Septembre 2021 sous forme d'études. Projet finalisé et appels d'offres 2022. Réalisation fin 2022-2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Taux de fréquentation de la Médiathèque Nombre d'inscriptions Evolution de l'activité sur la zone du Pont (Le Parc, Le Château de Pirou, la Médiathèque, l'Ecole, la Poste, la Mairie)



Fiche projet « Itinérance des espaces France Services et des Espaces Publics Numériques »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O9 Faciliter l'accès des usagers aux services publics O10 Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	3
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Dans un souci d'harmonisation de l'offre de services à l'échelle du territoire communautaire, la COCM s'est engagée dans le déploiement du dispositif France Services. Un espace France Services a ainsi été labellisé sur chacun des trois pôles de proximité (celui de Lessay en 2020 et ceux de Périers et La Haye en 2021). Les conseillères France Services, qui ont été formées par les opérateurs nationaux partenaires, reçoivent les usagers pour les accompagner dans leurs démarches administratives (de la simple compréhension d'un document administratif à la constitution d'un dossier complexe ou à l'accomplissement d'une démarche en ligne). Le dispositif répond à un véritable besoin et devrait monter très rapidement en puissance.</p> <p>Un comité de pilotage local sera mis en place. Il sera ouvert à des représentants des usagers afin d'appréhender plus facilement le niveau de satisfaction des usagers et définir les axes de progression possibles. Il conviendrait d'envisager à moyen terme la mise en place d'un dispositif itinérant pour aller au plus près des habitants (permanences en mairie notamment)</p> <p>Dans notre société hyper connectée, l'accès aux outils numériques est indispensable pour éviter l'exclusion sociale. Lever les freins psychologiques à l'utilisation des outils numériques est un objectif essentiel. La COCM dispose de 3 Espaces Publics Numériques adossés aux espaces France Services. Les médiateurs numériques sont à la disposition des usagers qui souhaitent s'initier (informatique, téléphone, messagerie...) ou se perfectionner (ateliers thématiques). La COCM souhaiterait déployer l'itinérance des EPN pour aller, encore une fois, au plus près des habitants (cette itinérance est effective pendant la période de déclaration de revenus, mais ce serait à réfléchir de façon plus générale.) Par ailleurs, le public accueilli est aujourd'hui un public plutôt âgé. Des besoins d'activités ludiques autour des outils numériques ont été exprimés par les jeunes, notamment les adolescents.</p>

	C'est pourquoi il serait intéressant de diversifier le panel des usagers en proposant des ateliers spécifiques : activités « classiques » sur PC et tablettes numériques (photo, vidéo, musique, bureautique...), réalité virtuelle, tablettes graphiques, fabrication numérique, programmation...)
Partenaires	Région, Manche Numérique, Etat
Coût prévisionnel	Non chiffré à ce jour
Plan de financement	
Calendrier	2022 / 2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Satisfaction des usagers France Services Fréquentation des EPN



Fiche projet « Construction d'un accueil de loisirs et d'un espace jeune à Lessay »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O10 - construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	4
Maître d'ouvrage	Communauté de communes Cote Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Ce programme de construction a pour objet d'un Centre de loisirs sans Hébergement et d'un Espace Jeune sur la commune de la LESSAY (50) ; commune de 2253 habitants située au Nord de Coutances. Le site retenu pour l'implantation du projet se situe 2 rue des Ecoles Lessay 50430 sur une surface de 2330m². La Maison du Pays, Centre Social dont le périmètre d'intervention représente l'ancien territoire de la Communauté de Communes assure la gestion de l'Accueil de loisirs de Lessay. La mise en œuvre de cet accueil collectif de mineurs s'inscrit pleinement dans la dynamique sociale autour de la structure autour du « Bien vivre ensemble ».</p> <p>Les objectifs de l'accueil de loisirs agissent en faveur de :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La diversité des découvertes culturelles et sportives des enfants▪ L'épanouissement de l'enfant et le développement de ses compétences psycho-sociales▪ L'égalité des chances en matière de pratique sur le territoire▪ Le développement du lien avec les familles et le soutien à la Parentalité▪ L'engagement des enfants dans une démarche participative▪ Le développement des actions intergénérationnelles▪ La place des accueils de loisirs comme observatoire local de l'enfance et de la veille sociale▪ La lutte contre la précarité et les inégalités <p>Caractéristiques générales du projet :</p> <p>Le bâtiment devra permettre d'accueillir un effectif de 40 enfants de -6 ans et de 60 enfants de + 6ans soit 100 enfants dans le centre de loisirs et de 20 préadolescents/adolescents dans l'espace jeune ; soit un effectif total de 120 personnes.</p> <p>Les créneaux de mise en service du bâtiment seront les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Période scolaire : <p>LUNDI/MARDI/JEUDI/VENDREDI : matin, midi et soir</p>

	<p>MERCREDI : toute la journée</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vacances scolaires : <p>LUNDI/MARDI/MERCREDI/JEUDI/VENDREDI : toute la journée</p> <p>Le bâtiment pourra éventuellement ouvrir ses portes le SAMEDI pour les événements de type activités familiales (ateliers/actions familles...) et permettre aux préadolescents/adolescents d'accéder à l'espace jeunesse.</p> <p>Le bâtiment s'articulera entre les deux zones que sont le CENTRE DE LOISIRS et l'ESPACE JEUNESSE.</p> <p>De manière générale, les aménagements devront permettre une grande flexibilité d'usages et d'activités selon les besoins : bricolage, cuisine... la conception du bâtiment nécessitera une réflexion sur l'optimisation et la mutualisation des espaces.</p> <p>L'espace jeunesse devra être conçu comme le prolongement de l'espace enfance, il devra donner le sentiment d'autonomie tout en maintenant une proximité avec le bureau des animateurs. L'espace jeunesse devra de plus proposer un accès indépendant.</p> <p>A chaque âge, les espaces et les objectifs évoluent. Préserver les repères du jeune enfant, de l'enfant, et du jeune en recréant les éléments constitutifs de son univers familial et personnel contribue à instaurer un climat de confiance et de bien-être. Le mobilier choisi, l'aménagement de l'espace varieront en fonction de l'âge des enfants.</p>
Partenaires	La Communauté de Communes de Côte Ouest Centre Manche, la commune de Lessay, CAF
Coût prévisionnel	<p>Travaux compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction du bâtiment • Travaux de VRD • Travaux de démolition <p>Exclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fondations spéciales • Incidence amiante • Equipement mobilier • Branchements concessionnaires <p>Montant HT Base : 1 380 000€ Montant HT espace jeunes : 160 000 €</p> <p>Honoraires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant HT Base : 170 000€ • Montant HT espaces jeunes : 18 000€ <p>Assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant HT Base : 15 000€ • Montant HT espaces jeunes : 1 600€ <p>Sous-total montant HT base : 1 565 000 € Sous-total montant HT espace jeunes : 179 600 €</p> <p>MONTANT TOTAL HT: 1 744 600 € TVA 20%: 348 920 € MONTANT TOTAL TTC: 2 093 520 €</p>

Plan de financement	/
Calendrier	<p>Consultation de l'équipe de Maîtrise d'œuvre : 3^{ème} Trimestre 2021</p> <p>Phase Conception : du 1^{er} Trimestre 2022 au 2^{ème} Trimestre 2022</p> <p>Consultation des entreprises : 3^{ème} Trimestre 2022</p> <p>Démarrage des travaux : 4^{ème} Trimestre 2022</p> <p>Délais de réalisation : 12 mois</p> <p>Ce calendrier est prévisionnel, l'équipe de Maîtrise d'œuvre proposera un calendrier en tenant compte de l'objectif de la Maîtrise d'Ouvrage.</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de personnes accueillies



Fiche projet « Construction d'un pôle enfance jeunesse parentalité à La Haye »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O10- construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	5
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Ce programme de construction a pour objet d'accueillir les activités du Relais Assistants Maternels, le Centre de loisirs sans Hébergement, un futur accueil jeune et des animations familles sur la commune de LA HAYE (50) commune de 1 475 habitants.</p> <p>Actuellement l'accueil de loisirs de la Haye fonctionne en multisites : les 3-5 ans sont accueillis sur le site de Prétôt Sainte Suzanne (Montsenelle) et les 6/11 ans sur le site de La Haye. Les locaux ne sont plus adaptés aujourd'hui à la demande croissante d'inscriptions des familles et à l'accueil des moins de 6 ans sur le centre de loisirs et au niveau du Relais d'assistants maternels. À la suite du diagnostic participatif de territoire « Charte avec les familles », les familles se sont exprimées sur leur besoin d'avoir un accueil pour les 11/17 ans et la mise en place d'animations en familles sur le pôle de La Haye.</p> <p>C'est pourquoi la Communauté de Communes a pris la décision de construire de nouveaux locaux spécifiquement adaptés à la petite enfance- enfance, jeunesse et parentalité.</p> <p>Ce projet est encore au stade de consultation de financement et de réflexion.</p> <p>Le site retenu pour l'implantation du projet est un immeuble non bâti- cadastré 236 ZA N°61 situé dans le prolongement du pôle de santé de la Haye.</p>
Partenaires	CAF, le département de la Manche, la région Normandie, l'Etat, la Commune de la Haye
Coût prévisionnel	A définir

Plan de financement	A définir
Calendrier	Pas de construction avant 2025
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre d'enfants accueillis



Fiche projet « Rénovation du gymnase de La Haye et des vestiaires de football »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O7 : Favoriser la pratique sportive par tous O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	6
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Le sport est une composante essentielle de la politique de développement local et son impact est fort dans de très nombreux domaines. Les pratiques évoluent avec une diversification des pratiques sportives et l'apparition de nouvelles pratiques (encadrées ou non) ainsi que des nouvelles modalités de pratique d'anciens sports : féminisation, allongement de la vie sportive, pluriactivités... Face à ce contexte, la communauté de communes a défini une stratégie d'aménagement de son territoire en termes d'offre en équipements sportifs.</p> <p>La communauté de communes Côte Ouest Centre Manche souhaite réaliser des travaux sur le gymnase Louis Gamet situé sur la commune de La Haye.</p> <p>Cet équipement s'intègre dans un complexe sportif important :</p> <p>1 seconde salle de sports « Halle polyvalente Jacques Lair » - 3 courts de tennis extérieurs</p> <p>1 terrain de football synthétique - 1 terrain de football en gazon naturel</p> <p>Les travaux visent à rendre le bâtiment plus efficient en termes d'isolation, de consommation d'énergie, et de confort d'utilisation, pour optimiser son utilisation par des associations sportives. Il est également utilisé par les écoles et le collège.</p> <p>Ce gymnase communautaire est un des équipements sportifs structurants de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche. A ce titre, sa valorisation et sa modernisation sont indispensables afin de favoriser et développer les pratiques sportives.</p> <p>Aujourd'hui les déperditions énergétiques de ce bâtiment ne permettent plus d'accueillir les usagers dans des conditions correctes en période hivernale, aussi la réalisation des travaux d'isolation devient une priorité pour le maintien d'activités dans ce bâtiment.</p>

	<p>Les travaux devront prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Isolation du bâtiment • Changement de l'éclairage • Rénovation du système de chauffage • Rénovation et mise en accessibilité des sanitaires et douches des vestiaires • Mise en place de systèmes permettant des économies d'énergie • Création de vestiaires supplémentaires • Création de locaux de stockage • Réalisation des travaux de mise en accessibilité inscrits à l'Ad'AP • Réfection du sol de la salle de sport <p>Cette rénovation ou construction contribuera à un meilleur maillage du territoire en équipements sportifs de proximité, ce qui permettra de favoriser le développement de la pratique sportive et ainsi de réduire les inégalités d'accès aux services et équipements communautaires.</p> <p>En parallèle, la création de vestiaires supplémentaires pour les utilisateurs (associations et scolaires) des terrains de football, situés à côté du gymnase, sera étudiée. A ce jour, il existe seulement 2 vestiaires pour 2 terrains de football. Le club de football, dont le nombre de licenciés ne cesse d'augmenter, manque de vestiaires pour accueillir ses licenciés lors des entraînements, et pour accueillir les équipes adverses lors des compétitions. De plus, le public féminin est de plus en plus nombreux, et cela engendre un problème de mixité dans l'utilisation des vestiaires.</p> <p>La réalisation de ce projet permettrait aux usagers et licenciés d'être accueillis dans des conditions sécuritaires optimales, respectant l'intimité de chacun et permettant le développement des activités proposées.</p> <p>La gestion de cet équipement sera assurée par la Communauté de Communes. Un agent sera chargé de la gestion du planning d'utilisation. Un agent sera chargé de l'entretien quotidien et un autre agent sera chargé du suivi de l'entretien et des réparations.</p>
Partenaires	Etat (DETR/DSIL), Département (contrat de territoire), Région (FRADT/CCAT°
Coût prévisionnel	Pas de chiffrage à ce jour
Plan de financement	Pas de plan de financement à ce jour
Calendrier	Pas de calendrier à ce jour
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Facture énergétique - Satisfaction des usagers - Relevé de température - Fréquentation du gymnase - Evolution du taux d'utilisation de la salle

Fiche projet « Construction d'une piscine »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O7 Favoriser la pratique sportive par tous O10 Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	7
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Les 3 communautés de communes historiques de La Haye du Puits, de Lessay et de Sèves Taute avaient confié au bureau d'études AEMCO, avant la fusion, une étude de faisabilité pour la construction d'un bassin de natation. Ces communautés de communes ne disposent pas d'équipement aquatique structurant sur leur territoire.</p> <p>Une enquête public réalisée en 2016 fait ressortir les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les utilisateurs recherchent une pratique pour « l'entretien physique, la préservation du capital santé » (44 %) et pour « la détente, le bien-être » (24 %) - Les utilisateurs attendent des services complémentaires, comme les services de bien-être « hammam, sauna, spa... » (57 %) et d'autres activités sportives d'eau « fitness, musculation, cardio-training... » (34%) - Bassins extérieurs : les utilisateurs trouvent cela attractif mais uniquement en saison estivale pour 43 % et indispensable pour 28 % <p>Les objectifs sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - répondre à la demande des scolaires et soutenir l'apprentissage de la natation, - répondre à la demande du grand public notamment les seniors qui disposent de résidence sur le territoire. Il s'agira ainsi d'apporter des services permettant de « bien vieillir » sur le territoire en préservant sa santé par des pratiques sportives et de loisir, - accompagner le développement touristique en proposant pour la clientèle des activités ludiques et de loisirs notamment pour les enfants de 4 à 10 ans - maîtriser les coûts d'exploitation. <p>Un pré-programme a été validé le 17 juillet 2017. Cet équipement comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un bassin de nage de 5 lignes de nages de 312,5 m2, - Un bassin polyvalent intérieur de 125 m2, - Une lagune de jeux couverte, - Un bassin ludique nordique (extérieur) de 150 m2, - Un espace de remise en forme sèche avec 2 salles, - Un espace de remise en forme humide couvert avec terrasse extérieure de détente dédiée. <p>Le site d'implantation retenu est situé à Lessay, rue de Bellée (à proximité du collège).</p>

Partenaires	A identifier
Coût prévisionnel	9 528 434 € HT (estimation 2017)
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation de la piscine Nombre d'enfants concernés par des cours de natation (scolaire et extra-scolaire)



Fiche projet « carte interactive »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O4 : Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région.
Action n°	8
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Le projet</p> <p>Création et mise en place d'une carte interactive numérique accessible sur le site internet de la collectivité www.cocm.fr et sur le site du service tourisme www.tourisme-cocm.fr. La carte sera accompagnée d'un agenda des manifestations locales géolocalisables sur la carte.</p> <p>La carte interactive est une déclinaison des actions de la stratégie de développement touristique.</p> <p>Les objectifs principaux</p> <ul style="list-style-type: none">- S'adapter à l'évolution des pratiques numériques- Répondre à la demande des habitants de mieux connaître les pratiques culturelles locales et répondre à leur besoin de référencement des équipements publics mis à disposition- Permettre à chacun de repérer géographiquement les différents services, prestataires, associations et points d'intérêts du territoire- Aider les habitants à connaître et faire connaître leur territoire- Mettre en lumière et valoriser les artisans d'art, artistes et les savoir-faire locaux- Améliorer la visibilité de l'ensemble des associations du territoire, relancer leur activité et leur nombre d'adhérents- Inscrire le tourisme local dans une économie plus durable en limitant les impressions de brochures : la carte devrait, à terme, remplacer les guides papiers de l'office de tourisme- Sensibiliser les usagers aux réflexes écoresponsables en privilégiant les données en faveur du respect de l'environnement (ex : mobilité douce, aires de covoiturages etc.)- Participer à l'alimentation de l'Open Data et répondre aux obligations liées à la « LOI n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique » <p>La collecte de données et l'Open Data</p> <p>La collecte et la centralisation des jeux de données travaillés pour la carte</p>

	<p>interactive seront effectuées par la CC COCM qui s'appuiera également sur les communes du territoire et les données déjà existantes en Open Data (données publiques libres). Une partie des données récoltées, croisées et validées alimenteront à leur tour l'Open Data par le biais d'OpenStreetMap, système de cartographie numérique collaborative reconnu par le gouvernement, qui sera utilisé pour le fond de carte de la carte interactive.</p> <p>La carte interactive, un outil collaboratif</p> <p>La carte interactive sera amenée à devenir un outil de collaboration pour l'alimentation et la mise à jour des données de la CC COCM. Elle permettra un travail transversal entre différentes collectivités du territoire telles que les services de la Communauté de Communes qui participeront ensemble à l'alimentation et actualisation des données mais aussi les services communaux qui pourront faire remonter les informations et participer à la validité des données. La carte sera aussi un outil de collaboration entre la CC COCM et la population locale qui pourra alimenter la carte en Open Data via le système de cartographie numérique OpenStreetMap, et ce sans risque de « vandalisme numérique » puisque l'administrateur de la carte (agent de la CC COCM) sera libre de valider -ou non- toute donnée qui apparaîtra sur la carte.</p> <p>L'utilisation de la carte et de l'agenda</p> <p>A l'usage, la carte interactive et l'agenda en ligne serviront avant tout à la population locale (et résidents secondaires) en quête d'information, même si certains jeux de données cibleront plus particulièrement les visiteurs du territoire. Ils représenteront un moyen rapide et ergonomique d'accès aux informations pratiques de la CC COCM. L'agenda pourrait faciliter le développement de la participation aux manifestations locales alors que la carte interactive permettrait à chacun de mieux connaître les points d'intérêt, services, équipements pratiques, prestataires, artisans et associations sur le territoire.</p>
Partenaires	PNR, communes services communautaires, Région, département, acteurs et prestataires du territoire, chambres consulaires
Coût prévisionnel	29400€ HT
Plan de financement	En cours de recherche
Calendrier	Finalisation du projet en mai/juin 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Statistiques d'utilisation de la carte interactive</p> <p>Nombre de participants/ collaborateurs impliqués dans le projet</p>



Fiche projet « Schéma Directeur Cyclable »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	9
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>La communauté de communes est engagée dans une politique de mobilité durable qui a à la fois pour objectif de promouvoir une mobilité alternative à la voiture individuelle, et de permettre à tous de gagner en autonomie dans leurs déplacements.</p> <p>Depuis janvier 2020, la communauté de communes a ouvert aux habitants une plateforme de mobilité expérimentale : guichet unique, conseil en mobilité et locations solidaires de véhicules. La plateforme de mobilité est aussi un lieu de concertation et de co-construction pour développer de nouvelles solutions de mobilité et pour réfléchir à la politique de mobilité durable.</p> <p>La plateforme de mobilité, qui est le cœur de la politique publique de mobilité durable de la communauté de communes, a rapidement identifié le vélo comme l'une des priorités à traiter afin d'améliorer les mobilités sur le territoire et de proposer des alternatives à la voiture individuelle.</p> <p>Aussi, depuis le début d'année 2021, une réflexion est engagée sur le vélo avec l'ensemble des acteurs locaux intéressés par cette question : acteurs institutionnels, acteurs de l'éducation nationale, élus municipaux et communautaire, associations locales, etc. Ces groupes de travail ont conclu à la pertinence d'un schéma directeur vélo.</p> <p>Ce projet se fait en parallèle de la mise en œuvre par le Département de la Manche du plan vélo départemental dont l'ambition est de développer les axes structurants pour le vélo (notamment sur le littoral). Le schéma directeur vélo de l'EPCI est donc là pour articuler les liaisons cyclables locales à un réseau vélo structurant porté par le Département.</p> <p>Ainsi, la communauté de communes souhaite élaborer un schéma directeur vélo de façon concertée et collective avec les acteurs locaux.</p> <p>Ce schéma directeur vélo vise à répondre à plusieurs enjeux majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none">• Augmentation de la part modale du vélo et baisse de l'utilisation de la voiture individuelle. Le schéma directeur vélo devra identifier, à partir du

	<p>diagnostic, un objectif chiffré de part modale du vélo et la temporalité pour l'atteindre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diminution de l'empreinte environnementale du territoire : moindre consommation d'énergies fossiles et réduction des gaz à effet de serre ; • Amélioration de l'autonomie des personnes en difficulté : permettre à tous d'accéder à un vélo en bon état, adapté à sa pratique et à moindre coût, tout en renforçant l'économie circulaire autour du vélo (réemploi) ; • Amélioration de la santé des habitants ; • Hausse de l'attractivité du territoire notamment pour les touristes et l'accueil de nouveaux habitants • Mise en valeur du patrimoine local riche d'un point de vue écologique, culturel, naturel en veillant à la qualité paysagère, culturelle et à l'empreinte sur l'environnement des circuits vélo ; en connectant davantage les espaces de vie et les espaces remarquables et en renforçant l'axe Est-Ouest qui est le passage du littoral aux marais • Meilleure animation du territoire : renforcement des liens au sein et entre les associations, les habitants et les collectivités locales ; Renforcement des liens avec les communes, les territoires voisins, Département et la Région. • Meilleure cohérence entre les initiatives locales en matière de vélo et impulsion de nouvelles initiatives <p>Ce schéma directeur vélo devra intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un diagnostic : analyse des infrastructures déjà existantes/en projet, les pôles générateurs de déplacement, les points noirs des aménagements existants, les pratiques et habitudes des usagers ; - une cartographie du réseau cyclable souhaité qui réponde aux besoins et soit en même temps réalisable, en adéquation avec le plan vélo départemental et les schémas cyclables des territoires voisins ; - une programmation concrète des aménagements cyclables à réaliser avec une priorisation, des éléments de calendrier et une estimation des coûts ; - un plan d'actions concret pour développer la pratique du vélo, mettre en cohérence les différentes initiatives, en intégrant le « pouvoir bouger » et le « savoir bouger » pour tous.
Partenaires	<p>La communauté de communes souhaite élaborer un schéma directeur vélo de façon concertée et collective avec les acteurs locaux dont une quarantaine dont déjà partie du groupe Vélo de la Communauté de Communes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elus municipaux (a minima les maires de chaque commune) et communautaire, vice-présidents concernés par la thématique - Acteurs institutionnels : techniciens départementaux et régionaux

	<ul style="list-style-type: none"> - en charge du vélo, Latitude Manche, Parc Naturel Régional. - Le comité de pilotage veillera aussi à associer le comité Normandie cyclisme - Associations vélo locales et vendeurs/loueurs de vélo - Acteurs de l'éducation nationale : 3 collèges du territoire, - 1 école, Ministère éducation nationale, USEP... 		
Coût prévisionnel	<p>Le coût prévisionnel de l'étude d'élaboration schéma directeur vélo ou mobilités actives est de 45 000 € HT</p> <p>Recrutement d'un bureau d'études chargé de toute l'élaboration du schéma directeur vélo avec les compétences attendues suivantes : cartographie, expertise technique forte en aménagement cyclable, approche patrimoniale, animation de réunion, expérience de la concertation et capacité à fédérer les acteurs autour d'une vision commune, qualités rédactionnelles, capacités de synthèse et de pédagogie.</p> <p>Frais prévisionnels de sous-traitance pour la communication : 416 € HT</p> <p>Montant global : 45 416 € HT</p>		
Plan de financement	<p><u>Plan de financement :</u></p> <p>Une aide financière a été sollicitée auprès de l'ADEME dans le cadre de l'Appel A Projet A Vélo 2. La candidature de la Communauté de Communes a été retenue avec un montant d'aide à hauteur de 60% soit</p> <ul style="list-style-type: none"> - Montant du financement ADEME : 27 250 € HT - Autofinancement COCM : 18 166 € HT 		
Calendrier	2021	<p>Création du groupe de travail Vélo</p> <p>Rédaction du cahier des charges en co-construction avec le groupe Vélo.</p> <p>Lancement de la consultation en septembre/octobre 2021 pour retenir un bureau d'études.</p> <p>Mise en place de la gouvernance du schéma directeur vélo</p>	
	2022	<p>Elaboration du schéma directeur vélo par un bureau d'études prestataire, avec des éléments de conseils pour la mise en place effective du schéma dans les années suivant sa validation.</p> <p>Communication et sensibilisation vélo tout au long du projet.</p>	
	2023	<p>Validation par le conseil communautaire du schéma directeur vélo et des modalités de réalisation effective.</p> <p>Valorisation du schéma directeur vélo</p>	

		Réalisation effective du schéma directeur vélo, mise en place des actions (hors financement Avélo2)	
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Part modale du vélo • Nombre de km de pistes cyclables 		



Fiche projet « Etude pour l'aménagement des locaux du pôle communautaire dédié aux politiques publiques et du centre social »

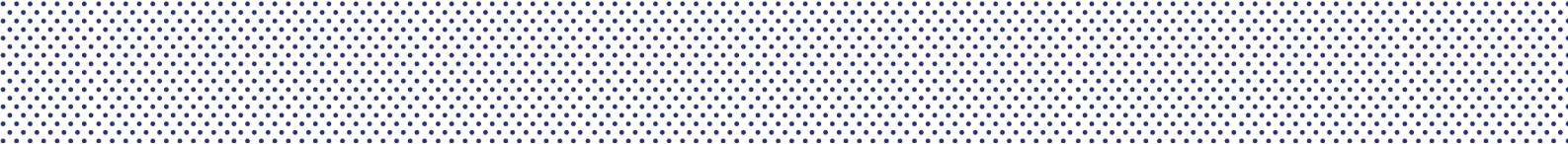
AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	10
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Ancien siège de la Communauté de Communes du Canton de Lessay, les locaux, situés 11 place Saint-Cloud à Lessay, accueillent le pôle communautaire dédié aux « politiques publiques », l'office de tourisme et le centre social, géré par l'association « La Maison du Pays de Lessay », soit environ 20 agents communautaires et 20 employés de l'association.</p> <p>Ces locaux ont été très partiellement rénovés en 2014 et ne sont plus adaptés (accessibilité, isolation, organisation des espaces) ni aux besoins des services communautaires, profondément modifiés depuis la création de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche en janvier 2017, ni à ceux de la Maison du Pays de Lessay, gérant par ailleurs un espace public numérique et un lieu d'accueil France Services.</p> <p>De plus, une ancienne maison d'habitation mitoyenne au pôle communautaire, faisant actuellement office de lieu de stockage, nécessite d'être aménagée en conséquence.</p> <p>En parallèle, l'office de tourisme communautaire est en cours de transformation afin de mieux répondre aux attentes des touristes et des habitants du territoire.</p> <p>Une étude doit donc permettre d'analyser les besoins actuels et futurs de la Communauté de Communes et de l'association en les confrontant aux espaces disponibles (locaux, espaces de stationnement, espaces verts) afin de définir un programme qui servira ensuite à la sélection d'une équipe de maîtrise d'œuvre.</p>
Partenaires	<p>Cette étude sera menée en transversalité au sein de la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche en associant tous les services concernés.</p> <p>Une collaboration étroite sera initiée avec la Maison du Pays de Lessay, en attente de locaux plus adaptés, pour bien identifier les besoins de la structure</p>

	<p>en lien avec ses différents champs d’actions.</p> <p>La définition précise des besoins débutera après le recrutement d’un assistant à maîtrise d’ouvrage – programmiste, chargé de mener à bien cette étude.</p>
Coût prévisionnel	En première estimation, le coût de cette étude peut être évalué à 25 000 euros HT pour l’ensemble de la mission.
Plan de financement	Suivant les conclusions de cette étude, différents partenaires financiers seront sollicités : Etat, Région, Département, CAF, MSA.
Calendrier	<p>La consultation pour le recrutement d’un cabinet de conseil se déroulera dans le courant du mois de novembre.</p> <p>La restitution de l’étude pourrait intervenir à la fin du premier trimestre 2022.</p>
Indicateurs d’évaluation proposés	Existence d’un programme de travaux pour les locaux du pôle communautaire



Fiche projet « Création d'un espace de coworking et d'une maison des jeunes » La Haye

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O13 Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O5 La transition énergétique comme levier de développement économique O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O2 Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises
Action n°	11
Maître d'ouvrage	Commune de la Haye
Description de l'action	<p>Création d'un poumon vert en plein centre-ville avec l'acquisition d'une maison d'habitation et de dépendances, le tout situé sur un terrain de plus de 6.000 m². Le projet consiste en l'aménagement d'un lieu partagé pour accueillir un espace vert pouvant être à la fois un jardin public avec étang mais aussi un lieu dédié à la lecture en extérieur avec la proximité de la médiathèque.</p> <p>Le but est aussi de permettre aux randonneurs, aux cyclistes, aux touristes de profiter d'un lieu agréable, de détente, de verdure.</p> <p>Cet espace extérieur, qui se veut être un espace de convivialité, pourrait aussi accueillir les salariés sur leur temps de repas mais aussi les touristes qui viennent au marché hebdomadaire.</p> <p>Les bâtiments existants pourraient être rénovés en partie en logements, mais aussi pour l'accueil de séminaires d'entreprises, en espaces de co-working.</p> <p>Ce projet répond à des objectifs de développement durable, de transition écologique et énergétique. Le but recherché est aussi de renforcer l'attractivité territoriale, de conforter le lien social avec l'accueil de différents publics mais aussi de conforter l'activité économique en proposant de nouveaux espaces de travail copartagés.</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	Entre 1 et 1,5 million d'euros
Plan de financement	A définir
Calendrier	2023 à 2025
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation du lieu A définir en fonction de la précision du projet (espace vert, coworking etc.)





Fiche projet « Création d'une piste BMX à La Haye en lien avec une piste cyclable et d'un terrain d'initiation aux sports des engins à roulettes sur la commune de Créances »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	07 favoriser la pratique sportive pour tous 013 planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	12
Maître d'ouvrage	Commune de la Haye
Description de l'action	<p>Le projet englobe :</p> <ul style="list-style-type: none">- La création d'une piste de BMX en lien avec une piste cyclable- La création d'un parking éco responsable végétalisé afin de réduire l'empreinte carbone. Ce parking est destiné à accueillir les participants et leur matériel aux compétitions officielles. En dehors des compétitions, cet endroit serait réservé à l'apprentissage du vélo pour les plus jeunes à travers la mise en place d'équipements amovibles (matérialisation d'un circuit avec plots pour apprendre le code de la route en vélo avec la gendarmerie ou la sécurité routière comme cela se faisait, il y a quelques années dans les cours d'école.- La création de tribunes naturelles et non en dur pour accueillir des compétitions à vocation départementales et régionales. Ces tribunes seront naturelles à plusieurs marches pour accueillir le public lors des compétitions, ainsi limiter les vis à vis des habitations voisines (le long de la dernière ligne droite) et aussi permettre aux accompagnateurs (familles) de suivre les séances d'entraînement.- La protection des maisons d'habitation environnantes avec la création d'une double haie dans une logique de développement durable- La piste de BMX serait équipée d'un éclairage en Leeds (respect d'une consommation maîtrisée et durable de l'énergie) afin d'optimiser le temps d'utilisation de cette piste en hiver et en soirée pendant l'été.- Cette piste respecte un cahier des charges en se conformant aux normes de la fédération de BMX afin de pouvoir être homologuée <p>Peu de constructions si ce n'est les locaux du club, un local pour le rangement du matériel, un bloc sanitaire pour visiteurs et un bungalow secrétariat pour les compétitions. Tous ces équipements seront situés sous la butte de départ culminant à 5 m afin de réduire au maximum l'impact des</p>

	<p>constructions sur l'environnement ambiant.</p> <p>Seuls les virages de la piste seront réalisés en enrobés afin de réduire les détériorations en cas de fortes pluies. Importance du drainage pour permettre l'infiltration à la parcelle. La piste en elle-même est réalisée en matériaux drainant.</p> <p>Actuellement, il existe un club d'une cinquantaine de jeunes qui pratiquent ce sport sur une petite piste privée. Face à l'impossibilité d'agrandir cette piste privée pour accepter plus de licenciés, il est urgent de réaliser cette piste communale et publique afin d'accueillir un panel plus important d'utilisateurs.</p> <p>La création d'un circuit d'initiation « Pump Track » sur la commune de Créances (La maîtrise d'ouvrage pour ce projet sera déléguée à la commune de la HAYE)</p> <p>Cette piste de BXM serait reliée au centre-ville par une voie douce réservée aux piétons et aux vélos</p> <p>Ce projet se veut être en cohérence avec les politiques publiques en matière de développement durable.</p> <p>Il doit permettre le développement du sport à travers le vélo mais aussi d'allier la notion de santé avec la pratique d'un sport non motorisé. La pratique du vélo permet aussi de développer auprès d'un public de jeunes la notion de mobilité autre que l'utilisation de l'automobile. Ce sport, accessible à différents publics jeunes et moins jeunes, contribue à conforter le lien social. Ce projet se veut également vecteur de développement du centre bourg de la commune nouvelle.</p> <p>Le projet de la commune de Créances est de permettre l'apprentissage de tous les engins à deux roues et en acquérir l'usage (vélo, VTT, Trottinettes, BMX, Rollers et skates)</p> <p>Ce projet co-construit par les deux communes permettra à terme d'irriguer une grande partie du territoire de la COCM.</p> <p>Ce projet des deux communes vise à terme à développer une offre d'activités culturelles et récréatives adaptée à notre territoire. La pratique du BMX et de façon générale l'ensemble des sports à roulettes est un vecteur de lien social et favorise la mise en réseau des habitants et équipements. Ces infrastructures vont contribuer au développement économique du territoire et s'adresse à l'ensemble de la population. Cela va aussi contribuer les liens inter territoriaux et mutualiser les moyens</p>
Coût prévisionnel	<p>800.000,00 € pour le projet de la commune de La Haye</p> <p>300.000,00 € pour le projet de la commune de Créances</p> <p>Soit un total de 1.100.00,00 €</p>
Plan de financement	<p>Fonds européens (leader) en cours d'instruction</p> <p>Demande de DETR lorsque le contrat de maîtrise d'œuvre sera finalisé début 2022</p>
Calendrier	2022-2023

Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de licenciés Nouvelles activités sportives du territoire Nombre de compétitions officielles (départementales et régionales) Retombées économiques sur le commerce locale Création d'un ou deux emplois comme entraîneur et éducateurs sportifs
--------------------------------------	---



Fiche projet « Requalification de l'ancien cinéma en salle multiculturelle » à Périers

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O8 : Favoriser une action culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	13
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>La ville de Périers souhaite construire une nouvelle salle de spectacles.</p> <p>La précédente salle de spectacles a été démolie en 2008 du fait de son état de dégradation avancé, et le cinéma de Périers, bâtiment privé mais emblématique est devenu obsolète ; et le coût de sa rénovation est dissuasif au regard du résultat escompté. Une étude de faisabilité a donc été réalisée pour la conception d'une nouvelle salle de spectacles, en lieu et place de l'actuel cinéma.</p> <p>La municipalité de Périers, en lien avec le territoire (25 650 habitants concernés), envisage un équipement polyvalent :</p> <ul style="list-style-type: none">- Polyvalence quant aux activités susceptibles d'être accueillies (spectacles vivants, concerts, conférences, cinéma, séminaires, etc...),- Polyvalence quant aux types d'utilisateurs des locaux (associations, professionnels du spectacle vivant, personnes privées, etc...). <p>La ville entend également bénéficier d'un équipement qui, dans sa conception, témoigne d'une certaine souplesse de manière à s'adapter aux jauges variables de public tout en garantissant les conditions optimales de sécurité.</p> <p>Par ailleurs, la ville s'engage dans la construction d'un équipement qui témoigne de ses préoccupations environnementales et de la maîtrise des coûts, notamment énergétiques.</p> <p>Les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Recevoir 200 personnes dans la salle de spectacles,- Augmenter l'offre culturelle,- Dynamiser la ville et le territoire,- Permettre aux associations de réaliser leurs activités dans les conditions de sécurité et de convivialité plus adéquates,

	<p>Etat d'avancement du projet : une étude de faisabilité a été réalisée par le cabinet Hexacom en 2019, qui est favorable à la création d'un cinéma à Périers.</p> <p>L'Etablissement Public foncier de Normandie a réalisé en 2017 une étude de faisabilité qui a permis à la commune de se prononcer sur le principe d'une démolition suivie d'une construction neuve.</p> <p>L'EPFN réalise actuellement une étude flash qui va se traduire par la remise à la commune d'une programmation et d'une estimation financière détaillée permettant de recruter la maîtrise d'œuvre avant la fin de l'année 2021.</p> <p>La commune devrait acquérir l'ensemble immobilier avant la fin de l'année 2021.</p> <p>Enfin, la commune étant lauréate de l'appel à projet « fonds friches » lancé par l'Etat dans le cadre du plan de relance, elle s'est engagée dans ce cadre à respecter les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un engagement de toutes les dépenses éligibles avant le 15 décembre 2022- Avoir dépensé au moins 50% du montant du projet en septembre 2023- Avoir soldé les dépenses pour décembre 2024 <p>Le démarrage des travaux de construction est prévu courant 2022.</p>																									
Partenaires	<ul style="list-style-type: none">- L'Etat (le projet est inscrit au plan de relance/ la commune est lauréate de l'appel à projet « fonds friches »- L'EPFN (étude flash en cours)- le CNC- le Département (ce projet devrait être inscrit au prochain CPS)- la Région et la communauté de communes côte ouest centre Manche (ce projet devrait être inscrit au prochain contrat de territoire qui démarrera en 2023)																									
Coût prévisionnel	1 731 100 € HT, soit 2 077 320 € TTC																									
Plan de financement	<table><tr><th>Postes de dépenses</th><th>Montant HT</th><th>Financement</th><th>Montant HT</th><th>Taux</th></tr><tr><td>ETUDE FAISABILITE EPF</td><td>60 000</td><td>FOND FRICHES</td><td>480 055</td><td></td></tr><tr><td>ACQUISITION (portage EPF puis remboursement)</td><td>107 500</td><td>EPF- ETUDE DE FAISABILITE</td><td>17 500</td><td></td></tr><tr><td>DEMOLITION (maîtrise d'ouvrage EPF- prise en charge 20% commune</td><td>60 000</td><td>REGION- ETUDE DE FAISABILITE</td><td>22 500</td><td></td></tr><tr><td>MAITRISE</td><td>144 000</td><td>ETAT- DETR</td><td>300 000</td><td></td></tr></table>	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux	ETUDE FAISABILITE EPF	60 000	FOND FRICHES	480 055		ACQUISITION (portage EPF puis remboursement)	107 500	EPF- ETUDE DE FAISABILITE	17 500		DEMOLITION (maîtrise d'ouvrage EPF- prise en charge 20% commune	60 000	REGION- ETUDE DE FAISABILITE	22 500		MAITRISE	144 000	ETAT- DETR	300 000	
Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux																						
ETUDE FAISABILITE EPF	60 000	FOND FRICHES	480 055																							
ACQUISITION (portage EPF puis remboursement)	107 500	EPF- ETUDE DE FAISABILITE	17 500																							
DEMOLITION (maîtrise d'ouvrage EPF- prise en charge 20% commune	60 000	REGION- ETUDE DE FAISABILITE	22 500																							
MAITRISE	144 000	ETAT- DETR	300 000																							

	DOEUVRE CONSTRUCTION- 12%		(catégorie 5 : opération structurante)		
	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	1 200 000	CPS- DEPARTEMEN T	200 000	
	ALEAS TRAVAUX-5%	69 600	REGION- CRTE- 2023-	200 000	
	MISSION SPS	5 000	CENTRE NATIONAL CINEMATOGR APHIQUE (CNC)	50 000	
	CONTRÔLE TECHNIQUE	5 000	TOTAL SUBVENTION	1 270 055	
	ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE	10 000	AUTOFINANCE MENT OU EMPRUNT	451 445	
	ETUDES DIVERSES (ACOUSTIQUE...)	20 000			
	EQUIPEMENTS SCENIQUES	50 000			
	Total	1 721 500	Total	1 721 500	
Calendrier	Etudes en 2021 Travaux : démarrage en 2022 pour se terminer en 2024.				
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation de la salle Nombre de spectacles				



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Réhabilitation de la Place du Fairage et création d'un espace multimodal à Périers »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	14
Maître d'ouvrage	Commune de Périers et communauté de communes Côte Ouest Centre Manche (pour l'aménagement de station multimodale, compétence intercommunale)
Description de l'action	<p>Une ingénierie paysagère sera grandement nécessaire pour ce projet d'ambition : il s'agirait de désimperméabiliser le sol de la place du Fairage, actuellement en très mauvais état, pour en faire du stationnement écologique, perméable, autour des centres de vie de nos jeunes.</p> <p>En effet, la place du Fairage dessert deux équipements majeurs pour la jeunesse prisiaise : le pôle communautaire qui comprend un espace dédié à la jeunesse, un centre de loisirs, une ludothèque ... et le collège, qui a fait l'objet d'un bel investissement du conseil départemental en 2009.</p> <p>Ce collège, le plus récent du département, est une très belle réalisation architecturale mais l'environnement dégradé de la place qui l'entoure ne valorise pas cet ouvrage de qualité.</p> <p>Réhabiliter écologiquement cette place qui sert principalement de parking, c'est agir doublement pour la jeunesse : à court, et à long terme.</p> <p>De plus, il est envisagé d'acquérir à l'euro symbolique le bâtiment qui se situe entre la parcelle du collège et la route de Saint-Lô, tel que proposé par le propriétaire (ce bâtiment tombe en ruines) ; et le démolir pour laisser place à une station multimodale proposant le rechargement des véhicules électriques, à hydrogène, ainsi qu'une aire de co-voiturage et de stationnement des vélos et des bus scolaires (compétence intercommunale).</p>
Partenaires	<p>Co pilotage du projet avec la communauté de communes Côte ouest centre Manche</p> <p>Le CAUE sera associé au projet</p> <p>Ingénierie nécessaire pour recruter l'équipe de maitrise d'œuvre compétence sur le multimodal, et l'ingénierie paysagère.</p> <p>La Région (contrat de territoire)</p>

	L'Etat Le Département (contrat de pôle de services)				
Coût prévisionnel	1 720 000 € HT				
Plan de financement	Budget prévisionnel				
	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
	Travaux	1 500 000	ETAT DETR	100 000	5.81%
	SPS/ Etudes	20 000	DEPARTEMENT CPS	200 000	11.62%
	Moe	150 000	REGION (contrat de territoire)	200 000	11.62%
	Aléas	50 000	Autofinancement commune/comm unauté de communes	1 220 000	70.93%
	Total	1 720 000	Total	1 720 000	
Calendrier	Maitrise d'œuvre et études en 2023 Travaux en 2024/2025.				
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de places de stationnement - Nombre de stationnement vélos - Nombre de place de co-voiturage - Surface désimperméabilisée 				



Fiche projet « Création d'une aire de jeux inclusive pour les jeunes enfants et d'un city-stade à Vesly »

AXE 2	Pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité
Orientation stratégique n°	O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	15
Maître d'ouvrage	Commune de Vesly
Description de l'action	<p>La commune de Vesly envisage la création :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un city-stade,- d'une aire de jeux inclusive pour les enfants âgés de 0 à 6 ans. <p>Le projet serait situé derrière la mairie, matérialisé sur la parcelle communale cadastrée AT 180. Celui-ci sera aménagé en plein cœur du bourg, à proximité immédiate de l'école élémentaire accueillant aujourd'hui 87 élèves, du terrain de pétanque déjà existant, des deux parkings de stationnement ainsi qu'à quelques mètres du multi commerce.</p> <p>Le city-stade permettrait de pratiquer différents sports (foot, hand, basket, course..) dans des conditions optimales de sécurité, grâce à sa structure mais aussi à sa localisation.</p> <p>Aussi, afin de compléter le dispositif, il est envisagé d'installer une aire de jeux inclusive, sécurisée par une clôture, permettant aux enfants de 0 à 6 ans, sous la surveillance de leurs parents, des assistantes maternelles (6 à ce jour) ou encore des animateurs de la garderie, de développer leur motricité.</p> <p>La réalisation de ce projet permettrait :</p> <ul style="list-style-type: none">- de répondre aux demandes des familles domiciliées sur la commune pour occuper les enfants et les jeunes de la commune,- de renforcer l'attractivité de la commune de Vesly par ce nouveau service pour attirer l'installation de nouvelles familles et par conséquent apporter une clientèle supplémentaire au multi commerce,

	<ul style="list-style-type: none"> - d'offrir un équipement sportif aux jeunes de la commune notamment les week-ends ainsi que pendant les vacances scolaires, - aux habitants de disposer un espace de vie sociale qui leur permettra de s'y retrouver pour pratiquer des activités sportives, échanger et émerger des projets d'habitants, - de mettre en place des activités, des projets, des temps d'animations à destination des enfants, jeunes, adultes, familles, seniors sur des mercredis, pendant les vacances scolaires animés par l'équipe du Centre Social La Maison du Pays de Lessay - de mettre à disposition cet équipement sportif aux élèves fréquentant l'école élémentaire, située à proximité du projet, dans le cadre de leurs activités sportives grâce à la piste de course et les jeux collectifs de ballons, - de permettre au Club de football communal et éventuellement aux enfants inscrits à la Jeunesse de l'Ay, association sportive, permettant à 19 enfants de Vesly mais aussi du territoire, la pratique du football quand les conditions climatiques ne leur permettent pas de s'entraîner sur le terrain de foot officiel, - d'offrir un lieu intergénérationnel permettant de renforcer les liens familiaux, - de représenter pour la population un lieu où pourra être organisé des événements locaux, un lieu vecteur de communication. 				
Partenaires	Etat – DETR - Conseil départemental de la Manche – FIR				
Coût prévisionnel	125 000 euros H.T.				
Plan de financement	Création de l'aire de jeux inclusive				
	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
	Terrassement + 5 Jeux extérieurs + sol de type EPDM +clôture + portillon + 2 bancs	35 000 €	ETAT – DETR	7 000 €	20%
			Conseil départemental – FIR	17 500 €	50%
			Commune	10 500 €	30%
	TOTAL	35 000 €		35 000 €	100%
	Création du city-stade				
	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
	Terrassement + installations de la structure	90 000 €	ETAT – DETR	18 000 €	20%
			Conseil départemental – FIR	36 000 €	40%

	city-stade + 1 table de pique-nique PMR + 2 bancs		Commune	36 000 €	40%
	TOTAL	90 000 €		90 000 €	100 %
Calendrier	2021 : Recherches de financements pour accompagner la commune dans son projet Définition du projet en fonction des soutiens financiers afin de préparer un cahier des charges permettant de finaliser le coût financier. 2022 : Consultation et installation définitive de ces équipements.				
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation de l'aire de jeux Mesure de la satisfaction des habitants et des professeurs d'école				



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation de l'éclairage des terrains de football de la Haye et Périers »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O7 Favoriser la pratique sportive par tous O10 Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants O13 Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	16
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>Le sport est une composante essentielle de la politique de développement local et son impact est fort dans de très nombreux domaines. Les pratiques évoluent avec une diversification des pratiques sportives et l'apparition de nouvelles pratiques (encadrées ou non) ainsi que des nouvelles modalités de pratique d'anciens sports : féminisation, allongement de la vie sportive, pluriactivités... Face à ce contexte, la communauté de communes a défini une stratégie d'aménagement de son territoire en termes d'offre en équipements sportifs.</p> <p>La communauté de communes est gestionnaire de 6 terrains de football. 4 terrains en gazon naturel situés à Périers. 2 terrains, dont 1 en gazon synthétique, situés à La Haye. Sur le pôle de Périers, 1 terrain dispose d'un éclairage. Actuellement, cet éclairage n'est pas homologué pour accueillir des compétitions.</p> <p>Sur le pôle de La Haye, le terrain en gazon synthétique dispose d'un éclairage. Celui-ci est homologué pour les compétitions, et est soumis à des contrôles réguliers par le District de Football.</p> <p>A ce jour, les 2 dispositifs d'éclairage sont vieillissants. Sur le terrain de Périers, nous devons intervenir régulièrement pour des réparations.</p> <p>La communauté de communes Côte Ouest Centre Manche souhaite remplacer les éclairages des terrains de football de La Haye et Périers par des projecteurs LED. Ces projecteurs contribueront à la réalisation d'économie d'énergie, et apporteront un confort d'utilisation pour les pratiquants.</p>
Partenaires	Fédération Française de Football (dispositif FAFA) / autres financeurs à identifier
Coût prévisionnel	95 833 € HT – 115 000 € TTC

Plan de financement	Pas de plan de financement à ce jour
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Satisfaction des usagers



Fiche projet « Valorisation du parc Tollemer à Périers »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	<p>O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire</p> <p>O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement</p> <p>O18 : Anticiper l'adaptation du territoire au dérèglement climatique et préparer la relocalisation de certains équipements, biens et activités.</p>
Action n°	17
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>Le projet consiste à rendre plus attractif le Parc Tollemer, actuellement sous fréquenté et peu visité.</p> <p>Ayant peu d'ingénierie en interne pour mener un projet de Parc dans la commune, la municipalité a sollicité un accompagnement du CAUE pour ce projet.</p> <p>Une rencontre a déjà eu lieu, Mesdames Langevin et Groznykh nous accompagnent sur ce projet.</p> <p>Une consultation d'accord cadre de maîtrise d'œuvre est actuellement en cours, incluant des paysagistes et des architectes, avec une composante animation. Ils pourront nous proposer des concertations avec les habitants, dans l'esprit « Laverie à idées » qui avait été réalisée sur la commune dans le cadre de l'AMI centre bourg.</p> <p>Cet accord-cadre nous permettra d'obtenir différents projets pour dynamiser le parc Tollemer, lui redonner vie par une fréquentation accrue des habitants. Pour cela de nombreuses idées pourront être chiffrées, et planifiées, et la commune sera libre, par la signature de bons de commande, de concrétiser les projets qui lui tiennent à cœur. Parmi les projets qui seront proposés, la végétalisation du Parking du centre civique sera un impératif.</p> <p>En effet, la commune de Périers souhaite s'investir dans l'objectif de « zéro artificialisation nette » et rendre à la terre des zones actuellement imperméables.</p> <p>C'est le cas avec ce projet de « désimperméabilisation » du parking du centre civique. Il s'agit de rendre à la terre 2000m² de parking actuellement en bi-couche, par la pose d'une solution perméable.</p> <p>La végétalisation de ce parking, par sa continuité géographique avec le parc Tollemer permettra également de visuellement étendre le parc Tollemer, et inciter les prisais à une petite balade dans celui-ci.</p>

	<p><i>Ce projet s'inscrit dans la démarche de revitalisation urbaine, tout en tenant compte des enjeux du développement durable.</i></p> <p><i>L'idée est de donner à chaque prisais l'occasion de bénéficier d'une parenthèse végétale, que ce parc devienne un lieu de passage, un chemin que l'on favorise lors des déplacements dans la ville.</i></p> <p><i>Donner la main à une équipe avec un volet animation aura pour objectif de laisser toutes les possibilités ouvertes, en en faisant, pourquoi pas, un espace culturel (avec des expositions artistiques à ciel ouvert) ou bien en créant un jardin d'enfants audacieux.</i></p> <p><i>Bien sûr, les éléments présents dans le parc seront mis en exergue, les arbres présents en nombre, l'eau avec la délicatesse du passage de la Hollerote, les murs qui créent des espaces.</i></p>				
Partenaires	<p>Le CAUE</p> <p>Le PNR des Marais du Cotentin et du Bessin, par le biais de « Ma commune en Transition » qui finance à hauteur de 10 000 € le projet de désimperméabilisation du parc Tollemer.</p> <p>Le Département (prochain contrat de pôle de services)</p> <p>La Région (contrat de territoire)</p> <p>L'Etat (CRTE)</p>				
Coût prévisionnel	600 000 € HT				
Plan de financement	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
	Végétalisation du Parking	150 000	PNR	10 000	6.66%
	Champ libre laissé à la MOe	350 000	DEPARTEMENT CPS (estimation)	120 000	20%
			ETAT- DSIL ou DETR (estimation)	120 000	20%
			REGION (contrat de territoire signé)	80 000	13.33%
			Autofinancement commune	270 000	45%
	Total	600 000	Total	600 000	
Calendrier	Concertation des habitants et études en 2022 et travaux en fin 2022/2023.				
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Fréquentation du parc</p> <p>Surface désimperméabilisée</p>				



Fiche projet « Requalification d'un îlot de la Reconstruction (voie de desserte AK 136) à Périers »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	18
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>La communauté de communes Sèves-Taute, la commune de Périers, l'Etat, la Caisse des Dépôts, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ont signé le 16 décembre 2016 une convention de revitalisation du centre-bourg de Périers valant OPAH-RU.</p> <p>Cette convention prévoit la mise en place d'une OPAH dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche qui a succédé le 1^{er} janvier 2017 à l'ancienne communauté de communes Sèves-Taute. Le suivi-animation de cette OPAH a été confiée le 16 octobre 2017 à l'opérateur Habitat SOLIHA et au cabinet d'architecture ARCHIVIOLETTE.</p> <p>Un des volets de l'OPAH concerne la requalification de cinq cœurs d'îlots datant de la Reconstruction.</p> <p>L'analyse du territoire a mis en évidence la nécessité de traiter de façon privilégiée les cœurs d'îlots.</p> <p>Aussi, une action spécifique agissant en complément de la requalification du bâti et visant le traitement des cœurs d'îlots de la Reconstruction permettrait d'enclencher un véritable processus de redynamisation du centre-ville.</p> <p>En effet, les cœurs d'îlots de la Reconstruction se sont déqualifiés au fil du temps. Les constats issus du repérage mené en 2016 montrent en effet une dévalorisation de ces espaces extérieurs due en partie à :</p> <ul style="list-style-type: none">- un mauvais entretien de la voirie privée desservant le cœur de l'îlot dont la partie roulante ne dispose pas d'un revêtement adapté- un stationnement sommaire dans ces voies de desserte- des façades arrière nécessitant un ravalement- une absence de sécurisation de la voie de desserte (éclairage nocturne, barrières...),- des annexes vétustes en bordure de voie <p>Pour remédier à cet état de fait, SOLIHA et l'Archiviolette ont entamé un travail de</p>

	<p>relevé et de concertation sur un premier ilot, formé par les rues de Saint-Lô, du Marquis de Pienne et la place du Général de Gaulle. La voie de desserte interne à cet ilot est cadastrée AK 136. A ce jour, 21 copropriétaires de cette voie ont été identifiés.</p> <p>Deux réunions de diagnostic ont été organisées les 05 juin et 25 septembre 2018.</p> <p>A l'issue de ces réunions, il est apparu nécessaire d'engager une réflexion sur la mise en œuvre d'une convention d'ilot engageant les copropriétaires de la parcelle AK 136 et la commune de Périers.</p> <p>L'objectif serait la reprise dans le domaine public de la voie de desserte, reprise qui serait accompagnée de travaux de réfection de la voie (enrobé, éclairage public etc...).</p> <p>En contrepartie de la rétrocession de cette voie à la commune, chaque copropriétaire se verrait dans l'obligation de réaliser des travaux d'embellissement des parties adjacentes à la voie de desserte dont ils restent propriétaires. Ces travaux (mise en peinture des murs de clôture, remplacement des portes de garage, reprise de maçonnerie) ont été définis et chiffrés. Il est à noter que les propriétaires concernés pourraient dans ce cadre bénéficier de l'aide au ravalement de façade octroyée dans le cadre de l'OPAH.</p>																														
Partenaires	La communauté de communes/ signataire de la convention OPAH L'ANAH concernant l'aide aux particuliers pour les travaux d'embellissement notamment le ravalement de façade																														
Coût prévisionnel	88 000 € HT																														
Plan de financement	<table><tr><th colspan="5">Budget prévisionnel</th></tr><tr><th>Postes de dépenses</th><th>Montant HT</th><th>Financement</th><th>Montant HT</th><th>Taux</th></tr><tr><td>Réfection de la voirie</td><td>40 000</td><td>ETAT DETR</td><td>17 600</td><td>20%</td></tr><tr><td>Eclairage public</td><td>40 000</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Etude de maîtrise d'œuvre</td><td>8 000</td><td>AUTOFINANCEMENT COMMUNE</td><td>70 400</td><td>80%</td></tr><tr><td>Total</td><td>88 000</td><td>Total</td><td>88 000</td><td></td></tr></table>	Budget prévisionnel					Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux	Réfection de la voirie	40 000	ETAT DETR	17 600	20%	Eclairage public	40 000				Etude de maîtrise d'œuvre	8 000	AUTOFINANCEMENT COMMUNE	70 400	80%	Total	88 000	Total	88 000	
Budget prévisionnel																															
Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux																											
Réfection de la voirie	40 000	ETAT DETR	17 600	20%																											
Eclairage public	40 000																														
Etude de maîtrise d'œuvre	8 000	AUTOFINANCEMENT COMMUNE	70 400	80%																											
Total	88 000	Total	88 000																												
Calendrier	Signature des conventions avec l'ensemble des propriétaires et signature de l'acte de rétrocession de la voirie dans le domaine public en 2022 Travaux en 2022/2023																														
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de logements requalifiés																														



Fiche projet « Réhabilitation de logements vacants à Périers »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	19
Maître d'ouvrage	Commune de Périers
Description de l'action	<p>La grande idée de ce projet, est d'inviter les familles en centre-ville plutôt que de les laisser construire dans des lotissements périphériques, tout en rajeunissant les bâtiments et la population du centre-ville.</p> <p>Ce projet naît d'un double constat :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>L'opération de réhabilitation d'un immeuble de la rue de la Gare, inclut dans le projet TEPCV a été un succès.</u> Parti d'un immeuble communal à l'abandon (ancienne trésorerie puis local mis à disposition de la croix rouge, vide depuis de nombreuses années), 3 logements ont été réalisés et ont été mis en location très facilement. La demande pour du logement de qualité est donc bien présente.- <u>L'OPAH-ru, naît de l'AMI Centre Bourg est un succès de réhabilitation des logements du centre-ville, notamment en termes de rénovation énergétique.</u> Cependant, les aides semblent majoritairement demandées par les propriétaires occupants. Même s'il y a quelques propriétaires bailleurs, ils sont moins nombreux. L'objectif de modernisation des habitations est atteint, mais celui de proposer à la location des logements de qualité l'est moins. Il semblerait que les investisseurs privés ne soient pas suffisamment attirés, malgré ces aides. Hors, certaines rues tombent en désuétude, comme la rue du Pont l'abbé ou celle de Carentan. Ce sont pourtant des axes très circulés, et ils peuvent rapidement donner une mauvaise image de la commune, et décourager certaines personnes de s'y installer. Certains logements sont en vente depuis plusieurs années, et se dégradent car sont vacants. Aussi, si le privé ne peut le faire, la collectivité se sent en devoir de le faire : acquérir ces logements abandonnés, les réhabiliter et en faire des petits logements de rez-de-chaussée pour les personnes seules et âgées, et des logements plus importants pour accueillir également des familles dans de bonnes conditions. L'idée du logement inclusif est là. <p>La collectivité croit en ce projet qui permettra de convaincre de nouvelles familles de s'installer à Périers, et donc de permettre aux écoles de continuer à exister. Cette demande existe : la réalisation d'un lotissement communal, route de Montsurvent, est un succès : les parcelles se vendent très bien. Mais la collectivité souhaite s'inscrire dans une démarche écologique, et ne plus artificialiser ainsi les sols, quand cela peut être évité.</p>

Partenaires	<p>Pas de partenariat pour le moment.</p> <p>Une aide à la réflexion pour mener le projet de la manière la plus viable possible serait nécessaire : plusieurs possibilités s'offrent à la commune, acheter, réhabiliter et louer, ou revendre, mais aussi acheter et faire faire les travaux par un bail à réhabilitation par l'ANAH.... Peut-être que d'autres alternatives existent également.</p>				
Coût prévisionnel	Budget prévisionnel				
	Postes de dépenses	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
	Acquisition de 3 logements	120 000			
	Travaux de réhabilitation	450 000			
	Moe	45 000			
	Etudes Amiante / plomb (+risque présence) / SPS	60 000			
	Total	675 000	Total		
Plan de financement	A définir				
Calendrier	<p>Acquisitions et recrutement de la maîtrise d'œuvre en 2023.</p> <p>Etudes et PC en 2024.</p> <p>Travaux en 2025</p>				
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de logement aménagés</p> <p>Nombre de logements vacants</p>				



**Fiche Projet « Aménagement d'un parc rural dédié aux loisirs,
au sport, à la nature et à la santé » - syndicat intercommunal
d'aménagement touristique et rural du pays des marais
(SIATR)**

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire.
Action n°	20
Maître d'ouvrage	Syndicat intercommunal d'aménagement touristique et rural du pays des marais (SIATR). Le SIATR regroupe en son sein trois communes : Feugères, Marchésieux et Saint Martin d'Aubigny.
Description de l'action	<p>Le SIATR a pour objet la création de plan d'eau et d'aménagements d'accompagnements et tous projets concourant au développement touristique et rural des communes qui le composent.</p> <p>Ainsi il gère depuis décembre 1986 la base de loisirs de l'étang des Sarcelles sise sur la commune de saint Martin d'Aubigny.</p> <p>A proximité, également sur le territoire de la commune de Saint Martin d'Aubigny, La commune de Marchésieux est propriétaire d'un terrain (parcelle ZB 15 d'une superficie de 13,9 ha dont 3 ha de plan d'eau). Ce dernier a été pendant un temps exploité par la SAS Sablière de Millièrès dites sablière des Refouds. La carrière a cessé son activité en 2011 et a fait l'objet d'une remise en état en 2013. Depuis la carrière des Refouds n'a pas retrouvé de vocation ni commerciale ni de loisir. Aujourd'hui le site est interdit au public, interdit à la baignade. Une partie du site est clos et pâturé par des bovins par convention avec des agriculteurs à titre gratuit (convention prenant fin le 31 décembre 2021).</p> <p>En 2019, Une réflexion a été initiée par la commune de Marchésieux pour valoriser cet espace. Cette initiative a été reprise depuis par le SIATR. Ainsi, la commune de Marchésieux, en sa séance de conseil du 7 juillet 2021, s'est prononcée favorablement pour la mise à disposition de la parcelle ZB n°15 au SIATR afin que le projet d'aménagement puisse être étudié et mis en œuvre.</p> <p>Le projet porte sur la valorisation d'un parc rural dédié au sport, au loisir, à la nature et à la santé entre l'actuel étang des Sarcelles et les Refouds en y associant des acteurs de proximité.</p> <p>Ce projet d'aménagement est élaboré en partenariat avec le CAUE de la Manche. Dans un premier temps les partenaires établiront un cahier des</p>

	charges afin de procéder à la sélection de 3 bureaux d'études à qui il sera demandé de faire des propositions. La consultation se fera selon la procédure de l'accord-cadre.
Partenaires	CAUE – COCM – ADAME des Marais – golf Centre Manche – centre William Harvey – mini tarins des marais - agriculteurs – chasseurs – pêcheurs – associations sportives (cyclos – marcheurs) ...
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	Actuellement le SIATR a provisionné la somme de 6.000 € afin de procéder à la consultation de trois bureaux d'études.
Calendrier	Début de la mise en œuvre de l'étude au troisième trimestre 2021.
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation du parc



Fiche projet « Requalification complète du groupe scolaire Le Chat Perché avec création d'un espace de restauration collective à La Haye »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 la transition énergétique comme levier de développement économique O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	21
Maître d'ouvrage	Commune de la Haye
Description de l'action	<p>Le projet consiste en la réhabilitation de l'école primaire de La Haye (groupe scolaire Le Chat Perché) afin de la mettre aux normes accessibilité, aux normes énergétique, etc... et en la construction sur le même site d'une salle de restauration mutualisée avec l'école privée Ste Marie.</p> <p>En effet, cette école date des années 1950 et malgré plusieurs travaux de gros entretien réguliers réalisés par la commune historique de la Haye du Puits, celle-ci n'est plus aux normes.</p> <p>Ce bâtiment possède un étage non utilisable en son état et est aussi très énergivore. De plus, ce bâtiment est composé de salles de classe avec de l'amiante dans les sols et la peinture notamment.</p> <p>Certains élèves ont cours dans des anciens préfabriqués datant de plus de 40 ans et qui sont en fin de vie. Ces derniers sont amiantés.</p> <p>Le but est aussi d'utiliser les étages de ces bâtiments en salle de classe et en bibliothèque grâce à une réhabilitation totale, avec accessibilité (création d'un ascenseur etc...)</p> <p>Ce projet répond à des objectifs de transition écologique et énergétique (rénovation d'un bâtiment public).</p> <p>Il permettra d'améliorer le confort d'usage des enfants et des enseignants.</p> <p>Le maintien de cet établissement scolaire en plein centre-ville est essentiel à la cohésion sociale et territoriale et à la revitalisation du centre-ville.</p>
Partenaires	
Coût prévisionnel	Entre 2 et 3 millions d'euros
Plan de financement	A définir
Calendrier	2022 à 2024

Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique du bâtiment Evolution du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)
---	--



Fiche projet « Réhabilitation de la salle communale de Baudreville » La Haye

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	22
Maître d'ouvrage	Commune de la Haye (commune déléguée de Baudreville)
Description de l'action	<p>La commune de La Haye, issue de la fusion de neuf communes en 2016, se doit d'avoir des équipements publics répartis de manière satisfaisante afin que l'ensemble de la population puisse en profiter.</p> <p>La commune, dont la superficie dépasse les 60 km², se doit de réhabiliter les équipements existants afin de ne pas en créer d'autres.</p> <p>La population de la frange côtière doit également pouvoir y accéder facilement.</p> <p>Cette salle de convivialité est très énergivore et l'acoustique y est très dégradée.</p> <p>Elle possède un parking aménagé ce qui est un avantage indéniable.</p> <p>Le projet consiste en la réhabilitation énergétique de cette salle, la réfection de la toiture qui est amiantée, la refonte de la cuisine qui n'est plus du tout adaptée pour recevoir des locations avec repas.</p> <p>La pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture est envisagée.</p> <p>Ce projet doit contribuer à la transition énergétique et au développement durable du territoire.</p> <p>Il vise également à réduire la fracture sociale en créant du lien social notamment à travers l'accueil des associations de personnes âgées pour leurs activités de loisirs.</p> <p>Cette salle rénovée permettra de répondre aux besoins des personnes éloignées du centre-ville de la commune historique de La Haye.</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	500.000 €
Plan de financement	A définir
Calendrier	2022-2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique Evolution du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après) Evolution du taux d'occupation



Fiche projet « Réfection de la route de Barneville dans sa partie centre-ville » La Haye

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O7 : Favoriser la pratique sportive par tous
Action n°	23
Maître d'ouvrage	Commune de la Haye
Description de l'action	<p>La route de Barneville est une voie stratégique car elle relie le centre-ville et la zone d'activité de l'Etrier où se situent plusieurs grandes surfaces (Intermarché, Aldi, Distri center) et, à terme, la piste de BMX.</p> <p>Les travaux consisteraient en l'aménagement de cette rue en voie partagée avec la création d'une piste cyclable, la mise en accessibilité des trottoirs et l'aménagement d'une voie douce de la zone d'activité vers le centre-ville.</p> <p>Cela permettrait d'éviter la rue de la côte des Isles où la circulation des véhicules légers et des poids lourds est très importante.</p> <p>Ce projet répond à des objectifs de revitalisation urbaine et aux attentes des habitants en termes d'aménagements favorisant la mobilité douce.</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	600.000 €
Plan de financement	A définir
Calendrier	2023 - 2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de kilomètres de voie cyclable aménagés



Fiche projet « réhabilitation de l'ancienne pharmacie et aménagement de logements locatifs à La Haye »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	24
Maître d'ouvrage	Commune de La Haye (commune déléguée de LA HAYE DU PUIITS)
Description de l'action	Réhabilitation d'un immeuble comprenant 37 pièces destinées au logement et une partie commerciale abritant jusqu'au 15 avril 2021 une pharmacie. La commune a acquis ce bâtiment en 2021 en actionnant son droit de préemption. Cette pharmacie a fermé pour fusionner avec une autre existante et située sur la place centrale de la commune. Ce bâtiment offre une chance unique de revitaliser en termes de logements locatifs qu'ils soient à vocation sociale ou autre. Le but pour la commune est de lutter contre la vacance de bâti en centre-ville. Seule la partie commerciale a été réhabilitée par les anciens propriétaires. La partie logement vétuste, très énergivore est restée depuis plus de 15 ans sans locataires. Cet ensemble immobilier ne respecte en aucun cas les normes actuelles d'un habitat digne de ce nom. Les travaux d'ampleur consistent à redistribuer la partie commerciale pour éventuellement accueillir deux commerces au lieu d'un seul. La réhabilitation de la partie logement, la plus importante en termes de travaux et de m2 disponibles, permettra de répondre à la demande importante de locatif et sera aussi un défi pour la collectivité de réaliser une mixité sociale et intergénérationnelle de la population accueillie. En réhabilitant cet ensemble immobilier, la commune a pour but de densifier sa population intra-muros, de pérenniser ses écoles, son commerce local très dynamique.
Partenaires	
Coût prévisionnel	1.000.000,00 euros
Calendrier	2023-2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de logements créés Qualité énergétique de la réhabilitation



Fiche projet « réhabilitation d'un logement communal à Glatigny »

Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	25
Maître d'ouvrage	Commune de La Haye (commune déléguée de GLATIGNY)
Description de l'action	Réhabilitation d'un logement communal vétuste et non adapté en matière énergétique aux contraintes actuelles d'un logement décent et vertueux. Le but est de réhabiliter ce logement qui se situe au-dessus de la mairie et de créer un studio en optimisant les surfaces actuelles. Cette réhabilitation permettrait de refaire un logement habitable et conformes aux normes actuelles en termes de consommation énergétique. Cette rénovation permet de valoriser le patrimoine bâti existant et de maintenir une population dans les communes rurales. La création d'un studio permet aussi de maintenir des jeunes en recherche de petits logements qui font défaut sur la commune de La HAYE
Partenaires	ETAT
Coût prévisionnel	220.000,00 €
Plan de financement	DETR
Calendrier	2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique de cet ensemble immobilier



Fiche projet « réhabilitation d'un logement communal à Saint Rémy des Landes »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	26
Maître d'ouvrage	Commune de La Haye (commune déléguée de ST REMY DES LANDES)
Description de l'action	Réhabilitation d'un logement communal très énergivore. Le locataire actuel ne peut pas chauffer suffisamment sans avoir une facture énergétique conséquente. Les travaux consistent à effectuer un bardage bois pour réaliser l'isolation par l'extérieur, à remplacer les menuiseries extérieures et intérieures, pose de volets roulants, travaux de peintures et travaux de plomberie, chauffage et électricité (chaudière plus performante). Ces travaux consistent à rendre ce logement habitable et conforme à la réglementation actuelle. Cette rénovation permet de valoriser le patrimoine bâti existant et de maintenir une population dans les communes rurales.
Partenaires	ETAT
Coût prévisionnel	70.000,00 €
Plan de financement	DETR
Calendrier	2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Gain énergétique Evolution de la facture énergétique



Fiche projet « Installation d'une chaudière bois à Gorges »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire
Action n°	27
Maître d'ouvrage	Commune de Gorges
Description de l'action	<p>La Commune a en projet l'installation d'une chaudière collective bois déchiqueté près du bâtiment de l'ancien presbytère.</p> <p>8 à 10 parcelles seront créées lors de l'extension du lotissement situé à proximité, qui est en cours d'étude avec le CAUE.</p> <p>La mairie et 2 logements communaux sont actuellement chauffés au fuel et par des radiateurs électriques.</p> <p>La Commune souhaite mettre en place un système de chauffage plus « vertueux » et réaliser des économies d'énergie.</p> <p>L'installation d'une chaudière collective bois déchiqueté et la construction d'un réseau de chaleur pour alimenter ce bâtiment et le lotissement pourraient être une opportunité. Nous avons fait part de ce projet au CAUE afin de l'intégrer au cahier des charges de l'extension du lotissement.</p>
Partenaires	<p>SDEM50</p> <p>Filière bois déchiqueté locale</p>
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	2023 - 2024
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Post CEP (mairie)</p> <p>Locataires : Coût annuel de chauffage avant et après raccordement</p>



Fiche projet « Rénovation de la salle Saint Cloud à Lessay »

Axe 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré						
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics						
Action n°	28						
Maître d'ouvrage	Commune de Lessay						
Description de l'action	<p>Actuellement l'équipement Saint Cloud est éclairé au moyen de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 6 rampes de 25 ml de néons dans la grande salle- 3 rampes de 6 ml dans son entrée- 6 rampes de 8 ml dans la petite salle <p>Le projet consiste à remplacer ces éclairages Néons par des éclairages leds moins énergivores tout en disposant de 300 lux au m². Afin d'optimiser la gestion du chauffage de cet équipement à distance un gestionnaire sera installé dans les salles Saint Cloud.</p> <p>Des travaux de remplacement de la toiture amiantée avec pose de panneaux photovoltaïques, de mise en place d'une isolation adaptée sont nécessaires et feront l'objet d'une seconde tranche de travaux. Une étude de faisabilité est confiée au cabinet DEHEULLES-JOURDAN.</p> <p>Ce projet pourra permettre de réduire la consommation énergétique du territoire, contribuant à répondre aux défis de la transition énergétique et écologique.</p>						
Partenaires	Services de l'Etat						
Coût prévisionnel	Remplacement des luminaires : 23 088.50 € Commandes à distance : 1 214.50 € Total 24 303 € Partie toiture, panneaux solaires et isolation : en attente de chiffrage.						
Plan de financement	<p><u>Travaux Eclairage :</u> Montant des dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none">- Remplacement éclairage salle saint Cloud : 23 088 .50 € HT- Gestion automatisée du chauffage : 1 214.50 € HT <p>Recettes</p> <table><tr><td>DETR 20%</td><td>4 860.60 €</td></tr><tr><td>Autofinancement</td><td>19 443.00 €</td></tr><tr><td>Total</td><td>24 303.00 €</td></tr></table> <p><u>Travaux toiture isolation :</u></p>	DETR 20%	4 860.60 €	Autofinancement	19 443.00 €	Total	24 303.00 €
DETR 20%	4 860.60 €						
Autofinancement	19 443.00 €						
Total	24 303.00 €						

	Chiffrage non parvenu
Calendrier	Courant 2021 -2022 : éclairage 2023 : isolation toiture
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique du bâtiment Evolution de la facture énergétique



Fiche projet « Réhabilitation du village de gîtes « les Pins » en meublés pour jeunes travailleurs à Lessay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 La transition énergétique comme levier de développement économique O4 : Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région.
Action n°	29
Maître d'ouvrage	Commune de Lessay
Description de l'action	<p>Les dix gîtes et la salle d'animation construits en 1987 selon une architecture composée d'une toiture rejoignant la dalle du sol ne répondent plus aux normes d'isolation en vigueur. La pose de panneaux solaires pourra être envisagée et d'importants travaux d'isolation sont nécessaires.</p> <p>De plus ces logements ne sont plus adaptés aux exigences d'accueil des touristes.</p> <p>Une réflexion est engagée sur leur utilisation future qui pourrait répondre aux besoins d'hébergement de courtes durées : logements meublés pour stagiaire, apprentis obtenant des contrats dans les entreprises de la zone d'activité située à proximité ; besoins de logements pour les saisonniers du secteur agro-alimentaire, besoins d'hébergement de courtes durées en cas de sinistre sur habitation principale ou de d'éclatement de la cellule familiale.</p> <p>L'étude de faisabilité est en cours.</p>
Partenaires	Conseil départemental Région /ADEME Etat
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	DETR / DSIL CONTRAT DE POLE DE SERVICES
Calendrier	2023-2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique Production annuelle d'énergie renouvelable Taux d'occupation des logements meublés



Fiche projet « Rénovation de l'éclairage public à Lessay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	30
Maître d'ouvrage	Commune de Lessay
Description de l'action	Réfection de l'éclairage public des rues suivantes avec un remplacement des mâts et lanternes obsolètes : <ul style="list-style-type: none">- Chemin Perrin – Rue du Hamet- Rue des Salines- Place Saint Cloud, Mathon et rue de l'hippodrome
Partenaires	CEP avec le SDEM
Coût prévisionnel	<ul style="list-style-type: none">- Chemin Perrin – Rue du Hamet 54 550.00 € HT- Rue des Salines 46 600.00 € HT- Place Saint Cloud, Mathon et rue de l'hippodrome 52 750.00 € HT TOTAL : 153 900.00 €
Plan de financement	DETR 30% : 46 170.00 € ou DSIL Autofinancement : 107 730.00 €
Calendrier	Appel d'offre en 2023 Travaux : fin 2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique du territoire Evolution de la facture énergétique



Fiche projet « Réhabilitation de la salle polyvalente d'Angoville sur Ay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	31
Maître d'ouvrage	Commune de Lessay
Description de l'action	<p>La commune déléguée d'Angoville sur Ay ne dispose pas d'une salle polyvalente adaptée aux besoins des habitants. L'actuelle salle communale a été aménagée en 1980 dans une ancienne école.</p> <p>Le projet consiste en la démolition d'une partie de la salle actuelle avec construction d'une extension, la partie des bâtiments, très vétuste et présentant d'importantes fissures, sera abattue.</p> <p>Cet équipement sera complémentaire des autres équipements communaux avec une capacité d'accueil fixée à environ 80 personnes pour une surface estimée à 200 m², comprenant la salle à proprement parlé (120 m²), un bloc sanitaire, un office de réchauffage, des locaux de rangement, des locaux techniques. Ce bâtiment sera aux normes d'accessibilité des PMR.</p> <p>En aménagement ce nouvel équipement, la commune souhaite renforcer l'attractivité du territoire communale, favoriser la cohésion territoriale et sociale puisqu'il est destiné à accueillir les rassemblements de personnes âgées, de publics familiaux.</p> <p>Le bâtiment sera construit dans une logique de développement durable, en utilisant des matériaux respectueux de l'environnement et permettant de faire des économies énergétiques, avec la pose de panneaux photovoltaïques.</p> <p>Une étude de faisabilité a été confiée au cabinet LEBAS-MALOISEL</p> <p>La maîtrise d'œuvre du projet a été confiée à l'agence DESHEULLES-JOURDAN.</p>
Partenaires	
Coût prévisionnel	500.000 €
Plan de financement	DETR /DSIL REGION / ADEME pour les panneaux solaires

	PVD
Calendrier	2022 - 2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Production annuelle d'énergie renouvelable (solaire) Evolution de la consommation énergétique en autoconsommation Evolution de la facture énergétique Evolution du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche projet « Réhabilitation et accès PMR de la salle communale » - Auxais

CRTE Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche

Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics
Action n°	32
Maître d'ouvrage	Commune d'Auxais
Description de l'action	Réhabilitation de la salle communale : la salle communale d'Auxais accueille plusieurs types d'activités et de public. La réhabilitation de la salle permettrait de rendre cette salle plus adaptée aux manifestations qu'elle accueille tout au long de l'année. La rénovation énergétique permettrait notamment de réduire les consommations énergétiques de la salle, inscrivant ainsi la commune dans une démarche de transition environnementale et énergétique.
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la Facture énergétique Evaluation du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche projet Pirou

Cheminements piétons et vélos

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	013 Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	33
Maître d'ouvrage	Commune de Pirou
Description de l'action	<ul style="list-style-type: none">-Aménager et sécuriser les chemins pour les écoliers-Aménager le chemin du canal reliant Pirou Plage au Moitier-Baliser les chemins et valoriser le paysage rural de la Commune (le chemin des écoliers et le chemin du canal)-Sécuriser les chemins reliant les polarités de Pirou-Créer un cheminement sécurisé des villages vers la plage pour les habitants et le tourisme vert-Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et en s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région
Partenaires	Département Région Commune COCM
Coût prévisionnel	Dépenses : 318 573 € HT Recettes : 253 972 € HT
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none">-DETR / plafond de réf 200K- mobilité douce 2de enveloppe (max 40%) : 45 000 €-FIR : 70 000 €-Contrat de territoire : 30% soit 95 572 €-Aide aménagement cyclable Région/ plafond 120 € / m linéaire soit 26 400€-Aide amende de police : 17 000 €
Calendrier	2023/2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Taux de fréquentation des chemins Amélioration de la sécurité Développement des moyens de circulation



Fiche projet « aménagements urbains (Petites centralités) à Pirou »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique	<p>O3 : Favoriser la mise en place d'une politique locale du commerce</p> <p>O4 : Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région</p> <p>O7 : Favoriser la pratique sportive par tous</p> <p>O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics</p> <p>O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants</p> <p>O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement</p>
Action	34
Maître d'ouvrage	Commune de Pirou
Description de l'action	<p>Amélioration de l'effet de centralité de la place et nouvelle identité de l'ensemble</p> <p>Rénovation de la place du général de Gaulle autour de la création d'une halle, aménagement d'une allée piétonne bordée par un parterre végétalisé permettant de traverser le parking en sécurité sur l'axe conduisant au cinéma et à la salle polyvalente.</p> <p>Aménagement d'une allée piétons-vélos boulevard sous la dune.</p>
Partenaires	Ateliers de l'Ourcq- Département- Latitude Manche-P.F.N.- Commune (C.O.C.M)
Coût prévisionnel	(Dépenses)/674 498.00 € + 227 729.00 € + 122 475.00 € = Total : 1 024 702.00 €
Plan de financement	Contrat de territoire-FIR-DETR- Amendes de Police- Région
Calendrier	<p>Première mise en forme du livrable par les ateliers de l'Ourcq, le Vendredi 17 Septembre 2021 sous forme d'études.</p> <p>Projet finalisé et appels d'offres 2022.</p> <p>Réalisation fin 2022-2023</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Linéaire de cheminements doux aménagés</p> <p>Surface désimperméabilisée</p>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation de l'éclairage public sur la commune de Pirou »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique.
Action	35
Maître d'ouvrage	Commune de Pirou
Description de l'action	Poursuivre la rénovation du parc d'éclairage pour réduire la consommation énergétique de la commune.
Partenaires	SARLEC, SDEM, ENEDIS, DETR, Commune
Coût prévisionnel	250 000.00 €
Plan de financement	A définir
Calendrier	2025
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture d'énergie



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation de la salle polyvalente de Pirou »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 la transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	36
Maître d'ouvrage	Commune de Pirou
Description de l'action	Rénovation et agrandissement de la salle polyvalente Avoir un lieu pour favoriser la culture, les loisirs, les échanges et les rencontres Améliorer la qualité énergétique du bâtiment
Partenaires	DETR, FIR, COMMUNE
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	2023/2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Consommation énergétique de la salle Facture énergétique Evolution du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après) Capacité d'accueil de la salle



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation énergétique de 2 logements communaux » La Feuillie

Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	37
Maître d'ouvrage	Commune de La Feuillie
Description de l'action	Rénovation énergétique de 2 logements communaux
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation énergétique de 2 logements communaux à La Feuillie »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	38
Maître d'ouvrage	Commune de La Feuillie
Description de l'action	Rénovation énergétique de 2 logements communaux
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « aménagement du bourg, extension et rénovation de l'éclairage public » - La Feuillie

CRTE Communauté de communes Côte ouest Centre Manche

Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	<u>10</u>
Maître d'ouvrage	Commune de La Feuillie
Description de l'action	Aménagement de bourg, extension et rénovation d l'éclairage public, enfouissement réseaux edf et téléphone sur 150m, et aménagement sur voirie d'une voie piétonne partagée et pmr
Partenaires	État, département, sdem 50,
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	produit des amendes de police
Calendrier	2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique (facture électricité)



Fiche projet « aménagement du bourg, extension et rénovation de l'éclairage public » La Feuillie

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	39
Maître d'ouvrage	Commune de La Feuillie
Description de l'action	Aménagement de bourg, extension et rénovation d l'éclairage public, enfouissement réseaux EDF et téléphone sur 150m, et aménagement sur voirie d'une voie piétonne partagée et PMR
Partenaires	Etat, Département, SDEM
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir Recettes : produit des amendes de police
Calendrier	2023
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique



Fiche projet « Rénovation énergétique de la salle communale de Feugères »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré									
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics									
Action n°	40									
Maître d'ouvrage	Commune de Feugères									
Description de l'action	Le projet de réhabilitation consiste en l'isolation des combles, des murs et des plafonds. Le système de chauffage sera aussi repensé.									
Partenaires	Etat (DETR)									
Coût prévisionnel	100.000 €									
Plan de financement	<table><tr><th>Dépenses</th><th colspan="2">Recettes</th></tr><tr><td rowspan="2">100 000 €</td><td>50 000 €</td><td>DETR/DSIL</td></tr><tr><td>50 000 €</td><td>Emprunt</td></tr></table>		Dépenses	Recettes		100 000 €	50 000 €	DETR/DSIL	50 000 €	Emprunt
Dépenses	Recettes									
100 000 €	50 000 €	DETR/DSIL								
	50 000 €	Emprunt								
Calendrier	2022									
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation d'énergie Evaluation du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)									



Fiche projet « aménagement d'un espace intergénérationnel à vocation sportive et de loisirs à Feugères »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré		
Orientation stratégique n°	O7 : Favoriser la pratique sportive par tous O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants		
Action n°	41		
Maître d'ouvrage	Commune de Feugères		
Description de l'action	Le réaménagement de l'espace lié au terrain de football consiste en la transformation des vestiaires en espace de vie associative. Il s'agit d'aménager l'espace existant (terrain foot, palet, tennis...) en un espace sportif multigénérationnel (espace terrain multi sport, espace pétanque, espace jeux...). Ce projet permettra de renforcer l'offre de sports et de loisirs sur la commune, en créant un espace dédié, à destination de tous les habitants.		
Partenaires	Etat (DETR/DSIL) Département (FIR)		
Coût prévisionnel	200.000 € (bâtiment 100.000 € + aménagement 100.000 €)		
Plan de financement	Dépenses	Recettes	
	200 000 €	100 000 €	DETR/DSIL
		50 000 €	FIR
		50 000 €	Emprunt
Calendrier	2023/2024		
Indicateurs d'évaluation proposé	Fréquentation de chaque espace dédié à une pratique sportive spécifique Identification des périodes d'occupation simultanée		



Fiche projet « Rénovation de l'éclairage public de la commune de Feugères »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré		
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement		
Action n°	42		
Maître d'ouvrage	Commune de Feugères		
Description de l'action	Rénovation de l'éclairage public. La rénovation de l'éclairage public est un moyen pour la commune de favoriser la transition énergétique dans un objectif de développement durable, et de réduire sa facture d'énergie.		
Partenaires	SDEM – DETR		
Coût prévisionnel	21.000 €		
Plan de financement	Dépenses	Recettes	
	21 000 €	10 500 €	SDEM
		4.200 €	DETR
		6.300 €	Autofinancement
Calendrier	2025		
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique		



Fiche projet « Réhabilitation de logements communaux à Varenguebec »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 la transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	43
Maître d'ouvrage	Commune de Varenguebec
Description de l'action	1) Réhabilitation des 2 logements de la mairie <ul style="list-style-type: none">- Absence d'isolation de la toiture,- Infiltration d'eau dans les combles,- VMC vétustes. 2) Réhabilitation du logement de la salle polyvalente <ul style="list-style-type: none">- rénovation des combles, éventuellement isolation extérieure,- changement des huisseries,- remplacement de la chaudière au fioul
Partenaires	Conseil Départemental de la Manche – Association 7 Vents
Coût prévisionnel	Attente de l'audit énergétique Estimation toiture 80 000 €
Plan de financement	FIR – DETR - DSIL
Calendrier	Année 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique Amélioration du confort des locataires (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche projet « Aménagement d'un village seniors à Saint Martin d'Aubigny »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins de la population
Action n°	44
Maître d'ouvrage	Commune de Saint Martin d'Aubigny
Description de l'action	<p>La commune de Saint Martin d'Aubigny est propriétaire d'un terrain constructible de 3500 m² au centre du bourg à proximité d'un commerce multi service et d'une Maison d'Assistants Maternelles. La commune est en pourparlers pour acquérir un terrain de 2000 m² où se trouve une maison d'habitation. Ce qui porterait à 5500 m² la surface constructible. La commune projette d'établir sur ces terrains une résidence pour seniors.</p> <p>La commune souhaite ainsi être force de proposition pour offrir d'autres perspectives que la maison de retraite. En effet bon nombre de nos aînés ne souhaitent plus entretenir ni de grandes maisons ni de grands terrains. Mais faute de solutions autres, la seule alternative qui s'offre à elles est le départ en maison spécialisée alors même qu'elles ne sont pas dépendantes d'un point de vue de la santé.</p> <p>Ainsi la commune souhaite proposer des logements individuels et indépendants abordables financièrement mais regroupés dans un espace commun.</p> <p>Cette solution permet aux habitants de garder leur indépendance en répondant à des différents besoins tels que : le lien social, la sécurité, la proximité de services et de commerce.</p> <p>Ces terrains sont situés à proximité de la MAM et de trois logements communaux. La municipalité a émis le souhait que l'ensemble de ces maisons d'habitation et de service soient chauffées à l'avenir grâce à une chaudière bois collective.</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation	Nombre de personnes âgées accueillies dans la maison de retraite

proposés	
----------	--



Fiche projet « Création d'un réseau d'assainissement collectif sur le secteur de la plage de Bretteville sur Ay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives).
Action n°	45
Maître d'ouvrage	Commune de Bretteville sur Ay
Description de l'action	Création d'un réseau d'assainissement collectif sur le secteur de la plage, pour 300 habitations. Une étude des options de raccordement sera réalisée : <ul style="list-style-type: none">- Raccord à la station existante au bourg avec extension- Raccord à la station de St Germain sur Ay- By pass pour traitement du pic en saison estivale L'objectif est de répondre aux nombreuses non-conformités des systèmes d'assainissement non collectif, mais aussi de renforcer l'attractivité du territoire et de ce secteur, levier de renforcement de la fréquentation touristique.
Partenaires	La Commune s'est rapprochée du Département pour une assistance à maîtrise d'ouvrage
Coût prévisionnel	2.000.000 € (hors études de projet)
Plan de financement	Agence de l'Eau : 800.000 € (40 %) DSIL : 400.000 € (20 %) Contrat de territoire (Département) : 400.000 € (10 %)
Calendrier	Finalisation du projet en 2022 Travaux en 2023 / 2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de logements couverts par le réseau d'assainissement collectif



Fiche projet « Rénovation d'un bâtiment communal comprenant 2 logements à Bretteville-sur-Ay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	46
Maître d'ouvrage	Commune de Bretteville sur Ay
Description de l'action	La commune de Bretteville sur Ay souhaite réhabiliter un bâtiment en pierres, vétuste, potentiellement insalubre, et énergivore, comprenant deux logements. Il s'agira d'une rénovation lourde : murs, charpente, toiture, isolation, chauffage, qui nécessite un diagnostic approfondi avant travaux (structurel et thermique). L'objectif est de concevoir une réhabilitation qui apporte un gain énergétique et qui contribue à la transition écologique tout en améliorant le confort des habitants
Partenaires	Etat, Département, Région, SDEM
Coût prévisionnel	200.000 € hors études
Plan de financement	A définir
Calendrier	2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation d'énergie



Fiche projet « Aménagement d'une piste cyclable entre le bourg et la plage à Bretteville sur Ay »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O7 : Favoriser la pratique sportive par tous
Action n°	47
Maître d'ouvrage	Commune de Bretteville sur Ay
Description de l'action	<p>L'aménagement d'une piste cyclable entre le bourg et la plage à Bretteville sur Ay permet d'engager la commune dans une démarche de mobilité durable, en favorisant les mobilités actives et en promouvant une mobilité alternative à la voiture individuelle.</p> <p>Ce projet s'inscrit pleinement dans les ambitions menées par la Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche qui développe un schéma directeur cyclable, ainsi par le département de la Manche qui met en œuvre le plan vélo départemental dont l'ambition est de développer les axes structurants pour le vélo (notamment sur le littoral).</p> <p>Par ailleurs, ce projet de voie douce permettra de mettre en valeur les abords de la plage et de favoriser l'attractivité de ce secteur</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	A définir
Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation de la piste cyclable / indice de fréquentation (borne de comptage) Nombre de kilomètres de piste aménagés



Fiche projet « Aménagement écoresponsable des abords de la plage à Créances »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	<p>O4 : Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région</p> <p>O13 : Planifier et promouvoir un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement</p> <p>O18 : Anticiper l'adaptation du territoire au dérèglement climatique et préparer la relocalisation de certains équipements, biens et activités</p>
Action n°	48
Maître d'ouvrage	Commune de Créances
Description de l'action	<p>La commune dispose de divers équipements touristiques qui sont implantés à proximité de la plage, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- un camping,- douze gîtes de mer,- des chambres d'hôtes,- un restaurant. <p>Toutefois, la collectivité n'a jamais vraiment procédé à une mise en valeur des abords de la plage et souhaite dès lors effectuer des aménagements destinés à renforcer l'attractivité de ce secteur. De surcroît, elle souhaite sécuriser l'accès aux activités liées au bord de mer.</p> <p>En conséquence, elle prévoit de mener une opération visant à traiter, dans un objectif d'intégration environnementale, le parking situé à proximité de la plage.</p> <p>De plus, une protection des dunes sera installée afin de canaliser la circulation du public fréquentant la plage et des installations ludiques seront également proposées.</p> <p>Tous ces aménagements ont pour objectif d'améliorer le site et de contribuer fortement à son attrait.</p> <p>La situation actuelle ne permet pas l'attractivité de ce secteur et ne met pas en valeur les abords de la plage. En effet, cet espace ne possède ni aménagement de détente et de repos, ni sécurisation des accès aux sites (plage, commerces, camping, ...)</p> <p>Aucune place PMR n'est identifiée et l'accès piéton n'existe pas.</p> <p>La commune souhaite permettre aux habitants et usagers ainsi qu'aux touristes d'avoir un accès sécurisé aux activités liées au bord de mer.</p>

	<p>Pour cela, la commune envisage de repenser l'offre de stationnement du parking avec des places PMR au plus près et de sécuriser les accès piétons entre le futur parking et les accès de la plage.</p> <p>Ce projet prévoit notamment le raccordement d'une future piste cyclable venant du giratoire RD650/RD394.</p> <p>Il prend en compte également la remise à l'état naturel et le renforcement de la dune en captant les circulations piétonnes dès le parking, protégeant ainsi la dune du piétinement.</p> <p>Des panneaux d'information du public sont prévus d'être installés ainsi que des bacs à marée.</p> <p>Descriptif des aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réaménagement du parking de la mer avec des espaces verts, en recréant ainsi une végétalisation afin d'en réduire l'image trop minérale. Le parking s'intégrera mieux au caractère sauvage du site. Une option est d'ailleurs prévue dans le présent chiffrage afin de diminuer l'impact visuel des stationnements en remplaçant l'enrobé en pavage enherbé ; - La mise en place de trottoirs PMR dans la continuité de l'existant et en fond de parking avec un traitement en béton désactivé pour se différencier de la chaussée ; - Des passages piétons afin de sécuriser les accès à la mer et aux commerces ; - De la signalisation des accès au parking avec un sens unique d'entrée et de sortie ; - La création de places PMR au plus proche des accès ; - La création de stationnements pour les vélos et le raccordement à la future piste cyclable ; - La mise en place d'un éclairage public pour une visibilité nocturne des déplacements doux ; - De la signalétique spécifique pour les activités et passages de chacun ; - Des mobiliers urbains de détente et de repos.
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	450.000 € HT
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none"> - CPS : 70.000 €, - une sollicitation près de l'État sera effectuée afin d'obtenir un accompagnement financier pour la réalisation de cette opération.
Calendrier	2023
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Nombre de places de stationnement PMR</p> <p>Nombre de stationnement vélos</p> <p>Evolution des surfaces perméables</p>



Fiche projet « Rénovation de 7 logements communaux à Créances »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	49
Maître d'ouvrage	Commune de Créances
Description de l'action	<p>La commune de Créances est propriétaire d'un bâtiment ancien construit au début des années 1900 hébergeant 5 logements communaux et de 2 logements attenants à l'école maternelle.</p> <p>Ces logements vont faire l'objet, à la demande de la municipalité, d'un diagnostic par un maître d'œuvre afin de déterminer les travaux à entreprendre dans le cadre d'une rénovation énergétique.</p> <p>Dans un premier temps, la Commune préconise la liste d'actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- isolation des murs et des plafonds : apportant des performances thermiques aux bâtiments afin de réduire les besoins en chauffage et d'améliorer le confort des occupants,- remplacement des menuiseries : apportant du confort pour les usagers et évitant les défauts d'étanchéité,- changement des radiateurs et/ou du mode de chauffage : permettant un meilleur rendement de production et ainsi de réaliser des économies d'énergie,- travaux de réfection et d'isolation de toiture : visant à étanchéifier et à maintenir les performances thermiques. <p>Cette action permet par ailleurs d'inscrire la commune dans la lutte contre le réchauffement climatique en agissant sur la rénovation énergétique du parc immobilier, et d'améliorer le confort des habitants.</p>
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	- fera l'objet d'une demande de DETR ou de la DSIL
Calendrier	2023/2024 Le maître d'œuvre sera désigné prochainement.
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation d'énergie Evolution de la facture énergétique



Fiche projet « Réhabilitation d'un logement vacant en MAM à Marchésieux »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O10 : Construire une offre de service répondant aux besoins des habitants
Action n°	50
Maître d'ouvrage	Commune de Marchésieux
Description de l'action	<p>La commune est devenue propriétaire en 2019 d'un logement vacant au centre bourg, situé à proximité de l'école.</p> <p>Les besoins de garde d'enfants ne sont pas totalement couverts, de plus la commune n'est pas équipée d'un mode de garde collectif.</p> <p>Depuis 2020 un groupe de 3 assistantes maternelles travaillent à la création d'une maison des assistantes maternelle capable d'accueillir jusqu'à 12 enfants âgés de 0 à 5 ans. En lien avec la mise en œuvre de ce projet la commune de Marchésieux a décidé de rénover cette maison et l'adapter aux besoins de cette activité.</p> <p>Le projet définitif est en cours d'élaboration, Monsieur BELLÉE de Coutances est nommé depuis le début de l'année 2021 pour concevoir et chiffrer les travaux. Les travaux à envisager sont principalement des travaux d'isolation, huisserie et mise aux normes électriques, d'embellissement et d'aménagements extérieurs.</p> <p>Les revêtements des sols et les peintures utilisées devront être réalisés avec des produits écologiques. Le chauffage sera assuré grâce au réseau de chauffage à bois de haies produit par les agriculteurs et déchiqueté, réseau géré par la commune.</p> <p>Si le projet des ASMAT ne se concrétisait pas, ce même bâtiment pourra être loué en simple maison d'habitation.</p>
Partenaires	<p>Le projet des assistantes maternelles est élaboré L'APD est en cours de finition.</p> <p>La recherche de subventions et l'appel d'offre des travaux vont être mis en place au 2^{ème} semestre 2022.</p> <p>Les travaux débiteront en janvier 2023.</p>
Coût prévisionnel	L'estimation hors taxes des travaux et études est évaluée à 150 000 HT. Ces travaux consistent essentiellement dans des travaux d'isolation thermique, de remise aux normes et d'accessibilité. Ce bâtiment est déjà raccordé au réseau de chauffage bois de la commune.

	Lors de l'APD nous pourrions préciser les différents lots.
Plan de financement	Financements envisagés. DETR, DSIL, FIR du CD 50 et de l'autofinancement et les loyers versés par l'association des assistantes maternelles (loyer plafonné afin de permettre au service d'être viable).
Calendrier	Calendrier prévisionnel : <ul style="list-style-type: none"> - APD 2022, - Lancement appel d'offres dernier trimestre 2022, - Début de travaux janvier 2023 (9 mois de travaux).
Indicateurs d'évaluation proposés	Consommation énergétique du bâtiment Nombres d'enfants gardés par la MAM.



Fiche projet « Requalification de la maison des marais en espace dédié à l'éducation à l'environnement à Marchésieux »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire O21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités O23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l'innovation
Action n°	51
Maître d'ouvrage	Commune de Marchésieux
Description de l'action	<p>La maison des Marais : une maison inscrite au patrimoine construite en terre et chaume, a été jusqu'en 2010 un musée qui présentait la vie locale dans les marais. Depuis juin 2020 un groupe de travail constitué des membres de l'association (ADAME) qui gère cet espace et de la municipalité travaille à la requalification de cet espace. La qualité du cadre de cet espace et la qualité du patrimoine bâti permettent d'envisager plusieurs fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une fonction récréative (point de chute d'une promenade, d'une randonnée), mais également éducative car les espaces extérieurs (au cœur des marais) et intérieurs de la maison vont permettre à l'ADAME mais également à des associations d'éducation à l'environnement (CPIE, CIEC...)- Accueillir et organiser de nombreuses animations en lien avec la connaissance de la biodiversité, du patrimoine bâti en terre.- Il est envisagé d'intégrer l'accès à ce site aux modes de déplacement doux (vélo, pédestre...)
Partenaires	<p>Parc des Marais du Cotentin et du Bessin.</p> <p>Le service tourisme de la COCM.</p> <p>Les associations d'éducation à l'environnement : ADAME, CPIE, CIEC.</p> <p>Fondation du patrimoine</p> <p>Le RPI Feugères-St Martin d'Aubigny-Marchésieux</p>
Coût prévisionnel	A définir
Plan de financement	A définir
Calendrier	<p>2021-2022 = finalisation du projet</p> <p>2022= aménagement des extérieurs</p> <p>2023-2024 = mise en œuvre des travaux sur le bâti.</p>

Indicateurs d'évaluation proposés	Fréquentation du site
--------------------------------------	-----------------------



Fiche projet « Remplacement de la chaudière bois à Marchésieux »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire
Action n°	52
Maître d'ouvrage	Commune de Marchésieux
Description de l'action	<p>Changement de la chaudière.</p> <p>La puissance de chaudière doit être augmentée du fait de nouveaux raccordements.</p> <p>La commune de Marchésieux est engagée depuis 1980 dans la filière bois bocage. La dernière chaudière installée il y a plus de 10 ans ne va plus être suffisante pour fournir l'énergie aux différents projets communaux. Il est envisagé d'installer une nouvelle chaudière plus puissante dans les locaux de la chaufferie actuelle et de conserver l'ancienne en relais.</p> <p>Une étude est en cours avec le SDEM.</p>
Partenaires	SDEM
Coût prévisionnel	ESTIMATION / 100 000 € HT.
Plan de financement	En cours de réflexion
Calendrier	2023/2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Puissance chaudière



Fiche projet « Extension de la station d'épuration de Marchésieux »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives) O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	53
Maître d'ouvrage	Commune de Marchésieux
Description de l'action	<p>Extension de la STAEP de 220 EH à 400 EH en lien avec le développement programmé dans le PLUI.</p> <p><u>Choix du site :</u> Une implantation au plus près de la station d'épuration actuelle a été recherchée tout en évitant la présence de zones inondables et de zones humides dans la vallée de la Venloue. La Commune souhaite réaliser l'extension de la station d'épuration sur la parcelle voisine (parcelle ZL93). Le milieu récepteur n'est pas particulièrement sensible, car la Venloue a un débit relativement important, même en période d'étiage. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir un traitement très poussé.</p> <p><u>Choix du principe de réhabilitation :</u> Compte tenu des contraintes inhérentes au projet, la Commune s'oriente vers une station d'épuration de caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Traitement de type FILTRES PLANTÉS DE ROSEAUX en un seul étage, pour 400 EH ;- Dimensionnement établi pour 1,5 m²/EH, soit un total de 3 casiers de 200 m² chacun ;- Réutilisation de l'ensemble du lagunage existant en traitement secondaire, traitement bactériologique, et écrêtage des débits rejetés. <p>Cette solution permet de cumuler de nombreux avantages :</p> <ul style="list-style-type: none">- Coûts d'investissement limités ;- Faibles coûts d'exploitation, exploitation possible par un personnel formé, sans prestataire ;- Fonctionnement sans énergie électrique pour le traitement, mais nécessité de mettre en place un poste de relevage permettant d'alimenter le filtre à roseaux, via un auget de chasse à fonctionnement mécanique ;- Système rustique, peu de technicité ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité à gérer des à-coups hydrauliques importants, intéressants dans un cadre d'eaux parasites résiduelles ; - Aspect paysager naturel pouvant être travaillé pour une parfaite intégration au site environnant. <p>D'autres systèmes de traitement pourraient être proposés (Biodisques, boues activées) mais ceux-ci présentent plusieurs inconvénients :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coûts d'investissement très supérieurs (doubles ou plus) ; - Coûts d'exploitation bien supérieurs, et une consommation électrique importante ; - Ouvrages nécessitant soit un prestataire de service, soit un affermage ; - Intégration paysagère beaucoup plus délicate (boues activées).
Partenaires	SOGETI, Agence de l'Eau, Département, DDTM.
Coût prévisionnel	300 000€
Plan de financement	40% agence de l'eau 20% avance agence de l'eau 20% DETR ou DSIL 20% emprunt Budget annexe
Calendrier	Finalisation des études en 2022. Réalisation des travaux en 2023.
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de logements supplémentaires raccordés Qualité des eaux rejetées



Fiche projet « réhabilitation d'un ensemble immobilier comprenant des logements et une friche commerciale à Marchésieux »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O3 : Favoriser la mise en place d'une politique locale du commerce O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré respectueux de l'environnement O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	54
Maître d'ouvrage	Commune de Marchésieux
Description de l'action	Restructuration d'une friche immobilière AVEC un bâtiment vacant, située au centre du bourg. La réhabilitation comprendrait 7 logements et 5 commerces (artisanat). La requalification de cet espace nécessite la démolition d'une partie du bâti ancien. Concernant les cellules commerciales la commune va pouvoir améliorer l'accueil de la coiffeuse et accueillir 2 commerçants nouveaux : une esthéticienne et un café/restauration rapide et la dernière cellule sera consacrée à un espace commercial éphémère. Les 7 logements sont composés de 2 T3, 4T2 et 1T1. Le bâtiment sera raccordé au réseau de chaleur bois bocage de la commune, les matériaux utilisés pour la rénovation seront biosourcés, la construction étant déjà en masse, la terre sera privilégiée.
Partenaires	EPFN- dépôt d'un dossier fonds friche recyclage foncier ADEME
Coût prévisionnel	Cout global estimé = 952 550 € 1ere phase (2022)= acquisition du bien - démolition et mise en sécurité et hors d'eau du bâtiment = 324 950 € 2 ^{ème} phase (2023/2024) rénovation commerce, extérieurs et réseau de chauffage = 225 000 € 3 ^{ème} phase (2025)= rénovation des logements= 402 600 €
Plan de financement	En cours d'élaboration : - demande d'aides pour la 1 ^{ère} phase dans le cadre du fonds friche = 323 160 € (réponse en novembre 2021), le reste en autofinancement -en fonction de la 1 ^{ère} phase, aides envisagées : FIR, DETR, DSIL.

Calendrier	2022 = démolition et mise en sécurité de l'immeuble 2023-2024 = rénovation des 4 commerces + réseau CHAUFFAGE+ extérieurs 2025 = réhabilitation des 7 logements
Indicateurs d'évaluation proposés	Nombre de commerces créés Nombre de logements aménagés Taux d'occupation des commerces et des logements créés



Fiche projet « Rénovation d'un logement communal à Saint Jores » - Montsenelle

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	55
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	Rénovation complète d'un logement récemment libéré. Son état, son manque d'isolation performante ne permettent pas d'envisager une mise en location en l'état Situé en cœur de bourg, à proximité de l'école sa réhabilitation permettra d'offrir un habitat de qualité à de jeunes couples avec enfants dans le but de pérenniser l'offre scolaire.
Partenaires	Etat
Coût prévisionnel	150 000 euros
Plan de financement	Etat : 60 000 euros Autofinancement : 90 000 euros en l'attente de la recherche d'autres financeurs.
Calendrier	2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la facture énergétique Evolution du confort des utilisateurs



Fiche projet « Remplacement d'un préfabriqué à l'école de Saint-Jores » - Montsenelle

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	56
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	L'école communale qui est située sur la commune déléguée de Saint Jores a été rénovée et agrandie en 2018/2019 apportant une grande amélioration du confort notamment thermique à ses divers utilisateurs. Toutefois sur le site se trouve un préfabriqué sans isolation performante tant en été qu'en hiver qui accueille une classe maternelle qui n'avait pu à l'époque et pour diverses raisons être pris en compte dans le projet précité. La commune souhaite donc remplacer ce préfabriqué très énergivore par une construction conventionnelle afin d'améliorer le confort des élèves et des enseignants mais également réduire les consommations énergétiques
Partenaires	Etat
Coût prévisionnel	400.000 €
Plan de financement	DSIL : 160.000 € Autofinancement commune : 240.000 € en l'attente de recherche d'autres financements possibles
Calendrier	2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution la facture énergétique Evaluation du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche projet « Rénovation énergétique de la salle communale de Lithaire à Montsenelle »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	57
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	Réhabilitation thermique de la salle de convivialité située sur la commune déléguée de Lithaire (commune déléguée de Montsenelle). L'objectif est d'améliorer le confort des utilisateurs et de réduire la facture énergétique de ce bâtiment très énergivore.
Partenaires	Etat
Coût prévisionnel	250.000 €
Plan de financement	Etat : 100.000 € Autofinancement Commune : 150.000 € en l'attente de recherches d'autres financements possibles
Calendrier	2025-2026
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution la facture énergétique Evaluation du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche projet « Rénovation de la salle de convivialité de Saint-Jores à Montsenelle »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants
Action n°	58
Maître d'ouvrage	Commune de Montsenelle
Description de l'action	<p>La commune souhaite procéder à la réhabilitation complète et notamment thermique de la salle de convivialité située à sur la commune déléguée de Saint-Jores, commune déléguée de Montsenelle. Cette salle ne bénéficie d'aucune isolation et le mode de chauffage est extrêmement énergivore</p> <p>Le projet vise une importante amélioration des performances thermiques du bâtiment existant et son extension. Une partie de cette extension permettra de transférer la mairie déléguée qui est actuellement située dans des locaux très mal isolés et donc très énergivores. Par ailleurs, les travaux de mise en accessibilité de ce bâtiment qui devraient être réalisés seraient beaucoup trop coûteux au regard de l'utilisation qui en est faite.</p> <p>L'aménagement d'un logement communal est envisagé dans les locaux de l'actuelle mairie déléguée dès lors que les travaux de réhabilitation/extension de la salle de convivialité seront réalisés.</p>
Partenaires	Etat – Conseil Départemental
Coût prévisionnel	1.000.000 €
Plan de financement	Etat : 400.000 € Département (FIR) : 120.000 € Autofinancement Commune : 480.000 €
Calendrier	2023-2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la consommation énergétique Evolution de la facture énergétique Evolution du confort des utilisateurs (ressenti, relevés de température avant/après)



Fiche action « Rénovation énergétique et accès PMR de la salle communale de Neufmesnil

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O9 : Faciliter l'accès aux usagers des services publics
Action n°	59
Maître d'ouvrage	Commune de Neufmesnil
Description de l'action	Rénovation, isolation énergétique et mise aux normes accessibilité de la salle communale. Le projet permettra une diminution de la facture énergétique. Isolation mur et plafond. Changement de radiateurs. Cette opération permettra par ailleurs d'améliorer le patrimoine communal. Ce bâtiment ne présente pas d'intérêt architectural particulier.
Partenaires	
Coût prévisionnel	Dépense estimée : 50 000 €
Plan de financement	
Calendrier	Prévision début des travaux : janvier 2025 Fin des travaux prévus : janvier 2026
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation d'énergie Comptabilité avec les normes d'accessibilité



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Fiche projet « Rénovation énergétique de la salle de réunion et de la mairie de Neufmesnil »

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	60
Maître d'ouvrage	Commune de Neufmesnil
Description de l'action	<p>Rénovation, isolation énergétique de la salle de réunion et de la mairie. Le projet permettra une diminution de la facture énergétique. Isolation sol, mur et plafond. Changement de radiateurs et de portes et fenêtres. Cette opération permettra par ailleurs d'améliorer le patrimoine communal.</p> <p>Ce bâtiment ne présente pas d'intérêt architectural particulier.</p>
Partenaires	Devis en cours
Coût prévisionnel	Dépense estimée : 50 000 €
Plan de financement	
Calendrier	<p>Prévision début des travaux : janvier 2024</p> <p>Fin des travaux prévus : décembre 2024</p>
Indicateurs d'évaluation proposés	<p>Evolution de la facture énergétique</p> <p>Evolution de la consommation d'énergie</p>



Fiche action « Rénovation énergétique de la maison du régisseur à Neufmesnil

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique
Action n°	61
Maître d'ouvrage	Commune de Neufmesnil
Description de l'action	<p>Rénovation, isolation énergétique du logement.</p> <p>Le projet permettra un confort des locataires avec une facturation énergétique moindre. Changement de la chaudière et assainissement non collectif aux normes.</p> <p>Cette opération permettra par ailleurs d'améliorer le patrimoine communal et de renforcer l'attractivité de la commune en proposant une offre de logement de qualité.</p> <p>Le logement n'est pas occupé actuellement (acquisition récente par la commune).</p> <p>Ce bâtiment ne présente pas d'intérêt architectural particulier.</p>
Partenaires	L'achat du bien venant d'être effectué (le 27/09/2021) il n'y a pas de devis effectués.
Coût prévisionnel	Dépense estimée : 40 000 €
Plan de financement	FIR : 28 000 €
Calendrier	Prévision début des travaux : janvier 2022 Fin des travaux prévus : juin 2022
Indicateurs d'évaluation proposés	Evolution de la facture énergétique Evolution de la consommation d'énergie



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

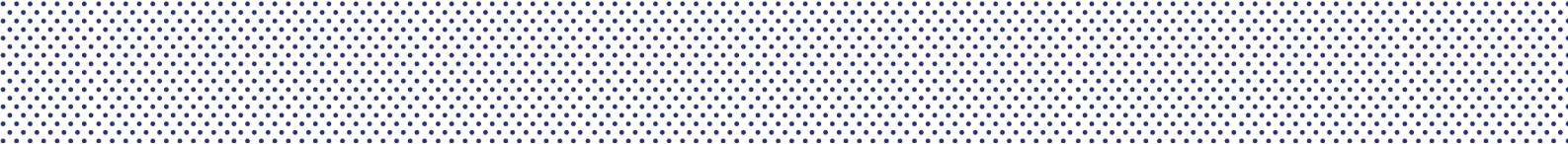
Fiche projet « Rénovation énergétique d'un logement communal à Millières

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous
Action n°	62
Maître d'ouvrage	Commune de Millières
Description de l'action	Rénovation d'un logement communal : isolation – remplacement d'ouverture de fenêtres et installation d'une PAC
Partenaires	A définir
Coût prévisionnel	Montant estimatif des travaux : 100 000,00 € HT
Plan de financement	A définir
Calendrier	Appel d'offre en 2022 Travaux : 2023 Paielement du solde fin d'année 2024
Indicateurs d'évaluation proposés	Facture énergétique du logement



Fiche projet « réhabilitation du réseau des eaux usées – Syndicat d’assainissement des Roselières

AXE 3	Pour un cadre de vie harmonieux et équilibré
Orientation stratégique n°	O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives) O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l’environnement
Action n°	63
Maître d’ouvrage	Syndicat d’assainissement des eaux usées « Les Roselières »
Description de l’action	<p>Le Syndicat d’assainissement des Roselières regroupe 7 communes. Les travaux consistent à réhabiliter une partie importante de son réseau d’eaux usées sur le secteur des communes historiques de La Haye du Puits et de St Symphorien le Valois. Le linéaire de canalisation qui ferait l’objet de ces travaux est d’environ six kilomètres.</p> <p>Ce réseau est vieillissant, très propices aux entrées d’eaux parasites qui ont un impact non négligeable sur le fonctionnement de la station d’assainissement en termes de facture énergétique. En effet, le cubage d’eaux parasites entrant dans la station s’élève à plusieurs centaines de m3 annuel et a pour conséquence un fonctionnement accru des pompes avec une consommation énergétique importante. Cette réhabilitation serait opérationnelle après un diagnostic complet de nos réseaux demandé par l’agence de l’eau Seine Normandie qui pourrait financer un pourcentage des travaux. Cette réhabilitation permettrait le traitement des eaux parasites mais aussi de remplacer des canalisations en matériaux inadaptés à ce jour (amiante ciment etc...).</p> <p>Le but consiste aussi de lutter contre les fuites et de préserver l’environnement.</p>
Partenaires	
Coût prévisionnel	2.000.000,00 €
Plan de financement	Non défini à ce jour
Calendrier	2022/2023
Indicateurs d’évaluation proposés	<p>Qualité des eaux traitées</p> <p>Nombre de kilomètres réhabilités et quantifier ainsi le nombre de m3 d’eaux parasites n’entrant plus dans la station d’assainissement.</p> <p>Impact environnemental</p> <p>Nombre de déversements et volume d’eaux non traitées rejetées directement dans le milieu naturel</p>





Fiche projet « développement d'actions innovantes dans le domaine de la mobilité »

CRTE Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche

AXE 4	Pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire
Orientation stratégique n°	O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement
Action n°	64
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche
Description de l'action	<p>La communauté de communes est engagée dans une politique de mobilité durable qui a à la fois pour objectif de promouvoir une mobilité alternative à la voiture individuelle, et de permettre à tous de gagner en autonomie dans leurs déplacements.</p> <p>Depuis janvier 2020, la communauté de communes a ouvert aux habitants une plateforme de mobilité expérimentale : guichet unique, conseil en mobilité et locations solidaires de véhicules. La plateforme de mobilité est aussi un lieu de concertation et de co-construction pour développer de nouvelles solutions de mobilité et pour réfléchir à la politique de mobilité durable.</p> <p>La plateforme de mobilité, qui est le cœur de la politique publique de mobilité durable de la communauté de communes, a mis en place des groupes de travail thématiques afin de faire émerger des projets et/ou attentes du territoire en termes de mobilité sur le territoire.</p> <p>Ainsi, plusieurs idées de projets ont émergé de ces groupes de travail et sont en cours de réflexion, comme par exemple la mise en place d'un minibus social, le développement de la pratique du covoiturage, l'acquisition de voitures sans permis....</p> <p>La plateforme mobilité a pour mission de mettre en place des actions innovantes et répondant aux attentes des usagers du territoire.</p>
Partenaires	La communauté de communes souhaite mener ses actions de façon concertée et collective avec les acteurs locaux dont une quarantaine font déjà partie des groupes de travail de la plateforme mobilité de la Communauté de Communes :

	<ul style="list-style-type: none"> - Elus municipaux (a minima les maires de chaque commune) et communautaire, vice-présidents concernés par la thématique - Acteurs institutionnels : techniciens départementaux et régionaux en charge du vélo, Latitude Manche, Parc Naturel Régional. - Le comité de pilotage veillera aussi à associer le comité Normandie cyclisme - Associations vélo locales et vendeurs/loueurs de vélo - Acteurs de l'éducation nationale : 3 collèges du territoire, - 1 école, Ministère éducation nationale, USEP...
Coût prévisionnel	Le coût prévisionnel de ses projets n'est pas encore connu
Plan de financement	
Calendrier	2022 et 2023 L'expérimentation de la plateforme mobilité devrait prendre fin en décembre 2023
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'utilisateurs accompagnés • Renforcement du lien entre les habitants du territoire • Réduction des gaz à effet de serre • Développement de nouvelles pratiques moins consommatrices de ressources



Annexe 7

Indicateurs de suivi

AXE 1 : POUR UNE ÉCONOMIE ATTRACTIVE ET DURABLE

Orientations	Indicateurs de suivi
O1 : Renforcer l'ancrage territorial des productions primaires (agriculture, pêche, conchyliculture)	Nombre d'emplois
	Part de surface agricole utile en agriculture biologique
	Part des produits locaux / bio dans la restauration collective scolaire
O2 : Créer un écosystème favorable au développement vertueux des entreprises	Nombre d'emplois
O3 : Favoriser la mise en place d'une politique locale du commerce	Solde entre les créations et les fermetures d'entreprises dans les pôles du territoire
O4 : Structurer l'offre touristique en s'appuyant sur les acteurs, les ressources du territoire et s'inscrivant dans les démarches d'attractivité du Département et de la Région	Nombre de visites dans les offices de tourisme
O5 : La transition énergétique comme levier de développement économique	Consommation énergétique finale annuelle
	Emissions annuelles de gaz à effet de serre
	Inventaire territorial des émissions de polluants
O6 : Participer au développement des énergies renouvelables locales et à leur autoconsommation auprès des acteurs du territoire	Production annuelle d'énergie renouvelable

AXE 2 : POUR DES SERVICES À LA POPULATION POUR TOUS, DE QUALITÉ ET DE PROXIMITÉ

Orientations	Indicateurs de suivi
O7 : Favoriser la pratique sportive par tous	Nombre d'équipements sportifs pour 10 000 habitants
	Nombre de licenciés sportifs pour 100 habitants
	Nombre d'adhérents dans les associations locales
O8 : Favoriser une action culturelle diversifiée sur l'ensemble du territoire	Nombre d'équipements culturels pour 10 000 habitants
	Nombre d'adhérents dans les associations locales
O9 : Faciliter l'accès des usagers aux services publics	Fréquentation des maisons France services
	Part des locaux raccordables FTTH (fibre optique)
	Nombre d'espaces publics numériques
	Nombre d'adhérents au dispositif Pass Numérique
O10 : Construire une offre de services répondant aux besoins des habitants	Capacité d'accueil de la petite enfance
	Nombre d'établissements pour personnes âgées autonomes
	Nombre d'établissements pour personnes âgées dépendantes et atteintes de la maladie d'Alzheimer
	Nombre d'adhérents au dispositif « Connected Seniors »
O11 : Faciliter l'accès aux soins, à la prévention et la promotion de la santé	Accessibilité aux médecins généralistes

AXE 3 : POUR UN CADRE DE VIE HARMONIEUX ET ÉQUILIBRÉ

Orientations	Indicateurs de suivi
O12 : Préserver et valoriser les patrimoines du territoire	Fragmentation des milieux naturels
O13 : Planifier et accompagner un aménagement du territoire équilibré et respectueux de l'environnement	Evolution du taux de territoires artificialisés dans l'occupation des sols
	Part des espaces naturels, agricoles, forestiers sur la surface totale du territoire
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables
	Part modale des modes actifs ou transports en communs pour déplacements domicile-travail
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables
	Nombre de bornes de recharges électriques installées
O14 : Promouvoir un habitat durable et accessible à tous	Nombre d'aires de covoiturage
	Taux de vacance dans le parc de logements
O15 : Poursuivre l'amélioration de la gestion des déchets sur le territoire	Nombre de "passoires thermiques"
O16 : Protéger les milieux aquatiques, la ressource en eau (ressources qualitatives et quantitatives)	Production de déchets ménagers et assimilés par habitant
	Taux de fuite des réseaux d'eau du territoire
	Part des cours d'eau en bon état écologique
	Nombre de captage prioritaire
O17 : S'appuyer sur les éléments naturels comme leviers de protection et d'adaptation	Part des installations de traitements des eaux usées non compatible avec les normes européennes
	Fragmentation des milieux naturels
O18 : Anticiper l'adaptation du territoire au dérèglement climatique et préparer la relocalisation de certains équipements, biens et activités	Nombre d'habitants situés dans une zone à risque
	Nombre d'entreprises situées dans une zone à risque

AXE 4 : POUR L'INNOVATION ET LA PARTICIPATION : CO-CONSTRUIRE LE PROJET DE TERRITOIRE

Orientations	Indicateurs de suivi
O19 : Fédérer et mobiliser les communes dans la co-construction d'un projet de territoire	Nombre de réunions du réseau des éco-élus
O20 : Favoriser le partage et les retours d'expérience au sein du bloc communal	Nombre de réunions du réseau des éco-agents Nombre de réunions du réseau des éco-élus Nombre de réunions du réseau des secrétaires de mairie
O21 : Sensibiliser les acteurs du territoire pour inciter à l'adoption de comportements durables en promouvant les actions engagées par les collectivités	Nombre de réunions du réseau des éco-agents Nombre de réunions du réseau des éco-élus Nombre de réunions du réseau des secrétaires de mairie Nombre d'événements de sensibilisation au développement durable
O22 : Mettre en œuvre une gouvernance partagée pour assurer/renforcer l'adaptabilité du projet de territoire	Nombre de réunions annuelles du Conseil de Développement durable
O23 : Favoriser les espaces de rencontre et de partage entre acteurs pour inciter à l'innovation	Nombre de réunions du réseau des éco-agents Nombre de réunions du réseau des éco-élus Nombre de réunions du réseau des secrétaires de mairie Nombre de tiers lieux Nombre d'adhérents du GIEE Nombre de projets citoyens en ENR

CONVENTION FINANCIERE ANNUELLE 2021 - 2022 (Plan de Relance)

AXE 1 - pour une économie attractive et durable

numérotation fiche	projet	maître d'ouvrage	dépense éligible prévisionnelle	Etat	montant	% Etat	% autres financeurs	% maître d'ouvrage	subventions Etat *
1	aménagement de la ZA l'Etrier à La Haye	COCM	1 006 826 €	DETR	453 071 €	45	13	42	A

A : subvention attribuée / D : dossier de demande de subvention déposé / ND : dossier non déposé

plans d'actions à déployer pour répondre aux objectifs de l'axe 1 du CRTE

Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Stratégie économie circulaire

Statégie de développement économique et touristique

AXE 2 - pour des services à la population pour tous, de qualité et de proximité

numérotation fiche	projet	maître d'ouvrage	dépense éligible prévisionnelle	Etat	montant	% Etat	% autres financeurs	% maître d'ouvrage	subventions Etat *
2	réhabilitation du gymnase de Périers	COCM	1 594 029 €	DSIL	667 169 €	42	37	21	A
3	étude de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale pour la requalification de l'aire d'accueil des gens du voyage à Périers	COCM	40 000 €	MOUS	20 000 €	50		50	A
4	agrandissement de la bibliothèque municipale	St Patrice de Claidis	40 679 €	DETR	8 135	20	40	40	D
5	construction d'une bibliothèque	Bretteville/Ay	317 647 €	DETR	127 058	40	22	38	A

montant estimé lors du dépôt de la demande de subvention DETR. Après ouverture des offres : + 400 000 € - procédure déclarée sans suite

A : subvention attribuée / D : dossier de demande de subvention déposé / ND : dossier non déposé

plans d'actions à déployer pour répondre aux objectifs de l'axe 2 du CRTE

Plateforme Mobilité

Schéma directeur cyclable

Charte avec les familles

Projet Educatif Social Local (PESL)

Politique sociale communautaire

Réseau Territorial de Promotion de la Santé (RTPS)

Plan Local Autonomie (PLA)

AXE 3 - pour un cadre de vie harmonieux et équilibré

numérotation fiche	projets	maître d'ouvrage	dépense éligible prévisionnelle	Etat	montant	% Etat	% autres financeurs	% maître d'ouvrage	subventions Etat *
6	OPAH communautaire et tout autre dispositif d'aide à l'habitat	COCM	600 000	ANAH	210 000	35	25	40	ND
7	SARE (Service d'Accompagnement Rénovation Energétique)	COCM	152 500 €	Etat/ADEME	76 250	50	25	25	ND
8	rénovation thermique du siège à La Haye	COCM	350 000 €	DETR	105 000 €	30	22	48	ND
9	construction d'un local technique à Périers	COCM	202 135 €	DETR	40 425 €	20		80	D
10	réhabilitation du système de chauffage école maternelle	Périers	168 736 €	DETR	67 494 €	40		60	A
11	rénovation énergétique niveau BBC de l'école maternelle	Périers	514 334	DSIL	205 733 €	40	29	30	A
12	remplacement de l'éclairage public par des leds	Périers	151 500 €	DETR	45 450 €	30	29	41	A
13	acquisition d'un triporteur électrique	Périers	8 369 €	DETR	3 347 €	40		60	A
14	extension de la station d'épuration	Périers	798 060 €	DSIL	159 612 €	20	57	23	A
15	rénovation énergétique d'un logement communal	Neufmesnil	28 145	DETR	14 072	50	11	39	A
16	aménagement d'un réseau de chaleur	St Germain/Ay	89 725 €	DETR	35 890 €	40		60	A
17	rénovation de l'éclairage de différents locaux communaux (école, salle polyvalente, poste SNSM)	St Germain/Ay	12 863 €	DETR	6 431 €	50		50	A
18	rénovation éclairage public (traverse du bourg et ZA Finel)	Lessay	144 960 €	DETR	43 488 €	30		70	D
19	mise en accessibilité des trottoirs de la rue du Hamet	Lessay	98 000 €	DETR	19 600 €	20		80	A
20	rénovation énergétique de la salle multiactivités	Créances	390 755 €	DETR	156 302 €	40		60	ND
21	rénovation de l'éclairage public 1ère tranche	Créances	238 537 €	DETR	58 539 €	24		76	A
21	rénovation de l'éclairage public 2ème tranche	Créances	195 130 €	DETR	58 539 €	30		70	A
22	aménagement 2ème tranche piste cyclable	Créances	763 666 €	DSIL	366 560 €	48	30	22	A
23	rénovation énergétique de logements communaux	Doville	32 387 €	DETR	6 477 €	20	50	30	D
24	rénovation de l'éclairage public	Bretteville/Ay	28 280	DETR	8 484 €	30		70	D
25	construction d'un bâtiment communal avec pose de panneaux photovoltaïques	La Feuillie	67 752 €	DETR	20 325 €	30	3	67	A
26	extension et rénovation énergétique logement communal	St Martin d'Aubigny	157 363 €	DSIL	60 695 €	38	41	21	A
27	rénovation éclairage public et éclairage de l'église	Gorges	50 000 €	DETR	15 000 €	30		70	ND
28	rénovation de l'éclairage public	La Haye	223 282 €	DETR	66 984 €	30		70	D
29	installation d'une pompe à chaleur locaux MAM Lithaire	Montsenelle	13 972 €	DSIL	5 589 €	40		60	A
30	installation d'une pompe à chaleur locaux MAM St Jores	Montsenelle	15 694 €	DSIL	6 278 €	40		60	A
31	rénovation de l'éclairage public	Millières	45 100 €	DETR	8 118 €	30		70	ND

A : subvention attribuée / D : dossier de demande de subvention déposé / ND : dossier non déposé

plans d'actions à déployer pour répondre aux objectifs de l'axe 3 du CRTE

Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Stratégie économie circulaire

Stratégie d'adaptation de la façade littorale aux risques littoraux et au changement climatique

Stratégie de développement économique et touristique

Plateforme Mobilité

Schéma directeur cyclable

AXE 4 - pour l'innovation et la participation : co-construire le projet de territoire

numérotation fiche	projets	maître d'ouvrage	nature de la dépense
32	démarche interne de développement durable (éco-agents et éco-élus)	COCM	ingénierie interne
33	réseau des secrétaires de mairie	COCM	ingénierie interne
	<i>accompagnement à l'élaboration du CRTE et du projet de territoire : formalisation de la démarche, appui à la rédaction des fiches-actions, évaluation (Rouge Vif Territoires)</i>	ANCT	<i>prestation de service</i>
	<i>accompagnement à la démarche participative citoyenne pour l'élaboration du CRTE et du projet de territoire (Missions Publiques)</i>	ANCT	<i>prestation de service</i>

